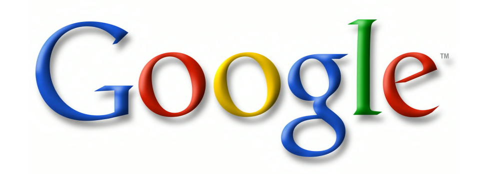
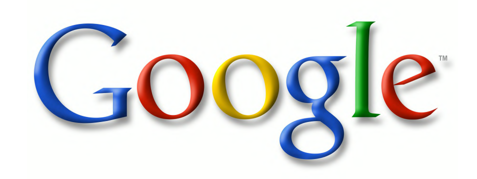
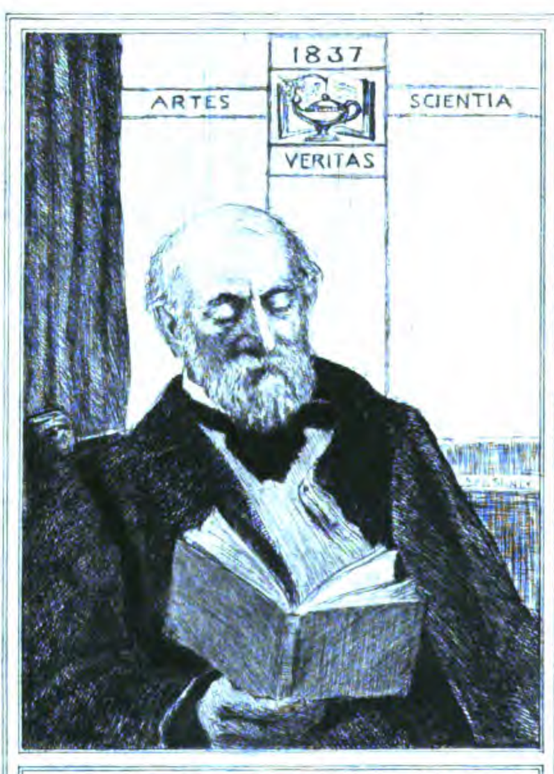







1837
ARTES
SCIENTIA
VERITAS

HISTOIRE

DE LA

FONDATION DE LA RÉPUBLIQUE

DES

PROVINCES-UNIES

PAR

J. LOTHROP MOTLEY

TRADUCTION NOUVELLE

PRÉCÉDÉE D'UNE INTRODUCTION

PAR

M. GUIZOT

TOME TROISIÈME



PARIS

MICHEL LÉVY FRÈRES, LIBRAIRES-ÉDITEURS

RUE VIVIENNE, 2 BIS

1859

HISTOIRE

DE LA FONDATION DE LA RÉPUBLIQUE

DES

PROVINCES-UNIES

CHAPITRE IV.

Barbarie obstinée du gouvernement. — Exécution d'Antoine van Straalen. — Les amis allemands du prince d'Orange lui conseillent l'inaction. — Sentiments héroïques du prince. — Ses efforts en faveur de la tolérance. — Ses opinions religieuses. — Sa fervente piété. — Sa correspondance publique avec l'empereur. — Traits distinctifs de son « Apologie, » de « l'Avertissement » et autres actes. — Le prince traverse le Rhin à la tête d'une nombreuse armée. — Passage de la Meuse près de Stochem. — Il offre la bataille au duc d'Albe. — Détermination du duc d'éviter le combat. — Comparaison de sa situation actuelle avec celle qu'il avait naguère en Frise. — Habile tactique du duc. — Escarmouche sur la Séta. — Défaite des Orangistes. — Mort de Hoogstraaten. — Jonction opérée avec Genlis. — Le duc reste fidèle à son premier projet. — Le prince passe la frontière de France. — Correspondance entre Charles IX et le prince d'Orange. — L'armée patriote se débande à Strasbourg. — Réflexions de Granvelle sur la situation du prince. — Attitude triomphante du duc d'Albe. — Réjouissances à Bruxelles. — Statue colossale du duc d'Albe élevée par lui-même dans la citadelle d'Anvers. — Intercession de l'empereur auprès de Philippe. — Six électeurs de l'Empire présentent un mémoire à l'empereur. — Mission de l'archiduc Charles auprès du roi d'Espagne. — Ses négociations avec Philippe. — Correspondance publique et particulière entre le

roi et l'empereur. — Duplicité de Maximilien. — L'intervention se termine brusquement. — Suggestions de Granvelle au roi à propos du traité de Nassau.

Le duc, après avoir étouffé l'insurrection en Frise et porté un coup mortel aux projets du comte Louis, revint en triomphe à Bruxelles. Loin d'être adouci par le succès de ses armes, il reprit avec une énergie nouvelle le massacre un moment suspendu pendant sa brillante campagne dans les provinces du nord. Les autels furent de nouveau chargés ed victimes; le gibet, le bûcher, l'échafaud semblaient devoir régner en permanence pendant son administration (1). Quatre hommes d'un rang élevé subirent leur supplice peu de temps après le retour du duc dans la capitale. Ils avaient tellement souffert de la torture qu'on fut obligé de les porter sur l'échafaud et de les attacher sur des chaises, afin de pouvoir les décapiter (2). Ces quatre victimes étaient un gentilhomme frison nommé Galena, les secrétaires des comtes de Horn et d'Egmont, Bakkerzeel et La Loo, et le bourgmestre d'Anvers, Antoine Van Straalen. On a déjà vu que ces trois derniers avaient été arrêtés en même temps que les deux comtes. Dans le procès de Van Straalen, les longs et fidèles services qu'il avait rendus aux Provinces parurent si éclatants que les membres du Conseil de sang eux-mêmes, en remettant le dossier au duc d'Albe, éprouvèrent quelques sentiments d'humanité pour le sort d'un homme qui, entre autres actions méritoires, avait fourni les fonds de la brillante campagne de Picardie, au début du règne de Philippe, et ils

(1) Bor, t. IV, p. 248.

(2) J. P. van Capelle, *Bijdragen tot de Geschichte de Nederlanden*, p. 231. Meteren, p. 61.

dirent un mot en faveur du pardon (1). Mais la miséricorde, même conseillée par des bourreaux couverts du sang de leurs semblables, ne trouva point d'écho dans le cœur du tyran. L'homme qui avait fourni le nerf de la guerre pour les longs triomphes d'Egmont au service de Philippe, partagea le sort du héros qui avait conquis les lauriers (2).

Des martyrs innombrables suivirent le même chemin pour arriver à un autre monde, où ils ont sans doute reçu la récompense de leur foi inébranlable et de leur tranquille confiance en Dieu au milieu des tortures d'une mort trop horrible pour qu'on la raconte. « *Verge rouge* », comme le peuple appelait le prévôt du Brabant, ne perdait pas un instant. Il volait de village en village dans la province entière pour exécuter plus vite les ordres sanguinaires de ses maîtres (3). Cependant il devait bientôt monter sur l'échafaud au pied duquel il avait amené tant de victimes; soit caprice, soit désir de faire impartialement justice, le maître fit pendre le bourreau dont l'activité avait été si infatigable. La sentence qu'il portait sur la poitrine au moment de son supplice disait qu'il avait exécuté beaucoup de gens sans ordre, et qu'il avait laissé échapper beaucoup de coupables, par amour de l'argent (4). Je laisse au lecteur à mesurer la part qu'eurent ces deux motifs dans son exécution.

Pendant les triomphes du duc d'Albe, le prince d'Orange n'avait pas perdu son active sérénité. Les hardis

(1) Bor, p. 247, 248.

(2) *Ibid.* Capelle, Hoofdt, *ubi sup.* Le bourgmestre mourut en disant : « Triste récompense de loyaux services. »

(3) Bor, t. II, p. 248.

(4) *Ibid.*, t. V, p. 269, 270. Hoofdt, t. V, p. 191.

projets qu'il avait conçus et préparés avec tant de soin avaient été tous déjoués. Villars avait été battu à Dalhem; Cocqueville et ses troupes avaient été taillés en pièces en Picardie; le brave et habile Louis de Nassau venait d'essuyer une déroute complète en Frise. Le succès momentané des patriotes à Heiliger-Lee avait été effacé par les torrents de sang versés à Jemmingen. La tyrannie était plus triomphante que jamais, les Provinces plus timides et plus asservies. Les amis sur lesquels Guillaume d'Orange comptait en Allemagne n'avaient jamais été enthousiastes pour sa cause; malgré leur fidélité et leurs désirs libéraux, ils devenaient inquiets et froids. Depuis plusieurs mois, les alliés les plus loyaux et les plus chers de Guillaume d'Orange, l'électeur de Hesse et le duc de Wurtemberg aussi bien que l'électeur Auguste de Saxe, le conjuraient de rester tranquille et d'attendre les événements.

On savait que l'empereur avait écrit à Philippe une lettre pressante au sujet de la politique qu'il suivait dans les Pays-Bas en général et de la position du prince d'Orange en particulier. Tout le monde, depuis l'empereur jusqu'au plus petit potentat, semblait croire que le prince devait se tenir tranquille, qu'il était même tenu d'attendre l'effet de la remontrance impériale (1). « Votre Altesse n'a qu'à se tenir tranquille, » disait le landgrave Guillaume.— « Votre Altesse n'a qu'à se tenir tranquille, » répétait Auguste de Saxe. — « Vous ne devez pas remuer le doigt en faveur des pauvres Provinces, » disait l'empereur; « vous ne lèverez pas un seul homme à pied ou à cheval dans tout l'Empire. Si vous violez la paix du royaume et que

(1) *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 786. *Archives et corresp.*, t. III, p. 130, 136, 144, 145, 214, 219.

vous nous brouilliez avec notre excellent frère et cousin Philippe, que le péril retombe sur votre tête ; vous n'avez autre chose à faire qu'à vous tenir tranquille et à attendre sa réponse à notre lettre (1). » Mais le prince savait l'influence que son inaction exercerait sur la cause de la liberté et de la religion. Il savait ce qu'on pouvait espérer de la lettre de l'empereur sur le cœur de Philippe. Il savait que, plus les ténèbres s'épaississaient dans le malheureux pays qu'il voulait défendre, plus il lui était interdit de détourner ses regards d'un pareil malheur.

Ce fut à peu-près à cette époque qu'un grand changement s'opéra dans son âme. Jusque-là, quoique attaché nominalement à l'Église catholique, sa manière de vivre et ses habitudes d'esprit ne l'avaient pas conduit à s'occuper sérieusement des choses d'un autre monde. Les graves devoirs, le caractère solennel de la cause qu'il avait embrassée l'avaient amené à regarder de plus près aux grandes doctrines du christianisme. Il était enrôlé à jamais dans les rangs de la Réforme (2); c'était sa patrie, le centre de ses devoirs et de ses affections. Les réformés devinrent ses frères, qu'ils vécussent en France, en Allemagne, dans les Pays-Bas ou en Angleterre. Cependant son esprit avait pris son vol plus haut que celui des réformateurs les plus éminents ; c'était moins à des doctrines nouvelles qu'à la liberté religieuse qu'il aspirait. Dans un temps où la pensée

(1) *Corresp. de Guillaume le Taciturne*, t. III, p. 19. *Archives et correspondance*, t. III, p. 130, sqq.

(2) Le prince avança pas à pas vers la Réforme. Ce ne fut que le 23 octobre 1573 qu'il reçut publiquement la communion dans une assemblée calviniste, on ne sait à quel endroit. Van Wyn op Wagenaer, t. VI, p. 73, et Van der Wall, *Privilegie van Dort*, bl. 149, n° 7.

était un crime, où la bigoterie et l'esprit de persécution caractérisaient également les catholiques et les luthériens, les calvinistes et les zwingliens, il avait osé proclamer la liberté de conscience comme le grand but des nobles âmes. Dans un temps où la tolérance était regardée comme un vice, il eut le courage de la cultiver comme une vertu. Son dernier avis aux réformés des Pays-Bas, quand il les quitta pour quelque temps au printemps de 1567, fut d'oublier toutes les dissidences secondaires pour chercher l'union religieuse. Il croyait que les disciples de Luther et ceux de Calvin pouvaient agir de concert, bien qu'ils se crussent aussi incapables de tout amalgame que le feu et l'eau (1). Il fit un éloquent appel aux gens vertueux et influents de tous les partis pour les presser de faire cause commune contre la tyrannie. Bien qu'il fût de jour en jour plus favorable à la cause de la réformation et qu'il sentît de jour en jour plus vivement la corruption de l'Église romaine, il était prêt pourtant à admettre toutes les formes de culte en laissant à la vérité le soin de combattre l'erreur.

Il n'avait pas l'ombre de fanatisme ni d'exagération, et pourtant il était devenu profondément religieux. Jusque-là il avait été un homme d'État et un homme du monde ; depuis ce moment il apprit à se confier tranquillement dans la providence de Dieu pour toutes les difficultés de sa vie aventureuse. Ses lettres confidentielles écrites à ses amis les plus intimes, et qui n'ont pas été lues pendant trois siècles, prouvent jusqu'à l'évidence sa foi sincère et simple. Il ne la feignait pas pour tromper les autres ; il la regardait comme un secret appui pour lui-

(1) Wagenaer, *Vaderl. Hist.*, t. VI, p. 227, 228. Hoofdt, t. IV, p. 132, 133.

même. Sa religion n'était pas un voile pour ses desseins; elle était sa consolation dans ses infortunes. Dans ses instructions à son agent le plus fidèle, Jean Bazius, tout en se déclarant franchement en faveur du protestantisme, il exprimait une extrême répugnance pour toute persécution des catholiques : « Dans le cas où nous deviendrions maîtres de quelque ville, » écrivait-t-il, « que les papistes soient protégés et respectés autant que cela sera possible. Il faut les vaincre, non par la violence, mais par la douceur et les bons traitements (1). » Après le terrible désastre de Jemmingen, il écrivit à son frère Louis pour le consoler très-affectueusement du mauvais résultat de la campagne. Il ne laissa pas échapper un mot de reproche, quoique son frère eût conduit les opérations, à la suite de la bataille de Heiliger-Lee, tout à fait contre son avis. Il lui avait conseillé d'éviter la bataille en prédisant une défaite (2); mais une fois la bataille livrée et perdue, il ne parle à son frère que d'une soumission complète à la volonté de Dieu et de sa confiance inébranlable : « Vous pouvez être assuré, mon frère, » dit-il, « que je n'ai jamais rien ressenti plus vivement que le malheur qui vous est arrivé, et cela pour bien des raisons que vous pouvez facilement imaginer. En outre, la défaite nous gêne fort pour nos levées, et elle a glacé les cœurs de bien des gens qui étaient disposés à nous prêter secours. Cependant, puisque Dieu l'a trouvé bon ainsi, il faut prendre patience et ne point perdre courage, nous soumettant à sa sainte volonté, ce que, pour ma part, je suis résolu à faire en toute circonstance, en persévérant dans notre œuvre, avec son secours tout-

(1) *Archives*, etc., t. III, p. 196-200.
(2) *Ibid.*, p. 257-261.

puissant (1). » *Sævis tranquillus in undis*, il n'était jamais plus serein qu'au milieu des orages et des ténèbres. Il puisait ses consolations et retrempait son courage à la source inépuisable de la miséricorde divine.

« Je pars demain, » écrivait-il à Anne de Saxe, « et je ne puis, sur mon honneur, vous dire avec quelque certitude quand je reviendrai, ou quand je vous verrai. J'ai résolu de me remettre entre les mains de Dieu et de me laisser guider par son bon plaisir. Je vois bien que je suis destiné à passer ma vie dans le travail et la souffrance; mais je me soumets, puisque c'est la volonté du Tout-Puissant, sachant bien que j'ai mérité des châtiments plus sévères. Je lui demande seulement la force de tout supporter avec patience (2). »

Au mois de mai 1568, l'empereur Maximilien somma officiellement le prince d'Orange de déposer les armes, et de cesser toutes ses levées et machinations contre le roi d'Espagne et la paix de l'Empire. Il était requis d'obéir à cette sommation sous peine de perdre tous les droits, fiefs et priviléges que lui ou ses ancêtres avaient reçus des empereurs, et d'encourir les disgrâces, châtiments et pénalités les plus sévères.

Le prince répondit à ce document, au mois d'août, après s'être fort peu inquiété, dans l'intervalle, des ordres qu'il contenait. L'empereur avait vu dans l'origine son entreprise avec faveur ; mais il avait changé d'avis. Guillaume ne se relâcha point dans ses efforts pour mettre une armée sur pied. L'un après l'autre, tous les princes de l'Empire qui avaient été naguère dévoués à sa cause, et

(1) *Archives*, etc., t. III, p. 256.
(2) *Ibid.*, p. 327-361.
(3) *Corresp. de Guillaume le Taciturne*, t. III, p. 1-5.

qui conservaient beaucoup d'amitié pour lui, devenaient plus froids à mesure que la tyrannie grandissait; mais leur défection ne troublait pas plus le prince que la défaite de Jemmingen qui en était l'origine. Au mois d'août, il répondit à la lettre de l'empereur avec respect, mais vivement : il décrivait le despotisme du duc d'Albe et les artifices de Granvelle avec l'éloquence nerveuse qui lui était habituelle, tout en conservant le ton d'une déférence presque exagérée pour le souverain. On ne pouvait présumer, disait-il, que « Sa Majesté, roi débonnaire et bienfaisant, » eût permis des cruautés semblables à celles qu'il venait de retracer dans sa lettre, et il était bien certain que le duc d'Albe les avait commises de sa propre autorité. Il espérait donc que l'empereur, après avoir lu « l'Apologie » qu'il venait de publier, comprendrait ses raisons pour prendre les armes. Il espérait que Sa Majesté regarderait sa résistance comme une entreprise juste, chrétienne et propice à la paix publique. Il exprimait la confiance que Sa Majesté, loin de s'opposer aux espérances « des pauvres malheureux chrétiens, » leur donnerait plutôt assistance, puisque c'était la charge et le devoir de Sa Majesté d'être le dernier refuge des infortunés (1).

On a déjà parlé de « l'Apologie du prince d'Orange contre les faux bruits répandus par les calomniateurs » à laquelle le prince fait ici allusion. Ce remarquable pamphlet avait été rédigé d'après l'avis de ses amis, le landgrave Guillaume et l'électeur Auguste (2); mais ce ne fut pas le seul document que le prince fit imprimer à cette époque. Il publia une expresse déclaration de guerre au

(1) *Corresp. de Guillaume le Taciturne*, t. III, p. 5-19.
(2) *Archives*, etc., t. III, p. 183-186.

duc d'Albe, et il adressa un avertissement éloquent et solennel à tous les habitants des Pays-Bas (1). Ces pièces sont très-importantes et intéressantes. Le ton qui y règne indique les intentions et l'esprit qui animaient le prince au début de la lutte. Sans Guillaume d'Orange et ses efforts à cette époque, il est probable que la république des Pays-Bas n'eût jamais été fondée. Il est certain aussi que, sans l'ardente passion des masses néerlandaises pour la liberté civile et religieuse, la tentative du prince fût restée sans succès. Il connaissait ses compatriotes, et ils le regardaient tous comme leur sauveur. Il n'y avait de leur part aucune prétention révolutionnaire. Le prince voulait maintenir, non renverser. Il cherchait à rétablir les libertés dont les Provinces avaient joui jusqu'à l'avénement de la maison de Bourgogne. L'attitude qu'il prit alors est rare dans l'histoire. Le défenseur de la cause populaire n'élevait pas l'étendard de la révolution. Il rendait, dans tous ses actes officiels, un respect apparent à l'autorité du roi. Par une fiction philosophique, il tenait le monarque pour incapable des crimes dont il accusait le vice-roi. Loin de revêtir le caractère d'un rebelle prenant les armes contre son prince, il faisait la guerre, comme souverain indépendant, à un gouverneur infidèle aux ordres de son maître. Dans l'intérêt de Philippe, qu'il feignait de croire lié au bonheur de son peuple, il marchait contre le tyran qui compromettait l'un et l'autre. Il savait bien que ce masque de loyauté ne sauverait pas sa tête de l'échafaud ; mais il espérait peut-être que quelques âmes élevées se laisseraient séduire par ce généreux sophisme qui cher-

(1) Bor, t. IV, p. 253-254.

chait à servir la cause populaire en attribuant au roi des vertus.

Ce fut ainsi que le souverain d'une petite principauté inconnue offrit fièrement le combat au souverain le plus puissant du monde. A ses frais, et par des efforts inouïs, il avait réussi à lever une armée de trente mille hommes. Il proclama alors hautement à l'univers entier et surtout aux habitants des Provinces, ses motifs, ses projets et ses espérances.

« Nous, par la grâce de Dieu, prince d'Orange, » disait sa déclaration du 31 août 1568, « à tous les fidèles sujets de Sa Majesté, salut. Peu de gens ignorent que les Espagnols cherchent depuis longtemps à gouverner le pays selon leur bon plaisir. Abusant de la bonté de Sa Majesté, ils lui ont persuadé de décréter l'établissement de l'Inquisition dans les Pays-Bas. Ils savaient bien que, si les Néerlandais pouvaient être amenés à tolérer cette institution, ils perdraient aussitôt toute garantie de liberté, tandis que, s'ils faisaient opposition à l'Inquisition, les Provinces offraient un vaste champ pour le pillage. Nous avions espéré que Sa Majesté prendrait cette affaire à cœur et sauverait ses Provinces héréditaires d'une ruine complète. Notre espoir a été déçu ; il nous est impossible, en pensant aux loyaux services que nous devons à Sa Majesté et à la compassion que nous éprouvons pour ses fidèles vassaux, de contempler tranquillement les meurtres, les vols, les outrages et les souffrances que subissent nos compatriotes. Nous sommes certain en outre que Sa Majesté a reçu de faux renseignements sur les affaires des Pays-Bas. Nous prenons donc les armes pour nous opposer à la violence tyrannique des Espagnols, avec l'aide du Dieu de miséricorde qui déteste l'effusion du

sang. Constamment disposé à risquer notre vie et tous nos biens terrestres pour cette cause, nous avons sur pied, Dieu soit loué, une excellente armée de cavalerie, d'infanterie et d'artillerie, levée tout entière à nos frais. Nous sommons tous les fidèles sujets des Pays-Bas de venir à notre aide. Qu'ils prennent à cœur la détresse du pays, le danger d'un esclavage perpétuel pour eux et pour leurs enfants, et la ruine complète de la religion évangélique. Ce ne sera que lorsqu'on aura triomphé de la soif de sang du duc d'Albe que les Provinces pourront espérer de retrouver la pure administration de la justice, et la prospérité de l'État (1). »

Dans l'avertissement ou proclamation à tous les habitants des Pays-Bas, le prince exprimait les mêmes sentiments. Il annonçait son intention de chasser à jamais les Espagnols du pays. Pour accomplir cette grande œuvre, l'argent était nécessaire. Il suppliait donc ses compatriotes de contribuer, les riches de leur superflu, les pauvres de leur nécessaire, à l'avancement de la cause commune. Il les conjurait solennellement d'agir pendant qu'il en était temps encore « devant Dieu, devant la patrie et devant le monde. » Le Prince avait donné pour épigraphe à cette pièce les 28, 29 et 30e versets du dixième chapitre des Proverbes, ainsi que sa devise favorite « *Pro lege, rege, grege* (2). »

Ces appels n'eurent pas grand effet. On toucha dix ou douze mille couronnes sur les trois cent mille promises par Marc Perez, au nom des principaux seigneurs et des grands négociants des Pays-Bas (3). Les gentilshom-

(1) Bor, t. IV, p. 253-254.

(2) Byvoegsel van authentik stuk. tot P. Bor, *Hist.*, p. 121-123.

(3) Bor, t. IV, p. 251, 252. Hoofdt, t. V, p. 183.

mes qui avaient signé le Compromis et le parti qui avait jadis été favorable à la liberté ne répondirent pas aux instances de Guillaume d'Orange. Un pauvre prédicateur anabaptiste recueillit une petite sômme dans une congrégation de réfugiés sur la frontière de Hollande, et au péril de sa vie l'apporta au camp du prince. Cet argent venait de gens qui ne demandaient d'autre récompense, dit-il, que d'être traités avec bonté quand la cause réformée triompherait dans les Pays-Bas. Le prince signa un reçu en disant combien il était touché de la sympathie de ces pauvres exilés (1). Au bout de quelque temps on reçut, de sources analogues, d'autres contributions recueillies pour la plupart par des ministres dissidents dans des congrégations pauvres et misérables (2). Les exilés firent, en proportion de leur misère, des efforts infiniment plus grands pour la fondation de la liberté civile et religieuse que les grands seigneurs et les riches marchands.

A la fin de septembre, le prince rassembla son armée dans la province de Trèves, près du monastère de Romersdorf. Ses forces se montaient à peu près à trente mille hommes, dont neuf mille chevaux (3). Lumey, comte de la Marck, partisan hardi et féroce, descendant du Sanglier des Ardennes, le rejoignit alors à la tête d'un corps de troupes choisies. Comme Civilis, l'ancien héros batave, il avait juré de ne couper sa barbe et ses cheveux que lorsque le pays serait délivré ou du moins lorsqu'il aurait vengé la mort d'Egmont dont il était le parent (4). Il est probable

(1) Brandt, *Hist. der reform.*, t. I, p. 526. *Lettre de P. W. Boomgaerdt à C. L. Hoofdt* (7 août 1606).

(2) Brandt, t. I, p. 516.

(3) Hoofdt, t. V, p. 183.

(4) *Ibid.* Strada, t. VII, p. 338. Bentivoglio, t. V, p. 77, 78. Wagenaer, t. VI, p. 286. Grot., *Ann.*, t. I, p. 32. Meteren, t. II, p. 55.

que la conduite brutale de ce capitaine, et surtout les cruautés exercées par ses troupes sur les moines et les papistes (1) firent plus de tort à la cause que leur valeur ne lui rendit de services. Mais dans ces temps orageux, on ne pouvait dédaigner des instruments brutaux mais efficaces, et le nom de Lumey devait rester uni pour toujours aux plus importants triomphes de la cause libérale.

Les patriotes pourtant ne devaient pas recueillir de lauriers dans cette campagne. Le prince traversa le Rhin à Saint-Feit, petit village qui lui appartenait (2). Il descendit le long du fleuve jusqu'aux environs de Cologne. Puis, après avoir paru errer avec hésitation autour des territoires de Juliers et de Limbourg, il traversa tout à coup la Meuse par un beau clair de lune, près de Stochem (3) avec toute son armée. L'opération fut brillante. Un corps de cavalerie, formant une masse compacte, se porta au milieu du courant comme Jules César l'avait fait souvent, et l'armée tout entière passa la rivière à gué sous la protection de ce rempart (4). La Meuse était assez basse, mais l'eau montait pourtant jusqu'aux épaules des soldats. Cette prouesse s'accomplit pendant la nuit et dans la matinée du 4 et du 5 octobre. L'aventure parut si hardie que le bruit s'en répandit aussitôt fort loin. Les Espagnols commencèrent à s'inquiéter de l'audace d'un général qu'ils avaient jusque-là feint de mépriser. On nia positivement le passage de la Meuse. Un malheureux bourgeois d'Amsterdam fut battu de verges pour avoir

(1) Bor, t. IV, p. 256. Hoofdt, t. V, p. 183.

(2) *Ibid.* Wagenaer, *Vaderl. Hist.*, t. VI, p. 286. Meteren, p. 55.

(3) *Relation de l'expédition du prince d'Orange en* 1568, par le secrétaire d'État Courteville. Gachard, *Corresp. de Guillaume le Taciturne*, t. III, p. 319-337.

(4) Hoofdt, t. V, p. 183. Meteren, p. 56.

osé parler de la chose comme d'un bruit public (1). Le duc d'Albe refusa de croire le fait quand on vint le lui apprendre. « L'armée du prince ressemble-t-elle à un troupeau d'oies sauvages, demanda-t-il, pour qu'elle puisse voler à travers une rivière comme la Meuse (2)? » Cependant le fait était vrai. Le prince exilé et mis hors la loi, se trouvait sur les frontières du Brabant à la tête de troupes régulières. Ses bannières portaient des inscriptions patriotiques; on lisait sur les unes : «*Pro lege, rege, grege;*» on voyait sur les autres le touchant emblème du pélican qui nourrit ses petits de son sang (3). Il était décidé à forcer le duc d'Albe à livrer bataille; il voulait effacer le désastre de Jemmingen. Il savait que, s'il pouvait, après une victoire, planter son étendard au milieu du pays, on viendrait s'y rallier en masse, et que la nation se lèverait comme un seul homme s'il parvenait à vaincre le tyran enivré de sang et de triomphes.

Les bannières au vent, les tambours battant au champ, les trompettes sonnant, le prince d'Orange entra dans le Brabant avec toute la pompe et l'éclat d'un général victorieux, et vint se poster à une lieue du camp du duc d'Albe. Son projet était de défier son adversaire pour l'attirer sur le champ de bataille. Le gouverneur général s'était retranché dans un endroit appelé Keiserslager, que Jules César avait jadis occupé. La ville de Maestricht, située dans les environs et sous sa protection immédiate, lui fournissait des vivres (4). Le prince envoya au duc un héraut pour lui proposer d'échanger les

(1) Hoofdt, p. 185.
(2) *Ibid.* Strada, t. VII, p. 340.
(3) Bor, t. IV, p. 255. Hoofdt, t. V, p. 184.
(4) *Ibid.* Meteren, p. 56. Hoofdt, t. IV, p. 185.

prisonniers qu'on ferait dans la campagne qui allait s'ouvrir au lieu de les exécuter (1). Le héraut, tout botté et tout éperonné, comme il venait de descendre de cheval, fut pendu à l'instant même (2). C'était une réponse significative à un message de miséricorde. Le duc d'Albe ne traitait pas avec les rebelles avant le combat, et ne faisait pas de quartier.

Cependant le duc avait attentivement étudié la situation ; son parti était pris, il était résolu à ne pas se battre. Il était évident que le prince offrirait le combat, fréquemment, vivement, avec affectation; mais le vice-roi ne voulait pas l'accepter. Une fois prise, sa détermination était inébranlable. Il sentait la grande différence qui existait entre sa position actuelle et celle où il se trouvait en Frise l'été précédent. Là il fallait en venir aux mains; maintenant il valait mieux lasser l'ennemi à force de patience. En Frise, les rebelles venaient de remporter une victoire éclatante sur des troupes d'élite. Le prince d'Orange au contraire était encore sous le poids d'une grave défaite. Naguère l'armée de Louis de Nassau grossissait sans cesse, grâce aux recrues qui arrivaient de toute la contrée environnante. Ni les paysans ni les nobles n'osaient plus lever le doigt en faveur du prince. L'armée de Louis était soutenue par celle que son frère travaillait dès lors à lever; si l'on n'y eût mis obstacle, ils auraient opéré leur jonction; l'insurrection eût pu présenter alors un aspect si formidable que les gens timides auraient pu trouver plus de sécurité à s'y joindre qu'à rester fidèles. L'armée de Guillaume d'Orange, au contraire, était le dernier espoir des patriotes. Les trois corps qui

(1) Herrera, t. XV, c. xi, p. 701.
(2) Mendoza, p. 78. Meteren, p. 56.

l'avaient précédée avaient été successivement et complétement défaits (1).

La Frise, d'ailleurs, touchait aux frontières du pays. Une défaite encourue là par le gouvernement n'entraînait pas nécessairement la perte des Provinces. Le Brabant, au contraire, était le cœur des Pays-Bas. Si le prince pouvait remporter là une victoire décisive, le sort de la nation était entre ses mains. Le vice-roi savait qu'il était détesté, et régnait par la terreur. Le prince était l'idole du peuple, qui se rallierait autour de lui dès qu'il l'oserait. Une seule défaite du tyran par le libérateur suffirait pour détruire ce terrible renom d'invincible qui faisait la force du duc d'Albe. Il avait suffisamment prouvé son audace par le châtiment qu'il avait infligé aux rebelles rassemblés sous l'étendard du comte Louis. Il pouvait se permettre, sans craindre de perdre le respect et la soumission du pays, de jouer ce jeu savant auquel il était si habile. Il n'était pas enthousiaste. Bien qu'il ne doutât probablement pas de sa victoire sur le prince dans une bataille rangée, il n'avait pas la passion de la lutte au point de risquer même une chance de défaite. Ses troupes, d'ailleurs, bien qu'elles fussent des soldats d'élite et les mousquetaires ou les hallebardiers les plus expérimentés d'Europe, étaient inférieures en nombre à celles de son adversaire. Il ne pouvait opposer aux vingt mille fantassins et aux huit mille cavaliers du prince d'Orange que quinze ou seize mille hommes d'infanterie, et cinq mille cinq cents chevaux (2). En outre,

(1) *Relation du secrét. Courteville. Corresp. de Guillaume le Taciturne*, t. III, p. 323-326. V. d. Vynckt, t. II, p. 113, 114. Bor, t. IV, p. 256, 257. Hoofdt, t. V, p. 186.

(2) Strada, t. VII, p. 338. Mendoza, p. 77. V. d. Vynckt, t. II,

l'avantage que ses fantassins possédaient en Frise, pays funeste à la cavalerie, n'existait plus dans les plaines du Brabant, où la supériorité des troupes à cheval de Guillaume d'Orange ne pouvait manquer d'avoir son effet. La saison entrait aussi dans les calculs du duc. L'hiver suffirait à disperser les corps de mercenaires allemands que le prince d'Orange ne pouvait entretenir longtemps, même avec un service actif. Mal payés, et désappointés dans leurs espérances de pillage, les rebelles disparaîtraient, au bout de quelques semaines, aussi complétement qu'à la suite d'une défaite éclatante. En un mot, le prince d'Orange pouvait gagner par une victoire une vie et une force nouvelles; sa défaite ne pouvait que hâter de quelques jours la destruction inévitable de son armée. Le duc d'Albe, au contraire, pouvait perdre les Provinces s'il était battu, et le triomphe ne devait lui apporter aucun avantage véritable. Le prince avait tout à espérer, le duc tout à craindre du résultat d'une action générale (1).

Le plan ainsi résolu fut exécuté avec une admirable exactitude. Comme œuvre d'art, la campagne du duc d'Albe contre le prince d'Orange fut un chef-d'œuvre plus remarquable que sa brillante expédition en Frise. Le duc était décidé à s'attacher à son adversaire, à le suivre pas à pas, à entraver tous ses mouvements, à déjouer toutes ses entreprises, à parer tous ses coups, à le harasser de cent manières jusqu'à ce que, l'hiver venu, il fût contraint, par la dispersion de ses mercenaires mal payés, à quitter le pays après une campagne

p. 113. Hoofdt, t. V, p. 186. Meteren, p. 56. Bentivoglio, t. V, p. 77, 78.

(1) Bor, t. IV, p. 256. Hoofdt, V. d. Vynckt, Courteville, Meteren, *ubi sup.*

stérile, sans ressources et sans espoir. Guillaume ne put réussir, malgré tous ses efforts, à déconcerter un plan si habilement conçu.

La campagne dura un mois seulement. Le prince leva vingt-neuf fois son camp (1), et à chaque mouvement le duc le suivit comme son ombre inséparable. Ils se trouvèrent trois fois à une portée de canon l'un de l'autre; deux fois ils se rencontrèrent sans un rempart ou un retranchement qui les séparât (2). Les paysans refusaient les vivres à l'armée du prince, car ils redoutaient la vengeance du gouverneur. Le duc avait fait enlever les meules de tous les moulins afin de s'assurer qu'on ne pourrait moudre un boisseau de blé dans toute la province (3). Le pays offrait peu de ressources aux trente mille soldats du prince. Les troupes mécontentes réclamaient leur paie et le butin qu'elles avaient espéré. Elles se mutinèrent un jour, et un coup de feu vint briser l'épée de Guillaume à son côté. Les soldats étaient irrités par la tactique du duc d'Albe, et ce fut avec peine qu'on put éviter une révolte générale (4). Les troupes se trouvaient constamment en présence d'un ennemi qui semblait un moment rechercher le combat pour s'évanouir ensuite comme un fantôme. Elles voyaient approcher l'hiver, et devenaient tous les jours plus mécontentes des privations qu'elles avaient à endurer. Dans la nuit du 5 au 6 octobre, le prince avait passé la

(1) V. d. Vynckt, t. II, p. 114. Strada, t. VII, p. 346.

(2) Hoofdt, t. V, p. 137. *Lettre du duc d'Albe au conseil d'État.* Cateau Cambresis (22 nov. 1563), Bor, t. IV, p. 257. *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 808.

(3) Bor, t. IV, p. 256. Hoofdt, t. V, p. 186.

(4) Strada, t. VII, p. 342.

Meuse à Stochem (1). De là il avait marché sur Tongres, suivi de près par l'ennemi qui campa dans les environs. De Tongres, il s'était rendu à Saint-Trond, toujours poursuivi et toujours déjoué avec la même prudence. Les escarmouches étaient constantes aux avant-postes, mais le corps de bataille se repliait dès que l'engagement semblait près de devenir général.

Le prince s'avança dans la direction du midi vers Jodoigne, en quittant Saint-Trond où il avait passé quelques jours. Le comte de Genlis, à la tête d'un corps de huguenots français que le prince attendait, avait traversé les Ardennes, passé la Meuse à Charlemont et se préparait à effectuer sa jonction avec lui à Walcheren (2). La rivière Geta coulait entre les deux armées. Le prince posta un détachement considérable sur une colline pour protéger le passage, et commença à faire traverser la rivière à ses troupes. Le comte de Hoogstraaten resta sur la rive avec trois mille hommes, dans le but de tenter ou d'impatienter l'ennemi qui, comme de coutume, campait dans les environs. Le duc d'Albe refusa d'attaquer le corps de bataille ; mais il envoya son fils, don Frédéric, à la tête de quatre mille fantassins et de trois mille chevaux pour couper la retraite à l'arrière-garde. Le mouvement fut habilement exécuté, la colline fut emportée, et les trois mille hommes qui n'avaient pas passé la rivière furent taillés en pièces. Vitelli dépêcha au duc un gentilhomme nommé Barberini pour le conjurer d'avancer avec l'armée, de passer la rivière, et d'en finir avec les rebelles dans une bataille rangée. Le duc d'Albe, hors de lui, non

(1) Hoofdt, t. V, p. 185. Courteville, p. 320. Mendoza, p. 79. Wagenaer, t. VI, p. 288.
(2) Courteville, p. 327-329. Meteren, p. 56. Mendoza, p. 87, 88.

par ardeur pour la lutte, mais en colère de voir que ses sages projets n'étaient pas compris de son fils et de ses officiers favoris, repoussa violemment le message : « Retournez trouver Vitelli, s'écria-t-il. Est-ce lui ou moi qui commandons ici ! Dites-lui que je lui défends de laisser passer la rivière à un seul homme. Prévenez-le de ne pas m'envoyer d'autres ambassadeurs pour demander la bataille, car je vous jure, par la tête du roi, que si vous ou quelque autre osez m'apporter un semblable message, vous ne sortirez pas d'ici vivant (1). »

Le gentilhomme, après cette réponse péremptoire, n'eut autre chose à faire que de reprendre le galop au plus vite pour participer encore au massacre des troupes du comte de Hoogstraaten, et pour empêcher Vitelli et don Frédéric de traverser la rivière dans leur ardeur intempestive. Il arriva à temps, et toute l'arrière-garde des patriotes fut massacrée. Une centaine d'hommes qui s'étaient échappés se réfugièrent dans une maison des environs. Les Espagnols mirent le feu au bâtiment, et l'entourèrent en brandissant leurs lances, ce qui ne laissait aux captifs d'autre alternative que d'être consumés par les flammes ou de tomber sur des armes meurtrières. Les uns restèrent dans la maison, les autres furent tués par les Espagnols. Quelques-uns se plongèrent leur épée dans le cœur pour échapper aux flammes et à la cruauté des ennemis. D'autres s'embrassèrent et se tuèrent mutuellement, pendant que les Espagnols sifflaient ou applaudissaient à ce spectacle, suivant que les dernières convulsions de leurs victimes leur plaisaient ou les ennuyaient. Au bout d'un moment, tous

(1) Strada, t. VII, p. 244.

les fugitifs avaient rendu le dernier soupir. Trois mille patriotes périrent dans le combat, en comptant ceux qui furent brûlés ou massacrés après la fin de la lutte (1). Le sire de Louverwal fut fait prisonnier et décapité plus tard à Bruxelles. Mais la plus grande perte du parti libéral, dans cette occasion, fut la mort d'Antoine de Lalaing, comte de Hoogstraaten. Ce beau et généreux seigneur, ami éprouvé du comte d'Orange, et son collègue pendant l'insurrection d'Anvers, fut blessé au pied pendant l'action par son pistolet qui partit par accident. La blessure, qui ne semblait pas grave, l'emporta au bout de quelques jours (2). Une étrange coïncidence avait accompagné les événements heureux et malheureux de sa vie. Une blessure causée par un coup de pistolet accidentel, pendant qu'il était en route pour Bruxelles dans le but de recevoir le duc d'Albe, l'avait sauvé de l'échafaud. Dans sa première bataille rangée contre le duc une écorchure au pied amena sa mort. Ses amis se rappelaient que dans un souper à l'ouverture de la campagne, Hoogstraaten, avec une gaieté de soldat, avait raillé le comte Louis sur son désastre de Jemmingen. Il avait affecté de croire que la retraite n'était pas nécessaire : « Voilà bien des jours que nous sommes dans les Pays-Bas, » disait-il, « et nous n'avons encore vu que le dos des Espagnols. » — « Quand le duc se réveillera, » répliqua Louis assez piqué, « je vous assure que vous verrez assez leur figure, et que vous ne l'oublierez de votre vie (3). » Cette plaisanterie devait devenir une prophétie lugubre.

Il n'y eut point d'autre action importante pendant la

(1) Mendoza, p. 86-92. Bor, t. IV, p. 256, 257. Courteville, p. 389-331.
(2) Hoofdt, t. V, p. 187. Mendoza, p. 88-92.
(3) Mendoza, p. 92.

campagne. Le succès ne détourna pas le duc de son projet; malgré les murmures de la plupart de ses officiers, il resta ferme dans sa résolution après la bataille sur la Geta, et sur le refus absolu du duc de poursuivre l'avantage, le baron de Chevreau jeta son pistolet à terre avec fureur en sa présence, en s'écriant que le duc ne voulait jamais se battre (1). Le gouverneur sourit de l'impatience du jeune homme, en lui rappelant que le métier des officiers était de se battre, mais que celui du général était de vaincre. S'il triomphait sans effusion de sang, cela valait mieux pour tout le monde (2).

L'action avait eu lieu le 20 octobre. Peu de jours après, le prince opéra sa jonction avec le comte de Genlis à Waweren, à trois lieues de Bruxelles et de Louvain. Le renfort était peu considérable, et se composait de cinq cents hommes de cavalerie, et de trois mille fantassins, accompagnés à la vérité d'une telle foule de femmes et d'enfants que la marche ressemblait plutôt à l'émigration d'une colonie qu'à l'invasion d'une armée (3). Les huguenots arrivaient trop tard; fussent-ils venus plus tôt, c'eût été peu important; il était écrit qu'on ne recueillerait point de lauriers dans cette campagne, et l'union qui régnait parmi les réformés de tous les pays fut le seul fait manifesté par l'arrivée des troupes auxiliaires. Le prince voyait s'évanouir ses espérances d'une grande bataille; il souffrait plus encore de l'apathie du pays. Pas une voix ne s'était élevée pour souhaiter la bienvenue au libérateur. Pas une ville n'avait ouvert ses portes. Tout était silence, abattement, soumission servile. Le

(1) Hoofdt, t. V, p. 187. Mendoza, p. 90.
(2) *Ibid.*
(3) Courteville, p. 332-333.

soulèvement, qui eût pu être général après une victoire éclatante, devenait une chimère grâce à l'habile tactique du duc d'Albe. Les soldats du prince, mécontents et fatigués, se mutinaient sans cesse. L'armée de Guillaume d'Orange se débandait déjà, comme le duc l'avait prévu.

Genlis et les autres officiers français désiraient que le prince quittât pour le moment les Pays-Bas afin de venir au secours des huguenots engagés de nouveau dans la guerre de religion sous les ordres de Condé et de Coligny (1). Les soldats allemands ne voulurent pas entendre parler de cette proposition. Ils s'étaient enrôlés pour se battre contre le duc d'Albe dans les Pays-Bas, et refusaient de marcher contre Charles IX, en France (2). Le prince fut obligé de commencer une contre-marche sur le Rhin. Il passa la Geta, à l'étonnement du duc d'Albe (3), et se dirigea vers la Meuse. Les pluies d'automne avaient enflé le fleuve ; depuis le passage de Guillaume au commencement du mois, il était devenu impossible de le traverser à gué. Le prince s'avança donc vers Liége et demanda à l'évêque de permettre à ses troupes de passer librement. L'évêque, qui craignait le duc d'Albe et qui avait accepté sa protection, refusa (4). Le prince n'avait pas le temps de parlementer. Il revint sur ses pas, et prit la grande route de France, toujours surveillé et suivi par le duc d'Albe, ce qui occasionnait tous les jours des escarmouches. Au Quesnoy et à Cateau-

(1) Bor, t. IV, p. 256-257. *Archives et correspondance*, t. III, p. 303-310.

(2) *Ibid.*

(3) Courteville, p. 333.

(4) Gachard, *Corresp. de Guillaume le Taciturne*, t. III, p. 19-34 ; 338-360.

Cambrésis, le prince obtint de légers avantages sur les Espagnols ; mais le 17 novembre le duc d'Albe entrait à Cateau-Cambrésis, et Guillaume venait de passer la frontière de France (1).

Le maréchal de Cossé, posté sur les confins de la France et de la Flandre, harassait le prince par une tactique semblable à celle du duc d'Albe (2). Il n'était pas assez fort pour faire un mal grave aux troupes patriotes, tout en leur donnant beaucoup d'ennui. Il envoya d'ailleurs son secrétaire au prince pour lui signifier, au nom de Charles IX, la défense formelle d'entrer sur le territoire français, avec son armée (3).

Outre ces négociations du maréchal de Cossé et du secrétaire Favelles, le roi fort effrayé expédia au prince le maréchal Gaspard de Schomberg. Cet ambassadeur adressa à Guillaume une remontrance officielle au nom de son souverain. Charles IX, disait-il, trouvait fort étrange que le prince fût ainsi entré sur le territoire français. Le roi ne savait pas avoir donné le moindre prétexte à des procédés hostiles, et ne pouvait prendre en bonne part l'arrivée du prince avec « une grande et puissante armée, » car aucun souverain, quelque petit qu'il pût être, n'admettrait une conduite, d'autant plus blessante qu'elle s'adressait à un monarque illustre et puissant. Le prince d'Orange était donc sommé de déclarer ses intentions ; le roi le prévenait pourtant que, s'il désirait seulement « de traverser le pays à l'amiable, » et s'il voulait en donner l'assurance et en demander

(1) Courteville, p. 333. Bor, t. IV, p. 256, 257. Mendoza, p. 92-98.
(2) Bor, t. IV, p. 257. Hoofdt, t. V, p. 188. De Thou, t. V, p. 467-472.
(3) Groen van Prinsterer, *Archives*, t. III, p. 313-314.

la permission de sa main et sous son sceau, Sa Majesté prendrait les mesures nécessaires pour lui assurer un libre passage (1).

Le prince renvoya le maréchal de Schomberg aux explications qu'il avait déjà données à M. de Cossé. Il affirma qu'il n'était pas entré en France avec de mauvaises intentions, mais avec le désir de rendre à Sa Majesté d'humbles services, autant que sa conscience le lui permettrait.

Le prince déclara qu'il laissait de côté la question de savoir s'il n'avait pas quelque raison pour en venir à des procédés hostiles contre le roi. Bien qu'il pût faire valoir des motifs nombreux, variés et puissants pour avoir recours à la force, il n'était pas assez fou pour ne pas reconnaître la sottise d'entreprendre, avec ses seules armes, de lutter contre un roi si grand et si puissant, en comparaison duquel, il n'était « qu'un petit compagnon. »

« Puisque la vraie religion, » continuait le prince d'Orange, « est un intérêt général et public, qui doit passer avant tous les intérêts privés, puisque, en ma qualité de vrai chrétien, je suis tenu en honneur et conscience de travailler de toutes mes forces à l'avancement de la vraie religion en tous lieux, puisque d'autre part, d'après les édits promulgués en septembre dernier par Votre Majesté, on a tenté de contraindre la conscience des chrétiens, puisqu'on s'est décidé depuis à exterminer la pure parole de Dieu, à défendre son libre cours, et à ne permettre nulle autre religion que le culte catholique romain, mesure très-nuisible aux nations voisines qui possèdent

(1) *Pièces concernant les troubles des Pays-Bas* (Collection Gérard), p. 95. *Archives de la Haye*, Ms., p. 360, 361.

le libre exercice de la foi chrétienne, je ne me crois pas tenu d'avoir foi aux assertions de Sa Majesté, lorsqu'elle affirme qu'il n'entre pas dans ses intentions de contraindre la conscience d'aucun de ses sujets. »

Après ce démenti formel opposé aux déclarations du roi de France, le prince exprimait sa sympathie pour les chrétiens opprimés en tous lieux. Il protestait qu'il leur donnerait tous les secours, les conseils et les consolations en son pouvoir. Il déclarait sa conviction que ceux qui professaient « la religion, » ne désiraient autre chose que la gloire de Dieu et le triomphe de sa parole, et qu'ils étaient prêts à obéir à Sa Majesté dans toutes les affaires civiles. Il ajoutait que ses actions étaient inspirées par une affection chrétienne pour le roi et pour ses sujets, que Sa Majesté désirait sans doute arracher à une ruine complète. Il assurait d'ailleurs que, dans le cas où il s'apercevrait que ceux de la religion poursuivraient un autre but que la liberté de conscience et la sécurité de leurs personnes et de leurs biens, bien loin de leur continuer son appui, il emploierait toutes les forces de son armée à les exterminer. Enfin, en terminant il priait le roi de croire qu'il avait entrepris une œuvre chrétienne, et que ses intentions envers Sa Majesté étaient bonnes et louables (1).

Le prince chercha pourtant vainement à persuader à ses soldats de tenter en France la fortune de la guerre civile. Ils avaient été enrôlés pour se battre dans les Pays-Bas, la campagne était finie, ils insistaient

(1) Cette lettre n'a jamais été publiée; elle est datée de Cissonne, 3 déc. 1568 (Collection Gérard), Ms.

pour qu'on les ramenât en Allemagne (1); Schomberg, d'après les instructions secrètes du roi de France, excitait le mécontentement (2), et le prince fut contraint de céder. Il ramena son armée à Strasbourg par la Champagne et la Lorraine, puis licencia ses troupes (3), en leur remettant tout l'argent qu'il avait pu recueillir. Il mit en gage son argenterie, ses meubles, ses équipages de campagne (4). Il combla de promesses ceux qu'il ne pouvait pas payer, s'engageant solennellement à les accomplir lorsqu'il serait rentré en possession de ses biens. Il promit même, s'il revenait vivant de France, de se remettre lui-même entre leurs mains en gage du paiement de leurs dettes, s'il n'était pas en état de solder les arrérages (5).

La campagne finit ainsi triomphalement pour le duc d'Albe, tristement pour le prince d'Orange. L'armée sur laquelle il avait fondé tant de grandes espérances s'était dissoute. Huit mille hommes avaient péri dans des rencontres insignifiantes (6), vingt mille hommes, difficiles à réunir de nouveau, s'étaient dispersés. Tous les fonds à la disposition du prince avaient été dépensés sans résultats; aucune espérance actuelle ne restait pour les Pays-Bas, mais la guerre de la liberté s'était rallumée en France. Douze cents hommes d'armes à cheval étaient prêts à suivre la fortune du prince. En conséquence, les trois frères, Guillaume, Louis et Henri, jeune homme de

(1) Meteren, p. 56.
(2) De Thou, Hoofdt.
(3) Bor, t. IV, p. 257. Hoofdt, t. V, p. 188.
(4) Hoofdt, t. V, p. 188.
(5) *Archives*, t. III, p. 334-338; 355-360.
(6) Bor, t. IV, p. 237. Herrera, liv. XIV; XI et XII, p. 700-706. Cabrera, liv. VIII, ch. VIII et IX, p. 505-513.

dix-huit ans qui avait abandonné ses études à l'Université pour obéir aux instincts chevaleresques de sa race, partirent au commencement du printemps de 1567 pour rejoindre l'armée de Condé (1).

Le cardinal Granvelle, qui n'avait jamais perdu de vue les Provinces pendant son séjour à Rome, fit éclater toute sa joie; il avait prédit, avec une froide méchanceté, les résultats immédiats de la campagne, et il croyait la lutte finie à jamais, et le prince décidément perdu. Il avait pris soin, dans ses lettres au roi d'Espagne, de commenter les compliments à son adresse que contenaient l'Apologie, la Déclaration et la lettre à l'empereur du prince d'Orange. Il avait décliné de répondre à ces accusations, afin d'irriter le prince encore davantage. Il avait pourtant exprimé l'opinion que toutes ces écritures n'étaient pas le fait d'un brave soldat, mais bien d'un lâche (2). Il fit la même réflexion à propos des intrigues supposées de Guillaume pour obtenir que l'empereur agît auprès de Philippe en sa faveur, mission qui devait s'en aller en fumée, et coûter au prince tout son crédit en Allemagne, et même dans les Pays-Bas (3). Il était sûr, disait-il, des résultats de la campagne. On pouvait se fier à la prudence administrative et au génie militaire du duc d'Albe, et les rebelles ne comptaient dans leurs rangs personne qui fût capable de conduire une si vaste entreprise (4). Le prince d'Orange était moins que tout autre en état de porter le poids de si grandes

(1) Hoofdt, t. V, p. 188. Langueti *Epist. secret.*, t. II, p. 117. *Archives*, t. III, p. 323. Meteren, p. 57.
(2) *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 795.
(3) *Ibid.*
(4) *Ibid.*, p. 792.

affaires ; telle était du moins l'opinion que Granvelle en avait conçue dans leurs relations passées (1).

Quand la campagne fut achevée et que le prince fut rentré dans l'exil, le cardinal Granvelle fit remarquer qu'il était bien évident maintenant que Guillaume d'Orange et ses compagnons d'armes n'étaient pas en état de lutter de talent militaire avec le duc d'Albe (2). Se moquant froidement des motifs intéressés qu'il supposait naturellement aux autres, il dit que le prince avait pris un mauvais moyen pour rentrer en possession de ses biens, et qu'il serait fort embarrassé de satisfaire ses créanciers (3). C'est ainsi que doivent toujours tomber, ajoutait-il comme moralité, tous ceux qui prétendent voler trop haut : le prince d'ailleurs, disait-il, a assez à faire de prendre soin de madame sa femme si elle ne change pas bientôt d'humeur et de conduite (4).

Cependant le duc d'Albe, après avoir expédié au roi un court récit de la brillante conclusion de la campagne, revint en triomphe à Bruxelles (5). Il avait prouvé ses droits au titre de premier général de son temps. Il avait fait détruire par ses lieutenants deux des armées envoyées contre lui. Il avait marché en personne contre la troisième et avait remporté une victoire éclatante qui lui avait coûté sept hommes pendant que l'ennemi perdait sept mille soldats ; il venait enfin, par une stratégie admirable, de déjouer les projets du champion adoré des Pays-Bas à la tête de la quatrième armée ; et sans

(1) *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 795.
(2) *Ibid.*, p. 812.
(3) *Ibid.*
(4) *Ibid.*, p. 552.
(5) *Ibid.*, p. 808. Bor., t. IV, p. 257.

mettre en danger la vie de ses troupes, il avait détruit huit mille rebelles et contraint vingt mille hommes de se débander. Des résultats si brillants eussent pu enorgueillir une âme plus douce. Des efforts si constants et couronnés de tant de succès pour établir un despotisme militaire dans un pays constitutionnel eussent pu réjouir un tyran plus modeste. On ne peut s'étonner de voir le hautain duc d'Albe, parvenu en apparence à la toute-puissance, prétendre pour ainsi dire au rôle d'un Dieu. En revenant à Bruxelles, il ordonna une série de fêtes (1) en l'honneur de ses triomphes. Le peuple fut appelé à se réjouir et à chanter, à semer de fleurs le chemin du vainqueur, et à entonner des hosannas à la louange de celui qui revenait couvert du sang de ses frères (2). Les réjouissances furent dûment observées; des maisons, qui portaient la veille encore les armes de leurs maîtres assassinés, furent ornées de guirlandes; les cloches, qui avaient sonné tous les jours le glas funèbre des victimes d'une cruauté impitoyable, firent entendre leurs plus joyeux carillons, et sur la place même où les comtes d'Egmont et de Horn, ainsi que tant de martyrs moins illustres, avaient souffert une mort honteuse, on tint un brillant tournoi qui insultait par sa pompe aux tristes souvenirs de ce lieu.

Ces démonstrations de joie ne suffirent pas au vainqueur. Le conquérant des Pays-Bas, après avoir dompté les Provinces, crut nécessaire de se déifier d'une manière plus palpable. Quand Germanicus eut remporté sa dernière victoire sur l'antique liberté de la noble race dont le duc d'Albe, envoyé par un second Tibère,

(1) Bor, t. IV, p. 257.
(2) *Ibid.*

était venu soumettre les descendants en possession naguère encore de droits et de priviléges plus étendus que ceux de leurs ancêtres, le brave et modeste Romain avait élevé dans les plaines d'Idistavisus un trophée dont l'inscription portait : « L'armée de Tibère César, ayant soumis les nations entre l'Elbe et le Rhin, a dédié ce monument à Mars, à Jupiter et à Auguste (1). » Germanicus ne faisait pas mention de son propre nom. Le duc d'Albe, en revenant de ses campagnes de Frise et de Brabant, s'érigea à lui-même une statue colossale, et fit graver sur le piédestal (2) : « Ce monument a été élevé au fidèle ministre du roi, Ferdinand Alvarez de Toledo, duc d'Albe, gouverneur des Pays-Bas sous Philippe II, pour avoir étouffé la sédition, châtié la révolte, rétabli la religion, assuré la justice et rétabli la paix. »

La statue était colossale, et fut placée dans la citadelle d'Anvers. Elle fut tirée du bronze des canons pris à Jemmingen (3). Le duc était représenté au moment où il foulait aux pieds un personnage allégorique qui portait sur un seul corps deux têtes et quatre bras. Quelques personnes croyaient voir dans les deux têtes les comtes d'Egmont et de Horn; d'autres pensaient qu'il s'agissait des deux princes de la maison de Nassau, Guillaume et Louis. Quelques-uns y trouvaient la représentation symbolique des nobles et des communes des Pays-Bas, ou le souvenir du Compromis et de la Requête. Plusieurs bas-reliefs ornaient le piédestal, et les spectateurs dont l'admiration pour le gouverneur général n'était pas satisfaite par

(1) Tacite, *Ann.*, liv. IV.

(2) Bor, t. IV, p. 257, 258. Meteren, p. 61. De Thou, t. V, p. 471-473.

(3) Bor, t. IV, p. 257. Meteren, p. 61.

la statue colossale pouvaient retrouver les traits du héros sous la figure d'un ange portant une torche, ou d'un bon berger. Cette œuvre d'un grand mérite artistique était due au ciseau de Jacob Jongeling. Ce monument continua de choquer les Flamands jusqu'au moment où le successeur du duc d'Albe, Requesens, le fit abattre et détruire (1).

On a déjà vu que plusieurs princes de l'Empire avaient encouragé les tentatives du prince d'Orange, avec ardeur d'abord, plus faiblement ensuite, quand le ciel vint à s'assombrir. Ils avaient pressé l'empereur, officiellement et en particulier, d'intercéder auprès de Philippe, non pour éviter un châtiment à Guillaume d'Orange, quelque habilement que le cardinal Granvelle essayât de donner au fait cette couleur, mais pour réclamer la liberté religieuse dans les Pays-Bas, au nom des États qui l'avaient conquise pour eux-mêmes et qui étaient à l'abri de la persécution. Ils étaient tenus de faire cet appel, car les commissaires des Pays-Bas avaient pris part aux délibérations qui avaient amené l'empereur Charles-Quint à concéder, bien à regret, la paix de Passau (2).

Nous avons déjà vu que ces appels à l'empereur et, par son entremise, au roi d'Espagne, étaient toujours accompagnés de conseils au prince d'Orange pour le supplier de se tenir tranquille. L'empereur avait épousé sa cause avec une franchise apparente, et en consentant à servir de médiateur; mais il avait défendu au prince de lever des troupes pour faire la guerre au duc d'Albe, injonction à laquelle le prince avait positivement refusé de se

(1) Bor, t. IV, p. 257, 258. Meteren, p. 61. De Thou, t. V, p. 471-473. Bentivoglio, liv. V, p. 186.

(2) *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 791.

soumettre. L'empereur avait aussi envoyé, mais sans effet, des ambassadeurs extraordinaires au duc et à Guillaume d'Orange pour les engager à mettre bas les armes (1). Le prince savait bien quel était, pour lui, le parti le plus généreux à prendre envers son malheureux pays, ou de marcher à la tête d'une armée pour tenter de l'arracher à la tyrannie qui le réduisait au désespoir, ou d'attendre, en se tenant tranquille, le résultat des protocoles qu'allaient échanger le roi et l'empereur. Ses armes avaient été malheureuses, il est vrai, mais la cause de la liberté eût encore plus souffert s'il eût attendu les effets de cette lente diplomatie. La sympathie de ses meilleurs amis, jadis si ardente, était devenue tiède, et s'était enfin éteinte depuis que les infortunes étaient venues l'accabler. Un fantôme sortait aussi du tombeau de la reine Isabelle pour créer des obstacles à Guillaume. Le roi d'Espagne était veuf pour la troisième fois, et l'empereur comptait, parmi ses seize enfants, plusieurs filles à marier. Il espérait joindre aux titres de « bien-aimé cousin et beau-frère, » dont Philippe était toujours gratifié dans les proclamations impériales, le nom plus tendre de « gendre bien-aimé ».

Les liens du mariage étaient sacrés dans les traditions de la maison de Habsbourg; cependant l'empereur tint sa promesse d'intervenir en faveur des Provinces opprimées. Dès le mois d'août 1568, l'ambassadeur de l'empereur à Madrid avait adressé une note au roi (2). Il avait parlé vivement du sort des comtes d'Egmont et de Horn, en rappelant à Philippe que les exécutions qui avaient lieu tous

(1) *Instructions pour l'arch. Charles.* — *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 737.

(2) *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 786.

les jours dans les Pays-Bas faisaient faire de constants progrès à la cause du prince d'Orange. Le 22 septembre 1568, les six électeurs adressèrent à l'empereur un mémoire officiel pour le remercier de son intervention en faveur des Pays-Bas, et pour dépeindre les cruautés du duc d'Albe, et la rigueur inouïe avec laquelle il avait fait massacrer, non-seulement tant de seigneurs illustres, mais une foule innombrable de gens de tout rang. Malgré les assurances contraires du roi, les électeurs rappelaient à l'empereur que l'Inquisition et le concile de Trente régnaient au sein des Provinces dans toute leur rigueur (1). Ils soutenaient que les Pays-Bas se trouvaient exclus de la paix religieuse conclue à Augsbourg, à laquelle ils avaient un plein droit. La basse Allemagne avait les mêmes titres que la haute Allemagne aux priviléges assurés par le traité. Ils demandaient à l'empereur de faire connaître au roi ses sentiments et les leurs. Il était bon que Sa Majesté Catholique sût que les princes de l'Empire étaient unis pour la protection de la patrie et du repos public. Dans ce but, ils mettaient entre les mains de l'empereur leurs États, leurs fortunes et leurs vies.

Tel était le langage de cet important appel à l'empereur en faveur de la population opprimée des Pays-Bas, et c'était ce document que Granvelle appelait froidement une intrigue du prince d'Orange pour rentrer en faveur (2)!

L'empereur répondit aux envoyés des électeurs qu'il avait pris cette affaire à cœur, et qu'il avait résolu d'envoyer son frère, l'archiduc Charles, en mission spéciale à Madrid (3).

(1) *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 791.
(2) *Ibid.*, p. 795.
(3) *Ibid.*, p. 793.

Le 21 octobre 1568, l'empereur remit en conséquence à son frère une longue lettre d'instruction (1). Il lui recommandait de rappeler à Philippe les fréquentes représentations de l'empereur à propos de la politique qu'on suivait dans les Pays-Bas. L'archiduc devait parler des désirs et des préoccupations des électeurs et des princes de l'Empire à ce sujet et raconter leur récente ambassade. Il devait dire au roi que l'empereur avait envoyé des commissaires au prince d'Orange et au duc d'Albe pour obtenir, s'il était possible, une suspension d'armes. Il devait représenter que la nombreuse armée levée par Guillaume en Allemagne prouvait la sympathie qu'il rencontrait dans le pays. L'archiduc devait démontrer à Philippe qu'il était impossible, vu les circonstances, de mettre le prince d'Orange au ban de l'Empire, comme le duc d'Albe l'avait demandé. Il devait prier le roi de consentir à rendre sa faveur au prince à d'honorables conditions. Il devait demander qu'on substituât le système de la clémence à la politique en vigueur dans les Pays-Bas, et insister pour qu'on rappelât des Provinces les troupes étrangères (2).

Muni de cette lettre pressante, l'archiduc arriva à Madrid le 10 décembre 1568 (3). Il présenta, quelques jours après, au roi une copie de ses instructions, nobles paroles sur lesquelles le prince d'Orange était invité à compter, au lieu de se fier à son courage et aux bras de ses soldats. Philippe, ayant examiné la lettre, exprima son étonnement de ce qu'on osait lui faire de telles propositions par l'entremise d'un archiduc (4). Il avait déjà, dit-

(1) *Corresp. de Philippe II,* t. II, p. 797.
(2) *Ibid.*
(3) *Ibid.*, p. 835.
(4) *Ibid.*

il, écrit à l'empereur, pour exprimer son mécontentement de cette démarche. Il était blessé de l'honneur qu'on faisait ainsi au prince d'Orange, et de cette atteinte à ses propres droits (1). C'était, à son avis, un procédé inouï que d'adresser des remontrances à un monarque sur des affaires qui ne regardaient que lui seul. Il promit pourtant de répondre par écrit aux instructions de l'archiduc.

Le 20 janvier 1569, le prince Charles reçut la réponse annoncée (2). On lui fit entendre que ce document était destiné à la publicité afin que l'empereur pût le communiquer aux électeurs, mais que le roi avait fait rédiger une lettre (3) confidentielle, dans laquelle il racontait à Maximilien ses raisons et ses griefs particuliers.

Dans la pièce destinée au public, Philippe déclarait qu'il ne se croyait tenu de rendre compte de sa conduite à personne, quand il s'agissait de ses propres affaires. Il avait pensé d'ailleurs que l'exemple de sévérité qu'il donnait serait reçu avec faveur par les princes, puisqu'il enseignait l'obéissance à leurs sujets. Il ne pouvait admettre qu'en considération des traités qui constituaient les Pays-Bas en cercle de l'Empire, il fût obligé d'observer dans ses États les ordonnances de la diète impériale. Quant à ce qui regardait la religion, sa plus grande préoccupation depuis son accession au trône avait été de maintenir dans ses domaines la foi catholique. Il ne pouvait admettre de compromis dans les choses saintes. L'Église avait seule le droit de prescrire des règles aux fidèles Quant aux châtiments qu'il avait infligés aux rebelles des

(1) *Corresp. de Philippe II*, p. 807
(2) *Ibid.*, p. 818.
(3) *Ibid.*, p. 819

Pays-Bas, on verrait, en y regardant de près, qu'il n'avait pas usé de rigueur, mais, au contraire, de beaucoup de douceur et de clémence (1). Il n'avait rien changé au gouvernement des Provinces; il n'avait certainement pas touché aux édits, seuls statuts obligatoires pour les princes. Il avait nommé le duc d'Albe à la régence parce que telle était sa volonté et son bon plaisir. Les soldats espagnols étaient indispensables pour le châtiment complet des rebelles; il ne pouvait donc les rappeler. Quant au prince d'Orange, dont les intérêts semblaient être le principal motif de l'ambassade, et dont on avait tant de fois plaidé la cause devant lui, ses crimes étaient trop évidents pour qu'il fût possible d'entreprendre de le justifier. Il avait été l'auteur de toutes les conspirations, de toutes les séditions, de tous les troubles des Pays-Bas. On pouvait à bon droit lui imputer tous les larcins, sacriléges, profanations et autres méfaits dont les Provinces avaient été le théâtre. En outre, il avait levé une armée et envahi le territoire de Sa Majesté. Ces crimes odieux avaient fermé la porte à la clémence. Malgré tout le respect du roi pour l'intercession de l'empereur et des princes de l'Empire, il ne pouvait consentir à accorder ce qu'on lui demandait pour le prince d'Orange. Quant à la trêve entre le duc d'Albe et Guillaume, Sa Majesté Impériale devait réfléchir à la différence qu'il y avait entre un souverain et son vassal rebelle, et considérer combien un pareil traité serait inconvenant et nuisible à l'honneur du roi (2).

Cette pièce, dont l'archiduc reçut une copie, était écrite en espagnol et en latin. Le mémorandum confiden-

(1) *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 818.
(2) *Ibid.* Cabrera, liv. VIII p. 518, 530, 531, 536, 578, 592.

tiel était destiné à l'empereur et à son envoyé seulement. Le roi s'y exprimait avec plus de vivacité (1). Il était surpris, disait-il, que le prince d'Orange, en levant une armée pour envahir les États de son souverain légitime, eût trouvé tant d'appui en Allemagne. Il ne pouvait croire que l'autorité impériale n'eût pu y mettre ordre. Il était fâché que l'empereur eût envoyé des commissaires au prince. Il regrettait la démonstration que l'archiduc venait de faire en sa faveur à la cour de Madrid. Ce qui causait pourtant la plus vive douleur au roi était de voir que Sa Majesté Impériale voulût l'engager à user de douceur dans les affaires religieuses. L'empereur devait savoir qu'aucune considération humaine, rien au monde, pas même l'intérêt de ses royaumes, ne pouvait le détourner, de l'épaisseur d'un cheveu, du sentier qu'il suivait par rapport à la religion (2). Cette voie était la même dans tous ses États. Il y avait toujours marché fidèlement et il était résolu de s'y maintenir. Il ne pouvait admettre ni conseils ni sollicitations dans un sens opposé, et il prendrait en mauvaise part qu'on le tentât. Il ne pouvait s'empêcher de penser que les termes des instructions de l'archiduc dépassaient les limites d'une remontrance amicale. C'était à vrai dire une menace, et il était étonné qu'on eût recours à un moyen qui avait peu de chances de succès auprès de lui (3).

Le 23 janvier 1569, l'archiduc présenta au roi une vive réplique à la lettre publique. Elle rentrait dans l'esprit des instructions, ce qui rend inutile de l'analyser en détail. L'archiduc ne croyait pas que Sa Majesté Impériale

(1) *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 810.
(2) *Ibid.*
(3) *Ibid.*

pût admettre aucune justification de la conduite adoptée dans les Pays-Bas. Les États de l'Empire ne tolèreraient jamais les raisonnements de Philippe au sujet des rapports des Provinces avec l'Empire, et ne pouvaient admettre leur indépendance, excepté sur les points spécifiés dans le traité d'Augsbourg. En 1555, quand Charles-Quint et le roi Ferdinand avaient établi la paix religieuse, ils avaient été assistés par des ambassadeurs des Pays-Bas. Les princes de l'Empire soutenaient donc que la paix religieuse, qui avait seule sauvé les restes du catholicisme en Allemagne, s'étendait de droit aux Provinces. Quant au prince d'Orange, l'archiduc eût préféré ne rien dire de plus, mais les ordres de l'empereur ne lui permettaient pas le silence. Il était nécessaire de mettre fin à l'état de choses qui régnait dans la basse Allemagne. Les princes de l'Empire étaient exaspérés. L'archiduc rappelait les dangers de la ligue de Smalcalde, et les périls qu'un seul électeur avait fait courir à l'empereur. Ceux qui croyaient qu'on pouvait gouverner la Flandre comme l'Espagne et l'Italie se trompaient fort, et Charles-Quint avait toujours reconnu cette erreur (1).

Telle fut en somme la mission de l'archiduc à Madrid, au moins quant à ses objets immédiats. Pendant les entrevues du prince Charles avec Philippe, le roi saisit l'occasion de reprocher à Sa Majesté Impériale sa négligence pour les affaires religieuses. Rien ne lui faisait plus de peine, dit-il, que de voir l'empereur, sans doute prince chrétien et catholique, opposé par politique aux actes extérieurs qu'exigeaient les questions de foi. Il priait donc l'archiduc de presser l'empe-

(1) *Corresp. de Philippe II*, p. 820.

reur de donner toute son attention à ce grave sujet (1).

L'empereur, en dépit de cette mission solennelle, était devenu au moins indifférent à ses résultats avant l'arrivée de l'ambassadeur à Madrid. Cette froideur avait plusieurs motifs. Quand on avait rédigé les instructions, la mort de la reine d'Espagne n'était pas connue à Vienne (2). L'archiduc avait même été chargé d'annoncer à Philippe le prochain mariage de l'archiduchesse Anne avec le roi de France et celui de l'archiduchesse Isabelle avec le roi de Portugal. Peu de jours après, l'archiduc reçut des lettres de l'empereur qui l'autorisaient à offrir à Philippe la main de l'archiduchesse Anne (3). Le roi répondit à l'archiduc, sur cette proposition, que s'il n'avait égard qu'à sa convenance personnelle, il aimerait mieux ne pas se remarier. Toutefois, n'ayant pas de fils, il acceptait avec plaisir l'offre qui lui était faite, et se chargeait de voir comment on pourrait arranger l'affaire avec la France (4).

Le mauvais succès du prince d'Orange dans le Brabant, qui avait découragé les princes allemands les plus favorables à sa cause, concourut, ainsi que le veuvage du roi d'Espagne, à modifier les intentions de l'empereur Maximilien. Le 17 janvier 1569, trois jours avant le commencement des négociations, il avait écrit de sa main à Sa Majesté Catholique quelques lignes qui détruisaient, par leur froideur, tout l'effet qu'aurait pu avoir l'apparente importance qu'il attachait à son intervention en faveur des Pays-Bas. Il déclarait au roi que l'archiduc avait été envoyé, non pour le contrarier, mais pour l'assurer de

(1) *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 835.

(2) *Ibid.*

(3) *Ibid.* Cabrera, liv. VIII, p. 517.

(4) Herréra, t. XV, p. 707. *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 535.

l'amitié de l'empereur. Il annonçait au roi qu'il serait satisfait de sa réponse, quelle qu'elle pût être. Il demandait seulement qu'elle fût rédigée de façon à ce que les électeurs et les princes ne pussent concevoir de soupçons (1).

L'archiduc quitta Madrid le 4 mars 1569. Il partit satisfait du résultat de sa mission, bien qu'il n'eût pas réussi à accomplir ses instructions ostensibles, mais parce que le roi lui avait fait présent de cent mille ducats, et avait promis d'épouser l'archiduchesse Anne (2). Le 26 mai 1569, l'empereur écrivit pour la dernière fois à Philippe, en approuvant expressément la justification que le roi faisait de sa conduite (3), et qui était fondée, disait-il, sur la raison et sur l'équité. Cependant elle ne pouvait guère être montrée, telle qu'elle était, aux princes et aux électeurs, et l'empereur y avait apporté quelques modifications sur les points qui pouvaient choquer les protestants (4). Ainsi s'en alla en fumée, comme Granvelle l'avait prédit, la fameuse mission de l'archiduc Charles. L'empereur renonça à sa solennelle intervention après avoir reçu une réprimande et une promesse. Il valait mieux être le beau-père du roi d'Espagne et des Indes que le protecteur de la liberté religieuse dans la haute et basse Allemagne. De là cette brusque conclusion des négociations.

Le cardinal Granvelle rendit de grands services au roi dans cette circonstance. Il avait écrit à Philippe pour lui dire qu'à son avis les Pays-Bas n'avaient aucun droit,

(1) *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 817.
(2) *Ibid.*, p. 835.
(3) *Ibid.*, p. 874.
(4) *Ibid.*

d'après la paix d'Augsbourg, de réclamer l'observation des décrets de l'Empire sur leur territoire (1). Il ajoutait que Charles-Quint avait consenti au traité de Passau dans le seul but de sauver son frère Ferdinand, qu'il l'avait signé comme empereur, sans y comprendre directement ou indirectement les Pays-Bas. Il déclarait en outre que l'empereur avait révoqué le traité par un acte qui était resté secret, à l'instante prière de Ferdinand (2).

On a vu que le roi avait usé de l'avis du cardinal dans sa réponse à l'archiduc. Il ne daignait pas discuter, mais il établissait le fait comme incontestable. Il fut enchanté surtout d'apprendre que Charles avait révoqué le traité de Passau, et il écrivit aussitôt à Granvelle pour lui demander où l'on pourrait trouver ce document secret (3). Le cardinal répondit qu'il était probablement à Bruxelles, parmi ses papiers, mais qu'il doutait qu'on pût le trouver en son absence (4). On ne peut savoir si cet acte a jamais véritablement existé. Charles était capable de commettre une pareille perfidie, le cardinal était digne de la supposer. Dans tous les cas, l'affaire était honteuse, et le procédé insolemment fourbe.

(1) *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 800. *Introduction* de M. Gachard, au vol. I, CLXXXVII.
(2) *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 800.
(3) *Ibid.*, p. 842.
(4) *Ibid.*, p. 860.

CHAPITRE V.

Querelle entre le duc d'Albe et la reine Élizabeth d'Angleterre. — Fonds espagnols saisis par le gouvernement anglais. — Cessation des relations entre l'Angleterre et les Pays-Bas. — Mesures sévères contre l'hérésie. — La persécution continue. — Cas individuels. — Le duc d'Albe reçoit du pape le chapeau et l'épée. — Le gouverneur général décide d'établir dans les Provinces un système d'impôts arbitraires. — Assemblée des États à Bruxelles. — Les décrets du duc d'Albe leur sont communiqués. — Le centième, le dixième et le cinquième deniers. — Opposition de Viglius au projet. — Les États de diverses provinces consentent avec peine. — Utrecht résiste obstinément. — La ville et la province sont citées devant le Conseil de sang et sont condamnées à la confiscation et à la perte de toutes leurs franchises. — Appel au roi. — Difficulté de percevoir la nouvelle taxe. — Elle est commuée pour deux ans. — Projet d'amnistie générale. — Le duc perd sa faveur. — Il veut donner sa démission. — Hostilité secrète entre lui et Viglius. — Les opinions du président changent. — Granvelle exprime sa manière de voir. — Le duc proclame solennellement l'amnistie à Anvers. — Caractère de cette amnistie. — Mécontentement du peuple. — Plaintes du duc d'Albe au roi. — Situation et sort du baron de Montigny en Espagne. — Sa captivité à Ségovie. — Il tente de s'évader. — Il échoue. — Il subit un procès dérisoire. — Sa femme en appelle au roi. — Il est condamné. — Son meurtre secret est résolu. — Détails du crime prescrit par le roi. — Inondation terrible dans les Pays-Bas. — Calamités en Frise. — Le château de Lowestein est pris par Ruyter, grâce à un stratagème. — Les Espagnols reprennent la place. — Résistance désespérée et mort de Ruyter.

Peu de temps après le retour du duc à Bruxelles, une querelle éclata entre la reine d'Angleterre et lui. Des vaisseaux qui avaient des lettres de marque du prince de

Condé avaient chassé dans les ports anglais des navires marchands qui apportaient d'Espagne des sommes considérables en espèces pour l'armée espagnole des Pays-Bas (1). Ces vaisseaux restaient dans le port, n'osant se rendre à leur destination tant que les pirates attendaient dans une baie voisine le moment de fondre sur eux dès qu'ils seraient en pleine mer. Le commandant de la flottille se plaignit à l'ambassadeur espagnol à Londres, qui représenta la situation à la reine. Elle promit d'y mettre ordre, mais presque au même instant, elle fit saisir toutes les espèces que portaient les vaisseaux, montant à peu près à quatre millions, et s'en empara pour son propre compte (2). Elle avait pour ce procédé un double prétexte ; elle dit à l'ambassadeur qu'elle n'avait pris possession de cet argent que pour le garder plus sûrement pour son frère le roi d'Espagne, et d'autre part, elle affirma que cette somme n'appartenait pas au gouvernement espagnol, mais bien à des marchands génois auxquels elle l'avait empruntée pour quelque temps, comme elle en avait le droit (3). Les deux arguments ne pouvaient guère être tous deux fondés, mais l'un et l'autre fournissaient une excellente raison pour s'emparer des fonds en litige.

Le duc d'Albe, qui avait grand besoin d'argent, fut furieux quand il apprit cette aventure. Il dépêcha aussitôt le conseiller d'Assonleville accompagné d'autres commissaires en mission spéciale auprès de la reine d'Angleterre (4). Ses envoyés ne purent obtenir audience, et

(1) Bor, t. II, p. 272, 273.
(2) Bor, *ubi sup.* Meteren, p. 57.
(3) *Ibid.*
(4) Bor, t. V, p. 272, 273.

le duc fut accusé d'arrogance pour avoir osé envoyer une ambassade à une tête couronnée comme s'il eût été un souverain (1). Le duc d'Albe ne put obtenir aucune satisfaction, mais on envoya secrètement des délégués en Espagne pour y discuter l'affaire. La colère du duc ne fut pas adoucie par de si méprisants procédés. Furieux d'avoir perdu son argent, et piqué au vif par la juste rétribution de son insolence, il eut recours à une mesure arbitraire. Il publia une proclamation (2) pour ordonner l'arrestation de tout Anglais trouvé sur le territoire des Pays-Bas, et la confiscation de toute propriété appartenant à un individu de cette nation. La reine répondit par des mesures du même genre contre les Néerlandais établis en Angleterre (3). Le duc continua la lutte en publiant le 31 mars 1569 un document dans lequel l'affaire était racontée en détail, et tout rapport avec l'Angleterre sévèrement interdit (4). Tandis que la reine et le vice-roi échangeaient ainsi des coups, les pauvres Flamands seuls en souffraient. Entre la rapacité d'Elizabeth et l'arrogance du duc d'Albe, les restes de la prospérité des Pays-Bas furent presque détruits. Les proclamations et les commissions se succédèrent, mais ce ne fut qu'au mois d'avril 1573 que l'affaire fut définitivement arrangée (5). Quand le jour fut venu, le commerce des Pays-Bas avait fait des pertes montant au moins à deux millions de florins, dont le gouvernement espagnol ne remboursa pas un sou (6).

(1) Bor, t. V, p. 277. Meteren, p. 57, 58.
(2) Bor, t. V, p. 277-279.
(3) Bor, Meteren, *ubi sup*.
(4) *Ibid*.
(5) Bor, t. V, p. 279, 280. Meteren, p. 57, 58.
(6) Meteren, p. 58.

Cependant, ni la joie du triomphe remporté sur Guillaume d'Orange, ni la colère contre la reine d'Angleterre ne firent perdre de vue un seul instant au duc le but suprême de son existence dans les Pays-Bas. Le gibet et l'échafaud recevaient tous les jours leurs victimes ordinaires. Les récits du temps sont souillés des détails des cruautés qu'on exerçait sans relâche sur les adhérents de la foi nouvelle. Les magistrats des diverses villes remirent des instructions destinées à guider les officiers municipaux dans l'accomplissement de ce grand devoir. Il leur était spécialement enjoint par le duc de veiller à ce que les sages-femmes catholiques seules pussent pratiquer leur métier dans toutes les paroisses, après avoir prêté serment de prévenir le curé de la naissance d'un enfant dans les vingt-quatre heures, afin qu'on pût aussitôt procéder au baptême (1). Il était aussi ordonné de poster des espions toutes les fois que les sacrements seraient administrés en public ou en particulier, à l'autel ou près d'un lit de mort, pour dénoncer les gens qui avaient pu se permettre des gestes dérisoires ou peu respectueux, et qui ne témoignaient pas une vénération assez profonde pour lesdits sacrements (2). Ces profanes devaient expier leur crime par un châtiment exemplaire, c'est-à-dire sur le bûcher. Enfin, pour que la mort elle-même ne pût ravir sa proie au bourreau, les mêmes espions devaient veiller auprès du lit des mourants, et prévenir aussitôt le gouvernement lorsqu'un malade aurait eu l'audace d'expirer sans avoir reçu le viatique

(1) *Instructions du duc d'Albe à Jacques de Blondel, seigneur de Cuinchy, gouverneur et bailli de Tournais et Tournaisis* (Extrait des registres de Tournai, par M. Gachard, p. 107, 108).

(2) *Ibid.*

et l'extrême-onction. Les biens des coupables devaient être confisqués, et leurs corps traînés au lieu ordinaire des exécutions (1).

Un cas lamentable se présenta dans le nord de la Hollande, au commencement de l'année, et les circonstances particulières qui l'accompagnèrent méritent d'être brièvement rapportées. Un brave anabaptiste, qui n'était coupable d'aucun autre crime que d'appartenir à une secte persécutée, avait été condamné à mort. Il s'était échappé et venait de traverser un lac gelé, poursuivi de près par un officier de justice. L'hiver était avancé, la glace n'était pas épaisse, elle tremblait et craquait sous ses pieds, il atteignit pourtant l'autre bord. Celui qui le poursuivait ne fut pas aussi heureux, la glace céda sous ses pas, il disparut en appelant au secours. Nul ne pouvait l'entendre, excepté le fugitif. Dirk Willemzoon, c'était l'anabaptiste, obéissant aux instincts d'une nature généreuse, s'arrêta, traversa au péril de sa vie le dangereux espace qui le séparait de son persécuteur, lui tendit la main et réussit à le sauver. Malheureusement pour la nature humaine, on ne peut ajouter que sa générosité fut payée de retour. L'officier de justice désirait, il est vrai, se soustraire à la nécessité d'arrêter l'homme qui venait de lui sauver la vie ; mais le bourgmestre d'Asperen lui rappela sévèrement son serment. Il se saisit donc du fugitif qui mourut sur le bûcher le 16 mai suivant (2).

A peu près à la même époque, quatre ecclésiastiques, dont l'un était âgé de soixante-dix ans, furent exécutés à la Haye, après un emprisonnement de trois ans. Leur vie

(1) Extrait des registres de Tournai, par M. Gachard, p. 107, 108.

(2) Gérard Brandt, *Hist. der reformatie,* sect. I, t. X, p. 500.

était irréprochable, et ils n'avaient commis d'autre crime que celui d'être favorables à la Réformation : comme ils étaient connus dans le pays, on résolut d'entourer leur exécution de quelque solennité. Ils furent condamnés à être brûlés après avoir été dégradés de la prêtrise. En conséquence, le 27 mai, ils furent amenés, revêtus de leurs habits sacerdotaux, en présence de l'évêque de Bois-le-Duc. Le prélat coupa une mèche de leurs cheveux ; puis il gratta doucement leurs têtes et le bout de leurs doigts avec un petit couteau d'argent pour enlever les traces de l'huile mystique de la consécration. Alors, dépouillant les victimes de leurs vêtements sacrés, il leur répéta : « *Eximo tibi vestem justitiæ, quam volens abjecisti ;* « sur quoi le plus âgé des prêtres répondit fermement : « *Imò vestem injustitiæ.* » L'évêque, ayant alors accompli la dégradation des coupables, les abandonna au Conseil de sang, en demandant qu'on les traitât avec douceur. Trois jours après ils furent livrés aux flammes, après avoir toutefois obtenu la faveur d'être étranglés avant d'être atteints par le feu (1).

Ce fut précisément à ce moment, pendant que les agents du gouvernement du duc mettaient ainsi rigoureusement à exécution ses décrets, qu'un message spécial du pape arriva à Bruxelles, apportant au vice-roi un chapeau et une épée, ornés de pierres précieuses (2). C'était un présent conféré rarement par l'Église et offert seulement aux plus grands seigneurs ou à ceux qui avaient mérité une récompense signalée, par l'éclat de leurs exploits à son service (3). Le duc était invité, dans

(1) Bor, t. V, p. 312, 313. Hoofdt, t. V, p. 199, 200.
(2) *Ibid.*, p. 170. Strada, liv. VII, p 347.
(3) *Ibid.*

la lettre autographe de Sa Sainteté, qui accompagnait l'envoi, à se souvenir en portant le chapeau qu'il était ainsi revêtu du casque de la justice, et couvert du bouclier du secours de Dieu, en attendant la couronne céleste réservée à tous les princes qui soutenaient la sainte Église et la foi catholique romaine. L'épée portait pour devise : « *Accipe sanctum gladium, munus à Deo in quo dejicies adversarios populi mei Israel* (1). »

Le vice-roi de Philippe, ainsi encouragé à persévérer dans les préceptes de son maître par le vicaire de Jésus-Christ, ne pouvait se détourner de sa voie ordinaire, ni reculer devant son œuvre. L'esprit de l'homme ne pouvait rien ajouter à l'horreur de la persécution religieuse sous laquelle gémissaient les Provinces, mais on pouvait porter un nouveau coup aux restes de leur opulence passée.

Le duc était mécontent des résultats de son système financier. La confiscation des biens des hérétiques bannis ou massacrés n'avait pas produit les trésors inépuisables sur lesquels il avait compté. Le fleuve d'or qui devait couler sans relâche dans les coffres de l'Espagne s'était tari. Cet événement était inévitable. Les confiscations ne peuvent être qu'une ressource précaire. Le fanatisme du duc d'Albe pouvait seul lui inspirer l'idée de tirer d'une telle source un revenu permanent. On ne pouvait pourtant pas espérer que cet homme, dont la tyrannie allait jusqu'à la folie, pût comprendre les liens intimes qui existent entre les instincts d'un peuple et ceux de son gouvernement, et il était décidé à prouver, par des expériences plus absurdes et plus arbitraires encore

(1) Bor, t. V, p. 270, 271. Mendoza, p. 100.

que celles du passé, qu'un grand militaire pouvait être un très-pauvre administrateur.

Son système consistait à substituer des taxes établies directement par la couronne au droit légal et constitutionnel des Provinces à s'imposer elles-mêmes. L'idée n'était pas très-originale, mais elle était hardie. Un pays abattu dans la poussière pouvait se soumettre à un nouvel acte de tyrannie; mais il était douteux qu'il lui restât assez de force pour soutenir le fardeau qu'on lui imposait. En outre, le nouveau système devait nécessairement exciter des clameurs plus générales que ne l'avaient fait toutes les persécutions religieuses. Beaucoup de catholiques sérieux et sincères, qui se croyaient à l'abri des mains du bourreau, tombaient sous les griffes des percepteurs. Cependant le gouverneur n'était pas homme à reculer devant l'impopularité d'une telle mesure. Il était doué d'un courage extraordinaire, et semblait d'ailleurs s'être imposé la tâche de mesurer ce que les habitants des Pays-Bas pouvaient souffrir sans que le vase vînt à déborder. Tous les hommes, les femmes et les enfants des Provinces avaient été solennellement condamnés à mort, et, d'après cette sentence, les exécutions arbitraires se succédaient tous les jours. Des millions avaient été confisqués; les plus heureux, les plus industrieux et les plus courageux des Néerlandais étaient sans ressources sur la terre étrangère. Cependant les coups, bien que répartis sans justice, ne tombaient pas sur toutes les têtes. La population était diminuée, mais non détruite, et l'énergie vitale du pays, si puissante depuis tant de siècles, n'était pas encore éteinte. Au milieu de la ruine de tout bonheur social et de toute liberté politique, les Provinces avaient conservé au moins l'ombre d'un grand rem-

part contre le despotisme ; le roi ne pouvait établir aucun impôt.

La Joyeuse Entrée du Brabant (1), ainsi que les chartes de Flandres, de Hollande, d'Utrecht et des autres Provinces, stipulaient exactement la manière dont les fonds nécessaires au gouvernement devaient être perçus. Le souverain ou son stadthouder devaient se présenter en personne devant les États et y apporter leurs requêtes d'argent. Les États, après avoir consulté leurs constitutions, devaient décider si cette pétition (*Bede*) pouvait être accordée, et, dans le cas de refus d'un seul corps, le monarque était contraint d'attendre un moment plus favorable (2). Telle avait toujours été la marche des affaires dans les Pays-Bas, et les maisons régnantes n'avaient pas eu souvent lieu d'accuser les États de parcimonie. On ne pouvait pourtant s'étonner de l'impatience du duc d'Albe en voyant subsister les priviléges des Provinces. Une nation de criminels condamnés à mort, une population dont on pouvait, à un moment donné, faire tomber toutes les têtes, sans autre forme de procès, n'avait guère de droit à tenir les cordons de la bourse pour accorder des aumônes au monarque. Le vice-roi supportait avec peine cet arrogant vestige de liberté constitutionnelle. Il avait enlevé aux Néerlandais presque tous les attributs des hommes libres; il répugnait à les laisser jouir du privilége des esclaves qui sont gardés et nourris aux frais de leur maître. En conséquence, il convoqua, à Bruxelles, une assemblée générale des États provinciaux, et, le

(1) Bentivoglio, liv. V, p. 82. Voyez l'*Introduction* du présent ouvrage.

(2) Bentivoglio, *ibid*. Kluit. *Hist. der Holl. staatsregireng*. Viglii *Commentarii Die. den.*, c. VI.

20 mars 1569, il leur fit présenter les décrets suivants (1).

Une taxe d'un pour cent, ou le centième denier, devait être levée aussitôt sur toutes les propriétés meubles et immeubles. Cet impôt n'était pas perpétuel et ne devait être perçu qu'une seule fois, à moins qu'il ne convînt au pouvoir arbitraire qui le réclamait de l'exiger en une autre occasion.

Une taxe de cinq pour cent, ou le vingtième denier, devait être perçue à perpétuité sur toute mutation de propriété foncière.

Enfin une taxe de dix pour cent, ou le dixième denier, venait frapper tous les articles de marchandises ou de propriété mobilière, toutes les fois qu'ils changeaient de mains. Cet impôt devait très-probablement devenir perpétuel (2).

La consternation de l'Assemblée, en recevant de si étranges propositions, peut s'imaginer. On diffère sur des questions de dogmes religieux; dans les persécutions les plus violentes, il y a toujours beaucoup de gens qui, par des motifs consciencieux, bien que mal fondés, se rangent du côté des persécuteurs. En outre, quoique la résistance à la tyrannie, en matière de foi, soit toujours une lutte ardente soutenue par les plus nobles sentiments de notre nature, tous les hommes ne sont pas de trempe à devenir martyrs. Dans les questions qui touchent au monde à venir, bien des gens renoncent à leurs convictions par intérêt, ou sont poussés à l'apostasie par la violence. La nature humaine est souvent docile et capricieuse quand il s'agit des intérêts religieux; mais dans les affaires tem-

(1) Bor, t. V, p. 279, 280.
(2) *Ibid.*

porelles et financières, l'opposition à la tyrannie est habituellement générale.

Les intérêts du commerce et des manufactures avaient souvent triomphé de ceux de la religion dans les Pays-Bas, quand ils s'étaient trouvés en conflit. La nouvelle mesure, ce système arbitraire d'impôts énormes, atteignait tout le monde. Quelque adroit et quelque servile qu'on pût être, nul ne pouvait échapper au coup qui frappait le pays tout entier.

L'Assemblée soutint, par des arguments irrécusables, que l'impôt du dixième et celui du vingtième denier détruiraient absolument le commerce et les manufactures du pays (1). La taxe d'un pour cent sur toutes les propriétés mobilières et immobilières pouvait être tolérée une fois, quelque lourd que fût le fardeau; mais lorsqu'il s'agissait de payer la vingtième partie du prix d'une maison au gouvernement, toutes les fois qu'elle changeait de mains, la charge devenait intolérable. Un cheval pouvait être vendu vingt fois dans l'année et, par conséquent, la valeur tout entière pouvait être confisquée par le Trésor. L'impôt allait à défendre toute mutation de propriété ou à s'emparer en réalité de la totalité du prix.

Quant à l'impôt de dix pour cent sur toutes les marchandises, payable par le vendeur à chaque vente, le projet était inouï. Les manufactures et le commerce ne pourraient résister à la première tentative d'exécution (2). La rapidité dans les transferts et la liberté des mouvements étant la véritable vie du commerce, il ne pouvait survivre à la paralysie que lui infligerait l'impôt.

(1) Bor, t. V, p. 283-285. Viglii *Comm. Die. den.*, sect. 5.
(2) *Ibid.*

La taxe ne serait pas perçue, et elle n'aboutirait qu'à la prostration complète de l'industrie. Le gouvernement ne pourrait y trouver une source de richesses (1).

Le roi ne pouvait s'enrichir par la ruine de ses sujets ; cependant le gouverneur général était absolument décidé à établir cet absurde système financier. Il répondait simplement aux représentations réitérées de Viglius, qui lui démontrait vivement combien cette taxe était à la fois tyrannique et impraticable, que ce n'était ni plus ni moins que l'*alcabala* espagnol, et qu'il tirait cinquante mille ducats par an de cet impôt dans sa seule ville d'Albe (2).

Viglius, dans cette circonstance, se rangea dans l'opposition. Il faut rendre au savant jurisconsulte la justice de dire qu'il affronta courageusement et à plusieurs reprises la colère de son supérieur dans les violentes discussions qui eurent lieu au Conseil sur ce sujet. Il n'avait jamais tenté de résister à la persécution religieuse; mais il fut enfin tiré de son apathie par la ruine qui menaçait tous les intérêts matériels du pays. Il affronta hardiment le tyran, soutenu peut-être par l'idée que le projet appartenait au gouverneur et non au roi. Il savait qu'on s'en moquait ouvertement à Madrid (3), et que Philippe, sans attaquer positivement le système, n'était pas pressé de le voir mettre à exécution. Le président s'étendit sur la différence qui existait entre la condition d'une population éparse de bergers et de laboureurs, comme celle de l'Espagne, et les villes populeuses et commerçantes des Pays-Bas. Il fit au duc des compliments sur les 50,000 ducats qu'il percevait tous les ans sur « l'alcabala, » à Albe,

(1) Renom de France, Ms., t. II, c. x.
(2) Viglii *Comm. Die. den.*, sect. 6.
(3) V. d. Vynckt, DI, t. II, p. 118.

mais en l'assurant que cette taxe n'était pas possible à établir dans les Provinces (1). On objectait que l'impôt ne pèserait pas sur les classes les plus élevées ni sur les rangs inférieurs de la société, que les nobles, le clergé et les paysans n'en souffriraient pas, et qu'il tomberait sur les marchands et les manufacturiers ; mais le président répondit à cet argument qu'il n'était pas bon de dépouiller l'autel de saint Pierre pour élever celui de saint Paul (2). On eût pu suggérer l'idée de faire peser l'impôt sur les consommateurs, s'il fallait le faire payer ; mais cet axiome n'était pas aussi répandu alors que de nos jours.

Cependant, le rapport que les députés adressèrent à leurs électeurs, en revenant de l'Assemblée, excita une inquiétude et une agitation extrêmes. Les pétitions et les réclamations pleuvaient de toutes parts. Pour obtenir des dispositions plus favorables de la part du duc (3), les États consentirent à voter, une fois pour toutes, le centième denier. Le dixième et le vingtième deniers furent l'objet de luttes animées et prolongées, à la suite desquelles les assemblées des Provinces patrimoniales, effrayées, épuisées, espérant qu'on ne ferait aucun effort sérieux pour percevoir l'impôt, cédèrent les unes après les autres, en mettant de certaines conditions à leur vote (4). Elles protestèrent surtout contre la légalité de la mesure, et déclarèrent que le consentement de chaque province ne serait valide que lorsque tous les États seraient d'accord (5). La Hollande adhéra aussi à

(1) Viglii *Comm. Die. den.*, sect. 7-10.

(2) *Ibid.*

(3) Bor, t. V, p. 286.

(4) *Ibid.*

(5) *Ibid.*

la proposition du gouvernement, après une longue résistance de la ville d'Amsterdam ; mais la cité et la province d'Utrecht furent inflexibles (1). Elles offrirent une somme considérable en commutation de l'impôt; on commença par 70,000 florins, pour arriver enfin à 200,000; mais on refusa obstinément de consentir à une taxe perpétuelle. Leur résistance devait leur coûter cher. Au bout de quelques mois, le duc d'Albe, voyant qu'Utrecht persistait dans son refus, envoya le régiment de Lombardie en garnison dans la province, et prit d'autres mesures coercitives pour la réduire à l'obéissance (2). Les soldats, insolents, grossiers, mal payés, et par conséquent indisciplinés, furent logés dans toutes les maisons, dans l'espérance que leurs insultes au sein des familles contraindraient bientôt la province à voter l'impôt (3). Il n'en fut rien pourtant. La cité et la province persistèrent dans leur opposition. En conséquence, à la fin de l'année, le 15 décembre 1569, les États d'Utrecht furent sommés de comparaître, sous quinze jours, devant le Conseil de sang (4). Au jour fixé, le procureur général apporta un acte d'accusation accompagné, comme de coutume, de la sentence de condamnation. L'arrêt rappelait et récapitulait toutes les offenses commises par la ville et par la province, en particulier pendant les troubles de 1566, et à l'époque du traité avec la duchesse Marguerite. Les habitants et les magistrats étaient tenus pour coupables d'hérésie, de rébellion et de haute trahison. La ville et la province furent, en con-

(1) Bor, t. V, p. 286.
(2) *Ibid.*, p. 288.
(3) *Ibid.*
(4) Hoofdt, t. V, p. 196. Bor, t. V, p. 291.

séquence, privées de toutes chartes, lois, priviléges, libertés et coutumes, et tous les biens meubles et immeubles, tous les revenus, octrois, excises, furent confisqués au bénéfice de Sa Majesté (1).

L'exécution immédiate de la sentence fut suspendue pourtant, afin de donner aux États le temps de répondre. Les plaidoiries, les répliques, les lettres, les réponses et les apostilles qui en résultèrent furent lues par peu de gens, encore moins par ceux auxquels elles étaient adressées (2). Elles n'eurent d'autre avantage que les honoraires des avocats. Six mois s'écoulèrent pourtant avant la fin du procès. Il ne s'agissait pas de verser le sang; les procédés sommaires n'étaient donc pas indispensables. Le 14 juillet, enfin, la masse énorme des documents fut placée devant Vargas. C'était la première fois qu'il y jetait un regard, et il ne comprenait pas le langage des textes (3). Cependant, telle était sa capacité pour les affaires qu'un seul coup d'œil lui suffit pour prendre un parti. Une demi-heure après, botté et éperonné, il disait la messe à Sainte-Gudule, avant de se rendre à Anvers pour prononcer la sentence (4). Le jugement fut rendu le jour même et confirma la condamnation précédente (5). Vargas accomplit sa tâche aussi gaiement que s'il se fût agi d'un massacre. L'acte qui condamnait à la misère et à l'exil tous les habitants d'une province lui assurait de riches dépouilles, au prix de la ruine de ses ennemis;

(1) Bor, t. V, p. 151.

(2) *Ibid.*, p. 290-319. Hoofdt, t. V, p. 194-196. Wagenaer, *Vaderl. Hist.*, t. VI, p. 293-304.

(3) Viglii *Comm. Die. den.*, passim.

(4) Bor, t. V, p. 319.

(5) *Ibid.*, p. 5. Hoofdt, Wagenaer.

des milliers de citoyens furent réduits à la mendicité; des propriétés de la valeur de plusieurs millions furent confisquées.

Utrecht se voyait donc dépouillée de ses anciennes libertés pour avoir osé les défendre. Le clergé de la province (1) excita la colère du duc en réclamant le privilége de la bulle « *In cœnâ Domini*, » qui exemptait les biens du clergé de tout impôt. L'arme était trop faible pour lutter contre un homme qui venait de ceindre la riche épée consacrée par le pape. Le duc d'Albe traita la bulle avec mépris, et il fit emprisonner l'imprimeur qui avait osé la publier dans cette circonstance. Lorsqu'il apprit qu'elle avait été mise sous presse par les ordres du secrétaire La Torre, il jeta ce fonctionnaire en prison et le suspendit de sa charge pour un an (2).

Les États de la province et les magistrats de la cité en appelèrent au roi de la décision du duc. Le cas ne touchait pas directement aux affaires de la religion, bien que les troubles religieux de 1566 servissent de prétexte à la condamnation; la résistance à l'impôt du vingtième et du dixième deniers était le véritable crime dont Utrecht était accusée. Le roi, en conséquence, ne fut pas très-sévère, bien qu'il n'usât pas d'une grande clémence. Il rejeta l'appel, mais il ne fit pas mettre à mort les envoyés qui l'avaient apporté à Madrid, ce qui eût certainement été le cas; s'il se fût agi d'affaires religieuses, ou même si les commissaires étaient arrivés deux ans plus tôt. Philippe lui-même commençait à croire que, pour le moment, on avait répandu assez de sang innocent.

(1) Bor, t. V, p. 287. Hoofdt, , p. 195.
(2) *Ibid.*

Il permit aux envoyés d'Utrecht (1) de retourner chez eux avec leurs têtes sur leurs épaules, bien que leur pétition n'eût pas été accordée. Au commencement de l'année suivante, les Provinces étant toujours en état de siége, le gouvernement prit possession de toutes les chartes d'Utrecht et les déposa dans la forteresse de Vredenberg (2). Ce ne fut qu'après le départ du duc qu'elles furent restituées à la province, sur l'ordre du roi, par le nouveau gouverneur Requesens (3).

Au milieu de l'année 1569, le duc d'Albe écrivit au roi avec grande satisfaction que les États des Provinces avaient voté la taxe. Il félicitait Sa Majesté sur le revenu perpétuel qui lui était ainsi assuré et qui devait dépasser tous les ans de deux millions les dépenses du gouvernement. Il calculait que le centième denier devait rapporter au moins cinq millions (4).

Il se hâtait trop de triompher ; les États retirèrent bientôt une concession qui leur avait été arrachée par la violence, ou surprise par de faux rapports. Prenant pour prétexte que le consentement de toutes les Provinces était exigé avant que l'assentiment de l'une d'elles pût être validé, les États refusèrent d'ordonner ou de permettre la levée du vingtième et du dixième deniers sur leur territoire. La colère et les menaces du vice-roi furent terribles ; les négociations avec les États furent longues et pénibles, mais on arriva enfin à un compromis qui ajourna la lutte définitive. A la fin de l'été, il fut convenu que les Provinces paieraient deux millions par an

(1) Bor, t. V, p. 326-328.
(2) *Ibid.*, t. VI, p. 357 361.
(3) *Ibid.*
(4) *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 882.

pendant les deux années suivantes; le terme était le mois d'août 1571. Jusqu'à cette époque, la question resta dans une sorte de repos (1).

Depuis plus d'un an, on parlait à Bruxelles et à Madrid d'une amnistie générale. Viglius, qui connaissait ses compatriotes mieux que le vice-roi, avait écrit fréquemment à son ami Hopper, sur la nécessité de proclamer au plus tôt une amnistie (2). Il en avait souvent causé avec le duc d'Albe, et lui avait présenté des projets pour la mesure proposée (3). Le président savait bien qu'on avait atteint un point que la tyrannie ne pouvait plus dépasser. Il sentait qu'une nouvelle tentative de pression ne pouvait qu'amener la réaction qui aurait naturellement pour résultat l'expulsion des Espagnols des Pays-Bas. Il y avait un autre jeu à jouer. On pouvait faire arriver à l'échafaud les hommes qui avaient servi le gouvernement avec tant de zèle pendant sa terrible carrière, et le gouvernement pouvait s'enrichir de leurs dépouilles. En outre, quelques symptômes indiquaient le déclin de la faveur du duc. Le roi n'avait pas été frappé du mérite des nouvelles mesures financières, et il avait exprimé l'inquiétude que le commerce du pays n'eût à en souffrir (4). On savait que le duc désirait se retirer. Sa santé était mauvaise ; il se sentait détesté dans les Provinces, et il savait que ses ennemis de Madrid travaillaient avec succès à ébranler son crédit. Il semblait aussi commencer à se douter que sa mission dans les Pays-Bas était achevée et qu'il avait répandu tout le sang que la terre pouvait boire. Il pres-

(1) Bor, t. VI, p. 288. Hoofdt, t. V, p. 195.
(2) *Epist. ad Joach. Hopp.*, p. 82-110.
(3) *Ibid.*, p. 110.
(4) *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 896.

sait Philippe et se lamentait même de n'être pas rappelé : « S'il plaisait à Votre Majesté de me retirer d'ici, » écrivait-il, « je regarderais cette faveur de Votre Majesté comme égale au don de la vie (1). » Il jurait « par l'âme de la duchesse, qu'il aimerait mieux être coupé par petits morceaux » que de quitter son poste si sa présence y était nécessaire (2); mais il exprimait sa conviction que, grâce à ses efforts, les affaires étaient en assez bonne voie pour marcher toutes seules jusqu'à la fin des temps. « A l'avenir, » écrivait-il, « Votre Majesté sera, comme elle l'est déjà, obéie plus exactement que ne l'ont été ses prédécesseurs ; » et il ajoutait avec une vanité insensée, « et tout cela s'est fait sans violence (3). » Il rassurait aussi Sa Majesté sur la prospérité des affaires financières. L'impôt devait accomplir des merveilles. Il avait causé avec des capitalistes qui offraient quatre millions de revenu à condition d'être chargés de percevoir le dixième denier, mais il avait refusé ces offres, comptant sur un produit beaucoup plus considérable (4). On ne pouvait estimer le centième denier à moins de cinq millions. Il était donc évident qu'à l'avenir Sa Majesté, bien loin d'envoyer des fonds dans les Provinces, en recevrait un revenu considérable et régulier (5). Le duc assurait en outre au roi qu'il n'y avait, à l'intérieur ni à l'extérieur, personne qui pût inspirer la moindre crainte. Le seul grand seigneur important qui restât dans le pays était le duc d'Aerschot, dévoué à Sa Majesté, « et qui

(1) *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 908.
(2) *Ibid.*, p. 951.
(3) *Ibid.*
(4) *Ibid.*, p. 970.
(5) *Ibid.*

comptait d'ailleurs pour peu de chose, » comme le roi le savait bien (1). Quant au prince d'Orange, il avait assez à faire de se défendre de ses créanciers. Il n'y avait rien à craindre de l'Allemagne. L'Angleterre ne tenterait jamais rien tant que l'Allemagne serait tranquille, et la France était tombée trop bas pour qu'on eût besoin d'y penser (2).

Dans cette disposition du vice-roi, le roi cherchait déjà quel pouvait être son successeur. Le président le savait. Il sentait qu'on attendait quelque clémence de ce successeur, quel qu'il pût être, et il était sûr de ne pas faire tort à sa situation en penchant aussi vers la miséricorde. Son opposition à l'impôt du dixième et du vingtième deniers avait déjà amené une rupture entre le vice-roi et lui, mais il se consolait en pensant que le roi était probablement de son avis. Le duc d'Albe parlait toujours de lui avec approbation en public et en particulier ; il saisissait, à vrai dire, toutes les occasions de faire son éloge comme d'un serviteur fidèle et zélé, registre vivant (3) qui lui venait sans cesse en aide par sa connaissance de tout et de tout le monde. Le président commençait pourtant à se lasser de sa propre servilité. Il pria son ami Joachim de prendre son parti dans le cas où Son Excellence parlerait mal au roi de sa conduite. Il semblait avoir changé d'avis sur l'homme dont il louait jadis si éloquemment la prudence et la douceur. Il exprimait même l'inquiétude que la population ne commençât à concevoir quelques doutes sur la clémence du roi : « On verse tant de sang, et on confisque tant de biens, » di-

(1) *Corresp. de Philippe II*, *ibid.*, p. 951.
(2) *Ibid.*
(3) *Ibid.*, p. 824.

sait-il, « que quelque tache de cruauté ou d'avarice pourrait venir souiller la robe de Sa Majesté. » Il avouait aussi qu'il lui était arrivé de lire dans l'histoire des exemples d'une douceur plus complète que celle dont on usait envers les Néerlandais. Si le savant Frison était arrivé plus tôt à ces charitables conclusions, cela eût peut-être mieux valu, pour lui-même comme pour son pays. S'il avait servi sa patrie aussi fidèlement que les circonstances, le roi et le duc d'Albe, ses terres n'eussent peut-être pas été si étendues, ni ses dignités si nombreuses; mais il n'aurait pas été contraint de s'écrier avec humeur dans sa vieillesse, « qu'un serviteur fidèle est éternellement une bête de somme (1). »

L'amnistie devenait certaine. Viglius avait préparé plusieurs projets; mais le duc d'Albe y avait ajouté tant de cas d'exception que le président reconnaissait à peine son œuvre. Granvelle, de son côté, avait souvent pressé le roi de penser à l'amnistie (2). Le cardinal était trop habile pour ne pas voir que le temps était venu où la sévérité devenait nuisible. Il sentait que le pays ne pouvait descendre plus bas, qu'on ne pouvait étouffer davantage le patriotisme. Une apparence de clémence, qui ne coûtait rien et ne signifiait rien, pouvait avoir plus d'effet que cette cruauté excessive.

Il voyait clairement que la brutalité du duc d'Albe avait dépassé le but. Mais trop politique pour désapprouver ouvertement un homme aussi puissant, il continuait à parler de lui et de son administration au roi dans les termes les plus flatteurs. C'était « un sage seigneur, un gouverneur prudent, en qui Sa Majesté pouvait avoir

(1) *Epist. ad. Joach. Hopp.*, p. 62-82.
(2) *Corresp. de Philippe II,* t. II, p. 815.

pleine confiance. C'était un homme de grande expérience, habitué toute sa vie aux affaires, et parfaitement capable de mener à bien tout ce à quoi il mettait la main (1). » Il avouait pourtant à d'autres correspondants que ce sage seigneur, sur lequel le roi pouvait compter, « avait jeté les Provinces dans un état déplorable (2). »

Vers la fin de l'année 1569, quatre projets d'amnistie partirent de Madrid (3). Le duc devait choisir l'une des propositions et détruire soigneusement les trois autres. Ce ne fut pourtant qu'au mois de juillet 1570 que le vice-roi prit son parti et annonça qu'il était prêt à proclamer l'amnistie. Le 14 juillet, une grande fête eut lieu à Anvers pour célébrer la nouvelle du pardon si longtemps attendu (4). Le matin le duc, accompagné d'un brillant état-major, et d'une longue procession de prêtres revêtus de leurs habits sacerdotaux, traversa les rues de la capitale commerciale des Pays-Bas pour aller entendre la messe dans la cathédrale. L'évêque d'Arras commença alors un discours sur les bénédictions attachées à la miséricorde, en commentant la clémence royale qui allait être annoncée au peuple. Au commencement du sermon cependant, il fut saisi de convulsions qui l'obligèrent à quitter la chaire (5), événement qu'on tint pour un fâcheux augure. Dans l'après-midi, le duc et sa suite parurent sur la place devant l'hôtel de ville. On avait élevé là un amphithéâtre ; l'estrade et les marches étaient couvertes de drap rouge. Un trône orné d'étoffe d'or était placé au

(1) *Corresp. de Philippe II*, p. 792, 809, 844, etc.
(2) *Ibid.*, p. 832. *Lettre au très. Schnetz.*
(3) *Ibid.*, p. 914.
(4) Bor, t. V, p. 319. Hoofdt, t. V, p. 201.
(5) Strada, *De Bell. Belg.*, liv. VII, p. 353, 354.

sommet pour attendre le duc (1). Sur les marches, à ses pieds, étaient assises deux des plus belles personnes d'Anvers (2), portant des vêtements allégoriques pour représenter la Justice et la Paix. L'escalier et la plate-forme étaient bordés par les officiers ; la place était encombrée de troupes et de citoyens qui attendaient l'heureuse nouvelle. Vers la fin de l'après-midi, le duc, portant le chapeau et l'épée envoyés par le pape, prit place sur le trône (3) avec tout le cérémonial de la royauté. Après quelques formalités préliminaires, un fonctionnaire civil, assisté de deux hérauts, lut à haute voix l'acte d'amnistie. Sa voix était si faible que peu de gens, sauf les soldats placés à côté de la plate-forme, purent entendre un seul mot de cet important document (4).

Ce résultat était peut-être calculé. L'enthousiasme qu'on pouvait attendre de la foule n'eût pas été grand si elle eût entendu la récapitulation de tous les crimes, les conditions de l'amnistie, et la longue liste des exceptions. Tous les péchés d'omission, tous les crimes, commis, l'hérésie, la prédication publique, la destruction des images, le Compromis, la Confédération, la rébellion, étaient peints sous de sombres couleurs. On offrait toutefois le pardon à ceux qui n'avaient pas été positivement accusés, pourvu qu'ils pussent faire leur paix avec l'Église dans un délai de deux mois, et obtenir leur absolution par la confession et la pénitence (5).

(1) Bor, t. V, p. 319. Hoofdt, t. V, p. 201.
(2) *Ibid.*
(3) Strada, liv. VII, p. 354.
(4) *Ibid.*
(5) Bor, t. V, p. 320, 321.

Les exceptions formaient une longue liste. Quand le roi avait fulminé une condamnation générale contre les Pays-Bas, il avait excepté peu de gens et les avait tous désignés par leur nom (1). Dans l'acte d'amnistie, les exceptions comprenaient tant de catégories qu'il était impossible à un citoyen d'éviter de trouver place dans l'une d'elles s'il plaisait au gouvernement de le condamner à mort. On exceptait expressément de l'amnistie tous les ministres, tous les instituteurs et évangélistes, tous ceux qui avaient favorisé ou soutenu lesdits prédicateurs et évangélistes, tous ceux qui avaient été, à un degré quelconque, compromis dans la destruction des images, tous ceux qui avaient été personnellement soupçonnés de schisme ou d'hérésie, tous ceux qui avaient favorisé le Compromis ou la Pétition à la régente, tous ceux qui avaient pris les armes, fourni de l'argent ou distribué des livres, tous les mécontents, et tous ceux qui avaient manqué à dénoncer les hérétiques. Les coupables compris dans ces différentes catégories avaient un délai de six mois pour se dénoncer et confesser leur crime, auquel cas ils pouvaient espérer qu'on examinerait leur affaire avec faveur (2).

Telle était l'amnistie promise depuis si longtemps aux Pays-Bas. Dépouillée de toute circonlocution, elle déclarait qu'on ne pardonnait à aucun coupable, homme ou femme. Les innocents seuls étaient compris dans le pardon, et ils n'étaient pas bien sûrs de trouver miséricorde, à moins qu'ils ne pussent obtenir l'absolution complète du pape. On pouvait s'attendre à voir les rigueurs accoutumées atteindre plus sûrement que

(1) Bor, *ibid.*
(2) *Ibid.*

jamais ceux qui avaient commis les crimes indiqués. On regardait, avec raison, comme un piége la clause qui laissait entrevoir au coupable la possibilité du pardon. Personne ne s'y méprit. Nul n'avait la prétention, après l'expérience des trois dernières années, de mettre sa tête dans la gueule du lion dans l'espérance de la fixer plus solidement sur ses épaules. Nul de ceux qui avaient réussi à s'échapper n'avait envie de se dénoncer dans l'espoir d'obtenir un pardon qui n'était accordé, à vrai dire, qu'aux catholiques les plus sincères et les plus zélés.

Des murmures éclatèrent et le mécontentement fut général dès qu'on connut le texte de l'amnistie. Le duc écrivit au roi que le peuple était parfaitement satisfait, à l'exception des démagogues qui ne pouvaient tolérer que l'amnistie ne fût pas complète (1); mais il ne se trompait pas et ne trompait pas le roi par de tels rapports. Philippe fut vivement désappointé; il avait cru que sa mesure aurait pour effet « de fermer la bouche au peuple (2). » Toutes les langues, au contraire, attaquaient l'hypocrisie qui avait promulgué une nouvelle condamnation sous le titre d'amnistie. Viglius, qui avait rédigé un projet infiniment plus miséricordieux, était fort loin de se contenter de la mesure qu'on avait adoptée. « Certes, » écrivit-il à son confident, « on eût pu attendre (3) une clémence plus absolue d'un prince si miséricordieux. Il n'y a pas d'exemple qu'on ait jamais excepté du pardon, au bout de quatre ans, tous ceux qui, par faiblesse d'esprit, n'avaient pas rendu au gouvernement, pendant

(1) *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 965.
(2) *Ibid.*, p. 815.
(3) *Epist. ad. Hopp.*, p. 110.

les troubles, tous les services que des hommes courageux eussent pu offrir ! »

Le duc d'Albe ne put affecter longtemps de croire à la satisfaction du peuple. Il écrivit bientôt au roi en avouant que l'effet produit par l'amnistie était loin d'être favorable. Il attribuait en partie cette mauvaise impression au blâme jeté sur la mesure par divers membres du gouvernement, en Espagne et dans les Pays-Bas(1). Il se plaignait de ce que Hopper avait écrit à Viglius « que le plus sévère des projets d'amnistie était celui qui avait été adopté, » tandis qu'il avait au contraire choisi le plus miséricordieux des quatre plans envoyés de Madrid (2). S'il en était ainsi, que devaient être les trois projets que le duc avait brûlés, et qui prétendaient encore au nom de pardon, tout en étant plus rigoureux que l'acte proclamé sous le nom d'amnistie. Le duc parlait amèrement de la liberté de langage de certaines personnes influentes à Madrid, au sujet du pardon promulgué au nom du roi (3). Son autorité dans les Pays-Bas était suffisamment affaiblie, disait-il, pour que le blâme qu'on jetait sur ses actions au quartier général lui fît grand tort: « A vrai dire, » ajoutait-il d'un ton presque émouvant, « il n'est pas étonnant que la nation tout entière soit mal disposée pour moi, car je n'ai rien fait pour gagner son affection. Mais le langage qui revient de Madrid n'ajoute pas à sa tendresse (4). »

En un mot, l'amnistie, envisagée comme une mesure destinée à calmer l'esprit public, sans priver le gouverne-

(1) *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 989.
(2) *Ibid.*, p. 1007.
(3) *Ibid.*, p. 885.
(4) *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 1007.

ment de sa terrible puissance, avait complétement échoué. Si on la regardait comme un réseau destiné à recueillir de nouvelles victimes qui avaient trouvé un refuge sur la terre libre de l'étranger, le résultat ne fut pas atteint. Quelques individus obscurs se présentèrent avant l'expiration du délai pour réclamer les bienfaits de l'amnistie. Ils furent traités avec douceur, mais personne ne s'y trompa. Le peuple disait que le filet n'avait pas été tendu pour les goujons (1).

Les beaux esprits des Pays-Bas, cherchant des consolations pour leur triste situation dans de misérables jeux de mots, transposèrent deux lettres du mot « Pardona, » et baptisèrent l'amnistie du nom de « Pandora (2). La plaisanterie avait quelque sens. L'amnistie, venant des régions supérieures, avait paru aux yeux des mortels comme une messagère chargée de dons céleste ; mais la cassette qu'elle portait contenait des malheurs au lieu des bénédictions attendues. Là s'arrêtait la ressemblance, car tous les pédants de Louvain eussent été bien embarrassés de découvrir l'espérance cachée parmi les clauses de l'amnistie.

Peu de temps après la promulgation de cet acte, la fiancée de Philippe, Anne d'Autriche, traversa les Pays-Bas en se rendant à Madrid. Pendant le court séjour qu'elle fit à Bruxelles, elle accorda une entrevue à la comtesse douairière de Horn (3). Cette malheureuse femme, qui venait de voir périr sur l'échafaud son fils aîné, chef de son illustre maison, voulut faire un nouvel effort en faveur de son second fils enfermé alors dans les prisons de

(1) Hoofdt, t. V, p. 202. Bor, t. V, p. 321.
(2) *Ibid.*
(3) Hoofdt, t. V, p. 172.

Ségovie. L'archiduchesse promit solennellement qu'elle demanderait sa délivrance comme première grâce à son royal époux, et la comtesse se retira en emportant une ombre d'espérance (1).

On nous permettra de faire ici une courte digression pour raconter le sort de ce fils infortuné, le sire de Montigny. L'histoire de sa mission à Madrid en compagnie du marquis de Berghen a déjà été rapportée dans un autre volume ; on sait aussi la triste fin du marquis. Après cet événement, le seigneur de Montigny désira plus que jamais de quitter l'Espagne. Il était séparé depuis plus d'un an de la jeune femme qu'il avait épousée quelques mois avant son départ. Sans être emprisonné, il se sentait soumis à un espionnage secret, mais constant. Il ne pouvait obtenir son congé, ni partir sans permission. Un jour, ayant quitté la ville par accident pour se rendre à cheval dans un village des environs, il fut entouré tout d'un coup par une escorte de quarante cavaliers. Cependant le roi continuait à lui faire bon visage. Il répondait aux demandes pressantes et réitérées de Montigny, pour obtenir la liberté de retourner dans son pays, en le priant gracieusement de prolonger sa visite. Le roi tenait à le garder pour qu'il pût l'accompagner lors de son voyage dans les Pays-Bas qui ne pouvait plus beaucoup tarder (2). Dans son impatience, Montigny préférait tout à l'indécision dans laquelle il vivait. Il offrit de se rendre en prison si on l'accusait ou le soupçonnait de quelque crime, pourvu qu'on lui fît son procès (3). Peu de temps après l'arrivée du duc d'Albe dans

(1) Hoofdt, *ibid*. Meteren, t. III, p. 54.
(2) *Ibid*.
(3) *Ibid*.

les Pays-Bas, on accepta la première partie de cette offre. Dès qu'on apprit à Madrid l'arrestation des comtes d'Egmont et de Horn, Montigny fut privé de sa liberté et étroitement enfermé dans l'alcazar de Ségovie (1). Il y resta emprisonné pendant huit ou neuf mois, dans une haute tour, sans autre serviteur qu'un jeune page, Arthur de Munster, qu'il avait amené des Pays-Bas (2). Huit hommes d'armes étaient expressément chargés de veiller sur lui et d'empêcher son évasion.

Un jour vers le milieu de juillet 1568, une bande de pèlerins, dont quelques-uns portaient des costumes flamands, traversaient les rues de Ségovie en chantant à demi-voix, selon la coutume, un cantique sur un air lent et monotone. Montigny, qui les entendit par hasard, reconnut bientôt le langage de sa patrie. Sa surprise devint plus grande encore lorsqu'il reconnut, en prêtant au chant une plus vive attention, la terrible signification des paroles. Les pèlerins prétendus, n'ayant pas d'autre moyen de communication avec le prisonnier, lui apprenaient le sort tragique de son frère le comte de Horn et de son ami le comte d'Egmont. La ballade l'avertissait des dangers qui le menaçaient lui-même s'il ne parvenait pas à s'échapper à temps. Ce fut ainsi que Montigny apprit le sort de son frère qui eût pu lui rester à jamais caché dans ce pays d'impénétrables secrets (3). Il ne négligea pas l'avis qu'il avait reçu et commença à concerter un projet d'évasion. Il réussit à gagner l'un des huit soldats chargés de le garder, et put ainsi communiquer avec ses amis. On avait jusqu'alors permis à son

(1) Hoofdt, *ibid.* Meteren, t. III, p. 54.
(2) *Ibid.*
(3) Hoofdt, t. V, p. 172.

maître d'hôtel de lui envoyer des mets préparés par son cuisinier. On établit une correspondance au moyen de lettres contenues dans les pains qu'on envoyait tous les jours au prisonnier. Des limes destinées à scier les barreaux de ses fenêtres lui parvinrent par la même voie, ainsi qu'une fine échelle de corde au moyen de laquelle il devait descendre dans la cour. Le plan était complet. Un Polonais employé dans l'entreprise devait se trouver à Hernani avec des chevaux qui devaient conduire Montigny à Saint-Sébastien (1). Là un sloop frété pour lui l'attendait. Les amis du prisonnier lui envoyèrent, comme dernières instructions dans une lettre que contenait le dernier pain qu'il dût rompre en prison, l'avis de couper sa barbe, de se déguiser du mieux qu'il pourrait et de venir rejoindre ses confédérés à Hernani (2). Malheureusement le maître d'hôtel de M. de Montigny était amoureux. Sur le point de quitter l'Espagne, ses adieux à sa maîtresse se prolongèrent tellement que le pain du prisonnier fut confié à des mains si malhabiles qu'il fut apporté au commandant de la forteresse qui le rompit, découvrit la lettre, et se trouva ainsi maître du secret. Toutes les personnes comprises dans la conspiration furent aussitôt condamnées à mort ; le soldat espagnol fut exécuté à l'instant. Les autres conjurés, en considération de leur attachement pour leur maître, furent envoyés aux galères. Le maître d'hôtel dont le malheureux amour avait coûté la liberté à Montigny, reçut deux cents coups de fouet. Tous furent bientôt, du reste, mis hors de prison (3).

(1) *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 775.
(2) *Ibid.*
(3) Hoofdt, Meteren, *ubi sup.*

Le malheureux gentilhomme fut enfermé plus étroitement que jamais dans sa tour solitaire. Tous ses serviteurs avaient disparu ; il ne pouvait plus espérer de s'échapper. Dans l'automne de 1568, le duc d'Albe trouva bon de présenter l'affaire devant le Conseil de sang. Montigny n'avait commis aucun crime, mais il faisait partie de ce groupe de seigneurs populaires dont la mort était depuis longtemps résolue. On écrivit en Espagne pour donner à certains fonctionnaires pouvoir de procéder à cet interrogatoire préliminaire qui constituait, à vrai dire, le procès tout entier. Une longue liste de questions fut adressée au prisonnier le 7 février 1569 dans sa prison de Ségovie. Huit jours après, il reçut de nouveau la visite de l'alcalde qui lui lut les réponses qu'il avait faites à la première occasion, et lui demanda de les confirmer. On lui enjoignit aussi d'envoyer sa procuration à ceux de ses amis dans les Pays-Bas qui pourraient agir en son nom. Montigny donna plusieurs noms avec une clause de substitution. Toutes les personnes ainsi désignées refusèrent de comparaître, à moins d'être pourvues d'une copie de la procuration et de l'acte d'accusation. Le Conseil de sang refusa positivement. Ne voyant aucun moyen de rendre service à leur ami en prenant part à ce prétendu procès, tous refusèrent d'accepter la procuration et de défendre une cause où les témoignages et les accusations restaient également secrets. L'un d'eux pourtant, Antoine de Pénin, fut choisi par le gouvernement pour comparaître au nom du prisonnier (1).

Les formes de la justice ainsi observées, le seigneur

(1) Gachard. *Notes*, p. 123. *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 870.

de Montigny, étroitement enfermé dans la tour de l'alcazar à Ségovie, fut accusé de haute trahison à Bruxelles. Certes, nulle ironie ne pouvait être plus amère. L'avocat n'avait vu jamais son client ; séparé de lui par des centaines de lieues, il ne lui était pas permis de correspondre. La procédure commença par une sommation adressée par le duc d'Albe à madame de Montigny alors à Bruxelles. La malheureuse femme en appela au roi : « Convaincue, » disait-elle, « que son mari était innocent de tous les crimes dont on l'accusait, elle se jetait, tout accablée et consumée par les larmes et la douleur, aux pieds de Sa Majesté. Elle priait le roi de se rappeler les services passés de Montigny, sa jeunesse à elle, et de se souvenir qu'elle avait joui quatre mois seulement de la compagnie de son époux. Par toutes ces considérations et au nom de la passion de Jésus-Christ, elle suppliait le monarque de pardonner les fautes que son mari pouvait avoir commises (1). On peut imaginer quel effet ce touchant appel put avoir sur le cœur de Philippe. Certes, les réponses du sire de Montigny dans son interrogatoire donnaient un démenti éclatant à toutes les accusations portées contre lui (2), mais il était évident que cette justification ne pouvait le sauver ; les crimes dont il était accusé étaient les mêmes que ceux qui avaient coûté la vie aux comtes d'Egmont et de Horn, et on ne pouvait fonder aucune espérance sur une innocence mieux démontrée encore que la leur. En conséquence, le 4 mars 1570, le duc d'Albe prononça la sentence. Le baron de Montigny fut condamné à être déca-

(1) *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 879. *Lettre d'Hélène de Melun, dame de Montigny.*

(2) Gachard, *Note* de la page 128, t. II. *Corresp. de Philippe II.*

pité ; sa tête devait ensuite être exposée aux regards du peuple, au bout d'une pique (1). Le 18 mars 1570, le duc adressa aux alcaldes, corrégidors et autres magistrats de Castille, les réquisitions et pouvoirs nécessaires pour mettre l'arrêt à exécution (2).

L'arrivée de ce réquisitoire excita une sérieuse discussion dans le conseil du roi (3). On semblait croire en général que, pour le moment, la sévérité avait été poussée assez loin dans les Pays-Bas. Le spectacle de l'exécution d'un autre personnage distingué pouvait être plus irritant que salutaire (4). C'était l'avis du roi lui-même. Il n'imagina pas, non plus que ses conseillers, que cette considération pût les amener à épargner la vie d'un homme innocent. On n'eut pas l'idée de faire profiter le prisonnier des doutes qui s'élevaient sur l'utilité d'un nouveau meurtre atteignant un fidèle sujet du roi, un fils soumis de l'Église, un envoyé de la sœur de Philippe, Marguerite de Parme, qui, à ce titre, avait droit non-seulement à la justice, mais à l'hospitalité espagnole.

De telles considérations ne se présentèrent probablement jamais à l'esprit de Sa Majesté. Cependant, vu les circonstances particulières de l'affaire, on décida unanimement qu'on ne répandrait plus le sang publiquement. Les conseillers opinèrent en faveur d'un poison lent (5). On pouvait, disaient-ils, faire mourir Montigny peu à peu, en empoisonnant tous les jours

(1) *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 937.
(2) *Ibid.*, p. 938, 939.
(3) *Ibid.*, p. 996.
(4) *Ibid.*
(5) *Ibid.*

ses aliments (1). Philippe mit un terme à la discussion en déclarant que le but de la justice ne serait pas atteint par cet expédient; il fallait que le prisonnier fût exécuté d'une façon régulière, mais en secret, et on dirait qu'il était mort de la fièvre.

Ce point convenu, le roi se mit à l'œuvre pour organiser son plan d'action avec toute l'attention minutieuse qui le caractérisait. Il consacrait ainsi avec un plaisir tranquille, à un projet de meurtre nocturne, cette patience et cette application qui eussent pu le rendre un monarque utile s'il eût possédé l'instinct de la justice et de l'humanité. Il n'y a aucune exagération à qualifier d'assassinat la mort du baron de Montigny, car elle ne reçut la sanction d'aucune loi divine ou humaine, et ne fut excusée ou justifiée par aucune des circonstances qui pallient souvent l'homicide. On ne peut douter de la satisfaction que Philippe trouvait dans cet acte quand on voit le soin extrême qu'il apporta à tous les détails de l'exécution. On pourrait croire qu'il était jaloux des prouesses du duc d'Albe en fait de massacres. Il semblait vouloir prouver à ses affidés que, quelque capable que pût être le vice-roi d'ordonner de grandes et terribles exécutions, on pouvait pourtant apporter à ces sortes d'affaires une certaine perfection que le duc n'avait jamais atteinte et qui n'appartenait qu'au roi seul. Philippe était décidé à traiter le meurtre du sire de Montigny comme une œuvre d'art.

Le 17 août 1570, il donna en conséquence ordre à don Eugenio de Peralta, gardien de la forteresse de Simancas, de se rendre à Ségovie, et d'amener le baron de Monti-

(1) *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 996.

gny à Simancas (1). Il devait être étroitement renfermé, sauf quelques promenades dans le corridor près de sa chambre qu'on pouvait parfois lui permettre. Le 7 octobre, le licencié don Alonzo de Avellano, alcalde de Valladolid, fut muni d'un ordre adressé par le roi à don Eugenio de Peralta, et qui lui enjoignait de remettre le prisonnier aux mains du licencié chargé de l'exécution de la sentence du duc d'Albe (2). Ce fonctionnaire portait en outre une lettre remplie des instructions les plus détaillées, rédigées le 1er octobre d'après les directions du roi (3). Ces instructions portaient que le roi avait décidé que l'exécution aurait lieu dans la forteresse, bien que la sentence annonçât un châtiment public. Nul ne devait soupçonner que M. de Montigny eût été exécuté; on devait au contraire agir de manière à ce qu'on crût partout qu'il était mort de maladie. On devait donc employer un très-petit nombre d'agents sûrs, et qui auraient juré le secret. Don Alonzo devait partir immédiatement pour Valladolid, qui était à deux lieues de Simancas. Une fois arrivé là, il devait conférer avec don Eugenio sur le jour, l'heure et les moyens de l'exécution. Il devait ensuite quitter Valladolid, la veille d'un jour de fête, tard dans l'après-midi, afin d'arriver après le coucher du soleil à Simancas. Il devait se faire accompagner d'un notaire fidèle, d'un exécuteur, et d'un très-petit nombre de domestiques. En entrant dans la forteresse il devait annoncer la fatale sentence à M. de Montigny, en présence de don Eugenio et d'une ou deux autres personnes. Après quoi il devait le consoler, et don

(1) *Corresp. de Philippe II, ibid.*
(2) *Ibid.*, p. 982.
(3) *Ibid.*, p. 983.

Eugenio était chargé de l'aider dans cette tâche. Il devait ensuite le laisser en compagnie du prêtre choisi à cet effet. On devait accorder la nuit et le jour de fête suivant à M. de Montigny, afin qu'il eût le temps de se confesser, de recevoir les sacrements, de se convertir à Dieu et de se repentir. L'exécution devait avoir lieu entre une et deux heures après minuit, en présence de l'ecclésiastique, de don Eugenio de Peralta, du notaire et d'une ou deux personnes nécessaires au bourreau. L'ecclésiastique devait être un homme sage et prudent ; on ne devait pas omettre de l'informer du peu de confiance que le seigneur de Montigny inspirait en matière de foi. On ne devait pas permettre au prisonnier de faire son testament. Tous ses biens étant confisqués, il ne pouvait disposer de rien. S'il désirait toutefois faire une liste des dettes qu'il désirait payer, on pouvait lui accorder cette liberté, tout en stipulant qu'il ne ferait aucune allusion, dans les notes qu'il pourrait écrire, à l'exécution qui allait avoir lieu. Il devait parler comme un homme qui se sent dangereusement malade et sur le point de mourir. Par cette ruse infernale, on employait la victime comme un complice pour mettre sur ses lèvres mourantes une fausse justification de ses assassins. Le meurtre consommé et la mort annoncée avec toute la dissimulation prescrite, les funérailles devaient avoir lieu dans l'église du Saint-Sauveur à Simancas. On devait y procéder avec un certain degré de pompe, comme il convenait pour un homme de qualité, et on devait lui ériger un monument convenable. On devait aussi célébrer une grand'messe et un certain nombre de messes basses, « sept cents, par exemple. » Comme

(1) *Corresp. de Philippe II*, p. 983
(2) *Ibid.*

les serviteurs du défunt sont en petit nombre, continue le monarque économe, on pourra leur fournir des habits de deuil (1). Tous les détails de cette œuvre de ténèbres ainsi prévus depuis la lecture de la sentence jusqu'à l'enterrement du prisonnier, depuis la manière dont il devait quitter ce monde jusqu'à sa délivrance du purgatoire, le roi dépêcha son agent pour sa mission.

Le programme royal fut fidèlement suivi. Don Alonzo, arrivé à Valladolid, prit ses arrangements avec don Eugenio. Il fut convenu qu'un papier, préparé par l'ordre du roi et que don Alonzo avait apporté de Madrid, serait jeté dans le corridor près de la chambre de Montigny. Il était rédigé en latin et portait : « Je ne crois pas qu'il y ait maintenant aucune chance de salut pendant la nuit. Dans le jour, elles sont nombreuses, vous êtes sous la garde d'un seul homme goutteux qui ne peut lutter avec vous de force ni d'agilité. Échappez-vous du 8 au 12 octobre, quand vous pourrez, et prenez la route à côté de la grille du château par laquelle vous êtes entré ; vous trouverez Robert et Jean avec des chevaux et tout ce qui vous sera nécessaire. Que Dieu veuille favoriser votre entreprise (2). » R. D. M.

Cette lettre, jetée à dessein par l'un des conjurés, fut bientôt ramassée par l'autre qui accusa aussitôt le seigneur de Montigny d'avoir voulu s'échapper (3). Malgré toutes les protestations d'innocence du prisonnier, on profita de ce prétexte pour l'enfermer plus étroitement dans la « Tour de l'Évêque » (4). Don Alonzo avait ap-

(1) *Corresp. de Philippe II, ibid.*
(2) Gachard, *note*, t. II, p. 156. *Corresp. de Philippe II.*
(3) *Ibid.*, *ibid.*, p. 986, 988.
(4) *Ibid.* Gachard, *Introduction à la Corr. de Philippe II*, t. I, p. 39.

porté à Simancas une lettre écrite à Madrid, sur les ordres du roi, qui racontait d'avance toutes les circonstances, précisément comme elles se passèrent(1). Elle portait en outre que le seigneur de Montigny était dangereusement malade à la suite de cette étroite captivité, mais qu'il recevrait tous les soins compatibles avec la sûreté de sa personne. Cette lettre fut, d'après les ordres du roi, signée par don Eugenio de Peralta, datée du 10 octobre 1570 et dépêchée publiquement à Philippe (2). La maladie de Montigny était donc officiellement établie. On admit solennellement dans la tour, avec toutes ses drogues, un médecin sûr et qui avait juré le secret. Il répandit soigneusement parmi ses concitoyens le bruit que l'illustre malade était affligé d'une maladie à peu près sans ressources (3). Grâce aux habiles précautions de Philippe, personne, à l'exception du patient lui-même, n'ignorait, à Madrid ou à Simancas, que le baron de Montigny se mourait de la fièvre.

Le samedi, 14 octobre, à la chute du jour, don Alonzo de Avellano, accompagné des individus désignés, se présenta à la porte de la prison de Simancas avec frère Hernando de Castille, prêtre de grande réputation. A dix heures du soir, on annonça à M. de Montigny le sort qui l'attendait. Il fut visiblement ému de cette nouvelle (4), qui l'étonna d'autant plus qu'il avait fondé des espérances sur l'intercession de la reine, promise à la comtesse de Horn; il savait qu'elle venait d'arriver et n'a-

(1) *Corresp. de Philippe II,* t. II, p. 996.
(2) *Ibid.*, p. 988.
(3) *Ibid.*, p. 996.
(4) *Ibid.* — *Lettre de Fr. Hern. de Castille au docteur Velasco. Corresp. de Philippe II,* t. II, p. 992.

vait pas prévu le soin de Philippe pour éviter de refuser à sa jeune épouse sa première demande (1). Il se remit pourtant bientôt, et demanda à rester seul avec le prêtre; il passa la nuit et le jour suivant en exercices de piété. Il se conduisit avec beaucoup de modération, de courage et de tranquillité. Il protesta qu'il était innocent de toute complicité avec le prince d'Orange et de tout sentiment ou dessein indignes de la fidélité qu'il devait au roi. Il rédigea un mémoire pour exprimer son attachement à la foi catholique, de laquelle il ne s'était jamais écarté (2). Toute sa conduite fut pleine de noblesse, de douceur et de piété. « Il s'est montré tel sur tous les points essentiels, » disait Hernando, « qu'il peut faire envie à nous qui restons ici-bas (3). » Il écrivit quelques instructions pour les fidèles serviteurs qui allaient le perdre. Il remit au prêtre l'anneau qui lui servait de cachet, avec une petite chaîne d'or, pour la transmettre à sa femme. Il envoya à sa belle-mère, la princesse d'Espinoy, une autre bague garnie de turquoises qu'elle lui avait donnée. A une heure du matin, le 16 octobre, le frère Hernando annonça que le prisonnier était prêt à mourir. L'alcalde don Alonzo entra alors, accompagné de l'exécuteur et du notaire. On lut de nouveau la sentence du duc d'Albe, en ajoutant que le roi, « par clémence et bénignité, » avait substitué une exécution secrète au châtiment public. Montigny reconnut que le jugement aurait été juste et la punition miséricordieuse si les accusations

(1) *Corresp. de Philippe II*, p. t. II, p. 992. Pour l'opinion des contemporains, voyez Meteren, t. III, p. 54. Hoofdt, t. V, p. 172. Wagenaer, *Vaderl. Hist. Deel.*, t. VI, p. 246. Bor, t. IV, p. 182.

(2) *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 999.

(3) *Lettre de Fray Hernando*, etc.

portées contre lui eussent été fondées; mais pendant qu'il était en prison, ses ennemis avaient eu toute liberté de le noircir à leur gré. Il cessa de parler, l'exécuteur s'avança et l'étrangla. L'alcalde, le notaire et le bourreau repartirent aussitôt pour Valladolid; le lendemain, personne ne sut qu'ils avaient passé la nuit à Simancas; on ne devina pas le crime qui s'y était commis (1). Le secret avait été exigé de tous les instruments de l'exécution, sous peine de mort.

Le corps de Montigny fut revêtu aussitôt de l'habit de l'ordre de Saint-François, afin de cacher les marques de la strangulation. Le jour suivant, le cadavre fut déposé, d'après les ordres du roi, dans l'église de Saint-Sauveur. Don Eugenio de Peralta, qui dirigeait la cérémonie, découvrit le visage du mort, qui fut reconnu par plusieurs de ses serviteurs désolés. Le lendemain, la seconde lettre préparée depuis longtemps par Philippe et apportée par don Alonzo de Avellano à Simancas, reçut la date du 17 octobre 1570, ainsi que la signature de don Eugenio de Peralta, gardien de la forteresse de Simancas, et fut publiquement envoyée au roi (2). Elle déclarait que, malgré tous les soins donnés au seigneur de Montigny par les médecins qui l'avaient soigné durant sa grave maladie, son état s'était empiré tous les jours, et qu'il était mort la veille, entre trois et quatre heures du matin. Le frère Hernando de Castille, qui se trouvait par hasard à Simancas, avait administré les saints sacrements au défunt, sur sa requête, et le baron était mort dans des dispositions d'esprit si catholiques qu'on pouvait concevoir de grandes espérances pour son salut. Quoiqu'il ne

(1) *Lettre de Fray Hernando*, etc. *Corr. de Phil. II*, t. II, p. 992-966.
(2) *Ibid.*

possédât rien, son enterrement avait été convenable (1).

Le 3 novembre 1570, ces deux lettres, écrites ostensiblement par don Eugenio de Peralta, furent envoyées au duc d'Albe par Philippe. Elles devaient servir de pièces à l'appui de la déclaration de mort naturelle que le duc devait faire au sujet du seigneur de Montigny. Le roi dépêcha, par le même courrier, au gouverneur général, un mémoire secret contenant une relation exacte de cette ténébreuse affaire, document dans lequel nous avons puisé les détails qu'on vient de lire. Le duc reçut en même temps l'ordre de montrer publiquement les lettres mensongères de don Eugenio de Peralta (2), comme contenant un récit authentique de l'événement. Le roi ajoutait que personne, en Espagne, ne doutait que le baron de Montigny ne fût mort de la fièvre. Il terminait en disant que, pour peu que les sentiments du défunt fussent en accord avec ses professions extérieures, on pouvait espérer, d'après les détails transmis sur ses derniers moments, que Dieu aurait pitié de son âme. Le secrétaire, qui avait copié cette lettre, avait pris la liberté d'ajouter à ce paragraphe que, « si Montigny était hérétique, le diable, qui assiste toujours ses enfants en pareille occasion, ne pouvait guère lui avoir manqué au lit de mort. » Philippe, choqué de cette inconséquence, fit effacer le passage. Il exprima même son indignation, en mettant en note à la marge, qu'il convient de juger favorablement des morts (3).

Ainsi mourut le baron de Montigny (4), quatre ans

(1) *Corresp. de Philippe II,* t. II, p. 994-996.
(2) *Ibid.*, p. 997.
(3) *Ibid.*
(4) *Ibid.*, p. 1016.

après son arrivée à Madrid, comme ambassadeur de la duchesse Marguerite, et trois ans après la mort de son collègue, le marquis de Berghen. On nous pardonnera d'avoir raconté avec tant de détails cette mystérieuse tragédie. Les grandes affaires d'un règne ont souvent peu d'importance ; les grandes batailles et les longs traités, après beaucoup de perte de sang et de paroles, laissent souvent le monde dans le même état ; les événements qui occupent la plus large place dans l'histoire, et qui ont passé de bouche en bouche parmi les hommes, contiennent souvent de pauvres leçons de philosophie. Il en est autrement quand on peut, au bout de trois siècles, tirer de la poussière des documents secrets qui nous permettent d'étudier le mécanisme intérieur d'un système de tyrannie absolue. Les constitutions libérales, les gouvernements constitutionnels ou républicains agissent au grand jour ; on les voit opérer, on remarque tous les obstacles qui arrêtent les roues, on est souvent effrayé outre mesure de leurs tendances possibles. Il n'est pas aussi aisé d'étudier l'autre côté du tableau. Quand on rencontre, par hasard, le portrait d'un tyran peint avec grand soin par lui-même, il est bon de s'y arrêter un moment, afin d'en examiner soigneusement tous les traits. Notre amour pour la liberté ne souffrira pas de cette étude.

Vers la fin de l'année 1570, un malheur nouveau et terrible fondit sur les Pays-Bas. Une inondation, plus violente que toutes celles qui l'avaient précédée, vint dévaster toute la côte, depuis la Flandre jusqu'en Frise (1). Ni le mémorable déluge qui avait donné naissance au Zuy-

(1) Bor, t. V, p. 329. Hoofdt, t. VI, p. 205, 206.

derzée, ni les flots qui avaient englouti à jamais dans les eaux de la Dollart les villages et les églises de Groningue, ni aucune des inondations sans cesse renaissantes qui venaient, tous les ans, rappeler aux habitants des Pays-Bas que leur patrie devait son origine à l'Océan et courait toujours le danger de s'abîmer de nouveau dans les ondes, n'avaient causé autant d'effroi ni fait autant de ravages. Un vent impétueux du nord-ouest poussait depuis longtemps les flots de l'océan Atlantique dans la mer du Nord ; les eaux venaient peser sur les côtes des Provinces. Les digues surchargées se rompirent de toutes parts ; les cités de Flandre, situées dans l'intérieur des terres, se trouvèrent tout à coup ensevelies sous la mer (1). La péninsule étroite de la Nord-Hollande fut en danger de disparaître à jamais (2). Entre Amsterdam et Meyden, la grande digue de Diemen se rompit en douze endroits. Le Hand-Bos, boulevard composé de pièces de chêne, rattachées par des crampons de fer, amarrées par des ancres, et revêtues de sable et de granit, fut brisé comme un fil léger. Le Dormeur, digue qui devait son nom au repos que les éléments lui laissaient d'ordinaire, résista seul dans cette grande circonstance, et prévint l'accomplissement de la catastrophe. Cependant l'Océan envahissait la terre avec une fureur terrible. Dort, Rotterdam et un grand nombre d'autres villes furent presque submergées un moment. Les barques de pêche et les vaisseaux qui se trouvaient sur la côte furent portés dans l'intérieur des terres, et vinrent échouer dans les bosquets ou les vergers, quand ils n'abattaient pas les toits et les

(1) Hoofdt, t. VI, p. 205.
(2) *Ibid.*

murailles des maisons (1). La perte de vie et d'argent fut énorme dans toutes les provinces de la côte. En Frise, la désolation était au comble. Presque toutes les digues et les écluses étaient détruites. Le pays tout entier présentait l'aspect de l'Océan. Les clochers et les tours des villes de l'intérieur des terres apparaissaient comme des îles au sein des flots. Des êtres humains par milliers perdirent la vie en quelques heures. Des districts entiers avec les villages, les fermes et les églises furent enlevés par la force des vagues (2), transportés sur quelque autre point du territoire ou complétement engloutis. Les hommes, les femmes, les enfants, les chevaux, les bœufs, les moutons et tous les animaux domestiques luttaient de toutes parts contre les flots. Tous les bateaux et tout ce qui pouvait en tenir lieu étaient mis en réquisition. Toutes les maisons étaient inondées; les cimetières eux-mêmes rendaient leurs morts. L'enfant vivant flottait dans son berceau à côté du cadavre enfermé depuis longtemps dans son cercueil. Le déluge semblait menacer de nouveau la terre. Sur tous les points, au haut des clochers comme sur le sommet des arbres, on voyait des hommes qui imploraient la pitié de Dieu et le secours de leurs frères (3). Dès que l'orage sembla se calmer, les bateaux parurent dans toutes les directions pour sauver les malheureux qui luttaient encore avec les ondes, pour recueillir ceux qui s'étaient réfugiés sur les arbres et sur les maisons, et pour emporter les cadavres des noyés. Le colonel Robles, seigneur de Billy, qui avait été détesté jusqu'alors à cause du sang espagnol ou por-

(1) Hoofdt, t. VI, p. 205.
(2) *Ibid.* Bor, t. VI, p. 329.
(3) Hoofdt, Bor, *ubi sup.* Strada, t. VII, p. 355, 356.

tugais qui coulait dans ses veines, se distingua par son humanité. Grâce à ses efforts et à ceux des troupes de Groningue, beaucoup de gens furent sauvés, et l'animosité fit place à la reconnaissance. On calcula que vingt mille personnes au moins avaient péri dans la province de Frise. On portait à cent mille le nombre des victimes dans les Pays-Bas. Le dommage des propriétés et la quantité d'animaux domestiques engloutis par les ondes sont incalculables (1).

Ces événements arrivèrent le 1er et le 2 novembre 1570. Les Espagnols soutinrent hautement que la vengeance du ciel s'était déclarée le jour de la Toussaint dans le but exprès de punir les hérétiques (2). Les Hollandais virent dans ce désastre le présage de malheurs plus terribles encore. Ils se croyaient destinés à souffrir par la main de Dieu et par celle des hommes.

Vers la fin de l'année 1570, un incident vint mettre en lumière le féroce courage qui prend souvent naissance dans les guerres civiles. A l'ouest de l'île de Bommel, sur le petit territoire resserré entre la Meuse et le Wahal, s'élevait le château de Lowestein, à la jonction des deux rivières ; le fort commandait les deux villes de Gorcum et de Dorcum et la navigation tout entière (3). Un soir, à la fin de décembre, quatre moines mendiants vinrent demander l'hospitalité à la porte du château (4). On les introduisit aussitôt en la présence du commandant, père du président Tisnacq. Il était debout devant le feu et causait avec sa femme. Le premier moine, s'ap-

(1) Hoofdt, t. VI, p. 206. Meteren, t. III, p. 59.
(2) Meteren, Hoofdt, *ubi sup.*
(3) Bentivoglio, t. V, p. 87. Guicciardini, t. X.
(4) Mendoza, t. V, p. 109, 110. Hoofdt, t. VI, p. 207.

prochant, lui demanda s'il tenait le château pour le duc d'Albe ou pour le prince d'Orange. Le châtelain répondit qu'il ne reconnaissait d'autre maître que le roi d'Espagne. Là-dessus, le moine, qui n'était autre que Hermann de Ruyter, marchand de bœufs de son métier et partisan zélé du prince d'Orange, tira un pistolet de sa robe, et lui brûla la cervelle. Ses compagnons, profitant de la terreur du moment, triomphèrent de la résistance de la petite garnison et se rendirent maîtres de la place (1). Ils firent entrer le lendemain, dans le château, vingt ou vingt-cinq hommes, à l'aide desquels ils travaillèrent à fortifier le poste, pour s'en assurer la possession. Un renfort sur lequel ils comptaient fut arrêté par l'inondation et les gelées qui rendaient les routes et les rivières également impraticables.

Don Rodrigue de Toledo, gouverneur de Bois-le-Duc, dépêcha aussitôt le capitaine Perea, à la tête de deux cents hommes, auxquels vinrent se joindre quelques volontaires, pour reprendre au plus tôt la forteresse (2). Le château, baigné par la Meuse et le Wahal, entouré d'un double rempart, protégé à l'intérieur par deux fossés, eût été difficile à prendre d'assaut, si le nombre des assiégés eût été suffisant pour la défense (3). Les Espagnols firent une brèche à coups de canon, le premier jour; puis, escaladant les ouvrages intérieurs, le lendemain, avec une grande intrépidité, ils se rendirent maîtres de la place, quarante-huit heures après leur arrivée. La plupart des assiégés furent tués ou faits prisonniers. Ruyter

(1) Hoofdt, *ibid.* Bor, t. VI, p. 331.

(2) Bor, Mendoza, Hoofdt, *ubi sup. Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 1004.

(3) Mendoza, t. V, p. 109, 110.

seul s'était retranché dans une salle du château dont il défendait l'entrée. Les Espagnols qui tentaient de le prendre ou de le tuer tombaient les uns après les autres sous les coups de son épée, qu'il maniait avec la force d'un géant (1). Enfin, succombant sous le nombre, affaibli par la perte de son sang, il fit lentement retraite jusqu'au fond de la salle, suivi par un grand nombre d'ennemis. Là, se retournant tout à coup, il mit le feu à une traînée de poudre qu'il avait placée d'avance sur le plancher. L'explosion fut instantanée; la tour, théâtre du combat, sauta aussitôt, et Ruyter et ses antagonistes eurent le même sort (2). Les restes de cet héroïque et féroce patriote furent retirés des ruines de la tour et cloués sur l'échafaud, à Bois-le-Duc (3). Quelques-uns de ses compagnons furent décapités, d'autres pendus, écartelés, roués ; tous furent exécutés (4).

(1) Bor, Hoofdt, *ubi sup.* Meteren, t. III, p. 60.

(2) Bor, Hoofdt, *ubi sup.*

(3) *Ibid.* Meteren.

(4) Hoofdt, t. VI, p. 203. Mendoza, Meteren, t. III, p. 60.

CHAPITRE VI.

Le prince d'Orange et le comte Louis en France. — Paix avec les huguenots. — Mémoire présenté par Coligny, à la requête de Charles IX, sur les moyens d'envahir les Pays Bas. — Correspondance secrète du prince d'Orange organisée par Paul Buys. — Lettres de marque données par le prince. — Règles imposées aux flottilles qu'il créait ainsi. — Pauvreté du prince. — Son courage, ses sacrifices et ses privations personnelles. — Sa générosité. — La lutte entre le duc d'Albe et les États renaît à propos du vingtième et du dixième deniers. — Violentes discussions dans le conseil. — Ferme opposition de Viglius. — Édit ordonnant la perception de la taxe. — Tumultes populaires. — Viglius est dénoncé par le duc d'Albe. — Plaintes amères du vice-roi adressées à Philippe. — Complot de Philippe contre la reine d'Angleterre. — La conjuration de Ridolfi pour tuer Élizabeth reçoit l'appui du roi d'Espagne et du pape. — Philippe donne au duc l'ordre de favoriser le complot. — Remontrances du duc d'Albe. — La conjuration éclate. — Obstination de Philippe. — Plaintes réitérées du duc d'Albe sur l'imprudence des services qu'on exige de lui. — Nouveaux efforts de Philippe pour se défaire d'Élizabeth. — Don Juan d'Autriche dans le Levant. — Bataille de Lépante. — Indolence de Sélim. — Nomination du duc de Medina-Cœli. — Discussions constantes à Bruxelles à propos de la taxe. — Efforts persévérants du prince d'Orange. — Mépris du duc pour lui. — On propose d'attacher à son nom une sentence d'ignominie. — Mission de Sonoy en Allemagne. — Documents remarquables publiés par le prince. — La « harangue ». — Haine des grands seigneurs et du peuple pour le duc d'Albe. — Visite de François d'Albe à Bruxelles. — Son rapport défavorable au roi. — Plaintes du duc. — On envoie une députation en Espagne. — Soulèvement général contre l'impôt. — Férocité du duc d'Albe. — Exécution de dix-huit marchands secrètement ordonnée. — Elle est interrompue par la prise de Brill. — Les Gueux de la mer. — Le second Sanglier des Ardennes. — Réconciliation entre

le duc d'Albe et le gouvernement anglais. — Les pirates néerlandais sont contraints de quitter les ports d'Angleterre. — Flotte de La Marck devant Brill. — La ville est sommée de se rendre, elle envoie des commissaires aux assiégeants. — Fuite des magistrats et des bourgeois. — Prise de la place. — Indignation du duc d'Albe. — Joie populaire à Bruxelles. — Jeux de mots et caricatures. — M. de Bossu reçoi tl'ordre de reprendre Brill, il est battu. — Il entre perfidement dans Rotterdam. — Massacre dans cette ville. — Révolution à Flessingue. — Efforts inutiles du gouverneur, M. de Bourgoyne, pour ramener les citoyens à l'obéissance. — Expédition partie de Brill sous les ordres de Treslong pour venir en aide à Flessingue. — Meurtre de Pacheco par les patriotes. — Jérôme de Saint-Zeraerts est nommé gouverneur de Walcheren par le prince d'Orange.

Pendant que les événements qu'on vient de rapporter se passaient dans les Pays-Bas, en 1569 et en 1570, le prince d'Orange, de nouveau errant, ne s'était pas laissé abattre. Après avoir licencié ses troupes à Strasbourg, en prenant toutes les précautions en son pouvoir pour assurer le paiement des arrérages, il avait rejoint l'armée que le duc des Deux-Ponts levait en Allemagne pour venir au secours des huguenots, en France (1).

Cependant la bataille de Jarnac avait eu lieu ; l'armée protestante tout entière avait été mise en déroute par les troupes du roi, sous les ordres du duc d'Anjou, et le cadavre du prince de Condé, attaché sur le dos d'une ânesse, avait été promené, par dérision, à travers les rues de Jarnac (2). La cause de la liberté paraissait aussi désespérée en France que dans les Provinces. Peu de temps après, Guillaume d'Orange, à la tête de douze cents chevaux, rejoignit l'étendard de Coligny. Ses deux frères l'accompagnaient ; le jeune Henri avait quitté l'université pour s'attacher à la fortune du prince. L'indomptable

(1) Bor, t. V, p. 269. *Archives et correspondance*, t. III, p. 16.
(2) De Thou, liv. XLV, p. 570-573.

Louis, après avoir vu massacrer sept mille hommes de son armée, s'était élancé dans l'Ems et avait nagé jusqu'à l'autre bord, en s'écriant : « Grâce à Dieu (1) ! » Son courage était aussi frais et aussi dispos que jamais. Il n'avait pas perdu un moment pour reprendre ses tentatives d'hostilité contre le gouvernement espagnol. Il avait rejoint les huguenots en France. On venait de livrer la bataille de Montcontour ; le comte de Mansfeld, à la tête de cinq mille hommes envoyés par le duc d'Albe, avait combattu avec les royalistes contre les huguenots, au nombre desquels se trouvait Louis de Nassau qui répara, par sa fermeté et son habileté à couvrir la retraite, l'ardeur inconsidérée avec laquelle il avait engagé l'action, et qui fut peut-être la principale cause de la défaite de Coligny (2). Le prince d'Orange, qui avait été obligé de se rendre dans les Pays-Bas, au commencement de l'automne, n'était pas présent au combat. Déguisé en paysan, il avait passé, avec cinq personnes seulement, les lignes de l'ennemi, traversé la France, et était arrivé en Allemagne avant l'hiver (3). Le comte Louis resta avec les huguenots. Il était si nécessaire à leur cause et si cher à toute l'armée que, pendant la maladie de Coligny, durant l'été suivant, tous les yeux se tournaient vers lui comme vers le successeur naturel de ce grand homme (4), seule colonne encore debout du protestantisme français.

Coligny se rétablit. La traîtreuse paix que la cour pro-

(1) Groen van Prinsterer, *Archives et correspondance*, t. III, p. 272, 273.

(2) De Thou, liv. XLVI, t. V, p. 638, 639.

(3) Groen van Prinsterer, *Archives*, etc., t. III, p. 322. De Thou, t. V, liv. XLVI, p. 627. Bor, t. V, p. 269.

(4) De Thou, t. VI, ch. XLVII, p. 32-36.

posait aux huguenots fut acceptée. L'amiral, en dépit de sa sagacité et de ses soupçons, s'embarqua, avec tout son parti, sur le courant calme en apparence et perfide qui le mena à la catastrophe de la Saint-Barthélemy. Pour occuper son attention, le gouvernement s'engagea formellement à envoyer des secours à la population des Pays-Bas. L'amiral devait commander les auxiliaires qui allaient, disait-on, passer la frontière pour renverser le gouvernement tyrannique du duc d'Albe. Les conférences à ce sujet furent longues entre Coligny et les royalistes (1). Le monarque demanda à l'amiral un plan d'attaque détaillé pour envahir les Pays-Bas. En conséquence, Coligny fit rédiger, par le jeune Philippe de Mornay, seigneur du Plessis, le document connu sur cette question. Il ne prenait pas la question de bien haut. Il ne faisait pas appel aux sentiments élevés qu'on pouvait supposer aux rois et à tous les hommes. Il rappelait avec admiration que le seul état d'existence naturel aux Français était la guerre, que la France, lorsqu'elle n'était pas occupée de campagnes à l'étranger, ne pouvait éviter de tourner son glaive contre son propre sein. Il rappelait les doux souvenirs des jours heureux, et récents encore, où la France jouissait d'un repos parfait sur son propre territoire, tout en poursuivant de longues guerres au delà des frontières (2).

En dépit de cet esprit guerroyant, le document était sagement conçu ; mais la demande du mémoire et les longues entrevues à propos de l'invasion avaient pour but unique de tromper les protestants. C'était le rideau qui cachait les préparatifs de la sombre tragédie qui al-

(1) De Thou, t. VI, p. 279, 280.
(2) *Ibid.*, p. 341-357.

lait se jouer. Déçu comme ses amis et naturellement plein d'espérance, Louis de Nassau fut infatigable dans ses efforts pour gagner des appuis à sa cause. Il eut plusieurs fois des entrevues avec le roi, à la cour duquel il était venu sous un déguisement (1). Il fit une vive impression sur l'ambassadeur de la reine d'Angleterre à Paris, sir Francis Walsingham. Il est probable, pourtant, que, dans son ardeur pour les nouveaux plans, le comte laissa croire possibles certains projets de partage des Pays-Bas que son frère n'avait jamais approuvés (2).

Cependant, le prince d'Orange avait reparu en Allemagne, à la fin de l'année 1569. Paul Buys, pensionnaire de Leyde, l'avait constamment tenu au courant de l'état des affaires dans les Provinces (3). Grâce à lui, une vaste correspondance fut organisée et maintenue, dans toutes les parties des Pays-Bas, entre le prince et les personnages importants. Avant sa visite en France, le prince d'Orange avait donné, en qualité de souverain, des lettres de marque à diverses maisons, en leur conférant le droit de faire des croisières contre le commerce espagnol (4).

Les « Gueux de la mer », comme ces pirates se nommaient eux-mêmes, acquirent bientôt un renom aussi terrible que les Gueux sauvages ou Gueux des bois ; mais le prince, après avoir eu, avec l'amiral Coligny, plusieurs conversations sur les importants avantages qu'on pouvait recueillir de ce système, s'était résolûment mis à l'œuvre pour réformer tous les abus, lors de son retour de France.

(1) De Thou, t. VI, p. 279, 280.

(2) *Archives et correspondance*, t. III, p. 404, 405. *Mémoire de Walsingham*, p. 143.

(3) Bor, t. V, p. 280.

(4) *Ibid.*, p. 289. Hoofdt, t. V, p. 197.

Le seigneur de Dolbain qui avait conquis, dans cette vie de corsaire, beaucoup de renom, comme un grand nombre d'autres gentilshommes réfugiés, avait servi pendant quelque temps d'amiral au prince. Il refusa absolument de rendre compte de ses diverses expéditions, et fut privé, en conséquence, de son commandement (1). Gillain de Fiennes, seigneur de Lumbres, fut nommé à sa place. En même temps, les ordres les plus sévères du prince d'Orange vinrent interdire d'attaquer l'Empereur, les princes de l'Empire, la Suède, le Danemark, l'Angleterre, ni aucun des protecteurs de la véritable religion chrétienne (2). Le duc d'Albe et ses amis étaient les seuls ennemis permis. Le prince donna en outre des instructions minutieuses sur la discipline qu'il voulait faire observer sur sa flotte. Les lois de la guerre devaient être minutieusement suivies. Chaque commandant devait porter sur son vaisseau un ministre chargé de prêcher la parole de Dieu et de maintenir la piété dans l'équipage (3). Nul ne pouvait exercer un commandement sans être né dans les Pays-Bas, à moins d'un ordre exprès du prince. Toutes les prises devaient être partagées d'après une règle fixe. Personne ne pouvait être reçu à bord, comme soldat ou comme matelot, sans faire preuve « d'un nom honnête et de bonne renommée ». On ne pouvait être admis, si l'on avait subi une condamnation judiciaire (4). Tels étaient les principaux traits de l'organisation de cette marine, alors dans l'enfance, et qui

(1) Bor, t. V, p. 289.
(2) *Ibid.*, p. 333, 334. *Archives et correspondance*, t. III, p. 363, 364.
(3) Bor, t. V, p. 324-326. Hoofdt, t. V, p. 198.
(4) Bor, t. V, p. 324.

devait, peu de temps après, commencer cette longue série de triomphes dont une marine marchande puissante et hardie avait déjà ouvert le chemin. « Les Hollandais font de leurs vaisseaux des maisons, » disait le cardinal Bentivoglio, « et de leurs maisons des écoles. Ils y naissent, y sont élevés, et y apprennent leur métier. Les matelots volent d'un pôle à l'autre, exercent leur art partout où le soleil brille sur les mortels, et deviennent si habiles qu'ils peuvent à peine être égalés, et jamais surpassés (1) par lès nations du monde civilisé. »

Le prince ne s'était pourtant jamais trouvé dans une situation aussi triste qu'à son retour de France. « Le prince d'Orange s'en va, » disait un des amis de sa cause (2). Non-seulement il n'avait point d'argent pour organiser de nouvelles levées, mais il était poursuivi par les bruyantes réclamations de l'armée qu'il avait licenciée. On avait dit, dans les Pays-Bas, qu'il avait péri à la bataille de Montcontour. « S'il avait véritablement disparu, » disait Viglius, sans oser croire cette grande nouvelle, « nous aurions tous un sujet d'inquiétude de moins (3). » Après son retour, sa détresse était telle que, sans argent et sans crédit, devenu une ombre menaçante sans corps et sans puissance, il semblait justifier le sarcasme de Granvelle : « *Vana sine viribus ira,* » disait le cardinal (4), et on pouvait croire, en effet, que pas un seul homme, en Allemagne, ne viendrait à son aide, tant les ténèbres qui entouraient sa cause étaient profondes. Les opprimés obscurs, parsemés dans les

(1) Bentivoglio, *Guerra di Fiandra*, liv. V, p. 89.
(2) Languet, *ad Cam.*, p. 101.
(3) Viglius, *ad Joach. Hopp.*, p. 79.
(4) *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 713.

Provinces et en Allemagne, continuaient à donner largement malgré leur indigence, et faisaient des efforts inouïs pour aider les entreprises tentées pour délivrer les Pays-Bas. Les grands de la terre, ceux sur lesquels le Prince avait compté, ceux auxquels il avait donné son cœur, les ducs, les princes, les électeurs « s'écoulaient comme l'eau » dans ce changement fatal de sa fortune (1).

Cependant il ne perdait point courage. Il écrivit à son frère Jean qu'il était tout prêt à se remettre comme otage aux mains de ses troupes pour le paiement de leurs arrérages. En même temps il suppliait son frère de remuer ciel et terre pour trouver au moins cent mille thalers. S'il pouvait remettre à ses soldats un mois de paie, peut-être les soldats lui laisseraient-ils un peu de repos (2). Il donnait aussi des instructions pour qu'on disposât des meubles et de la vaisselle qui lui restaient encore, après en avoir vendu la plus grande partie pour le service de sa cause. Il croyait qu'il valait mieux, après tout, vendre pièce à pièce dans les foires ce qui restait. On pouvait espérer ainsi plus d'argent que d'une vente en masse (3).

Il était obligé de veiller lui-même aux détails les plus minutieux de l'économie domestique. Le prince souverain, qui avait vécu si longtemps en compagnie des empereurs, qui avait passé sa vie dans le luxe et la pompe, entouré de gentilshommes, de pages, d'hommes d'armes et de serviteurs innombrables, acceptait tranquillement la position d'un exilé ruiné. Il remplissait gaiement les

(1) Hoofdt, t. V, p. 199. Bor, t. V, p. 312. *Corresp. de Philippe II*, passim. *Archives et correspondance*, t. III, passim.

(2) *Archives et correspondance*, t. III, p. 355-360.

(3) *Ibid.*

devoirs qui étaient jadis la charge de ses valets. Cette existence, devenue pour un moment si triste et si obscure, donne une grâce simple et touchante aux détails les plus vulgaires : « Je vous prie de m'envoyer, par le porteur, » écrivait-il, « la petite haquenée que m'a donnée l'amiral, en cas qu'elle se porte bien ; en outre, envoyez-moi deux paires de bas, une autre paire que maman a donnée à votre couturière pour les coudre, et faites détacher les hauts-de-chausse que je portais dernièrement à Dillembourg et qui se trouvent sur la table où sont mes accoutrements. Si la haquenée ne peut aller, je vous prie de m'envoyer le courtaud qui a les oreilles coupées (1). »

Il n'oubliait jamais non-seulement la grande cause à laquelle il s'était dévoué, mais les besoins de ceux qui lui avaient rendu service. Il pensait toujours à ses amis. Dans sa misère, il se rappelait l'aide qu'il avait reçue des pauvres gens. « Envoyez une petite coupe, valant au moins cent florins, à Hartman Wolf, » écrivait-il à son frère ; « vous pouvez prendre autant d'argent hors du coffre (2), où il reste encore quelque vaisselle de chapelle. — Vous verrez qu'Affenstein a besoin d'un cheval, » écrit-il dans une autre occasion, « je vous prie de faire regarder à l'entour de vous, que l'on puisse trouver quelque bon cheval, et mandez-le-moi avec le prix, je vous enverrai l'argent. Puisqu'il se montre si volontaire, c'est raison qu'on fasse quelque chose pour lui (3). »

La lutte entre le duc et les États, à propos du dixième et du vingtième denier, avait été assoupie pendant quelque temps. Mais le terme de deux ans, après lequel on

(1) *Archives et correspondance*, t. III, p. 349, 350.
(2) *Ibid.*, p. 349, 350.
(3) *Ibid.*, p. 339.

était convenu d'une commutation de l'impôt, devait expirer à l'automne de 1571 (1). Au commencement de l'année, les disputes reprirent donc avec plus d'aigreur que jamais. Les États sentaient que le roi n'était pas aussi ardent que le vice-roi. Viglius se rendait compte du déclin du pouvoir du gouverneur général. Il n'était pas probable que le roi blâmât ouvertement les mesures récentes du duc; mais il était possible qu'il cédât enfin aux prières et qu'il le rappelât. Fortifié par ces considérations, le président, qui avait été si longtemps l'instrument docile du tyran, prit tout à coup l'attitude d'un tribun du peuple. Les disputes, les contradictions, les reproches, les menaces se succédaient sans relâche dans le Conseil. Le duc s'aperçut qu'il s'était vanté trop tôt en annonçant au roi l'établissement perpétuel d'un impôt si productif. Bien loin de pouvoir compter sur le consentement de tous les États, comme il l'avait prétendu et écrit au roi, il découvrit qu'aucun des corps ne se tenait pour engagé au delà du terme qui allait expirer. Berlaymont et d'autres membres du Conseil le déclarèrent offiicellement au duc (2). Sa colère ne connut plus de bornes. Il reprocha à Berlaymont de soutenir ou de permettre qu'on soutînt que le consentement des États avait été douteux. Il protesta qu'ils avaient consenti aussi clairement à un impôt perpétuel que lui à sa commutation pendant deux ans. Il annonça, d'ailleurs, qu'il était las des subsides. La taxe devait être levée, et le trésorier Schetz reçut l'ordre de prendre des mesures en conséquence (3).

(1) Viglii *Comm. sup. imp. die den.*, sc. x.

(2) *Ibid.*, sc. xxvii.

(3) *Ibid.*

Dans une conférence qui eut lieu le 29 mai, le duc demanda à Viglius son avis. Le président fit une longue réponse, en prenant pour point de départ le consentement conditionnel des États, et en faisant appel aux membres présents du conseil des finances pour confirmer cette opinion. Ils furent tous du même avis. Le duc, en fureur, déclara qu'il châtierait ceux qui oseraient soutenir une semblable théorie. Viglius répliqua que les conseillers avaient toujours eu coutume de dire leur opinion, et qu'il ne leur était jamais arrivé d'être menacés de telles conséquences; si telles étaient pourtant les intentions de Son Excellence, les conseillers feraient bien de rester chez eux, de se taire et d'éviter ainsi tout châtiment (1). Le duc, reprenant un peu d'empire sur lui-même, s'excusa du mot châtiment, et repoussa bien loin l'idée de menacer des conseillers dont il avait toujours fait l'éloge au roi et dont Sa Majesté avait si haute opinion. Dans une réunion subséquente, le duc prit Viglius à part et lui assura qu'il était parfaitement de son avis; mais que, pour de certaines raisons, il ne se souciait pas que le reste du Conseil fût instruit de ce changement dans sa manière de voir; il désirait dissimuler (2), ajouta-t-il. Le président, malgré toute sa finesse, ne put découvrir à l'instant où tendait le gouverneur. Il s'aperçut plus tard que cette petite supercherie n'avait d'autre but que de lui fermer la bouche. Le duc supposait que le président, rassuré par cette seule confidence, garderait le silence, que les autres conseillers, convaincus que le président avait adopté les opinions du gouverneur, changeraient d'avis, et que l'opposition dans

(1) Viglii *Comm.*, sc. XXXVIII.
(2) *Ibid.*, sc. XXX.

les États, privée de l'appui du Conseil, tomberait bientôt (1). Le président, ne se laissa pas tromper par l'artifice. Il maintint résolûment ses objections à l'impôt, comptant, pour sa sûreté personnelle, sur l'opinion du roi, le sentiment public et le jugement de ses collègues.

Les réunions journalières du Conseil étaient occupées par cette seule affaire. Depuis l'arrivée du duc d'Albe, le Conseil de sang avait exercé toutes les attributions du conseil d'État et des finances; mais le vice-roi semblait chercher un appui près des fonctionnaires dont il niait encore l'autorité. Il ne trouva chez eux ni sympathie ni obéissance. Le président lui déclara nettement qu'il luttait contre le courant, que l'impôt était odieux au peuple, et que la voix du peuple était la voix de Dieu (2). Le 31 juillet pourtant, le duc publia un édit qui ordonnait la perception du dixième et du vingtième (3) deniers. L'agitation fut aussitôt générale. Les États des Provinces, les conseils de toutes les villes se réunirent pour adresser des remontrances au gouvernement. Les négociants suspendirent leurs affaires; les petits marchands fermèrent leurs boutiques. Le peuple formait des rassemblements et jurait de résister à cet impôt illégal (4) et cruel. On ne put percevoir un sou. Les « hommes à sept deniers (5) », espions du gouvernement, qui, pour ce faible salaire, consentaient à chercher des cas de trahison dans les tavernes, les cabarets et les allées de la ville, ne suffisaient

(1) Viglii *Comm. sup. imp. die den.*, sc. xxx.
(2) *Ibid.*, sc. xxxv.
(3) *Ibid.*, sc. xli. Bor, t. V, p. 345-348.
(4) *Ibid.*, sc. xxvii.
(5) Hoofdt, t. V, p. 197.

plus à rendre compte des malédictions qu'ils entendaient prononcer tous les jours contre la tyrannie du vice-roi. Il était évident que son pouvoir déclinait. Les conseillers lui résistaient, le commun du peuple le défiait, pour ainsi dire. Un mercier, auquel il devait trente mille florins, refusa d'ouvrir sa boutique de peur qu'on ne levât l'impôt sur ses marchandises (1). Le duc confisqua sa dette comme le mercier s'y attendait ; mais il préférait faire un sacrifice pécuniaire plutôt que de consentir à une mesure si vague et si illimitée qu'elle pouvait absorber toutes les richesses du pays.

Personne ne saluait le gouverneur quand il passait dans les rues (2). Le peuple ne faisait aucun effort pour déguiser sa haine. Le duc, de son côté, se laissait aller tous les jours à des accès de fureur ingouvernables. Dans le conseil du 25 septembre 1571, il déclara que le roi avait ordonné que l'édit fût mis immédiatement en vigueur. Viglius fit remarquer qu'il y avait beaucoup d'objections à faire à la forme. Il niait positivement que les États eussent jamais consenti à l'impôt. Le duc demanda vivement au président s'il n'avait pas soutenu naguère que ce consentement avait été donné. Viglius répliqua qu'il n'avait jamais rien affirmé de semblable. Il avait fait mention des conditions et des promesses sous-entendues du gouvernement au moyen desquelles on avait extorqué aux États un assentiment partiel. Il ne pouvait avoir dit que le consentement avait été accordé, car il n'avait jamais cru qu'on pût l'obtenir. Il était encore au commencement de son argumentation quand le

(1) *Lettre du comte de Bergh au prince d'Orange. Archives et correspondance*, t. III, p. 409, 410.
(2) *Ibid.*

duc l'interrompit : « Vous l'avez dit, vous l'avez dit, vous l'avez dit ! » lui cria-t-il furieux, en répétant vingt fois ce démenti formel aux assertions formelles de Viglius (1). Le président maintint résolûment son terrain. Le duc d'Albe l'accusa hautement de manque de respect pour son autorité. Il dit qu'il avait toujours rendu de bons offices au président auprès du Roi, mais qu'il ne se croyait pas permis de cacher la conduite inconvenante que le président venait de tenir.

Viglius répliqua qu'il avait toujours eu l'estime et le respect les plus profonds pour le gouverneur, et qu'il avait travaillé à mériter sa faveur par une soumission constante. Il était pourtant engagé par serment à soutenir dans le Conseil les opinions qu'il croyait conformes aux intérêts de Sa Majesté. Il avait agi de même devant les rois, les empereurs, les reines et les régentes, sans offenser de si augustes personnages. Il ne craignait rien pour ses cheveux blancs, convaincu que Sa Majesté l'entendrait avant de le condamner (2). La ferme attitude du président augmenta l'irritation du vice-roi. Il leva la séance en disant qu'il savait comment s'y prendre pour faire respecter son autorité (3).

Il reçut aussitôt après la visite de son fils, de don Frédéric de Vargas et de quelques-uns de ses familiers. Il leur raconta la scène qui venait d'avoir lieu, en s'emportant contre Viglius avec une telle violence qu'on suppos aqu'il avait l'intention de procéder sérieusement contre lui. Le bruit vola de bouche en bouche et se répandit dans toute la ville, si bien que, comme le disait le président, tous les

(1) Viglii *Comment.*, etc., sc. XLV-XLVI.
(2) *Ibid.*, sc. XLVII.
(3) *Ibid.*, sc. XLVIII.

barbiers et toutes les vieilles femmes de Bruxelles en parlaient (1). Ses amis s'inquiétaient pour sa sûreté, et le peuple se réjouissait d'avoir trouvé un avocat si puissant. Les menaces et les colères n'eurent pourtant aucun résultat. Au contraire, le duc donna peu après l'ordre de ne pas lever le dixième denier sur les blés, la viande, le vin et la bière (2). Ces matières premières employées dans les manufactures devaient également être exemptes de l'impôt (3). Ces concessions étaient d'une grande importance, mais les objections constitutionnelles subsistaient toujours. Le duc ne pouvait comprendre pourquoi l'*alcabala*, qu'on percevait sans difficulté dans la petite ville d'Albe, rencontrait dans les Pays-Bas une opposition si violente. Il écrivit au roi que les États donnaient beaucoup d'embarras; ils refusaient leur consentement aux ordres de leur satrape. Les meneurs n'étaient pas inspirés par les intérêts des pêcheurs ou des manufacturiers, mais par la crainte de ne plus pouvoir, à l'avenir, faire la loi à leur souverain. Le caractère de la population, disait-il, était toujours le même que du temps de Jules César (4).

Le duc ne trouva pas grande sympathie à Madrid. Les courtisans et les conseillers tournaient depuis longtemps ses projets en ridicule. Quant au roi, son esprit était absorbé par des affaires plus intéressantes. Philippe vivait pour accomplir ce qu'il regardait comme la volonté de Dieu. Pendant que le duc luttait contre les libéraux flamands, son maître était occupé d'un dessein secret et

(1) Viglii *Comment.*, sc. L.
(2) *Ibid.*, sc. VI. Bor, t. V, p. 345-348.
(3) *Ibid.*
(4) *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 1063.

très-vaste. Il s'agissait d'un complot pour assassiner la reine Élizabeth, délivrer Marie Stuart et la mettre sur le trône d'Angleterre. Ce plan, qui comprenait naturellement le retour de l'Angleterre à la domination de Rome, séduisait infiniment Philippe. Il était question de conspirer contre une souveraine alliée, et de rendre un immense service à l'Église au moyen d'un meurtre. Aussi, bien que la révolte des Maures au cœur de l'Espagne fût à peine domptée, bien que les troupes et les navires fussent occupés à lutter contre les Turcs, et que la haine et l'hostilité des Pays-Bas le contraignissent d'y laisser la fleur de l'armée espagnole, Philippe n'hésita pas à s'engager dans la ténébreuse affaire que lui offraient d'ignobles agents.

Un Florentin nommé Ridolfi, qui résidait depuis longtemps en Angleterre, avait été envoyé dans les Pays-Bas comme agent secret du duc de Norfolk. Le vice-roi ne se trompa point sur son caractère, et l'annonça au Roi comme un bavard (1) sans valeur, indigne de toute confiance sérieuse. Philippe, plus occupé du complot que des acteurs, accueillit à Madrid l'agent de la conspiration, écouta attentivement ses révélations, et sans se compromettre par des promesses formelles, il le renvoya avec des paroles encourageantes.

Le 12 juillet 1571, Philippe écrivit au duc d'Albe en lui racontant son entrevue avec Robert Ridolfi (2). L'envoyé, après avoir dépeint au roi les souffrances de la reine d'Écosse, lui avait développé un plan pour la délivrer. Si le roi d'Espagne consentait à aider le duc de Norfolk et ses amis, il était aisé de placer la couronne

(1) *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 180, note, et 1035.
(2) *Ibid.*, t. II, p. 1038.

d'Angleterre sur la tête de Marie. Elle devait épouser le duc de Norfolk ; le royaume d'Angleterre devait rentrer sous l'autorité du pape, et la religion catholique serait aussitôt rétablie. Le moment le plus favorable pour l'accomplissement du projet, c'étaient les mois d'août ou de septembre. La reine Élizabeth quittait Londres à cette époque pour se rendre à la campagne; il serait aisé alors de trouver l'occasion de s'emparer d'elle et de l'assassiner. Pie V, auquel Ridolfi avait développé tout le plan, l'approuvait chaudement, et pressait Philippe d'accorder sa coopération. Le pape déclarait que, tout pauvre et ruiné qu'il était (1), il vendrait volontiers ses calices et ses vêtements sacerdotaux pour fournir des fonds à une telle cause. Philippe avait répondu qu'il n'était pas difficile de le décider. Son désir de voir réussir l'entreprise était extrême, malgré les difficultés dont elle était entourée. Il promit de réfléchir sérieusement sur ce sujet, dans l'espoir que Dieu l'éclairerait et l'assisterait dans cette affaire qui était sienne. Il avait répondu en ces termes à Ridolfi, mais il communiqua ensuite à son Conseil l'intention d'accomplir le projet au moyen de certaines ressources qu'il ferait connaître au duc. Le but était de tuer ou d'emprisonner Élizabeth, de mettre en liberté la reine d'Écosse et de poser sur sa tête la couronne d'Angleterre. Il donna au duc d'Albe l'ordre de seconder cette entreprise, sans avoir pourtant recours à des hostilités ouvertes en son propre nom, ou au nom de son souverain. Il demandait au duc combien d'Espagnols il pouvait mettre à la disposition des conspirateurs. Ils avaient demandé six mille arquebusiers pour l'Angle-

(1) *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 1038.

terre, deux mille pour l'Écosse et deux mille pour l'Irlande. Outre ces troupes, le vice-roi devait fournir immédiatement quatre mille arquebuses et deux mille cuirasses. Philippe promettait d'envoyer deux cent mille couronnes pour les dépenses de l'entreprise. Le duc reçut l'ordre de tenir l'affaire absolument secrète. Hopper lui-même ne savait rien du projet, et Philippe n'avait dit qu'un mot en passant au nonce et à Ridolfi, alors en route pour les Pays-Bas. Le roi terminait sa lettre en disant que le duc devait voir, par cette longue épître écrite de sa propre main, tout l'intérêt qu'il prenait à cette affaire. Il ajoutait qu'il n'en disait pas davantage, persuadé que le duc aurait la chose à cœur autant que lui-même (1).

Le duc d'Albe comprit aussitôt toute la folie du projet, et sentit qu'il lui était impossible d'obéir aux ordres de Philippe. L'entreprise était insensée ; il s'agissait d'envoyer une armée des Pays-Bas en Angleterre, dans le but de détrôner et de tuer une reine adorée de ses sujets, tout en conservant les relations les plus amicales avec la nation. Il n'était pas probable que dix mille Espagnols, commandés par Chiappin Vitelli et d'autres officiers favoris du duc, pussent passer inaperçus, ni qu'on interprétât d'une manière très-favorable tous leurs mouvements. Le gouverneur, en conséquence, assura Philippe « qu'il applaudissait hautement à ses desseins (2). Il ne pouvait s'empêcher de rendre à Dieu des actions de grâces infinies pour la faveur qu'il lui avait faite en le faisant sujet d'un si grand prince (3). » Il louait infini-

(1) *Corresp. de Philippe II, ibid.*
(2) *Ibid.*, t. II, p. 1041.
(3) *Ibid.*

ment la résolution de Sa Majesté; mais, après ce préambule, il travaillait à jeter de l'eau froide sur l'ardeur de son souverain. Il exprimait nettement l'avis que Philippe ne s'engageât pas dans une pareille entreprise avant que le duc de Norfolk ne fût en possession de la personne d'Élizabeth. Si le roi se déclarait trop tôt, il pouvait compter que les Vénitiens quitteraient son alliance pour faire leur paix avec le Turc. Élizabeth pourrait aussi conclure avec le duc d'Alençon ce mariage qui semblait pour le moment n'être qu'une plaisanterie. Le duc d'Albe exprimait en outre le peu de confiance que lui inspirait le duc de Norfolk, qu'il regardait comme un homme faible et sans courage (1), et les doutes qu'il éprouvait sur la prudence et la capacité de don Gueran de Espes, ambassadeur de Sa Majesté à Londres.

Ces machinations furent bientôt connues en Angleterre; la reine d'Écosse fut resserrée plus étroitement que jamais; le duc de Norfolk fut arrêté; mais Philippe, dont la part dans la conspiration était restée secrète, ne fut pas découragé par l'explosion de tout le complot. Il persista dans un projet impraticable avec un entêtement qui ressemblait à de la folie. Il déclara (2) qu'il tenait ses obligations pour tellement sacrées aux yeux de Dieu qu'il était décidé à aller en avant dans cette affaire. Il envoya en conséquence au duc d'Albe les fonds annoncés, en le pressant d'agir avec secret et promptitude.

Le vice-roi fut fort embarrassé en recevant ces étranges instructions. Un insensé pouvait seul continuer à conspirer après que le complot était découvert et les

(1) *Corresp. de Philippe II, ibid.*
(2) *Ibid.*, p. 1043.

conjurés arrêtés. C'était pourtant là ce que Sa Majesté Catholique attendait de son gouverneur général. Le duc se plaignit, avec raison, des ordres contradictoires qu'il recevait (1). Il ne devait pas rompre avec l'Angleterre, et pourtant il devait envoyer des secours à un traître, alors en prison; il devait garder le secret de ses opérations, et cependant il fallait envoyer l'armée hors des Pays-Bas, et organiser une campagne dispendieuse. Il se moquait de la légèreté de Ridolfi qui croyait que rien n'était plus aisé que de s'emparer de la reine d'Angleterre, de délivrer la reine d'Écosse, de prendre la Tour de Londres, et de brûler la flotte dans la Tamise. « Lors même que Votre Majesté et la reine d'Angleterre agiraient de concert, » disait-il, « il serait impossible d'exécuter le projet conçu par Ridolfi (2). » Le plus grand danger pouvait venir de France et d'Allemagne. Si ces deux nations n'intervenaient pas, le duc déclarait qu'il s'engageait à mettre Philippe sur le trône d'Angleterre avant l'hiver (3); mais leur opposition rendrait la chose non-seulement difficile, mais impossible. Il suppliait son maître de ne pas agir avec précipitation dans la plus importante affaire que les hommes eussent eu à conduire depuis la venue du Christ sur la terre. Il assurait que l'existence tout entière de la foi chrétienne était en question, attendu que dans le cas où Sa Majesté ne réussirait pas dans son entreprise, il ne resterait pas pierre sur pierre de l'ancienne religion (4). Il répétait les avertissements qu'il avait déjà donnés au roi sur le peu

(1) *Corresp. de Philippe II,* t. II, p. 1045.
(2) *Ibid.*
(3) *Ibid.*
(4) *Ibid.*

de cas qu'il fallait faire de Ridolfi qui avait parlé si haut de l'affaire qu'on en causait couramment à la Bourse d'Anvers (1), et il revenait, dans toutes ses lettres, sur la méfiance que lui inspiraient tous les principaux personnages engagés dans la conjuration.

Telle fut la teneur générale des longues dépêches échangées entre le roi et le duc d'Albe, à propos de cet infâme projet. Le duc montrait une répugnance marquée pour toute l'affaire, bien qu'il n'opposât pas aux intentions de son maître des arguments fondés sur la bonne foi, la charité chrétienne ou les sentiments d'honneur. Le projet de tuer la reine d'Angleterre, de renverser les lois de son royaume, de brûler sa flotte et de massacrer ses sujets était excellent en lui-même, mais le duc avait des objections quant au moment et au mode de l'exécution.

Il ne refusa pas positivement de prendre part à l'entreprise; mais il eut soin de ne pas bouger jusqu'au moment où la catastrophe arrivée en Angleterre vint rendre tous les efforts dérisoires. Philippe, d'autre part, n'abandonna jamais la conspiration; mais après beaucoup de lettres et d'intrigues, il finit par laisser toute l'affaire entre les mains du duc d'Albe (2). La seule personne qui eut à souffrir de la part prise par le roi dans la conspiration fut l'ambassadeur d'Espagne à Londres, don Gueran de Espes. Ce gentilhomme fut officiellement renvoyé par la reine Élizabeth, pour avoir donné des conseils perfides et funestes au duc d'Albe et à Philippe; mais la reine exprima en même temps la plus profonde estime pour son frère le roi d'Espagne (3).

(1) *Corresp. de Philippe II*, p. 1049.
(2) *Ibid.*, t. II, p. 1051.
(3) *Ibid.*, p. 1069.

Vers la fin de l'année, pourtant, au mois de décembre 1571, le duc d'Albe envoya en Angleterre deux assassins italiens, séduits par la promesse d'une immense récompense, pour entreprendre de tuer la reine sans bruit, en l'empoisonnant ou de toute autre manière (1). L'ambassadeur de France Mondoucet, en informant le roi de France du complot qui se tramait, ajoutait que le duc avait été si profondément irrité par le non-succès de la dernière entreprise que sa rage ne connaissait plus de bornes. Ces misérables n'étaient pas destinés à réussir, mais les tentatives du duc contre la vie de la reine se renouvelèrent de temps en temps. Dix-huit mois plus tard, en août 1573, deux Écossais arrivèrent d'Espagne, avec l'ordre secret de voir le duc d'Albe. Ils eurent plusieurs entrevues avec lui et avec son secrétaire Albornoz. Ils se vantaient de pouvoir aisément s'emparer d'Élizabeth, mais ils disaient que le roi aimait mieux qu'on la tuât (2). Le projet, dit Mondoucet, était toujours le même ; il s'agissait d'assassiner la reine d'Angleterre, et de donner sa couronne à Marie Stuart qui se trouverait ainsi au pouvoir du roi d'Espagne, lequel s'emparerait de son fils pour le marier de façon à s'assurer à l'avenir la possession des deux royaumes (3).

Nous n'avons pas à raconter ici les discussions et les mécomptes de l'alliance formée à cette époque par Philippe avec Venise et le Saint-Siége pour résister aux Turcs. La révolte de Grenade avait cessé enfin après deux ans de lutte, et les restes de la race chevaleresque

(1) *Corresp. de Charles IX*, et Mondoucet, *Comm. roy. de l'hist.*, t. IV, p. 340, sqq.

(2) *Ibid.*

(3) *Ibid.*

qui avait jadis possédé la péninsule étaient rentrés dans l'esclavage. Les Maures avaient soutenu ce combat inégal avec une constance qu'on ne pouvait attendre d'une nation d'un caractère si doux : « Si un peuple paisible comme les agneaux a su résister si courageusement, » disait le prince d'Orange, « que ne doit-on pas attendre d'une population hardie comme celle des Pays-Bas (1) ? » Don Juan d'Autriche venait d'achever une série d'expéditions peu glorieuses contre des femmes, des enfants et des vieillards infirmes en Andalousie et dans le royaume de Grenade, et était arrivé au mois d'août à Naples pour prendre le commandement de la flotte alliée du Levant (2). Il venait de remporter la victoire de Lépante ; mais les querelles des alliés et leurs mouvements contradictoires firent perdre en partie les fruits du triomphe. Il était vrai d'ailleurs que les fautes des infidèles avaient seules permis à Philippe d'échapper aux périls de la révolte des Maures avec plus de succès qu'on n'eût pu s'y attendre. Si les rebelles avaient réussi à conserver Grenade et les montagnes de l'Andalousie, et qu'ils eussent été secourus, comme ils pouvaient l'espérer, par les troupes du sultan, la lutte eût pu changer de face et prendre un aspect moins favorable à l'Espagne. Si le trône de l'empire turc eût été occupé alors par un prince ambitieux et d'un esprit politique, Philippe eût peut-être trouvé quelque difficulté à se maintenir dans ses domaines héréditaires. Pendant qu'il complotait contre la vie d'Élizabeth, il eût pu avoir quelque raison de trembler pour la sienne (3). Heureuse-

(1) *Archives et correspondance*, t. III, p. 362.
(2) De Thou, liv. I, t. VI, p. 226 ; et Cabrera, t. IX-XXIII, p. 678.
(3) De Thou, t. VI, p. 238 ; et Cabrera, t. IX-XXIII, p. 692, 693.

ment pour Sa Majesté Catholique, Sélim se contentait de s'assurer la possession de l'île de Chypre et de ses riches vignobles. Il aimait assurément mieux faire couler le jus des grappes cypriotes dont il connaissait si bien le charme, que de poursuivre, au milieu du carnage et des fatigues de la guerre, le beau rêve du rétablissement des califes.

Le 25 septembre 1571, la charge de gouverneur général des Pays-Bas fut enfin donnée à Jean de la Cerda, duc de Médina-Cœli (1). Philippe, cédant aux prières réitérées du duc, et médiocrement satisfait peut-être de la marche des événements arrivés récemment dans les Provinces, avait consenti, après beaucoup d'hésitation, à accepter la démission du duc. Son successeur pourtant ne devait pas partir sur-le-champ, et le duc d'Albe reçut l'ordre de continuer ses fidèles services, qui se réduisaient pour le moment à lutter sans relâche et sans grand succès contre le Conseil, les États, et le peuple au sujet de son odieux impôt. Il combattait seul. Ses conseillers, qui l'avaient soutenu sans broncher, quand il s'agissait seulement de brûler les hérétiques, lui tournèrent le dos quand il se fut engagé dans cette lutte à outrance contre toutes les richesses du pays. Le roi ne lui prêtait pas un appui bien ferme; les conseillers étaient trop fins pour continuer à pousser sur la descente le char auquel ils ne s'étaient attelés qu'au moment du triomphe. Viglius et Berlaymont, Noircarmes et Aerschot faisaient une opposition constante, depuis qu'ils voyaient décliner le pouvoir du duc, et ils tenaient le roi soigneu-

(1) *Corresp. de Philippe II*, p. 50. — Cabrera.
(2) *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 1055.

sement informé des difficultés financières que ses mesures avaient causées (1).

Vers la fin de l'année une longue pétition des États de Brabant fut présentée au Conseil (2). C'était une remontrance énergique contre le dixième denier, demandant le rappel de l'impôt dont la perception devait entraîner la ruine du pays. Le duc d'Albe tomba alors dans l'un des accès de fureur auxquels il était sujet. La prospérité des Pays-Bas, s'écria-t-il, lui était aussi chère qu'aux habitants eux-mêmes. Il jura, par la croix et par le Saint des saints déposé dans l'église de Sainte-Gudule, que, s'il n'eût été qu'un simple particulier vivant en Espagne, il se fût élancé au secours des Provinces pour les défendre, tant son affection pour le pays était vive (3). Il était donc profondément blessé de voir des malveillants insinuer qu'il eût jamais voulu faire tort à la nation ou exercer quelque tyrannie sur les citoyens. Le dixième denier, continua-t-il, était nécessaire pour la défense du territoire, et ce mode de perception était infiniment préférable aux subsides. Il n'était pas bon, disait-il, que tout homme dans la populace pût savoir le montant des contributions : chaque individu, en voyant le total, croyait avoir tout payé lui-même (4). Il conclut en disant que sa santé était perdue, qu'il était vieux, qu'il soupirait après le moment de son départ pour l'Espagne, et qu'il attendait tous les jours avec impatience l'arrivée du duc de Médina-Cœli (5).

(1) *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 1056. *Lettre de l'évêque d'Ypres à Philippe*, p. 1073, 1074. *Rapports de don Fr. d'Alava sur l'état des Provinces*, p. 1097.

(2) Viglii *Comment.*, etc., sc. LX.

(3) *Ibid.*

(4) *Ibid.*

(5) *Ibid.*, sc. LXI.

Pendant le cours de cette année, le prince d'Orange avait continué ses préparatifs ; il avait envoyé ses agents partout où il pouvait espérer d'obtenir des secours. Il demandait de l'argent aux particuliers, des troupes et de l'influence aux gouvernements. Ses fonds augmentaient peu à peu, grâce à la générosité de pauvres gens obscurs et à la hardiesse des Gueux de la mer. Les missions qu'il avait envoyées auprès des cours du Nord n'avaient eu aucun succès. Ses agents avaient été reçus en Suède et en Danemark avec une froide politesse. Le duc d'Albe, d'autre part, parlait toujours du prince avec mépris, sans se douter que l'exilé ruiné minait lentement le sol sous les pieds du monarque, que les faibles coups qu'il dédaignait si fort, annonçaient une lutte qui devait durer un siècle, et que les Provinces asservies allaient devenir une grande république qui porterait aux cieux le nom de l'exilé.

Granvelle avait déjà conseillé de doter le prince comte de Buren de certains biens en Espagne, en échange de ses domaines héréditaires, afin que le nom et la renommée du rebelle Guillaume disparût à jamais des Pays-Bas (1). Dans le même but, le vice-roi proposa d'appliquer au prince d'Orange une nouvelle condamnation. On devait l'exécuter solennellement en effigie, traîner son écusson dans les rues à la queue d'un cheval, le briser ensuite, effacer ses armoiries, et le déclarer à jamais, lui et ses descendants, ignobles, infâmes et incapables de posséder des biens ou des domaines (2). Si le roi, le cardinal et le gouverneur avaient pu

(1) *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 959.
(2) *Ibid.*, p. 1027.

lire dans les pages de l'histoire future, ils auraient appris que la maison du rebelle n'était pas destinée par la Providence à disparaître d'une façon aussi sommaire.

Le prince, sans se décourager, continuait d'envoyer ses émissaires dans toutes les directions, Dietrich Sonoy, son agent le plus fidèle, qui avait été à la tête de la mission près des cours du Nord, négociait activement avec les gouvernements allemands et pressait les populations d'agir pour la bonne cause (1). Il faisait circuler dans ce but plusieurs documents remarquables rédigés par le prince d'Orange. Une lettre écrite et signée de sa main racontait dans un langage concis et touchant l'histoire de sa campagne de 1568, et de ses efforts en faveur de la cause commune (2). Il était temps, disait-il, que d'autres vinssent prendre leur part du fardeau.

Des instructions semblables furent envoyées à d'autres agents; on répandit activement une pièce intitulée *la Harangue*, rédigée sous l'inspiration du prince. Ce document est très-important pour tous ceux qui s'intéressent à l'histoire et au caractère de Guillaume d'Orange. Aucun des actes publiés jusqu'alors ne portait au même degré l'empreinte de l'ardente piété du parti protestant (3). La Harangue rappelait avec tristesse, mais sans abattement, les malheurs du passé, et ranimait vivement, mais sans fanatisme, les espérances pour l'avenir en demandant des secours pour les réaliser.

Ces pressants appels ne furent pas infructueux; les forces du prince s'augmentaient lentement, mais con-

(1) Bor, t. VI, p. 362.
(2) *Ibid.*
(3) *Ibid.*, p. 363-365.

stamment. La haine générale qu'on portait au duc d'Albe arrivait presque à la fureur. Au commencement de l'année 1572, don François d'Alava, ambassadeur de Philippe en France, fit une visite à Bruxelles (1). Il connaissait déjà les résultats de la conduite du duc, grâce à l'immense affluence des Flamands qu'il avait vus arriver en France. En se rendant à Bruxelles il avait rencontré Noircarmes près de Cambrai : « Ce cruel animal, comme l'appelait Hoogstraaten, commençait lui-même à être effrayé des souffrances du pays. » « Le duc ne renoncera jamais à son misérable dixième denier (2), » dit-il à don François. Il bondit de son siége avec une vive émotion quand l'ambassadeur fit allusion aux marchands et aux artisans qui fuyaient des Provinces : « Seigneur don François, » s'écria-t-il, « il y a dix mille personnes qui vont quitter le pays si le gouverneur ne s'arrête pas dans sa carrière. Dieu veuille qu'il n'arrive pas quelque catastrophe qu'aucun remède humain ne puisse réparer (3)! »

L'ambassadeur arriva à Bruxelles, et fut logé dans le palais. Il trouva le duc à peine remis d'une attaque de goutte, et dans un violent accès d'irritation. Le duc s'emporta quand don François commença à parler de l'émigration et il l'assura qu'on exagérait beaucoup le fait (4). L'ambassadeur répondit qu'il ne pouvait pas se tromper, car c'était une affaire qu'il avait, pour ainsi dire, vue de ses yeux et touchée de ses mains. Le duc soutint que don François était mal informé et dans l'erreur; puis il détourna

(1) *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 1073, 1074.
(2) *Ibid.*, p. 1073.
(3) *Ibid.*
(4) *Ibid.*

la conversation. Le lendemain, l'ambassadeur reçut la visite de Berlaymont et de son fils le seigneur de Hierges. Ils le prirent tous deux à part, l'un après l'autre: « Dieu soit béni de votre venue, » dirent-ils presque dans les mêmes termes, « vous pourrez comprendre la situation des Provinces et avertir sans retard Sa Majesté du danger qui nous menace. » Tous les visiteurs exprimèrent le même sentiment, à l'exception de don Frédéric de Toledo, qui assura l'ambassadeur que Noircarmes et ses amis s'opposaient aux mesures financières du duc parce qu'elles leur enlevaient leur occupation et leur influence (1). On pouvait à la vérité s'attendre à ce langage de la part d'un fils, grande consolation pour son père, disait le secrétaire Albornoz, et le génie le plus étonnant qu'on ait jamais vu (2). Malheureusement ses assertions ne furent confirmées par personne dans le pays.

Le troisième jour, don François prit congé du duc qui le pria de dire à Sa Majesté avec quelle impatience il attendait l'arrivée de son successeur (3). Il apprit alors à son hôte qu'il avait déjà commencé à percevoir le dixième denier dans la province de Brabant, la plus récalcitrante de toutes: « Qu'en dites-vous, don François? » s'écria-t-il avec satisfaction. Alava répondit qu'il restait convaincu que l'impôt rencontrerait de grands obstacles, et qu'il le suppliait de réfléchir. Il ajouta qu'il dirait son avis au roi sans aucune réserve. Le duc employa le même langage que don Frédéric quant aux motifs des opposants : « C'est possible, » repartit don François,

(1) *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 1073.
(2) *Ibid.*
(3) *Ibid.*, p. 886.

« mais en tout cas ils sont convenus de chanter le même air. » Un peu troublé, le duc reprit : « Doutez-vous que les cités tiennent leurs promesses ? Comptez-y, je trouverai le moyen de les y contraindre. » — « Dieu le veuille, » répondit Alava, « mais, autant que j'en puis juger, vous aurez besoin de toute votre prudence et de toute votre autorité (1). »

L'ambassadeur n'attendit pas le moment de son arrivée en Espagne pour envoyer au roi un long récit de ses observations et des conclusions qu'il en tirait. Il dépeignit vivement à Philippe la haine que tout le monde ressentait pour le duc : « Toute la nation, disait-il, n'a qu'un seul cri : *Qu'il s'en aille*, *qu'il s'en aille*, *qu'il s'en aille* (2) ! » Quant à l'impôt du dixièmedenier, don François le regardait comme impraticable. Il prévint en outre le roi que le duc d'Albe tramait avec tous les princes catholiques de l'Europe des alliances qui amèneraient nécessairement les protestants à former une ligue défensive (3).

Pendant que le prince d'Orange, au commencement de l'année 1572, redoublait d'efforts, sans se laisser abattre par les revers, pour maintenir la cause de la liberté, pendant que les défenseurs les plus obstinés du pouvoir arbitraire s'unissaient pour dénoncer à Philippe la conduite insensée de son vice-roi, les lettres du duc d'Albe étaient remplies de plaintes et de réclamations. C'était en vain, disait-il, qu'il cherchait un conseiller de confiance ; les affaires, qu'il eût voulu tenir assez secrètes pour que la terre elle-même n'en ouït pas parler, étaient

(1) *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 1073.
(2) *Ibid.*, p. 1074.
(3) *Ibid.*

proclamées sur le toit des maisons (1). Cependant, il consentait à être coupé par petits morceaux, pourvu qu'on obéît à Sa Majesté, tant qu'il serait en vie pour faire exécuter ses ordres (2) : « Berlaymont seul, disait-il, lui était resté fidèle, et dans l'affaire de l'impôt, il avait gardé une stricte neutralité, ne rendant ni bons ni mauvais offices ; mais Sa Majesté savait que Berlaymont n'entendait rien aux affaires, et qu'il se bornait à être un brave homme (3). » En conséquence, il recommandait le seigneur d'Hierges, fils de Berlaymont, pour que le roi lui conférât la charge de gouverneur de la Frise (4).

Les députations, chargées par les différentes provinces de conférer avec le roi en personne, furent réprimandées, en arrivant à Madrid, de l'audace qui les avait amenées en Espagne sans en avoir reçu la permission. On ne leur infligea pas d'autre châtiment. Le roi leur fit dire qu'il était fort mécontent de ce qu'on avait osé lui apporter des remontrances contre l'impôt; mais les députés se consolèrent en apprenant que leur pétition serait prise en considération (5) .Ainsi les espérances du duc d'Albe furent déçues, attendu que le dixième denier ne fut pas officiellement confirmé; mais les Provinces furent désappointées en voyant que l'impôt n'était pas nettement désavoué.

Une autre crise se préparait dans les Pays-Bas. « Si nous avions de l'argent maintenant, » écrivait le

(1) *Corresp. de Philippe II*, p. 1095.
(2) *Ibid.*
(3) *Ibid.*, p. 1103.
(4) *Ibid.*
(5) *Ibid.*, p. 1105.

prince d'Orange, « nous pourrions, avec l'aide de Dieu, espérer de faire quelque chose. Dans ce moment-ci, on pourrait, avec de faibles ressources, obtenir des résultats plus grands qu'à une autre époque avec des fonds considérables (1). » Les citoyens étaient en révolte ouverte contre l'impôt. Pour échapper à la perception du dixième denier sur toutes les ventes de marchandises, on adopta le remède très-simple, mais désespéré, de ne rien vendre du tout. Non-seulement le commerce en gros fut suspendu, mais le trafic au détail pour les nécessités journalières s'arrêta complétement. Toutes les boutiques étaient fermées. « Les boulangers refusaient de faire du pain, les brasseurs de brasser, les marchands de bière d'ouvrir un tonneau (2), » dit un contemporain. Des multitudes d'ouvriers, privés de toute occupation et dépendant absolument de la charité publique, se répandaient dans toutes les villes. Les soldats, furieux de n'être pas payés depuis plusieurs mois, devenaient tous les jours plus insolents ; les citoyens, irrités par les insultes et endurcis par le désespoir, s'obstinaient de plus en plus dans leur résistance, tandis que le duc, fou de colère, inflexible devant l'opposition, contemplait les ruines qu'il avait faites avec une malignité qui n'avait plus rien d'humain. « Le mal a pénétré jusqu'aux entrailles (3), » écrivait Viglius, « tout le monde manque des nécessités de la vie. Une foule de gens sont réduits à la plus extrême misère. C'est uniquement par intérêt pour le bien public que je tiens à vous rendre compte de la situation. Pour moi, je suis

(1) Bor, t. VI, p. 362.
(2) *Ibid.*, p. 361.
(3) Viglii *Epist. ad Joach. Hopp.*, p. 126.

usé par les maladies et les souffrances physiques, et je quitterais la vie sans regret. »

La capitale présentait l'aspect d'une ville désolée par la peste. On ne pouvait se procurer les objets de première nécessité. On ne trouvait à acheter ni pain, ni viande, ni bière. Le tyran, furieux de se voir ainsi bravé jusque dans sa tanière, envoya secrètement chercher maître Carl, le bourreau (1); pour faire tout d'un coup un exemple salutaire, il avait résolu de faire pendre dix-huit des marchands les plus importants de la ville devant la porte de leurs boutiques, sans aucun retard, et sans la moindre forme de procès (2). Maître Carl reçut l'ordre de préparer le soir même dix-huit cordes solides et dix-huit échelles longues de douze pieds (3). Le duc se préparait à faire comprendre par ce simple procédé aux bourgeois de Bruxelles que la justice irait désormais chercher chacun chez lui. Il supposait que la vue d'une douzaine et demie de bouchers et de boulangers, pendus devant les boutiques qu'ils avaient refusé d'ouvrir, apporterait au commerce un stimulant plus énergique que les arguments et les proclamations. Le bourreau préparait ses cordes et ses échelles. Don Frédéric de Toledo était enfermé avec le président Viglius (4) qu'on avait fait lever à minuit, fort contre son gré, pour rédiger les ordres de condamnation. Le duc attendait avec une sauvage impatience l'aube du jour qui devait annoncer l'exécution quand une nouvelle inattendue vint interrompre la tragédie. On apprit que la ville de Brill avait été prise. Le gouverneur,

(1) Bor, t. VI, p. 261.
(2) *Ibid*. Strada, t. VI, p. 357. Hoofdt, t. VI, p. 216.
(3) Bor, Hoofdt.
(4) Bor, t. VI, p. 361. Hoofdt, t. VI, p. 216.

sentant aussitôt la gravité de la situation, remit le châtiment qu'il avait résolu à un moment plus favorable, afin de concentrer son attention sur les moyens de détourner les conséquences de ce mouvement inattendu des rebelles. La prise de Brill fut le *Deus ex machinâ* qui vint trancher le nœud de la situation et délier la corde du bourreau (1).

On a déjà parlé plus d'une fois des formidables partisans de la cause patriotique, ces marins hors la loi. Privés par la nature d'une partie des droits de l'humanité, chassés de leur étroit territoire par la tyrannie, les Hollandais exilés s'étaient réfugiés sur l'Océan. Ses champs infinis, où s'exerçait depuis longtemps leur industrie, étaient devenus plus fertiles que jamais depuis que l'oppression jetait des matelots paisibles dans les habitudes de la piraterie. Poussés au crime par la pauvreté et la misère, les marins hollandais devenaient une nation de corsaires. Les patriotes avaient renoncé depuis longtemps à ces habitudes de respect qui excitaient les moqueries des royalistes. Les Gueux de la mer demandaient à coups de canon qu'on mît bas les armes. Malheureusement ils s'adressaient trop souvent aux amis comme aux ennemis (2). Tous les marchands ruinés, tous les nobles exilés, tous les hardis marins qui étaient disposés à mettre le commerce du monde à contribution pour rétablir leur fortune, pouvaient sans grande difficulté obtenir un vaisseau et un équipage dans l'un des ports du Nord, sous prétexte de faire croisière contre le gouvernement du

(1) Strada, t. VII, p. 357. Bor, Hoofdt, *ubi sup.*

(2) *Lettre du prince d'Orange aux églises réfugiées de Londres* (1578). *Archives de la maes.*, t. IV, p. 63-66.

vice-roi (1). Ce motif ostensible n'était pas une vaine prétention. Le but principal de tous ces corsaires était de faire la guerre au duc d'Albe, et ils étaient d'ordinaire pourvus de lettres de marque du prince d'Orange en qualité de prince souverain (2). Guillaume faisait de grands efforts pour atténuer et régler des excès nés des malheurs des temps; mais son amiral, Guillaume de la Marck, était hors d'état de comprendre les nobles desseins de son supérieur : sauvage, sanguinaire, vaniteux, ce corsaire aux cheveux longs, à la barbe flottante, digne descendant du Sanglier des Ardennes, semblait une personnification de la vengeance qu'il avait juré de tirer de la mort du comte d'Egmont, son cousin. Il s'était promis de faire payer au duc d'Albe et au catholicisme la dette qu'ils devaient à la noblesse flamande; et le Conseil de sang apprit, par les cruautés exercées plus tard sur les moines et les prêtres, qu'il avait parmi les rebelles un élève accompli (3). Guillaume de la Marck était alors posté avec sa flotte sur la côte méridionale de l'Angleterre, position avantageuse dont il devait bientôt être chassé par un procédé sommaire de la reine Élizabeth (4).

Les négociations entre le duc d'Albe et la reine d'Angleterre se poursuivaient à l'amiable, et on approchait d'un accommodement. La reine ne se souciait pas, en ce

(1) Grotii *Annal.*, liv. II, p. 49.

(2) *Ibid.*

(3) Bor, t. VI, p. 365. Meteren, p. 64. Hoofdt, p. 216. Van Wyn op Wagenaer, t. VI, p. 86. Van d. Vynckt, t. II, p. 127. Grotii *Annal.*, t. II, p. 49. Ulloa, *Comm.*, t. I, p. 60.

(4) On prit, à la suite de ces pirateries, l'habitude d'assurer les vaisseaux et les marchandises. Cet usage, du reste, existait déjà depuis longtemps (St. 43, Eliz., c. XII); mais il se répandit d'une manière générale (Renom de France, Ms., t. II, p. 12).

moment, de se brouiller avec Philippe, et les commissaires du duc d'Albe représentèrent à son gouvernement que la guerre deviendrait inévitable si la population anglaise continuait d'accueillir les corsaires hollandais. Dans les derniers jours de mars, la reine défendit péremptoirement à ses sujets de fournir du pain, de la viande ou de la bière (1) à Guillaume de La Marck et à ses compagnons. L'ordre fut exécuté; il devint impossible aux pirates de prolonger leur séjour. Vingt-quatre vaisseaux de diverse force, commandés par La Marck, Treslong, Adam van Haren, Brand et autres marins connus, mirent à la voile de Douvres (2) dans les derniers jours de mars (3). Ils étaient affamés et désiraient naturellement se pourvoir de vivres. Ils résolurent de faire une brusque descente sur les côtes de la Nord-Hollande, et se dirigèrent vers Enkhuizen, riche port de mer qui contenait beaucoup de partisans secrets du prince. Le dimanche des Rameaux, ils capturèrent deux navires marchands espagnols; mais le vent devint contraire, ils ne purent doubler le Helder ni le Texel, et le mardi, 1er avril, ils abandonnèrent leur première intention, et, redescendant vers la Zélande, ils entrèrent dans la Meuse. La flottille apparut tout d'un coup vers deux heures de l'après-midi, entre la ville de Brill, située sur la rive méridionale, et Maasland-Sluis à une demi-lieue à peu près de l'autre côté de l'embouchure du fleuve. Les habitants des deux villes se disaient avec étonnement que ces vaisseaux étaient trop nombreux pour être des navires de commerce, et qu'ils ne ressemblaient pas aux vais-

(1) Bor, t. VI, p. 365.
(2) Wagenaer, t. VI, p. 77. Meteren, p. 68.
(3) Bor, *ubi sup.* Wagenaer, t. VI, p. 340.

seaux espagnols (1). Pierre Koppelstok, batelier intelligent, déclara, aux personnes qu'il passait alors dans son bateau, que les étrangers étaient évidemment les Gueux de la mer (2). Ce nom terrible effraya les auditeurs qui se hâtèrent d'échapper à un si dangereux voisinage. Dès que le batelier eut mis à terre ses passagers qui se hâtèrent d'aller répandre les nouvelles de l'invasion pour se préparer ensuite à la défense ou à la fuite, il rama vigoureusement vers la flotte pour s'informer de la destination et des projets des étrangers, car il avait un secret penchant pour la cause de la liberté.

Le premier vaisseau qu'il vint à héler était celui de Guillaume de Blois, seigneur de Treslong; ce gentilhomme aventureux, dont le père avait péri sur l'échafaud par ordre du duc d'Albe, en 1568 (3), avait combattu à Jemmingen à côté du comte Louis, et, bien qu'il fût couvert de blessures, il avait réussi à échapper vivant à cet horrible carnage. Il était devenu dans l'intervalle célèbre parmi les corsaires; il était bien connu à Brill, où son frère avait été gouverneur au nom du roi (4). Il reconnut aussitôt Koppelstok et monta avec lui sur le vaisseau amiral pour annoncer à La Marck que ce batelier était précisément l'homme qu'il leur fallait. Un débarquement était devenu indispensable; les matelots manquaient de tout. Le capitaine Martin Brand était venu sur le vaisseau d'Adam van Haren, au moment où il venait de jeter l'ancre dans la Meuse, pour lui demander des vivres. « Je lui donnai un fromage, » disait Adam

(1) Bor, t. VI, p. 365, Wagenaer, t. VI, p. 340. Hoofdt, p. 216, 217.
(2) Bor, Hoofdt, Wagenaer, *ubi sup.*
(3) *Sententien van Ulloa,* p. 73, 74.
(4) Bor, t. VI, p. 336.

en racontant cette circonstance, « en l'assurant que c'était le dernier morceau qui me restât (1). » Tous les vaisseaux étaient dans la même situation. Treslong, qui fut le vrai héros de cette mémorable aventure, persuada à La Marck d'envoyer un message à la ville de Brill pour la sommer de se rendre. La demande était hardie de la part de trois ou quatre cents hommes (2), véritables gueux en réalité comme de nom. La ville de Brill n'était pas populeuse ; mais elle était bien fortifiée, et le port était commode. Treslong remit son sceau au pêcheur Koppelstok, et lui ordonna de se présenter ainsi accrédité devant les magistrats de la ville pour leur remettre la sommation (3). Koppelstok enchanté se dirigea vers la terre, traversa la foule qui l'accablait de questions, et entra dans l'hôtel de ville où les magistrats étaient assemblés. Il leur annonça que l'amiral et le sire de Treslong, qu'ils connaissaient bien, l'avaient envoyé demander que deux commissaires vinssent de la part de la ville conférer avec les patriotes. Il était chargé, disait-il, de donner l'assurance que les députés seraient bien traités. Le seul but de ceux qui l'avaient envoyé était de délivrer le pays du dixième denier, et de renverser la tyrannie du duc d'Albe et de ses Espagnols. Les magistrats lui demandèrent quelles forces Guillaume de La Marck avait sous ses ordres. Le batelier répondit d'un air indifférent qu'il pouvait avoir cinq mille hommes en tout (4). Cet énorme mensonge eut beaucoup d'effet sur les magistrats. Ils

(1) Wagenaer, d'après le Journal Ms. d'Adam van Haren.

(2) Bor, t. VI, p. 336. Hoofdt, Mendoza, t. III. *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 1107. Bentivoglio, t. V, p. 88.

(3) Bor, Hoofdt, Wagenaer.

(4) Hoofdt, t. VI, p. 218.

perdirent tout désir de résister aux ennemis; la seule question fut de savoir si l'on traiterait ou si l'on prendrait la fuite. On finit par se décider à avoir recours aux deux expédients. On trouva avec quelque difficulté deux députés assez vaillants pour aller négocier avec les Gueux, et pendant leur absence la plupart des gros bourgeois et des fonctionnaires firent leurs préparatifs de départ. Les commissaires reçurent de La Marck et de Treslong l'assurance qu'on ne voulait faire aucun tort ni aux citoyens ni à leurs biens, mais seulement renverser le gouvernement du duc d'Albe. Les corsaires donnaient deux heures aux magistrats pour décider s'ils voulaient, ou non, rendre la ville et admettre l'autorité de Guillaume de La Marck comme amiral du prince d'Orange. Les magistrats employèrent ces deux heures à s'enfuir honteusement. La plupart des citoyens suivirent leur exemple. Quand les assiégeants, au bout du temps fixé, parurent sous les murailles de la ville, ils aperçurent quelques hommes du peuple qui les regardaient, mais ils ne reçurent aucune communication officielle (1).

Les rebelles étaient divisés en deux corps, l'un sous les ordres du seigneur de Treslong qui attaqua la porte du Midi, l'autre commandé par l'amiral qui marcha sur la porte du Nord. Treslong, après un combat de quelques minutes, entra dans la ville à temps pour arrêter le gouverneur qui allait s'enfuir. Guillaume de La Marck et ses soldats allumèrent un feu de joie devant la porte du Nord, puis l'enfoncèrent, lorsqu'elle fut à demi brûlée, à l'aide d'un vieux mât (2). Ce fut par ces procédés sim-

(1) Bor, t. VI, p. 366. Hoofdt, t. VI, p. 218.
(2) Bor, Hoofdt, Wagenaer.

ples et expéditifs que les patriotes hollandais conduisirent leur premier siége heureux. Les deux corps, qui ne montaient peut-être pas à plus de deux cent cinquante hommes, se réunirent avant le coucher du soleil au milieu de la ville, et la première pierre de la république des Pays-Bas fut posée. Le génie de la liberté, errant depuis si longtemps par terre et par mer, venait enfin de trouver un refuge que lui avaient préparé des mains grossières et même souillées.

La terreur causée par la première apparition de la flottille avait été si vive que cinquante citoyens au plus restaient dans la ville. L'amiral prit possession d'une cité presque déserte, au nom du prince d'Orange, stadthouder légal de Philippe. On n'outragea point les femmes ; mais à peine les conquérants furent-ils établis dans les plus belles maisons de la ville, qu'ils ne purent résister au désir de piller les églises. Les autels et les images furent renversés ; les vêtements sacerdotaux et les vases sacrés tombèrent en la possession des vainqueurs. Adam van Haren se promenait sur le pont de son vaisseau revêtu d'une magnifique chasuble. Treslong employait pour boire dans sa cabine les calices d'or de l'autel. Malheureusement la haine des corsaires pour le catholicisme ne se borna pas à des démonstrations. Treize moines ou prêtres qui n'avaient pu s'échapper furent arrêtés et jetés en prison pour être exécutés au bout de quelques jours avec de grands raffinements de cruauté, par ordre du féroce amiral.

Les nouvelles de cet important exploit se répandirent vite. Le duc d'Albe, surpris au moment où il allait faire éclater sa rage sur les bouchers et les épiciers de Bruxelles, retarda ce plaisir sauvage pour parer à une nouvelle dif-

ficulté. Il n'avait pas attendu un tel résultat de l'assentiment donné par la reine Élizabeth à ses demandes. Sa fureur fut extrême et la joie du peuple grande en proportion de la haine qu'on portait au duc. Les plaisants de Bruxelles saisirent cette occasion pour se divertir du nom de la ville de Brill qui veut dire en flamand *lunettes*, et on disait partout que le 1er avril le duc d'Albe avait perdu ses lunettes (1). On répandit aussi une caricature qui représentait Guillaume de La Marck s'emparant des lunettes du gouverneur pendant qu'elles étaient sur son nez, et le duc disant, comme il en avait l'habitude en recevant une nouvelle importante : « Ce n'est rien, ce n'est rien (2) ! »

Le duc cependant ne perdit pas un instant pour essayer de réparer le malheur qui venait de lui arriver. Le comte de Bossu, qui avait occupé la charge de stadthouder de Hollande et de Zélande sous les ordres du duc d'Albe depuis que le prince d'Orange avait donné sa démission, reçut pour instructions de s'emparer aussitôt de Brill, s'il était possible (3).

Réunissant à la hâte une dizaine de compagnies de la garnison d'Utrecht dont, malheureusement pour le gouvernement, une partie avait été transférée récemment de Brill à Utrecht, le comte traversa le Sluis, et se rendit dans l'île de Voorn, le jour de Pâques; de là il envoya l'ordre aux rebelles de rendre Brill. Les patriotes, peu nombreux, hésitaient à s'aventurer hors des portes pour attaquer les forces très-supérieures des assaillants. Mais un charpentier de la ville, ancien partisan du prince d'Orange, se jeta dans l'eau la hache à la main, et,

(1) Bor, t. VI, p. 366.
(2) *Vie du duc d'Albe*, t. I, p. 403. V. d. Vynckt, t. II, p. 142.
(3) Bor, t. VI, p. 367.

nageant jusqu'à l'écluse de Niewland, la rompit en un instant. La mer se précipita par l'ouverture et rendit impossible d'approcher de la ville du côté du nord. Le comte de Bossu conduisit alors ses Espagnols le long de la digue de Niewland vers la porte du Midi; mais il fut reçu par une décharge d'artillerie qui les effraya rudement. Cependant Treslong et Robol, s'étant hardiment approchés à la rame des vaisseaux qui avaient amené les ennemis dans l'île, firent dériver les uns et mirent le feu aux autres. Les Espagnols qui attaquaient la porte du Midi virent leurs vaisseaux en flammes, aperçurent la mer qui gagnait la digue, et, terrifiés à l'idée de se trouver pris entre le feu et l'eau, ils se retirèrent en désordre par une chaussée glissante et déjà envahie par les vagues qui menaçaient de les engloutir (1). Un grand nombre périt dans la fuite, mais la majeure partie des troupes réussit à gagner les vaisseaux qui étaient encore à leur portée. Le danger écarté, l'amiral somma tous les habitants, qui étaient revenus en grand nombre dans la ville ainsi que la population de l'île, de prêter serment de fidélité au prince d'Orange comme stadthouder de Sa Majesté (2).

Le prince ne fut pas fort satisfait de cette expédition de Guillaume de La Marck (3). Il la croyait prématurée, et doutait qu'il fût possible de conserver la place, attendu que ses préparatifs n'étaient pas encore terminés en Allemagne, et qu'il n'avait pas réuni les forces avec lesquelles il voulait rentrer en campagne. Il avait peu de confiance dans le caractère de son amiral. Le prince

(1) Bor, t. VI, p. 367.
(2) *Ibid.*, p. 368. Hoofdt, t. II, p. 220.
(3) *Ibid.* Wagenaer, t. VI, p. 348.

ne se trompait pas dans son opinion sur La Marck. Le corsaire n'avait pas eu l'intention de prendre ni de garder la place. Après avoir effectué la descente, ravitaillé ses vaisseaux, pillé les églises, emporté le butin, et massacré les moines, il avait donné l'ordre de brûler la ville et de mettre à la voile. Les prières du seigneur de Treslong prévalurent avec quelque difficulté sur les premières intentions de l'amiral. C'est à ce hardi et intelligent gentilhomme que revient donc l'honneur d'avoir posé la première pierre de la république des Pays-Bas (1). L'entreprise en elle-même était un accident; mais le coup d'œil rapide de Treslong vit la possibilité d'une conquête permanente là où son chef n'avait aperçu qu'une expédition de piraterie.

Cependant le comte de Bossu, battu dans sa tentative contre Brill, prit le chemin de Rotterdam. Il était important de s'assurer au moins des villes dont le succès récent des rebelles pouvait ébranler la fidélité. Il trouva les portes de Rotterdam fermées. Les habitants refusèrent d'y admettre une garnison pour le roi. Ils protestaient de leur loyauté, mais les autorités hésitaient à recevoir un corps de sanguinaires Espagnols qui pouvaient contraindre les citoyens à l'obéissance. Obligé de parlementer, le comte eut recours à la perfidie. Il demanda la permission pour ses troupes de traverser la ville sans s'y arrêter. Les magistrats y consentirent, à condition que les corps, sous les ordres d'un caporal, passeraient les uns après les autres. Le comte accepta cet arrangement et y apposa sa signature et son sceau (2). Mais au moment où l'on ouvrit les portes pour admettre le

(1) Hoofdt, t. V, p. 219.
(2) Bor, t. VI, p. 368.

premier détachement, les forces espagnoles tout entières se précipitèrent dans la ville. Les bourgeois, ne soupçonnant pas la trahison, n'étaient pas préparés à la résistance. Un forgeron, un marteau à la main, attaqua presque seul les assaillants et fut poignardé de la main du comte (1). Les soldats, ayant pris possession de la ville, parcoururent toutes les rues en massacrant tous ceux qui faisaient mine de résister. En un moment quatre cents citoyens perdirent la vie. Le sort des femmes fut plus cruel encore. La prise de Rotterdam fut souillée de tous les crimes qui signalaient les triomphes des Espagnols dans les Pays-Bas (2).

L'importante place de Flessingue, dans l'île de Walcheren, fut la première à s'ébranler sous l'impulsion patriotique donnée par le succès de l'attaque sur Brill. Le seigneur de Herpt, partisan zélé du prince d'Orange, persuada aux bourgeois rassemblés sur la place du Marché de chasser de la ville la petite garnison espagnole. Quelques heures après, un renfort considérable se présenta devant les murailles. Le duc s'était décidé trop tard à achever la forteresse commencée depuis longtemps pour dominer cette importante position à l'embouchure du bras occidental de l'Escaut. Les troupes qui arrivaient pour reprendre cet ouvrage virent chasser leurs camarades. Le sire de Herpt persuada aisément aux bourgeois que le sort était jeté et qu'une résistance obstinée était leur seul espoir. La population applaudit à ses paroles, et un pauvre garçon à moitié fou et un peu ivre proposa, si l'on voulait lui donner un pot de bière, de monter sur les remparts et de décharger deux pièces de canon sur les

(1) Bor, t. VI, p. 368. Hoofdt, t. II, p. 220, 221.

(2) Meteren, p. 66. Hoofdt, *ubi sup.*

vaisseaux espagnols. On accepta l'offre, et le vagabond, escaladant gaiement les murailles, mit le feu aux pièces d'artillerie. Saisis par une terreur panique, les Espagnols prirent la fuite devant une décharge dirigée par un idiot; la flotte se dirigea sur Middlebourg et disparut bientôt (1). Le lendemain, Antoine Bourgoyne, gouverneur de l'île de Walcheren pour le duc d'Albe, parut à Flessingue. Il avait une haute idée de ses talents oratoires et se présentait avec la prétention de reconquérir, par son éloquence, une ville que les Espagnols n'avaient pu reprendre à coups de canon. On sonna la grosse cloche; la population tout entière s'assembla sur la place du Marché, et Antoine prononça, des marches de l'hôtel de ville, un long discours, pour convaincre les bourgeois que le roi, qui était le meilleur prince de la chrétienté, oublierait et pardonnerait leurs fautes s'ils revenaient sincèrement à leur devoir (2).

L'effet de l'éloquence du gouverneur perdit beaucoup aux remarques que faisaient, en l'écoutant, le seigneur de Herpt et ses amis. Ils rappelaient au peuple que la bonté du roi et sa promptitude à pardonner les offenses n'avaient paru que dans la mort des comtes de Horn et d'Egmont, du marquis de Berghen et du baron de Montigny, et dans les décrets rendus tous les jours par le Conseil de sang. Toutes les belles phrases du gouverneur étaient reçues par des applaudissements ironiques. Le discours resta sans effet. « O citoyens, citoyens, s'écria enfin le seigneur de Bourgoyne fort mécontent, vous ne savez ce que vous faites; que votre sang retombe sur vos têtes! que la responsabilité de l'incendie qui va consu-

(1) Bor, t. VI, p. 369, 370. Hoofdt, t. VI, p. 222.
(2) *Ibid.*, p. 370. — *Ibid.*

mer vos villes et des malheurs qui vont fondre sur votre pays repose sur vous! » L'orateur fut interrompu à cet élan pathétique, et on le fit sortir de la ville sans grande cérémonie. Le gouvernement demeura aux mains des patriotes (1).

Le parti n'était pourtant pas aussi fort en soldats qu'en courage. A peine leur rébellion contre le duc d'Albe fut-elle un fait irrévocable, qu'ils se hâtèrent d'envoyer des émissaires au prince d'Orange et à l'amiral de La Marck à Brill. Les habitants de Flessingue étaient prêts à fournir des armes et des munitions. Guillaume de La Marck consentit à leur envoyer un petit corps de soldats hardis et habiles dans la guerre de parti, qui s'étaient rassemblés autour de lui depuis la prise de la ville, en trop grand nombre pour qu'il pût les armer ou les entretenir pour le moment (2).

Ce détachement, composé de deux cents hommes montés sur trois petits vaisseaux, mit à la voile pour se rendre de Brill à Flessingue. Cette troupe d'aventuriers (3), commandée par l'intrépide Treslong, formait un étrange équipage; les soldats semblaient aller à une mascarade; ils étaient revêtus de splendides vêtements sacerdotaux enlevés dans les églises de Brill, ou s'étaient couverts des robes et des capuchons des moines assassinés (4). Tels étaient les premiers porte-drapeaux de cette liberté sauvage, née dans les flammes qui avaient consumé tout ce qui était cher aux cœurs des Néerlan-

(1) Hooft, *ibid.*

(2) *Ibid.*

(3) Wagenaer, t. VI, p. 351.

(4) Bor, t. VI, p. 370. Wagenaer, *ibid.* Van Wyn op Wagenaer, t. VI, p. 84.

dais. Cette étrange et hardie troupe glissait sur les golfes tranquilles de la Zélande, faisant retentir les canaux de ses chansons sauvages et de ses cris de vengeance.

Cette vengeance trouva bientôt un objet digne d'elle. Pacheco, le premier ingénieur du duc d'Albe, venu avec lui d'Italie, et qui avait acquis une réputation européenne comme architecte de la citadelle d'Anvers, venait de se rendre en toute hâte à Flessingue pour achever la forteresse qu'on avait trop longtemps négligé de terminer. Il arriva trop tard pour son entreprise, et trop tôt pour sa sûreté; débarqué en même temps que Treslong et son équipage (1), il mit le pied sur le rivage, ignorant absolument ce qui s'était passé, comptant être traité avec le respect dû au principal commandant de la place et à un officier en grande faveur auprès du gouverneur général. Il se vit entouré d'une foule indignée et menaçante. Le malheureux Italien n'entendait pas un mot du langage insultant qu'on lui adressait, mais il comprit aisément que l'autorité du duc était renversée. Apercevant M. de Ryk, officier distingué et corsaire d'Amsterdam, dont il connaissait la réputation de bravoure et de générosité, il s'approcha de lui, en ôtant de son doigt une bague, dont il baisa le cachet, pour la remettre ensuite au chef des rebelles (2). De Ryk comprit cet appel muet, et voulait au moins lui assurer la mort d'un soldat; mais il était sans pouvoir et se borna à arrêter l'ingénieur pour le protéger contre la furie de la populace. Treslong qui commandait à Flessingue, était irrité contre l'architecte de la citadelle d'Anvers (3), et brûlait de venger le

(1) Bor, t. VI, p. 370. Hoofdt, t. VI, p. 224, 225.
(2) Hoofdt.
(3) Bor, t. VI, p. 370.

meurtre de son frère sur le favori de l'assassin. Pacheco fut condamné à être pendu le jour même; on le tira de sa prison pendant qu'il demandait grâce avec vivacité, mais sans lâcheté. Il offrit une rançon considérable, mais ses ennemis avaient soif de sang et non d'argent. On eut quelque difficulté à trouver un bourreau. L'exécuteur de la ville était absent, et le préjugé du pays et de l'époque contre cette horrible profession n'avait pas diminué pendant les cinq terribles années de l'administration du duc d'Albe. Un meurtrier, condamné à mort et enfermé dans la prison de la ville, refusa d'accepter la vie en récompense de ce service, en disant qu'il ne voulait pas qu'on pût dire que sa mère avait donné le jour à un bourreau. Pourtant, quand il apprit que la victime devait être un officier espagnol, le malfaiteur consentit avec joie à la proposition qu'on lui faisait, à condition qu'il aurait désormais le droit de tuer tous ceux qui lui reprocheraient sa complaisance.

Arrivé au pied du gibet, Pacheco se plaignit amèrement de la mort ignoble qu'on lui préparait. Il s'écria qu'il était d'aussi bonne maison que les comtes d'Egmont et de Horn, et qu'il avait droit au même supplice : « L'épée, l'épée, » criait-il en se débattant contre ceux qui le gardaient. On ne comprit pas ce qu'il disait, mais les noms d'Egmont et de Horn excitèrent la fureur de la populace. Un misérable, qui s'était emparé de la rapière de Pacheco et qui se promenait fièrement au pied du gibet, interpréta faussement ses paroles, et lui répondit : « Ne craignez rien, senor, votre épée est en bonnes mains, elle ne vous servira plus à rien; montez l'échelle. »

Pacheco ainsi outragé se soumit à son sort; il monta l'échelle d'un pas ferme et fut pendu entre deux autres of-

ficiers espagnols (1). Ainsi périt misérablement un brave soldat et l'un des ingénieurs les plus distingués de son temps; son caractère et ses talents méritaient à coup sûr un meilleur sort (2). Mais tout en stigmatisant, comme elle le mérite, la conduite atroce de quelques patriotes hollandais, il ne faut pas oublier que le démon de la haine internationale avait été déchaîné par d'autres mains que les leurs, et que le grand chef de l'insurrection blâma sans cesse et réprima souvent par ses avis, ses proclamations, ses exemples, ses menaces et ses châtiments, l'esprit sanguinaire qui déshonorait parfois la noble cause à laquelle il s'était voué.

Treslong ne commanda pas longtemps à Flessingue. Jérôme Van't Zeraerts, officier en grande faveu rauprès du prince, y arriva avec une commission de lieutenant général de l'île de Walcheren; il était accompagné d'un petit corps d'infanterie française, et la garnison reçut en même temps un renfort considérable de volontaires arrivant d'Angleterre (3).

(1) Bor, t. VI, p. 370. Hoofdt, t. VI, p. 225. Wagenaer, t. II, p. 252. Bentivoglio, t. V, p. 92. Cabrera, t. IX, p. 705. J. B. de Parisis, *Comm. de tumultibus belgicis*, t. XXVI, p. 149.

(2) *Pétition au roi.* Bor, t. VI, p. 318-369. Hoofdt, t. VI, p. 225. Meteren, p. 71. Wagenaer, t. VI, p. 352, 353. Van Wyn op Wagenaer, t. VI, p. 89, 90.

(3) Bor, t. VI, p. 371.

CHAPITRE VII.

Révolution municipale en Hollande et en Zélande. — Traits caractéristiques du mouvement dans divers endroits. — Sonoy reçoit une commission du prince d'Orange comme gouverneur de la Nord-Hollande. — Théorie du gouvernement provisoire. — Instructions du prince à ses officiers. — Serment prescrit. — Clause de tolérance. — Surprise de Mons par le comte Louis. — Efforts d'Antoine Olivier. — Détails de la prise. — Assemblée des citoyens. — Discours de Genlis et du comte Louis. — Effet de ces insurrections sur le duc d'Albe. — Don Frédéric reçoit l'ordre d'investir Mons. — Impatience du duc de se retirer. — Arrivée du duc de Medina-Cœli. — Il est sur le point d'être pris. — Capture de la flotte de Lisbonne. — Cordialité affectée des ducs d'Albe et de Medina-Cœli. — Concession du roi et du vice-roi au sujet du dixième denier — Les États de Hollande, convoqués par le prince d'Orange, s'assemblent à Dort. — Le prince fait appel à ce congrès pour obtenir des fonds afin de payer l'armée qu'il vient de lever. — Théorie de l'assemblée provisoire des États. — Source et nature de son autorité. — Discours de Marnix de Sainte-Aldegonde. — Libéralité des États et des Provinces. — Gages échangés entre les représentants du prince et le congrès. — La commission de l'amiral de La Mark est confirmée. — Le prince d'Orange dictateur. — Il limite lui-même son pouvoir. — Le comte Louis à Mons. — Renforts amenés de France par Genlis. — Témérité de cet officier. — Sa défaite. — Le prince d'Orange entre en campagne. — Il prend Ruremonde. — Excès de l'armée patriote. — Proclamation du prince d'Orange pour ordonner le respect de tous les droits individuels et religieux. — Sa réponse à la sommation de l'empereur. — Progrès dans les Pays-Bas. — Espérances du côté de la France. — Charles IX promet au prince d'Orange des renforts commandés par Coligny. — Massacre de la Saint-Barthélemy. — Caractère de cet événement. — Son effet en Angleterre, à Rome, et dans d'autres parties de l'Europe. — Joie extrême de Philippe. — Il donne à Charles IX de

pompeux éloges. — Philippe envoie l'ordre de mettre à mort tous les prisonniers français qui se trouvent dans les Pays-Bas. — Correspondance secrète de Charles IX avec son ambassadeur à Bruxelles. — Enthousiasme des Espagnols devant Mons. — Le duc d'Albe est pressé par l'ambassadeur de France d'exécuter les ordres de son maître, et de mettre à mort tous les Français trouvés dans Mons, et les prisonniers tombés déjà entre ses mains. — Effet du massacre sur le prince d'Orange. — Les ducs d'Albe et de Medina-Cœli devant Mons. — Efforts inutiles du prince pour obliger le duc d'Albe à livrer la bataille. — *Encamisada* de Romero. — Le prince s'échappe à grand'peine. — Son armée se mutine et se débande. — Il retourne en Hollande. — Son courage. — Situation désespérée du comte Louis à Mons. — Sentiments du duc d'Albe. — Capitulation de Mons. — Courtoise réception du comte Louis par les généraux espagnols. — — Hypocrisie de ces démonstrations. — Nature de la capitulation. — Elle est violée. — Noircarmes arrive à Mons. — On y établit un tribunal de sang. — Exécutions en masse. — Cruauté et cupidité de Noircarmes. — Découverte récente des archives de ces crimes. — Retour des villes de Brabant et de Flandre à l'obéissance. — Sac de Malines par les Espagnols. — Détails sur cet événement.

L'exemple de Brill et de Flessingue fut bientôt suivi. La première partie de l'année 1572 fut marquée par une série de triomphes qui rendirent plus frappants encore les désastres de la fin. Tout d'un coup et comme par accident, un petit port de mer assez important était tombé entre les mains du prince qui désirait depuis longtemps posséder un lieu de refuge pour ses vaisseaux. Aussitôt la moitié de l'île de Walcheren avait rejeté le joug du duc d'Albe. Peu après, Enckuyzen, la clef du Zuyderzée, le principal arsenal et l'une des villes de commerce les plus importantes des Pays-Bas, se souleva contre l'amiral espagnol, et fit flotter la bannière du prince d'Orange sur ses remparts (1). Cette révolution fut l'œuvre du peuple, des mariniers et des bourgeois de la ville (2). Les magistrats

(1) Bor, t. VI, p. 371-375. Hoofdt, t. VI, p. 230-236.
(2) *Ibid.*

furent renversés, et le gouvernement du duc d'Albe aboli sans qu'il y eût une goutte de sang versé, sans qu'on eût fait aucun tort aux personnes ni aux propriétés (1). Par le même mouvement spontané, presque toutes les villes importantes de Hollande et de Zélande levèrent l'étendard du libérateur (2). La révolution s'accomplit partout dans des circonstances à peu près semblables. La nation secoua partout ses chaînes dans un élan d'enthousiasme patriotique. Oudenarde, Dort, Harlem, Leyde, Gorcum, Lœwenstein, Gouda, Medenblick, Horn, Alkmaar, Edam, Monnikendam, Purmerende, se rangèrent comme Flessingue, Veer et Enckuysen sous le gouvernement du prince d'Orange, stadthouder légal du roi d'Espagne (3).

Ce n'était pas seulement en Hollande et en Zélande que s'allumaient les flammes de la liberté, les villes de la Gueldre, d'Over-Yssell, de la province d'Utrecht; toutes les cités importantes de Frise, acceptèrent l'autorité du prince, les unes sans combat, les autres après un siége de quelques jours; quelques-unes forcèrent la main aux fonctionnaires du gouvernement; d'autres arrivèrent à un compromis : le prince mit des garnisons partout, et fit reconnaître officiellement son pouvoir (4). Les premiers éléments d'un état de choses régulier commençaient à sortir du chaos qu'avait créé une tyrannie inouïe. Il est inutile de raconter les détails du retour subit de la liberté dans les diverses villes. Une grande générosité accompagna dans quelques lieux le changement de gouvernement; des preuves de férocité vinrent souiller

(1) Bor, *ubi sup*. Hoofdt, *ubi sub*. Meteren, p. 67-69.
(2) Hoofdt, t. VI, p. 238-240. Bor, t. VI, p. 377.
(3) Bor, Hoofdt, *ubi sup*. Meteren, Wagenaer, t. VI, p. 363-370.
(4) Bor, Meteren, Hoofdt, Wagenaer, *ubi sup*.

ailleurs la révolution. L'île de Walcheren, divisée presque également entre les deux partis, devint le théâtre de luttes cruelles. On ne peut dire si ce fut la haine de race ou l'animosité religieuse qui produisit les résultats les plus terribles. Les combats étaient constants et sanglants, les prisonniers ne recevaient aucun quartier. On vit plus d'une fois des hommes pendre de leurs propres mains et avec le plus grand sang-froid leurs frères (1), qu'on avait pris combattant dans les rangs ennemis. Quand les captifs étaient trop nombreux pour qu'on pût les pendre, on les attachait dos à dos, et on les jetait dans la mer (2). Les insulaires trouvaient un sauvage plaisir à ces actes de cruauté. Un Espagnol avait cessé d'être un homme à leurs yeux. Un jour, un chirurgien de Veer arracha le cœur à un prisonnier espagnol, et, le clouant à la proue d'un navire, il invita les citoyens à venir mordre cette chair sanglante, barbare satisfaction qui trouva des amateurs (3).

Sur d'autres points du pays, la révolution s'était accomplie avec plus de calme. Les traits de générosité n'étaient pas rares. Le bourgmestre de Gouda, longtemps serviteur docile du duc d'Albe et du Conseil de sang, fuyait pour sauver sa vie, lorsque la révolte éclata dans la ville. Il se réfugia dans la maison d'une veuve, et la pria de le cacher. La veuve le conduisit par une entrée secrète dans un cabinet qui servait d'office : « Serai-je là en sûreté? » dit le fonctionnaire effrayé. « Oh ! oui, monsieur le bourgmestre, » répliqua la veuve, c'est là que mon mari s'était caché quand vous êtes venu avec les

(1) Hoofdt, t. VI, p. 227.
(2) *Ibid.*, Wagenaer, t. VI, p. 355.
(3) *Ibid.*, p. 228.

officiers de justice pour fouiller la maison et le faire mourir à cause de sa religion. Entrez dans l'office, monsieur le bourgmestre, je réponds de votre sûreté (1). » C'est ainsi que la pauvre veuve d'un calviniste persécuté et assassiné protégea la vie du magistrat qui l'avait plongée dans le deuil.

Toutes les conquêtes que la cause de la liberté venait de faire en si peu de temps ne devaient pas être durables; tous ces triomphes devaient coûter de grands combats. Le petit groupe des cités septentrionales qui venaient de rendre à l'ancien nom batave tout son éclat était destiné pourtant à une vie longue et glorieuse. La lumière de la liberté devait briller longtemps sur cet isthme étroit pour éclairer les combats de l'humanité en Europe, comme un phare sur une mer orageuse, et les noms de Harlem, de Leyde, d'Alkmaar, rappellent encore les souvenirs d'un héroïsme rare dans l'histoire du monde, et une lutte contre le despotisme aussi acharnée que celle qui s'était livrée jadis à Marathon, à Salamine ou aux Thermopyles.

Un nouveau corps de magistrats fut élu par le peuple dans toutes les villes au moment de la délivrance. Ils furent tenus de prêter un serment de fidélité au roi d'Espagne et au prince d'Orange comme à son stadthouder, de promettre de résister au duc d'Albe, au dixième denier et à l'Inquisition, de soutenir la liberté et le bien public, de protéger les veuves, les orphelins et tous les misérables, de maintenir la justice et la vérité (2).

(1) Hoofdt, t. VI, p. 242.

(2) Bor, t. VI, p. 374, 375. Hoofdt, t. VI, p. 230-236. Wagenaer, t. VI, p. 360, 361.

Dietrich Sonoy arriva le 2 juin à Enckuyzen. Il était pourvu d'une commission du prince qui le nommait son lieutenant dans la Nord-Hollande ou Waterland (1). L'autorité du roi était opposée à l'autorité du duc d'Albe. Le prince reprenait possession du stadthoudérat de la Hollande et de la Zélande auquel il avait été nommé en 1559. Tout le gouvernement provisoire des Pays-Bas révoltés reposait sur cette fiction. On verra plus tard comment l'organisation intérieure se développa par degrés depuis cette époque jusqu'au moment de la déclaration d'indépendance absolue à l'égard de l'Espagne. Le peuple ne réclama pas d'abord une liberté plus étendue que ce que lui assurait le serment du couronnement de Philippe. On ne prétendait pas détrôner le roi; on prétendait, on était décidé à adorer Dieu d'après sa conscience et à rétablir les anciennes libertés politiques du pays. Tant que le duc d'Albe régnait, le Conseil de sang, l'Inquisition et les conseils de guerre étaient les seules cours de justice; toutes les chartes sommeillaient. Guillaume d'Orange et le peuple des Pays-Bas voulaient recouvrer leur liberté pratique, leurs droits historiques, et secouer le joug d'un gouvernement sanguinaire. Ils n'élevaient point l'étendard de la révolution.

Les instructions écrites du prince à son lieutenant Sonoy (2), portaient l'ordre « de veiller à ce que la parole de Dieu fût prêchée, sans toutefois qu'on entravât en rien les catholiques romains dans l'exercice de leur culte, de faire revenir les fugitifs et ceux qui avaient été bannis pour cause de religion, et d'exiger de tous les magistrats

(1) Bor, t. VI, p. 375.
(2) *Ibid.*, p. 375, 376.

et fonctionnaires des corporations le serment de fidélité.» Le prince donnait la formule du serment qui contenait, à son éternel honneur, la même recommandation contre l'intolérance : « Ceux de la religion ne pourront en aucune manière apporter des obstacles au culte catholique romain (1). »

Le prince était encore en Allemagne occupé à lever des troupes et à recueillir de l'argent. Il dirigeait pourtant, dans leurs détails les plus minutieux, les affaires des provinces insurgées, en vertu du pouvoir dictatorial que les circonstances et le peuple lui avaient confié. Cependant Louis de Nassau, le Bayard (2) des Pays-Bas, accomplit un exploit brillant et inattendu. Il était depuis longtemps en France et négociait avec les chefs des Huguenots et avec la cour. On le croyait encore à Paris quand on apprit tout à coup qu'il avait surpris la ville de Mons (3) et s'en était rendu maître. Cette cité, capitale du Hainaut, située dans un pays fertile, riche et accidenté, protégée par des murailles élevées, par un triple fossé et par une forteresse redoutable, était l'une des villes les plus florissantes des Pays-Bas. Son voisinage avec les frontières de France la rendait fort importante pour les insurgés. Cette importante capture fut due en partie à un peintre nommé Antoine Olivier qui s'était insinué dans les bonnes grâces du duc d'Albe, pour lequel il avait fait à plusieurs reprises de belles cartes géographiques. Il eut l'occasion de se rendre en France et le duc le chargea de veiller sur les mou-

(1) Bor, *ibid.*

(2) Groen van Prinsterer, *Archives*, t. IV.

(3) Hoofdt, t. VI, p. 237, 238. Bor, t. VI, p. 377, 378. Mendoza, t. V, p. 120, 121.

vements de Louis de Nassau et de tenir le gouvernement au courant du résultat des intrigues du comte auprès de la cour de France. Le peintre était, au fond du cœur, dévoué à la cause de la liberté, et en communication avec le prince d'Orange et ses frères. Les rapports qu'il eut à Paris avec Louis de Nassau eurent par conséquent des résultats très-différents de ceux qu'espérait le duc d'Albe. Un grand nombre d'adhérents du prince s'entendirent à Mons, et il fut convenu entre Louis, Genlis, de la Noue et d'autres chefs huguenots, d'attaquer la ville avec l'aide du brave et intelligent artiste (1).

Le 23 mai, Olivier parut aux portes de Mons, accompagné de trois waggons contenant en apparence des marchandises, mais chargés en réalité d'arquebuses. Il les distribua secrètement à ses amis. Dans la journée, le comte Louis arriva dans les environs avec cinq cents chevaux et mille fantassins. Il cacha soigneusement ses forces dans les bois situés entre Maubeuge et Mons. Vers le soir il envoya dans la ville une douzaine de ses soldats les plus hardis et les plus dévoués, déguisés en marchands de vin. Ils se rendirent dans une auberge, commandèrent leur souper, et tout en causant avec l'hôte, ils s'informèrent de l'heure à laquelle on ouvrait les portes de la ville. On leur répondit que l'heure ordinaire était quatre heures du matin, mais qu'en donnant quelque argent au portier, ils pourraient entrer plus tôt, si cela leur convenait. Ils expliquèrent leur question en disant qu'ils avaient quelques tonneaux de vin qu'ils devaient faire entrer dans la ville avant le lever du soleil. Ayant obtenu tous les renseignements qui leur

(1) Bentivoglio, t. VI, p. 100. Hoofdt, t. VI, p. 237. Mendoza, t. V, p. 120. Meteren, t. IV, p. 71.

étaient nécessaires, ils quittèrent bientôt la taverne. Le lendemain, ils se présentèrent de grand matin à la porte de la ville, et le portier, sur la promesse d'un bon pourboire, consentit à ouvrir. A peine les verrous étaient-ils tirés qu'il fut tué (1), et que cinquante dragons se précipitaient dans la ville. Le comte et ses soldats galopaient à travers les rues, aux premières lueurs du jour, en criant : «France, liberté, la ville est à nous! Le prince va arriver! A bas le dixième denier! A bas le meurtrier, à bas le duc d'Albe!» Dès qu'un bourgeois étonné mettait la tête à la fenêtre, on tirait sur lui. Les soldats faisaient autant de bruit et se conduisaient aussi hardiment que s'ils eussent été un millier au moins.

Cependant les rues demeuraient désertes, les alliés secrets ne se montraient pas. Cinquante hommes pouvaient surprendre la ville, mais ils ne pouvaient la garder. Le comte commença à soupçonner un piége. A mesure que le jour grandissait, l'alarme se répandait, la position de la petite troupe devenait critique. Dans son impétuosité, Louis avait devancé son armée, mais il avait donné l'ordre qu'on le suivît et ne comprenait pas le retard. Impatienté de rester ainsi en suspens, il sortit de la ville pour chercher ses soldats et les trouva errants dans les bois, ayant perdu leur chemin. Il donna l'ordre à chaque cavalier de prendre un fantassin en croupe et les conduisit rapidement à Mons. Ils rencontrèrent en route La Noue «au bras de fer» (2), et M. de Genlis qui venait de tenter une attaque inutile sur Valenciennes qui avait été prise et perdue en quelques heures. Ils arrivèrent aux

(1) Hoofdt, t. VI, p. 237. Bor, t. VI, p. 377. Meteren, p. 71. Mendoza, t. V, p. 120, 121.

(2) *Vie de la Noue*, p. 63.

portes de Mons; peu s'en fallait qu'il ne fût trop tard; les adhérents du comte dans la ville n'avaient pas paru, les citoyens étaient sur pied, toutes les portes étaient fermées à l'exception d'une seule, dont le portier était occupé à se quereller avec un soldat français à propos d'une arquebuse. On commençait à relever le pont-levis, la dernière porte allait être fermée, quand Guitoy de Chaumont, officier français monté sur un cheval barbe, sauta sur le pont au moment où il s'élevait. Le poids le fit abaisser de nouveau, la porte fut forcée, et Louis entra en triomphe dans la ville avec tous ses soldats (1).

Les citoyens furent convoqués au son des cloches sur la place du Marché. Le clergé, les magistrats et les membres du grand Conseil étaient présents. M. de Genlis parla le premier pour déclarer qu'il n'avait aucune intention de faire des conquêtes au profit de la France. Cette assurance une fois donnée, Louis de Nassau prit la parole : « Les magistrats, » dit-il, « se sont mépris sur mes intentions. Je ne suis point rebelle au roi, je le prouve en ne vous demandant point de nouvelles promesses. Restez fidèles à vos serments de fidélité; que les magistrats continuent à exercer leurs fonctions et à administrer la justice. Je n'imagine pas qu'on puisse soupçonner un frère du prince d'Orange d'aucun mauvais dessein contre les libertés du pays. Quant à la religion catholique, je la prends sous ma protection spéciale. Vous me demanderez pourquoi je suis à Mons à la tête d'hommes armés; aucun de vous ignore-t-il les cruautés du duc d'Albe? La chute de ce tyran est dans les intérêts du roi comme dans ceux du peuple, c'est

(1) De Thou, t. VI, p. 499. Mendoza, t. V, p. 121. Dewez, *Hist. gén. de la Belg.*, t. V, p. 413-416. Bor, Meteren, Hoofdt.

pourquoi ma conduite actuelle s'accorde avec ma fidélité envers le roi. J'ai pris les armes contre le duc d'Albe seul; c'est pour vous protéger contre sa fureur que je suis ici. C'est pour éviter la prolongation d'une révolte générale que je lui fais la guerre. La seule proposition que j'aie à vous faire est celle-ci : je vous demande de déclarer que Ferdinand de Toledo, duc d'Albe, le bourreau du peuple, est un ennemi public, indigne de gouverner et qu'il est par conséquent déchu de son autorité (1). »

Les magistrats n'osèrent pas accepter une proposition si hardie; le grand Conseil, qui comprenait la partie inférieure du gouvernement municipal, était plus disposé à favoriser le comte Louis ; plusieurs membres votèrent le renversement du tyran. Cependant les demandes de Louis furent rejetées. Sa position devenait très-critique. Les autorités de la ville refusaient de payer les troupes qui étaient d'ailleurs en trop petit nombre pour soutenir un siége inévitable. Mais le patriotisme des citoyens ne se laissa pas réprimer par l'autorité des magistrats ; plusieurs grands manufacturiers en soieries et en draps levèrent et armèrent, à leurs frais, des compagnies ; on organisa et on exerça des corps de volontaires; les fortifications furent mises en état. On ne fit aucun effort pour obliger les habitants à adopter la religion réformée; les catholiques, dont on découvrit la correspondance secrète avec l'ennemi, furent traités avec une extrême douceur qui attira à Louis de Nassau les

(1) Paridaens, *Mons sous les rapports historiques*, Statistique, p. 68-70 (Mons, 1819). Pièces relatives à la prise de Mons. *Déclaration des échevins et Archives de Mons*. Comp. Bor, t. V, p. 377. Hoofdt, t. VI, p. 238.

amers reproches d'un grand nombre de ses amis (1).

On s'empara d'un trésor considérable composé d'argenterie, de joyaux, d'argent et d'autres objets précieux qu'on avait envoyés des couvents et des églises de la province pour les mettre en sûreté dans la ville; et ce fut ainsi que, sans violence et presque sans effusion de sang, Mons passa au pouvoir des insurgés (2). Trois jours après, deux mille hommes d'infanterie, Français pour la plupart, entrèrent dans la place (3). Au commencement de juin, Louis reçut un renfort de treize cents fantassins et de douze cents chevaux sous les ordres du comte de Montgommery (4), le célèbre officier dont la lance avait été si fatale à Henri II. Le duc d'Albe se trouva assailli de toutes parts par l'ouragan révolutionnaire. Les coups de foudre se succédaient sans relâche. Brill et Flessingue étaient perdus; Middlebourg était serré de si près que sa prise semblait imminente : les révoltés allaient se trouver maîtres absolus de l'île de Walcheren, clef des Pays-Bas. Le duc apprit un matin (5) la révolte d'Enckuyzen et de la Nord-Hollande tout entière; deux heures après, arriva la nouvelle de l'émeute de Valenciennes, et le lendemain on vint lui annoncer que Mons était pris. Le duc aurait juré que l'odieux Louis de Nassau, qui venait de lui porter ce dernier et funeste coup, était dans le moment à Paris, surveillé par les émissaires du gouvernement; et il sortait de terre tout d'un coup pour lui enlever cette ville importante, et pour exposer toute la frontière aux

(1) Paridaens, p. 76, 77.

(2) Bor, t. VI, p. 378. Hoofdt, t. VI, p. 238. Comp. Bentivoglio, t. VI, p. 100. Mendoza, t. V, p. 120, 121. Grotius.

(3) Bor, t. VI, p. 378. Hoofdt, t. VI, p. 238.

(4) *Ibid.*, p. 378.

(5) Mendoza, t. VI, p. 120; t. V, p. 122.

perfides attaques de la France. Le duc refusa de croire la nouvelle qu'on lui apportait, et jura qu'il savait positivement que le comte Louis jouait à la paume à Paris, trop peu de temps auparavant pour qu'il fût possible qu'il se trouvât pour le moment dans le Hainaut. Forcé enfin d'admettre la vérité de ces fâcheuses nouvelles, il jeta son chapeau à terre avec fureur, maudissant la reine douairière de France aux intrigues de laquelle il attribuait le succès de l'entreprise, et jurant de lui envoyer des chardons espagnols en retour des lis de Florence qu'elle semait ainsi autour de lui (1).

Au milieu des embarras qui l'assaillaient de toutes parts, le duc ne perdit pas courage, bien que son humeur se ressentît de ses inquiétudes. Étonné un moment par la multiplicité des attaques, il ne savait d'abord sur quel point il devait porter sa vengeance. Ce dernier coup, atteignant un point si sensible, tranchait la question. Il dépêcha don Frédéric pour entreprendre le siége de Mons, et se mit à l'œuvre pour lever des renforts pour son armée. Don Frédéric prit possession sans beaucoup de peine du cloître de Bethléem, dans le voisinage immédiat de la ville, et commença à l'investir en règle avec quatre mille soldats (2).

Le duc d'Albe attendait depuis longtemps avec impatience le moment de se retirer. Il était accessible aux émotions ordinaires des hommes. Las des malédictions qui pleuvaient sur lui de toutes parts, il écrivait à Philippe : « La haine que le peuple me porte, à cause des châtiments que j'ai été obligé d'infliger, bien que j'y aie mis toute la modération possible, rend mes efforts inu-

(1) Bor, t. VI, p. 378. Hoofdt, t. VI, p. 238. Meteren, t. IV, p. 71.
(2) *Ibid.*, t. III, p. 384. Meteren, t. IV, p. 71, 72.

tiles. Mon successeur rencontrera plus de sympathie et pourra rendre de plus grands services (1). » Le 10 juin, le duc de Medina-Cœli, avec une flotte de quarante vaisseaux, arriva devant Blankenbourg dans l'intention de remonter l'Escaut (2). Julien Romero, à la tête de deux mille Espagnols, était à bord. Les nouveaux venus ne savaient naturellement rien de l'état des affaires, et ne se doutaient pas qu'ils pussent être mal reçus à Flessingue. Quelques-uns des petits vaisseaux furent pris par les corsaires, ce qui répandit l'alarme dans la flotte. Medina-Cœli, avec quelques bâtiments de transport, parvint à arriver à Sluys, d'où il se rendit en toute hâte à Bruxelles avec moins d'apparat qu'il n'avait prévu. Douze vaisseaux biscayens restèrent en mer; puis, apercevant une flotte considérable venant de Lisbonne, ils changèrent de direction, entrèrent hardiment dans le Hond, passèrent près de Flessingue en dépit de la canonnade des forts, et arrivèrent à Rammekens, d'où l'on dirigea les soldats, dont on venait de sauver ainsi la moitié, sur Middlebourg qui se trouvait alors dans une situation critique (3).

La flotte, venant de Lisbonne, suivit les navires biscayens avec moins de succès. Ignorant la révolution qui avait eu lieu dans l'île de Walcheren, elle obéit aux signaux du fort tenu par les rebelles, et vint jeter l'ancre. Tous les navires furent pris, à l'exception de deux ou trois; ils contenaient le plus riche butin que les insurgés eussent encore recueilli sur terre et sur mer. La flotte

(1) *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 1107.

(2) Meteren, t. IV, p. 65. Hoofdt, t. VI, p. 239. Mendoza, t. VI, p. 127, 128.

(3) Meteren, t. IV, p. 65, 66. Hoofdt, t. VI, p. 239, 240. *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 1113. *Archives de la maison d'Orange*, t. III, p. 437-442. Mendoza, t. VI, p. 127, 128.

était chargée d'épices, d'argent, de joyaux et de riches marchandises. On trouva cinq cent mille couronnes d'or, et on calcula que la prise suffirait à soutenir la guerre pendant deux ans au moins. On s'empara aussi de mille soldats espagnols et d'une grande quantité de munitions. L'état des affaires ne permettait pas que le gouvernement changeât de mains pour le moment. Le duc de Medina-Cœli assura, avec toute la courtoisie d'un Espagnol, qu'il était heureux de servir comme soldat sous les ordres d'un général qu'il respectait si fort, et le duc d'Albe ordonna qu'on rendît dès l'abord à son successeur toutes les marques de respect dues à lui-même. Beaucoup d'animosité réciproque se cachait sous ce cérémonial (1).

Cependant le duc, qui se trouvait sans le sou, fut forcé de faire taire son orgueil dans l'affaire du dixième denier (2). Le 24 juin il somma les États de Hollande de s'assembler le 15 juillet, et dans la missive qu'il publia à cet effet, il promit officiellement d'abolir l'impôt si les États généraux des Pays-Bas s'engageaient à lui fournir tous les ans deux millions de florins. Au même moment le roi renvoyait les députés des États en leur annonçant publiquement que la taxe était suspendue, et en les faisant assurer en particulier que, s'il ne l'abolissait pas formellement, c'était par égard pour la dignité du duc (3).

Le remède arriva trop tard. Les États de Hollande se réunirent à la vérité au jour fixé, mais ils s'assemblaient

(1) Meteren, t. IV, p. 66. *Archives de la maison d'Orange*, t. III, p. 440-442. Hoofdt, t. VI, p. 240; t. VII, p. 257. *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 1177.

(2) Mendoza, t. VI, p. 122.

(3) Bor, t. VI, p. 384-385. *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 1135.

sur la convocation de Guillaume d'Orange, non pour obéir au duc d'Albe (1). Ils se rendirent à Dort, et non à la Haye, afin de prendre des mesures officielles pour secouer l'autorité du duc (2). La première assemblée de la république des Pays-Bas protestait encore de sa loyauté à la couronne; mais elle était décidée à accepter sans contestation la politique du prince d'Orange.

Le prince venait de réunir pour la seconde fois une armée en Allemagne; elle se composait de quinze mille fantassins et de sept mille chevaux, sans compter un corps de Flamands, Wallons pour la plupart, qui s'élevait à trois mille hommes (3). Avant d'entrer en campagne, il fallait que Guillaume pût assurer trois mois de solde à ses troupes. Il n'avait d'autre ressource que des billets endossés par les villes de Hollande agissant en qualité de répondants (4). Il avait donc adressé, en son propre nom, des lettres pressantes aux cités les plus importantes, pour les conjurer de se souvenir au moins de ce qu'elles devaient à lui-même, à leur patrie, à leur propre réputation : « Que votre or ne vous soit pas assez cher, » disait-il dans l'une de ses lettres, « pour sacrifier vos vies, vos femmes, vos enfants et tous vos descendants jusqu'aux générations les plus reculées; n'attirez pas sur vous, par amour de l'argent, le péché et la honte; ne faites pas tomber la destruction sur nous qui avons si sincèrement travaillé à vous secourir. Pensez au mépris des nations étrangères, au crime que vous commettriez contre le Seigneur

(1) Bor, t. VI, p. 386.
(2) *Ibid*.
(3) *Ibid*. Comp. Hoofdt, t. VII, p. 259. Meteren, t. IV, p. 71. Bentivoglio, t. V, p. 104.
(4) Bor, Hoofdt, *ubi sup*.

Dieu, au joug sanglant que vous imposeriez à jamais à vos enfants, si vous cherchiez des subterfuges, et si vous nous empêchiez d'entrer en campagne avec les troupes que nous avons levées. D'autre part, songez aux bienfaits inestimables que vous conférerez à votre pays, si vous nous aidez à délivrer la patrie du pouvoir des loups et des vautours espagnols (1). »

Ces lettres, répandues dans la Province de Hollande, produisirent une vive impression. D'après les suggestions du prince, les députés de la noblesse et de douze villes de la Province s'assemblèrent à Dort le 15 juillet. A proprement parler, les États de Hollande, le corps qui représentait la Province tout entière, se composaient des nobles et de six grandes villes. Mais dans cette occasion, Amsterdam encore au pouvoir du roi ne pouvait envoyer de députés, et on invita les petites villes à élire des représentants pour le congrès. Huit d'entre elles y consentirent ; les autres refusèrent de nommer des délégués, moitié par économie, moitié par timidité (2).

Ces États étaient les représentants légitimes du peuple, mais ils n'avaient point de droits législatifs (3). Le peuple n'avait jamais prétendu et ne prétendait pas à la souveraineté. On supposait toujours que le gouvernement des Pays-Bas devait son origine au droit divin. Les États reconnurent silencieusement, comme ils l'avaient toujours fait, la suprématie du pouvoir législatif et exécutif qui reposait entre les mains du maître du

(1) Kluit, *Hist. der Hollandsche Staatsregering. Deel.* t. I, p. 376-379 (Bijlagen).

(2) Kluit, *Hist. der Holl. Staatsr.*, t. I, p. 46. Bijlagen, p. 374. Bor, t. VI, p. 381-386. Wagenaer, *Vaderl. Histor.*, t. VI, p. 377-380.

(3) Kluit, t. I, p. 10-17.

pays (1). Philippe d'Espagne comme descendant de Dirk Ier, comte de Hollande, avait reçu, par des voies détournées, la divine autorité qui venait originairement de Charles le Simple, roi de France. Ce pouvoir surnaturel n'était pas contesté, mais on le tournait ingénieusement contre le souverain. On invoquait l'autorité du roi contre lui-même, en la personne du prince d'Orange auquel, treize ans auparavant, il avait conféré une partie de ce pouvoir divin. Les États de Hollande se réunirent à Dort le 15 juillet comme représentants du peuple; mais ils étaient convoqués par le prince d'Orange, stadthouder nommé par le roi en 1559, et qui était par conséquent le fonctionnaire suprême du pouvoir exécutif et législatif dans les Provinces de son stadthoudérat. Telle était la théorie du gouvernement provisoire (2). Le prince représentait l'autorité royale, les nobles représentaient à la fois leur ordre et les paysans, les douze villes représentaient le corps entier des bourgeois. Ils réunissaient donc toute l'autorité divine et humaine qu'un congrès pouvait posséder. Tout le mouvement était dirigé contre le duc d'Albe et le comte de Bossu, qu'il avait nommé stadthouder (3) à la place de Guillaume d'Orange. Le nom de Philippe devait figurer longtemps encore à la tête des documents qui servaient à recueillir de l'argent, à lever des troupes et à percevoir des impôts pour soutenir une guerre à outrance contre le roi.

Les États se réunirent le 15 juillet, et nommèrent avocat de Hollande (4) Paul Buys, pensionnaire de Leyde,

(1) Kluit, p. 50-52.
(2) Bor, t. VI, p. 388. Kluit, t. I, p. 48-374.
(3) Bor, Kluit, *ubi sup.* Wagenaer, t. VI, p. 377-380.
(4) *Resol. Holl.*, 14 sept., 1574, 98. Wagenaer, t. II, p. 376.

l'ami et le confident éprouvé du prince. L'assemblée s'ajourna alors au 18, et Manix de Sainte-Aldegonde parut ce jour-là chargé de tous les pouvoirs provisoires de Son Altesse (1).

Le noble plénipotentiaire adressa au congrès un discours long et d'un grand effet. Il rappela les efforts et les sacrifices passés du prince. Il fit allusion à la malheureuse campagne de 1568, pendant laquelle le prince rempli de grandes espérances, à la tête d'une valeureuse armée, avait été obligé de se retirer bientôt parce qu'aucune ville ne lui ouvrait ses portes, et qu'aucun habitant des Pays-Bas ne levait la main pour lui venir en aide. Cependant il n'avait pas perdu courage, ni fermé son cœur, et maintenant que, par la grâce de Dieu, les yeux des hommes venaient à s'ouvrir, que tant de cités s'étaient déclarées contre le tyran, le prince se trouvait de nouveau dans une position très-difficile. Il s'était ruiné au service de la cause commune, mais il n'avait pu résister à ceux qui le conjuraient de toutes parts d'agir encore une fois. Par ses importunités auprès de ses parents et de ses puissants amis, il avait réussi à mettre sur pied une armée nouvelle et bien ordonnée; mais il fallait payer les troupes. Une honte éternelle pesait sur sa tête, un malheur éternel menaçait la patrie si le congrès refusait d'accorder les subsides nécessaires : « Réveillez-vous donc, » s'écriait l'orateur avec énergie, « ranimez votre zèle et celui de vos frères; saisissez aux cheveux une occasion qui n'a peut-être jamais été aussi belle (2). »

L'éloquence passionnée de Sainte-Aldegonde fit une

(1) Bor, t. VI, p. 386, 387.

(2) Bor, t. VI, p. 386-388. Hoofdt, t. VII, p. 248, 249.

profonde impression. Les hommes qui avaient refusé si obstinément de souscrire aux demandes du duc d'Albe résolurent à l'unanimité de répandre leur or et leur sang à la voix du prince d'Orange : « En vérité, » écrivait le duc quelque temps après, « je suis furieux de voir avec quelle difficulté on recueille les subsides pour Votre Majesté tandis que le peuple met sa vie et sa fortune entière à la disposition du rebelle (1). » Le loyal gouverneur trouvait étrange que la nation servît son libérateur avec plus de zèle qu'elle n'en montrait à son mortel ennemi ! Il fut résolu que les sommes nécessaires seraient perçues en partie sur les impôts réguliers et d'après les requêtes ordinaires, et que le reste se composerait des prêts des gens riches, du clergé et des corporations, et de la vente des ornements des églises et autres objets de luxe. On ouvrit dans tout le pays des souscriptions pour recevoir la vaisselle d'or et d'argent, les meubles, les joyaux et autres objets de prix qu'on pouvait apporter comme contributions volontaires; les magistrats de chaque ville devaient dresser des inventaires et remettre des reçus des offrandes sur lesquelles on devait emprunter de l'argent si on ne les mettait pas en vente (2). L'enthousiasme et la générosité dictaient les résolutions. Tous semblaient décidés à donner toute leur fortune au prince plutôt que de payer le dixième denier au duc d'Albe (3).

Les États déclarèrent en outre par un vote unanime qu'ils reconnaissaient le prince comme le stadthouder

(1) *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 1198.
(2) Bor, t. VI, p. 388. Hoofdt, t. VII, p. 349, 350. Wagenaer, t. VI, p. 378-380.
(3) Grotius, *Ann.*, t. II, p. 58.

légitime du roi dans la Hollande, la Zélande, la Frise et Utrecht, et qu'ils useraient de leur influence sur les autres provinces pour le faire nommer protecteur des Pays-Bas en l'absence du roi (1). Son Altesse était priée de choisir un amiral qui pût diriger la guerre par mer avec l'aide de certains députés des villes maritimes. Les opérations militaires sur terre devaient être conduites à travers Dort, Leyde et Enkkuysen, d'accord avec le comte de la Marck. Il fut convenu également, entre les États et le plénipotentiaire que ni l'une ni l'autre des deux parties n'entrerait en négociation avec le roi, sans le consentement et la coopération de toutes deux. Quant à la religion, il fut bien établi que la célébration publique du culte divin était permise non-seulement à l'église réformée, mais encore aux catholiques romains, et que les deux clergés devaient être protégés contre toutes les insultes (2).

Le comte de la Marck parut alors devant l'assemblée. On lut aux députés la commission du prince d'Orange, qu'ils ratifièrent (3). Le prince autorisait « son cher cousin » à lever des troupes, à recevoir le serment de fidélité des villes, à les munir de garnisons, à rétablir les lois locales, les droits municipaux, et les anciens priviléges qui avaient été abolis. Il devait maintenir la liberté de la religion sous peine de mort pour ceux qui y porteraient atteinte; il devait restituer les biens confisqués; il devait aussi, sur l'avis de son conseil, maintenir dans leurs fonctions ceux des magistrats des villes qui étaient

(1) Bor, t. VI, p. 388. Hoofdt, t. VII, p. 250. Kluit, t. I, p. 50.
(2) Bor, t. VI, p. 388.
(3) *Ibid.*, p. 389. Hoofdt, t. VII, p. 250, 251.

favorables à la cause, et remplacer les opposants (1).

Le prince était revêtu en réalité d'un pouvoir dictatorial, royal même. Cette autorité lui avait été conférée par les vœux du peuple, mais il ne montra aucun empressement ambitieux en acceptant ce poste difficile. Il était provisoirement dépositaire de la souveraineté dans les provinces du nord, mais il s'inquiétait infiniment moins des théories de gouvernement que des moyens de faire la guerre. Il avait pour but de délivrer le pays du tyran qui brûlait et massacrait la population depuis cinq ans. Il était décidé à chasser les troupes étrangères. Pour en venir là il fallait rencontrer l'ennemi sur le champ de bataille. Il avait si peu le goût d'accroître son pouvoir personnel qu'il s'imposa à lui-même des limites par un acte supplémentaire aux délibérations du congrès de Dort (2). Dans cette importante ordonnance, rédigée par le prince d'Orange, comme forme provisoire du gouvernement (3), il annonçait publiquement qu'il « ne ferait et n'ordonnerait rien sans le consentement des États, attendu qu'ils connaissaient mieux que lui la situation et le caractère des habitants. « Il ordonnait aux États de nommer des receveurs pour tous les impôts, aux officiers militaires de prêter serment au stadthouder, et aux États de Hollande d'être fidèles et obéissants, afin de délivrer le pays de la tyrannie espagnole et du duc d'Albe, pour le service de Sa Majesté comme comte de Hollande. La constitu-

(1) Bor, t. VI, p. 389.

(2) Ordonnantie ende Instructie van den prince van Orange, voor die van Hollandt, om by provisie Landt daarovaeer geregeerd to werden. Groot Placeaet bock. D., t. III, p. 32. Kluit, t. I, 69.

(3) Bor, t. VI, p. 397. Hoofdt, t. VI, 251.

tion provisoire dictée par un prince souverain, revêtu du pouvoir dictatorial, était aussi désintéressée qu'habile.

Cependant la guerre avait commencé vivement dans le Hainaut. Louis de Nassau à peine en possession de Mons avait dépêché M. de Genlis en France pour demander les renforts que Charles IX lui avait promis. D'autre part don Frédéric tenait la ville étroitement assiégée ; les combats se renouvelaient chaque jour devant les murailles, et il devenait évident que Louis ne pourrait conserver la position dont il s'était si vaillamment emparé s'il ne recevait des secours considérables. Les renforts nécessaires étaient en route. M. de Genlis avançait rapidement avec ses troupes, et on apprit bientôt qu'il approchait du Hainaut avec un corps de Huguenots que le bruit public portait à dix mille vétérans (1). Louis fit recommander vivement à son allié de n'approcher qu'avec une extrême précaution, et avant de penser à jeter des renforts dans la place, d'opérer sa jonction avec le prince d'Orange qui venait de passer le Rhin à la tête de son armée (2).

Genlis plein d'une confiance excessive, et désirant obtenir seul l'honneur de délivrer les assiégés, négligea ces avis (3). Sa témérité entraîna sa ruine et un revers momentané pour la cause de la liberté. Traversant rapidement la frontière de France, il arriva au milieu de juillet à deux lieues de Mons. Les Espagnols étaient instruits de ses mouvements, et prêts à déjouer ses intentions. Le 19, il se trouvait dans une plaine circulaire de

(1) Hoofdt; Mendoza, t. VI, p. 141. Bentivoglio, t. V, p. 102.
(2) *Ibid.*
(3) *Ibid.*

l'étendue d'une lieue environ, entourée de forêts et de taillis, et parsemée de fermes et de vergers (1). Il s'arrêta pour faire une reconnaissance. Le détachement envoyé en avant se replia bientôt en disant que don Frédéric de Toledo avec dix mille soldats arrivait sur eux. Les Espagnols ne comptaient, à vrai dire, que quatre mille hommes d'infanterie et quinze cents chevaux, mais don Frédéric avait recruté trois mille paysans à demi armés pour augmenter en apparence ses forces (2). Cette ruse eut son effet, et à peine la première émotion produite par la nouvelle se fut-elle répandue parmi les protestants que Noircarmes les chargea à la tête de la cavalerie. L'infanterie arriva aussitôt, et les Huguenots furent mis en déroute en un clin d'œil. Ce fut une rencontre plutôt qu'une bataille (3). Le massacre des Français fut grand; les Espagnols perdirent peu de monde. Chiappin Vitelli eut les honneurs de la journée. Ce fut à ses habiles préparatifs avant le combat et à son ardeur sur le champ de bataille qu'on dut la victoire. Blessé grièvement à la cuisse quelques jours auparavant, il s'était fait porter dans une litière (4) à la tête de ses troupes, et les encourageait ainsi en s'exposant, infirme comme il l'était, à tous les dangers de la guerre. La victoire faillit lui coûter la vie; don Frédéric y puisa une gloire nouvelle. Les fatigues éprouvées par Vitelli après sa blessure amenèrent une inflammation qui faillit l'emporter, tandis que le fils du duc d'Albe recueillit une brillante renommée de

(1) Mendoza, t. VI, p. 139.
(2) Hoofdt, t. VI, p. 251. Mendoza, *ubi sup.*
(3) Bentivoglio, t. V, p. 102.
(4) Strada, t. VII, p. 304.

la défaite complète des vétérans huguenots, victoire due surtout à son lieutenant et à Julien Romero (1).

Le nombre des morts laissés par les Français sur le champ de bataille montait au moins à douze cents hommes; mais les paysans, qui n'avaient pas encore oublié les barbaries de leurs compatriotes pendant la guerre, massacrèrent beaucoup de ces malheureux qui cherchaient un refuge dans les chaumières (2). Beaucoup d'officiers furent faits prisonniers, entre autres le commandant en chef, M. de Genlis. Ce malheureux gentilhomme devait payer de sa vie sa témérité et son obstination. Il fut conduit à la citadelle d'Anvers, où, seize mois après, il fut secrètement étranglé par les ordres du duc d'Albe; on répandit le bruit qu'il était mort de maladie (3). Une centaine de soldats parvinrent à entrer dans Mons (4); ce fut tout le secours que le comte Louis reçut de France, après avoir fondé sur ce pays tant de grandes et justes espérances.

Pendant que ce funeste événement se passait, le prince avait déjà mis son armée en mouvement. Le 7 juillet il avait traversé le Rhin à Duisbourg, avec quatorze mille hommes d'infanterie et sept mille cavaliers enrôlés en Allemagne, plus un corps de trois mille Wallons (5). Le 23 juillet il prit la ville de Roermonde, et ses troupes commencèrent à déshonorer la noble cause pour laquelle elles combattaient, en imitant la barbarie de leurs ennemis. La personne et les biens des bourgeois

(1) Strada, p. 363-365. Bentivoglio, t. V, p. 102.

(2) Bor, t. VI, p. 397, 398. Hoofdt, t. VI, p. 251, 252. Strada, Bentivoglio, *ubi sup.* Meteren, t. IV, p. 72. Mendoza, t. VI, p. 139.

(3) *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 1283.

(4) Hoofdt, Meteren, *ubi sup.*

(5) Bor, t. VI, p. 398.

furent respectés, à peu d'exceptions près, mais un assez grand nombre de prêtres et de moines furent cruellement mis à mort (1). Le prince irrité d'une pareille conduite, mais sans grand pouvoir pour exercer une autorité absolue sur des troupes qu'il ne pouvait pas toujours payer, publia une proclamation pour réprouver de tels excès et pour ordonner à tous ses adhérents, sous peine de mort, de respecter les droits de tout le monde, qu'on fût catholique ou protestant, et de protéger le culte public dans les églises des deux communions (2).

On ne pouvait guère espérer que les soldats mercenaires enrôlés par le prince en Allemagne, d'où venaient également tous les ans les recrues du duc, pussent différer beaucoup de leurs pareils qui étaient rangés sous les bannières espagnoles ; mais le contraste entre les deux chefs était grand. L'un recommandait comme un devoir de voler et de massacrer, en donnant l'ordre de tuer « tout le monde » dans les villes dont il s'emparait ; l'autre réprimait les excès autant qu'il était en son pouvoir, et protégeait non-seulement les vies et les biens, mais aussi l'exercice du culte catholique.

L'empereur Maximilien avait essayé de nouveau d'entraver par ses proclamations les opérations militaires du prince d'Orange. Lié au roi d'Espagne par tant de relations de famille, cousin, beau-frère et beau-père de Philippe, il était difficile à l'empereur de conserver l'attitude qui convenait au chef d'un empire auquel la paix de Passau avait assuré la liberté religieuse. Il avait appris que les remontrances et les intercessions adressées à Philippe

(1) Bor, t. VI, p. 399. Hoofdt, t. VII, p. 259-260.
(2) *Ibid.*

n'étaient que de vaines paroles. C'était donc une véritable insulte que de demander au prince de se tenir tranquille au nom d'une médiation passée ou future. Il y avait une choquante ironie à l'inviter à cesser les hostilités sous prétexte que les Pays-Bas faisaient partie de l'Empire et étaient en conséquence protégés par les traités de Passau et d'Augsbourg. Le prince répondit à la sommation de l'empereur par une lettre modérée (1), mais qu'il écrivit de son camp, pour déclarer que toutes les négociations ayant été vaines, il ne restait plus d'autre recours aux Pays-Bas que la guerre.

Le prince avait été retenu un mois à Roermonde, parce qu'il n'avait pas « le sou (2), » comme il le dit lui-même, et que les troupes refusaient d'avancer dans les Pays-Bas. Ayant enfin reçu des villes de Hollande les sécurités nécessaires pour trois mois de paye, il passa la Meuse le 27 août, jour de la publication de sa lettre à l'empereur, et s'arrêta successivement devant Diest, Tirlemont, Sichem, Louvain, Malines, Roermonde, Oudenarde et Nivelles (3). Beaucoup de villes et de villages reconnurent son autorité et admirent ses garnisons. Malines fut la plus considérable de ces places; il y laissa un détachement de troupes. Le sort de cette ville fut décidé dès ce moment. Le duc d'Albe ne put pardonner cet acte de patriotisme à une cité qui venait de repousser ses soldats : « C'est une permission expresse que Dieu nous donne de la châtier comme elle mérite, » écrivait-il d'un ton de vengeance prophétique, « pour la destruction des images et autres méfaits qui ont eu lieu du temps

(1) Gachard, *Corresp. de Guillaume le Taciturne*, t. III, p. 63.
(2) Groen van Prinsterer, *Archives*, t. III, p. 490.
(3) Bor, t. VI, p. 400-402. Hoofdt, t. VII, p. 260.

de Madame de Parme, et que Notre-Seigneur ne voulait pas laisser impunis (1). »

Cependant le prince continuait d'avancer. Louvain acheta au prix de seize mille ducats une neutralité (2) momentanée; Bruxelles refusa obstinément d'admettre les patriotes, et la place était trop forte pour qu'on pût l'attaquer; d'autres villes considérables, convaincues et touchées par l'éloquence des proclamations que Guillaume semait sur ses pas, se rangèrent spontanément et même avec enthousiasme dans son parti. La campagne promettait de beaux résultats bientôt anéantis par un tremblement de terre qui vint bouleverser la chrétienté et détruire les sages plans et le légitime espoir du prince. L'appui sur lequel il comptait le plus, après la Providence et son propre courage, était le secours de la France. Bien que M. de Genlis se fût perdu avec son armée, par son obstination, Guillaume d'Orange avait confiance dans la politique de la cour de France. Les papiers trouvés par les vainqueurs entre les mains de M. de Genlis tenaient tous le même langage : « Vous seriez confondu, » écrivait le secrétaire du duc d'Albe, « si vous voyiez une lettre que je possède et qui est adressée par le roi de France à Louis de Nassau (3). » Dans cette lettre, le roi déclarait son intention d'employer les forces que Dieu avait placées entre ses mains pour délivrer les Pays-Bas du joug sous lequel ils gémissaient. La correspondance de l'amiral de Coligny avec le prince d'Orange s'accordait avec la teneur générale du langage employé par le gouvernement français. L'ami-

(1) *Corresp. de Philippe II*, p. 1156.
(2) Hoofdt, t. VII, p. 260.
(3) *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 1146.

ral assurait le prince qu'on ne pouvait douter de la sincérité du roi à l'égard des Pays-Bas, et il recommandait une extrême prudence, en annonçant l'espoir d'effectuer sous peu de jours sa jonction avec lui, à la tête de douze mille arquebusiers français et de trois mille chevaux au moins (1). Le prince d'Orange, déjà fort et près de recevoir de nouveaux secours, pouvait croire que les Pays-Bas étaient libres et le duc d'Albe en son pouvoir (2). Il avait droit de se réjouir, car un miracle seul pouvait détruire ses généreuses espérances; mais, hélas! le miracle eut lieu, miracle d'une perfidie et d'une cruauté sans exemple encore dans ce monde si accoutumé à l'effusion du sang. Le 11 août, Coligny avait écrit au prince les mouvements qu'avec le secours et la sanction du roi, il projetait en faveur des Pays-Bas. Quinze jours après eurent lieu « les noces de Paris, » et l'amiral et ses amis, trompés par une trahison inouïe, plongés dans la sécurité par la musique des cloches d'un mariage illustre, furent tout à coup assassinés dans les rues de Paris par les mains du roi et de ses gentilshommes.

Le prince continua sa marche après avoir appris ces terribles nouvelles, mais il fut convaincu dès le premier moment que le sort de la campagne était décidé, et la chute de Mons inévitable. Il dit lui-même qu'il se sentait frappé d'un coup de massue (3), et ses ennemis tirèrent le même présage de ce grand événement.

Le crime ne fut pas commis avec la connivence du Gou-

(1) Groen van Prinsterer, *Archives*, t. III, p. 496-500.

(2) *Ibid.*, p. 501-507.

(3) *Archives de la maison d'Orange*, t. III, p. 501-507; t. IV, p. 102.

vernement espagnol; les deux cours étaient au contraire dans une hostilité profonde. Au commencement de l'été, Charles IX et ses conseillers agissaient envers Philippe avec la même duplicité qu'ils déployèrent ensuite envers Coligny et le prince d'Orange. Le massacre des Huguenots n'eut pas même le mérite d'être un plan conçu avec art et habilement exécuté. Nous avons vu comment, sept ans auparavant, Catherine de Médicis avait obstinément repoussé les offres du duc d'Albe pour conclure un engagement tendant à l'extermination simultanée des protestants en France et dans les Pays-Bas. Nous avons vu avec quel dégoût le duc quitta le jeune roi lorsqu'il énonça à Bayonne l'opinion qu'on ne pouvait songer à prendre les armes contre ses propres sujets, et qu'une pareille conduite ne pouvait amener que la ruine générale : « Il est aisé de voir quelles leçons il a reçues (1), » écrivait le duc d'Albe à son maître. Malheureusement, la même mère qui avait enseigné à son fils à feindre la bienveillance venait d'agir dans un tout autre sens sur sa nature lâche mais féroce. L'assassinat manqué de Coligny, la crainte d'une vengeance éclatante des Huguenots, la nécessité de rester à la tête de la lutte intestine, tous ces arguments furent employés avec l'art des Médicis, et eurent le plus entier succès. Le roi s'écria dans un accès de rage et de terreur : « J'y consens, pourvu qu'il ne reste pas en France un seul Huguenot qui puisse me le reprocher (2). »

Le massacre commença la nuit même. Le crime prémédité de longue main fut accompli dans un moment d'effroi; l'œuvre fut pourtant complète. Le roi qui avait

(1) *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 1158. Hoofdt, t. VII, p. 262.

(2) Von Raumer, *Geschichte Europa's seit dem Ende des fünfzehnten Jahrhunderts*, t. II, p. 256 (Leipzig 1832).

écrit de sa propre main peu de jours auparavant à Louis de Nassau pour l'assurer de sa ferme résolution de soutenir la cause des protestants en France et dans les Pays-Bas, qui avait demandé les conseils de Coligny pour déterminer ses plans, et qui avait envoyé des troupes françaises sous les ordres de Genlis et de La Noue au secours de leurs frères, les calvinistes de Flandre, donna le signal du massacre des protestants, et déchargea lui-même son arquebuse des fenêtres de son palais sur ses sujets hérétiques, comme s'ils eussent été des bêtes fauves.

Du dimanche au mardi, cinq mille Parisiens, d'après les calculs les plus modérés, furent massacrés. On porta le nombre des victimes, dans le royaume entier, de vingt-cinq à cent mille créatures humaines (1). L'Europe protestante fut frappée d'horreur. La reine d'Angleterre prit le deuil et repoussa avec mépris les excuses de l'ambassadeur de France (2). A Rome, au contraire, la joie fut grande. Le pape, accompagné de ses cardinaux, se rendit solennellement à l'église Saint-Marc, pour rendre grâces à Dieu de la faveur qu'il venait d'accorder au Saint-Siége et à la chrétienté, et on chanta un *Te Deum* devant l'auguste assemblée (3).

Rien ne surpassa la satisfaction que l'événement causa à Philippe II. Toute espérance de secours du gouvernement français disparaissait pour les protestants des Pays-Bas. «Les nouvelles des affaires de la Saint-Barthélemy,» écrivait à Charles IX l'ambassadeur de France à Madrid, M. de Saint-Goard, » sont arrivées ici le 7 septembre. En

(1) Raumer, t. II, p. 260. De Thou, t. VI, liv. II, p. 430. Bor, t. VI, p. 402, 403. Meteren, t. IV, p. 74.

(2) Raumer, t. II, p. 263.

(3) De Thou, t. VI, liv. III, p. 442.

les apprenant, le roi a témoigné contre sa coutume tant de satisfaction qu'il a paru plus enchanté de l'événement que de toutes les fortunes qui ont pu lui advenir à lui-même. Il a appelé tous ses serviteurs pour répéter que Votre Majesté était son bien bon frère, et que nul autre ne méritait le nom de Très-Chrétien. Il m'a envoyé son secrétaire Cayas pour me féliciter, en me faisant dire qu'il allait à Saint-Jérôme pour remercier Dieu et le conjurer d'accorder à Votre Majesté son divin secours dans cette grande affaire. Je suis allé le lendemain chez lui, et dès qu'il m'a vu, il s'est mis à rire et à louer Votre Majesté avec des marques de la plus grande satisfaction, en assurant que Votre Majesté méritait bien son titre de Très-Chrétienne, et qu'il n'y avait point de roi à lui comparer sous le rapport de la valeur et de la prudence. Il louait extrêmement la résolution et la longue dissimulation d'une si grande entreprise, mérites que le monde ne pouvait comprendre... Je l'ai remercié, ajoutait l'ambassadeur, et j'ai dit que je rendais grâces à Dieu d'avoir permis à Votre Majesté de prouver à son maître que l'élève savait son métier, et méritait le nom de Roi Très-Chrétien. J'ai ajouté que le roi ne pouvait se dispenser d'avouer qu'il devait à Votre Majesté la conservation des Pays-Bas (1). »

Rien ne pouvait plus réjouir Philippe que cette nouvelle aussi inattendue qu'opportune. Charles IX, dont il connaissait depuis longtemps les intrigues dans les Pays-Bas, devenait tout d'un coup, grâce à ce crime odieux, l'allié le plus puissant qu'il pût avoir, tandis que les protestants d'Europe apprenaient qu'il y avait dans la chrétienté une tête couronnée digne d'une haine plus

(1) Groen van Prinsterer, *Archives*, etc., *Suppl.*, p. 125.

violente que le roi d'Espagne. Il écrivit aussitôt au duc d'Albe (1) en lui exprimant toute sa satisfaction de ce que le roi de France s'était débarrassé de gens si dangereux, attendu qu'il serait obligé d'avoir recours à l'alliance espagnole, ayant perdu la confiance de la reine d'Angleterre et des protestants allemands. Il disait au duc que l'ambassadeur de France, Saint-Goard, le pressait de faire exécuter au plus tôt Genlis et ses compagnons aussi bien que tous les Français qu'on pourrait prendre dans Mons, et qu'il approuvait fort cette mesure : « Plus on détruira vite ces plantes pernicieuses, dit Philippe, moins il y aura à craindre de les voir repousser. » Le roi ajouta de sa propre main à la lettre : « Si vous n'avez pas encore débarrassé le monde de ces gens-là, hâtez-vous de le faire et de m'en informer, car je ne vois pas de raison pour tarder (2). » L'ambassadeur de France et Philippe lui-même se sont ainsi chargés de retracer l'odieuse joie causée au roi d'Espagne par la nouvelle que son frère Très-Chrétien avait massacré vingt-cinq mille de ses sujets. Sa Majesté catholique ordonnait avec le même sang-froid le supplice de quelques milliers de Huguenots qui se trouvaient sur son territoire, afin d'assurer la pleine exécution des projets de son royal frère, ce qui n'empêchait pas Philippe d'écrire à l'empereur que le monde entier reconnaissait la douceur de son caractère et la clémence de ses intentions (3).

(1) Gachard, *Particularités inédites sur la Saint-Barthélemy*, t. XVI (Bulletins de l'Acad. roy. de Belgique).

(2) *Ibid.*

(3) Groen van Prinsterer, *Archives*, etc., *Suppl*, p. 46. *Lettres de Charles IX et de Mondoucet*, publiées par M. E. Gachet, d'après un manuscrit de la Bibliothèque de Reims (*Compte rendu de la Comm. roy. d'histoire*, t. IV, p. 348, sqq.).

Il est vrai que l'avis donné par Saint-Goard, au sujet des prisonniers français alors entre les mains du duc d'Albe, était une conséquence naturelle de la Saint-Barthélemy. Ces officiers et ces soldats avaient été envoyés par Charles IX dans les Pays-Bas pour combattre en faveur de la cause protestante contre Philippe et le duc d'Albe. Les papiers qu'on avait trouvés sur eux avaient déjà exposé le roi à quelques embarras en dévoilant sa duplicité envers le gouvernement espagnol, avant que le grand massacre fût venu réparer toutes ses fautes. Il avait ordonné à Mondoucet, son ambassadeur dans les Pays-Bas, d'user sans remords de dissimulation, et de continuer ses intrigues avec les protestants, tout en niant positivement les preuves de cette connivence : « Je vois que les papiers trouvés sur Genlis, » écrivait-il douze jours avant la Saint-Barthélemy, « sont tombés entre les mains d'Assonleville, et qu'ils savent que Genlis a agi sur tous les points avec mon consentement. Vous direz pourtant au duc d'Albe que ce sont des mensonges inventés pour exciter des soupçons contre moi. Vous lui donnerez de temps à autre quelques renseignements sur les affaires des ennemis, afin de le porter à croire à votre sincérité, même s'il n'y ajoute pas foi ; cela servira toujours à mon but, pourvu que vous le fassiez dextrement. En même temps, vous entretiendrez une correspondance habituelle avec le prince d'Orange, en prenant garde qu'on ne découvre votre intelligence avec lui. »

Cette politique n'était-elle pas digne d'un roi que sa mère nourrissait depuis son enfance du *Prince* de Machiavel, et qui s'était pénétré de cette maxime, si souvent répétée alors, qu'il faut savoir dissimuler pour savoir régner ?

La joie fut sans bornes dans le camp espagnol devant

Mons. Il semblait que le seul rempart qui préservât les rebelles des Pays-Bas de leur ruine absolue fût tombé tout d'un coup. On célébra par des actions de grâces (1) à Sainte-Gudule, par des jeux de joie, des illuminations, des coups de canon, la glorieuse nouvelle du massacre des sujets chrétiens par le Roi Très-Chrétien; on ne perdit pas non plus un moment pour faire savoir aux soldats huguenots enfermés dans Mons, avec Louis de Nassau, la grande catastrophe qui allait rendre leur courage inutile. « Ce fut un châtiment bien digne du roi très-chrétien, » dit un officier espagnol qui combattit vaillamment devant Mons et qui raconta ensuite le siége avec détail, « et il fut plus honorable encore de l'infliger de ses propres mains comme il le fit (2). » Mendoza parlait sérieusement, et c'était là l'expression sincère de la pensée d'un homme aussi habile à manier l'épée que la plume.

L'ambassadeur de France dans les Pays-Bas reçut sur-le-champ la nouvelle de l'événement. Charles IX lui apprenait très-simplement ce qui s'était passé : « Pour empêcher le succès de l'entreprise conçue par l'amiral (3) », écrivait le roi le 26 août, les mains encore teintes de sang et pendant que le carnage continuait dans toute la France, « j'ai été contraint de permettre et donner les moyens auxdits de Guise de courir sus audit amiral, ce qu'ayant fait, ledit amiral a été occis ainsi que ses amis. Un grand nombre de ceux de la religion ont été massacrés et taillés en pièces. Il est probable que, le feu une fois allumé, il s'étendra dans toutes les cités de mon royaume, et qu'on s'assurera ainsi de ceux

(1) *Lettre de Mondoucet, ubi sup.* Strada, t. VII, p. 366.
(2) Mendoza, t. VII, p. 146.
(3) *Corresp. de Mondoucet, ubi sup.*

de la religion. » On ne rencontre pas souvent dans l'histoire un roi chrétien parlant avec un tel sang-froid du meurtre de ses sujets, au moment où la boucherie continue autour de lui. Il faut remarquer en outre qu'on ne peut invoquer en cette circonstance l'excuse ordinaire de pareilles énormités, le fanatisme. Catherine avait, dans le passé, favorisé les Huguenots comme les catholiques, et Charles, au moment même du crime, était étroitement allié aux hérétiques de France et de Flandre, et fort engagé dans les affaires de Guillaume d'Orange et de Louis de Nassau. Même après l'événement, dans la lettre contenant les nouvelles du massacre, il recommande à son ambassadeur de continuer ses intelligences avec le prince d'Orange, en les tenant fort secrètes, afin que le duc d'Albe ne pût les découvrir. Il désirait naturellement empêcher le prince d'abandonner ses projets et de venir le troubler en France. L'œuvre était accomplie; le roi voulait tirer tout le fruit possible de son crime : « Maintenant, monsieur de Mondoucet, » continuait-il, « il importe, dans ces sortes d'affaires, d'avoir l'œil sur toutes les chances. Je sais que ces nouvelles seront fort agréables au duc d'Albe, car elles favorisent ses succès. Je ne veux pourtant pas qu'il en recueille seul le fruit. Il ne me convient pas qu'il conduise, suivant son excellente habitude, ses affaires de façon à me jeter le prince d'Orange sur les bras, en me renvoyant en outre Genlis et les autres prisonniers, sans compter les Français enfermés dans Mons (1). »

Le langage était assez clair; Mondoucet ne pouvait manquer de le comprendre : « Observez attentivement la

(1) *Corresp. de Mondoucet, ubi sup.*

physionomie du duc quand vous lui ferez ce message, » ajoutait le roi, « et faites-moi savoir sa réponse. » Afin qu'il ne pût y avoir de malentendu, Charles IX écrivit cinq jours après à son ambassadeur, en exprimant nettement le regret qu'il éprouverait si le duc ne prenait pas Mons, ou admettait la ville à composition : « Dites au duc qu'il est fort important, pour le service de Dieu et de son maître, que les Français et les autres défenseurs de Mons soient taillés en pièces (1). » L'anxiété du roi était telle qu'il écrivit le même jour une autre lettre pour répéter à son ambassadeur l'ordre de presser le duc d'Albe de châtier les rebelles français : « S'il vous dit, » continuait Charles, « que c'est une façon tacite de lui demander de mettre à mort tous les prisonniers français pour le moment entre ses mains, et de passer au fil de l'épée tous ceux qu'il pourra prendre dans Mons, vous lui direz que c'est bien là ce qu'il doit faire, et qu'il ferait grand tort au christianisme s'il agissait autrement (2). » Certes, le duc, après avoir reçu l'ordre de son maître et de Sa Majesté Très-Chrétienne de mettre à mort tous les Français, ne manquait pas de royales garanties. Il ne put pourtant exécuter à la lettre ces féroces instructions. Les prisonniers tombés déjà entre ses mains n'échappèrent pas à sa vengeance ; mais la ville de Mons, comme il le dit lui-même, se trouva « avoir les dents plus aiguës qu'il n'avait supposé (3). »

Mondoucet ne perdit point de temps pour représenter au duc d'Albe la nécessité de procéder au vaste massacre qu'on lui demandait : « Le duc a répondu, » écri-

(1) *Corresp. de Mondoucet, ubi sup.*

(2) *Ibid.*

(3) *Mondoucet à Charles VII* (15 sept. 1572).

vait l'ambassadeur à son souverain, » qu'il exécute des prisonniers tous les jours, et qu'il ne lui en reste plus qu'une poignée; cependant, pour quelque raison qu'il ne dit pas, il a réservé jusqu'à présent les gentilshommes et les officiers (1). » Mondoucet disait encore que Genlis, Jumelles et les autres chefs avaient promis, si le duc voulait les admettre à rançon, de persuader aux Français de Mons de quitter la ville; mais que le duc, bien que son langage fût devenu moins confiant, espérait encore prendre la place d'assaut : « Je l'ai pressé, » ajoute-t-il, « de les mettre tous à mort, l'assurant qu'il serait responsable des conséquences d'une conduite opposée. — « Pourquoi votre maître Très-Chrétien, » demanda le duc d'Albe, « n'a-t-il pas ordonné à ces Français de Mons de venir en France, en prêtant serment de ne soulever aucun trouble? Alors mes prisonniers seraient à ma discrétion, et je prendrais la ville. » — « Parce que, » répondit l'ambassadeur, » ils ne se fieraient pas à Sa Majesté Très-Chrétienne, et qu'ils aimeraient mieux mourir dans Mons (2). »

Cette réponse sensée fait comprendre avec quel cynisme l'ambassadeur acceptait pour son maître une position déshonorante, tout en racontant froidement le résultat de ces conversations sanguinaires.

Tel était l'état des affaires quand le prince d'Orange arriva à Péronne, entre Binche et les retranchements du duc d'Albe (3). L'armée assiégeante était commandée par les chefs les plus illustres. Don Frédéric de Toledo avait eu les troupes sous ses ordres jusqu'au 27 août; mais les

(1) *Mondoucet*, 5 sept. 1572.

(2) *Ibid.*, 15 sept. 1572.

(3) *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 1158. Hoofdt, t. VII, p. 262.

ducs d'Albe et de Médina-Cœli étaient arrivés au camp (1); le belliqueux évêque de Cologne (2) amena bientôt deux mille hommes de cavalerie (3). Le prince d'Orange n'avait plus qu'un espoir, et l'expérience lui avait appris à ne pas s'y fier; il pouvait amener son adversaire à une bataille et comptait sur Dieu pour le résultat. Pour nous servir de ses propres paroles, « il espérait toujours que le grand Seigneur des armées serait avec lui, et combattrait au milieu de ses troupes (4). » Tant que le duc d'Albe resterait dans son camp, il était impossible de l'attaquer et de jeter des renforts dans Mons. Le prince s'aperçut bientôt que le duc d'Albe était trop sage pour hasarder sa situation dans une bataille inutile. Le duc savait que la cavalerie du prince était supérieure à la sienne. Il se disait résolu à ne pas jouer le jeu de Guillaume d'Orange, au lieu de gagner une partie dont l'issue n'était plus douteuse. Les soldats huguenots enfermés dans Mons étaient au désespoir et se mutinaient; Louis de Nassau était dans son lit, dévoré par une fièvre ardente; M. de Genlis était en prison, et son armée avait été taillée en pièces, Coligny avait été assassiné; la France protestante était paralysée; les troupes du prince d'Orange, enrôlées pour trois mois, se révoltaient déjà; on pouvait prévoir les effets que produirait sur elles le massacre de Paris, quand elles en comprendraient toutes les conséquences; le duc d'Albe avait donc de bien meilleures raisons qu'en 1568 de se tenir parfaitement tranquille, pour voir son ennemi se ruiner sous ses yeux. Le vaillant archevêque

(1) Hoofdt, p. 257.
(2) *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 1158.
(3) Bor, t. VI, p. 102.
(4) *Lettre de Jean de Nassau*, *Archives*, t. III, p. 461.

de Cologne soupirait ardemment après le combat ; il caracolait tous les jours à côté du duc en grand attirail de bataille, des pistolets dans la fonte de sa selle, et pressant le duc de toutes ses forces de livrer une bataille rangée au prince. Le duc complimentait le prélat de son enthousiasme, mais sans lui céder : « C'est un bel homme, avec sa cuirasse et ses pistolets, » écrivait-il à Philippe, » et il montre une grande affection pour le service de Votre Majesté (1). »

L'issue de la campagne était inévitable. Le 11 septembre don Frédéric, à la tête de quatre mille hommes d'élite, se posta à Saint-Florian, village situé près de la porte de la ville, dite du Havre ; le prince était campé à une demi-lieue de là, à Hermigny, et cherchait à introduire des renforts dans la place. Dans la nuit du 11 au 12, don Frédéric tenta une *encamisada* sur le camp de l'ennemi : le succès, qui fut grand, faillit aller jusqu'à la prise du prince. Un corps de six cents arquebusiers choisis, revêtus, suivant la coutume de ces expéditions nocturnes, d'une chemise par dessus leur cuirasse, afin de se reconnaître dans l'obscurité, marchèrent, sous les ordres de Julien Romero, sur le camp de l'ennemi. Les sentinelles furent massacrées, et l'armée tout entière surprise ; la stupeur fut si grande pendant un moment que, d'une heure du matin à trois heures, les Espagnols massacrèrent leurs adversaires, à peine réveillés, qui ignoraient combien le corps qui les attaquait était faible, et ne distinguaient pas les amis des ennemis (2). Les plus hardis des Espagnols, conduits par Julien en personne, se dirigèrent vers la tente du prince. Il dormait

(1) *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 1158.

(2) Mendoza, t. VII, p. 157. Strada, t. VII, p. 367, 368.

profondément, ainsi que ses gardes; heureusement, un petit épagneul, qui couchait toujours au pied de son lit, fut une sentinelle plus vigilante que les soldats. Cette petite créature se mit à aboyer avec fureur en entendant les pas de l'ennemi, et réveilla son maître en lui grattant la figure (1). Le prince n'eut que le temps de sauter en selle, et de s'échapper dans l'obscurité avant que les Espagnols pénétrassent dans sa tente. Ses serviteurs furent tués, son grand écuyer et deux de ses secrétaires montèrent à cheval un instant trop tard, et perdirent la vie (2). Sans la fidélité de son chien, Guillaume d'Orange, qui portait tout le poids des destinées de son pays, aurait souffert peu après une mort ignominieuse. Jusqu'à sa mort, le prince conserva dans sa chambre à coucher un épagneul de même race (3). Le massacre continuait dans le camp; mais les Espagnols, dans leur fureur, mirent le feu aux tentes. Les orangistes s'aperçurent à la lueur des flammes de la faiblesse de l'ennemi; mais, avant qu'ils eussent pu se rallier, Romero se retira avec ses arquebusiers, qui avaient tué chacun son homme. Six cents soldats du prince avaient péri sous leurs coups; un grand nombre avaient été brûlés dans leurs lits, ou noyés dans la petite rivière qui bordait le camp. Soixante Espagnols seulement restaient sur le champ de bataille (4).

Ce désastre ne changea pas les projets du prince; son plan de campagne était déjà manqué; l'entreprise n'avait plus, après le massacre de la Saint-Barthélemy, aucune

(1) Strada, t. VII, p. 368. Hoofdt, t. VII, p. 263.

(2) Hoofdt, t. VII, p. 264.

(3) *Ibid.*

(4) Bentivoglio, t. V, p. 106. Mendoza, t. VII, p. 157. Hoofdt, t. VII, p. 263, 264. Bor, t. VII, p. 408.

chance de succès. Il se retira à Péronne et à Nivelles, où il fut suivi par un assassin nommé Heist, Allemand de naissance et chevalier français, qui avait juré au duc d'Albe de le tuer en retour d'une forte récompense promise par le gouverneur général (1). Le crime ne devait pas s'ac complir; mais les soldats refusèrent nettement de tenir plus longtemps la campagne, et même de fournir une escorte au comte Louis, si on réussissait à le faire sortir de Mons (2). Le prince fut obligé d'informer son frère de l'état désespéré des affaires, et de lui conseiller de capituler aux meilleures conditions possibles (3). Il laissa avec tristesse le valeureux Louis assiégé dans la ville dont il s'était si brillamment emparé, et passa la Meuse pour reprendre le chemin du Rhin. Une révolte violente éclata parmi les troupes. Les officiers, pleins de respect et d'affection pour le prince, le tirèrent à grand'peine des mains d'une soldatesque brutale (4), furieuse de n'être payée qu'avec les billets souscrits par les villes de Hollande, échus déjà depuis quelque temps. Le prince traversa le Rhin à Orsoy; puis, licenciant son armée, il se rendit presque seul (5) en Hollande.

Au milieu de sa défaite et de ses infortunes, l'attitude du prince restait plus héroïque que celle d'un conquérant le jour de la victoire. Il arrivait en Hollande, la seule province qui lui restât fidèle et qui le regardât encore comme son sauveur, préparé et résolu à y périr : « J'ai

(1) *Lettre de Mondoucet à Charles IX* (*Comm. roy. de l'histoire*), t. IV, p 340.

(2) *Lettre du prince d'Orange à Jean de Nassau*, *Archives*, t. II, III, IV, p. 501-507.

(3) Hoofdt, t. VII, p. 261. Meteren, t. IV, p. 75.

(4) Bor, t. VII, p. 408. Meteren, t. IV, p. 75.

(5) Hoofdt, *ubi sup.*

délibéré de faire illec ma sépulture», écrivait-il simplement à son frère.

Il s'était avancé au secours de Louis, en voyant toutes les villes lui ouvrir leurs portes. Il avait espéré recevoir en route le secours d'une armée d'élite, commandée par l'amiral de Coligny, et il se voyait réduit à abandonner son frère à son sort. Le massacre de l'amiral et de ses amis était venu déjouer les espérances qu'il avait fondées sur leur appui, et toutes les villes et provinces abandonnaient sa cause avec autant de promptitude qu'elles en avaient mis naguère à l'embrasser. «Il a plu à Dieu (1), » disait-il, « de nous ôter toute espérance que nous pouvions avoir assise sur les hommes. Le roi a publié que le massacre avait été fait par son commandement, et il a défendu à tous ses sujets, sous peine de la hart, de prendre les armes pour venir à mon secours. Voire que de plus il a présenté au duc d'Albe secours contre moi. Sans ces malheurs, nous serions déjà pour cette heure maîtres du duc d'Albe, et eussions capitulé à notre plaisir (2). » Même alors pourtant le prince ne se laissait pas abattre.

On ne pouvait accuser sa sagacité politique, bien qu'il eût été cruellement trompé par la cour de France : « De fait, les apparences étaient si grandes, que tant s'en faut qu'on me puisse imputer à légère crédulité d'y avoir ajouté foi, » dit-il ; « au contraire, on m'eût à bon droit pu accuser de malignité, si j'eusse voulu seulement faire semblant d'en avoir quelque soupçon sinistre. Aussi n'est-ce pas chose ordinaire de cacher telles et si énormes

(1) *Lettre à Jean de Nassau*. Groen van Prinsterer, *Archives*, t. IV, p. 4.

(2) *Ibid.*, t. III, p. 501-507.

délibérations sous une couverture si plausible d'un festin de noces (1). »

Cependant le comte Louis était toujours dans son lit, en proie à une fièvre brûlante ; ses soldats refusaient de défendre la ville, après la déclaration des intentions de Charles IX (2) et la retraite du prince d'Orange. Le duc d'Albe offrait les conditions les plus honorables, et le comte ne pouvait résister plus longtemps. La ville était si importante et le temps si précieux que le duc d'Albe consentit à renoncer à sa vengeance contre le rebelle qu'il détestait si fort, en se contentant de le dépouiller de cette cité qu'il avait défendue si obstinément : « J'aurais eu un grand plaisir, outre les avantages qui en résulteraient pour Dieu et pour Votre Majesté, » écrivait le duc d'Albe, « à tenir le comte de Nassau en mon pouvoir. Je surmonterais tous les obstacles pour me saisir de lui, tant je le hais d'une façon particulière (3). » Dans les circonstances actuelles pourtant il reconnut que la délibération du conseil de guerre devait amener des conditions favorables pour les assiégés.

Le 19 septembre, la capitulation fut signée par l'illustre La Noue et trois officiers patriotes d'une part, et par le seigneur de Noircarmes et trois Espagnols de l'autre. La ville était abandonnée au duc d'Albe ; mais les soldats devaient sortir avec armes et bagages, emmenant avec eux les citoyens qui avaient combattu à leurs côtés, et qui tenaient encore pour la religion réformée. Les troupes devaient s'engager à ne plus servir contre les rois de France ou d'Espagne, à l'exception du comte Louis, bien

(1) *Archives de la maison d'Orange*, t. III, p. 501-507.
(2) *Ibid. Vie de La Noue*, p. 75.
(3) *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 1162.

décidé à ne pas cesser un instant les hostilités, et qui protesta avec indignation, pour lui et pour ses soldats anglais et allemands, contre cette clause du traité. Il fut convenu que l'on convoyerait les assiégés à leur sortie de la ville, et qu'on échangerait des otages pour assurer l'exécution des conditions. Les arrangements préliminaires ainsi conclus, les troupes des patriotes quittèrent Mons (1).

Le comte Louis se leva de son lit pour aller présenter ses respects aux généraux victorieux, qui l'en avaient fait prier. Il fut reçu dans le camp du duc d'Albe avec force démonstrations d'admiration et d'estime. Le duc de Médina-Cœli l'accabla de politesses et de « *basolamanos*, » tandis que don Frédéric assurait, avec les pompeux compliments usités en Espagne, que tout son désir était de lui être utile, et qu'il aurait un plus grand plaisir à satisfaire le plus léger souhait du comte que s'il eût été son plus proche parent (2).

Le lendemain, au moment où Louis de Nassau, malade encore et revêtu de sa robe de chambre, allait sortir de la ville, il donna l'ordre d'arrêter sa voiture devant les quartiers de don Frédéric. Le général, debout près de la porte, regardait avec une honnête admiration le héros de tant de combats; mais il se retira en voyant approcher le malade, afin de lui éviter la peine de descendre (3). Louis le reconnut pourtant, et, le saluant en espagnol : « *Perdone, vuestra Signoria, la pesedumbre*, » il s'arrêta

(1) Bor, t. VII, p. 408, 409. Hoofdt, t. VII, p. 265. Meteren, t. IV, p. 76. Mendoza, t. VII, p. 158-160.

(2) Schwarz au Landgrave Guillaume de Hesse, *Archives*, vol. IV. *Appendice*, p. 17.

(3) *Ibid.*, p. 515-518.

devant la porte (1). Don Frédéric, par politesse, ne voulut pas s'avancer et envoya un aide de camp porter au comte ses compliments et ses vœux. Après cet échange de courtoisies, Louis quitta la ville, accompagné, comme on en était convenu, par un corps de troupes espagnoles. Le respect témoigné par les généraux espagnols au chef rebelle avait une signification profonde. Bien que le massacre de la Saint-Barthélemy eût reçu l'entière approbation du duc d'Albe, il affectait une sainte horreur de cet événement, et protestait qu'il eût « mieux aimé avoir les deux mains coupées que d'être coupable d'une si méchante action (2). » Comme si les mains de ce bourreau avaient eu le droit de protester contre un meurtre quelconque ! Le comte Louis soupçonna à l'instant et comprit parfaitement plus tard les véritables motifs du traitement chevaleresque qu'il avait reçu (3). Il savait bien que ces mêmes hommes l'auraient envoyé à l'échafaud s'il était tombé en leur pouvoir, et il sut estimer leur courtoisie à sa juste valeur.

Il avait été convenu par la capitulation que tous les soldats et les habitants de la ville qui avaient porté les armes sortiraient avec tout ce qui leur appartenait. Le reste de la population ne devait subir aucune vexation ni dans les personnes ni dans les biens (4). Les historiens ont cru en général que les vainqueurs avaient fidèlement observé les articles de cette convention (5). Jamais erreur ne fut plus grande. La capitulation eut lieu le 20 sep-

(1) Hoofdt, p. 265.

(2) *Lettre de Louis de Nassau à Charles IX* (1er juin 1573). Groen van Prinsterer, *Archives*, t. IV, p. 86.

(3) *Ibid.*

(4) Mendoza, t. VII, p. 157, 158. Bor, t. VII, p. 408, 409.

(5) Bor, Le Petit, Guicciardini.

tembre au soir ; elle ne contenait pas la clause désirée par Charles IX, c'est-à-dire le massacre de La Noue et de ses compagnons d'armes. Quant à Genlis et à ceux qui avaient été faits prisonniers en même temps que lui, ils avaient déjà été exécutés. La ville fut évacuée le 21 septembre ; le duc d'Albe y entra le 24. Une grande partie des volontaires étaient sortis avec la garnison ; un nombre considérable pourtant, comptant sur la parole du capitaine espagnol Molinos, s'étaient oubliés dans leurs adieux : ils furent tous jetés en prison (1). Noircarmes, le boucher de Valenciennes, apparut à Mons comme grand bailli du Hainaut. Il exerçait une autorité qu'il employa de façon à aggraver l'infamie qui s'est attachée à son nom. Violant ouvertement les termes de la capitulation, il commença son œuvre de meurtre et de pillage. Un Conseil des troubles, institué en imitation du Conseil de sang de Bruxelles, fut choisi par Noircarmes parmi les habitants de la ville (2). Le Conseil ouvrit sa carrière en condamnant tous les volontaires expressément compris dans la négociation. Les femmes et les enfants furent bannis, les biens confisqués. Les exécutions commencèrent le 15 décembre. L'intrépide de Leste, manufacturier en soieries, qui avait commandé un corps de volontaires et soutenu pendant le siége les assauts des troupes du duc au moment le plus critique, fut l'une des premières victimes (3). Il était gentilhomme, « et non parmi les plus malicieux ; » aussi mourut-il par l'épée. « En considération de sa belle fin, douce et catholique avec grande reconnaissance et repentance, on lui accorda la terre

(1) *Mons sous les rapports hist.* Paridaens (Mons, 1819), p. 77.

(2) Paridaens, p. 77-87.

(3) *Ibid.*

sainte (1). Beaucoup d'autres exécutions suivirent celle-là : les uns furent décapités, les autres pendus, quelques-uns furent brûlés vifs. Tous ceux qui avaient porté les armes ou travaillé aux fortifications furent condamnés à mort. Ceux qui refusaient de se confesser et de recevoir les sacrements étaient brûlés vifs. Un pauvre homme, accusé de s'être moqué des mystères sacrés, eut la langue arrachée avant d'être décapité (2). Un savetier, Blaize Bouzet, fut pendu pour avoir mangé de la soupe grasse un vendredi (3) ; il était aussi accusé de s'être rendu au prêche protestant, pour avoir part aux aumônes qu'on y distribuait (4), crime qui coûta la vie à un grand nombre de mendiants (5). Un vieillard de soixante-deux ans fut envoyé à l'échafaud pour avoir permis à son fils de porter les armes parmi les volontaires (6). Enfin, quand tous les prétextes manquaient pour justifier les exécutions, le conseil donnait comme motif de condamnation l'adhésion de cœur donnée par les victimes à la cause des insurgés ou aux doctrines de l'église réformée (7). Dix, douze, vingt personnes étaient pendues, brûlées ou décapitées le même jour (8). Des gibets, chargés de corps défigurés, bordaient les grandes routes, et Noircarmes excitait sans cesse la fureur de ses satellites

(1) *Sentence contre Pierre de Leste*. Altmeyer, *Une succursale au tribunal de sang*, p. 113. *Note*.

(2) Paridaens, *Sentences du 6 mars 1573 et autres*.

(3) Altmeyer, p. 120. *Archives judiciaires du Hainaut* (Registr. des sentences crimin.).

(4) Paridaens.

(5) *Ibid*.

(6) Paridaens, p. 82.

(7) *Ibid*., *Sentences du 6 mars et autres*.

(8) *Ibid*., p. 83. *Sentences* 1er, 5 *et* 31 *décembre* 1572 ; 1er *janvier*, 6 *mars* ; 10, 11, 13 *avril*, 9 *juillet* ; 26, 27 *août* 1573.

par l'espérance de son approbation (1). Ce monstre eût été peut-être moins odieux s'il eût été gouverné par un fanatisme aveugle ou par une passion politique; mais ses motifs étaient ignobles; c'était dans le but d'amasser des trésors qu'il ordonnait le carnage. En signant l'arrêt de mort de ses victimes, il rédigeait des ordres à son profit sur les biens confisqués (2). Il s'appropriait la part du lion dans le butin. Les terres de François de Clarges, seigneur d'Eslesmes, le tentaient; ce gentilhomme n'avait commis aucun crime, et vivait au delà de la frontière de France. Au mépris du droit international, Noircarmes fit envahir le territoire français, et on traîna M. d'Eslesmes devant le tribunal de Mons. Noircarmes avait rédigé d'avance, de sa propre main, l'acte d'accusation et la sentence. La victime était innocente et catholique, mais riche. Elle avoua s'être rendue deux fois au prêche par curiosité, et avoir omis de faire ses pâques l'année précédente. Ces crimes lui coûtèrent la vie, et ses biens furent adjugés, pour une somme insignifiante, au secrétaire de Noircarmes, qui enchérissait au nom de son maître (3). « Vous ne pouvez me faire de plus grand plaisir, » écrivait Noircarmes au conseil, « qu'en dépêchant au plus tôt ces rebelles, et en procédant à la confiscation de leurs biens meubles et immeubles. Ne manquez pas de faire mettre à la torture tous ceux desquels on peut tirer quelque chose (4). »

Malgré la docilité inouïe des commissaires, ils avaient quelque difficulté à obtenir de leur redoutable chef une part suffisante dans le prix du sang. Ils ne rougissaient

(1) Paridaens, *ibid.*
(2) *Ibid.*, p. 84.
(3) Paridaens, p. 85.
(4) Altmeyer, *Archives du Hainaut.*

pas d'étaler leur propre infamie, et d'énumérer leurs crimes pour justifier le désir d'obtenir un salaire plus élevé : « Considérez de près, » disaient-ils dans leur pétition, » tout l'odieux de notre charge, et le grand nombre de bannissements et d'exécutions que nous avons prononcés contre tous nos parents et amis (1). »

Il faut ajouter, pour pallier un peu les horribles crimes de ces hommes, que las enfin de leurs fonctions, ils pressèrent Noircarmes de s'arrêter. Longehaye, l'un des commissaires, se rendit chez lui en personne pour lui demander grâce pour les pauvres et les mendiants auxquels on pouvait pardonner bien qu'ils eussent porté les armes pendant le siége. Noircarmes, en fureur, dit que « s'il ne connaissait les commissaires pour gens de bien, il aurait opinion qu'ils avaient les mains engraissées (2). » Quand Longehaye s'aventura à dire encore un mot en faveur de certaines gens « pauvres et simples, non accusés de duplicité et bons catholiques, » il n'eut pas plus de succès. « Arrière ! » répliqua-t-il par grande furie, en ajoutant qu'il avait déjà donné l'ordre qu'on les exécutât tous. « Sur quoi, » disait le pauvre conseiller dans sa lettre à ses collègues, « je me retirai, je vous laisse à penser comment. »

L'œuvre continuait, les mois s'écoulaient. Jusqu'au 27 août de l'année suivante (1573), le bourreau n'eut pas un moment de repos, et quand Requesens, successeur du duc d'Albe, fit ouvrir les prisons de Mons, on y trouva encore soixante-quinze personnes condamnées à mort qui attendaient l'exécution de leur sentence (3).

(1) Paridaens, p. 86. Greffe de Mons.
(2) Altmeyer, *Lettre de Longehaye*, p. 125.
(3) Paridaens, p. 86.

Le plus terrible commentaire sur le temps où se passaient de pareilles atrocités est la rapidité avec laquelle on les oubliait. Les coupables cachaient les traces de leurs crimes, et les horreurs qui se succédaient sur d'autres points venaient effacer la mémoire de ces massacres et de ces spoliations obscures. La prospérité de Mons, l'une des villes manufacturières les plus riches et les plus florissantes des Pays-Bas, succomba sous de si rudes coups ; mais la misère était si grande dans la plupart des cités qu'on n'y faisait pas attention. Cependant, de nos jours, la chute d'une tour ruinée du vieux château de Naas est venue mettre au jour les archives de ces crimes, déposées en ce lieu sans qu'on sache pourquoi (1).

Les Espagnols avaient repris possession de Mons; l'insurrection momentanée du midi des Pays-Bas était finie. Les clefs de cette ville ouvrirent toutes les portes de la Flandre et du Brabant. Les cités qui venaient de reconnaître l'autorité du prince d'Orange se hâtèrent de le renier pour revenir à leur ancienne et lâche obéissance (2). Le duc d'Albe accepta les nouveaux serments de fidélité ; la belle ville de Malines fut seule choisie comme sacrifice et comme exemple.

Le duc devait des arrérages considérables aux troupes espagnoles. Pour les indemniser et pour accomplir sa prophétie blasphématoire sur le châtiment divin promis aux crimes de Malines, le gouverneur général abandonna la ville à ses troupes. Don Frédéric, d'après son ordre, s'avança jusqu'aux portes et demanda la reddition de la place. La garnison répondit par quelques coups de mousquet ; mais ces lâches soldats, après avoir

(1) Paridaens, p. 279, Note E.
(2) Bor, t. VI, p. 415.

ainsi plongé la ville dans une disgrâce plus profonde encore aux yeux du duc d'Albe qui lui reprochait déjà d'avoir reçu les rebelles au moment où elle venait de refuser d'admettre les troupes espagnoles, décampèrent pendant la nuit et laissèrent la place sans défense (1).

Le lendemain de grand matin, une longue procession de prêtres précédés de la crosse et de la mitre et suivis d'une foule de citoyens éplorés, sortit des portes de la ville dans l'espoir d'apaiser ainsi la colère du vainqueur. Pendant que les psaumes de la pénitence retentissaient, les soldats entassaient des branches sèches dans les fossés. Avant la fin des cérémonies religieuses, des milliers d'hommes armés avaient escaladé les murailles, forcé les portes, et s'étaient précipités dans la ville avec un empressement que l'espoir du pillage pouvait seul inpirer. Le sac de Malines commença. Amis et ennemis, protestants et catholiques furent également dépouillés. Toutes les maisons furent saccagées. « A peine resta-t-il un clou sur les murailles, » écrivait bientôt après de Bruxelles un Espagnol. Les troupes semblaient se croire dans une ville turque, et faisaient pleuvoir sur la cité cette vengeance divine que le duc d'Albe avait prédite, avec une ardeur qui mérita son approbation (2).

Cette horrible scène dura trois jours; le premier appartint aux Espagnols, les deux derniers aux Allemands et aux Wallons. Les églises, les monastères, toutes les maisons furent pillées. Tous les objets précieux qui s'y trouvaient, les ornements d'autels, les reliquaires, les calices, les

(1) Bor, t. VI, p. 409. Meteren, t. IV, p. 76.

(2) *Ibid.* — Hoofdt, t. VII, p. 266, 267. *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 1185. *Discours du pillage de Malines*, p. 409 (2 octobre 1572). Apud Willems, *Mengelingen van historisch vaderlandsten inhoud.*

rideaux brodés, les tapis de velours et de damas, les riches vêtements des prêtres, les ciboires, les vases des saintes hosties et des huiles consacrées, les habits et les bijoux qui ornaient les statues de la Vierge, tombèrent sans exception au pouvoir des soldats espagnols. Les saintes hosties furent foulées aux pieds, le vin consacré fut répandu sur la terre ; enfin toutes les horreurs commises par les iconoclastes au milieu de leur égarement, et qui avaient coûté la vie à des milliers d'hérétiques, furent répétées par les soldats du Christ, par des catholiques envoyés dans les Pays-Bas pour venger les insultes de la religion catholique. La soif du butin, non le fanatisme, animait cette horde sacrilége. Les maisons des catholiques romains furent pillées comme celles des calvinistes, peu nombreux à la vérité dans la ville archiépiscopale. Le palais du cardinal Granvelle fut saccagé. Les fonds des pauvres, déposés dans les couvents, ne furent pas respectés. On fit sortir de leurs lits des femmes infirmes et mourantes, les abbesses comme les malades des hôpitaux, pour mettre en pièces les matelas dans l'espoir d'y trouver des trésors cachés (1).

Les iconoclastes de 1566 avaient détruit des objets d'une valeur incalculable pour l'amour d'une idée, mais ils n'avaient rien volé. En outre ils avaient épargné presque toujours les créatures humaines, et n'avaient porté leur rage que sur les images taillées. Les Espagnols à Malines ne respectèrent ni les hommes ni les femmes. Les meurtres et les outrages qu'on raconte seraient incroyables s'ils n'étaient certifiés par les témoins catholiques les plus respectables. Les hommes furent

(1) *Discours du pillage de Malines*, p. 406-409 (2 octobre 1572).

assassinés dans leurs maisons, dans les rues, devant les autels. Les femmes furent insultées par centaines dans les églises et dans les cimetières (1). Le sac de la ville avait été résolu de sang-froid, et fut accompli jusqu'au bout. Les généraux avaient donné leur sanction ; Don Frédéric de Toledo et M. de Noircarmes étaient présents; on les conjura vainement d'arrêter le carnage. « On les avait vus se parler à l'oreille en entrant dans la ville, » dit un catholique, témoin oculaire, «et on savait bien que l'affaire avait été résolue la veille. Ils ne se quittèrent pas tant qu'ils restèrent dans la place (2). » L'œuvre était accomplie. Jean Richardot, catholique exalté, membre du grand conseil et neveu de l'évêque d'Arras, prévint le conseil d'État que le sac de Malines avait été si complet que les pauvres mères n'avaient pas un morceau de pain à mettre dans la bouche de leurs enfants qui se mouraient sous leurs yeux, tant l'avarice des vainqueurs avait été cruelle et insensée : « J'en pourrais dire davantage, » ajoutait-il, « si mes cheveux ne se dressaient pas d'horreur, non-seulement en racontant, mais en me rappelant cette scène (3). »

(1) *Discours*, etc., p. 415.
(2) *Ibid.*, p. 411, 412.
(3) *Lettre de Jean Richardot*, dans le Rapport au ministre de l'intérieur sur les Archives de Lille, de M. Gachard, p. 234.

CHAPITRE VIII.

Affaires de Hollande et de Zélande. — Siége de Tergoes par les patriotes. — Importance de la place. — Difficulté de la délivrer. — Position de la ville. — Projet hardi pour faire passer des secours par le « pays noyé. » — Expédition brillante de Mondragon. — Son succès. — Le siége est levé. — Sac de Zutphen. — Lâche conduite du comte Van den Berg. — Naarden refuse de se rendre. — Députation envoyée plus tard sans succès à don Frédéric pour capituler. — Don Frédéric devant Naarden. — Perfidie de Romero. — Les Espagnols sont admis dans la place. — Massacre de la garnison et des bourgeois. — La ville est brûlée. — Bonne réception du prince d'Orange en Hollande. — Négociation secrète avec les États. — Caractère désespéré de la lutte entre l'Espagne et les Provinces. — Don Frédéric à Amsterdam. — Projets pour la réduction de la Hollande. Escarmouche sur la glace à Amsterdam. — Préparatifs faits à Harlem pour le siége. — Description de la ville. — Premières opérations. — La place est complétement investie. — Nombre des assiégeants et des assiégés. — Cruautés réciproques. — Le premier assaut est repoussé. — L'expédition de Batenbourg échoue. — Cruautés dans la ville et dans le camp. — Mines et contre-mines. — Le second assaut est victorieusement repoussé. — Souffrances et maladies dans Harlem. — Don Frédéric a envie de se retirer. — Le duc d'Albe le reprend sévèrement. — Efforts du prince d'Orange pour délivrer la ville. — Expédition de Sonoy. — Exploit de Jean Haring. — Cruelle exécution des prisonniers des deux parts. — Quiryn Dirkzoon et sa famille sont mis à mort dans la ville. — Flottes sur le lac. — Défaite de la flotte des patriotes. — Souffrance et famine dans la ville. — On parlemente avec les assiégeants. — Désespoir des assiégés. — Ils font un appel au prince d'Orange. — Batenbourg entreprend de délivrer la ville; il est défait et tué. — Situation désespérée de Harlem. — La ville se rend à discrétion. — Sanguinaires exécutions.

— Massacre général. — Ce que la victoire coûta d'hommes et d'argent. — Joie de Philippe en apprenant la prise de Harlem.

Pendant que le Brabant et la Flandre étaient contraints, à coups de fouet, de reprendre les chaînes qu'ils venaient de briser, les affaires du prince d'Orange ne faisaient pas de progrès en Zélande. Jamais une année n'apporta des fortunes plus diverses; jamais les promesses du printemps ne furent plus cruellement déçues par les revers et les désappointements de l'automne qu'en 1572. Dans l'île de Walcheren, Middlebourg et Arnemuyde tenaient encore pour le roi, Campveer et Flessingue pour le prince d'Orange. Dans l'île de la Béveland méridionale, la petite ville de Goes, ou Tergoes, était résolûment défendue par une petite garnison espagnole. Tant que cette place tenait encore, la ville de Middlebourg pouvait résister, et de là dépendait la puissance des Espagnols dans l'île de Walcheren et la province de Zélande.

Jérôme de Zeraerts, brave et fidèle officier, constamment malheureux à la guerre, commandait pour le prince à Walcheren (1). Il avait tenté d'occuper ses turbulents soldats par plusieurs expéditions conçues à la hâte, mais ses efforts n'avaient pas été couronnés de succès. Il avait mis le siége devant Middlebourg et n'avait pas réussi. Il avait entrepris d'attaquer Tergoes et avait été contraint de se retirer. A son retour, les citoyens de Flessingue lui avaient fermé leurs portes et avaient refusé pendant plusieurs jours de l'admettre ainsi que ses troupes (2). Pour se laver de cette honte, due à l'insubordination

(1) Bor, t. VI, p. 392.
(2) *Ibid.*, p. 394.

de ses hommes et à la haine que les soldats avaient conçue pour lui plutôt qu'à un défaut de courage ou d'habileté de sa part, il assembla un corps de sept mille hommes, marcha contre Tergoes et commença un siége en règle (1). La garnison était insuffisante, et malgré la bravoure des Espagnols, il était évident qu'ils seraient obligés de céder s'ils ne recevaient pas de renforts. La reddition de Tergoes entraînait la perte de la Zélande, et le duc ordonna en conséquence à d'Avila, qui commandait à Anvers, de jeter, sans retard, du secours dans la place. Les efforts tentés par terre et par mer restèrent sans succès. Les Zélandais étaient maîtres de la mer, grâce à leur flotte, et ils connaissaient trop bien les sables et les tourbillons de l'Océan pour ne pas l'emporter sur leurs ennemis. Déjoués dans leurs tentatives pour secourir la ville par terre ou par eau, les Espagnols conçurent un projet qui amena l'un des plus brillants faits d'armes de la guerre.

L'Escaut, qui coule au delà d'Anvers et sépare le Brabant de la Flandre, se divise en deux bras fort éloignés l'un de l'autre avant de se jeter dans la mer. L'île de Zélande est située entre les deux branches du fleuve, et semble flotter sur les vagues qui la couvrent à demi. La ville de Tergoes était la principale de la Béveland méridionale, partie importante de ce petit archipel; mais la Béveland méridionale n'avait pas toujours été une île. Cinquante ans auparavant, une tempête, l'une des plus violentes qui soient rapportées dans les orageuses annales du pays, avait renversé toutes les digues (2): l'océan Germa-

(1) Bor, t. VI, p. 394.

(2) Mendoza, t. VIII, p. 166. Gucciardini, Bentivoglio, t. VII, p. 109-114.

nique, poussé par le vent du nord, avait battu les côtes de la Zélande avec trop de violence pour que les vagues pussent trouver un débouché dans le pas de Calais. Les digues avaient été rompues ; l'Océan avait envahi la terre ferme; des centaines de villages avaient été détruits, et une assez grande étendue de pays avait disparu à jamais sous les flots. Le « pays noyé (1), » comme on l'appelait, séparait l'île de la mer. A la marée basse, les pilotes expérimentés pouvaient traverser à gué la petite baie qui avait remplacé le sol cultivable. La profondeur était en moyenne de trois à quatre pieds à marée basse, la mer en montant élevait ce niveau à neuf ou dix pieds ; le fond était marécageux et mouvant, et trois courants d'eau trop profonde pour être passée à gué traversaient le détroit (2).

Le capitaine Plomaerts, Flamand très-brave et de grande expérience, fort attaché à la cause royale, conçut l'idée d'envoyer des secours par le pays noyé aux défenseurs de Tergoes. Accompagné de deux paysans qui connaissaient bien le sentier, il accomplit deux fois ce dangereux et difficile trajet long de quatre lieues. Convaincu alors qu'on pouvait effectuer l'entreprise, il développa son plan à un colonel espagnol, M. de Mondragon (3).

Ce courageux vétéran accepta aussitôt la proposition, examina le terrain, et après s'être entendu avec Sancho d'Avila, il résolut de conduire en personne une expédition par le sentier indiqué par le capitaine Plomaerts. Trois mille hommes choisis, Espagnols (4), Wallons et

(1) Bor, t. VI, p. 394.
(2) Bor, Hoofdt, Mendoza, Bentivoglio.
(3) Hoofdt, t. VII, p. 270, 271. Bentivoglio, t. VI, p. 3.
(4) Bentivoglio, t. VI, p. 112.

Allemands furent promptement et secrètement appelés à Berg-op-Zoom; le détachement devait partir d'un village des environs nommé Aggier (1). On plaça dans des sacs une provision de pain et de poudre que les soldats devaient porter sur leur tête. L'automne était avancé, mais le temps était propice; les troupes, ignorant le service auquel elles étaient destinées, étaient déjà rassemblées au bord de l'eau, lorsque M. de Mondragon qui, malgré son âge, avait résolu de diriger lui-même cette dangereuse tentative, leur expliqua en quelques mots la nature de l'expédition, le 20 octobre au soir. La description des dangers qu'ils allaient courir enflamma le courage des soldats. L'enthousiasme arriva au comble quand le colonel parla de l'importance de la ville qu'il s'agissait de sauver, et raconta la gloire qui attendait ceux qui allaient la secourir. La marée basse arrivait. Le vétéran, précédé seulement du capitaine Plomaerts et des guides, se plongea résolûment dans les flots, suivi de son armée qui marchait à la file. L'eau s'élevait presque à la poitrine, parfois jusqu'aux épaules des hommes. La distance devait être parcourue en six heures, avant que la marée montante vînt engloutir les troupes. A travers un passage glissant et où les pieds ne trouvaient souvent point d'appui, ces hardis soldats poursuivirent leur marche pendant cinq heures, nageant parfois, et luttant toujours avec les vagues qui menaçaient sans cesse de les emporter.

La mer montait, et le jour n'était pas encore levé quand le détachement mit le pied sur la terre ferme, près du village d'Irseken. Neuf hommes seulement s'étaient

(1) Bor, t. VI, p. 394.

noyés, tant le courage et la discipline avaient su triompher des flots et des ténèbres (1). Le duc d'Albe avait le droit de dire qu'il n'y avait dans les annales militaires pas beaucoup de faits d'armes plus brillants et plus originaux (2). On alluma des feux sur le rivage pour apprendre à Sancho d'Avila, qui attendait avec inquiétude à Berg-op-Zoom, l'heureuse arrivée des troupes. Les soldats se reposèrent un moment; puis à l'approche du jour, ils partirent d'Irseken située à quatre lieues de Tergoes; la nouvelle de leur arrivée se répandit devant eux; on disait partout que les Espagnols venaient de surgir des flots; les assiégeants tenaient la terre par leur armée, l'Océan par leur flotte, mais les indomptables Espagnols avaient trouvé un chemin qui n'était ni sur la terre ni sur la mer, et avaient dérobé leur marche à la faveur de la nuit. La terreur de leur arrivée précéda l'attaque; l'ennemi était fort supérieur en nombre, mais Zeraerts ne put obtenir de ses soldats la moindre résistance. L'armée patriote se réfugia précipitamment sur les vaisseaux pendant que les Espagnols poursuivaient et détruisaient l'arrière-garde au moment où elle allait s'embarquer. La vaillante petite garnison reçut alors les braves vétérans qui étaient si héroïquement venus à son secours. Après avoir ainsi brillamment accompli son entreprise, le bon vieux Mondragon (3), comme l'appelaient ses soldats, retourna en Brabant (4).

Après la prise de Mons et le sac de Malines, le duc

(1) Bentivoglio, Mendoza, Bor, Hoofdt, *ubi sup.* Meteren, t. IV, p. 76, 77.

(2) *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 1179.

(3) *Ibid.*

(4) Bentivoglio, Bor, Mendoza, Hoofdt, Meteren, *ubi sup.*

d'Albe avait pris le chemin de Nimègue, ayant dépêché son fils, don Frédéric, pour réduire les villes du Nord et de l'Est déjà trop disposées à se soumettre au vainqueur. Les cités qui avaient embrassé avec un si grand enthousiasme, peu de temps auparavant, la cause du prince d'Orange, firent à peine quelque résistance. Zutphen tenta de s'opposer à l'entrée des troupes royales, et reçut en récompense un cruel châtiment. Le duc d'Albe envoya à son fils l'ordre de ne pas laisser un seul homme en vie, et de brûler toutes les maisons (1). Don Frédéric obéit à la lettre ; en entrant à Zutphen, il fit à l'instant passer la garnison au fil de l'épée. Les citoyens devinrent une proie facile ; les uns furent poignardés dans les rues, les autres pendus aux arbres des promenades, quelques-uns dépouillés de leurs vêtements et chassés dans la campagne pour y mourir de froid. L'œuvre de destruction devenant trop fatigante pour les bourreaux, on attacha deux à deux cinq cents bourgeois, puis on les jeta dans l'Yssel. Quelques personnes avaient réussi d'abord à s'échapper, mais on les découvrit dans leurs cachettes, et on les suspendit au gibet par les pieds pour y attendre la mort pendant de longues journées de tortures. Il est inutile d'ajouter que les femmes de Zutphen subirent tous les outrages qui accompagnaient d'ordinaire l'entrée des troupes espagnoles dans une ville conquise (2).

L'attaque et le massacre avaient été si soudains que tout secours eût été impossible si on eût eu quelque velléité de le tenter. Mais personne n'y pensait ; tout le

(1) *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 1180.

(2) *Ibid.* Bor, t. VI, p. 415. Hoofdt, t. VII, p. 274. Meteren, t. IV, p. 78. Comp. Mendoza, t. VIII, p. 172. Bentivoglio, t. VII, p. 114.

pays, à l'exception des provinces de Hollande et de Zélande, était rentré sous le joug. Personne n'osa même s'approcher pour apprendre ce qui s'était passé dans la ville : « On a entendu, dimanche dernier, s'élever des cris d'angoisse du côté de Zutphen, comme s'il y avait un grand massacre, » écrivait le comte Nieuwenaer, « mais nous ne savons ce que c'est (1). »

Le comte Van den Berg, beau-frère du prince d'Orange, se montra indigne de la noble race à laquelle il s'était allié. Il avait reçu, au commencement de l'année, l'hommage des cités de la Gueldre et d'Overyssel, au nom du libérateur. Il abandonna lâchement le champ de bataille sur lequel il avait cherché à cueillir des lauriers au moment du succès. Après avoir écrit de Kampen, où il s'était réfugié, qu'il défendrait la ville jusqu'au dernier soupir, il prit secrètement la fuite, et quitta le pays (2). Il fut pillé par ses gens au moment où il se sauvait, et sa femme, Marie de Nassau, sur le point d'accoucher, resta cachée dans un petit village sous les habits d'une paysanne (3).

Aussitôt après la fuite du comte Van den Berg, les villes qui avaient arboré à son instigation l'étendard du prince d'Orange abandonnèrent sa cause. Robles remporta en Frise la victoire sur six mille patriotes, et la province rentra sous le joug. Mais si le cœur des libres Frisons avait perdu son ancien courage, leurs frères de l'autre bord du Zuyderzée l'avaient conservé. Ce n'était pas au moment où Guillaume d'Orange venait de se retirer en Hollande, pour y chercher l'asile que lui refu-

(1) *Archives de la maison d'Orange*, t. IV, p. 28.
(2) Bor, t. IV, p. 415. Meteren, t. IV, p. 78. Hoofdt, p. VII, p. 274.
(3) *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 1186.

saient tant de villes traîtres à sa cause, que la fière province pouvait suivre un si lâche exemple. La rébellion s'étant ainsi réfugiée dans les extrémités nord-ouest des Pays-Bas, don Frédéric reçut l'ordre de marcher de Zutphen à Amsterdam, pour entreprendre la conquête de la Hollande. La petite ville de Naarden, située sur les bords du Zuyderzée et qui se trouvait sur le passage des Espagnols, n'avait pas fait de soumission officielle. Le 22 novembre, cent hommes se présentèrent aux portes de la ville pour demander sa reddition. La petite garnison laissée par le prince n'avait pas grande envie de résister, mais les bourgeois avaient le cœur plus haut que leurs murailles. Ils répondirent à la sommation qu'ils avaient tenu jusque-là cette place pour le roi et le prince d'Orange, et qu'avec l'aide de Dieu, ils comptaient continuer. Au moment où les cavaliers s'éloignèrent avec cette réponse (1), un fou, nommé Adrien, monta sur les remparts, et déchargea sur eux une couleuvrine. Personne ne fut blessé, mais le défi des citoyens et le coup tiré par un insensé devaient recevoir une cruelle réponse.

Cependant les habitants, sachant bien que leur ville était mal fortifiée et dépourvue de soldats, d'armes et de munitions, envoyèrent de pressants messages à Sonoy et aux autres généraux patriotes postés dans les environs pour demander du secours. Les envoyés revinrent les mains vides. Ils rapportaient beaucoup de promesses et un peu de poudre, mais on n'envoyait pas un homme d'armes, pas un ducat, pas une pièce de canon. Les chefs les plus influents conseillaient en outre

(1) Bor, t. VI, p. 417.

de conclure une capitulation honorable, s'il en était encore temps (1).

Les bourgeois de la petite ville, ainsi repoussés, virent qu'ils ne pouvaient soutenir leur fière attitude. Ils envoyèrent donc le 1er décembre, leur bourgmestre accompagné d'un sénateur à Amersfoort, pour traiter, s'il était possible, avec don Frédéric (2). Quand les envoyés se présentèrent, on refusa de les introduire en la présence du général. L'armée avait reçu l'ordre de marcher sur Naarden, et on leur fit dire de suivre l'avant-garde, et d'attendre la réponse aux portes de la ville. L'impression produite sur les délégués par ces termes menaçants fut confirmée par les avertissements de leurs amis d'Amersfoort qui les conjurèrent de ne pas retourner à Naarden. Le bourgmestre Laurentzoon profita de l'avis. Lorsque les deux députés eurent fait un bout de chemin, il se laissa glisser du traîneau en abandonnant son manteau : « Adieu, dit-il tranquillement à son compagnon en l'abandonnant à son malheureux sort, je n'ai pas envie de me risquer dans Naarden pour le moment (3). » L'autre sénateur qui ne put se résoudre à abandonner sa femme, ses enfants et ses concitoyens au moment du danger, continua sa route avec le même calme, pour aller partager le destin qui les menaçait.

L'armée arriva à Bussem, à une demi-lieue de Naarden, dans la soirée. Là don Frédéric établit son quartier général et commença à investir la ville. Le sénateur Gerrit reçut l'ordre de rentrer à Naarden, et de revenir le lendemain avec une députation plus nombreuse, munie de

(1) Bor, t. VI, p. 417.
(2) *Ibid.*, Hoofdt, t. VII, p. 370.
(3) Bor, t. VI, p. 417

pouvoirs pour la reddition de la place. Le délégué reparut le jour suivant, accompagné de Lambert Hortensius, recteur de l'Académie latine, et de quatre bourgeois. Avant que ces envoyés fussent arrivés à Bussem, ils rencontrèrent Julien Romero, qui était chargé par don Frédéric de traiter avec eux. Il demanda les clefs de la ville, et promit solennellement que la vie et les biens de tous les habitants seraient respectés. Don Julien frappa trois fois dans la main de Lambert Hortensius en gage de cette assurance. Comptant sur la parole d'un soldat, les commissaires n'exigèrent point d'engagement écrit, et rendirent les clefs de la ville dans laquelle Romero entra aussitôt avec eux à la tête de cinq ou six cents mousquetaires (1).

Toutes les ménagères de la cité se mirent à l'œuvre pour préparer un somptueux festin aux hôtes qui venaient de leur arriver; pendant que les soldats espagnols y faisaient honneur, le sénateur Gerrit recevait chez lui le colonel et ses officiers (2). Après le repas, Romero, accompagné du maître de la maison, sortit pour se promener sur la place. La grande cloche sonnait, et tous les bourgeois avaient été sommés de se rendre dans l'église du Gast-Huis, qui servait alors d'hôtel de ville (3). Quelques minutes après cinq cents personnes s'y trouvaient rassemblées, et attendaient tranquillement qu'on vînt leur proposer les mesures sur lesquelles elles devaient délibérer. Tout à coup, un prêtre, qui marchait de long en large devant la porte de l'église, entra pour inviter les citoyens à se préparer à la mort. L'avis, la préparation

(1) Bor, *ibid.* Hoofdt, t. VII, p. 277.
(2) Hoofdt, t. VII, p. 278.
(3) *Ibid.*

et le supplice furent l'affaire d'un instant (1). La porte s'ouvrit brusquement, et une troupe d'Espagnols armés se précipita dans le saint édifice. Ils tirèrent d'abord sur cette foule sans défense, puis s'élancèrent sur leurs victimes l'épée et le poignard à la main. Un cri de désespoir échappa aux malheureux bourgeois quand ils lurent sur le féroce visage de leurs bourreaux que toute espérance était vaine. Le carnage fut prompt et facile. Au bout d'un moment, tout fut fini ; au nombre des morts, était le sénateur Gerrit dont le commandant espagnol venait de quitter la table. On mit le feu à l'église, et les morts et les mourants furent réduits en cendres (2).

Enflammés, mais non rassasiés de vengeance, les Espagnols se précipitèrent dans les rues, pour y chercher de nouvelles victimes. Toutes les maisons furent pillées, et les citoyens furent contraints de porter le butin au camp, où ils recevaient la mort pour récompense. On mit le feu à la ville dans toutes les directions, afin d'obliger les bourgeois à sortir de leurs retraites. Dès que les ennemis les apercevaient, ils les massacraient aussitôt. Les uns furent tués à coups de rapière, les autres taillés en pièces à coups de hache; quelques-uns furent entourés par des soldats ivres de sang, qui à la lueur de l'incendie se jetaient leurs victimes les uns aux autres pour les recevoir sur la pointe des lances, et se divertir de leur agonie. Ceux qui résistaient étaient empalés vivants comme des poissons, et abandonnés à cette lente torture (3). Les soldats enivrés par le spectacle de tant d'horreurs ouvraient les veines de leurs

(1) Hoofdt, t. VII, p. 278.
(2) Bor, Hoofdt, *ubi sup.*
(3) Hoofdt, t. VII, p. 279.

victimes pour boire leur sang comme du vin(1). Quelques-uns des bourgeois furent contraints de voir insulter leurs femmes et leurs filles pour mourir ensuite avec ces infortunées (2). Nulle église, nulle demeure ne resta sacrée pour les barbares. Les hommes étaient assassinés, les femmes outragées devant les autels, dans les rues, dans les maisons enflammées. La vie de Lambert Hortensius fut épargnée par égard pour sa science et son génie, mais il vit son fils unique mourir devant ses yeux (3), et ses bourreaux lui arracher le cœur. Presque personne ne réussit à s'échapper, si ce n'est par accident. Un assez grand nombre de bourgeois cherchèrent à se sauver dans les champs à travers la neige. On les poursuivit, on les dépouilla de leurs vêtements, on les suspendit aux arbres par les pieds pour y mourir de froid et de souffrance. La mort ne se fit pas attendre pour la plupart, mais une vingtaine de gens riches réussirent, après de longues tortures, à racheter leur vie. Le bourgmestre Lambertzoon ne fut pas aussi heureux. On savait qu'il était opulent, et on le mit à la question en lui plaçant la plante des pieds devant un feu ardent. Il promit de payer une énorme rançon à condition de conserver la vie, mais à peine avait-il achevé de compter la somme convenue, que don Frédéric donna l'ordre de le pendre devant sa porte ; ses membres furent cloués ensuite sur les portes de la ville (4).

La population de Naarden était presque complétement détruite. Don Frédéric défendit sous peine de mort qu'on

(1) Hoofdt, *ibid.*
(2) Bor, Hoofdt, *ubi sup.*
(3) Bor, t. VI, p. 420. Hoofdt.
(4) Hoofdt, t. VII, p. 280.

donnât asile aux fugitifs. Il refusa également à ses victimes tout ce qu'il pouvait leur refuser, un tombeau. Pendant trois semaines, les cadavres encombrèrent les rues de la ville, et les pauvres femmes qui avaient pu échapper au massacre, et qui se cachaient dans les ruines de leurs maisons, ne pouvaient faire un pas sans fouler aux pieds les restes défigurés de leurs maris, de leurs frères ou de leurs pères. Tel était l'ordre exprès de celui que ses flatteurs appelaient « le plus divin génie qu'on eût jamais connu. » Peu après, arriva l'ordre de démanteler les fortifications, et de raser la ville. L'œuvre était accomplie, Naarden disparut pour longtemps de la surface de la terre (1).

Le duc d'Albe écrivit au roi, avec sa complaisance ordinaire pour ce genre d'exécution, « qu'on avait coupé la gorge à toute la garnison et aux bourgeois, et qu'on n'avait pas laissé en vie un seul fils de femme (2). » L'assertion était presque absolument vraie, et les phrases de piété qui accompagnaient le récit de ces horreurs étaient aussi odieuses que le crime même. « C'est par la permission de Dieu, « dit le duc, « que ces gens ont osé entreprendre la défense d'une place si faible que personne n'eût pu en concevoir la pensée (3). » La réflexion de Mendoza n'était pas moins dévote : « Le sac de Naarden, » dit ce brave et intelligent cavalier, « a été un châtiment exprès de la divine Providence contre la ville qui avait été la première le nid de l'hérésie qui s'est répandue de là dans les autres villes de Hollande (4). »

(1) Bor, t. VI, p. 419. Hoofdt, t. VII, p. 280. Meteren, t. IV, p. 78.
(2) *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 1186.
(3) *Ibid.*
(4) Mendoza, t. VIII, p. 173. Comp. Wagenaer, *Vaderl. Hist.*, t. VI, p. 403-408. Meteren, t. IV, p. 78. Bentivoglio, p. VI, p. 115.

Ce n'est pas sans effort et pourtant c'est avec une ferme résolution que l'historien doit raconter fidèlement de tels événements. Il serait honteux d'affaiblir la vérité, il est impossible de l'exagérer. Il est bon que le monde se souvienne des maux qu'une seule nation a pu endurer sous la main du despotisme et au nom de Dieu. Les langues et les plumes n'ont pas manqué pour raconter les excès commis par le peuple lorsqu'il a échappé de temps en temps à la servitude pour tomber dans la folie. Il est bon que ces crimes soient souvent médités et rappelés, mais il n'est pas inutile de contempler aussi le revers de la médaille. La tyrannie toujours ancienne et toujours renaissante, reparaissant toujours sous ses traits de pierre, avec le masque imposant qu'elle porte à travers les siècles, ne saurait être retracée trop minutieusement, surtout lorsqu'elle a pris soin de faire elle-même son portrait et que ses amis nous fournissent la confession secrète de ses crimes. Plus nous la regarderons de près, plus nous porterons d'attachement à la liberté populaire.

L'histoire de l'administration du duc d'Albe dans les Pays-Bas est un de ces récits qui nous frappent d'étonnement. Comment le Tout-Puissant a-t-il permis qu'on commît de tels forfaits en son saint nom? Était-il nécessaire que tant de générations suivissent ce chemin sanglant pour conquérir à leurs descendants les bienfaits de la liberté civile et religieuse? Était-il nécessaire que le duc d'Albe ravageât par le fer et le feu un pays inoffensif, et que la désolation atteignît une nation heureuse pour que le noble et héroïque caractère de Guillaume d'Orange pût se détacher comme une statue antique d'un marbre sans tache, sur un ciel orageux et sombre?

Après avoir licencié l'armée qu'il avait si inutilement conduite au secours de Mons, le prince s'était rendu en Hollande. Il était arrivé à Kampen peu de temps avant la défection de cette ville. De là, il avait traversé le Zuyderzée pour entrer dans Enckuyzen (1). Il était arrivé non en conquérant, mais comme un proscrit et un vaincu en Hollande, la seule province qui lui restât fidèle à travers la bonne et la mauvaise fortune. Mais il y avait dans ce froid pays de nobles cœurs qui accueillirent Guillaume d'Orange à cette triste époque avec plus de respect et d'affection que les vainqueurs les plus fiers n'en ont souvent trouvé après une série de victoires. Il était suivi de soixante-dix hommes seulement ; c'était tout ce qui restait des vingt mille hommes qu'il avait levés en Allemagne pour la seconde fois, et il sentait que le moment de recruter une troisième armée n'était pas arrivé. Il venait partager le sort de la Hollande s'il ne pouvait parvenir à la délivrer. Il allait de ville en ville, conférant avec les magistrats et les citoyens, pour régler les affaires de la paix et de la guerre (2). Les États des Provinces s'étaient assemblés à Harlem sur sa requête. L'assemblée lui demanda d'exposer, si cela était possible, les projets et les moyens qu'il pouvait imaginer pour continuer la résistance au duc d'Albe. Sur cette prière le prince développa ses plans dans une séance secrète, et communiqua aux États ses espérances pour l'avenir de la cause (3). On ne retrouve nulle part ce discours. L'injonction du secret empêcha sans doute de rédiger un procès-verbal de la séance. Il est probable

(1) Bor, t. VI, p. 414. Hoofdt, t. VII, 264.
(2) *Lettre de Sainte-Aldegonde*, *Archives*, t. I, p. 22.
(3) Bor, t. IV, p. 414. Wagenaer, *Vaderl. Hist.*, t. VI, p. 396, 397.

que le prince entra, sur ses négociations avec l'Angleterre et sur la possibilité de voir le comte Louis renouer des relations avec la cour de France, dans des détails dangereux à rendre alors publics.

Après le sac de Naarden, don Frédéric se rendit en toute hâte à Amsterdam (1) où le duc avait alors établi son quartier général, pour y recevoir l'approbation de son père sur l'œuvre qu'il venait d'accomplir avec tant de succès. Les compliments du roi suivirent de près les applaudissements du duc d'Albe, et le gouverneur général reçut une lettre de Philippe écrite au moment de l'arrivée des nouvelles, pour le féliciter de ce que don Frédéric se montrait le digne fils de son père (2). Le père et le fils avaient une nouvelle besogne devant eux. Amsterdam était la seule ville de Hollande qui tînt pour le duc, et il était décidé à reconquérir de là toute la province. Le prince d'Orange s'était établi dans la partie méridionale ; Dietrich Sonoy, son lieutenant, tenait la Nord-Hollande (3). La ville de Harlem se trouvait entre les deux parties, sur un point où la terre ferme n'a pas deux lieues d'étendue. La chute de cette ville devait couper en deux la province, empêcher les forces patriotes de se rallier, et rendre, croyait-on, toute résistance impossible.

Les habitants de Harlem sentaient le danger. Le comte de Bossu, stathouder du duc d'Albe en Hollande, avait officiellement annoncé que le système pratiqué à Malines, à Zutphen et à Naarden, était l'invariable politique du gouvernement. Le représentant du roi avait proclamé la

(1) Bor, p. 420, 421.
(2) *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 1197.
(3) Bor, t. VI, p. 424.

résolution d'exterminer les hommes, les femmes et les enfants dans toutes les villes qui résisteraient à son autorité (1). Mais cette déclaration avait eu un effet contraire à celui qu'on attendait. Le cœur des Hollandais s'endurcit au lieu de se laisser effrayer par le sort de Naarden (2). Un heureux incident survint alors et parut de bon augure pour la lutte qui allait commencer. Une petite flottille de bâtiments de guerre appartenant à la Hollande avait été prise par les glaces dans le voisinage d'Amsterdam. Don Frédéric, en arrivant à Naarden, avait envoyé un corps d'élite pour attaquer les navires prisonniers. Les épuipages s'étaient fortifiés, en creusant un retranchement profond autour de la flotte qui devint ainsi une citadelle imprenable. De là sortit un détachement de mousquetaires bien armés et munis de patins qui s'avancèrent au-devant des assaillants. Une escarmouche courte, mais très-brillante, eut lieu alors, et les Hollandais accoutumés à se mouvoir sur la glace, triomphèrent aisément de leurs antagonistes, qui laissèrent un grand nombre de morts sur le terrain (3). « On n'avait jamais vu des arquebusiers se battre sur la mer glacée (4) », écrivait le duc d'Albe. Vingt-quatre heures après, le dégel était venu délivrer les vaisseaux qui entrèrent dans le port d'Enckuyzen ; la gelée qui reprit presque aussitôt rendit toute poursuite impossible (5).

Les Espagnols furent fort étonnés des manœuvres que leurs ennemis exécutaient sur la glace. Il est amusant de

(1) Bor, p. 417.

(2) *Ibid.*, p. 420. Hoofdt, t. VII, p. 280, 281. Meteren, t. IV, p. 78. Bentivoglio, t. VI, p. 115.

(3) Mendoza, t. VII, p. 173.

(4) *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 1186.

(5) Hoofdt, t. VII, p. 281.

lire leurs longues descriptions des merveilleux instruments qui permettaient aux Hollandais d'en venir en glissant aux mains avec un ennemi supérieur en nombre, de triompher avec éclat, et de disparaître aussitôt. Les Espagnols ne s'effrayaient jamais, et étaient toujours disposés à recevoir des leçons, même de leurs ennemis. Le duc d'Albe fit commander sept mille paires de patins, et ses soldats apprirent bientôt à opérer les évolutions militaires avec autant de hardiesse, sinon avec autant de grâce que les Hollandais (1).

Quelques magistrats de Harlem, en dépit du sentiment qui animait la Province, commençaient à trembler à l'approche du danger. Ils furent assez lâches pour entrer en relation secrète avec le duc d'Albe, et envoyer trois agents à Amsterdam. L'un d'eux eut la prudence de rester avec les Espagnols. Les deux autres furent arrêtés à leur retour, jugés et exécutés (2). Pendant que ces émissaires étaient absents, le brave commandant de la petite garnison, Ripperda, avait rassemblé les bourgeois et les soldats sur la place du Marché. Il les avait prévenus de la nécessité de faire un effort suprême pour la liberté. Il leur avait dépeint le sort de Malines, de Zutphen et de Naarden, en les avertissant que le même destin les attendait s'ils étaient assez lâches pour rendre la ville. Il n'était pas possible, disait-il, d'entrer en composition avec des ennemis aussi perfides que sanguinaires, et dont la cruauté était excitée, non assouvie, par les horreurs qu'ils venaient de commettre (3).

Ripperda s'adressait à des hommes qui pouvaient

(1) Bentivoglio, t. VII, p. 122. Mendoza, t. VIII, p. 173.
(2) Bor, t. VI, p. 420, 421. Hoofdt, t. VII, p. 282. Meteren, t. IV, p. 78.
(3) *Ibid.*

comprendre et partager ses fiers sentiments. Les soldats et les bourgeois s'écrièrent tous d'une voix qu'il fallait défendre la ville ; il n'y eut de lâches à Harlem que parmi les magistrats, et Sainte-Aldegonde, le fidèle ministre du prince d'Orange, arriva bientôt pour opérer dans ce corps une réforme complète (1).

Harlem, sur les ruines de laquelle le tyran espagnol comptait entrer en Hollande, est située dans l'endroit le plus étroit de l'itshme qui sépare le Zuyderzée de l'océan Germanique. La distance d'une rive à l'autre ne dépasse pas deux lieues ; à l'ouest de la ville s'étendait une prairie fertile, marécageuse, et défendue par une constante vigilance des attaques de l'Océan. Entre la mer du Nord et la campagne s'élevaient des dunes soulevées par le vent et la mer, longs replis de cette corde de sable qui défendait les hommes contre les vagues de la mer du Nord ; à l'est, Harlem avait vue sur Amsterdam, située à quatre lieues seulement. Les deux villes étaient séparées par un lac et réunies par une étroite chaussée. Le lac de Harlem, formé cent ans auparavant par la rupture des digues de quatre étangs pendant un orage qui menaça d'engloutir toute la presqu'île, s'étendait au midi et à l'est sur un espace de soixante-dix milles carrés ; l'eau avait seulement quinze pieds de profondeur. Mais le vent y causait souvent (2) des tempêtes aussi dangereuses que celles de l'Atlantique. Au delà du lac, vers le nord, les eaux de l'Y traversaient presque toute la Péninsule. Le golfe du Zuyderzée n'était séparé de la mer de Harlem que par une étroite langue de terre que suivait

(1) Bor, Hoofdt, Mendoza, *ubi sup.*

(2) Bentivoglio, t. VII, p. 118. Mendoza, t. VIII, p. 176. Bor, t. VI, p. 422. Meteren, t. IV, p. 78.

une chaussée qui réunissait les deux villes malheureusement ennemies à ce moment. A moitié chemin, la digue s'ouvrait par une écluse qui permettait de réunir à volonté les eaux du lac à celles de la baie, et d'inonder ainsi tout le pays environnant (1).

Harlem était une des plus grandes et plus belles villes de Hollande ; elle était mal fortifiée (2). Les murs étaient anciens, garnis de tours, mais en mauvais état. L'étendue des fortifications aurait exigé une forte garnison ; mais la garnison était plus insuffisante encore que les moyens de défense. L'espoir de la ville était dans le courage des habitants. Les rues étaient régulières et bien percées, pour cette époque ; les canaux étaient bordés de tilleuls et de peupliers. La vieille église de Saint-Bavon, monument imposant construit en briques au centre de la ville, dominait toute la Province ; on l'apercevait à plusieurs lieues en mer sur une terre plus unie que l'Océan ; elle semblait protéger la ville sous ses ailes, et son clocher travaillé à jour, surmonté d'une couronne colossale, semblait promettre à Harlem la récompense du martyre comme prix de son héroïsme et de ses souffrances.

Il était évident que le lac de Harlem serait le principal théâtre des opérations de la lutte qui allait s'engager. Le siége commença. Le bourgmestre fugitif, de Fries, eut l'effronterie, sur l'avis du duc d'Albe, d'écrire aux bourgeois pour les presser de se rendre à discrétion. Le messager fut pendu, cruelle réponse qui mit efficacement fin à toutes les communications des traîtres (3). On était alors au commencement de décembre. Le 10,

(1) Bor, Meteren, Bentivoglio, Mendoza, *ubi sup.*

(2) Bor, t. VI, p. 422.

(3) Hoofdt, t. VII, p. 284.

don Frédéric envoya un fort détachement pour s'emparer du fort et du village de Sparendam, préliminaire indispensable du siége. Un paysan montra à Zapata, chef de l'expédition, un passage pour traverser les prairies inondées et couvertes de glace; les Espagnols assaillirent la place, défirent la garnison, tuèrent trois centshommes et prirent possession du fort et du village. Le lendemain, don Frédéric parut devant Harlem, et commença à investir la place. Le brouillard favorisa ses opérations, et l'armée espagnole reçut des renforts continus jusqu'à ce que trente mille hommes, y compris quinze cents cavaliers, se trouvassent rangés autour de la ville. Les Allemands commandés par le comte Overstein se postèrent dans le bois de Harlem qui s'étend des murs méridionaux de la cité jusqu'au bord du lac. Don Frédéric et ses Espagnols s'établirent du coté opposé, dans un endroit appelé la maison de Kleef dont on voit encore les ruines. Les Wallons et d'autres régiments furent postés sur différents points afin d'entourer complétement la place (1). Le prince d'Orange avait déjà fait élever sur le bord du lac une série de forts qui permirent d'abord à Harlem de commander cette mer de glace (2); mais pendant le cours du siége, don Frédéric construisit aussi des forts qui changèrent la face des affaires.

Pour lutter contre ces forces énormes qui égalaient presque la population de la ville, Harlem n'eut jamais

(1) Pierre Sterlincx, *Eene corte waerachtlige Beschryvinghe van alle Geschiedenissn, Anuschlagen, Stormen, Schermetsingen onde Schieten voor de vroome Stadt Haerlem in Holland Geschicht* (Delft., 1574). Comp. Bor, VI, p. 422, 428. Meteren, t. IV, p. 79. Mendoza, t. VIII, p. 174, 175. Wagenaer, t. VI, p. 413, 414.

(2) Bor, Hoofdt, Mendoza, Wagenaer, t. VI, p. 415.

une garnison de plus de quatre mille soldats (1). Au commencement elle était moins nombreuse, mais les circonstances qui vinrent en aide aux premières opérations de don Frédéric secoururent aussi les habitants. Un brouillard épais s'étendait sur le lac ; sous cet abri, des renforts d'hommes, de munitions et de vivres entraient tous les jours dans la place en dépit des assiégeants (2). Des traîneaux glissant sur la glace, des hommes, des femmes et même des enfants, marchant comme le vent à l'aide de leurs patins, apportaient des vivres pendant les longues nuits et les jours sombres et courts du mois de décembre (3). La garnison comptait enfin mille pionniers ou mineurs, trois mille combattants, et environ trois cents femmes armées en guerre (4). Ce corps de volontaires composé de femmes de bonne réputation, pourvues d'épées, de mousquets et de poignards, était commandé par une veuve de quarante-sept ans, d'une famille distinguée et d'une renommée sans tache, nommée Kanau Hasselaer, qui, à la tête de ses amazones, prit part aux actions les plus chaudes du siége sur les remparts et dans les sorties (5). Quand un tel esprit animait les femmes et les filles de la ville, il n'était pas probable que les hommes laissassent tomber la place sans se défendre. Le Prince avait réuni trois mille hommes à Leyde, et les dépêcha vers Harlem, au milieu de décembre, sous les ordres de Guillaume de la Marck (6). Ces troupes

(1) Hoofdt, t. VII, p. 285.
(2) Hoofdt.
(3) Mendoza, t. IX, p. 190. Hoofdt, t. VII, p. 285, 286. Meteren t. IV, p. 79, 80.
(4) Wagenaer, t. VI, p. 415. Bor, Hoofdt, t. VII, p. 286.
(5) Wagenaer, Hoofdt, Meteren, t. IV, p. 79.
(6) Bor, t. VI, p. 424.

furent attaquées en route par un fort détachement commandé par Noircarmes, Julien Romero et Bossu. Après un combat très-vif au milieu de tourbillons de neige, La Marck fut battu ; mille hommes furent taillés en pièces, et les Espagnols emmenèrent un grand nombre de prisonniers qu'ils pendirent aux gibets déjà élevés au milieu du camp et qui ne restaient jamais sans victimes (1). Au nombre des captifs était un brave officier, Baptiste van Trier. Guillaume de la Marck offrit en rançon deux mille couronnes d'or et dix-neuf prisonniers espagnols. La proposition fut repoussée avec dédain ; Baptiste van Trier fut suspendu par une jambe au gibet jusqu'à ce que mort s'ensuivit. La Marck le vengea en faisant pendre les dix-neuf Espagnols. Le siége s'ouvrit par cet échange de cruauté (2).

Don Frédéric s'était posté en face de la porte de la Croix, dans une situation qui n'était pas très-forte, mais qui était protégée par un ravelin. Dans l'intention d'en finir promptement, il établit ses batteries, et le 18, le 19 et le 20 décembre, il canonna sans relâche la porte de la Croix, la porte Saint-Jean et la muraille qui les séparait (3). Six cent quatre-vingts coups de canon furent tirés le premier jour, et le feu ne se ralentit pas dans les deux journées qui suivirent (4). Les murs étaient ébranlés ; mais les hommes, les femmes et les enfants travaillaient nuit et jour à réparer les brèches à mesure qu'on les ouvrait. On apportait des sacs de sable, des blocs de

(1) Sterlincx, *Corte Beschryvingen*. Bor, Hoofdt, t. VII, p. 286.

(2) Hoofdt, Sterlincx, *ubi sup.*

(3) Bor, t. VI, p. 423. Meteren, t. IV, p. 79. Hoofdt, t. VII, p. 287. Mendoza, t. IX, p. 178-180.

(4) Meteren, t. IV, p. 79. Hoofdt.

pierre, on amenait de tous côtés des charrettes pleines de terre qu'on jetait dans les ouvertures (1), en compagnie des statues des saints dont on dépouillait les églises, à la grande horreur des assiégeants, infiniment plus choqués de l'insulte qu'on faisait aux images taillées que du meurtre journalier de tant de créatures humaines (2).

Après trois jours de canonnade, on ordonna l'assaut. Don Frédéric voulait en venir au plutôt au massacre afin de couronner ses exploits de Zutphen et de Naarden. Il se croyait sûr d'être maître de la place au bout de huit jours; il comptait accorder huit jours à ses soldats pour saccager, piller et assassiner, puis passer de là à d'autres cités jusqu'à ce que la Hollande entière fût soumise. Romero s'avança sur la brèche, suivi d'un corps nombreux d'assaillants, mais il rencontra une résistance qui l'étonna. Les cloches des églises sonnaient l'alarme, et la population tout entière se rendait aux murailles. Les assiégés se défendaient à coups d'épée et de mousquet, et les bourgeois usaient en outre de toutes les armes qui leur tombaient sous la main. Des grosses pierres, de l'huile bouillante, des charbons enflammés pleuvaient sur la tête des Espagnols; on leur jetait adroitement autour du cou, des cerceaux garnis de poix qu'on venait d'allumer. Le courage et la férocité des Espagnols reculèrent devant la ferme résolution d'une population animée tout entière du même esprit. Romero perdit un œil dans le combat; un grand nombre de soldats furent tués et blessés; trois ou quatre cents restèrent morts sur la brèche; les assiégés ne comptaient que quatre ou cinq

(1) Bor, Bentivoglio, Sterlincx.

(2) Bentivoglio, t. VII, p. 124. Mendoza.

victimes. On rappela les troupes à regret et les Espagnols abandonnèrent l'assaut. Don Frédéric comprit que Harlem ne tomberait pas à ses pieds au premier son de la trompette. Il était évident que le siége devait précéder le massacre. Il donna l'ordre de miner le retranchement, ne doutant pas que la place ne fût entre ses mains au bout de quelques jours (1).

Cependant le prince d'Orange, toujours dans son quartier général de Sassenheim, à l'extrémité septentrionale du lac, fit un nouvel effort pour jeter des renforts dans la ville (2). Deux mille hommes, avec sept pièces d'artillerie et des wagons chargés de provisions, se mirent en marche, sous les ordres de M. de Batenbourg. Cet officier avait remplacé de la Marck, à qui le Prince avait retiré sa commission (3). Le hardi corsaire ne devait plus servir une cause que sa cruauté et son absence de principes déshonoraient plus souvent que sa valeur désespérée ne lui était utile. L'expédition de Batenbourg n'était pas destinée à avoir de meilleurs résultats que celle de Guillaume de la Marck. Les troupes, en s'approchant de la ville, furent enveloppées dans les épais brouillards qui planaient sur le lac, et perdirent leur chemin. On tira le canon, on sonna les cloches, on alluma des feux sur les remparts : tout fut inutile. Les Espagnols tombèrent sur les patriotes avant qu'ils pussent retrouver leur route. Beaucoup d'entre eux tombèrent sous les coups des ennemis ; d'autres s'enfuirent dans toutes les directions ; un très-petit nombre parvint à entrer dans

(1) Bor, t. VI, p. 423. Hoofdt, t. VII, p. 287. 288. Meteren, p. 79. Mendoza, t. IX, p. 178-180.

(2) Hoofdt, t. VII, p. 290. Bor, t. VI, p. 431.

(3) Bor, t. VI. p. 425-431. Hoofdt, t. VII, p. 288, 289.

Harlem. Batenbourg réussit à rallier quelques restes de son expédition; mais sa petite armée était détruite, et les provisions, si nécessaires aux assiégés, étaient perdues (1).

M. de Koning, le lieutenant de Batenbourg, avait été fait prisonnier. Les Espagnols lui coupèrent la tête et la jetèrent dans la ville, avec cette inscription : « Ceci est la tête du capitaine de Koning, qui est en route pour amener des renforts à la bonne ville de Harlem. » Les bourgeois répondirent par une plaisanterie plus féroce encore. Ils coupèrent la tête à onze prisonniers, et les mirent ensemble dans un tonneau qu'ils jetèrent dans le camp espagnol, avec cette adresse : « Ces dix têtes sont envoyées au duc d'Albe en payement de sa taxe du dixième denier, avec une tête d'intérêt (2). » C'était au moyen de cette sauvage gaieté que les assiégeants et les assiégés jetaient quelque variété dans les monotones horreurs de ce siége d'hiver. Les sorties et les escarmouches étaient si fréquentes et les prisonniers si nombreux que les deux partis avaient toujours matière à invention, et que les gibets de la ville et du camp étaient constamment chargés de victimes.

Depuis l'assaut du 21 décembre, don Frédéric faisait continuer régulièrement le travail des mines; mais, à mesure que les Espagnols minaient, les bourgeois contre-minaient. Ils se rencontraient tous les jours, dans des luttes désespérées, au sein de la terre. Les combats étaient fréquents dans des ruelles si étroites qu'on ne pouvait se servir que de poignards, si obscures que les lanternes éclairaient à peine les coups mortels. Ces escarmouches

(1) Hoofdt, t. VII, p. 290.

(2) Sterlincx, Bor, t. VII, p. 431. Hoofdt, t. VII, p. 290, 291.

semblaient des batailles de démons; mais les duels ne s'arrêtaient pas là. De temps en temps un volcan faisait éruption, et une pluie de cadavres mutilés venait annoncer l'explosion d'une mine. Cependant les Espagnols travaillaient avec un zèle infatigable, et les assiégés fouillaient imperturbablement sous les mines de leurs ennemis pour arrêter leurs progrès par la lance, par l'épée, et par de terribles explosions (1).

Le prince d'Orange encourageait les assiégés dans leur résistance par de fréquentes promesses de secours. Ses lettres, écrites sur de très-petits morceaux de papier, arrivaient dans la ville par des pigeons voyageurs (2). Le 28 janvier, il dépêcha une provision considérable de pain et de poudre sur cent soixante-dix traîneaux, à travers le lac de Harlem, sous l'escorte de quatre cents soldats d'élite (3). Les citoyens continuaient à défendre les approches du retranchement devant la porte de la Croix; mais il était évident qu'ils ne pourraient résister longtemps. On avait donc construit rapidement et secrètement, pendant les longues nuits d'hiver, une demi-lune de maçonnerie derrière la porte de la Croix)4). Les vieillards, les femmes, les enfants même, avaient uni leurs efforts à ceux des citoyens pour élever ce rempart, qui leur permettait de se défendre après la perte du retranchement (5).

Le 31 janvier, après deux ou trois jours de canonnade

(1) Sterlincx, Bor, t. VI, p. 431. Mendoza, t. IX, p. 182. Hoofdt, t. VII, p. 291.

(2) Hoofdt, t. VIII, p. 303. Mendoza, t. IX, p. 188, 189. Meteren, t. IV, p. 80.

(3) *Ibid.*

(4) Bor, t. VI, p. 431, 432. Mendoza, t. IV, p. 188.

(5) *Ibid.*

contre les portes Saint-Jean et de la Croix, don Frédéric ordonna un assaut de nuit (1). Les murs étaient en mauvais état, la porte Saint-Jean presque en ruines; les Espagnols montèrent en grand nombre à la brèche. La ville fut sur le point d'être surprise; et le commandant en chef, sûr de la victoire, fit mettre sous les armes toute son armée pour couper les issues à la population, qui allait se précipiter hors de la ville. L'attaque était inattendue; mais les sentinelles défendirent les murailles pendant qu'elles donnaient l'alarme. On commença à sonner le tocsin, et les citoyens, qui ne dormaient pas profondément cet hiver-là, furent bientôt sur les remparts. Le jour parut au moment où le combat était le plus vif. Les assiégés se défendaient comme d'ordinaire, avec la rapière et le mousquet, avec de la poix fondue, des tisons enflammés, des bâtons et des pierres. Cependant, après la prière du matin dans le camp espagnol, on donna l'ordre d'un assaut général. Les troupes se ruèrent sur la porte de la Croix, et enlevèrent enfin le retranchement. Les Espagnols se précipitèrent dans le petit fort, objet de si longues attaques, et ils comptaient entrer dans la ville à l'instant, avec le fer et le feu. En escaladant les murailles, ils s'aperçurent pour la première fois de la nouvelle fortification secrètement construite à l'intérieur (2); ils comprirent pourquoi on leur avait enfin abandonné le retranchement. La demi-lune, dont ils n'avaient pas soupçonné l'existence, s'élevait devant eux, hérissée de canons qui ouvrirent leur feu contre les assiégeants. Au moment même, le petit fort, qui avait été miné, sauta par une explosion qui emporta tous les soldats qui ve-

(1) *Ibid.* Hoofdt, t. VII, p. 292, 293.
(2) Hoofdt, p. VII, t. 293.

naient d'y entrer. Ce fut le moment décisif. On sonna la retraite, et les Espagnols se réfugièrent dans leur camp, laissant au moins trois cents hommes sous les murailles. Pour la seconde fois, les bourgeois de Harlem avaient repoussé l'assaut de forces immenses, conduites par les meilleurs généraux espagnols (1).

Il devenait à peu près évident que la ville ne pouvait être prise ni d'assaut, ni par un siége régulier. On résolut donc de réduire Harlem par la famine. Cependant, à mesure que l'hiver s'avançait, la grande armée réunie sous les murailles souffrait autant que la population qui y était renfermée. Les soldats mouraient en foule des maladies causées par le froid et une nourriture insuffisante; comme cela est fréquent dans les siéges, la mortalité ainsi suscitée était fort supérieure aux pertes infligées par l'ennemi. Les souffrances des assiégés augmentaient nécessairement tous les jours; on avait été obligé de réduire la ration quotidienne (2); les provisions diminuaient, le printemps et le dégel approchaient, on pouvait craindre de perdre tout moyen de communication avec le prince. Privés de la faculté de passer par eau, les bourgeois seraient contraints de céder ou de mourir de faim, et ils ne savaient pas s'il serait possible à Guillaume d'Orange d'organiser une flotte. La famine se dressait devant eux, et ils soupiraient après les assauts des Espagnols, ennemis moins redoutables. Ils se promenaient tous les jours sur les remparts, les tambours battant et les drapeaux au vent pour exciter

(1) Hoofdt, t. VII, p. 293. Mendoza, t. IX, p. 184, 185. Bor, t. VI, p. 432. Bentivoglio, t. VII, p. 124.

(2) Bentivoglio, t. VII, p. 125. Mendoza, t. IX, p. 185. Bor, t. VI, p. 436, 437.

les assiégeants à tenter l'assaut. Dans le but d'enflammer la fureur religieuse de leurs ennemis, les bourgeois revêtaient les riches vêtements sacerdotaux des prêtres qu'ils prenaient dans les églises, et, après avoir parodié les processions du culte catholique, ils jetaient les statues des saints et les reliques du haut des remparts ou les brisaient en pièces avec des cris ironiques.

Les Espagnols discutaient entre eux s'il fallait ou non lever le siége (1). Don Frédéric était d'avis que l'honneur des armes espagnoles était satisfait. Il était las de voir ses hommes mourir sans secours autour de lui, et trouvait que la récompense ne valait pas la perte de tant de vies. Son père ne pensait pas de même. Peut-être se rappelait-il le siége de Metz et les regrets que l'empereur avait toujours conservés de l'avoir écouté. En tous cas, le duc renvoya don Bernardino de Mendoza que don Frédéric lui avait dépêché à Nimègue pour demander la permission de lever le siége, avec cette réponse : « Dites à don Frédéric que s'il n'est pas résolu à continuer le siége jusqu'à ce que la ville soit prise, je ne le tiendrai plus pour mon fils, quelle qu'ait pu être mon opinion par le passé. S'il succombait, je prendrais sa place, et si nous périssions tous les deux, la duchesse, ma femme, viendrait d'Espagne pour continuer le siége (2). »

Ce langage était péremptoire, et les hostilités recommencèrent plus rudement que jamais ; les assiégés s'y prêtèrent avec joie, et reprirent leurs sorties aventureuses. Un jour, un corps de bourgeois, à l'abri d'un épais brouillard, s'avança jusqu'à la principale batterie de l'ennemi, dans le but d'enclouer ses canons. Ils

(1) Mendoza, t. IX, p. 185, 186. Bentivoglio, t. VII, p. 124, 125.
(2) Mendoza, t. IX, p. 192.

furent tous massacrés devant les pièces, et tombèrent leurs marteaux à la main à côté de cette batterie où les avait conduits le patriotisme et non la vaine gloire (1). Le même courage se manifestait tous les jours. Le printemps s'avançait et les vaches recommencèrent à se rendre tous les jours au pâturage en dépit du tumulte de la ville et du camp; les Espagnols ne pouvaient réussir à s'emparer d'un seul animal sans perdre au moins une douzaine d'hommes (2). « Les bourgeois, » écrivait don Frédéric, « font tout ce que pourraient faire les meilleurs soldats (3). »

Le dégel arriva à la fin de février. Le comte de Bossu, qui venait de construire une petite flotte à Amsterdam, réussit à entrer dans le lac de Harlem avec quelques chaloupes canonnières, par une brèche pratiquée dans l'Overtoom, à une demi-lieue d'Amsterdam (4). La possession du lac était en danger. Le prince, de son côté, n'avait pas perdu son temps, et il était prêt à lancer sa flottille sur le lac (5). Dans ce moment la situation d'Amsterdam était presque aussi précaire que celle de Harlem. L'une des villes recevait ses vivres par le lac, l'autre par la digue. Si la grande route artificielle, qui menait à Muyden et à Utrecht, était coupée, Amsterdam pouvait être affamé comme Harlem : « Depuis que je suis au monde, » écrivait le duc d'Albe, « je n'ai jamais été aussi inquiet; si on réussissait à couper les communications par les digues, nous serions obligés de lever le

(1) Mendoza, p. 182.
(2) Hoofdt, t. VIII, p. 303.
(3) *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 1217.
(4) Bor, t. VI, p. 436.
(5) *Ibid.*

siége de Harlem et de nous rendre sans coup férir, si nous ne voulions pas mourir de faim (1). » Le prince d'Orange savait bien à quoi s'en tenir sur la situation des deux places; mais il était, comme à l'ordinaire, dépourvu d'hommes et d'argent. Il conjurait ses amis d'Angleterre, de France et d'Allemagne de lui venir en aide. Il pressait son frère Louis de lui amener quelques soldats si cela était humainement possible : « Le pays tout entier soupire après vous, » écrivait-il à Louis, « comme si vous étiez l'archange Gabriel (2). »

Le prince faisait cependant tout ce qui était possible à un homme ainsi dénué de ressources. Pendant qu'il écrivait pour obtenir en Allemagne et en France des renforts de troupes qu'il attendait et qu'il espérait, il faisait de son mieux avec les volontaires qu'il pouvait recruter. Toujours établi à Sassenheim, au midi de la ville, il envoya à Sonoy, qui était campé au nord de la place avec sa petite armée, toutes les forces qu'il avait pu rassembler pour attaquer (3) la digue du Diemer. Ses hommes se retranchèrent le mieux qu'ils purent entre le Diemer et l'Y, et commencèrent à ouvrir les écluses et à travailler à rompre la digue. Pendant l'absence de leur commandant qui était allé chercher des renforts à Edam, ils furent attaqués par un détachement nombreux venu d'Amsterdam. Un combat très-vif s'engagea alors, en partie dans les bateaux, en partie sur la chaussée, en partie dans l'eau, comme dans les anciennes luttes des Bataves et des Romains durant les guerres de Civilis. Les patriotes finirent par être repoussés.

(1) *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 1245.
(2) *Archives et correspondance*, t. IV, p. 74.
(3) Bor, t. VI, p. 437.

Sonoy, qui était en marche pour venir à leur aide, fut déjoué dans son dessein par la lâcheté inattendue des volontaires qu'il avait enrôlés à Edam (1). A travers mille dangers, il s'avança presque seul avec son petit vaisseau, et arriva à temps pour voir ses soldats accablés et repoussés (2). Ils s'étaient vaillamment battus, mais ils avaient été forcés de céder devant le nombre, après avoir été témoins des prodiges de courage d'un de leurs camarades (3). Jean Haring, de Horn, s'était posté seul sur la digue, dans un endroit trop étroit pour que deux hommes pussent s'y tenir de front. Là, ayant l'Y d'un côté et le lac Diemer de l'autre, il avait tenu en échec mille soldats avec son épée, se couvrant de son bouclier assez longtemps pour que ses compagnons pussent se rallier s'ils en avaient quelque envie. Il était trop tard, la bataille était perdue; mais le brave soldat maintint son terrain jusqu'à ce que tous ceux de ses camarades qui restaient encore dans le retranchement eussent pu se retirer; sautant alors dans la mer, il parvint à s'échapper sans avoir reçu une balle ou un coup de lance S'il eût été Grec ou Romain et qu'il se fût appelé Horace ou Chabrias, son nom serait devenu célèbre dans l'histoire et sa statue eût été élevée sur la place du Marché; car ce brave Hollandais, debout sur sa digue, avait montré pour une cause sacrée la même valeur que les plus classiques héros de l'antiquité.

Cet inutile effort pour couper les communications entre Amsterdam et la campagne fortifia les ressources du duc d'Albe. Plusieurs centaines de patriotes fu-

(1) Bor, Hoofdt, t. VII, p. 300.

(2) *Ibid.*

(3) Hoofdt, t. VIII, p. 300, 301. *Archives*, t. IV, p. 80.

rent tués et faits prisonniers; Antoine Olivier le peintre, qui avait fait entrer dans Mons Louis de Nassau, fut du nombre. Deux enseignes espagnols lui coupèrent la tête et reçurent les deux mille caroli promis comme récompense à ses meurtriers (1). On attacha à la tête sanglante une inscription, puis on jeta le tout dans Harlem (2). On éleva aussi un nouveau gibet dans le camp en face de la ville, et on y suspendit tous les prisonniers les uns par le cou, les autres par les pieds, sous les yeux de leurs concitoyens (3). Comme de coutume, cette cruauté raffinée excita l'émulation des bourgeois (3). Deux des anciens magistrats du parti espagnol étaient encore en prison à Harlem, avec sept autres personnes, dont un prêtre et un enfant de douze ans. On les conduisit au gibet (4). La femme de l'un des anciens bourgmestres, et sa fille qui était béguine, l'accompagnèrent jusqu'au lieu de l'exécution en l'exhortant pieusement à supporter avec courage les injures de la populace et l'infâme supplice qui l'attendait. Le peuple irrité de leur hardiesse ne se contenta pas d'exercer sa vengeance sur les victimes qu'on lui livrait; après l'exécution, la femme et la fille du défunt furent jetées dans l'eau où elles périrent (5). Il est juste de rapporter les traits de cruauté commis parfois par les patriotes comme par leurs oppresseurs. Cette férocité devenait presque inévitable à la suite de l'incroyable barbarie des tyrans étrangers. C'était une guerre de bêtes féroces. Comme le dit Mendoza, « chacun

(1) *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 1231.
(2) Hoofdt, t. VIII, p. 304.
(3) *Ibid.* Meteren, t. IV, p. 80. Sterlincx.
(4) Sterlincx.
(5) *Ibid.* Hoofdt, t. VIII, p. 301, 305. Meteren, t. IV, p. 80. Brandt,

en dehors et dans les murs de Harlem semblait animé d'une soif de vengeance personnelle et particulière (1). » Le sang innocent répandu à Malines, à Zutphen, à Harlem et sur des milliers d'échafauds, criait vengeance depuis longtemps. Il eût fallu que les Hollandais fussent plus ou moins que des hommes pour ne pas se laisser aller parfois à des actes que réprouvaient la justice et la raison.

Ce qu'on rapporte de l'état d'esprit du capitaine Curey, officier de la garnison, prouve l'horreur que ces scènes de carnage causaient chez les nobles natures. D'un caractère doux, mais poussé presque à la folie par le spectacle des cruautés des Espagnols, il avait embrassé la profession des armes qui lui inspirait une répugnance instinctive. Brave jusqu'à la témérité, il conduisait ses soldats dans les sorties les plus dangereuses, dans toutes les aventures nocturnes. Armé seulement d'une rapière, sans armure défensive, il se jetait toujours au plus fort de la bataille, et les ennemis tombaient en foule sous ses coups. Mais, au retour de ces expéditions, il s'enfermait chez lui, se mettait dans son lit et y passait plusieurs jours malade de remords, regrettant amèrement le sang qu'il avait versé par une nécessité cruelle et inévitable. A mesure que ces dispositions s'effaçaient, la fureur le reprenait, et il s'élançait de nouveau sur le champ de bataille pour chercher des combats et des victimes (2).

On se battait tous les jours sous les murailles. Le 25 mars, mille hommes sortirent de la ville, attaquèrent les avant-postes de l'ennemi, brûlèrent trois cents tentes, prirent sept canons, neuf étendards et un grand nombre de wagons de provisions qu'ils réussirent à faire entrer

(1) Mendoza, t. IX, p. 191.
(2) Hoofdt, t. VIII, p. 302.

dans la place (1). Après s'être ainsi ravitaillés, comme cela n'était pas souvent arrivé aux citoyens d'une ville assiégée en face de trente mille hommes, les bourgeois rentrèrent dans Harlem, en laissant seulement quatre des leurs sur le champ de bataille, à côté des huit cents Espagnols qui avaient été tués (2). On éleva sur les remparts un énorme monticule de terre sous la forme d'un vaste tombeau, en face du camp ennemi, et on y plaça les canons et les étendards enlevés dans l'escarmouche, avec cette inscription : « Harlem est le cimetière des Espagnols (3). »

Tels furent les principaux incidents de ce fameux siége pendant l'hiver et la première partie du printemps. Le duc d'Albe pouvait écrire au roi « qu'il n'y avait jamais eu sur la terre de guerre semblable (4). » Le duc, qui se battait depuis soixante ans, assurait à Philippe « que jamais place n'avait été défendue avec autant de bravoure et d'habileté que Harlem, soit par des rebelles, soit par des soldats combattant pour leur prince légitime (5). » Son fils avait reconnu la méprise qu'il avait faite, en s'attendant à voir tomber la place au bout de huit jours ; et le père, après six ans d'expérience, trouvait que « ces hommes de beurre n'étaient pas aussi faciles à dompter que les hommes de fer » qu'il avait soumis jadis. On apprenait que la résistance à la tyrannie étrangère n'avait pas besoin, pour fleurir, du ciel de la Grèce et de l'Italie ou des sublimes aspects de la Suisse, et qu'elle se dé-

(1) Hoofdt, t. VIII, p. 302.
(2) *Ibid.*
(3) *Ibid.* Sterlincx.
(4) *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 1230.
(5) *Ibid.*, p. 498.

ployait au milieu des brouillards et des pâturages uniformes de la Hollande avec la même énergie que dans des climats plus sains et des lieux plus pittoresques.

Mendoza était revenu d'Espagne au bout de six semaines, et rapportait au duc d'Albe l'argent qu'il avait demandé (1). Sur ses représentations et d'après les prières du duc, Philippe venait en outre de donner à Requesens, gouverneur de Milan, l'ordre d'envoyer en Hollande trois régiments de vétérans espagnols, plus nécessaires à Harlem qu'en Italie (2). La flotte reçut des renforts comme l'armée de terre; de son côté, le prince d'Orange avait frété une centaine de bâtiments (3), et le lac était couvert de voiles. De petits engagements maritimes avaient lieu tous les jours, et il était évident que la lutte définitive allait se passer sur l'eau. Tant que les Hollandais pouvaient tenir ou disputer la possession du lac, il était possible de secourir Harlem de temps à autre. Du jour où les Espagnols auraient détruit la flotte du prince, la population assiégée était réduite à mourir de faim.

Le 28 mai, les flottes engagèrent le combat. Les vaisseaux s'abordèrent, et on lutta longtemps corps à corps. M. de Bossu commandait cent navires; Martin Brandt, amiral patriote, en avait cent cinquante de moindre dimension. M. de Batenbourg dirigeait les troupes portées par les vaisseaux hollandais. Après une longue lutte qui coûta la vie à plusieurs milliers d'hommes, la victoire se décida en faveur des Espagnols. Vingt-deux vaisseaux appartenant au prince furent capturés, le reste fut mis en déroute, et le comte de Bossu parcourut le lac

(1) Mendoza, t. IX, p. 192.
(2) *Ibid.*
(3) Bor, t. VI, p. 436.

en triomphe. Les forts des patriotes furent pris, et les habitants de Harlem et leurs amis perdirent tout empire sur le lac (1).

Ce fut le commencement de la fin. Le désespoir s'empara des bourgeois. Depuis longtemps la ration de pain était réduite à une livre pour les hommes, et à une demi-livre pour les femmes; le pain était enfin épuisé: la famine était déjà dans la ville (2), et la perte du lac scellait sa destinée. Les habitants firent supplier le prince de faire un effort en leur faveur, en déclarant qu'ils ne pouvaient tenir plus de trois semaines (3). Il leur écrivit par les pigeons voyageurs pour les conjurer de résister encore un peu, pendant qu'il réunissait des forces pour leur faire parvenir des secours (3). Les souffrances augmentaient tous les jours. On était au mois de juin; toutes les provisions ordinaires étaient épuisées depuis longtemps. La population vivait de graine de lin et de chanvre; quand cette ressource arriva à sa fin, on mangea les chiens, les chats, les rats et les souris; on en vint à faire bouillir la peau des bœufs et des chevaux, à manger du cuir, à arracher les plantes et les orties des cimetières, à cuire l'herbe qui croissait entre les pavés, afin de prolonger la résistance jusqu'à l'arrivée des secours annoncés. Les hommes, les femmes et les enfants tombaient morts d'épuisement dans les rues, et les survivants avaient à peine le courage ou la force de les enterrer. Ceux qui vivaient encore erraient dans la ville

(1) Bor, t. VI, p. 436, 437. Hoofdt, t. VIII, p. 306, 307.

(2) *Ibid.*, p. 437. Hoofdt, t. VIII, p. 309.

(3) *Lettre du prince d'Orange* (16 mai 1573), *Archives*, t. IV, p. 92.

(4) Bor, t. VI, p. 438, 439. Hoofdt, t. VIII, p. 310.

comme des fantômes, enviant le sort de ceux dont la mort avait terminé les souffrances (1).

Ainsi s'écoula le mois de juin. Le 1er juillet, les bourgeois demandèrent à parlementer; ils envoyèrent des députés pour conférer avec les assiégeants. Mais les négociations furent brusquement rompues, don Frédéric ne voulant entendre à aucun compromis (2). Le 3, on rouvrit le feu contre la ville. Mille boulets furent lancés dans la place, nombre qui dépassait celui des jours les plus sanglants du siége (3). Les murailles furent très-ébranlées, mais don Frédéric n'ordonna pas l'assaut, parce qu'il était convaincu qu'il était impossible aux assiégés de tenir longtemps (4). Une dernière lettre, écrite avec du sang (5), fut envoyée au prince d'Orange pour lui annoncer la situation désespérée de la place. En même temps, avec l'ironie du désespoir, les bourgeois lancèrent dans le camp ennemi le petit nombre de pains qui leur restaient. Deux jours après, on entra de nouveau en négociation; mais cette tentative, qu'on réitéra deux fois, n'eut pas de meilleur résultat que la première. Les bourgeois arborèrent un drapeau noir en haut du clocher de la cathédrale, pour annoncer leur détresse à leurs ennemis et à leurs amis; mais un pigeon vint bientôt apporter une lettre du prince qui leur demandait de résister deux jours encore, parce que le secours approchait (6).

(1) Bor, p. 436, 437. Hoofdt, t. VIII, p. 309, 310. Meteren, t. IV, p. 80. Bentivoglio, t. VII, p. 128.
(2) Hoofdt, Mendoza, t. IX, p. 202-203.
(3) Wagenaer, t. VI, p. 426.
(4) Hoofdt, t. VIII, p. 310.
(5) *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 1239.
(6) Hoofdt, t. VIII, p. 309, 310.

Guillaume avait fait tout ce qui était possible en pareille circonstance. Il avait rassemblé les citoyens de Delft sur la place du Marché, et leur avait annoncé son intention de marcher en personne au secours de la ville, en face des assiégeants (1), s'il pouvait trouver des soldats. On ne pouvait fournir des troupes régulières; mais les citoyens de Delft, de Rotterdam, de Gouda, éprouvaient la plus vive sympathie pour leurs frères de Harlem. Un corps considérable de bourgeois respectables, un grand nombre d'un rang élevé, s'offrirent pour aller au secours de Harlem. Le prince ne faisait pas grand cas de ces forces (2) irrégulières, sur lesquelles il ne pouvait compter. Il était trop bon militaire pour ignorer que, dans une entreprise difficile, l'enthousiasme ne peut tenir lieu d'expérience. Cependant, comme il ne pouvait se procurer des troupes régulières et que le cas n'admettait pas de délai, il rédigea une commission de gouverneur pour Paul Buys, qu'il nomma stadthouder provisoire en son absence et dans le cas où l'expédition serait fatale (3). Quatre mille volontaires bien armés et six cents cavaliers étaient réunis sous les ordres de Carlo de Noot quand le prince parut pour se mettre à leur tête (4); mais un cri général partit de la bouche des magistrats et des bourgeois de toutes les villes; les troupes elles-mêmes s'opposèrent à son dessein (5); nul ne voulait consentir à risquer inutilement une vie si précieuse, indispensable à l'existence de la Hollande. Il était fort important de secou-

(1) Bor, t. VI, p. 439, 440.
(2) *Ibid.*, p. 440.
(3) Kluit, *Holl. staatstreg.*, t. III, p. 425-427 (Bijlagen).
(4) Hoofdt, t. VIII, p. 311.
(5) Bor, t. VI, p. 439. Hoofdt.

rir Harlem, mais la vie du prince valait mieux que beaucoup de villes. Il consentit enfin à regret à abandonner le commandement de l'expédition au baron de Batenbourg (1), avec d'autant plus de répugnance qu'il avait peu de confiance dans le caractère de ses troupes. Le 8 juillet, dans la soirée, l'expédition partit de Sassenheim (2); elle comptait près de cinq mille hommes, qui emmenaient avec eux quatre cents wagons chargés de provisions et sept pièces de canon (3). Au nombre des volontaires, Olden Barnveld, plus tard si célèbre dans l'histoire de la république, marchait dans les rangs, son mousquet sur l'épaule (4). Cet exemple fait comprendre quel esprit animait alors la province.

Batenbourg s'arrêta dans les bois de Nordwyk, au midi de la ville, et y resta jusqu'à minuit (5). Le camp espagnol semblait tranquille. Après la prière, le commandant donna l'ordre d'avancer, espérant traverser les lignes de ses ennemis endormis et entrer dans la ville par surprise (6). Il devait être cruellement déçu. Les Espagnols avaient tué deux pigeons portant des lettres qui contenaient les détails de l'expédition projetée, et don Frédéric était instruit d'avance du nombre et des intentions de ses adversaires (7).

Les bourgeois avaient ouvert une brèche dans la muraille, du côté où l'on attendait Batenbourg, afin d'effectuer une sortie d'accord avec ses troupes, au moment où

(1) Bor, Hoofdt, *ubi sup.* Meteren, t. IV, p. 80.
(2) Bor, Hoofdt.
(3) *Ibid.*
(4) Hoofdt, t. VIII, p. 311.
(5) Bor, t. VI, p. 439. Hoofdt, t. VII, p. 311.
(6) Bor, Hoofdt, *ubi sup.*
(7) Hoofdt, *ibid.* Mendoza, t. IX, p. 203.

il paraîtrait (1). On était convenu d'allumer des feux qui devaient annoncer aux assiégés l'approche de leurs amis. Le commandant espagnol fit allumer en face de la brèche une quantité de branches vertes et de paille, arrosée de poix. Derrière ce rempart de fumée étaient postés cinq mille hommes d'élite (2); un autre corps semblable, avec un détachement de cavalerie, fut placé près des dunes pour attaquer les patriotes sur la gauche. Six régiments, sous les ordres de Julien Romero, prirent la direction de l'orient (3), pour tomber sur la droite de Batenbourg. L'épaisse fumée cacha aux bourgeois les signaux qui annonçaient l'approche des libérateurs, et déroba les Espagnols aux regards des Hollandais qui avançaient. En sortant du bois, ils furent attaqués par des ennemis nombreux, et bientôt enveloppés par des forces irrésistibles. L'armée espagnole tout entière était sous les armes, et les attendait depuis deux jours (4). Les malheureux bourgeois seuls ignoraient l'arrivée de leurs amis; ils crurent que le bruit du combat venait d'une fausse alarme, et que les Espagnols voulaient les attirer dans leur camp. Ils refusèrent un défi qu'ils n'étaient pas en mesure d'accepter (5). Le baron de Batenbourg fut bientôt tué, et ses troupes furent mises en déroute. On estima le nombre des morts de six cents à deux ou trois mille hommes (6). Ce qui est certain, c'est

(1) Mendoza, *ib.*
(2) *Ibid.* Wagenaer, t. VI, p. 428.
(3) *Ibid.*
(4) *Ibid.* Wagenaer, Bor, t. VI, p. 439.
(5) Hoofdt, t. VIII, p. 312.
(6) Bor, t. VI, p. 440. Hoofdt, t. VIII, p. 312. Meteren, t. IV, p. 80. Wagenaer, t. VI, p. 428, 429. Comp. Mendoza, t. IX, p. 204. Bentivoglio, t. VII, 128. *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 1254.

que les forces furent complétement détruites ou dispersées, et que la tentative fut absolument vaine. La mort de Batenbourg fut peu regrettée ; on l'accusa, probablement fort injustement, d'être ivre au moment de l'action, et par conséquent hors d'état de conduire l'entreprise qui lui était confiée (1).

Les Espagnols coupèrent le nez et les oreilles d'un prisonnier, et l'envoyèrent dans la ville pour annoncer les nouvelles ; on jeta aussi quelques têtes par-dessus les remparts pour confirmer le fait (2). Quand on apprit à Delft cette défaite, il y eut un mouvement d'indignation contre le prince d'Orange. A en croire le duc d'Albe, la populace eut un moment l'envie de piller la maison du prince, et de l'insulter lui-même (3). Certes, si on en vint à de telles démonstrations, jamais fureur populaire ne fut plus insensée ; mais il faut se méfier d'une vague assertion du duc, qui est complétement en désaccord avec tous les autres récits contemporains. Il était devenu absolument indispensable d'abandonner à son malheureux sort cette héroïque cité ; on ne pouvait plus rien entreprendre en sa faveur. Le lac et les forts étaient entre les mains de l'ennemi ; les troupes qu'on avait pu réunir pour lutter contre les assiégeants avaient été taillées en pièces, et le prince d'Orange, le cœur serré, envoya aux bourgeois le conseil de capituler, aux meilleures conditions possibles.

Ces désespérantes nouvelles excitèrent une grande agitation dans la ville affamée ; on ne pouvait rien espérer de

(1) Bor, t. VI, p. 440.
(2) Sterlincx, Hoofdt, t. VIII, p, 312.
(3) *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 1254. Hoofdt, t. VIII, p. 312, 313. Wagenaer, t. VI, p. 429.

la soumission ni de la résistance. Mourir de faim ou être massacré, telle était l'alternative ; mais s'il n'y avait aucune chance de salut en dedans des murailles, on pouvait trouver au moins une mort honorable. Un moment les citoyens résolurent de sortir de la ville avec la garnison, en une colonne compacte, de s'ouvrir un chemin à travers le camp de l'ennemi, ou de périr sur le champ de bataille (1). On pensait que les enfants et les femmes, qui resteraient seuls dans la ville, exciteraient peut-être quelque pitié après la mort de tous leurs défenseurs. En tout cas, en restant dans la place, les hommes en état de se battre ne pouvaient protéger ni consoler les faibles. Aussitôt que cette résolution fut connue, les femmes et les enfants poussèrent de tels gémissements que les soldats et les bourgeois, le cœur navré, renoncèrent à leur projet (2); ils sentirent que c'était une lâcheté de ne pas mourir en leur présence. On résolut alors de former un carré des femmes, des enfants, des malades et des vieillards, de les entourer de tous les hommes encore en état de porter les armes, de sortir ainsi des portes, et de se frayer un chemin par la force du désespoir, ou de mourir tous ensemble (3).

Ces hardis projets se répandirent dans le camp espagnol : on savait les assiégés capables de les exécuter. Don Frédéric, après un siége de sept mois, sentait que les bourgeois de Harlem pouvaient tout faire et tout oser; il craignait qu'ils ne missent le feu à leur ville, et que

(1) Bor, t. VI, p. 440. Hoofdt, p. 313. Meteren, t. IV, p. 80. Mendoza, t. IX, p. 204.

(2) Hoofdt, Meteren, Mendoza.

(3) Bor, t. VI, p. 440, Hoofdt, t. VIII, p. 313. Meteren, t. IV, p. 80. Mendoza, t. IX, p. 204.

l'incendie ne les consumât tous (1). Il ne voulait pas se voir arracher les fruits d'une victoire qui lui avait coûté si cher, au moment où il allait les recueillir. Il fit donc écrire aux bourgeois au nom du comte Overstein, commandant des troupes allemandes postées devant la ville (2). Cette lettre invitait les magistrats à rendre la place à discrétion, en leur donnant la solennelle assurance que personne ne serait puni, excepté ceux que les bourgeois désigneraient eux-mêmes au châtiment, et on promettait le pardon si la ville se soumettait sans délai (3). Au moment où don Frédéric envoyait cette dépêche, il avait reçu de son père l'ordre de passer au fil de l'épée toute la garnison, à l'exception des Allemands, et de faire exécuter un grand nombre de bourgeois (4). Il n'osait pas désobéir à ses instructions, lors même qu'il en eût éprouvé le désir. Pourtant, en conséquence de la lettre semi-officielle du comte Overstein, la ville se rendit officiellement à discrétion, le 12 juillet (5).

On sonna la grosse cloche, et l'ordre fut donné d'apporter toutes les armes de la garnison et des habitants à l'hôtel de ville (6). On commanda ensuite aux hommes de s'assembler dans le cloître de Zyl; les femmes devaient se réunir dans la cathédrale. Le lendemain, don Frédéric, accompagné par le comte de Bossu et un état-major nombreux, entra dans la ville. Le spectacle qui frappa ses regards eût attendri un cœur de pierre : partout on apercevait les preuves des souffrances si courageusement

(1) Hoofdt, t. VIII, p. 313.
(2) Bor, Hoofdt, Wagenaer, p. 429, 430.
(3) Bor, t. VI, p. 440. Hoofdt, t. VIII, p. 313. Mendoza, t. IX, p. 204.
(4) *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 1253.
(5) Bor, Hoofdt, Mendoza, *ubi sup.* Meteren, t. IV, p. 80.
(6) Sterlincx, Bor, t. VI, p. 441. Hoofdt, t. VIII.

supportées pendant sept mois de siége. Les ruines des maisons détruites par les bombes, les fortifications écroulées, les troncs des arbres abattus, les pavés arrachés, les statues brisées, et les matériaux qui avaient servi à réparer les brèches épars dans toutes les directions, les ossements des animaux impurs dont on avait mangé la chair, les corps des hommes et des femmes morts dans les rues, sans trouver de sépulture, enfin l'aspect des survivants auraient pu faire croire que le châtiment avait été suffisant, même pour des crimes aussi noirs que le schisme et l'hérésie. Don Frédéric n'en jugeait pas ainsi. Il croyait lire le défi en même temps que le désespoir dans les yeux enfoncés et sur les visages pâles qu'il rencontrait partout sur ses pas. Il ne s'inquiétait guère de la promesse solennelle, mais non officielle, qu'il leur avait accordée.

Tous les officiers de la garnison furent arrêtés à l'instant. Quelques-uns avaient devancé la mort en la cherchant eux-mêmes. Le capitaine Bordet, officier français de distinction, avait obligé son domestique à tenir l'épée sur laquelle il se précipita, comme Brutus, pour éviter de tomber entre les mains des Espagnols (1). La générosité des nobles âmes ne tarda pas à se montrer. Les Espagnols, croyant arrêter Pierre Hasselaer, jeune officier qui s'était fort distingué pendant le siége, emmenaient par erreur son cousin Nicolas. Le prisonnier se laissait entraîner à l'échafaud sans réclamer, quand Pierre Hasselaer parvint à se frayer un chemin à travers les rangs des vainqueurs : « Si vous cherchez l'enseigne Hasselaer, c'est moi (2), » s'écria-t-il, « laissez aller cet innocent. » Sa tête

(1) Bor, t. VI, p. 440. Hoofdt, Meteren, Mendoza, Sterlincx.
(2) Hoofdt, t. VIII, p. 316.

tombait avant la fin du jour. Tous les officiers furent conduits à la maison de Kleef, et aussitôt exécutés (1). Le capitaine Ripperda (2) qui avait si héroïquement blâmé la lâche conduite des magistrats, dont l'éloquence avait excité à la résistance bourgeois et soldats, et dont le courage et l'habileté avaient prolongé si longtemps le siége, subit le premier son supplice. Un fils naturel du cardinal Granvelle, qui eût pu aisément sauver sa vie en proclamant ses relations avec un homme qui lui était odieux (3), et Lancelot Brederode, descendant illégitime de cette illustre maison, furent aussi parmi les premières victimes.

Le lendemain, le duc d'Albe se rendit au camp. Il fit le tour de la place, examina les fortifications, mais retourna à Amsterdam sans entrer dans la ville (4). Le lendemain matin, le massacre commença. Les bourgeois avaient racheté la ville du pillage, en s'engageant à donner en quatre payements (5) deux cent quarante mille guilders; mais le meurtre faisait partie de la victoire, et on ne pouvait en priver les soldats. D'ailleurs, le duc d'Albe avait exprimé l'intention d'accomplir un massacre général (6). La garnison avait été réduite par le siége de quatre mille à dix-huit cents hommes (7). Les Allemands, au nombre de six cents, furent renvoyés à condition de ne plus servir contre le roi. Tout le reste de

(1) Bor, t. VI, p. 441.
(2) Sterlincx, Hoofdt, t. VIII, p. 315.
(3) Hoofdt, t. VIII, p. 315. Wagenaer, t. VI, p. 431.
(4) Hoofdt, t. VIII, p. 315.
(5) Bor, t. VI, p. 441.
(6) *Lettre de Mondoucet. — Correspondance de Mondoucet et de Charles IX.* Meteren, t. IV, p. 80. *Comm. roy. d'hist.*, t. IV, p. 340.
(7) Hoofdt, t. VIII, p. 316.

la garnison fut massacré; un nombre de citoyens au moins égal à celui des soldats subit le même sort. On publia dans la ville, au son du tambour, l'ordre de livrer tous les réfugiés, sous peine d'être pendu devant la porte de sa maison. Les fugitifs et les soldats portaient le poids de la vengeance espagnole. On découvrait tous les jours quelque raison pour exécuter les gens distingués par leur rang, leurs services, leur fortune ou leurs principes libéraux; cependant le carnage ne pouvait s'accomplir d'un seul coup, malgré l'activité et l'ardeur qu'on y apportait. Cinq exécuteurs et leurs acolytes continuèrent sans relâche, pendant plusieurs jours, leur odieuse tâche; et quand ils furent épuisés de fatigue, ou peut-être lassés de tant d'horreurs (1), on attacha deux à deux trois cents pauvres gens, qu'on jeta ensuite dans le lac de Harlem.

Enfin, après avoir massacré de sang-froid au moins deux mille trois cents (2) créatures humaines, dans une ville où tant de milliers d'hommes venaient de périr de mort violente, on feignit d'avoir recours à la miséricorde (3). Cinquante-sept bourgeois importants furent exceptés de l'acte d'amnistie, et retenus comme gages de la bonne conduite future des autres citoyens. Quelques-uns de ces otages furent bientôt exécutés; d'autres moururent en prison. Tous auraient péri si la victoire navale du prince d'Orange sur le comte de Bossu ne l'eût

(1) Sterlincx, Bor, t. VI, p. 441. Hoofdt, t. VIII, p. 315, 316. Meteren, t. IV, p. 81. Comp. Mendoza, t. IX, p. 205. Bentivoglio, t. VII, p. 129. *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 1257. Cabrera, t. X, p. 754-759.

(2) *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 1257. Comp. Bor, Hoofdt, Meteren, Bentivoglio.

(3) Bor, t. VI, p. 442, 443. Meteren, t. IV, p. 80-82.

mis bientôt en état de délivrer les prisonniers (1). Dix mille deux cent cinquante-six coups de canon avaient été tirés contre les murs de la place (2). Douze mille hommes de l'armée assiégeante étaient morts de blessures ou de maladies (3) pendant les sept mois qui s'étaient écoulés entre le commencement du siége et la reddition de la ville. Au commencement d'août, les exécutions terminées (4), don Frédéric fit son entrée triomphale dans la ville et le premier chapitre de l'invasion espagnole en Hollande fut clos. Tel fut le mémorable siége de Harlem, où se déploya également la puissance des hommes pour souffrir et pour infliger la souffrance.

Les Espagnols célébrèrent leur victoire en faisant une effigie du prince d'Orange, qu'ils portèrent en procession à Utrecht, pour la rompre ensuite et la brûler (5). Cependant, si la reddition de Harlem était un triomphe, ce triomphe valait une défaite. Il était certain que l'empire espagnol n'aurait pas la force de supporter beaucoup de victoires semblables. S'il avait fallu trente mille hommes d'élite, au nombre desquels étaient les trois régiments chéris du duc d'Albe, « les Invincibles, les Immortels et les Nonpareils (6), » pour prendre, au bout de sept mois, la plus faible place de Hollande, en laissant douze mille hommes sous ses murailles, que faudrait-il de troupes, de temps et de morts d'hommes

(1) Bor, t. VI, p. 443. Meteren.
(2) Mendoza, t. IX, p. 203.
(3) Hoofdt, t. XIV, p. 316. Bor, t. VI, p. 444. Comp. Mendoza, t. p. 206. Cabrera, t. X, p. 59.
(4) Wagenaer, t. VI, p. 433.
(5) *Ibid.*, p. 434.
(6) Meteren, t. IV, p. 84.

pour soumettre la province entière? Le sac de Naarden avait produit un effet contraire à celui qu'on attendait; il avait excité au lieu de terrifier les Hollandais. La longue et glorieuse défense de Harlem, en dépit de sa fin tragique, porta au plus haut degré la fureur et le patriotisme des autres villes de la Province. Les trésors du Nouveau Monde ne pouvaient suffire à la conquête de ce petit banc de sable. En cinq ans, vingt-cinq millions de florins avaient été envoyés d'Espagne pour les dépenses de la guerre dans les Pays-Bas (1), et cependant cette somme, les trésors puisés dans les confiscations, les cinq millions (2) que rapportait le centième denier et les deux millions que payaient les Provinces pour se racheter du vingtième et du dixième denier, ne suffisaient pas à remplir les coffres du duc d'Albe, et ne le mettaient pas en état de payer ses troupes.

Néanmoins, la joie fut grande pour le moment parmi les Espagnols. Philippe était dangereusement malade à Ségovie (3) quand il reçut l'heureuse nouvelle de la reddition de Harlem et du massacre qui l'avait suivie. Le récit détaillé de toutes ces souffrances, envoyé par le duc d'Albe, agit comme par miracle. Le sang de deux mille trois cents créatures humaines tuées de sang-froid dans une seule ville, par ses ordres, parut un élixir de vie pour le monarque sanguinaire : « La meilleure médecine qu'ait prise Sa Majesté, » écrivait de Madrid au duc d'Albe le secrétaire Cayas, « est la joie que lui ont causée les bonnes nouvelles que vous lui

(1) 1569-1572. Kluit, *Holl. staatsreg*, t. IV, p. 512, 514. *Van wyn op Wagenaer*, t. I, p. 287; t. VI, p. 17.

(2) Meteren, t. IV, p. 86.

(3) *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 1259.

avez envoyées de la reddition de Harlem (1). » Dans sa satisfaction, le roi oublia tout le mécontentement que lui avait causé récemment la marche des affaires dans les Pays-Bas et tous les trésors dépensés tous les ans avec si peu de résultats : « Sachant vos besoins, » écrivait Cayas, « Sa Majesté a immédiatement envoyé chercher le docteur Velasco, et lui a donné l'ordre de vous fournir des fonds, quand il devrait fouiller au fond de la terre pour les chercher (2). » Mais en dépit du triomphe des Espagnols, le prince d'Orange n'était ni effrayé, ni abattu. Comme de coutume, il se confiait dans un pouvoir supérieur à celui des hommes : « J'avais espéré vous envoyer de meilleures nouvelles, » écrivait-il au comte Louis; « cependant, puisqu'il en a plu autrement au bon Dieu, il faut nous conformer à sa divine volonté. Je prends ce Dieu à témoin que j'ai fait, suivant mes moyens, tout ce qui était possible pour secourir la ville (3). » Peu de jours après, il écrivit dans le même esprit à son frère pour lui apprendre que les Zélandais avaient réussi à s'emparer du château de Rammekens, dans l'île de Walcheren : « J'espère, » disait-il, « que cela rabattra l'orgueil de nos ennemis qui, depuis la reddition de Harlem, ont cru qu'ils allaient nous avaler tout vifs. Je m'assure pourtant qu'ils trouveront que c'est plus difficile qu'ils n'avaient compté (4). »

(1) *Corresp. de Philippe II, ib.*
(2) *Ibid.*
(3) *Archives*, etc., t. IV, p. 175.
(4) *Ibid.*, p. 181.

CHAPITRE IX.

Position du duc d'Albe. — Haine que lui portent les grands personnages. — Ses disputes avec le duc de Medina-Cœli. — Départ de ce dernier. — Plaintes adressées au roi par les deux ducs. — Tentatives de conciliation du gouvernement envers la population des Pays-Bas. — Étrange caractère de la démarche. — Mutinerie des troupes espagnoles. — Ouvertures secrètes au prince d'Orange. — Le duc d'Albe rétablit avec peine l'obéissance. — Commencement du siége d'Alkmaer. — Sanglantes menaces du duc. — Langage ardent et enthousiaste du prince. — Préparatifs de défense dans Alkmaer. — Le premier assaut est repoussé. Les soldats refusent d'attaquer la ville une seconde fois. — Expédition d'un charpentier envoyé par les bourgeois d'Alkmaer. — Ordres du prince pour inonder le pays. — Les dépêches du charpentier tombent entre les mains de l'ennemi. — Effet produit sur les Espagnols. — Le siége est levé. — Négociations du comte Louis avec la France. — Inquiétudes et correspondance secrète du duc. — Convention avec le gouvernement anglais. — Vues du prince d'Orange. — Cruauté de Guillaume de la Marck. — Il est destitué, sa mort. — Négociation avec la France. — Le langage de la cour de France à propos de la Saint-Barthélemy est changé. — Mauvais effet de ce crime sur les plans du roi. — Hypocrisie du gouvernement espagnol. — Lettre de Louis de Nassau à Charles IX. — Plaintes du roi de France. — Espoir secret de ce monarque et de Philippe II. — Intrigues à propos de la couronne de Pologne. — Négociations entre Schomberg et Louis de Nassau avec le consentement du prince d'Orange. — Conditions présentées par le prince. — Articles secrets de l'alliance. — Remarquable lettre de Louis de Nassau au roi de France. — Isolement et responsabilité du prince d'Orange. — Adresse et « épître. » — Sentiments religieux du prince. — Combat naval sur le Zuyderzée. — Captivité de MM. de Bossu et de Sainte-Aldegonde. — Odieuse position du duc d'Albe. — Cruauté infatigable. — Exécution de Uitenhoove. — Tromperie du duc d'Albe

envers ses créanciers. — Arrivée du nouveau gouverneur général, M. de Requesens. — Départ du duc d'Albe. — Dernières remarques sur son administration.

Afin de ne pas interrompre le récit, nous avons raconté le siége de Harlem jusqu'à la reddition de la place. Ce grand événement est le plus important de l'histoire des Pays-Bas jusqu'au milieu de l'année 1573. Il faut pourtant, avant d'aller plus loin, renouer quelques fils épars.

Le duc d'Albe se sentait depuis quelque temps dans une position fausse et désagréable. Objet de la haine la plus violente et la plus constante de la population, il avait perdu son empire sur ceux qui, au début de sa carrière, l'accablaient des marques de leur respect : « Croyez-moi, » écrivait le secrétaire Albornoz au secrétaire Cayas, « ce peuple déteste notre nation plus que le diable. Quant au duc d'Albe, son nom seul les fait écumer de rage (1). » Viglius, qui conservait toujours des relations convenables avec le gouverneur, s'était séparé de lui depuis longtemps. Le duc d'Aerschot même, que le vice-roi traitait avec une intimité moitié affectueuse, moitié méprisante, commençait à se comporter envers lui avec un dédain difficile à supporter pour un caractère hautain (2).

Le duc de Medina-Cœli était le plus grand embarras du duc d'Albe. C'était une écharde dans sa chair que toute l'habileté du monde ne pouvait arracher. Le duc de Medina-Cœli était aux yeux du duc d'Albe un successeur qui ne voulait ni ne pouvait le remplacer, mais qui

(1) *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 1208.
(2) *Ibid.*, p. 1177-1298.

le suivait partout comme son ombre et son mauvais génie, comme un collègue et un confident qui trahissait ses secrets, tournait ses projets en ridicule, et se moquait de son autorité, tout en se plaignant d'être maltraité, comme un rival qui n'était ni son égal ni son inférieur et qui affectait d'être son censeur, comme un fonctionnaire chargé d'une mission anormale, et s'abritant sous une modestie qui ne lui permettait pas d'accepter une autorité qu'il n'eût pas osé exercer tout en blâmant les mesures qu'il ne pouvait comprendre.

Les querelles entre les deux ducs étaient constantes et inconvenantes. Ils se plaignaient nécessairement au roi, et chacun d'eux se rendait le témoignage d'être martyr de l'humeur de son rival; si on en croyait le duc d'Albe et son secrétaire confident, sa douceur à l'égard du nouveau venu était admirable (1). D'autre part, le duc de Medina-Cœli écrivait au roi pour se plaindre amèrement du duc d'Albe, en déclarant qu'on ne lui communiquait jamais les dépêches, et qu'on ne souffrait pas qu'il fût informé de la politique du gouvernement (2). Il reprochait au duc de se tenir à l'écart des opérations militaires, et priait Sa Majesté de lui pardonner s'il quittait un théâtre où il semblait qu'il n'y eût point de rôle pour lui (3).

En conséquence, il partit à la fin de novembre, sans prendre la peine de faire ses adieux au gouverneur général qui se plaignit au roi de ce mauvais procédé, en assurant Sa Majesté que jamais la courtoisie ni la politesse n'avaient été aussi mal récompensées que par

(1) *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 1174, 1177, 1178.

(2) *Ibid.*, p. 1178.

(3) *Ibid.*

l'aigreur et l'ingratitude du duc de Medina-Cœli : « Il m'a dit, » continuait le duc d'Albe, « que si je ne restais pas en campagne, il était décidé à ne pas séjourner avec moi dans une ville paisible, et il m'a demandé si je comptais marcher en Hollande à la tête des troupes qui devaient y passer l'hiver. J'ai répondu que j'irais partout où je le croirais nécessaire, quand je devrais traverser à la nage tous les canaux de la Hollande (1). » Après ces détails, le duc ajoutait, avec une candeur et une charité affectées, qu'il était certain que le duc de Medina-Cœli était animé d'un si grand zèle pour le service de Sa Majesté qu'il s'était dégoûté de sa position dans les Pays-Bas parce qu'il n'y trouvait pas assez d'occupation.

Après la prise de Harlem, le duc d'Albe fit un nouvel effort pour ramener les autres cités à l'obéissance au moyen d'une proclamation. Le gouverneur comprenait qu'une si longue résistance, de la part de la première place assiégée, promettait des campagnes prolongées avant qu'on obtînt la soumission de toute la Province. Il publia donc à Utrecht, le 26 juillet, une circulaire qui fut répandue dans toutes les villes des Pays-Bas. Cette proclamation contenait un étrange mélange de clémence presque bouffonne et de brutalité véritable. Philippe, dans le début du morceau, revêtait le caractère de la poule couveuse et du père de l'enfant prodigue : « Vous savez bien, » lui faisait-on dire (2), « que le roi a manifesté cent fois son désir de recevoir ses enfants, quelle que fût la situation des prodigues. Sa Majesté vous répète que vos péchés, quelque noirs qu'ils aient pu être, vous seront pardonnés, et que, dans la plénitude de sa royale bonté,

(1) *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 1193.

(2) *Ibid.*

Elle les oubliera si vous vous repentez, et que vous vous jetiez à temps dans ses bras. Malgré tous vos crimes, Sa Majesté désire toujours vous rassembler comme une poule rassemble ses poussins sous ses ailes. Elle vous avertit donc encore une fois de vous remettre entre ses mains royales, et de ne pas attendre sa rage, sa colère et sa vengeance, ni l'approche de son armée. »

Le ton affectueux, que la proclamation perdait déjà à la fin du préambule, faisait bientôt place à l'amertume : « Mais, » continuait le monarque, « si vous dédaignez ces offres de miséricorde, si vous fermez les oreilles comme par le passé, nous vous prévenons qu'il n'y a point de rigueurs ni de cruautés, quelque grandes qu'elles soient, que vous n'ayez à attendre : la désolation, la famine et l'épée vous atteindront, et il ne restera point de traces de ce qui existe maintenant. Sa Majesté dépeuplera et dépouillera le pays, afin de le faire habiter par des étrangers, puisque ce sera, pour Elle, la seule manière d'accomplir la volonté de Dieu et la sienne propre (1). »

Il est presque inutile d'ajouter que cette circulaire n'eut aucun effet.

Le duc tourna alors ses armes vers la cité d'Alkmaar située à la pointe de la péninsule, au milieu des lagunes et des prairies inondées de la Nord-Hollande. Le prince d'Orange y avait envoyé une petite garnison (2). La ville avait été sommée de se rendre au milieu de juillet, et avait nettement refusé (3). Les Espagnols s'étaient retirés ; la reddition et le châtiment de Harlem les avaient oc-

(1) Bor, t. VI, p. 445, 446.
(2) *Ibid.*, p. 444.
(3) *Ibid.*, t. VII, p. 444, 445.

cupés pendant quelques semaines. Le duc d'Albe passa d'ailleurs le mois d'août à réprimer une longue et dangereuse insurrection des soldats espagnols qui occupaient Harlem (1) au nombre de trois ou quatre mille, logés chez les malheureux habitants (2). Les bourgeois souffraient infiniment des insultes des féroces Espagnols enivrés par la victoire, irrités par le retard apporté au payement de leur solde, et avides du pillage qu'on leur avait refusé. La fureur des soldats se manifestait quelquefois envers leurs chefs avec plus de violence qu'envers l'ennemi. Les mutins conçurent le projet de livrer Harlem au prince d'Orange. Une députation déguisée en marchands de la mer Baltique se rendit chez le prince à Delft; ils furent admis dans sa chambre à coucher, avant son lever, et lui déclarèrent qu'ils étaient des soldats espagnols mécontents de leur gouvernement, et que sa cause leur inspirait assez de sympathie pour qu'ils fussent prêts à lui livrer la ville s'il voulait leur donner quarante mille guilders. Le prince prit l'affaire en considération et promit d'accepter l'offre s'il pouvait réunir la récompense requise. Il ne put y parvenir dans le délai prescrit, et fut par conséquent contraint de refuser la proposition, faute de cette faible somme (3).

Les excès de tout genre commis par les troupes dans les diverses provinces des Pays-Bas, sur les pauvres habitants, excitèrent chez le duc d'Albe « une douleur qu'il n'avait jamais ressentie en quarante ans de service (4). » Il déclara qu'il était prêt à se rendre à Am-

(1) Bor, *ubi sup.* Hoofdt, t. VIII, p 317.
(2) Bor, t. VI, p. 449.
(3) Meteren, t. IV, p. 81. Hoofdt, t. VIII, p. 318.
(4) *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 1260.

sterdam pour s'offrir en otage aux soldats, s'il pouvait ainsi réprimer la révolte (1). Il alla en effet à Amsterdam, et, grâce à ses efforts habilement secondés par le marquis Vitelli, il apaisa les mutins et rétablit l'obéissance en payant à chaque soldat trente couronnes, dont quatorze pour ses arrérages, et seize pour sa part en compensation du pillage de la ville de Harlem (2).

Le gouverneur général eut enfin le loisir de tourner tous ses efforts contre la petite ville d'Alkmaar. La liberté hollandaise se préparait à se défendre sur ce petit banc de sable, dernière limite de la terre habitable. Les tours sombres du château et de l'abbaye d'Egmont s'élevaient entre la ville et la mer; les troupes envoyées par le prince d'Orange s'y campèrent pendant que les bourgeois hésitaient à les recevoir. Le sort fut bientôt jeté, et la garnison du prince entra dans Alkmaar. Les Espagnols la suivirent de près, brûlèrent le village d'Egmont que les patriotes venaient de quitter, et le 21 août, don Frédéric paraissant devant les murailles commença à investir Alkmaar en règle (3). Au bout de peu de jours, l'œuvre fut complète, et, comme le disait le duc d'Albe « un moineau ne pouvait entrer dans la ville ni en sortir (4). » Les chances étaient inégales. Les assiégeants comptaient seize mille vétérans (5). La garnison

(1) *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 1260.

(2) Hoofdt, t. VIII, p. 318. *Corresp de Philippe II*, t. II, p. 1264.

(3) Nanning van Foreest El en kort verhael van der strenghe Belegberinge endre aftck der Spangiaerden, van der Stadt Alckmaar (Delft, 1573). L'auteur est un magistrat de la ville qui prit une part active au siége et en écrivit le récit après la retraite des Espagnols. Comp. Hoofdt, t. VIII, p. 317-319. Wagenaer, t. VI, p. 441.

(4) *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 1264.

(5) Wagenaer, t. VI, p. 441. Hoofdt, t. VIII, p. 321.

s'élevait seulement à huit cents soldats (1) soutenus par treize cents bourgeois en état de porter les armes (2). La population de la ville se composait en outre de quelques réfugiés, de femmes et d'enfants. Deux mille cent hommes, dont un tiers seulement de soldats exercés, en face de seize mille hommes de troupes régulières!

Les bourgeois et la garnison d'Alkmaar savaient d'avance le sort qui les attendait s'ils étaient forcés de se rendre. Le duc ne se lassait pas de parler de l'ingratitude avec laquelle on avait jusqu'alors accueilli sa clémence. Il se plaignait amèrement du mauvais succès de ses avertissements, se reprochait avec une véhémence incroyable sa douceur passée, et s'étonnait qu'après s'être borné à pendre deux mille trois cents personnes lors de la reddition de Harlem, et quelques bourgeois depuis lors, il n'eût pas trouvé une affection qui répondît à ses bontés. Mais il se promettait une ample compensation à tant d'ingratitude dans la vengeance éclatante qu'il comptait tirer d'Alkmaar. Il se réjouissait d'avance du carnage qui aurait lieu dans ses murailles. On a quelque peine à croire à une fureur aussi insensée que celle qui lui faisait écrire au roi : « Si je prends Alkmaar, je suis résolu à ne pas laisser une seule créature en vie; on coupera la gorge à tout le monde. Puisque l'exemple de Harlem n'a été bon à rien, peut-être une manifestation de cruauté ramènera-t-elle les autres cités au sens commun (3). » Il saisissait cette occasion pour faire la leçon au parti de la paix à Madrid, dont il lui semblait que le souverain

(1) Hoofdt, *ibid.*
(2) *Ibid.*
(3) *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 1264.

commençait à accueillir les conseils. Rien ne pouvait être plus absurde, disait-il, que l'idée du pardon et de la clémence. Les événements récents l'avaient assez prouvé. Il était aisé de loin de prêcher la douceur, mais les gens qui étaient sur les lieux ne s'y trompaient pas. La clémence n'avait eu aucun effet, la violence seule pouvait réussir à l'avenir : « Que Votre Majesté se détrompe, » continuait-il, « on ne peut rien obtenir de ce peuple par la bonté. Les choses en sont venues à un tel point que bien des gens nés dans le pays, et qui avaient jusqu'ici recommandé la douceur, ont changé d'avis et reconnaissent leur erreur. Ils croient qu'il ne faut pas laisser une âme vivante dans Alkmaar, et que la population tout entière doit être passée au fil de l'épée (1). » Tout en écrivant ces lettres empreintes d'une telle férocité qu'on croit en voir découler le sang, le duc appuie sur la bénignité naturelle de son caractère : « Votre Majesté peut être certaine, » dit-il, « que nul homme au monde ne désire plus que moi suivre le sentier de la clémence, malgré mon horreur pour les hérétiques et les traîtres (2). » C'était donc avec regret qu'il se voyait contraint de suivre une marche opposée et d'imposer silence à la générosité de son cœur.

Dietrich Sonoy, lieutenant gouverneur du prince d'Orange dans la Nord-Hollande, se trouvait chargé de la responsabilité immédiate de la défense du pays (3). A mesure que l'orage montait du midi, cet officier expérimenté commençait lui-même à s'inquiéter de la lutte inégale qui se préparait. Il écrivit à son chef pour lui

(1) *Corresp. de Philippe II*, p. 1266.

(2) *Ibid.*

(3) Hoofdt, t. VIII, p. 321. Bor, t. VI, p. 451, 452.

dépeindre sa triste situation (1). Il espérait quelque secours des alliances étrangères : « Si Votre Altesse Sérénissime, » disait Sonoy, « a fait un traité avec quelque potentat puissant, il est bien nécessaire de le faire savoir à toutes les villes, afin de mettre un terme à l'émigration et de consoler le peuple dans son affliction (2). »

La réponse du prince respirait le plus noble enthousiasme. Il reprenait avec une douce et sérieuse éloquence son lieutenant et ses autres partisans de leur manque de foi et de leur abattement. Il ne s'était pas attendu, disait-il, à leur voir oublier sitôt leur mâle courage. Il semblait que le sort du pays tout entier fût attaché à la ville de Harlem. Il prenait Dieu à témoin qu'il n'avait pas épargné sa peine, et qu'il eût été tout prêt à ne pas épargner son sang pour sauver cette malheureuse ville. « Mais, puisque, malgré nos efforts, » continuait-il, « il a plu à Dieu de disposer de Harlem selon sa divine volonté, renierons-nous pour cela sa sainte parole? Le bras puissant de l'Éternel est-il raccourci? Son Église est-elle détruite? Vous me demandez si j'ai conclu quelque traité avec des rois et de grands potentats; je vous réponds qu'avant de prendre en main la cause des chrétiens opprimés dans les Provinces, j'étais entré dans une étroite alliance avec le Roi des rois, et je suis convaincu qu'il sauvera par son bras tout-puissant ceux qui mettront en lui leur confiance. Le Dieu des armées suscitera des armées, afin que nous puissions lutter contre ses ennemis et les nôtres. » En terminant, il racontait ses préparatifs pour attaquer l'ennemi par terre et par mer, et il encourageait son lieutenant et les citoyens de la Nord-

(1) Bor, t. VI, p. 446, 447.
(2) *Ibid.*

Hollande à présenter à l'ennemi qui s'avançait un front imperturbable (1).

La petite garnison et les bourgeois d'Alkmaar, les yeux fixés sur les ruines de Harlem, qui semblaient leur annoncer le sort qui les attendait, se préparèrent à tout souffrir pour leur cause. Toutes leurs espérances se fondaient sur l'Océan. Les vastes écluses appelées le Zyp, au moyen desquelles on pouvait inonder très-promptement toute la Nord-Hollande, étaient à peu de distance de la ville. En les ouvrant, et en abattant quelques digues, les habitants pouvaient charger la mer de combattre pour eux. Leur consentement était indispensable pour cette opération qui entraînait la perte de toutes les récoltes alors sur pied. La ville était serrée d'assez près pour que ce fût une affaire de vie ou de mort que de tenter d'en sortir; il était donc difficile de trouver quelqu'un qui voulût se charger de cette difficile mission. Enfin, un charpentier de la ville, appelé Pierre Van der Mey, entreprit l'aventure (2); on lui confia des lettres pour Dietrich Sonoy, pour le prince d'Orange et pour plusieurs personnages importants dans diverses villes de la Province. Les papiers étaient contenus dans une canne creuse soigneusement scellée (3).

La crise approchait pour la ville assiégée. Des escarmouches sans résultat avaient lieu tous les jours sous les murailles. Enfin, le 18 septembre, après une canonnade qui avait duré douze heures, don Frédéric ordonna l'assaut à trois heures de l'après-midi (4). Malgré

(1) 9 août 1573. Bor, t. VI, p. 447, 448.

(2) *Ibid.*, p. 452.

(3) *Ibid.*

(4) Bor, t. VI, p. 453. Hoofdt, t. VIII, p. 323. Mendoza, t. X, p. 217-219.

une expérience de sept mois devant Harlem, il se flattait encore d'emporter Alkmaar d'assaut. On attaqua à la fois la porte de Frise et la tour Rouge qui était située en face. Deux régiments d'élite, récemment arrivés de Lombardie, ouvrirent l'attaque, en faisant retentir l'air de leurs cris de victoire. Ils furent soutenus par des troupes disciplinées en nombre écrasant. Cependant, même à Harlem, jamais assaut n'avait été repoussé par des cœurs plus héroïques. Tous les hommes de la ville étaient sur les remparts. Les assiégeants furent accueillis par des coups de canon, de mousquet et de pistolet. On versait sur eux de l'eau bouillante, de l'huile chaude, de la poix, du plomb fondu, de la chaux vive. Des cerceaux enduits de goudron enflammé étaient lancés autour du cou des soldats, qui luttaient en vain pour se débarrasser de ces brûlants colliers, et, à mesure que l'un des assiégeants mettait le pied sur la brèche, il rencontrait l'épée et le poignard des bourgeois qui le précipitaient la tête la première dans le fossé (1).

On donna trois fois l'assaut avec une fureur croissante, on le repoussa trois fois avec un courage infatigable. La lutte dura quatre heures. Pendant ce temps, les défenseurs d'Alkmaar ne quittèrent pas leur poste; les morts et les blessés laissèrent seuls leurs places vides (2). Les femmes et les enfants, sans s'inquiéter des balles qui volaient de toutes parts, sans s'effrayer des combats corps à corps qui avaient lieu sur les remparts, allaient sans cesse des arsenaux aux murailles pour apporter à leurs pères, à leurs mères et à leurs frères, de la poudre

(1) Nanning van Foreest, p. 34. Bor, t. VI, p. 453. Hoofdt, t. VIII, p. 323.

(2) *Ibid.* Mendoza, t. X, p. 216-219.

et des balles (1). Tous les êtres humains en état de se mouvoir étaient engagés dans la défense de la place. L'obscurité arriva enfin. La trompette sonna, et les Espagnols se retirèrent à regret laissant mille hommes au moins dans les tranchées (2), tandis que la ville n'avait perdu que treize bourgeois et vingt-quatre soldats (3). Alkmaar pouvait tenir quelque temps encore; une nombreuse armée de troupes régulières venait d'être défaite par une poignée de gens combattant pour leur Dieu et leurs foyers. L'enseigne Solis, qui avait mis un instant le pied sur la brèche et qui avait miraculeusement échappé à la mort au moment où il avait été précipité dans le fossé, racontait qu'en jetant les yeux dans la ville, il n'avait vu « ni casque ni cuirasse, seulement des gens d'une apparence très-simple, habillés comme des pêcheurs (4). » Ces pauvres pêcheurs venaient de battre les vétérans du duc d'Albe.

Les citoyens reprirent courage en voyant le résultat de la journée; en outre, ils avaient, sur l'état des affaires dans le camp ennemi, des renseignements qui augmentaient leur confiance. Un Espagnol, nommé Jeronimo, avait été fait prisonnier et amené dans la ville (5). Sur une promesse de pardon, il avait révélé beaucoup de secrets sur la position et les intentions des assiégeants. Il est triste d'ajouter que, malgré ses confessions, le prisonnier fut lâchement exécuté en dépit des engagements pris envers lui (6). Il demandait la vie pendant qu'on le menait au

(1) Nanning van Foreest, t. 33. Hoofdt, t. VIII, p. 324.
(2) Bor, t. VI, p. 453. Hoofdt, t. VIII, p. 324.
(3) *Ibid.* Nanning van Foreest, p. 38.
(4) *Ibid.*
(5) Bor, t. VI, p. 453. Hoofdt, t. VIII, p. 322, 323.
(6) *Ibid.*

supplice, offrant de nouvelles révélations qu'on tint pour inutiles après avoir déjà appris tant de secrets. A bout de ressources, le pauvre Espagnol offrit à ses bourreaux, avec la plus parfaite naïveté, de se mettre à genoux et d'adorer le démon comme eux (1), si à cette condition il pouvait obtenir grâce. On peut juger que cette proposition ne lui fut pas de grande utilité aux yeux des rigides calvinistes, et le pauvre prisonnier fut pendu.

Le lendemain de l'attaque, on recommença le feu contre la ville. Après sept cents coups de canon, don Frédéric ordonna l'assaut, mais en vain; les Espagnols, jusqu'alors indomptables, résistèrent à toutes les menaces comme à toutes les prières, et refusèrent de monter à la brèche. La place semblait protégée par des puissances surnaturelles; sans cela, eût-il été possible, à des pêcheurs à demi morts de faim de triompher des vaillantes légions espagnoles? Ils croyaient sans doute que le démon, objet du culte des Hollandais, défendait ses enfants. Plusieurs soldats se laissèrent tuer par leurs officiers plutôt que de faire un pas vers les remparts, et l'assaut fut remis indéfiniment (2).

Cependant le gouverneur Sonoy avait ouvert plusieurs digues, et le pays devenait marécageux bien que l'inondation attendue n'eût pas encore eu lieu. Les soldats étaient mal à l'aise et indociles. Le charpentier dépêché par les bourgeois d'Alkmaar était arrivé le 26 septembre au quartier de Dietrich Sonoy, apportant des lettres du prince d'Orange qui contenaient l'ordre exprès d'inonder le pays à tout risque, plutôt que de laisser tomber Alkmaar entre les mains des ennemis. Les digues et les

(1) Bor, *ibid.*
(2) Hoofdt, t. VIII, p. 324. Comp. Mendoza, t. X, p. 219, 220.

écluses devaient être soigneusement gardées afin d'empêcher les paysans de les fermer ou de les réparer pendant la nuit pour sauver leurs récoltes. Les lettres du prince furent copiées et le charpentier les emporta avec les instructions de Dietrich Sonoy. Une note écrite en marge de la lettre du prince prévenait les bourgeois de placer quatre feux d'alarme dans des endroits indiqués, quand il serait temps d'avoir recours à des mesures extrêmes. Sur ce signal, le prince promettait solennellement que l'inondation viendrait engloutir tous les Espagnols. L'œuvre était déjà commencée; le Zyp et les autres écluses étaient ouvertes, et une masse d'eau poussée par un vent de nord-ouest avait déjà pénétré par la brèche (1). Il ne s'agissait plus que de rompre les deux grandes digues, pour rendre le déluge et le désastre complets. Les moissons étaient vouées à la destruction; la perte était immense, mais les Espagnols seraient contraints de s'enfuir s'ils ne voulaient pas périr jusqu'au dernier.

Le coup fatal ainsi convenu, le charpentier reprit le chemin de la ville. Il ne put réussir à y rentrer sans difficultés. Il se tira à grand'peine des lignes ennemies, et pendant qu'il était occupé de sauver sa vie, il eut le malheur, ou plutôt le bonheur, comme l'événement le prouva, de perdre la canne qui contenait ses dépêches. Il réussit à entrer dans la place, et encouragea de vive voix les bourgeois en leur racontant les intentions du prince et de Sonoy. Cependant ses lettres étaient entre les mains du général ennemi. La résolution du prince, ainsi révélée à don Frédéric, fit une vive impression sur

(1) Bor, t. VI, p. 454. Hoofdt, t. VIII, p. 325. Mendoza, t. X, p. 219, 220.

le commandant espagnol. Il était évident qu'il avait affaire à un chef résolu et à des hommes au désespoir. Il avait été repoussé lorsqu'il avait tenté de prendre la place d'assaut, et ne pouvait se faire illusion sur l'humeur et la disposition de ses soldats depuis cet échec. Il avait des raisons de croire que, lorsqu'ils apprendraient qu'ils étaient menacés, outre les horreurs ordinaires de la guerre, d'être submergés par l'Océan, ils s'enfuiraient lâchement de ce banc de sable désolé où les attendait une mort inévitable. Après un conseil de guerre, don Frédéric décida que l'honneur des armes espagnoles était satisfait. Ni la gloire, ni le devoir, pensa-t-on, n'exigeaient qu'on sacrifiât seize mille soldats dans une lutte avec l'Océan (1).

Le 8 octobre, en conséquence, on leva le siége qui avait duré sept semaines (2), et don Frédéric alla rejoindre son père à Amsterdam. Prêts à mourir dans leur dernier retranchement, pour envelopper leurs ennemis dans une catastrophe commune, les Hollandais avaient enfin obligé leur fier ennemi à quitter la position qu'il avait si insolemment occupée.

Les affaires publiques et les opérations militaires n'étaient pas les seuls événements importants qui eussent alors de l'influence sur le sort de la Hollande et des autres provinces. Les relations secrètes qui avaient été renouées entre Louis de Nassau et la cour de France excitaient de grandes inquiétudes dans l'esprit du duc d'Albe. Le comte Louis était connu pour un négociateur aussi habile qu'il était un militaire hardi et entre-

(1) Bor, Hoofdt. *ubi sup.* Comp. Mendoza, t. X, p. 219, 220.

(2) *Ibid. Correspondance de Philippe II,* t. II, p. 1280. Nanning van Foreest.

prenant. Sa franchise et son courage appelaient la confiance.

Le duc d'Albe exprima secrètement à Philippe beaucoup de défiance de la France (1). Il lui rappela que l'année précédente, Charles IX, pendant qu'il traitait avec Louis de Nassau, lui avait donné l'assurance qu'il travaillait seulement à persuader le comte de passer au service du roi d'Espagne (2). A ce même moment il faisait tous ses efforts pour secourir Mons, et il écrivait la fameuse lettre tombée entre les mains du duc d'Albe avec M. de Genlis, pour exprimer sa résolution de porter un coup mortel à Philippe II (3). Le gouverneur rappelait tous ces souvenirs à la mémoire de son maître. En lui conseillant d'user de belles paroles à l'égard de la cour d'Angleterre dont la répugnance à traiter avec l'Espagne devenait tous les jours plus évidente, il insinuait au roi qu'il n'était pas obligé de se croire lié par les promesses qu'il pouvait faire à la reine Élisabeth dans, le cas où elles deviendraient gênantes : « Les promesses d'un monarque, » disait-il, ne « peuvent pas être considérées comme aussi sacrées que celles des humbles mortels (4). Le roi ne devrait pas violer ouvertement sa parole, » continuait le duc, « mais j'ai cru toute ma vie, et j'ai appris de l'empereur, père de Votre Majesté, que les négociations des princes ne sont pas conduites d'après les mêmes principes que les affaires des simples gentilshommes qui vivent dans le monde, et j'ai toujours remarqué que c'était ainsi que le père de Votre

(1) *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 1211.
(2) *Ibid.*
(3) *Ibid.*, p. 269. *Note.*
(4) *Ibid.*, p. 1211.

Majesté, qui était un si grand seigneur et un souverain si puissant, dirigeait ses affaires. » Le gouverneur saisissait cette occasion pour exprimer ses regrets de la maladresse qui avait présidé à l'entreprise de Ridolfi. S'il avait été consulté plutôt, l'affaire eût été traitée avec plus de délicatesse; on ne peut douter que la découverte du complot n'eût créé dans l'esprit d'Élisabeth des préjugés contre l'Espagne : « De cette poussière » disait le duc, « est née toute cette boue (1). » Ni Philippe ni le vice-roi ne pouvaient s'étonner qu'Élisabeth, en découvrant une conjuration contre sa vie, pour mettre la couronne sur la tête de sa rivale, eût conçu contre eux quelques sentiments d'indignation. Pour le moment cependant les négociations du duc d'Albe parurent couronnées de succès.

Le 1er mai 1573, les articles de la convention entre l'Angleterre et l'Espagne, à propos des affaires des Pays-Bas, avaient été solennellement publiés à Bruxelles (2). Le duc, en communiquant à son maître la fin de cette négociation, lui conseillait de prendre à l'avenir, à sa solde, le ministère anglais. En particulier il était d'avis de donner tous les ans une certaine somme à lord Burleigh « qui tenait le royaume entre ses mains, car j'ai toujours été d'avis, » continuait-il, « qu'il est bon pour les princes de donner des pensions aux ministres des autres potentats, et d'employer ceux qui ne recevaient d'argent de personne (3). »

D'autre part, les négociations du prince d'Orange avec la cour d'Angleterre n'avaient pas réussi, et il se trou-

(1) *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 1211.
(2) *Ibid.*, p. 333, 334. Meteren.
(3) *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 1221.

vait presque dans l'impossibilité de lever les fonds nécessaires pour continuer la guerre.

En même temps, la tolérance qu'il exigeait pour les deux religions excitait la colère des fanatiques de tous les partis. Les catholiques l'accusaient d'avoir été l'instigateur des excès qu'il avait en vain tenté de réprimer. Les crimes de Guillaume de la Marck avaient excité chez le prince une indignation qui l'avait porté à risquer sa vie pour les empêcher et les châtier; et pourtant il était soupçonné de les avoir ordonnés. De la Marck avait plus que contre-balancé le grand service qu'il avait rendu au prince, lors de la prise de Brill, par les cruautés commises depuis lors. Il finit par égorger avec une barbarie inouïe le père Cornélius Musius, pasteur de Sainte-Agathe, vieillard de soixante-douze ans, fort estimé par le prince d'Orange qui versa des larmes en apprenant sa mort. Les États de Hollande indignés chassèrent le coupable de leur service. Mais à raison de ses exploits passés, de ses puissantes relations et de son turbulent caractère on se contenta de l'engager à quitter paisiblement le pays (1).

Guillaume d'Orange et les États eurent peine à se débarrasser de cet allié incommode. Il souleva des émeutes dans plusieurs endroits, et se vantait d'avoir à son service trois mille hommes dévoués et un grand nombre de beaux vaisseaux de guerre, qui l'aideraient « à faire danser les États sur l'air qu'il voudrait jouer. » Au commencement de l'année suivante (1574), il fut enfin contraint de quitter les Provinces; il n'y reparut jamais et mourut quelques années après, à la suite des morsures

(1) Hoofdt, t. VII, p. 281, 282. Bor, t. VI, p. 422. Brandt, t. X, p. 538-540.

sures d'un chien enragé, digne fin de cet homme violent jusqu'à la frénésie (1).

Pendant que le prince poursuivait ainsi son noble but, ses implacables ennemis le représentaient comme un homme qui joue une partie, malheureusement pour lui, fort mauvaise. « Ce pauvre prince est mal conseillé, » écrivait Granvelle; « je doute maintenant qu'il puisse jamais faire sa paix, et je crois que nous ferions bien d'essayer de nous défaire de lui et de son frère, comme s'ils étaient des Turcs. Son mariage avec la fille de Maurice, *unde mala et quia ipse talis*, et ses frères lui ont fait grand tort. Schwendi et ses amis allemands en ont fait autant. J'ai vu cela très-clairement, mais il n'a pas voulu me croire (2). »

La grande espérance du prince d'Orange se fondait sur les négociations secrètes que son frère Louis avait renouées avec le gouvernement français. Le prince avait éprouvé une répugnance presque insurmontable à l'idée d'entretenir des relations avec cette cour souillée de sang depuis le massacre de la Saint-Barthélemy; mais les affaires avaient changé de face. Au lieu de se glorifier de leurs crimes, le roi et sa mère avaient adopté un ton de componction; ils assuraient que le massacre n'était pas prémédité, qu'il avait été causé par la terreur panique qu'avaient excitée les projets récemment découverts des Huguenots, et que c'était l'instinct de la conservation qui avait jeté le roi, sa famille et ses amis dans une voie qu'ils regrettaient amèrement (3). Les ambas-

(1) Meteren, Strada, Hoofdt, t. VII, p. 289, 290. Bor, t. VI, p. 424-431. Wagenaer, t. VI, p. 434-436.

(2) *Le cardinal Granvelle à Morillon,* 18 mars 1573. *Archives,* etc.. t. VI, p. 35.

(3) *Archives de la maison d'Orange,* t. IV. De Thou, liv. LV, t. VI, p. 590.

sadeurs français auprès des diverses cours de l'Europe reçurent ordre de développer cette idée devant les monarques auprès desquels ils étaient accrédités. Ces instructions étaient fort différentes de celles qu'ils avaient reçues naguère. Ils avaient réclamé des éloges et des actions de grâces pour leur souverain au nom de ses glorieux exploits. Les salves d'artillerie, les illuminations, les réjouissances, les processions et les grand'messes qui avaient célébré cet heureux événement étaient encore présentes à la mémoire des hommes. Les ambassadeurs étaient un peu embarrassés de l'approbation nette et décidée qu'ils avaient récemment exprimée. Bien que le roi, dans une proclamation formelle, eût assumé toute la responsabilité de l'œuvre dont chacun le croyait le principal agent, ses envoyés étaient chargés de se démentir et de représenter, comme le fruit d'une déplorable fureur, le massacre qu'ils avaient célébré comme un exploit habilement conçu et résolûment accompli.

Tous les projets favoris de Catherine de Médicis, l'humiliation de l'Espagne, le mariage de la reine Élizabeth avec le duc d'Alençon, le protectorat secret envers les princes protestants d'Allemagne, la couronne de Pologne à placer sur la tête du duc d'Anjou, et peut-être le sceptre impérial à faire entrer dans la maison de Valois, toutes ces espérances d'une politique savante avaient été détruites par le massacre et par l'horreur qu'il avait inspirée. Charles et Catherine comprirent bientôt la fausse situation qu'ils s'étaient faite, et la satisfaction de l'Espagne perça sous le voile de pieuse horreur dont se couvrait le roi (1).

(1) *Archives*, etc., t. IV.

Philippe et le duc d'Albe écoutaient avec une maligne joie le cri d'indignation qui s'élevait de tous les coins de l'Europe. Ils se réjouissaient de la maladresse des coupables autant que de l'accomplissement du crime: « Votre Majesté, » écrivait rudement Louis de Nassau à Charles IX, « voit l'Espagnol, son ennemi mortel, faire ses choux-gras de la désolation de ses affaires, et se rire à gorge déployée de ses malheurs..... vu que déjà, par le dernier massacre et les troubles présents, l'Espagnol a plus affaibli Votre Majesté que s'il eût fait la guerre trente ans (1). »

Avant la fin de l'année, Charles s'était convaincu de la funeste impression laissée par l'événement. Il se plaignit amèrement, et presque lâchement, de l'abandon où le laissait le roi Catholique: « Il sait bien, » écrivait le roi de France à Saint-Goard, « que, s'il peut terminer les troubles et me laisser seul dans la danse, il aura le temps et les moyens d'établir son autorité, non-seulement dans les Pays-Bas, mais ailleurs, et qu'il se rendra plus grand et plus formidable que jamais. C'est la récompense de tout le bien qu'il a reçu de moi, et qui est tel que chacun sait (2). »

Gaspard de Schomberg, l'habile et honnête agent de Charles IX en Allemagne, avait prévenu depuis longtemps son royal maître de la déplorable influence exercée par le massacre sur toutes les négociations qu'il poursuivait, en particulier sur les projets relatifs aux couronnes de l'Empire et de la Pologne. Les prétentions de la France sur le trône impérial devaient être bientôt abandonnées. Charles et Philippe n'étaient destinés ni

(1) *Archives de la maison d'Orange*, t. IV, p. 85.
(2) *Ibid.*, p. 33.

l'un ni l'autre à dépouiller la nombreuse postérité de Maximilien de ses possessions allemandes. Il est pourtant curieux de voir avec quelle avidité peu scrupuleuse les deux monarques poursuivaient ce but; ils étaient prêts, pour l'atteindre, à abjurer leurs principes les plus chers. Le roi d'Espagne, qui avait pour mission d'extirper l'hérésie de ses domaines et qui, pour y parvenir, avait commis plus de crimes et versé plus de sang qu'aucun monarque avant lui, Philippe, à qui ses défenseurs n'ont trouvé d'autre excuse que celle du fanatisme qui le portait à dépeupler ses Provinces pour remplir envers Dieu le devoir d'en exterminer tous les hérétiques, poursuivait des négociations secrètes avec les princes de l'Empire, promettant (1) « qu'avant d'entrer dans cette dignité il retirerait les Espagnols des Pays-Bas; qu'il réunirait ledit Pays-Bas au corps de l'Empire, qu'il remettrait le prince d'Orange et tous ses complices en leurs biens et premier état, et qu'il ferait observer et maintenir, dedans tous les pays de son obéissance qui avaient été ou seraient incorporés à l'Empire, les mêmes édits et ordonnances qui ont été établis et se gardent par le reste de l'Allemagne sur le fait de la religion. » En un mot, Philippe était prêt, si on lui promettait la couronne de Charlemagne, à défaire l'œuvre de sa vie, à rétablir le rebelle qu'il avait proscrit et poursuivi, et à se prosterner devant cette réforme dont il avait si longtemps brûlé et massacré les disciples. Telle était la profondeur de ces convictions religieuses qu'il avait professées depuis tant d'années pour excuser les atrocités commises dans les Pays-Bas! Dieu ne pouvait lui pardonner de laisser

(1) *Schomberg au duc d'Anjou* (10 février 1573). *Archives*, etc., t. IV, p. 30.

subsister un seul hérétique dans les Provinces mais le sceptre impérial, en tombant dans ses mains, lavait tous les hérétiques comme de l'hysope, et les rendait plus blancs que la neige, sans qu'ils fussent contraints de renoncer à leurs croyances.

Charles IX était prêt aussi à expliquer, à la satisfaction de tout esprit libéral, les meurtres commis pendant les noces de Paris, bien qu'il ne pût rappeler à la vie ses innombrables victimes. Les explications étaient devenues nécessaires. L'accession de Sa Majesté Très-Chrétienne ou du roi Très-Catholique au trône des Césars était peu probable; mais le trône électif de Pologne, actuellement vacant, dépendait indirectement des mêmes électeurs. Il était possible d'assurer la couronne de Pologne au duc d'Anjou (1). Cette espérance est la clef des complications politiques pendant les années 1573 et 1574. Sigismond Auguste, le dernier des Jagellons, était mort le 7 juillet 1572 (2). Les deux candidats au trône de Pologne étaient l'archiduc Ernest, fils de l'empereur, et Henri, duc d'Anjou. Un parti nombreux portait aussi le prince d'Orange, dont l'élection eût été un grand triomphe pour le protestantisme; mais son ambition n'était pas éveillée par la perspective d'une couronne; l'œuvre qu'il avait entreprise demandait les forces de sa vie tout entière. Il avait néanmoins une grande influence, fort recherchée par les partisans du duc d'Anjou. Les luthériens et les Moraves étaient nombreux en Pologne, et le parti protestant polonais et allemand pouvait faire pencher la balance de l'élection.

Le prince avait quelque peine à triompher de sa répu-

(1) Comp. De Thou, t. VI, liv. IV, V.
(2) *Ibid.*, t. VI, liv. III, p. 448.

gnance à prononcer même le nom de l'homme qui avait désolé d'un seul coup la France, et détruit les brillantes espérances attachées à l'entrée des patriotes dans les Pays-Bas en 1572. Cependant il consentit à écouter les explications par lesquelles le roi et ses ministres tentaient, non sans quelque succès, de laver leur réputation, si ce n'est leurs âmes, du crime de préméditation. C'était quelque chose que de voir les meurtriers déplorer ce crime avec le sac et la cendre; c'était quelque chose que de terminer le siége de La Rochelle, d'assurer aux huguenots la liberté de conscience, et de former une alliance avec une nation puissante qui pouvait aider les Pays-Bas à relever la tête, en favorisant les prétentions du duc d'Anjou et en acceptant le repentir de Charles IX (1). Le gouvernement français, animé contre l'Espagne par la passion et par la politique, pouvait rendre de grands services aux Provinces révoltées: « Je vous conjure très-humblement, mon bon maître, » écrivait Schomberg à Charles IX, « d'éviter que les électeurs puissent se mettre en tête que vous favorisez en aucune manière le roi d'Espagne. Ne vous engagez pas par des hostilités ouvertes, si vous ne le croyez pas prudent; mais faites attention, si vous ne voulez pas être renversé de votre selle. Je crèverais de rage, si je vous voyais manquer le prix, à cause des méchantes calomnies de vos ennemis (2). » Le prince d'Orange consentit donc, avec une certaine défiance, à accepter les assurances d'une repentance qui devait être accompagnée de quelque réparation. Il permit à son frère Louis d'entrer en négociation avec Schomberg, en Allemagne. Il rédigea et lui

(1) *Archives*, t. IV, part. II. Comp. de Thou, t. VI, p. 53-55.
(2) *Archives*, etc., t. IV, p. 15, 16.

envoya le projet d'un traité qu'il consentait à faire avec Charles IX (1). Il stipulait que le roi de France ferait aussitôt la paix avec ses sujets, en déclarant qu'il avait été trompé par ceux qui, sous prétexte de le servir, avaient travaillé pour leurs propres intérêts, aux dépens de la couronne et du peuple. Le roi devait assurer la liberté de conscience. L'édit qu'il proclamerait à cet effet devait être confirmé par tous les parlements et États du royaume, et les preuves devaient en être fournies, sans réserve ni exception, à tous les princes de l'Allemagne. Si Sa Majesté n'était pas disposée à faire la guerre pour délivrer les Pays-Bas, elle devait fournir au prince d'Orange cent mille couronnes d'or dès le début, et la même somme devait être versée tous les trois mois. Le prince exigeait la permission de lever mille hommes de cavalerie et sept mille fantassins en France. Toutes les villes qu'il pourrait conquérir dans les Provinces, à l'exception de celles de Hollande et de Zélande, devaient passer sous le sceptre et dans les mains du roi de France. Les provinces de Hollande et de Zélande, également placées sous sa protection, devaient être gouvernées par les seigneurs et les bourgeois du pays. Le roi devait garantir une liberté religieuse absolue et le maintien de toutes les anciennes constitutions, priviléges et chartes, « sans contredit ou cavillation quelconque (2). » Le prince d'Orange, ou les États de Hollande et de Zélande, se chargeaient de rembourser à Sa Majesté Très-Chrétienne les sommes qu'elle devait avancer. Cette dernière clause était la seule où le prince fît mention de lui-même, excepté en parlant des levées de troupes qu'il devait faire en France. Il ne

(1) *Archives*, etc., t. VI, p. 116-118.
(2) *Ibid.*, p. 118.

réclamait pour lui-même nul autre droit que celui d'enrôler des soldats pour se battre au nom de la liberté, et de payer leurs dépenses si les États n'y pourvoyaient pas. Il remit à peu près à la même époque des instructions analogues à ses deux agents secrets, Lumbres et le docteur Faijaert qui partaient pour Paris (1).

Les infatigables efforts de Gaspard de Schomberg et les vives explications de la cour de France produisirent enfin leur effet : « Vous assurerez toujours les princes, » écrivait le duc d'Anjou à Schomberg, « que les choses qu'on vous a écrites de ce qui est advenu en ce royaume sont véritables, et advenues inopinément sans avoir été en aucune façon préméditées; que le roi et moi n'avons jamais eu ni n'avons aucune intelligence avec le roi d'Espagne contre ceux de la religion, et que ce sont toutes impostures que ce qu'on en dit journellement aux princes (2). »

Le comte Louis exigea pourtant que la repentance du roi portât quelques fruits pour les victimes de sa tyrannie. Au milieu de ces dangereuses intrigues, il poursuivait hardiment la sûreté de ses malheureux amis. Il demandait non des paroles, mais des actions, ou au moins des gages. Il conservait, vis-à-vis des agents de Charles et du roi lui-même, l'attitude ferme et sceptique que les députés huguenots avaient adoptée dans leurs conférences avec Catherine de Médicis : « La parole d'un roi ne vous suffit-elle pas? » disait la reine douairière aux commissaires qui insistaient pour obtenir des garanties; — « Non, Madame, » répondit l'un d'eux, « non,

(1) Groen van Prinsterer, *Archives*, etc., p. 109-124. Comp. de Thou, t. VI, liv. LV, p. 393.

(2) *Archives*, etc., t. IV, p. 26, 27.

par saint Barthélemy (1) ! » Le comte Louis dit et répéta nettement à Schomberg qu'il lui fallait sous peu de jours une réponse catégorique, « qui consistât en actions et non en paroles, vu qu'il ne pouvait et ne voulait pas risquer à jamais l'honneur de son frère, et les biens, le sang et la vie des pauvres gens qui soutenaient la cause (2). »

Le 23 mars 1573, Schomberg eut avec Louis de Nassau une entrevue qui dura sept ou huit heures. Ils discutèrent les entreprises du comte qui « sont assurément grandes et belles, » disait Schomberg, » et adoptèrent définitivement une série de conditions rédigées en partie par l'un, en partie par l'autre des deux négociateurs (3). Les bases de ces conditions étaient le protectorat du roi de France sur la Hollande et la Zélande, et sa souveraineté sur les autres provinces qu'on pourrait conquérir dans les Pays-Bas. Elles étaient parfaitement d'accord avec le projet fourni par le prince d'Orange, et insistaient surtout sur la liberté de conscience pour les deux religions, sur le maintien des chartes municipales et sur le payement de certains subsides par la France, dans le cas où Sa Majesté ne voudrait pas entrer en campagne (4).

Dix jours après, Gaspard de Schomberg (5) écrivit à son maître que le comte était disposé à user de l'influence de sa famille pour assurer au duç d'Anjou la couronne de Pologne, et Louis, qui avait terminé ses négociations avec l'agent de Charles IX, écrivit au roi

(1) Raumer, *Gesch. Eur.*, t. II, p. 265.
(2) *Archives*, etc., t. IV, p. 38.
(3) *Ibid.*, p. 43.
(4) *Ibid.*, p. 43-48.
(5) *Ibid.*, p. 53, 54.

lui-même une lettre longue et pressante (1). Il dépeignait la situation prospère où se trouvait le monarque avant le fatal été de 1572. La reine d'Angleterre était pleine de bonnes dispositions à son égard, et avait envie d'entrer avec sa famille dans des liens plus étroits. Les princes allemands étaient prêts à le nommer roi des Romains, dignité vainement désirée par son grand-père. Les Néerlandais, poussés à bout par la tyrannie de leur souverain, étaient sur le point de se jeter dans ses bras. Il devait cette grande situation à l'édit de pacification religieuse. Mais tout avait changé de face : « Votre Majesté, » disait Louis simplement et sérieusement, « est aujourd'hui proche de sa ruine. L'État est abandonné en proie à qui voudra s'en investir, d'autant plus que pour avoir, par l'excès dernier et les guerres faites auparavant, voulu forcer les consciences de ses sujets, il est tellement dépourvu de nobles et de gens de guerre, voire de la plus forte colonne de sa couronne qui est l'amour et la bienveillance de ses sujets, qu'il ressemble à un vieux bâtiment qu'on appuie tous les jours de quelques pilotis, mais qu'on ne pourra pas empêcher longtemps de tomber en terre (2). »

Après avoir exprimé si franchement de si utiles vérités, le comte disait au roi la joie que « l'Espagnol, son mortel ennemi, éprouvait de la désolation de ses affaires, étant assuré qu'il pourrait, par les troubles de France, accomplir ses propres desseins sans frapper un seul coup (3). » C'était là, disait-il, le secret de la courtoisie avec laquelle il avait été traité lui-même par le duc

(1) 1er juin 1573. *Archives*, etc., t. IV, p. 81-90.
(2) *Archives*, etc., t. IV, p. 85.
(3) *Ibid.*

d'Albe au moment de la reddition de Mons (1). Louis assurait au roi que, s'il persévérait dans l'oppression envers ses sujets de la religion, il ne lui resterait aucune espérance, que ses deux frères se rendraient inutilement en Angleterre et en Pologne, et qu'ils le laisseraient avec une guerre difficile et dangereuse sur les bras. Tant qu'il conservait une attitude hostile vis-à-vis des protestants français, ses belles paroles ne pouvaient faire aucun effet : « Nous commençons à nous impatienter, » disait le comte, « de la manière de négociations qu'on pratique en France, découvrant qu'on ne procède point rondement et qu'on se sert de dissimulation comme d'un hameçon (2). »

Il rappelait nettement au roi la perfidie dont il avait usé envers l'amiral, comme une raison suffisante de la défiance qu'on éprouvait à son égard. Le roi avait promis au prince d'Orange, peu de temps avant la Saint-Barthélemy, de tirer une vengeance éclatante des assassins qui avaient tenté de tuer ce grand homme, « à deux jours de là, Votre Majesté la fit assez mal. » Le roi était entouré de gens qui voulaient travailler à sa ruine, et qui dans leur propre intérêt « le feraient, plus que devant, baigner au sang de ses sujets. » Sa Majesté pouvait encore éviter ce désastre en rétablissant la paix dans son royaume et en cessant de tourmenter ses pauvres sujets de la religion.

Le comte Louis concluait par quelques phrases simples mais éloquentes; il insistait sur l'impossibilité d'enchaîner les pensées des hommes. L'âme immortelle était au-dessus du pouvoir des rois. On ne pouvait dompter la

(1) *Archives*, etc., p. 86.
(2) *Ibid.*, p. 87.

conscience, ni emprisonner l'esprit religieux. L'empereur Charles s'en était aperçu lorsque, après avoir pris toutes les villes et tous les grands personnages de l'Allemagne, il n'avait pu tenir la religion captive : « D'autant que c'est une affection enracinée ès-cœur des hommes, » disait Louis, « qu'on ne peut arracher avec les armes. Que Votre Majesté ne se laisse pas tromper par les flatteries de ceux qui font comme les mauvais médecins, ne disant pas aux malades la plus petite partie de leur mal, dont ensuit la ruine (1). »

Il serait impossible, sans avoir accès aux documents particuliers et intimes des négociations de cette époque, de pénétrer le mystère qui enveloppait les relations des grandes puissances entre elles. On a vu qu'il fallait renoncer à l'argument si souvent invoqué en faveur de la tyrannie religieuse, et que les tyrans n'agissent pas toujours par conviction sincère, dans l'espoir que leurs œuvres de ténèbres amèneront l'accomplissement de la volonté divine. On a vu Philippe offrant de rétablir le prince d'Orange et de fonder la liberté religieuse dans les Pays-Bas, s'il peut à ce prix obtenir le bandeau impérial. On voit maintenant Charles IX et sa mère, les mains teintes du sang des hérétiques, s'engager solennellement à protéger partout l'hérésie pour arriver à la couronne des Jagellons et à la main d'Elizabeth.

Pendant que Louis était ainsi occupé en Allemagne, le prince d'Orange résidait habituellement à Delft. Il souffrait beaucoup de l'absence de son frère (2), car son isolement au milieu de tant de difficultés était presque complet : « Nos affaires sont en assez bon état en

(1) *Archives*, etc., t. IV, p. 90.
(2) *Ibid.*, p. 74, 177, 191.

Hollande et en Irlande, » écrivait-il, « il me manque seulement un peu d'aide. Je ne puis supporter seul un tel fardeau, et le poids de toutes les affaires financières, politiques et militaires qui m'accablent sans cesse. Je n'ai personne pour m'aider, pas une âme, et je vous laisse à penser dans quel embarras je me trouve (1). »

Les États des Pays-Bas avaient été solennellement convoqués par le duc d'Albe à Bruxelles au mois de septembre pour discuter les moyens de continuer la lutte (2). Le prince jugea cette occasion favorable pour faire un appel au patriotisme de la nation tout entière. Il rédigea donc, au nom de la province de Hollande et en son propre nom, une adresse qui fut envoyée aux états généraux des Pays-Bas (3). C'était une revue rapide et concise de la marche des événements dans les Provinces, accompagnée d'arguments pressants pour les convaincre de la nécessité de s'unir pour soutenir la cause commune contre l'ennemi commun. Le prince faisait allusion à l'ancienne affection et à la confiance qu'ils avaient jadis éprouvées les uns pour les autres ; il parlait de l'Inquisition qui allait être fondée à jamais sur les ruines des anciennes institutions du pays, si tous les Néerlandais ne s'unissaient pour la renverser. Il demandait au peuple représenté par ses députés comment il pouvait se soumettre à la tyrannie, aux cruautés et aux extorsions du duc d'Albe. Les princes de Flandre de Bourgogne, de Brabant et de Hollande n'avaient jamais fait la guerre ou la paix, battu monnaie ni levé un impôt sans l'assentiment des États. Comment la nation pouvait-elle consentir aux taxes qui s'aggravaient tous

(1) *Archives, ibid.*, p. 191.
(2) Bor, t. VI, p. 450.
(3) *Ibid.*, p. 459-464.

les jours? Si Amsterdam et Middlebourg étaient restées fidèles, si ces deux importantes cités n'avaient pas abandonné la cause de la liberté, les provinces du Nord auraient été imprenables. « C'est par les Pays-Bas que les Pays-Bas sont écrasés, » disait l'adresse ; « où le duc d'Albe puise-t-il le pouvoir dont il se vante, si ce n'est dans les villes des Pays-Bas? D'où tire-t-il ses vaisseaux, ses vivres, son argent, ses armes, ses soldats, si ce n'est du peuple des Pays-Bas? Pourquoi les Pays-Bas sont-ils ainsi dégénérés? Qu'est devenu le noble esprit de nos ancêtres qui ne toléraient pas la tyrannie des nations étrangères, qui ne permettaient même pas à un étranger d'exercer chez nous une fonction quelconque? Si la petite province de Hollande peut tenir en échec la puissance espagnole, que ne pourraient accomplir les Pays-Bas entiers, le Brabant, la Flandre, la Frise et tout le reste de la nation (1)? Enfin le prince conjurait les états généraux de marcher comme des frères, et de donner la main à la Hollande, afin de relever ensemble la patrie et de lui rendre son antique prospérité (2).

A peu près au même moment le prince composa et publia une des pièces les plus remarquables qui soient jamais sorties de sa plume. Elle avait pour titre : « Épître en forme de supplication adressée au roi d'Espagne, par le prince d'Orange et les États de Hollande et de Zélande (3). » Ce document fit une impression profonde dans toute la chrétienté. C'était un loyal appel à l'honneur du monarque pour demander le rétablissement des priviléges du pays et le rappel du duc d'Albe. Le tableau des cruau-

(1) *Archives*, etc. Bor, t. VI, p. 461.
(2) *Ibid.*, p. 464.
(3) Bor, t. VI, p. 464-469.

tés du gouverneur et des souffrances de la nation était saisissant, et détruisait en quelques paroles le vain prétexte de tant de crimes, en niant la culpabilité du peuple. Le prince faisait allusion aux actes de condamnation publiés par le vice-roi sous le nom d'amnistie, et traitait avec dédain la prétention du duc d'Albe d'avoir des fautes à pardonner : « Nous prenons Dieu et Votre Majesté à témoin, » disait l'épître, « que, si nous avons commis les méfaits dont nous sommes accusés dans l'amnistie, nous ne désirons et ne méritons pas le pardon. Nous sommes prêts à expier nos crimes au prix de notre vie, comme les plus abjectes des créatures qui rampent sur la terre. Nous ne murmurerons point, ô roi clément, si nous sommes pris les uns après les autres et mis en pièces, si on peut prouver que nous avons commis les crimes dont nous sommes accusés (1). »

Après avoir ainsi dépeint la tyrannie du gouverneur et l'innocence de la nation, le prince annonçait la résolution prise par lui et par le peuple : « Le tyran, » continuait-il, « aimerait mieux souiller toutes les rivières et tous les ruisseaux de notre sang, et suspendre nos cadavres à tous les arbres du pays que de ne pas assouvir sa vengeance et de renoncer à s'enivrer de nos souffrances. C'est pourquoi nous avons pris les armes contre le duc d'Albe et ses adhérents, pour nous délivrer, nous, nos femmes et nos enfants de ses mains sanguinaires. S'il triomphe, nous mourrons au moins d'une mort honorable, en laissant derrière nous une bonne renommée, au lieu de courber la tête et de réduire notre chère patrie à

(1) *Sendbrief in forme van supplicatie aen Coninjkligkc Majesteit van Spangien, van wegen des prinzen van Orangien en der Staten van Holland en Zeland*, etc., Bor, t. VI, p. 469.

une si grande humiliation. C'est pourquoi tous nos citoyens se sont engagés à soutenir les siéges, à tout oser, à tout souffrir, à mettre même le feu aux maisons pour être consumés tous ensemble dans les flammes plutôt que de se soumettre jamais aux lois de ce cruel tyran (1). »

L'heureuse issue du siége d'Alkmaar fut bientôt suivie d'un nouveau succès pour les patriotes. Le comte de Bossu, qui avait fait construire ou rassembler une flotte considérable à Amsterdam, était entré dans le Zuyderzée au commencement d'octobre, en dépit des vaisseaux échoués et des autres obstacles que les rebelles avaient tenté d'opposer à la navigation de l'Y (2). Les libéraux de la froide Hollande n'avaient pas perdu leur temps, et une flotte de vingt-cinq vaisseaux commandée par l'amiral Dirkzoon croisa bientôt dans les mêmes eaux. Quelques escarmouches s'engagèrent ; mais M. de Bossu, qui avait des vaisseaux plus grands et armés de canons plus pesants que ceux des patriotes ne se souciait pas comme eux d'en venir aux mains de près (3). L'amiral des Espagnols était Hollandais, connaissait le courage de ses compatriotes quand on combattait à l'abordage, et préférait se fier au calibre de son artillerie. Le 11 octobre pourtant, la flotte hollandaise tout entière fondit, à l'aide d'un vent d'est, sur l'armada espagnole qui, forte d'une trentaine de vaisseaux de tout genre, était postée près de Horn et d'Enkkuyzen. Après un engagement général mais fort court, la flotte espagnole presque entière se retira précipitamment suivie de près par un grand nombre de vais-

(1) *Sendbrief*, etc. Bor, t. VI, p. 471.

(2) *Ibid.*

(3) Bor, t. VI, p. 455. Hoofdt, t. VIII, p. 326, 327.

seaux hollandais. Cinq des navires du roi furent pris, le reste parvint à s'échapper. L'amiral resta seul, dédaignant de fuir, malgré la honteuse défection de ses forces (1). Son vaisseau, qui portait le nom insolent de « l'Inquisition » (2), était le plus grand navire des deux flottes, et monté par un excellent équipage. Les ennemis étaient presque tous lancés à la poursuite des fugitifs ; mais quatre petits vaisseaux hollandais s'étaient attachés à « l'Inquisition, » depuis le commencement de l'action. L'un d'eux avait bientôt été démâté, mais les trois autres étaient accrochés aux flancs et à la proue du vaisseau amiral, et tous quatre flottaient ensemble au gré du vent et de la marée; pendant qu'un combat acharné se livrait entre les équipages, on avait cessé de gouverner les bâtiments; les artilleurs tiraient sans viser; toute tactique militaire et navale était abandonnée. C'était un combat mortel, comme tous ceux qui avaient lieu quand les Espagnols et les Hollandais se rencontraient sur terre ou sur mer. Le comte de Bossu et des hommes couverts de cottes de maille à l'épreuve des balles, l'épée et le bouclier à la main, debout sur le pont de « l'Inquisition » étaient prêts à repousser l'ennemi s'il tentait de monter à l'abordage. Les Hollandais eurent recours, comme à l'ordinaire, aux cerceaux enduits de poix, à l'huile bouillante et au plomb fondu. Ils montèrent à plusieurs reprises sur le vaisseau-amiral, et furent massacrés ou précipités dans la mer. Le combat commença à trois heures de l'après-midi, et dura toute la nuit. Les bâtiments, qui dérivaient de conserve, vinrent donner sur

(1) Bor, t. VI, p. 456. Hoofdt, t. 326, 327. *Corresp. de Philippe II*, Notes, p. 420, 421.

(2) Bor, t. V, p. 456. Hoofdt, t. VIII, p. 326.

l'écueil du Nek près de Wydeness. Dans la chaleur de l'action, on s'en aperçut à peine. Au point du jour, Jean Haring, de Horn, le héros qui avait tenu mille soldats en échec sur la digue de Diemer, grimpa le long des flancs de «l'Inquisition» et abattit le drapeau. Ce téméraire exploit lui coûta la vie. Il reçut un coup de feu dans le corps et mourut sur le pont du navire qui n'était pas encore réduit à amener son pavillon. Au milieu de la journée, M. de Bossu s'aperçut pourtant que la résistance devenait inutile. Les vaisseaux étaient à la côte, près d'un territoire ennemi; la flotte espagnole était dispersée, les trois quarts de son équipage étaient morts ou hors de combat, tandis que les navires suspendus à ses flancs recevaient sans cesse du rivage des renforts d'hommes et de munitions et confiaient leurs morts et leurs blessés aux bateaux qui leur apportaient du secours. A onze heures l'amiral de Bossu se rendit; il fut conduit en Hollande avec trois cents prisonniers, et emprisonné à Horn où il fut reçu à son arrivée par les marques de la haine populaire. On n'avait ni oublié ni pardonné encore le massacre de Rotterdam dû à sa perfidie et à sa cruauté (1).

Cette victoire, qui suivit de si près le triomphe des bourgeois d'Alkmaar, réjouit les patriotes autant qu'elle irrita le duc d'Albe. Son administration, en approchant de son terme, était signalée par des désastres de terre et de mer. Les brillants exploits qui avaient jeté la terreur dans le cœur des Néerlandais, les victoires remportées à Jemminghen et dans le Brabant étaient éclipsées par la valeur d'une poignée de Hollandais sans discipline et sans expérience. La prise d'un personnage d'une si haute im-

(1) Bor, Hoofdt. *Corresp. de Philippe II*, ubi sup. Mendoza, X, p. 214.

portance, de l'amiral et du gouverneur de la Hollande, était d'un grand avantage pour les patriotes. Cette capture sauva la vie à ceux des bourgeois de Harlem qui avaient été pris comme ôtages et n'avaient pas encore été exécutés. Sainte-Aldegonde, le patriote éloquent et l'ami fidèle du prince d'Orange, fait prisonnier peu de jours auparavant dans une affaire près de Macslandsluis (1), dut la vie à la même cause. Le prince se hâta de prévenir le duc d'Albe qu'il traiterait M. de Bossu comme on traiterait Sainte-Aldegonde (2). Le gouverneur général fut donc contraint de renoncer à exécuter son prisonnier et obligé de tenir en son pouvoir un chef de rebelles et d'hérétiques sans oser le frapper. Les deux captifs recouvrèrent plus tard la liberté.

Le duc était tombé dans l'estime de tout le monde plus bas qu'il ne lui était jamais arrivé dans une vie longue et presque toujours prospère. Les revers de ses armes, l'idée que la faveur du souverain diminuait, la certitude que sa carrière dans les Pays-Bas allait finir sans résultats satisfaisants, la lassitude causée par le spectacle d'une tyrannie uniforme prolongée pendant tant d'années, tout contribuait à amoindrir sa réputation. Il se sentait odieux aux princes comme aux plébéiens. Il était depuis longtemps en mauvais rapports avec les membres de son conseil. Le président Tisnacq était mort au commencement de l'été, et Viglius n'avait consenti qu'avec répugnance à occuper provisoirement son poste (3). Le duc et le savant Frison dissimulaient à peine la haine

(1) Hoofdt, t. VIII, p. 331. *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 1283. Meteren, t. IV, p. 85. Bor, t. VI, p. 472.

(2) Hoofdt, *ubi sup.*

(3) *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 1234. *Note*, p. 359.

qu'ils éprouvaient l'un pour l'autre. Le duc était las des conseillers flamands et frisons, quelque serviles qu'ils pussent être, et il désirait remplir le conseil d'Espagnols comme Juan de Vargas. Il avait forcé Viglius de reprendre du service dans le seul but de gagner du temps pour chasser à la fois tous les Néerlandais des fonctions publiques. « Tant que (1) tous ces vieux docteurs, Viglius en tête, ne seront pas remplacés, » écrivait le gouverneur général à Philippe, « rien ne marchera droit. Il est inutile de remplir quelques vacances par un ou deux Espagnols ; c'est verser une bouteille de bon vin dans un tonneau de vinaigre ; le vin tourne aussitôt. Votre Majesté sera bientôt en état de réorganiser d'un seul coup tout le conseil, et de faire gouverner le Pays par des Italiens ou des Espagnols, comme il lui plaira. »

Avec de tels sentiments à l'égard de ses conseillers privés, on peut supposer que les rapports du gouverneur avec les fonctionnaires n'étaient pas agréables. Il vivait, en outre, fort souvent loin du siége du gouvernement. Depuis le commencement des opérations en Hollande, il avait établi son quartier général à Amsterdam. A la fin de l'année, il y était devenu aussi impopulaire qu'à Bruxelles. Les serviles bourgeois, qui avaient placé son buste dans leurs maisons au printemps, en étaient venus à briser ses images et à déchirer ses portraits, car il était évident que la puissance de son nom avait disparu auprès des princes et du peuple. Cependant l'attirail de cruauté qui avait jadis entouré sa personne d'une atmosphère de terreur existait encore. Il continuait à prouver que sa barbarie s'étendait aux grandes et aux petites choses, et qu'il savait ordonner comme naguère le mas-

(1) *Corresp. de Philippe II*, p. 1234.

sacre d'une ville tout entière, et surveiller l'exécution d'un individu isolé. M. de Uitenhove en fit la cruelle expérience (1). Ce malheureux gentilhomme, qui avait été fait prisonnier dans le courant de l'été, fut accusé d'avoir concouru à la prise de Brill, et en conséquence le duc le condamna à être brûlé à petit feu. Il fut attaché par une chaîne très-courte à un pieu autour duquel on dressa le bûcher. Cette lente et horrible torture à laquelle venaient s'ajouter les plaisanteries des Espagnols qui l'entouraient, eût duré plus longtemps sans la compassion du bourreau et de ses acolytes qui dépêchèrent la victime à coups de lance, mitigation de peine fort mal accueillie par le duc d'Albe (2). Le gouverneur n'avait plus aucune raison pour rester à Amsterdam; Harlem s'était rendu; on avait levé le siége d'Alkmaar, et Leyde qui devait donner par son second siége un si grand spectacle d'héroïsme, était assiégée alors, à la vérité (3), mais on savait que les vivres manquaient dans la place, et on avait résolu de la réduire par le blocus plutôt que par des opérations actives. Don François Valdez resta devant la ville (4), dont il leva bientôt le siége, comme on le verra plus tard.

Le duc avait contracté à Amsterdam des dettes énormes, publiques et privées. Il fit annoncer dans toute la ville, à son de trompe, au commencement de novembre, que toutes les personnes qui avaient des comptes à lui présenter devaient se trouver en personne dans un certain lieu, à un jour marqué (5). Pendant la nuit qui pré-

(1) Brandt, *Hist. der ref.*, t. I, X, p. 546. Hoofdt, t. VIII, p. 433.
(2) Brandt, Hoofdt, *ubi sup.*
(3) Bor, t. VI, p. 472.
(4) *Ibid.*, Hoofdt, t. VIII, p. 380.
(5) Hoofdt, t. VIII, p. 329, 330.

céda le moment indiqué, le duc et sa suite partirent sans tambour ni trompette (1). Par cette manœuvre habile, les malheureux créanciers furent déçus à la veille de leur triomphe, et les sommes qui avaient été avancées sur la parole du roi et du gouvernement ne furent, en masse, jamais payées : plusieurs familles respectables et autres furent réduites à la misère (2). Telle fut la conséquence de la confiance illimitée qu'on avait eue dans l'honneur du tyran.

Le 17 novembre, don Louis de Requesens Y Zuniga, grand commandeur de Saint-Jacques de Compostelle et successeur du duc d'Albe, arriva à Bruxelles où il fut reçu avec de grandes réjouissances. Le duc écrivit le même jour au roi en lui « baisant les pieds », pour le remercier de l'avoir soulagé de ses fonctions. Les deux gouverneurs firent naturellement un grand échange de politesses. Le duc d'Albe était tout disposé à rester quelque temps encore dans les Pays-Bas pour aider son successeur de ses conseils, mais il voulut que le grand commandeur prît aussitôt les rênes du pouvoir. Requesens y consentit après avoir témoigné au duc beaucoup de respect et de répugnance à le déposséder. Le 29 novembre, il prêta serment à Bruxelles comme lieutenant gouverneur et capitaine général (3), en présence du duc d'Aerschot, du baron Berlaymont, du président du conseil, et de quelques autres fonctionnaires.

Le 18 décembre, le duc d'Albe quitta les Provinces

(1) *Ibid. Corresp. de Charles IX et Mondoucet* (Com. roy. d'hist.), t. IV, p. 340, sqq.

(2) Hoofdt, t. VIII, p. 329, 330.

(3) Bor, t. VI, p. 474. Hoofdt, t. VIII, p. 331. *Corresp. de Philippe II*, p. 1283, 1284.

pour toujours (1). « Il a toujours gardé le lit les derniers temps, «écrivait Mondoucet à Charles IX,» soit qu'il a les gouttes ou bien qu'il ne se veuille montrer au monde pour mauvais succès qu'il a eus, et quand il laissa le lit, il ne passa pas outre, plus à ce que je vois de crainte des importunités et demandements d'argent dont il est fort pressé (2). » Il exprima quelque crainte à l'idée de traverser la France pour retourner en Espagne, disant qu'il pourrait bien être tué d'un coup de mousquet par quelque fenêtre. Il se lamentait tristement de ce qu'après toutes ses fatigues, « il n'avait pas gagné l'approbation du roi, tandis qu'il s'était attiré la malveillance et la haine de tous les habitants du pays. » Mondoucet, auquel il adressait ses plaintes (3), était du même avis et écrivait à son maître que le duc était tellement détesté de tout le monde « qu'on tirerait des feux d'artifice en l'honneur de son départ, si on osait. »

On raconte que, pendant son voyage, le duc se vanta d'avoir fait exécuter dix-huit mille six cents habitants des Provinces pendant son gouvernement (4). On ne pourrait compter le nombre des victimes des combats, des siéges, de la famine et des massacres. Le duc, bien reçu par son royal maître, resta en faveur jusqu'à ce qu'une aventure de don Frédéric vint causer la disgrâce du père et du fils. Il avait trompé et abandonné une fille d'honneur de la reine, et se hâta d'épouser sa cousine

(1) *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 1055.
(2) *Corresp. de Charles IX et Mondoucet* (Com. roy. d'hist.), t. IV, p. 340.
(3) *Ibid.*
(4) Bor, t. VI, p. 474. Hoofdt, t. VIII, p. 332. Reidani, t. I, p. 1-10. *Apologie d'Orange*, p. 88.

afin d'éviter un mariage qu'on lui demandait en réparation de son crime (1). Le duc et don Frédéric furent emprisonnés et bannis, et le duc ne fut délivré qu'au moment de la guerre avec le Portugal. On avait besoin d'un général expérimenté; il partit pour le Portugal en sortant de prison (2); il acheva la conquête de ce pays, puis tomba dans une maladie de langueur à la fin de laquelle il se trouva si faible qu'il fut contraint de vivre de lait de femme. Telle fut la seconde enfance de l'homme qui s'était enivré de sang pendant soixante-dix ans. Il mourut le 12 décembre 1582 (3).

La gloire militaire du duc était grande lorsqu'il arriva dans les Provinces; il prouva, dans ses campagnes et sur les champs de bataille, qu'il l'avait bien méritée, et pourtant il quitta les Pays-Bas comme un vaincu (4).

Il n'avait pas, à vrai dire, fort augmenté ses lauriers, comme général, pendant sa longue administration des Provinces. Comme financier, il avait prouvé une ignorance inouïe des premiers principes de l'économie politique.

Comme administrateur des affaires civiles et judiciaires du pays, il avait d'un seul coup réduit les institutions à une simplicité effrayante. Il avait foulé aux pieds les statuts et les constitutions populaires; il avait écrasé les grands seigneurs qui réclamaient un tribunal de rois, pour les juger comme les humbles artisans qui en appelaient aux lois de leur pays. Des pompeux échafauds des comtes de Horn et d'Egmont jusqu'aux dix-neuf potences préparées par maître Karl pour pendre

(1) *Vie du duc d'Albe*, t. II. Hoofdt, p. 332.
(2) *Ibid.*
(3) Von Raumer. *Geschichte Europa's*, t. III, p. 170.
(4) *Vie du duc d'Albe*. Hoofdt, t. VIII, p. 332.

les boulangers et les brasseurs de Bruxelles à la porte de leurs maisons, depuis l'exécution des vingt gentilshommes décapités sur la place du Marché au début de la carrière du gouverneur jusqu'au bûcher de M. de Uitenhove à la fin de sa course, depuis le billot sur lequel tomba la tête d'Antoine Straalen jusqu'à l'humble chaise portée sur l'échafaud pour l'exécution d'une vieille femme d'Amsterdam, l'œil et la main du maître dirigèrent toujours et sans se lasser le supplice des individus les plus obscurs et le massacre en masse des citoyens d'une ville assiégée : la fatigue n'atteignit jamais le duc d'Albe dans l'accomplissement de la tâche que lui imposait son souverain.

Le sang versé depuis six ans par le Conseil de sang, celui qui venait de couler à Mons, à Naarden, à Malines, fumait encore quand le duc se reprochait une indulgence ridicule et déplacée pour la population. Il assurait au roi que, lorsque Alkmaar serait pris, « il ne laisserait pas âme vivante dans la ville, » et en partant il conseillait qu'on rasât toutes les cités des Pays-Bas, à l'exception de quelques places que les troupes du roi pourraient occuper (1). L'histoire a rarement présenté au monde le tableau d'une tyrannie aussi constante et aussi complète que celle du duc d'Albe dans les Pays-Bas.

Les milliers de créatures humaines qui périrent sur l'échafaud, sur le gibet ou sur le bûcher, qui furent enterrées vivantes ou exilées, n'ont jamais été comptés : les archives conservent rarement la statistique des exécutions. On en sait et on en a vu assez. On n'oublia aucun des modes de torture que des hommes peuvent in-

(1) *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 1019.

fliger à leurs semblables. Les hommes, les femmes et les enfants, les jeunes gens et les vieillards, les nobles et les mendiants, les riches bourgeois, les malades des hôpitaux, les fous et les cadavres étaient traînés indistinctement à l'échafaud et au bûcher (1). Les hommes étaient torturés, décapités, brûlés à petit feu, pendus par le cou et par les jambes, déchirés avec des pinces de fer rouge, roués, écorchés vifs. Leur peau servait à recouvrir des tambours qui battaient aux champs pendant que leurs pères marchaient à la mort (2). Les corps de ceux qui mouraient de mort naturelle étaient déterrés, et ces restes défigurés étaient suspendus au gibet, sous prétexte que les défunts étaient morts sans recevoir les sacrements, ce qui soumettait leurs biens à la confiscation (3). Des unions formées depuis longtemps étaient dissoutes par ordre du gouvernement afin de contraindre les héritières d'épouser, contre leur gré, des étrangers (4) qui leur étaient odieux. Des femmes et des enfants étaient condamnés à mort pour avoir aidé leurs maris ou leurs pères à s'enfuir, ou pour leur avoir écrit afin de les consoler dans l'exil (5). Telle était la marche des affaires sous l'administration du Conseil de sang. On a peine à croire aux atrocités commises pendant le sac et l'incendie des villes assiégées : des enfants arrachés avant leur naissance du sein de leurs mères, les femmes et les jeunes filles outragées, des populations tout entières brûlées ou taillées en pièces avec tous

(1) *Sendbrief*, etc. Bor, t. VI, p. 467.
(2) *Ibid.*
(3) *Ibid.*
(4) *Ibid.*
(5) *Ibid.*

les raffinements que pouvait imaginer la cruauté des soldats (1). Ce fut là cette administration dont Vargas disait, en voyant approcher son terme, qu'on s'était perdu par un excès de clémence, « *nimia misericordia* (2). »

Le portrait du duc d'Albe pendant son gouvernement des Pays-Bas semble presque chargé. Si c'était là une œuvre de l'imagination, on pourrait la trouver ridicule; mais le scepticisme historique, qui se plaît à renverser le jugement des siècles passés et à rétablir des réputations traînées depuis longtemps dans la boue, aurait quelque peine à relever le nom du duc d'Albe. Les décisions historiques ne sont jamais définitives; on peut toujours en appeler à la postérité et aux documents qui peuvent venir au jour; mais quand le jugement repose sur des faits irréfragables et sur le témoignage même du criminel, il reste peu de chances de faire casser la sentence. C'est affecter une candeur philosophique excessive que de pallier des crimes non-seulement avoués, mais célébrés comme des vertus (3).

(1) Bor, *ibid.*

(2) Meteren, t. IV, p. 86.

(3) *Corresp. de Philippe II.* — *Sentences du duc d'Albe.* — *Registre des condamnés et bannis à cause des troubles des Pays-Bas.* — *Procès-verbaux du conseil des troubles* (Archives de Bruxelles).

QUATRIÈME PARTIE

ADMINISTRATION DU GRAND COMMANDEUR (1573-1576).

CHAPITRE PREMIER

Carrière antérieure de Requesens. — Passion de Philippe pour le détail des affaires. — But apparent et réel du gouvernement. — Désir général de la paix. — Correspondance des principaux royalistes avec le prince d'Orange. — Embarras du trésor après le départ du duc d'Albe. — Dépenses de la guerre. — Prétentions à la douceur de la part du commandeur. — Ses vues particulières. — Détresse du colonel Mondragon, à Middlebourg. — Embarras de la Hollande. — Négociations secrètes du prince d'Orange avec la France. — Vues de Sainte-Aldegonde pendant sa captivité. — Expédition pour délivrer Middlebourg. — Préparatifs contraires du prince d'Orange. — L'expédition reste sans succès. — Mondragon capitule. — Projets du prince d'Orange et de ses frères. — Une armée commandée par le comte Louis passe le Rhin. — Mesures de Requesens. — Manœuvres d'Avila et de Louis. — Les deux armées se trouvent en présence à Mook. — Bataille sur la bruyère de Mook. — Défaite et mort de Louis. — Combat dans les nuages. — Caractère de Louis de Nassau. — Une pénible incertitude règne sur son sort. — Révoltes périodiques des troupes espagnoles. — Mutinerie après la bataille de Mook. — Les soldats espagnols attaquent et prennent Anvers. — Conduite insolente des mutins. — Ils repoussent les offres de Requesens. — Révolte dans la citadelle. — Exploits de Salvatierra.

— On vient à composition. — Fête des soldats sur le lac. — Expédition brillante de l'amiral Boisot.

Les horreurs de l'administration du duc d'Albe avaient fait regretter aux Provinces la tyrannie plus douce et moins constante de la duchesse Marguerite. Par la même raison l'arrivée du grand commandeur fut saluée avec joie (1); on put concevoir une lueur d'espérance : on était soulagé de voir disparaître cet homme, personnification parfaite de la cruauté ; on pensait que son successeur, quelque pressé qu'il pût être de marcher sur ses traces, ne pourrait rivaliser avec la fermeté invariable et la résolution inflexible du duc. Le nouveau gouverneur général devait être un homme, et depuis longtemps les Néerlandais avaient cessé de croire à l'existence d'un lien quelconque entre eux-mêmes et le vice-roi.

En dehors de cette espérance, ce qu'on savait positivement du nouveau capitaine général et de la politique qu'il venait représenter n'avait rien de fort encourageant. Don Louis de Requesens Zuniga, grand commandeur de Castille et tout récemment encore gouverneur du Milanais, était un homme de facultés médiocres et qui jouissait d'une réputation de modération et de sagacité qu'il ne méritait guère. Ses talents militaires s'étaient déployés surtout dans la sanglante et stérile bataille de Lépante ; on croyait que sa conduite et ses conseils avaient contribué au succès de la journée (2). Son administration à Milan passait pour ferme et modérée (3). Cependant son caractère n'était pas en bon renom dans

(1) Bor, t. VI, p. 477.
(2) Strada, p. 405-408. Mendoza, t. X, p. 222, 223.
(3) *Ibid.* — *Archives*, etc., t. IV, p. 259, 260.

les Pays-Bas. On parlait de la foi violée envers les Maures de Grenade, et de l'impopularité du grand commandeur à Milan, où il avait excité une haine mortelle par une tyrannie véritable, cachée sous des formes modérées. Les Néerlandais se tenaient pour insultés d'ailleurs de recevoir, comme gouverneur général des Provinces (1), un simple gentilhomme, n'ayant que la cape et l'épée, au lieu d'un prince du sang, comme c'était jadis la coutume.

On répandait soigneusement le bruit d'un changement dans la politique du roi. Les optimistes allaient jusqu'à croire que le duc s'était retiré sous le poids d'une disgrâce. Philippe lui montra quelque froideur au moment de son arrivée, et Vargas, qui l'avait accompagné, reçut l'ordre de ne pas approcher de la capitale (2). Les gens soupçonneux démêlaient l'affectation de ce déplaisir apparent. Saint-Goard, observateur attentif de toutes les dispositions et de toutes les manœuvres du roi d'Espagne, écrivit en France qu'il avait bien examiné la physionomie de Philippe et celle du duc d'Albe, qu'il avait pris tous les renseignements possibles sur la politique que l'on comptait suivre, et qu'il restait convaincu que l'humeur du roi était un moyen de persuader aux Néerlandais qu'on pensait à la paix, pendant qu'on se bornait à respirer avant de commencer de nouveaux préparatifs pour étouffer la rébellion (3). Il devenait évident pour tout le monde que la révolte était

(1) *Corresp. de Mondoucet et Charles IX* (Comm. roy. d'hist.), t. IV, p. 340.

(2) *Saint-Goard à Charles IX* (4 avril 1574). *Archives*, etc., t. IV, p. 461.

(3) *Ibid.*

arrivée à un tel point qu'il fallait céder ou triompher complétement.

Il semblait difficile de triompher de la population des Provinces sans en venir à l'extermination absolue, à en juger par les sept années de campagnes, de siéges et d'exécutions qui venaient de s'écouler sans aucun résultat définitif. On crut donc nécessaire d'avoir recours aux concessions. Le nouveau gouverneur reçut le pouvoir de proclamer l'amnistie, dans le cas où les Néerlandais renonceraient à tous les biens qu'ils avaient si héroïquement défendus. On lui interdit pourtant d'adopter aucune mesure de conciliation qui n'eût pas pour base la suprématie absolue du roi et la reconnaissance de la religion catholique comme culte unique (1). Or, comme la population luttait depuis dix ans pour maintenir ses droits constitutionnels contre la prérogative royale, et depuis sept ans pour défendre la liberté de conscience contre le catholicisme, il était facile de prévoir l'effet de négociations entamées dans un tel esprit.

Cependant, les Pays-Bas soupiraient après la paix. Les catholiques désiraient une réconciliation avec leurs frères de la religion. La vengeance du pouvoir avait enveloppé les catholiques dans les châtiments destinés aux hérétiques. On eût eu quelque peine à trouver une maison protestante ou catholique qui n'eût pas été atteinte par la mort, le bannissement ou la confiscation. Les grands seigneurs et le commun peuple étaient également las de la guerre: Non-seulement le duc d'Aerschot et le président Viglius, mais Noircarmes et Berlaymont désiraient qu'on traitât enfin de la paix à des conditions accepta-

(1) *Lettre de Philippe II à Requesens* (30 mars 1574). *Corresp. de Guillaume le Taciturne*, t. VI, p. 395.

bles, et que le prince d'Orange reçût un pardon complet et sans condition (1). Les commandants espagnols eux-mêmes commençaient à se lasser de la boucherie qui avait souillé leurs épées. Julien Romero, le capitaine cruel et perfide qui avait ordonné le massacre de Naarden, écrivit à plusieurs reprises à Guillaume d'Orange, l'assurant courtoisement de ses bons souhaits pour la prompte fin de la guerre et pour la réconciliation complète du prince avec son souverain (2). Noircarmes entama aussi une correspondance avec l'illustre chef de la révolte, offrant de faire tout ce qui serait en son pouvoir pour rendre la paix et la prospérité au pays. Le prince répondit à l'Espagnol avec une politesse aussi parfaite et aussi vaine que la sienne, sachant bien qu'il n'y avait aucun résultat à attendre de ces négociations officieuses. Il écrivit à Noircarmes dans des termes de reproche doux mais sérieux (3), en exprimant tout son regret de ce qu'un seigneur flamand de si haut rang avait pu, comme tant d'autres, soutenir si longtemps la tyrannie royale. Il exprimait toutefois sa satisfaction de ce que leurs yeux s'étaient ouverts à la fin sur les iniquités qui désolaient leur pays, et il acceptait les offres d'amitié avec la même franchise qui les avait inspirées. Peu de temps après, le prince donna à son correspondant une preuve de sa sincérité, en lui envoyant deux lettres interceptées (4), écrites au duc d'Albe par des agents du gouvernement, qui exprimaient beaucoup de défiance du sei-

(1) *Lettre de Requesens à Philippe II. Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 1293.

(2) *Corresp. de Guillaume le Taciturne*, t. IV, p. 81-87.

(3) *Archives*, etc., t. IV, p. 301, 302.

(4) *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 1180.

gneur de Noircarmes et de plusieurs de ceux qui avaient soutenu si longtemps la cause du roi contre celle de leur patrie. Le prince prévenait son nouveau correspondant qu'en dépit de toutes les preuves irréfragables de fidélité qu'il avait données, il marchait sur un sentier glissant, et qu'il pourrait bien, comme les comtes de Horn et d'Egmont, trouver un échafaud au bout de sa carrière. La dissimulation qui présidait à la politique du roi à l'égard des Pays-Bas était si profonde que les moins scrupuleux de ses partisans ne devaient envisager l'avenir qu'avec effroi, et qu'une mort propice venait parfois les sauver des mains du bourreau.

Tels étaient les sentiments des personnages les plus importants parmi les royalistes eux-mêmes. Tout le monde désirait la paix; beaucoup de gens l'espéraient de la venue du grand commandeur. A peine fut-il arrivé d'ailleurs que Requesens s'aperçut, en jetant un coup d'œil sur l'état du trésor, qu'un court répit au moins était indispensable avant qu'on prît les mesures nécessaires pour continuer la guerre contre les rebelles. Si on avait jamais pu supposer au duc d'Albe le talent de l'administration, cette erreur dut s'évanouir à la vue du désordre et de la banqueroute imminente à la fin de son gouvernement. Il avait absolument refusé de donner à son successeur le moindre renseignement sur l'état des finances (1). Bien loin de fournir le travail détaillé qu'on eût pu attendre dans une circonstance aussi importante, il déclara au grand commandeur qu'il ne pouvait même lui remettre des documents qui demanderaient un temps et une peine qu'il n'était pas en mesure d'y consa-

(1) *Lettre de Requesens à Philippe II. Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 1285.

crer (1); il partit donc en laissant Requesens dans l'ignorance la plus complète sur ses comptes anciens, ignorance que le duc partageait probablement lui-même. Ses ennemis soutenaient que, tout en tenant fort mal ses comptes, il prenait soin de ne pas commettre d'erreurs à son désavantage, et qu'il s'était retiré fort riche (2). Ses lettres, au contraire, accusent le roi d'ingratitude, et lui reprochent d'avoir souffert qu'un vieux soldat perdît non-seulement sa santé, mais sa fortune, faute d'une récompense digne de ses services (3). En tous cas, la révolte avait déjà coûté cher au roi. L'armée sur pied dans les Pays-Bas s'élevait à soixante-deux mille hommes, dont huit mille Espagnols. Quarante millions d'écus (4) avaient déjà été engloutis, et on prévoyait que le revenu presque entier des mines d'Amérique serait absorbé par la guerre. L'or et l'argent découverts dans les abîmes où ils dormaient depuis tant de siècles, loin de servir à un commerce utile et profitable, se changeaient en sang entre les mains du roi d'Espagne. Les sueurs et les souffrances des sujets païens du roi dans les forêts vierges du Nouveau-Monde concouraient à la destruction de son peuple dans les Pays-Bas, et à la ruine de la civilisation ancienne. Était-ce dans ce but que Colomb avait découvert un monde pour la Castille et pour l'Aragon, et que les Indes occidentales livraient leurs trésors cachés?

On avait dépensé quarante millions de ducats; on devait six millions et demi d'arrérages à l'armée (5), dont

(1) *Corresp. de Philippe II, ibid.*
(2) Hoofdt, t. VIII, p. 331.
(3) *Lettre de Requesens. Corresp. de Philippe II,* t. II, p. 1288.
(4) Meteren, t. V, p. 103.
(5) *Corresp. de Philippe II,* t. II, p. 1294.

les dépenses régulières étaient de six cent mille ducats par mois (1). Les dépenses militaires seules étaient donc dans les Pays-Bas de sept millions de piastres par an, et les mines du Nouveau-Monde ne produisaient, en moyenne, pendant le règne de Philippe, qu'un revenu de onze millions (2). Le déficit augmentait toujours, il n'y avait pas un sou dans le trésor, ni aucun moyen de se procurer de l'argent (3). Le dixième denier était abandonné depuis longtemps et devait être bientôt formellement aboli. La confiscation avait cessé d'être un revenu permanent, et les États refusaient obstinément de voter un écu. Telle était la condition à laquelle la tyrannie impitoyable et les mesures financières du duc d'Albe avaient réduit le pays.

Requesens comprit qu'il serait utile de faire entrevoir des espérances de pardon et de réconciliation. Il vit enfin ce qu'il n'avait pas saisi d'abord, et ce que les partisans fanatiques du pouvoir absolu de tous les temps ont rarement compris, c'est que l'enthousiasme national, quand il est profond et général, fait peser le fardeau de la révolte bien plus lourdement sur le despote que sur les rebelles: « Avant mon arrivée, » écrivit le grand commandeur au roi, » je ne comprenais pas comment les insurgés pouvaient soutenir des flottes si considérables pendant que Votre Majesté avait tant de peine à en entretenir une seule. Il paraît que les hommes qui se battent pour défendre leurs vies, leurs familles, leurs biens, et leur fausse religion, pour eux-mêmes enfin, se contentent de recevoir des vivres, et servent sans toucher de

(1) *Corresp. de Philippe II, ibid.*
(2) Humboldt, *Essai sur la Nouvelle-Espagne*, t. III, p. 428.
(3) *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 1285.

solde (1). » La moralité que le nouveau gouverneur tira de cette appréciation exacte de la maladie régnante fut qu'il fallait, non pas respecter l'enthousiasme national, mais le tromper. Il ne parvint pourtant qu'à s'abuser lui-même. Il blâma Noircarmes et Romero des négociations qu'ils avaient entamées, mais il laissa entrevoir l'espoir d'une pacification générale (2). Il repoussait l'idée d'une réconciliation entre le roi et le prince d'Orange, mais il proposait en même temps de mettre un terme au différend. Il ne savait pas encore que Guillaume d'Orange était l'insurrection incarnée (3). Bien que le prince eût offert à plusieurs reprises de quitter à tout jamais le pays si son absence pouvait amener une paix favorable aux Provinces (4), il n'y avait pas un patriote dans les Pays-Bas qui eût envisagé sans désespoir son éloignement. Ils savaient mieux que Requesens quel serait infailliblement le résultat des espérances pacifiques qu'on cherchait à leur faire concevoir.

La nomination du grand commandeur était, à vrai dire, une tentative désespérée pour tromper les Néerlandais. Il approuvait complétement la politique du duc d'Albe (5), mais il écrivait au roi qu'il valait mieux amuser le peuple de l'espérance d'une conduite différente et plus douce. Il affectait de croire, et peut-être croyait-il sérieusement que la nation accepterait la destruction de toutes ses institutions, à condition que la sainte mère l'Église reçût dans son sein les hérétiques repentants, et qu'on

(1) *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 1291.
(2) *Ibid.*, p. 1293.
(3) *Ibid.*
(4) *Corresp. de Guillaume le Taciturne*, p. 394-400.
(5) *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 1291.

permît aux pécheurs obstinés de sortir du pays en emportant avec eux quelques parcelles de leurs biens terrestres. Requesens demandait sincèrement pardon au roi de son intention d'accorder cette dernière et incroyable concession. S'il était blâmable, il demandait à ne pas être sévèrement châtié, car sa fidélité était bien connue. Le monde savait qu'il avait souvent exposé sa vie pour le service de Sa Majesté, et qu'il était tout prêt à en faire autant à l'avenir. La religion avait eu, selon lui, peu de part dans les troubles, avis confidentiel qu'il donnait à son souverain. Les comtes d'Egmont et de Horn étaient morts catholiques; le peuple ne s'était pas soulevé pour seconder l'invasion du prince en 1568; la nouvelle religion était seulement un levier dont quelques démagogues artificieux avaient voulu se servir pour renverser l'autorité royale (1).

Cette manière de voir donne la mesure de la capacité du nouveau gouverneur. La population avait refusé de se soulever en 1568, non qu'elle manquât de sympathie pour le prince d'Orange, mais parce qu'elle était paralysée par la terreur qu'inspirait le duc d'Albe. Depuis lors, la nouvelle religion avait grandi et s'était répandue partout, sous la pluie de sang dont elle avait été arrosée. Il était difficile de trouver en Hollande ou en Zélande un seul catholique en dehors des fonctionnaires du gouvernement (2). Cependant le gouverneur général était persuadé que la religion avait peu ou point de part à l'état actuel des Pays-Bas. Il ne fallait rien de plus pour établir la tranquillité publique, croyait-il, que

(1) *Corresp. de Philippe*, t. II, p. 1293.

(2) *Lettre du prince d'Orange* (28 sept. 1574). *Archives*, etc., t. V, p. 78.

tendre encore une fois le filet d'une amnistie générale.

Le duc d'Albe connaissait mieux l'état du pays. Dans la conférence qu'il avait eue avec Requesens avant de quitter les Provinces, il avait nettement déclaré qu'il était inutile de parler de pardon. Il soutenait brutalement, mais franchement, qu'on n'avait d'autre ressource que de continuer l'œuvre d'extermination. Il fallait, disait-il, réduire le pays à une misère absolue, avant de pouvoir poser, comme base d'un ordre nouveau et durable, un acte d'amnistie (1). Il avait déjà conseillé à Sa Majesté de faire raser toutes les villes des Provinces, à l'exception de celles que pourraient occuper les troupes royales. Le roi cependant, dans un accès de clémence et au début d'une nouvelle administration, avait donné pour instruction au grand commandeur de ne recourir à cette mesure que dans le cas d'une nécessité absolue (2). Tel était le dissentiment entre les deux gouverneurs au sujet de l'amnistie. Le savant Viglius se rangeait fort contre son gré, du côté du duc d'Albe: « Je pense comme le duc, » écrivait le commandeur, « que Viglius n'ose pas exprimer sa véritable opinion, et qu'il désire secrètement qu'on entre en arrangement avec les rebelles (3). » Le gouverneur était assez inconséquent pour être mécontent de ceux qui favorisaient ses projets comme de ceux qui s'y opposaient. Il blâmait Viglius qui désapprouvait l'amnistie, en paroles du moins, et reprochait à Noircarmes, au duc d'Aerschot et à quelques autres, leurs vœux pour la pacification. Le grand commandeur croyait que le peuple, ne se contentait pas, comme le dit Jules César, de

(1) *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 1293.
(2) *Ibid*, p. 1283.
(3) *Ibid.*, p. 1293.

n'oublier jamais ni les bienfaits, ni les injures, mais qu'il se souvenait seulement des injures, parfois même de celles qu'il n'avait pas reçues (1).

La situation était compliquée ; en attendant de l'argent, le commandeur était au fond secrètement disposé à tenter l'effet d'une amnistie. Son but était de tromper le peuple et de gagner du temps, car on n'avait pas la moindre intention d'accorder la liberté de conscience, de rappeler les troupes étrangères, ni d'assembler les États généraux. On ne pouvait pourtant essayer immédiatement de ces hypocrites mesures de conciliation. La guerre était trop animée pour qu'on pût la suspendre, même en hiver. Les patriotes tenaient le colonel Mondragon enfermé dans Middlebourg (2), seul point de l'île de Walcheren qui tînt encore pour le roi. La place contenait beaucoup de munitions et d'argent ; on ne pouvait abandonner à son malheureux sort un officier aussi distingué que M. de Mondragon. Il était pressé par la faim ; la garnison n'avait à manger que les rats, les souris, les chiens et les chats de la ville (3). Il était donc nécessaire de prendre immédiatement des mesures pour secourir les assiégés.

D'autre part, la situation des patriotes n'était pas fort satisfaisante. Leur supériorité sur mer était incontestable; les Hollandais et les Zélandais étaient les meilleurs marins du monde, et ils donnaient leur sang à leur pays sans exiger d'autre récompense que sa reconnaissance. Les forces de terre, au contraire, se composaient surtout de mercenaires qui avaient coutume de se mutiner au début

(1) *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 1291 et 443 dans la note.
(2) Bor, t VI, p. 479. Meteren, t. V, p. 88.
(3) *Lettre de De la Klunder. Archives*, etc., t. IV, p. 307, 308.

de l'action, lorsque leur solde était en retard, comme cela arrivait souvent. La Hollande était coupée en deux par la perte de Harlem et le blocus de Leyde, et les communications entre les deux parties de la Province étaient difficiles et dangereuses (1). Les États, bien qu'ils eussent déjà fait de grands efforts en faveur de la cause, et qu'ils fussent prêts à faire des sacrifices plus importants encore, étaient trop enclins à disputer sur des économies de détail. Ils irritaient le prince d'Orange d'une façon insupportable en le querellant à propos des subsides (2). Il fondait de grandes espérances sur la France. Louis de Nassau avait eu des entrevues secrètes à Blamont avec le duc d'Alençon et le duc d'Anjou, devenu roi de Pologne (3). Le duc d'Alençon lui avait assuré en particulier, avec beaucoup de chaleur et d'affection, qu'il trouverait en lui un ami aussi fidèle de sa cause que ses deux frères. Le comte avait touché cent mille livres comme gage des bonnes intentions de la France (4), et il était occupé, sur les instances du prince d'Orange, à lever une armée en Allemagne pour venir au secours de Leyde et de la Hollande, tandis que Guillaume n'omettait aucun effort, soit par ses représentations aux États, soit par ses missions secrètes et ses correspondances étrangères, pour servir la cause de ce malheureux pays (5).

Cependant le prince craignait l'effet de l'amnistie annoncée; il avait des raisons de douter de la persévé-

(1) Bor, t. VII, p. 478.

(2) *Ibid.* Kluit, *Holl. Staatsreg.*, t. VI. Hoofdt, Bijlagen, t. I, p. 401-415.

(3) *Archives*, etc., t. IV, p. 263-278. De Thou, t. VII, liv. IV, VII, p. 28-37. Hoofdt, t. IX, p. 313, 314.

(4) *Archives*, etc., t. IV, p. 281.

(5) Bor, t. VIII, p. 479, 488, 490. Hoofdt, t. IX, p. 334-344.

rance du pays tout entier quand il voyait Sainte-Aldegonde, son ami fidèle et patriote éclairé, près d'abandonner, sous l'influence du danger et de l'inaction, la noble cause qu'il avait défendue si longtemps. Sainte-Aldegonde vivait dans une étroite captivité depuis l'affaire de Maesdamluis, où il avait été fait prisonnier à la fin du gouvernement du duc d'Albe (1). Sa situation entraînait beaucoup de souffrances et des dangers pressants. La politique uniforme du duc avait toujours été de mettre à mort tous les prisonniers, sans égard pour leur rang. Quelques-uns avaient été noyés, d'autres pendus, les uns décapités, les autres empoisonnés dans leurs donjons ; tous devaient périr. Le système du duc d'Albe était fort du goût du grand commandeur (2). Mais la capture du comte de Bossu par les patriotes avait obligé le gouvernement de renoncer à sa rigueur accoutumée. On savait que la tête de M. de Bossu tomberait en même temps que celle de Marnix de Sainte-Aldegonde, le prince ayant pris soin de prévenir les Espagnols de ses intentions (3). Malgré cette garantie de délivrance dans l'avenir, le rebelle Néerlandais ne pouvait se trouver à l'aise dans une prison espagnole. Il apercevait beaucoup de traces de pas à l'entrée de la caverne, pas une seule à la sortie. Cependant on ne peut s'étonner du regret qu'éprouvait le prince en lisant les sophismes assez peu sincères par lesquels M. de Sainte-Aldegonde cherchait à se persuader et à convaincre ses compatriotes que la réconciliation avec le roi était fort désirable, même à

(1) Bor, t. VII, p. 481, 482. *Archives*, etc., t. IV, p. 287.
(2) *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 445-1291.
(3) *Ibid.*
(4) Bor, t. VII, p. 482.

des conditions déshonorantes. Guillaume était choqué de voir un défenseur si courageux et si éloquent de la Réformation exprimer froidement l'idée que le roi refuserait probablement la liberté de conscience aux Pays-Bas, mais qu'il permettrait aux hérétiques de s'expatrier : « Peut-être, » ajoutait Sainte-Aldegonde avec une sorte de servilité, « Dieu nous donnera-t-il dans notre exil quelque bonne occasion de servir le roi, ce qui le disposera à nous écouter plus favorablement et à nous accorder la permission de rentrer dans notre pays (1). »

L'affaire la plus urgente au moment de l'arrivée du grand commandeur était évidemment la délivrance de Middlebourg. Mondragon, après s'être héroïquement défendû, allait être obligé de capituler s'il ne recevait promptement des renforts. En conséquence, Requesens réunit soixante-quinze vaisseaux à Berg-op-Zoom et les mit sous le commandement nominal de l'amiral de Glimes; Julien Romero était en réalité chargé de diriger l'expédition. Une seconde escadre de trente voiles venait d'être placée à Anvers sous les ordres du duc Sancho d'Avila. Les deux flotilles bien munies de provisions devaient arriver à Middlebourg, l'une par le Hond, l'autre par le bras oriental de l'Escaut (2). De son côté, le prince d'Orange s'était rendu à Flessingue pour surveiller les opérations de l'amiral Boisot qui, d'après ses ordres, avait déjà rassemblé des forces considérables. A la fin de janvier 1574, d'Avila se présenta dans les environs de Flessingue pour attendre l'arrivée

(1) *Lettre de Sainte-Aldegonde. Corresp. de Guillaume le Taciturne,* t. III, p. 78.

(2) Bor, t. VII, p. 479. Hoofdt, t. IX, p. 335. Meteren, t. V, p. 88.

de la flotte de Julien Romero. Les deux commandants devaient opérer leur jonction et faire un effort énergique pour ravitailler la ville assiégée (1). Au même moment, le gouverneur arriva à Berg-op-Zoom pour hâter le départ de la plus forte de ses (2) escadres; mais le prince d'Orange n'avait pas l'intention de permettre le succès de l'expédition ; les généraux espagnols, malgré leur courage, devaient apprendre que les Gueux de la mer étaient invincibles sur leur élément, quoique leurs armées de terre eussent quelquefois reculé devant les Espagnols.

La flotte de l'amiral Boisot avait déjà remonté l'Escaut, et pris position devant Berg-op-Zoom (3). Le 20 janvier le prince d'Orange s'embarqua à Zierick-Zee et vint faire une visite à ses troupes avant l'action qui se préparait. Sa galère, remarquable par son élégance, fut exposée pendant quelque temps à l'artillerie du fort, mais elle ne reçut aucune atteinte. Le prince rassembla tous les officiers de l'escadre, et leur rappela, en quelques paroles éloquentes, combien il était nécessaire au salut de leur pays qu'ils empêchassent l'ennemi de conserver la ville de Middlebourg, la clef de la Zélande, qui était sur le point de tomber entre les mains des patriotes. Sur mer au moins, les Hollandais et les Zélandais étaient chez eux. Les officiers et les matelots firent retentir les airs de leurs acclamations. Ils jurèrent qu'ils verseraient jusqu'à la dernière goutte de leur sang pour défendre le prince et leur patrie, et « que plutôt que d'abandonner la cause, aimeraient mieux de servir un an

(1) Bor, Hoofdt, Meteren, *ubi sup.*
(2) Mendoza, t. XI, p. 225. Bor, Meteren, *ubi sup.*
(3) Bor, t. VII, p. 479.

sans recevoir maille, voire à enchanger tout ce qu'ils ont en ce monde (1). » Après avoir excité par sa présence et par ses discours un enthousiasme si vif chez ses soldats, le prince partit pour Delft où il s'occupa des préparatifs nécessaires pour faire lever le siége de Leyde (2).

Le 20 janvier, la flotte de Romero, formant trois divisions, comptant chacune vingt-cinq vaisseaux de différentes tailles, sortit de Bergen. Le grand commandeur, debout sur la digue de Schakerloo, regardait partir les navires, qui le saluaient en passant. Cette décharge d'artillerie fut accompagnée d'un fâcheux présage. La soute aux poudres de l'un des bâtiments prit feu et le vaisseau sauta avec son équipage. L'expédition néanmoins continua sa marche. En face de Romerswael, la flotte de l'amiral Boisot, rangée en ordre de bataille, attendait les Espagnols (3). Comme exemple de l'esprit qui animait cette race énergique, on peut citer le capitaine Schot, commandant du vaisseau amiral, qu'on avait laissé à terre, mourant d'une fièvre putride. L'amiral avait nommé à sa place un marin de Flessingue, Klaafzoon. Un moment avant le commencement de l'action, Schot, « qui avait à peine assez d'haleine pour faire voler une plume, » se traîna à son bord, et réclama le commandement (4). On ne pouvait lui disputer un titre qu'il était venu revendiquer en se levant de son lit de mort. Il y eut une petite discussion entre les deux capi-

(1) *Archives de la maison d'Orange*, t. IV, p. 307.

(2) *Ibid.*, p. 247.

(3) Hoofdt, t. IX, p. 336. Bor, t. VII, p. 479. Mendoza, t. XI, p. 225. Meteren, t. V, p. 89.

(4) Hoofdt, t. IX, p. 336.

taines sur la manière de recevoir les Espagnols. Klaafzoon était d'avis que la plupart des matelots devaient rester à fond de cale jusqu'à ce que le premier feu des ennemis fût passé. Schot voulait que tout le monde se tînt sur le pont, et qu'on en vînt de suite à l'abordage; son opinion triompha, et tous les matelots debout sur le pont attendirent les Espagnols, les piques d'abordage et les crochets de fer à la main (1).

La première division de Romero s'avança, et fit feu : à la première décharge, Schot et Klaafzoon tombèrent blessés mortellement. L'amiral Boisot perdit un œil (2); beaucoup d'officiers et de soldats furent tués ou blessés sur tous les vaisseaux. Ce fut la première et la dernière décharge d'artillerie. A mesure que les vaisseaux de Romero entraient dans l'étroit passage, ils étaient saisis par leurs ennemis qui s'accrochaient à leurs flancs, et le combat corps à corps commençait. Les haches d'armes, les piques d'abordage, les pistolets et les poignards brillaient de toutes parts. Tous ceux qui se rendaient étaient égorgés et jetés à la mer par les impitoyables Zélandais. Ils combattaient pour la victoire et non pour le pillage, et ne prenaient pas le temps de dépouiller les Espagnols des chaînes d'or qu'ils portaient. Il fut évident, depuis le début du combat, que la flotte espagnole n'avait aucune chance de remporter sur les patriotes l'avantage indispensable pour parvenir à délivrer Middlebourg. La bataille continua encore quelque temps; mais lorsque les Hollandais eurent pris quinze vaisseaux, et massacré douze cents hommes,

(1) Hoofdt, *ibid*.
(2) *Ibid*. Bor, t. VII, p. 479.

l'escadre espagnole se retira dans le port de Bergen (1). Romero sortit par une écoutille de son vaisseau qui venait d'échouer, et nagea jusqu'à terre suivi des matelots en état de l'imiter. Il aborda aux pieds du grand commandeur qui était resté tout le jour, sous une pluie battante, sur la digue de Schakerloo, pour voir à la fin la défaite de sa flotte (2). « J'avais bien dit à Votre Excellence, » dit tranquillement Romero, pendant qu'il se secouait sur le rivage, « que j'étais fait pour me battre sur terre et non sur mer ; quand vous me donneriez cent flottes à commander, je crois qu'elles tourneraient toutes aussi mal que celle-ci (3). » Le gouverneur et son philosophique lieutenant retournèrent à Bergen et de là à Bruxelles, abandonnant Middlebourg à son malheureux sort. Sancho d'Avila, apprenant le désastre de ses compatriotes, ramena sa flotte à pleines voiles à Anvers. Le brave colonel Mondragon n'avait plus rien à espérer (4).

Il ne pouvait résister plus longtemps. La place était en proie à toutes les horreurs de la famine. Mais Mondragon, prêt à capituler, ne voulait pas se rendre à discrétion. Le prince d'Orange, après la victoire de Bergen, croyait avoir le droit d'exiger la reddition de la ville sans condition, sachant bien qu'on ne le supposerait pas capable de venger sur Middlebourg les massacres de Naarden, de Zutphen et de Harlem. Mondragon pourtant jurait qu'il mettrait le feu à tous les coins

(1) Meteren, t. V, p. 89. Hoofdt, t. IX, p. 336. Bor, t. VII, p. 479. Mendoza, t. XI, p. 226, 227.

(2) Cabrera, t. V, p. 780. Hoofdt, Meteren, *ubi sup.*

(3) Mendoza, t. XI, p. 227.

(4) Bor, t. VII, p. 479. Hoofdt, t. IX, p. 338. Meteren, t. V, p. 89.

de la ville, et qu'il périrait dans les flammes avec tous les bourgeois et toute la garnison plutôt que de se rendre à discrétion (1). Le prince savait que le brave Espagnol était capable d'exécuter sa menace. Il accorda donc des conditions honorables, qui furent rédigées en cinq articles et signées le 18 février (2). Il fut convenu que Mondragon et ses troupes quitteraient la ville avec armes et bagages. Les citoyens devaient prêter serment de fidélité au prince, en qualité de stadthouder du roi, et payer en outre un subside de trois cent mille florins. Mondragon s'engageait à obtenir la liberté de Marnix de Sainte-Aldegonde et de quatre autres prisonniers de marque ; dans le cas où il ne pourrait y réussir, il devait revenir dans un délai de deux mois pour se constituer prisonnier de guerre. Les prêtres catholiques, en sortant de la ville, reçurent seulement la permission d'emporter leurs habits (3). D'après cette capitulation, le colonel Mondragon et ceux qui voulurent l'accompagner quittèrent Middlebourg le 21 février, et furent convoyés jusqu'au rivage flamand à Neuz. On verra dans la suite que le gouvernement refusa à Mondragon la liberté des cinq prisonniers, et ne lui permit pas de retourner en Zélande comme il l'avait promis. Peu de jours après, le prince entra dans la ville, nomma de nouveaux magistrats, reçut les serments (4) des citoyens, rétablit l'ancienne constitution, et remit gracieusement aux bourgeois les deux tiers de la somme qu'ils étaient condamnés à payer.

(1) Hoofdt, t. IX, p. 339.

(2) Bor, t. VII, p. 480. Meteren, t. V, p. 89. Mendoza, t. XI, p. 229.

(3) Bor, Meteren, Hoofdt, Mendoza, *ubi sup.* Cabrera, t. X, p. 781.

(4) Bor, t. VII, p. 481.

Les Espagnols étaient donc chassés de l'île de Walcheren; les Hollandais et les Zélandais restaient maîtres de la côte. Mais depuis le siége d'Alkmaar, les ennemis étaient restés sur le territoire hollandais. Leyde était investi ; la campagne était dans un état désespérant, et toutes les communications entre les villes principales étaient coupées (1). Il était aisé au prince d'Orange d'équiper et d'armer ses vaisseaux. Les habitudes et l'instinct de la population la portaient à se trouver à l'aise en mer, et lui inspiraient la confiance de sa supériorité. Il n'en était pas de même sur la terre ferme. Les Hollandais, énergiques dans la résistance, patients devant la souffrance, se défendaient héroïquement; mais ils manquaient de la discipline et de l'expérience militaire nécessaires pour se mesurer à armes égales avec les vétérans espagnols sur un champ de bataille. Le prince fondait des espérances pour la délivrance de Leyde sur le comte Louis, qui était alors en Allemagne. Dans les derniers temps du gouvernement du duc d'Albe, Guillaume avait écrit à ses frères pour les presser de convenir des détails d'une campagne dont il leur envoyait le plan (2). Dès qu'on aurait pu rassembler en Allemagne des forces suffisantes, Louis devait attaquer Maestricht. Si la tentative échouait, il devait passer la Meuse près de Stochem, se diriger vers Gertruidenberg, ville appartenant au prince, et opérer sa jonction avec son frère dans les environs de Delft. Ils devaient alors se poster ensemble entre Harlem et Leyde. Dans ce cas, il était probable que les Espagnols seraient obligés de donner la bataille avec de grands désavantages ou d'abandonner le pays : « En un

(1) Bor, t. VII, p. 478.
(2) *Archives*, etc., t. IV, p. 246, 247.

mot, » disait le prince, « estant cette entreprise diligentée et dressée avec bonne providence et discrétion, je tiens pour tout certain que ce serait le seul moyen pour en bref faire fin à cette guerre et chasser ces diables d'Espagnols, avant que le duc d'Albe soit près de dresser nouvelle armée pour les secourir (1). »

D'après ce projet, Louis avait travaillé pendant la première partie de l'hiver à se procurer des troupes et de l'argent. Il avait reçu des princes français des sommes considérables, en gage de ce qu'il pouvait en attendre à l'avenir. Il avait fait une tentative inutile pour s'emparer de Requesens au moment où celui-ci se rendait dans les Pays-Bas pour y prendre les rênes du gouvernement. Il avait passé la frontière de France et avait eu une entrevue importante avec Catherine de Médicis et le duc d'Anjou qui allait partir pour s'asseoir sur le trône de Pologne. Il avait reçu des dons considérables et des promesses plus libérales encore. Le duc d'Anjou lui avait promis d'aller aussi loin que les princes allemands, au service de la cause protestante dans les Pays-Bas. Le duc d'Alençon, qui allait succéder à son frère dans la direction de la nouvelle alliance formée entre les politiques et les huguenots, lui avait serré la main en lui disant à l'oreille que le gouvernement de la France, naguère aux mains du duc d'Anjou, lui appartenait maintenant, et que le prince pouvait compter sur sa plus sincère amitié (2).

Ces belles paroles, qui ne coûtaient rien quand on les disait tout bas, ne devaient pas avoir beaucoup de fruit, car la jalousie de la France et de l'Angleterre au sujet de

(1) *Archives*, etc., *ib.*

(2) *Lettre de Louis de Nassau. Archives*, etc., t. IV, p. 278-281.

la suprématie dans les Provinces rendait les deux gouvernements prodigues de promesses, tandis que la crainte que leur inspirait la puissance espagnole contribuait à rendre leur concours languissant, inefficace et peu sincère. Le comte Jean cependant ne se lassait pas d'organiser les ressources financières de l'expédition projetée et de lever des contributions parmi ses parents et ses alliés allemands, tandis que Louis profitait de l'arrivée du duc d'Anjou en Pologne pour enrôler deux mille hommes de cavalerie allemande et française qui avaient escorté ce prince (1), et qui, se trouvant sans occupation, étaient enchantés d'entrer au service d'un général qui passait pour avoir de l'argent. Mille cavaliers et six mille fantassins (2) furent bientôt recrutés dans les petits États de l'Allemagne, véritable pépinière de troupes mercenaires. A la fin de février, Louis, à la tête de sa petite armée, passa le Rhin sous des tourbillons de neige avec ses deux frères, Jean et Henri, et le duc Christophe, fils de l'électeur palatin, et on se dirigea vers Maestricht (3).

Dans les derniers jours du mois, l'armée arriva au bord de la Meuse, et se campa à une lieue et demie de Maestricht, de l'autre côté de la rivière (4). La garnison, commandée par Montesdocca, était faible, mais le bruit des préparatifs du comte Louis l'avait précédé. Requesens, sentant la gravité de la situation, avait donné l'ordre de lever huit mille hommes de cavalerie en Allemagne, avec un nombre proportionné de soldats d'infanterie.

(1) Hoofdt, t. IX, p. 334. Mendoza, t. XI, 1231.

(2) *Ibid.* Meteren, t. V, p. 90. Bor, t. VII, p. 489. Mendoza, *ib.*

(3) *Ibid.*, p. 489, 490.

(4) Bor, t. VII, p. 490. Mendoza, t. XI, p. 231-233. *Archives*, etc., t. IV, p. 327.

En même temps, il avait ordonné à don Bernardino de Mendoza, alors en garnison à Bréda avec quelques compagnies de cavalerie, de se jeter sans retard dans Maestricht. Don Sancho d'Avila avait été chargé de la direction de la campagne. Il avait enlevé dans toutes les villes les hommes dont les garnisons pouvaient se passer, avait envoyé des renforts à Anvers, à Gand, à Nimègue et à Valenciennes, où l'on savait que le prince d'Orange avait beaucoup de partisans secrets, et il s'était mis en marche avec le reste de ses troupes pour empêcher Louis d'entrer en Brabant, et pour s'opposer à sa jonction avec son frère. Braccamonte avait été dépêché à Leyde, avec l'ordre de ramener les troupes qui assiégeaient la ville. La seule nouvelle de l'arrivée de Louis avait donc amené déjà un résultat important (1).

Cependant le prince d'Orange avait levé six mille hommes d'infanterie, auxquels il avait donné rendez-vous dans l'île de Bommel. Il avait été désappointé par le petit nombre des troupes réunies par Louis, mais il s'était hâté de lui envoyer des détails sur la situation, en l'engageant à le rejoindre dans l'île de Bommel dès qu'il aurait pris Maestricht. Louis n'était pas destiné à prendre Maestricht. Une prophétie menaçante avait, dès le début de l'expédition, enveloppé Louis de Nassau, ses frères et son armée, dans un linceul funèbre. Plus d'un millier de soldats avaient déserté avant qu'on fût parvenu au bord de la Meuse. En arrivant en face de Maestricht, le comte s'aperçut que la rivière charriait et qu'il n'y avait moyen de passer ni sur la glace ni en bateaux (2).

(1) Mendoza, t. XI, p. 232, 233. Hoofdt, t. IX, p. 344. Bor, t. VII, p. 488-490. Meteren, t. V, p. 90.

(2) Bor, t. VII, p. 490. Mendoza, t. XI, p. 233.

Pendant qu'il était retardé par ces embarras, Mendoza amena des renforts dans la place. Louis se voyait déjà contraint de renoncer à son entreprise sur Maestricht, mais il désirait au moins passer la rivière, afin d'opérer le plus tôt possible sa jonction avec le prince. Le fleuve était encore encombré par les glaçons quand l'ennemi enleva tous les bateaux. Le 3 mars, d'Avila arriva à Maestricht avec un fort détachement, et le 18, Mendoza traversa la rivière pendant la nuit, attaqua le camp des patriotes, tua sept cents hommes, et perdit seulement sept soldats. Louis attristé, mais non abattu par ses désastres, leva son camp le 21, descendit le long de la rivière et se posta près des châteaux de Fauquemont et de Gulpen dans le duché de Limbourg. Le 3 avril, Bracamonte arriva à Maestricht avec cinq compagnies d'infanterie espagnole et trois corps de cavalerie; le même jour Mondragon amena seize compagnies de vétérans (1).

Louis commença à se convaincre non-seulement qu'il ne prendrait pas Maestricht, mais que sa jonction avec son frère devenait douteuse puisque tous les soldats dont on pouvait disposer venaient s'opposer à ses mouvements. L'armée espagnole n'était pas encore supérieure en nombre aux troupes des patriotes, mais elle augmentait tous les jours pendant que les forces de Louis diminuaient. En outre les Espagnols étaient disciplinés et aguerris; le comte avait sous ses ordres des mercenaires déjà mutins et insolents (2). Le 8 avril, il changea de nouveau de position et suivit la rive droite de

(1) Mendoza, t. XI, p. 234, 236, 237. Hoofdt, t. IX, p. 346. Bor, t. VII, p. 490.

(2) Meteren, t. V, p. 90, 91.

la Meuse, entre cette rivière et le Rhin, dans la direction de Nimègue (1). Don Sancho le suivit à la hâte sur la rive gauche de la Meuse, dans le but de se jeter entre Louis et le prince d'Orange et d'obliger le comte à se battre avant d'opérer sa jonction avec son frère. Le 8 avril, à la pointe du jour, Louis avait quitté les environs de Maestricht (2), et le 13, il campa à Mook sur le bord de la Meuse, près des frontières du duché de Clèves (3). Il apprit bientôt avec dépit par ses éclaireurs que ses ennemis l'avaient devancé et qu'ils étaient postés à une portée de canon. En effet, don Sancho avait construit le 13 un pont de bateaux, sur lequel il avait traversé la Meuse avec son armée, en sorte qu'en arrivant à Mook, le comte trouva son ennemi en face de lui, du même côté de la rivière et lui barrant le chemin (4). Il était évident qu'il fallait remporter la victoire dans cet étroit passage entre le Wahal et la Meuse où l'on se trouvait alors, ou renoncer à l'expédition et réduire la Hollande au désespoir (5). Louis était inquiet de sa situation; il avait espéré soumettre Maestricht, rejoindre son frère en Hollande, et chasser alors les Espagnols de ce territoire à l'aide du soulèvement d'une grande partie de la population. L'avenir du pays semblait dépendre de l'issue d'une bataille qu'il n'avait pas cherchée, et pour laquelle il n'était pas prêt; cependant il n'était pas homme à perdre courage, et il n'avait jamais eu assez d'énergie pour refuser un combat. Il était difficile

(1) Bor, t. VII, p. 490.
(2) Mendoza, t. XI, p. 238.
(3) *Ibid.* Bor, t. VII, p. 490.
(4) Mendoza, t. XI, p. 238, 239.
(5) *Ibid.* Bor, *ubi sup.* Hooft, t. IX, p. 34.

de se retirer sans honte et sans désastre, mais la victoire ne présentait pas moins de difficultés. Posté au cœur du pays ennemi, il était obligé de se frayer un chemin, ou de rester au pouvoir de ses adversaires. En outre, ses troupes se révoltaient et réclamaient leur solde (1). Il parlait d'honneur, et on lui demandait de l'argent à grands cris. Les mercenaires se mutinaient avant la bataille, les Espagnols attendaient qu'elle fût livrée. Les uns faisaient souvent perdre la victoire, les autres la rendaient inutile.

Avila avait habilement choisi son terrain. Le petit village de Mook était situé sur la rive droite de la Meuse, dans une plaine étroite qui s'étendait de la rivière jusqu'à une chaîne de montagnes éloignée d'une portée de canon (2). Le général espagnol connaissait la supériorité de la cavalerie ennemie, et avait pris soin de choisir une position qui rendait cet avantage insignifiant.

Le 14 avril, les deux armées étaient rangées en bataille dès la pointe du jour (3). Louis s'était fortifié par une tranchée très-profonde qui partait du village, où il avait posté dix compagnies de soldats à pied, protégées par le bourg et par la rivière. La masse de l'infanterie formait un seul carré, soutenu à droite par quatre escadrons de cavalerie. L'étroit espace avait contraint quelques compagnies de cavaliers de se poster sur le flanc de la colline (4).

Don Sancho avait rangé ses troupes à peu près de la

(1) Meteren, t. V, p. 91.

(2) Mendoza, t. XI, p. 239. Bentivoglio, t. VIII, p. 142, 143.

(3) Mendoza, t. XI, p. 241. Bor, t. VII, p. 491.

(4) *Ibid.*, p. 239, 240. Bentivoglio, t. VIII, p. 142, 143. Bor, t. VII, p. 491, 492.

même manière. Vingt-cinq compagnies espagnoles, divisées en quatre corps de mousquetaires et de hallebardiers, s'appuyaient à droite sur la rivière. A leur gauche, Mendoza avait disposé la cavalerie en demi-lune; les deux pointes du croissant étaient protégées par des petits corps de francs tireurs. Les carabiniers de Schenck étaient placés au premier rang de la cavalerie, les lanciers espagnols les suivaient. Le village de Mook se trouvait entre les deux armées (1).

On commença à escarmoucher dès le matin; les Espagnols attaquèrent la tranchée, et on se battit quelques heures sans arriver à un engagement général. Vers dix heures, le comte Louis commença à s'impatienter. Toutes les trompettes des patriotes sonnèrent le défi, les Espagnols venaient d'y répondre (2) et se préparaient à l'attaque, quand le seigneur de Hierges et le baron Chevreaux arrivèrent sur le champ de bataille. Ils amenaient avec eux un millier d'hommes (3), et annoncèrent que Valdez les suivait avec un corps de cinq mille soldats. Il devait arriver le lendemain matin, on délibéra un moment pour savoir s'il fallait remettre l'action. Le comte Louis avait six mille fantassins et deux mille chevaux. Don Sancho comptait seulement dans son armée quatre mille hommes d'infanterie et mille cavaliers (4). Quelques heures suffisaient pour transformer cette infériorité en une supériorité écrasante. Il ne fallait pas oublier, disait-on, la défaite subie par le comte d'Aremberg à Heiliger-Lee pour n'avoir pas voulu attendre

(1) Mendoza, Bentivoglio, Bor, *ubi sup.* Hoofdt, t. IX, p. 347, 348.
(2) Mendoza, t. XI, p. 241.
(3) *Ibid.*, Hoofdt, t. IX, p. 348.
(4) *Ibid.*, t. XI, p. 240. Bentivoglio, t. VIII, p. 141.

l'arrivée de Meghem. Ces conseils prudents furent rejetés par la plupart des officiers; Hierges et Chevreaux, qui avaient apporté la nouvelle de l'approche de Valdez, s'opposèrent hautement au retard. On pensait que, dans les circonstances actuelles, rien ne pouvait être plus imprudent que la prudence. On avait affaire à un général hardi et rusé. Pendant qu'on attendait les renforts, il pouvait s'échapper et opérer avec son frère cette jonction qu'on avait réussi jusqu'alors à empêcher. Les raisonnements prévalurent (1); l'escarmouche près de la tranchée s'échauffa, on y envoya des renforts. Après un combat court mais très-vif, les Espagnols emportèrent le retranchement et se précipitèrent dans le village d'où ils furent bientôt repoussés par un détachement que le comte Louis envoya au secours des corps déjà engagés (2). La bataille devint générale sur ce point.

L'infanterie patriote presque entière défendait le village; l'infanterie espagnole reçut l'ordre d'attaquer. Les Espagnols tombèrent à genoux, selon leur coutume, dirent un *Pater noster* et un *Ave Maria*, puis se précipitèrent en masse sur le retranchement qu'ils reprirent après une lutte très-vive. Les patriotes étaient en déroute; le comte Louis chargea alors, à la tête de toute sa cavalerie, le corps ennemi qui n'avait pas bougé. Les carabiniers de Schenck, qui formaient l'avant-garde, se rompirent au premier choc et s'enfuirent dans toutes les directions. Leur terreur fut si grande qu'ils se précipitèrent dans la rivière, devant l'ennemi qui les poursuivait ; les uns se noyèrent, d'autres se sauvant à la nage allèrent porter à

(1) Hoofdt, t. IX, p. 348. Bentivoglio, Mendoza, *ubi sup.* Bor, t. VII, p. 491, 492. Cabrera, t. X, p. 784, 785.

(2) Mendoza, t. XI, p. 242. Hoofdt.

Grave et dans d'autres villes la nouvelle que les royalistes étaient en pleine déroute. Leur récit était loin de la vérité. La cavalerie patriote, composée en grande partie de carabiniers, recula après le premier feu pour recharger ses armes; mais avant que les hommes fussent prêts, les lanciers espagnols et les hussards noirs allemands qui n'avaient pas faibli s'élancèrent sur eux, et après une action confuse et sanglante, les patriotes furent complétement défaits (1).

Le comte Louis, voyant la journée perdue et son armée taillée en pièces, rallia autour de lui un petit corps de cavaliers, au nombre desquels étaient le comte Henri, son frère, et le duc Christophe. Ils firent une charge désespérée (2), et depuis lors on n'entendit plus parler d'eux. Ils disparurent ensemble au milieu des combattants, et on ne les revit plus. La bataille se termina, comme il arrive dans les guerres où les passions des hommes sont très-excitées, par un horrible massacre. Quelques patriotes à peine purent s'échapper pour aller raconter leur désastre. Quatre mille hommes au moins périrent sur le champ de bataille ou dans la rivière; on peut comprendre dans ce nombre ceux qui furent brûlés dans les fermes où ils avaient cherché un refuge (3). On ne put savoir comment avaient succombé le comte Louis, son frère, et son ami. Ils moururent probablement en se battant, mais dépouillés de leurs vêtements, le visage foulé aux pieds par les chevaux, leurs cadavres

(1) Mendoza, t. IX, p. 242-244. Hoofdt, t. IX, p. 350. Meteren, t. V, p. 91.

(2) Hoofdt, t. IX, p. 350, 351. Mendoza, t. XI, p. 244. Bentivoglio, t. VIII, p. 145.

(3) Bentivoglio, t. VII, p. 145. Comparer Cabrera, t. X. p. 781-786. Mendoza, Hoofdt, *ubi sup.*

ne furent pas reconnus. Quelques-uns croyaient qu'ils s'étaient noyés dans la rivière, d'autres qu'ils avaient été brûlés (1). On raconta que Louis de Nassau, sanglant mais vivant encore, avait réussi à se tirer du monceau de corps morts au milieu duquel il avait été jeté, qu'il s'était traîné jusqu'au bord de la rivière, mais qu'au moment où il lavait ses blessures, il avait été surpris et massacré par une troupe de paysans (2). On ne crut pas, en général, à cette histoire ; un écrivain wallon, déjà cité, donnait, de la disparition de ces illustres personnages, une autre explication : « Oires, Dieu permit que cinq jours après ne restait de leurs principaux chefs un seul vif; qui plus est, entre les corps morts plusieurs de ces seigneurs n'ont été retrouvés, nonobstant toute curieuse recherche ; à cette cause l'on crut au commencement qu'ils s'étaient échappés, et depuis qu'ils étaient emportés en corps et en âme. » Nul n'a jamais su ni pu découvrir la vérité sur ce point (3).

Bien des gens avaient prédit un résultat fatal à cette dernière entreprise du comte Louis. Dans ce siècle superstitieux où les empereurs et les princes cherchaient tous les jours à découvrir l'avenir en étudiant l'alchimie, l'astrologie ou des livres magiques remplis de formules algébriques, comme ceux de l'électeur Auguste de Saxe qu'on voit encore à la bibliothèque de Dresde, quand les hommes de tous les rangs croyaient implicitement aux prodiges et aux prophéties, on ne peut s'étonner de l'inquiétude qu'avait inspirée à beaucoup de

(1) Meteren, t. V, p. 91. Bor, t. VII, p. 491, 492. Hoofdt, Bentivoglio, *ubi sup.*

(2) *Fr. Haraei, Ann. tumult. Belg*, t. III, p. 208.

(3) Renom de France, Ms., t. II, c. xxx.

gens un phénomène étrange remarqué dans le ciel, quelques semaines avant la bataille de Mook.

Au commencement de février, cinq bourgeois d'Utrecht, de garde sur les remparts, avaient aperçu dans le ciel, au-dessus de leur tête, la représentation d'un combat acharné. Le ciel était extrêmement sombre, excepté au-dessus de la ville ; là, sur une étendue de la largeur d'une chambre ordinaire, ils virent s'avancer deux armées rangées en bataille. L'une venait du nord-ouest, les bannières au vent, les lances en arrêt, au son des trompettes ; des pièces de canon et des escadrons de cavalerie l'accompagnaient. L'autre s'avançait lentement du sud-est, comme si elle sortait d'un camp retranché au-devant des assaillants. L'action fut vive un moment ; on entendait les cris des combattants, le retentissement de l'artillerie, le bruit de la mousqueterie, les pas des fantassins, les charges de la cavalerie. Le ciel tremblait sous les pieds des deux armées ennemies, et était éclairé par les décharges de l'artillerie. Après un engagement vif, mais très-court, l'armée venue du nord-ouest recula en désordre, mais elle se rallia au bout d'un moment, se forma en colonnes compactes, puis s'avança de nouveau. Ses adversaires qui présentaient un carré serré, hérissé de lances et de baïonnettes, l'attendirent de pied ferme. Les cohortes aériennes recommencèrent la lutte ; les spectateurs reconnurent les signes et le bruit d'un combat acharné. L'engagement fut court. Les lances de l'armée du sud-est semblaient se rompre comme des tiges de chanvre, et ses colonnes disparaissaient devant l'attaque des ennemis. La déroute fut complète ; les vainqueurs et les vaincus s'évanouirent ; le ciel était redevenu serein au-dessus de la ville lorsque tout à coup des

traînées de sang apparurent à l'horizon, et ce ne fut que lorsque les cinq témoins eurent eu le temps de bien étudier et de bien méditer la vision qu'elle disparut complétement.

Les graves magistrats d'Utrecht furent si émus du récit des sentinelles qu'on examina à fond l'affaire; les témoins prêtèrent serment, les dépositions furent consignées dans un registre (1), et on consulta les écrits des sorciers et les présages pour pénétrer le mystère. Tout le monde crut y voir une prophétie concernant la bataille annoncée entre le comte Louis et les Espagnols. Quand on sut que les patriotes, venant du sud-est, s'étaient campés sur la bruyère de Mook, et que leurs adversaires avaient passé la Meuse à Grave pour marcher contre eux en venant du nord-ouest, on regarda le résultat de la bataille comme inévitable, sur la foi du combat précurseur livré dans les nuages à Utrecht (2).

Le bruit de la catastrophe s'était déjà répandu au loin; on sut bientôt que Louis avait été défait, mais des rumeurs contradictoires circulaient sur le sort des chefs. Le prince d'Orange, en proie à la plus vive inquiétude, attendait tous les jours des nouvelles de ses frères, écoutait les sinistres histoires qui arrivaient jusqu'à lui, se refusait à les croire sans pouvoir les démentir, et écrivait tous les jours de longues lettres à ses frères, au moment où les yeux qui auraient dû lire ces missives affectueuses s'étaient fermés pour toujours (3).

La victoire de l'armée royale, à Mookerheyde, resta à peu près sans résultats, par suite de l'émeute qui

(1) Bor, t. VII, p. 492.
(2) *Ibid.* Hoofdt, t. IX. p. 352.
(3) *Archives et correspondance*, t. IV, p. 372.

eut lieu après la bataille (1). On devait aux Espagnols trois ans de solde; il n'était pas étonnant qu'une de ces rébellions si fréquentes et si funestes à la cour royale vînt à éclater. Ces mutineries se renouvelaient régulièrement et suivaient presque toujours la même marche. Les troupes espagnoles, vivant loin de leur patrie, au milieu de leurs femmes et de leurs enfants, constituaient une cité mobile et populeuse, établie en permanence sur un territoire étranger. C'était une cité entourée de baïonnettes et séparée de la population du pays par le rempart d'une haine mutuelle. C'était une cité gouvernée par le code militaire, obéissant à un pouvoir absolu, mais qui laissait éclater parfois, dans toute sa pureté et dans toute sa force, l'élément démocratique. A des époques presque régulières, la populace des camps se soulevait contre les classes privilégiées, cherchait à priver les officiers de leurs grades et de leur liberté, pour leur substituer des chefs choisis par le suffrage universel. On nommait alors par acclamation un commandant, un sergent-major, un conseil et autres fonctionnaires en assez grand nombre. *L'Életto*, tel était le nom du chef qu'ils avaient choisi, était revêtu du pouvoir absolu, mais il lui était défendu de l'exercer. Il était entouré de conseillers qui surveillaient tous ses mouvements, lisaient sa correspondance, et assistaient à toutes ses conversations, tandis qu'ils étaient à leur tour surveillés par le commun peuple. Les rébellions espagnoles étaient, en général, remarquables par l'ordre qui les accompagnait. Les soldats érigeaient l'anarchie en système de gouvernement; les révoltés exigeaient l'atten-

(1) Bor, t. VII, p. 494. Meteren, t. V, p. 91. Hoofdt, t. IX, p. 352-359. Bentivoglio, t. VIII, p. 146-149. Mendoza, XI, XII, p. 246, 247.

tion la plus exacte à la discipline : le vol, l'ivrognerie, les insultes envers les femmes étaient sévèrement punis (1). Au début de la mutinerie, les rebelles cherchaient toujours à prendre possession d'une ville voisine; *l'Életto* s'établissait à l'hôtel de ville, et les soldats s'installaient chez les habitants. Aucun luxe en fait de nourriture ou d'ameublement n'était trop délicat pour ces maraudeurs. Des hommes qui vivaient depuis longues années des rations du camp, des soldats grossiers qui avaient tenu le manche de la charrue avant de se charger d'un mousquet, couchaient sur le duvet, et exigeaient des bourgeois effrayés les mets les plus raffinés. Ils laissaient la terre nue derrière eux, comme un essaim de sauterelles. « Ils mangeaient les chapons et les perdrix, » dit l'*Économe chroniqueur d'Anvers;* ils demandaient des poulets et des faisans, des lièvres et des lapins, et deux espèces de vins; il leur fallait des câpres, des olives, des citrons, des oranges, des épices et des confitures, du pain de froment pour leurs chiens, et du vin pour laver les pieds de leurs chevaux (2). » Les mutins étaient enchantés de jouir du luxe qu'ils exigeaient et obtenaient des citoyens, jusqu'à ce que, las de cette hospitalité forcée, les bourgeois consentissent à leur donner de l'argent pour se débarrasser de leur présence.

Une ville, ainsi occupée par les soldats révoltés, se trouvait à la merci de militaires étrangers qui avaient rejeté toute autre autorité que celle des lois qu'ils avaient faites eux-mêmes. Les officiers du roi avaient été dégradés, peut-être assassinés; ceux qui les remplaçaient avaient un pouvoir purement nominal. *L'Életto* procla-

(1) Bentivoglio, t. VIII, p. 147.
(2) Meteren, t. V, p. 103.

mait tous les soirs, du balcon de l'hôtel de ville, les règles nouvellement instituées. Si les soldats étaient contents, ils applaudissaient; s'ils étaient de mauvaise humeur, ils repoussaient, par leurs cris et les décharges de leurs mousquets, les lois proposées. *L'Életto* ne gouvernait pas; c'était un dictateur qui ne pouvait imposer sa volonté, et qui se bornait à exécuter des décrets. S'il était trop honnête, trop jeune ou trop peu intelligent pour son emploi, on le renversait, et on nommait un autre chef à sa place, destiné peut-être à subir le même sort. Tels étaient les traits caractéristiques de ces formidables révoltes, suite des rapines et du désordre qui privaient les soldats de la solde qu'ils gagnaient au prix de leur sang. Les dépenses de la guerre étaient nécessairement énormes; mais lorsqu'on se rappelle que sur trois ou quatre ducats envoyés d'Espagne, ou arrachés aux Provinces pour l'entretien de l'armée, il en arrivait un à peine dans les poches du soldat, on peut aisément comprendre que de telles spéculations amenassent des révoltes dans l'armée.

La mutinerie qui éclata après la défaite du comte Louis fut accompagnée des symptômes les plus graves. On devait trois ans de solde aux Espagnols qui, après une victoire éclatante, étaient décidés à en recueillir les fruits et à être payés de gré ou de force. On se borna à répondre par des promesses à leurs réclamations; ils se révoltèrent tous, passèrent la rivière à Grave (1); puis, après avoir procédé comme de coutume à leurs élections, ils se dirigèrent sur Anvers. Ils étaient en force, et résolus à s'emparer de la capitale. Le bruit de leur arrivée

(1) Mendoza, Bentivoglio, Bor, Hoofdt, Meteren, *ubi sup.*

les devança. Champagny, frère de Granvelle, et gouverneur de la ville, écrivit en toute hâte à Requesens, pour lui annoncer le danger qui menaçait la place. Le grand commandeur, accompagné de Vitelli, se rendit aussitôt à Anvers. Champagny proposait de former un rempart sur l'esplanade, entre la citadelle et la ville (1), au moyen de ballots de marchandises; car les fortifications du château et de la cité n'avaient jamais été complétement (2) liées entre elles, et l'on pouvait s'attendre à être attaqué sur ce point. Requesens hésita. Il frémissait à l'idée de se battre contre ses propres soldats. S'il triomphait, ce serait en décimant son armée; s'il était battu, que deviendrait l'autorité du roi dans un pays révolté, occupé par des soldats mutinés? Le commandeur, dans cette perplexité, ne sachant inventer aucun expédient, ne fit rien. Cependant Champagny, qui connaissait la haine des soldats pour sa personne, se retira dans la nouvelle ville et se retrancha avec quelques adhérents dans l'entrepôt des négociants de la mer Baltique (3).

Le 26 avril, les mutins entrèrent dans la ville, en bon ordre, par le point non fortifié sur lequel on avait prévu leur attaque. Ils étaient au moins trois mille hommes campés sur l'esplanade, quand Requesens parut à cheval, parfaitement seul, et leur fit un discours. Ils écoutèrent tranquillement, puis répondirent d'une voix unanime: « De l'argent, point de paroles. » Requesens eut recours aux promesses, mais le temps en était passé. Des ducats de bon aloi pouvaient seuls satisfaire une armée qui, après trois ans de combats et de souffrances, s'était em-

(1) Bor, t. VII, p. 494.
(2) Bentivoglio, Meteren, Bor.
(3) Bor, t. VII, p. 494. Meteren, Hoofdt.

parée du pouvoir. Requesens se retira pour consulter le grand-conseil de la ville. Sans argent lui-même, le grand commandeur lui demanda quatre cent mille couronnes d'or (1). Les bourgeois refusèrent d'abord; mais les soldats connaissaient leur force; on ne réprimait jamais les mutineries, et on les punissait rarement. Le gouverneur général reculait devant l'emploi de la force, et les bourgeois, après avoir fait l'expérience des exigences des mutins, ne pouvaient manquer de payer volontiers une faible rançon pour se délivrer d'hôtes insupportables et dispendieux. Les révoltés, prévoyant que leurs affaires ne s'arrangeraient qu'au bout de quelques semaines, et décidés à procéder à leur aise, s'emparèrent de la Grande-Place. *L'Életto* et son état-major prirent possession de l'hôtel de ville; les soldats s'installèrent chez les citoyens riches; personne n'échappait à un billet de logement, qu'on fût évêque ou bourgmestre, margrave ou négociant (2). Les cuisines de bonne réputation étaient les plus recherchées, et les soldats exigeaient des appartements somptueux, des plats recherchés, les vins les plus fins : personne n'osait refuser (3).

Les six cents Wallons en garnison dans la ville furent chassés, et les mutins régnèrent seuls pendant quelque temps. Tous les jours, les magistrats, les doyens des corporations, les représentants des citoyens se réunissaient dans la salle du grand conseil. Le gouverneur général insistait pour obtenir ses quatre cent mille couronnes, représentant avec beaucoup de raison que les mutins, en

(1) Meteren. t. V, p. 92. Hoofdt, Bor, *ubi sup.*
(2) Bor, t. VII, p. 494, 495. Hoofdt, Meteren.
(3) Meteren, V, p. 92. Bor, t. VII, p. 494, 495. Hoofdt, t. IX, p. 355, 356. Bentivoglio, t. VIII, p. 148.

restant dans la ville, auraient bientôt bu et mangé pour une valeur égale à la somme demandée, et que la ville aurait encore des fonds à trouver pour payer les arrérages. Le 9 mai, les autorités firent une proposition qui fut communiquée aussitôt à *l'Életto*. Ce fonctionnaire, debout près d'une fenêtre de l'hôtel de ville, s'adressa aux soldats; il leur dit que le grand commandeur proposait de payer les arrérages de dix mois en argent, cinq mois en soierie et en étoffes de laine, et qu'il promettait de solder le surplus sous peu de jours (1). La proposition ne satisfit pas les troupes qui poussèrent des cris moqueurs. *L'Életto*, au contraire, était d'avis d'accepter des conditions avantageuses, et rappela aux soldats qu'ils étaient tous coupables de haute trahison, qu'ils avaient la corde au cou, et que leur situation était extrêmement dangereuse. Il leur conseilla de souscrire aux offres qui leur étaient faites, et que le grand commandeur accompagnait d'un pardon absolu pour le passé. Quant à lui, ajoutait-il, il se lavait les mains des conséquences d'un refus. Les soldats lui répondirent en le déposant pour nommer un autre chef à sa place (2).

Trois jours après, une révolte éclata pour la première fois dans la citadelle (3). Les rebelles ordonnèrent au commandant Sancho d'Avila de rendre les clefs de la forteresse. Il déclara qu'il ne les abandonnerait qu'avec la vie. Ils se contentèrent alors de contraindre son lieutenant à quitter la citadelle, et d'envoyer leur *Életto* pour conférer avec le gouverneur général et avec *l'Életto* de l'armée. Il revint après avoir accompli sa mission, ac-

(1) Bor, Meteren, Hoofdt, *ubi sup.*
(2) Hoofdt, t. IX, p. 359.
(3) Mendoza, t. XII, p. 247.

compagné de Chiappin Vitelli, député par le gouverneur général. A peine *l'Életto* eut-il mis le pied sur le pont-levis qu'il fut attaqué par Salvatierra, enseigne de la garnison espagnole, qui lui donna un coup de poignard dans le cœur, et le jeta dans le fossé. L'enseigne, célèbre dans l'armée par son féroce courage et qui portait, brodée sur ses chaussures, cette inscription : « *El castigador de los Flamencos* (1), » se jeta ensuite sur le sergent-major des mutins, le tua et le précipita de même dans le fossé (2). Après la mort des deux chefs, Vitelli conclut un arrangement satisfaisant avec la garnison rebelle; il promit le pardon du passé, et les mutins acceptèrent les conditions qui avaient été offertes aux soldats campés dans la ville. La révolte de la citadelle était apaisée (3); mais Salvatierra fut obligé de se cacher pendant longtemps pour éviter d'être mis en pièces par les soldats furieux.

Les affaires étaient plus difficiles à terminer dans la ville. Les mutins avaient élevé sur la place un autel de caisses et de ballots, et on célébrait la messe en plein air, pendant que les soldats juraient de rester fidèles à leur cause (4). Ils mangeaient et se réjouissaient tout le jour aux frais des citoyens qui étaient réveillés toutes les nuits par leur gaieté bruyante et leurs malices sans cesse renaissantes. Avant la fin du mois, le grand conseil, las du fardeau que portait la ville, consentit aux demandes de Requesens. Le grand commandeur accepta les quatre cent mille couronnes comme un

(1) Meteren, t. V, p. 92. Hoofdt, t. IX, p. 359.
(2) Mendoza, Meteren, Hoofdt.
(3) *Ibid.*
(4) Hoofdt, t. IX, p. 359.

prêt, en garantie duquel il donna hypothèque sur les domaines de la Couronne, par un engagement signé et contre-signé (1). Les bourgeois acceptèrent ces documents comme une affaire de forme, mais ils connaissaient la valeur de pareilles garanties. Les mutins consentirent à entrer en arrangement avec le gouverneur général; il fut convenu qu'ils recevraient la totalité de leurs arrérages en argent ou en étoffes, et qu'il y aurait amnistie complète pour la révolte. Cet engagement, pris solennellement par Requesens dans la cathédrale, fut accompagné de cérémonies religieuses (2), à la suite desquelles on paya les soldats. Le même jour, les troupes célébrèrent leur triomphe par un grand banquet sur la place de la Mère; l'orgie fut complète. Les soldats, imprévoyants comme des enfants, avaient taillé des costumes improvisés dans les étoffes qu'ils venaient de recevoir en payement de tant de souffrances et de sang. La soie, le satin, le drap le plus fin, les brocarts, l'or, dignes de la garde-robe d'une reine, se drapaient étrangement autour des corps nerveux et des visages hâlés des soldats encore couverts de haillons quelques heures auparavant. Au milieu d'une gaieté tumultueuse, à la fin du banquet, tous les tambours furent transformés en tables de jeu, autour desquelles se pressaient les hommes qui se hâtaient de perdre l'or qui leur avait coûté si cher (3).

Les joueurs heureux ou prudents n'avaient pas encore eu le temps de dépouiller complétement leurs camarades, quand on entendit retentir au loin le canon. A l'instant même les soldats, encore revêtus de leurs costumes

(1) Bor, t. VII, p. 494, 495.
(2) Bentivoglio, t. VIII, p. 149.
(3) Hoofdt, t. IX, p. 359, 360.

fantastiques, s'arrachèrent au banquet pour marcher sur les digues. L'amiral Boisot, le patriote qui avait battu la flotte espagnole à Bergen, sous les yeux du grand commandeur, venait de remonter tout à coup l'Escaut, dans le but de détruire l'escadre d'Anvers qui lui avait échappé dans l'action précédente. Il rencontra, entre les forts de Lillo et de Callao, une flottille de vingt-cinq vaisseaux, commandée par le vice-amiral Hæmstede. Après un combat très-court, les patriotes remportèrent la victoire; quatorze vaisseaux espagnols furent brûlés ou coulés à fond avec leurs équipages, et l'amiral Haemstede fut fait prisonnier. Les soldats postés sur la digue ouvrirent contre Boisot un feu bien nourri, auquel ses canons répondirent. La distance rendit l'affaire peu importante, et les patriotes, fiers de leurs succès, redescendirent le fleuve. Le grand commandeur était plus loin que jamais de prendre sur la mer cette situation qu'il regardait, écrivait-il au roi, comme indispensable pour réduire les Pays-Bas (1).

(1) Bor, t. VII, p. 495-946. Hoofdt, t. IX, 359, 360. Bentivoglio, t. VIII, p. 149. *Archives*, etc., t. V, p. 11, 12.

CHAPITRE II.

Premier siége de Leyde. — Commencement du second siége. — Description de la ville. — Préparatifs de défense. — Lettre du prince d'Orange. — Acte d'amnistie publié par Requesens. — Ses conditions. — Comment il est reçu par les Hollandais. — Correspondance des Glippers. — Sorties et combats sous les murs de Leyde. — Position du prince. — Ses projets pour secourir la ville. — Magnanimité de la population. — On rompt les digues. — Troubles dans la ville et dans le camp des assiégeants. — Lettre des Etats de Hollande. — Maladie dangereuse du prince. — Les Zélandais sauvages. — L'amiral Boisot commence son voyage. — Lutte sanglante sur la digue de Land-Scheiding. — On occupe cette digue et celle du Chemin-Vert. — Mouvements de la flottille. — Le prince visite l'escadre. — Horribles souffrances des habitants de Leyde. — Discours de Van der Werf. — Héroïsme de la population. — Lettres de l'amiral. — Assaut. — Boisot avance. — La forteresse de Lammen. — Une nuit d'inquiétude. — Retraite nocturne des Espagnols. — L'amiral entre dans la ville. — Actions de grâces dans la grande église. — Le prince à Leyde. — Adieux de Valdez. — Révolte. — L'université de Leyde est fondée. — Charte d'institution. — Cérémonies d'inauguration.

L'invasion de Louis de Nassau avait eu pour résultat, comme on l'a déjà vu, de faire lever le siége de Leyde, qui durait depuis le 31 octobre 1573, quand, le 21 mars 1574 (1), les soldats furent appelés à venir défendre la frontière. Par une négligence extraordinaire et coupable, les bourgeois avaient négligé l'avis du prince, et ne

(1) Bor, t. VII, p. 502.

s'étaient pas occupés de ravitailler la ville et de grossir la garnison (1). Ils comptaient sur le succès du comte Louis avec une confiance qu'il n'éprouvait pas lui-même, car il était probable que, dans le cas de la défaite des patriotes, le siége de Leyde recommencerait aussitôt.

Peu de temps après sa victoire de Mookerheyde, le 26 mai, Valdez reparut en effet devant la place, à la tête de huit mille soldats allemands et wallons. Leyde allait subir une épreuve terrible. Cette belle ville était située au milieu de pâturages fertiles, arrachés à l'Océan par la main des hommes, semés de villages prospères, de jardins pleins de fleurs et de riches vergers. Le Vieux Rhin, affaibli et près de son embouchure, était divisé en mille canaux, ombragés par des tilleuls, des peupliers et des saules, qui traversaient la ville en tous sens. Cent quarante-cinq ponts, presque tous en pierres de taille, facilitaient la circulation; les maisons étaient commodes; les places et les rues larges, propres et bien aérées; les églises et les édifices publics étaient imposants; l'aspect de la ville toute entière indiquait la richesse et l'industrie. Sur un monticule artificiel, au centre de la ville, s'élevait une vieille tour, remontant à la plus haute antiquité. Les uns la croyaient d'origine romaine, d'autres pensaient que l'Anglo-Saxon Hengist avait construit ce monument en souvenir de la conquête de l'Angleterre (3). Entourée d'arbres fruitiers, que

(1) Bor, t. VII, p. 502.

(2) *Ibid.*, p. 504.

(3) Guicciardini, *Descript. Holl. et Zeland.* Bor, t. VII, p. 502. Bentivoglio, t. VIII, p. 151. Jean van der Does, commandant de la ville, attribue dans son poëme la conquête de la Grande-Bretagne à des Anglo-Saxons venus de Hollande, et dit en parlant de la tour qui

surmontaient les chênes qui s'étaient élevés au centre, la tour en ruine offrait au spectateur qui montait sur ses remparts une vue charmante sur la vaste plaine qui s'étendait autour de Leyde, et dans laquelle on distinguait les clochers des villes voisines. C'est là que pendant le cruel été de 1574, les bourgeois montaient pour voir si la mer n'envahirait pas bientôt leur pays.

Valdez ne perdit point de temps pour s'emparer de Maeslandsluis, de Vlaardingen et de la Haye. Cinq cents soldats anglais, sous les ordres du colonel Edouard Chester, abandonnèrent la forteresse de Valkenbourg et prirent la fuite du côté de Leyde. Les citoyens, qui se méfiaient d'eux avec raison, refusèrent de leur ouvrir les portes, et ils se rendirent à Valdez qui épargna leurs vies sur les instances de Mendoza (1), alors en mission auprès de la reine Élisabeth, et les renvoya en Angleterre. Au bout de quelques jours Leyde était investie, entourée de soixante-deux redoutes, dont quelques-unes subsistaient encore depuis le premier siége. Les forces espagnoles se montaient déjà à huit mille hommes, et s'augmentaient tous les jours. La garnison de la ville se composait seulement d'un petit corps de francs tireurs et de cinq compagnies de garde bourgeoise. Jean van der Does, seigneur de Nordwyck gentilhomme de bonne maison, connu surtout pour sa valeur et son génie poétique, avait accepté le commandement.

subsiste encore et qui est évidemment de construction romaine :

« Putatur Augustus Britannos,
« Orbe redire potuisse Victor, etc. »

(1) Mendoza, t. XII, p. 251. Hooft, t. IX, p. 362. Bor, t. VII, p. 505. Guicciardini, *Descript. Holl.*, p. 238, 239. Mendoza, t. XII, p. 254. Bentivoglio, t. VIII, p. 153.

La ville mettait sa confiance, après l'aide de Dieu, dans le courage de ses bourgeois et dans l'énergie infatigable de Guillaume le Taciturne. Le Prince, empressé de consoler et d'encourager les citoyens, bien qu'il fût irrité de la négligence qui les avait empêchés de se pourvoir d'hommes et de vivres pendant qu'il en était temps encore (1), leur rappela qu'ils n'allaient pas combattre seulement pour eux-mêmes, mais que le sort de leur pays et des générations futures dépendait, selon toutes les probabilités humaines, de l'issue de la lutte qui allait s'engager. Il leur montra la gloire éternelle qui les attendait s'ils déployaient un courage digne de leur race et de la cause sacrée de la liberté et de la religion. Il les conjurait de tenir au moins trois mois, leur promettant de trouver moyen, pendant ce temps, de pourvoir à leur délivrance (2). Les citoyens répondirent bravement aux lettres du Prince, en l'assurant de leur confiance en ses efforts et en leur propre courage (3).

On crut alors le moment venu de publier l'amnistie qu'on préparait depuis si longtemps, et cette fois l'appât fut plus séduisant que par le passé. L'acte de pardon avait reçu le grand sceau le 8 mars, et fut officiellement proclamé par le gouverneur général le 6 juin (4). Le Roi invitait tous ses sujets égarés et repentants à se jeter dans ses bras, pour y recevoir le pardon de toutes leurs fautes, à la seule condition de rentrer dans le sein de l'Église.

Les exceptions à l'amnistie étaient individuelles et peu

(1) *Archives*, etc., t. V, p. 10.
(2) Bor, t. VII, p. 505.
(3) *Ibid.* Hoofdt, t. IX, p. 363, 364.
(4) Bor, t. VII, p. 510. Meteren, t. V, p. 93. Hoofdt, t. IX, p. 368.

nombreuses (1). Mais quelque libérales que fussent les conditions du pardon, les Hollandais y faisaient des objections capitales. Il leur était plus aisé de mourir que d'aller à la messe, car la lutte prenait de plus en plus le caractère d'une guerre de religion. Jadis les hérétiques se trouvaient en petit nombre; et en 1574, au sein d'une nation constitutionnelle mais catholique, il était devenu difficile de trouver un papiste en Hollande. En acceptant le pardon, on convenait de la victoire, et les Hollandais n'étaient pas arrivés à s'avouer vaincus. Ils étaient résolus à se laisser non-seulement battre, mais exterminer plutôt que de permettre sur leur territoire l'établissement de l'église catholique, à l'exclusion du culte réformé. Ils répondirent avec enthousiasme au sentiment exprimé par le prince d'Orange au début du second siége de Leyde : « Nous sommes ici résolus de ne quitter la défense de la Parole de Dieu et de notre liberté jusqu'au dernier homme (2). » La condition de l'amnistie contenait, dans une phrase, ce que l'Espagne avait vainement tenté d'obtenir par cent batailles, et les Hollandais ne combattaient pas depuis sept ans sur terre et sur mer pour succomber à la fin devant des paroles.

Le prince avait craint un moment que l'amnistie n'eût quelque action sur des hommes lassés par des souffrances interminables ; l'événement prouva qu'il s'était trompé. Le mépris universel accueillit l'acte de pardon. Personne ne se présenta pour en réclamer l'avantage, si ce n'est un brasseur d'Utrecht et le fils d'un colporteur réfugié de Leyde. La Hollande toute entière resta sourde

(1) Bor, t. VII, p. 510-513. Meteren, t. V, p. 9.
(2) *Archives*, etc., t. V, p. 27.

à la voix du roi (1). La ville de Leyde ne prêta pas davantage l'oreille aux offres particulières de miséricorde qui lui étaient faites par Valdez et ses agents. Des Néerlandais appelés familièrement Glippers, et qui appartenaient au parti du roi, écrivaient sans cesse du camp aux gens qu'ils connaissaient dans la ville. Ils conjuraient solennellement les habitants de Leyde de se soumettre, « et d'avoir pitié de leurs vieux pères, de leurs femmes et de leurs filles. » Mais les bourgeois de Leyde pensèrent qu'il valait mieux garder leurs vieux parents, leurs femmes et leurs filles à l'abri des griffes des soldats espagnols ; aussi ne répondirent-ils à leurs correspondants que par ce seul vers, écrit sur une feuille de papier pliée en forme de lettre qu'ils envoyèrent à Valdez :

« Fistula dulce canit, volucrem cum decipit auceps (2). »

D'après l'avis du prince d'Orange, les citoyens avaient dressé l'inventaire de toutes les provisions contenues dans la place, en y comprenant le bétail. A la fin de juin, les habitants furent mis à la ration, et la ville se porta acquéreur de tous les vivres. On accordait une demi-livre de pain et une demi-livre de viande par jour aux hommes. Le blocus était complet ; les habitants ne pouvaient avoir de communication à l'extérieur que par les pigeons voyageurs et par quelques messagers lestes et expérimentés qu'on appelait des sauteurs. Les sorties et les escarmouches étaient continuelles, et la ville avait

(1) Bor, t. VII, p. 516.

(2) Jan Fruytiers, *Corte Beschryvinghe van der strenghe Beleringhe en wonderbaerlijcke verlossinge der Stadt Leyden,* — Met byvoeghing alle der *Brieven die an de van der Stadt* Delft. A. D., 1577. Comparer Meteren, t. V, p. 94. Hoofdt, t. X, p. 364.

promis une récompense à tous ceux qui rapporteraient la tête d'un Espagnol. Les autorités, après avoir payé souvent la prime annoncée, furent obligées de défendre ces combats qui devenaient trop fréquents. Dans la crainte que la ville ne vînt à perdre peu à peu tous ses défenseurs, on proclama au son des cloches qu'il était interdit à tout homme de sortir des portes (1).

Le prince avait établi son quartier général à Delft et à Rotterdam. Une forteresse appelée Polderwaert, située entre ces deux villes, lui assurait la possession d'un carré arrosé de deux côtés par l'Yssel et par la Meuse. Le 29 juin, les Espagnols, sentant l'importance de cette citadelle, firent un effort pour la prendre d'assaut. Ils furent repoussés, perdirent beaucoup de monde, et le prince resta en possession d'une position qui lui conservait l'espoir de délivrer Leyde (2). Il tenait encore les clefs qui pouvaient ouvrir les portes de l'Océan et permettre aux flots d'inonder le pays; il était convaincu depuis longtemps qu'on ne pourrait sauver la ville qu'en rompant les digues. Leyde n'était pas située au bord de la mer, mais on pouvait envoyer la mer à Leyde, si l'on ne pouvait lever une armée suffisante pour tenir tête aux troupes de Valdez. La bataille de Mookerheyde avait enlevé aux patriotes tout espoir de pouvoir agir sur terre ; mais on pouvait assiéger les assiégeants à l'aide de l'Océan. Les Espagnols occupaient la côte de la Haye à Vlaardingen, mais les digues le long de la Meuse et de l'Yssel étaient entre les mains du prince. Il résolut de les rompre et d'ouvrir les grandes écluses de Rotterdam,

(1) Jan Fruytiers. Bor, t. VII, p. 552. Meteren, t. V. Hooft, t. IX, p. 366.

(2) Bor, t. VII, p. 548.

de Schiedam et de Delftshaven (1). Le tort fait aux champs, aux villages et aux récoltes sur pied était immense, mais il ne restait pas d'autre ressource pour sauver Leyde et la Hollande entière avec elle. Les arguments et l'éloquence du prince triomphèrent enfin de tous les obstacles. Les États consentirent à son projet, au milieu de juillet, et on se mit aussitôt à l'œuvre. « Mieux vaut noyer son pays que de le perdre (2), » s'écriaient les patriotes avec enthousiasme, au moment de vouer à la désolation leurs fertiles campagnes. L'entreprise de rendre pour un temps à l'Océan ce territoire qu'on lui avait arraché avec tant de peine fut conduite avec autant de régularité que s'il se fût agi d'une affaire avantageuse. On constitua un capital pour lequel on émit un certain nombre d'obligations payables à de longues échéances (3). Outre ces premiers fonds, les États votèrent une allocation mensuelle de quarante-cinq guldens, jusqu'à la fin de l'entreprise, et les femmes contribuèrent pour une somme considérable, produit de la vente des bijoux, de l'argenterie et des meubles qu'elles avaient sacrifiés à la cause commune (4).

Valdez proclama, le 30 juillet, des offres pressantes du pardon le plus complet, si les citoyens de Leyde consentaient à ouvrir leurs portes et à reconnaître l'autorité du roi ; mais ses ouvertures furent accueillies par un silence dédaigneux, bien que la population sentît déjà les approches de la famine. Elle ne savait pas encore toutes les mesures que le prince avait prises pour

(1) Bor, t. VII, p. 548. Meteren, t. V, p. 94. Hoofdt, t. IX, p. 370.
(2) Jan Fruytiers, p. 16. Meteren, Hoofdt, *ubi sup.*
(3) Hoofdt, t. IX, p. 370, 371. Bor, t. VII, p. 549.
(4) Hoofdt, t. IX, p. 370.

la secourir, et cependant elle aimait mieux compter sur son énergie et sur son propre courage que de se fier aux belles promesses qui avaient retenti naguère aux portes de Harlem et de Naarden. Le 3 août, le prince, accompagné par Paul Buys, président de la commission chargée de diriger l'entreprise, se rendit en personne le long de l'Yssel, jusqu'à Kappelle, pour surveiller l'ouverture des digues. On les avait déjà rompues en seize endroits ; les écluses de Rotterdam et de Schiedam étaient levées, et la mer commençait à envahir le pays. Pendant qu'on attendait la crue des eaux, on se hâta, d'après l'édit du prince, de rassembler des provisions dans toutes les villes importantes des environs, et des flottilles de bâtiments divers, au nombre de deux cents environ, se formaient déjà à Rotterdam, à Delfthaven et dans d'autres ports (1).

Les citoyens de Leyde commençaient à désirer ardemment la délivrance ; ils n'avaient plus de pain, et leur dernière ressource, les gâteaux de drêche diminuaient à vue d'œil. Le 12 août, ils reçurent une lettre du prince pour les encourager à la résistance et leur promettre de prompts secours ; et le 21 ils lui répondirent pour rappeler qu'ils avaient été fidèles à leur promesse, puisqu'ils avaient tenu deux mois avec des vivres et un mois sans vivres (2). Si l'on ne venait pas bientôt à leur aide, la force humaine ne pouvait aller plus loin ; ils n'avaient plus de pain de drêche que pour quatre jours, et il ne leur restait plus qu'à mourir de faim. Ils reçurent le même jour une lettre dictée par le prince qui était dans son lit à Rotterdam, malade d'une fièvre dan-

(1) Jan Fruytiers. Bor, t. VII, p. 549, 550. Hoofdt, t. IX, p. 371.

(2) Jan Fruytiers.

gereuse; il leur apprit que toutes les digues étaient rompues, et que la mer montait sur la Land-Scheiding, grande barrière extérieure qui séparait la ville de la mer. Il ne parlait pas de sa maladie, qui aurait fort diminué la joie qui éclata parmi les bourgeois (1).

La lettre fut lue publiquement sur la place du Marché, et pour accroître l'allégresse, le bourgmestre Van der Werf, connaissant l'influence de la mélodie sur ses compatriotes, ordonna aux musiciens de la ville de se promener dans les rues en jouant des airs de danse et des airs militaires. On tira des salves de coups de canon, et la ville affamée revêtit un moment un aspect de fête, au grand étonnement des assiégeants qui ne savaient pas encore l'entreprise du prince. Ils s'aperçurent pourtant bientôt, quand l'eau atteignit autour de Leyde une hauteur de dix pouces, que la position devenait périlleuse. Ce n'était pas un danger ordinaire que d'être assaillis par les vagues de l'Océan, qui semblaient obéir docilement aux ordres de Guillaume le Taciturne. Valdez commença à s'inquiéter de l'étrange situation dans laquelle il se trouvait; l'armée assiégeante était assiégée à son tour par une force supérieure à celle des hommes. Il consulta les officiers les plus expérimentés, les paysans et les chefs des Glippers, et se rassura un peu en voyant leur dédain pour l'entreprise du prince (2). Tout le monde tenait le projet pour insensé et impraticable. Les Glippers connaissaient bien le pays et se moquaient hautement de cette tentative désespérée.

Dans la ville même, une sombre défiance avait suc-

(1) *Lettre de Fl. de Nuynkem et N. Brunynck au comte Jean de Nassau. Archives*, etc., t. V, p. 38-40. Bor, t. VII, p. 550.

(2) Hoofdt, t. IX, p. 372. Bor, t. VII, p. 551.

cédé au brillant espoir du premier moment; les royalistes en très-petit nombre, renfermés dans la ville, se moquaient de la crédulité de leurs concitoyens : « Montez donc à la tour, messieurs les Gueux, » disaient-ils, « allez voir si l'Océan arrive sur la terre ferme pour vous « délivrer (1). » Et on montait tous les jours au haut de la vieille tour d'Hengist, pour y chercher avec inquiétude le secours qu'on attendait (2) en veillant, espérant, priant, et tremblant depuis si longtemps qu'on commençait à désespérer de l'aide de Dieu et des hommes. Le 27, les bourgeois écrivirent aux États avec un profond abattement pour se plaindre qu'on eût oublié leur ville et son extrême détresse, et le même jour ils reçurent une chaleureuse réponse pour leur assurer qu'on faisait pour leur délivrance tous les efforts possibles. « Plutôt, disaient les États, voir périr dans les flots tout notre pays et tous nos biens que de t'abandonner, Leyde. D'ailleurs, nous savons bien qu'avec Leyde périrait toute la Hollande. » Les États s'excusaient de n'avoir pas écrit plus souvent à leurs frères assiégés, en disant que tous les détails de l'entreprise tentée pour les délivrer avaient été confiés au prince qui avait dirigé seul toute l'affaire et toute la correspondance.

La fièvre du prince était arrivée à sa plus extrême violence. Il était à Rotterdam, incapable de se mouvoir, et l'esprit agité par les innombrables projets qu'il concevait sans cesse et qui lui donnaient presque le délire. Il n'avait sur son lit de douleur point d'autre pensée que le désir de délivrer Leyde et la nation, près de s'engloutir dans

(1) Jan Fruytiers. Bor, t. VII, p. 551. Hoofdt, t. IX, p. 374.
(2) Bor, t. VII, p. 551, 552.

l'abîme. Jamais maladie n'était venue plus mal à propos. Ses serviteurs étaient au désespoir, car son esprit aurait eu surtout besoin de repos. Les médecins qui le soignaient s'entendaient sur un seul point; ils croyaient tous que sa maladie était le résultat de la fatigue et de la tristesse, et qu'il ne pouvait se guérir qu'en détournant ses pensées de tout sujet de chagrin et de préoccupation; mais tous les médecins du monde n'auraient pu distraire un moment son attention de la grande cause de la liberté. Leyde était toujours devant ses yeux, et il ne pouvait fermer l'oreille à ses cris. Il continuait à dicter de son lit des conseils et des encouragements pour les bourgeois assiégés, et des instructions minutieuses pour l'amiral Boisot qui commandait la flotte (1). Vers la fin d'août, le bruit se répandit que Leyde était tombée au pouvoir des Espagnols, et, bien qu'il refusât d'y croire, quand la rumeur parvint jusqu'à lui, sa fièvre s'en accrut. Cornelius van Mierop, receveur général de Hollande, vint le voir à Rotterdam, et trouva par hasard la maison presque déserte. Pénétrant sans obstacles jusqu'à la chambre à coucher du prince, il le trouva seul. Sur son étonnement de ne voir aucun des serviteurs de Guillaume, celui-ci répondit d'une voix très-faible qu'il les avait tous renvoyés. Le receveur général en conclut un peu légèrement que le prince avait la peste, et que ses amis et ses domestiques l'avaient lâchement abandonné (2). Cette idée, empruntée à Mierop par plusieurs historiens, était absolument fausse : le secrétaire du prince et son maître-d'hôtel veillaient nuit et jour

(1) *Archives*, etc., t. V, p. 39-46. Bor, t. VII, p. 551, 552.

(2) Bor, t. VII, p. 551. Hoofdt, t. IX, p. 372, 373. — *Lettres de Brunynck N. Archives*, etc., t. V, p. 38-46.

auprès de son lit; il était soigné par les meilleurs médecins de la ville, et on n'avait pas eu un moment la crainte de voir sa fièvre revêtir les caractères de la peste. Les serviteurs du prince étaient sortis tous à la fois par un étrange hasard pour exécuter les commissions de leur maître, dont la constitution de fer pouvait seule résister à l'inquiétude constante et aux fatigues inouïes qu'il endurait depuis si longtemps. Le bruit de la prise de Leyde était venu augmenter sa maladie; Cornelius van Mierop nia positivement la nouvelle, et le prince commença dès lors à entrer en voie de guérison. Vers le 8 septembre, il écrivait longuement à son frère pour l'assurer de sa convalescence, en exprimant comme de coutume une confiance tranquille dans la volonté divine : «Dieu, » dit-il, « ordonnera pour moi, tout ce qui sera nécessaire pour mon bien et pour mon salut. Il ne me chargera pas d'afflictions que notre fragile nature ne pourrait supporter (1). »

Les préparatifs de secours qui, malgré ses efforts, s'étaient ralentis pendant sa maladie, furent repris avec zèle. Le 1er septembre l'amiral Boisot arriva de Zélande avec une petite flottille montée par huit cents matelots Zélandais, équipage étrange et terrible. Couverts de cicatrices et de blessures, reste des combats au milieu desquels ils avaient passé leur vie, leurs toques ornées de croissants portant cette inscription : « Plutôt Turcs que Papistes, » ces Gueux de mer avaient une réputation d'habileté maritime et de férocité que justifiaient leurs sombres et hardis visages. On ne les avait jamais vus faire de quartier; ils ne se battaient qu'à mort, et

(1) *Archives*, etc., t. V, p. 58.

avaient juré de n'épargner ni seigneur, ni vilain, ni roi, ni empereur, ni pape, s'ils tombaient entre leurs mains (1).

Deux cents bâtiments portant en moyenne dix pièces de canon, et maniés par douze ou dix-huit rameurs, se trouvaient alors réunis à Rotterdam ; les équipages montaient à deux mille cinq cents hommes, habitués à se battre sur terre et sur mer (2). On se mit enfin sérieusement à l'œuvre. La distance de Leyde à la première digue déjà rompue était de six lieues; mais le territoire hollandais était défendu contre la mer par des barrières sans nombre. La flottille arriva sans difficulté jusqu'à la Land-Scheiding, forte digue construite à deux lieues de Leyde, et qui arrêta la marche des vaisseaux (3). La ville était protégée par une haie de remparts élevés les uns derrière les autres pour résister à son ancien ennemi, l'Océan, selon le même système de circonvallation qu'employaient pour l'attaquer ses nouveaux ennemis, les Espagnols. Pour que la flotte pût continuer sa course à travers le pays, il fallait rompre ces divers obstacles. Derrière les digues qui retenaient les eaux entre la Land-Scheiding et Leyde s'élevaient, dans la plaine, soixante-deux forts, et de nombreux villages tous occupés par les troupes royales, quatre (4) fois plus fortes que l'armée patriote qui venait les attaquer.

Le prince avait donné l'ordre de s'emparer à tout

(1) Jan Fruytiers. Bor, t. VIII, p. 552. Hoofdt, t. IX, p. 354. Meteren, t. V, p. 94.

(2) Meteren, Bor, *ubi sup.*

(3) Bor, t. VII, p. 552-554. Hoofdt, t. IX, p. 375.

(4) *Ibid.*, p. 387.



prix de la Land-Scheiding qui s'élevait encore à un pied et demi au-dessus de l'eau. Dans la nuit du 10 au 11 septembre, on y réussit complétement et par surprise (1). Les Espagnols en petit nombre qui gardaient la digue furent tués ou chassés, et les patriotes s'y établirent sans avoir perdu un seul homme. Quand le jour parut, les Espagnols reconnurent la fatale erreur qu'ils avaient commise en défendant si mal un rempart de cette importance, et les troupes qui occupaient deux villages voisins de la digue se précipitèrent en masse pour reprendre ce qu'elles avaient perdu. Le combat fut vif, mais les patriotes étaient bien établis ; ils défirent complétement l'ennemi qui se retira en abandonnant un grand nombre de morts, et laissa les patriotes en pleine possession de la Land-Scheiding (2). Cette première affaire fut sanglante. Elle fit entrevoir la résolution de ces hommes qui venaient délivrer leurs frères au prix de leurs biens et de leurs vies. Ce combat fournit aussi une preuve révoltante de la haine qui les animait. Un Zélandais, qui venait de tuer un des Espagnols qui défendaient la digue, se jeta sur son ennemi sanglant, lui arracha le cœur, y enfonça les dents, puis le jeta à un chien, en s'écriant : « C'est trop amer (3). » Le cœur de l'Espagnol fut ramassé et conservé longtemps ; les traces des dents du soldat rendaient un triste (4) témoignage de la férocité suscitée par cette guerre nationale.

Les patriotes, une fois en possession de la grande digue,

(1) Jan Fruytiers. Comparer Bor, t. VII, p. 554. Hoofdt, t. IX, p. 375.

(2) Bor, Hoofdt.

(3) Bor, t. VII, p. 554. Meteren, t. V, p. 94. Hoofdt, t. IX, p. 376.

(4) Bor, t. VII, p. 554. Van der Does, *Siége de Leyde.*

ne perdirent point de temps pour la rompre sur plusieurs points, sous les yeux mêmes de l'ennemi. La flotte passa par les brèches, mais en arrivant en bon ordre de l'autre côté, l'amiral fut surpris de voir un nouveau rempart s'élever devant lui. Le prince, sur la foi de ceux qui prétendaient connaître le pays, avait compté que la Land-Scheiding une fois rompue, les flots arriveraient bientôt jusqu'à Leyde; mais la digue du Chemin Vert, encore d'un pied au-dessus de l'eau, s'élevait à un quart de lieue derrière l'obstacle qu'on venait de vaincre. Heureusement, par une négligence plus coupable encore que la première, la seconde digue était mal gardée par les Espagnols. L'amiral Boisot l'attaqua sans perdre un instant, s'en empara, l'abattit sur plusieurs points, et fit passer son escadre en triomphe. Un nouveau désappointement l'attendait. Il savait qu'un vaste étang, qu'on appelait « le Lac d'eau douce », se trouvait sur son chemin entre la Land-Scheiding et la ville. Il avait espéré trouver là assez d'eau pour ses vaisseaux; mais la mer qui l'avait apporté jusque-là s'étendant tout d'un coup sur un très-vaste espace, la profondeur manquait; un chenal qui traversait l'étang était la seule voie que pût prendre l'amiral; mais le chenal conduisait à un pont occupé par l'ennemi. Trois mille Espagnols étaient postés sur les deux bords du chenal (1). Le brave Boisot résolut de forcer le passage, s'il était possible. Il choisit ses meilleurs vaisseaux, ses canons de fort calibre, les plus courageux de ses matelots, et prit le commandement de l'avant-garde pour tenter un effort désespéré. Il ouvrit le feu contre le

(1) Bor, t. VII, p. 555. Hoofdt, t. IX, p. 376.

pont alors converti en forteresse, pendant que ses hommes luttaient corps à corps avec des détachements successifs des troupes campées sur les bords du chenal. Après avoir perdu quelques hommes et s'être assuré que la position des ennemis était imprenable, il fut obligé de se retirer sans avoir exécuté son projet, et sur le point de désespérer de l'entreprise (1).

La grande digue était déjà rompue depuis huit jours, et la flottille, arrêtée par le manque de profondeur des eaux, n'avait fait qu'une demi-lieue. Le vent venait de l'est, et la mer baissait au lieu de monter. L'aspect des affaires était morne quand, le 18, le vent passa au nord-ouest, et souffla violemment pendant trois jours. Le niveau des eaux s'éleva rapidement, et à la fin du second jour l'escadre était à flot. Quelques fugitifs du village de Zœtermeer apprirent à l'amiral qu'en faisant un détour sur la droite, il pourrait prendre en flanc le pont et le lac. On le guida jusqu'à une petite digue située entre les villages de Zœtermeer et de Benthuyzen. Ces deux hameaux étaient occupés par des corps espagnols qui furent saisis d'une terreur panique et s'enfuirent dans la direction de Leyde au lieu de défendre la digue, pour ne s'arrêter qu'au village de la Nord-Aa (2). L'effroi était naturel; rien n'est plus saisissant que la marée montante quand on se sent en son pouvoir; les Espagnols voyaient les flots s'élevant tous les jours autour d'eux, et la terre manquant sous leurs pieds, pendant qu'ils étaient poursuivis par une flottille montée par des hommes déterminés dont le monde entier connaissait le courage et la férocité. Les soldats espagnols étaient très-braves,

(1) Bor, Hoofdt, *ubi sup.* Comp. Mendoza, t. XII, p. 260-262.
(2) *Ibid.*, p. 262.

mais ils n'étaient pas marins; ils avaient presque toujours été défaits dans les batailles navales. Il n'est pas surprenant que des troupes étrangères perdissent leur présence d'esprit dans ces escarmouches moitié sur terre, moitié sur mer, où la discipline n'était bonne à rien, et où le courage habituel aux Espagnols s'ébranlait devant le vague danger qui les menaçait.

Les patriotes avaient franchi trois barrières, et, s'avan çant avec les vagues, chassant toujours l'ennemi devan eux, ils approchaient de la ville assiégée. A mesure qu les obstacles étaient surmontés l'un après l'autre, l'armée assiégeante se trouvait de plus en plus resserrée. L'*Arche de Delft*, énorme vaisseau dont les flancs étaient à l'épreuve du canon, et qui marchait sur des roues mises en mouvement par un cabestan, arriva à Zœtermeer; la flotte entière l'y rejoignit bientôt. Après le délai nécessaire pour laisser aux villageois le temps de se sauver, on-mit le feu à Zœtermeer, à Benthuysen, et aux fortifications. On aperçut de Leyde l'incendie qui éclairait la vaste étendue des eaux, et les bourgeois le saluèrent comme une lueur d'espérance. L'escadre arriva sans autre difficulté à Nord-Aa; l'ennemi abandonna la position pour se réfugier à Zœterwoude, village fortifié situé à trois quarts de lieue de la ville, et alors encombré de troupes, l'armée assiégeante tout entière s'étant réfugiée dans une étroite enceinte de forts sous les murs de la place. Lammen, Leyderdorp, et Zœterwoude étaient les postes les plus importants : Valdez était établi à Leyderdorp, le colonel Borgia occupait la forteresse de Lammen.

(1) Jan Fruytiers. Bor, t. VII, p. 556. Hoofdt, t. IX, p. 377. Mendoza, t. XII, p. 262.

(2) Bor, Hoofdt, *ubi sup*. Mendoza.

La flotte fut de nouveau arrêtée à Nord-Aa par une digue appelée le Chemin de l'église ; les eaux qui s'étendaient sur un vaste espace, et qui baissaient sous le vent d'est qui venait de se lever, devenaient peu profondes ; l'escadre se trouva ensablée de nouveau. Les eaux n'avaient plus que neuf pouces de profondeur, les bâtiments ne pouvaient être à flot qu'avec dix-huit ou vingt pouces d'eau. Ils restaient immobiles ; les jours s'écoulaient ; le prince d'Orange, dès qu'il put se lever, se rendit à bord des vaisseaux ; sa présence inspira une joie universelle, ses paroles ranimèrent les plus abattus. Il reprit les matelots impatients qui, las de leur oisiveté forcée, avaient montré des velléités d'une férocité intempestive, et ces huit cents Zélandais sauvages, si violents dans leur haine contre les étrangers qui souillaient depuis si longtemps le sol de leur patrie, se soumirent comme des enfants à la voix du prince. Il fit une reconnaissance qui l'amena à ordonner d'abattre « le Chemin de l'église », dernier rempart qui séparât la flotte de la ville. Puis, après une longue conférence avec l'amiral Boisot, il retourna à Delft.

Cependant la ville était réduite aux dernières extrémités. Les bourgeois vivaient dans l'angoisse ; ils savaient que la flotte avait mis à la voile pour les secourir, mais ils connaissaient les obstacles qu'elle avait à vaincre. Ils avaient jugé de ses progrès par l'incendie des villages ; ils avaient entendu les salves d'artillerie au moment de l'arrivée à Nord-Aa ; mais depuis lors tout était rentré dans le silence et l'obscurité ; l'espoir et la crainte se succédaient dans le cœur des défenseurs de Leyde. Ils savaient

(1) Bor, t. VII, p. 566. Hoofdt, t. IX, p. 380.

que le vent était mauvais, et leurs regards se portaient le matin sur les girouettes des églises : tant que le vent d'est durait, ils savaient qu'il fallait attendre encore l'arrivée tant désirée de l'Océan. Cependant, malgré leur patience, ils mouraient de faim ; les souffrances de Harlem n'étaient pas arrivées au degré d'angoisse et de détresse auquel Leyde était réduite. Le pain, les gâteaux de drêche, la viande de cheval avaient disparu depuis longtemps; les chiens, les chats, les rats et autres animaux immondes passaient pour une nourriture recherchée. On possédait encore quelques vaches qu'on avait conservées pour jouir de leur lait ; mais on les tuait peu à peu, en les distribuant par parcelles à peine suffisantes pour soutenir l'existence d'une population affamée. Des malheureux souffrant de la faim la plus cruelle se pressaient autour des abattoirs où l'on tuait les bestiaux, se battaient pour ramasser les morceaux qui tombaient, et léchaient le sang qui coulait sur les pavés; on coupait les peaux par morceaux, et on les dévorait avidement après les avoir fait bouillir. Les femmes et les enfants cherchaient tout le jour quelque nourriture dans les gouttières et les tas d'ordures, et la disputaient aux chiens affamés. Les arbres étaient dépouillés de leurs feuilles; on mangeait l'herbe qui croissait dans les rues; mais tous ces expédients ne chassaient pas la famine. La mortalité était effroyable, les petits enfants expiraient sur le sein de leurs mères, les femmes tombaient mortes dans les rues, leurs enfants morts dans leurs bras. Les gardes de la ville, en faisant leurs tournées, trouvaient souvent dans les maisons le père, la mère et leurs enfants morts à côté les uns des autres, car une espèce de peste, engendrée par la faim et par la souffrance,

s'était déclarée parmi la population, comme pour abréger ses misères. La mort ravageait la ville, et les habitants tombaient comme l'herbe sous la faucille; six à huit mille personnes succombèrent à ce seul fléau; cependant le peuple tenait bon; hommes et femmes s'encourageaient les uns les autres à résister à l'entrée de leur ennemi plus terrible que la peste ou la famine (1).

Des dépêches de Valdez arrivaient chaque jour dans la ville; il voyait mieux, que les assiégés ne pouvaient le faire, toute l'incertitude de sa situation et devenait prodigue de promesses, parce qu'il sentait que l'Océan allait lui ravir ses victimes. Les habitants, ignorant l'état des choses, avaient à peu près perdu tout espoir de secours, mais ils re poussaient l'idée de se rendre. Leyde était sublime dans son désespoir. Quelques murmures s'élevèrent pourtant contre l'inflexibilité des magistrats, et le bourgmestre trouva devant sa porte un cadavre placé là comme un témoin muet pour l'accuser de dureté (2). Quelques bourgeois, perdant courage, assaillirent de reproches et de menaces l'héroïque Adrien van der Werf, au moment où il passait dans la rue; la foule se pressait autour de lui; il arriva sur une place triangulaire située au centre de la ville, à laquelle venaient aboutir plusieurs grandes rues; l'église de Saint-Pancrace s'élevait d'un côté, surmontée d'une grande tour en brique terminée par deux tourelles pointues; deux vieux tilleuls ombrageaient le portail. Là, le bourgmestre s'arrêta : il était grand, maigre, pâle; son visage était grave, son regard calme mais imposant. Il fit un signe avec son chapeau de

(1) Jan Fruytiers. Bor, t. VII, p. 557. Hoofdt, t. IX, p. 381. Meteren, t. V, p. 91. Mendoza, t. XII, p. 256.

(2) Hoofdt, t. IX, p. 381, 382. Bor, t. VII, p. 557.

feutre pour demander le silence, puis s'écria dans des termes qui ont été conservés presque littéralement : « Que voulez-vous, mes amis? Pourquoi murmurez-vous de ce que nous ne violons pas nos serments en rendant la ville aux Espagnols, sort plus horrible que l'agonie que nous endurons maintenant? Je vous dis que j'ai juré de garder la place, et Dieu me donne la force de tenir mon serment! Je ne puis mourir qu'une fois, par vos mains, par celles de l'ennemi, ou par celles de Dieu. Mon sort m'importe peu; il n'en est pas de même de la ville qui m'a été confiée. Je sais que nous mourrons de faim si nous ne sommes pas bientôt délivrés; mais la famine vaut mieux que la mort honteuse qui est notre seule alternative. Vos menaces ne me troublent point, ma vie est à votre disposition, voilà mon épée, vous pouvez me la plonger dans le cœur, et vous partager ma chair; prenez mon corps pour apaiser votre faim, mais n'espérez pas la reddition de Leyde, tant que je serai en vie (1). »

Les nobles paroles du bourgmestre inspirèrent un nouveau courage à ses auditeurs et des cris d'approbation et de défi retentirent au milieu de cette foule vouée à tant de souffrances. Ils quittèrent la place après avoir échangé de nouveaux serments de fidélité avec leur magistrat, et montèrent sur la tour et sur les remparts pour voir si la flotte allait arriver. Ils injuriaient de là leurs ennemis, en criant : « Vous dites que nous mangeons des rats et des chiens, vous avez raison ; tant que vous entendrez aboyer des chiens et miauler des chats dans la ville, sachez que nous ne nous rendrons pas. Et quand

(1) Jan Fruytiers. Hoofdt, t. IV, p. 379. Meteren, t. V, p. 94.

il ne nous restera plus que nous-mêmes, nous mangerons notre bras gauche, et nous garderons le droit pour défendre nos femmes, notre liberté et notre religion contre le tyran étranger. Si Dieu dans sa colère nous a voués à la destruction et nous refuse tout secours, même alors vous n'entrerez pas dans la ville. Quand notre dernière heure sera venue, nous mettrons le feu de nos propres mains à notre cité de Leyde, et nous périrons tous ensemble dans les flammes, hommes, femmes et enfants, plutôt que de voir souiller nos demeures et détruire nos libertés (1). » Ces paroles de défi, qui partaient tous les jours des remparts, éclairaient suffisamment Valdez sur le peu de chance qui lui restait de prendre la ville par ruse ou par force; mais en même temps il se sentait un peu soulagé par l'inaction de la flotte de Boisot, toujours échouée près de Nord-Aa : « Le prince d'Orange pourrait aussi bien faire descendre les étoiles du ciel qu'amener la mer sous les murs de Leyde pour vous délivrer, » criaient les Espagnols aux bourgeois (2).

Le 28 septembre, un pigeon apporta dans la place une lettre de l'amiral Boisot (3). Il peignait sous des couleurs favorables la position de la flotte, et promettait aux habitants qu'au bout de peu de jours, ils verraient arriver les secours attendus depuis si longtemps. La lettre fut lue publiquement sur la place du Marché, et on sonna les cloches en signe de réjouissance. Le lendemain cependant, les girouettes indiquèrent le vent d'est, l'eau continuait à baisser, l'amiral Boisot

(1) Jan Fruytiers, p. 25. Meteren, t. V, p. 94. Hoofdt, t. IX, p. 379-380.

(2) Bor, t. VII, p. 557.

(3) *Arch. de la maison d'Orange*, t. V, p. 67, 68. Bor, t. VII, p. 557.

était au désespoir. Il écrivit au prince que si les marées du printemps qu'on attendait alors ne venaient pas à son aide avec un vent de nord-ouest, il était inutile de rien tenter, et qu'on serait contraint de renoncer à l'expédition. L'orage arriva. Un vent d'équinoxe s'éleva du nord-ouest pendant la nuit du 1er au 2 octobre, changea bientôt violemment de direction et passa au sud-ouest. Les vagues de la mer du Nord, poussées sur la côte méridionale de Hollande et de là rejetées sur les terres, s'élevèrent avec fureur et inondèrent bientôt tout le pays que les digues ne protégeaient plus (1).

Au bout de vingt-quatre heures la flotte échouée à Nord-Aa avait deux pieds d'eau. On ne perdit pas un instant; « le Chemin de l'église » avait été rompu suivant les instructions du prince; la mer avait couvert les débris, et la flotte mit à la voile à minuit au sein de l'obscurité et au milieu de l'ouragan. Quelques navires ennemis postés en sentinelle tirèrent sur les bâtiments qui se dirigeaient vers Zoeterwoude. Boisot répondit par un coup de canon qui éclaira les eaux noirâtres. Un combat naval s'engagea au sein des ténèbres, étrange spectacle au milieu des vergers, des cheminées et des toits à demi submergés des fermes qui s'élevaient entre les vaisseaux (2). Le village de Zoeterwoude était ébranlé par les décharges de l'artillerie zélandaise; les Espagnols réunis dans la forteresse comprirent que l'amiral patriote était à flot et s'avançait sur eux. Les bâtiments espagnols furent bientôt coulés à fond, et leurs équipages disparurent dans les vagues. La flotte reprit sa

(1) Bor, t. VII, p. 557.

(2) *Ibid*. Hoofdt, t. IX, p. 382. Meteren, t. V, p. 95. Mendoza, t. XII, p. 263.

route à travers les flots qui roulaient entre Zoeterwoude et Zwieten. Quand ils furent près de quelques bas-fonds aux bords du grand lac, les Zélandais sautèrent dans l'eau et poussèrent les vaisseaux à force de bras. Deux obstacles s'élevaient encore sur leur route, les forteresses de Zoeterwoude et de Lammen, situées l'une à cinq cents et l'autre à deux cent cinquante pas de la ville. Ces redoutes étaient fortes, bien munies d'hommes et d'artillerie; elles pouvaient maltraiter rudement la flottille; mais la terreur panique qui avait déjà saisi les Espagnols de Zoetermeer et de Benthuyzen atteignit les troupes qui occupaient Zoeterwoude. A peine la flotte fut-elle en vue que les soldats sortirent de grand matin de la forteresse, et s'enfuirent précipitamment sur la gauche par une route qui conduisait à la Haye, dans la direction de l'occident. Le sentier était à tout moment couvert par les flots, et les Espagnols disparaissaient dans les eaux qui montaient toujours. Les Zélandais sautèrent de leurs vaisseaux sur la digue en ruines, et poursuivirent leurs ennemis fugitifs jusque dans la mer. Ils lançaient le harpon avec une adresse acquise dans les pêches des mers polaires, ou plongeaient dans les ondes pour attaquer les Espagnols avec leurs poignards et les crocs des bateaux. On n'a jamais su le nombre des victimes qui tombèrent ainsi sous les coups des corsaires qui ne faisaient et ne demandaient jamais quartier ; mais il est probable qu'il s'éleva au moins à un millier d'hommes. Le reste réussit à atteindre La Haye (1).

La première forteresse fut prise, démantelée brûlée,

(1) Jan Fruytiers. Bor, t. VII, p. 558. Hoofdt, t. IX, p. 383. Mendoza, t. XII, p. 364.

et quelques coups de rames amenèrent la flotte devant Lammen. Ce dernier obstacle se trouvait précisément sur le passage : la citadelle était remplie de soldats, hérissée de canons, et semblait défier l'escadre de la prendre d'assaut ou de passer sous le feu de son artillerie pour aller secourir Leyde (1). L'expédition était sur le point d'échouer en vue de ce port tant désiré. Boisot jeta l'ancre à une distance respectueuse, et passa le reste de la journée à examiner le fort qui semblait imprenable. Leyderdorp, quartier général de Valdez, était situé sur la droite et n'était éloigné de Lammen que de trois quarts de lieue; on était à une demi-lieue de la ville, et les obstacles paraissaient insurmontables. Boisot, dans un accès d'abattement, écrivit au prince qu'il tenterait de prendre la citadelle d'assaut le jour suivant, s'il était possible, mais que s'il ne réussissait pas, il n'y aurait autre chose à faire qu'à se retirer pour attendre un nouveau coup de vent; si les eaux montaient assez pour permettre de faire un grand détour, on pourrait peut-être entrer dans Leyde du côté opposé, si la ville ne se rendait pas, ou si les habitants n'étaient pas morts de faim dans l'intervalle (2).

Cependant les bourgeois en étaient arrivés aux dernières angoisses. Un pigeon avait apporté une lettre de Boisot qui rendait un compte exact de la situation. Un certain nombre de citoyens accompagnèrent le bourgmestre à la tour d'Hengist vers le soir. « Là bas, » s'écria le magistrat en étendant le bras du côté de Lammen, « là bas, derrière ce fort, il y a du pain, de la viande, et des milliers de nos frères. Laisserons-nous

(1) Bor, t. VII, p. 559. Hoofdt, t. IX, p. 384. Meteren, t. V, p. 95.
(2) *Ibid.*, *ibid.*, p. 385.

détruire nos espérances par les canons des Espagnols, ou marcherons-nous à l'aide de nos amis? — Nous abattrons la forteresse avec nos dents et nos ongles, lui répondit-on, plutôt que de nous laisser enlever le secours que nous attendons depuis si longtemps» (1). On résolut de faire, à l'aube du jour, une sortie contre Lammen, à l'appui des opérations de Boisot. La nuit vint, l'obscurité était profonde, l'inquiétude grande parmi les Espagnols, sur la flotte, à Leyde. Des spectacles et des sons étranges vinrent troubler plusieurs fois les sentinelles attentives. On vit une longue procession de torches sortirdu fort, et danser sur les ondes au milieu de la nuit; le mur d'enceinte de la ville, de la Porte des Vaches à la tour de Bourgogne, tomba avec un grand fracas. Les bourgeois effrayés crurent que les Espagnolsvenaient les attaquer; les Espagnols pensèrent que le bruit annonçait une sortie désespérée des citoyens de Leyde (2). Tout restait vague et mystérieux.

Le jour commençait enfin à poindre après cette nuit d'agitation, et l'amiral se préparait à donner l'assaut. Un silence de mort régnait dans la forteresse; les patriotes concevaient déjà de sérieuses inquiétudes; la ville avait-elle été prise pendant la nuit? le massacre était-il commencé? tant de fatigue et d'audace avaient-elles été vaines? Tout à coup, on aperçut un homme qui venait de Lammen, et se dirigeait vers la flotte; l'eau lui montait presque à la poitrine. Au même moment on vit un petit garçon tout seul en haut du fort qui agitait son bonnet en l'air; après un instant de doute, le mystère s'éclaircit;

(1) Bor, t. VII, p. 559.

(2) Jan Fruytiers. Bor, t. VII, p. 559. Meteren, t. V, p. 95. Mendoza, t. XII, p. 265.

les Espagnols, saisis de terreur, s'étaient enfuis pendant la nuit. Leur position leur permettait encore de déjouer l'entreprise des patriotes, mais la main de Dieu, qui avait envoyé la mer et la tempête au secours de Leyde, avait frappé d'effroi ses ennemis. Les lumières que les sentinelles avaient aperçues pendant la nuit étaient les lanternes des Espagnols en retraite, et le petit garçon qui faisait des signaux de triomphe du haut des remparts avait seul été témoin de ce curieux spectacle. Il était si convaincu du départ des Espagnols qu'il offrit d'aller tout seul à Lammen au point du jour. Les magistrats, craignant un piége, refusèrent un moment de croire à la vérité qui devint bientôt évidente (1). Valdez, en fuyant de Leyderdorp, avait donné au colonel Borgia l'ordre d'évacuer Lammen avec toutes ses troupes ; les Espagnols se retiraient au moment où un accident extraordinaire leur avait ouvert un côté de la ville; le bruit que fit le mur en tombant leur causa seulement une nouvelle terreur; ils crurent que les bourgeois profitaient de l'obscurité pour faire une sortie, et pour seconder l'œuvre de destruction commencée par les flots. Tous les obstacles avaient disparu; la flotte de Boisot passa fièrement à côté de Lammen et entra dans la ville le 30 octobre au matin. Leyde était délivrée (2).

Les quais étaient couverts d'une population affamée; tous ceux qui pouvaient se tenir debout se pressaient le long des canaux pour saluer les libérateurs de la ville. On jetait du pain de tous les vaisseaux au milieu de la foule. Les pauvres gens qui depuis deux mois n'avaient

(1) Jan Fruytiers. Bor, t. VII, p. 559. Hoofdt, t. IX, p. 385.
(2) *Ibid.* — Bor, t. VII, p. 560. Hoofdt, Meteren, *ubi sup.*

pas goûté une bouchée de bonne nourriture et qui venaient d'être délivrés aux portes du tombeau, se précipitaient sur ce don précieux, dispensé avec une libéralité excessive. Beaucoup de personnes moururent étouffées en mangeant trop avidement leur pain; d'autres furent malades des effets de l'abondance succédant à la famine; mais on veilla à ce que ces accidents isolés ne se renouvelassent pas. L'amiral, en mettant pied à terre, fut reçu par les magistrats; on forma aussitôt une procession solennelle, et bourgmestre et citoyens, aventuriers zélandais, gardes bourgeois, matelots, soldats, femmes, enfants, tout le monde, le brave amiral Boisot en tête, se rendit sans délai à la grande église. La ville qui avait si courageusement résisté à un souverain terrestre, courba la tête devant le Roi des rois dans une humble reconnaissance. Après la prière, l'immense congrégation entonna le cantique d'actions de grâces. Des milliers de voix commencèrent le chant, mais peu de gens purent arriver jusqu'au bout. L'émotion générale redoublée par la musique devenait trop vive; le cantique fut suspendu tout d'un coup, la multitude entière pleurait. Cette scène touchante terminée, les magistrats prirent les mesures nécessaires pour la distribution des vivres et le soin des malades. On écrivit au prince d'Orange qui reçut la nouvelle à deux heures, pendant qu'il était à l'église à Delft. La lettre venant de Leyde ne ressemblait guère à celle qu'il avait reçue le matin même de l'amiral Boisot pour lui apprendre qu'après tout le succès de l'entreprise dépendait d'un assaut désespéré sur une forteresse presque imprenable. On peut imaginer la joie du prince; dès que le sermon fut terminé, il remit au ministre la lettre qu'il venait de recevoir; elle fut lue à

toute la congrégation, qui prit part au bonheur du Prince et s'unit à ses actions de grâces (1).

Le lendemain, en dépit des instances de ses amis qui craignaient que sa santé à peine rétablie ne souffrît de l'air d'une ville où la peste venait de faire tant de ravages, le prince se rendit à Leyde. Il n'avait jamais douté du courage de son pays. Guillaume d'Orange et les bourgeois purent se féliciter mutuellement de la victoire qu'ils venaient de remporter. « Si nous sommes condamnés à périr, » avait-il dit avant le commencement du siége, « au nom de Dieu, soit (2)! Toujours aurons-nous cet honneur d'avoir fait ce que nulle autre nation n'avait fait devant nous, à savoir, de nous être défendus et maintenus en un si petit pays contre si grands et horribles efforts de si puissants ennemis, sans assistance quelconque. Et quand les pauvres habitants d'ici voudraient toutefois s'opiniâtrer, ainsi qu'ils ont fait jusqu'à maintenant et comme j'espère qu'ils feront encore, il en coûtera aux Espagnols la moitié de l'Espagne, tant en biens qu'en hommes devant qu'ils aient la fin de nous. »

Le terrible siége de Leyde fut pour les Espagnols une preuve convaincante qu'ils n'en avaient pas encore fini des Hollandais. On commença à comprendre que, jusqu'à ce que le dernier Hollandais eût disparu, la lutte ne serait pas terminée. Le gouverneur général ne trouvait pas grande consolation à penser que ses troupes avaient été vaincues non par l'ennemi, mais par l'Océan. Un adversaire auquel les vagues obéissaient

(1) Jan Fruytiers. Hoofdt, t. IX, p. 386. Bor, t. VII, p. 560. Meteren, t. V, p. 95.

(2) *Lettre au comte Jean* (7 mai 1574). *Archives*, etc., t. IV, p. 385-398.

si docilement pouvait être regardé comme invincible. On trouva à Leyderdorp, au quartier général de Valdez, une quantité de cartes de Leyde et des environs, jetées en désordre dans la chambre. Sur la table, on lut les adieux du général aux lieux témoins de sa défaite, écrits dans un latin digne de Juan Vargas: « *Vale, civitas, valete castelli parvi, qui relicti estis propter aquam et non per vim inimicorum !* » Dans sa retraite précipitée devant les rebelles, le commandant avait trouvé le temps d'exprimer ainsi ses regrets et de donner au colonel Borgia l'ordre écrit d'abandonner la forteresse de Lammen. Valdez fut blâmé, et sa fuite donna lieu à beaucoup de scandale. On prétendit même qu'il avait reçu de l'argent des Hollandais pour quitter son poste; beaucoup de gens répétèrent cette histoire, mais on y crut peu. Le 4 octobre, le lendemain du jour de la délivrance, le vent tourna au nord-est, la tempête s'éleva, et les flots ayant accompli leur œuvre furent rejetés dans leur lit par une main toute-puissante; au bout de peu de jours, la terre reparut, et on se mit à l'œuvre pour reconstruire les digues (1).

(1) Bor, t. VII, p. 560. Meteren, t. V, p. 95. Hoofdt, t. IX, p. 383. Mendoza, t. XII, p. 865. — La meilleure autorité, après Jan Fruytiers, pour l'histoire de ce mémorable siége, est Pictor Bor, qui vivait à cette époque à Utrecht. Il se servit du récit de Jan Fruytiers et eut de fréquents rapports avec le seigneur de Nordwyck, commandant de la place, avec Thierry de Montfort, chez lequel le prince logea le 4 octobre, et avec d'autres personnes. Il avait lu tous les documents originaux qu'il cite dans son histoire, et rapporte, en outre, une quantité infinie d'acrostiches, d'anagrammes et autres curiosités poétiques fort à la mode alors. Il parle surtout avec transport d'un poëme encore inédit sur le siége de Leyde, en six cent onze strophes de huit vers chacune, qu'on pouvait lire ou chanter à volonté. Bor, t. VII, p. 561. Comparer Bentivoglio, t. XIII, p. 151-156. Cabrera, t. X, ch. XVII, XIX, XXI.

Après un court intervalle de repos, Leyde reprit son attitude ordinaire. Le prince, sur l'avis des États, accorda à la ville, en récompense de ses souffrances, une foire annuelle de dix jours, libre de tout octroi et impôt (1); en outre, pour manifester la reconnaissance de la population de Hollande et de Zélande pour l'héroïsme des habitants de Leyde, on résolut de fonder dans cette cité (2) une académie ou université. L'Université de Leyde, si fameuse depuis lors, fut ainsi fondée au plus sombre moment de la lutte nationale.

Elle fut dotée d'un revenu considérable, provenant en grande partie des biens de l'ancienne abbaye d'Egmont (3); on nomma un certain nombre de professeurs, choisis pour leur talent, leur instruction et leur piété parmi les savants les plus célèbres des Pays-Bas. La charte d'institution peut être regardée comme un chef-d'œuvre de plaisante ironie, attendu qu'on y maintint encore la fiction de l'autorité royale, et que Philippe se trouva ainsi fonder une université à Leyde pour récompenser la ville de sa révolte contre lui-même (4). « Considérant, » dit cet étrange document, « que pendant les terribles guerres dans nos provinces de Hollande et de Zélande, la bonne instruction de la jeunesse dans les sciences et les arts libéraux tomberait probablement dans l'oubli ; considérant les différences de religion; considérant notre désir de récompenser notre ville de Leyde et ses bourgeois des lourds fardeaux qu'ils ont si fidèlement portés pendant la guerre, nous avons

(1) Bor, t. VII, p. 561.
(2) *Ibid.*, t. VIII, p. 593. Meteren, t. V, p. 95.
(3) *Ibid.*, t. VIII, p. 503.
(4) Bor, t. VIII, p. 591-593.

résolu, après en avoir mûrement délibéré avec notre cher cousin Guillaume, prince d'Orange, stadthouder, de fonder une école publique et une université libre, etc. » Le roi pourvoyait ensuite à l'établissement de cette fameuse académie, et confiait toutes les mesures nécessaires pour le gouvernement et la police de l'institution à son « cher cousin ci-dessus mentionné, Guillaume d'Orange. »

L'Université une fois fondée, dotée et pourvue de professeurs, on l'ouvrit solennellement le 5 février 1575. Il y a quelque plaisir à contempler cet innocent entr'acte au milieu des horreurs de la plus longue et de la plus terrible tragédie des temps modernes. Leyde, naguère encore en proie à la peste et à la famine, s'était couronnée de fleurs. A sept heures du matin, après un service religieux solennel dans l'église de Saint-Pierre (1), on forma une longue procession, précédée d'une escorte militaire qui se composait de la garde bourgeoise et des cinq compagnies d'infanterie en garnison dans la ville. Un chariot splendide traîné par quatre chevaux ouvrait le cortége. Une femme vêtue de vêtements blancs et représentant le saint Évangile y était assise. Elle était accompagnée des quatre évangélistes, qui marchaient à pied à côté du char. La Justice, les yeux bandés, portant sa balance et son sceptre, suivait montée sur un unicorne et escortée des savants docteurs Julien, Papinien, Ulpien et Tribonien, à cheval à côté d'elle, et suivis par deux valets et quatre hommes d'armes. La Médecine venait ensuite à cheval, tenant d'une main un traité de l'art de guérir et de l'autre une guirlande d'herbes mé-

(1) Bor, t. VIII, p. 594.

dicinales. La déesse était accompagnée par quatre médecins illustres, Hippocrate, Galien, Dioscorides et Théophraste ; derrière elle marchaient deux laquais et quatre hallebardiers. Enfin Minerve, armée de toutes pièces, la lance en arrêt, portant le bouclier de Méduse, montée sur un coursier fougueux, fermait la marche des personnages allégoriques; Aristote, Platon, Cicéron et Virgile suivaient à cheval la fille de Jupiter; ils étaient escortés par des serviteurs revêtus d'armures antiques ; les musiciens de la ville, jouant du hautbois et de la viole, marchaient ensuite ; puis venaient les porteurs de masse et les autres officiers de la ville escortant l'orateur du jour, les professeurs et les docteurs, les magistrats et les fonctionnaires ; la foule des citoyens suivait la procession.

Marchant en bon ordre, sous des arcs de triomphe, dans des rues jonchées de fleurs, le cortége parcourut lentement les rues de la ville et se promena le long des canaux. En arrivant au pont des Nonnes, on vit une barque magnifiquement ornée descendre lentement le Rhin. Sur le pont, sous un dais entouré de guirlandes de lauriers et d'orangers, et orné de belles tapisseries, était assis Apollon, entouré des neuf Muses en costume classique ; Neptune, avec son trident, était au gouvernail. Les Muses récitèrent des pièces de musique. Apollon fit résonner son luth. Arrivée au rivage, cette députation du Parnasse mit pied à terre et attendit l'arrivée de la procession. Chaque professeur fut embrassé à son tour par Apollon et les neuf Muses, qui saluèrent en outre leurs savants hôtes par un élégant poëme latin. La cérémonie classique achevée, le cortége se dirigea vers le cloître de Sainte-Barbara, où devait s'installer la nouvelle Univer-

sité; on entendit un éloquent discours du révérend Gaspard Kolhars; puis on s'assit devant un magnifique banquet qui termina les réjouissances dans le lieu où la famine régnait cinq mois auparavant (1).

(1) Bor, t. VIII, p. 594, 595.

CHAPITRE III.

Derniers jours du Conseil de sang. — Négociations officieuses et perfides. — Caractère des négociateurs et de la correspondance diplomatique. — Le docteur Junius. — Conférences secrètes du docteur Léoninus avec le prince d'Orange.— Fermeté du prince. — Changements dans le gouvernement intérieur des provinces septentrionales. — Générosité et pouvoir croissant des municipalités. — Jalousie naissante à l'égard du prince d'Orange. — Elle est réprimée. — Les États refusent sa démission. — Il arrive à un pouvoir presque illimité. — Maximilien tente de nouveau une médiation. — Vues et projets des deux partis. — Avis du prince d'Orange. — Commencement des négociations à Bréda. — Propositions et contre-propositions. — Adresse des plénipotentiaires des deux parts. — Diplomatie cauteleuse, ses mauvais résultats. — Union de la Hollande et de la Zélande sous l'autorité du prince d'Orange. — Acte définissant ses pouvoirs. — Charlotte de Bourbon. — Caractère, aventures et destinée d'Anne de Saxe. — Mariage du prince d'Orange avec mademoiselle de Bourbon. — Grande indignation. — Horribles tortures infligées par Sonoy aux catholiques dans la Nouvelle-Hollande. — Hierges prend Oudewater et Schoonoven. — Les îles de Zélande.— On projette une expédition sous-marine. — Détails de l'entreprise.— Succès complet.—Mort de Chiappin Vitelli.—Délibérations des États de Hollande et de Zélande sur le rejet de l'autorité de Philippe. — Déclaration de Delft. — On agite la question de savoir à laquelle des grandes puissances on offrira la souveraineté. — Secrètes relations internationales. — Ambassade en Angleterre. — Les négociations avec Élisabeth ne sont pas satisfaisantes. — Position du grand commandeur. — Siége de Zierickzée. — Générosité du comte Jean. — Projet désespéré du prince. — Mort de Requesens. — Son caractère.

Le Conseil des Troubles, ou, comme il sera toujours

appelé dans l'histoire, le Conseil ou Tribunal de sang, existait encore, bien que le grand commandeur, en arrivant dans les Pays-Bas, eût conseillé au souverain de consentir à l'abolition immédiate de cette odieuse institution (1). Philippe, sur l'avis du gouverneur et de son cabinet, avait autorisé Requesens, par une lettre du 10 mars 1574, à prendre cette mesure s'il persistait à la croire utile.

Le grand commandeur avait profité de cette permission pour arracher de l'argent aux provinces soumises. Le 7 juin 1574, il avait réuni à Bruxelles les députés des États, et on avait échangé des protocoles, des rapports et des remontrances (2). Les États, loin d'être satisfaits de l'extinction d'un tribunal qui s'était usé par sa propre violence, et qui avait cessé d'agir faute de victimes, demandaient d'autres concessions. On insistait, pour obtenir le départ des troupes espagnoles, la fondation d'un conseil de Néerlandais en Espagne pour diriger les affaires des Pays-Bas, le rétablissement des Néerlandais (3) seuls dans les fonctions et charges au sein des Provinces ; ces rédacteurs de pièces diplomatiques croyaient possible alors d'obtenir par des arguments de rhétorique ce que leurs frères de Hollande et de Zélande réclamaient à la pointe de l'épée. Le moment n'était pas propice pour les discussions historiques, les citations de Salomon, et les disputes de logique ; cependant on passa des semaines entières et on usa des monceaux de papier dans ces en-

(1) *Lettre de Requesens à Philippe* (30 décembre 1573), Gachard, *Notice*, p. 21.

(2) Gachard, *Notice*, p. 24-26.

(3) Bor, t. VIII, p. 517-523.

(4) *Ibid.*

fantillages (1). Le résultat fut tel qu'on pouvait l'attendre. Le grand commandeur obtint peu d'argent; on ne fit droit à aucune des demandes des États, et l'existence du Tribunal de sang resta en suspens. Les affaires continuèrent à s'y traiter de temps à autre pendant le gouvernement de Requesens (2), et neuf ans après l'institution ce tribunal fut aboli par l'emprisonnement soudain du Conseil d'État de Bruxelles, événement qui appartient à une époque subséquente de notre histoire.

Noircarmes avait conclu, des lettres de M. de Sainte-Aldegonde, que le prince serait prêt à accepter (3) son pardon, n'importe à quelles conditions. Noircarmes était mort à Utrecht le 4 mars 1574 (4), empoisonné, disait-on; mais Sainte-Aldegonde, toujours en prison, et très-pressé d'en sortir, était tout disposé à se rendre utile dans une négociation secrète. On peut se rappeler que, lors de la capitulation de Middlebourg, le prince avait exigé du colonel Mondragon la promesse d'obtenir la délivrance de M. de Sainte-Aldegonde et de quatre autres prisonniers, sous peine, s'il n'y réussissait pas, de revenir se mettre lui-même entre les mains des Hollandais. Il n'avait fait ni l'un ni l'autre. Les patriotes languissaient encore en prison. Quelques-uns d'entre eux étaient soumis aux plus durs traitements, et Mondragon, sommé à plusieurs reprises par le prince, sur son honneur d'officier et de gentilhomme, de venir reprendre sa captivité, avait été

(1) Bor, *ibid.*
(2) Gachard, *Notice*, p. 27, 28.
(3) *Corresp. de Guillaume le Taciturne*, t. III, p. 369-373.
(4) Bor, t. VII, p. 492.

empêché par le grand commandeur de tenir sa promesse (1).

Sainte-Aldegonde fut enfin délivré sur parole, et envoyé en mission secrète auprès du prince et (2) des États. Il reçut pour instructions, comme par le passé, de réserver deux points inviolables, l'autorité du roi et la question religieuse (3). On pouvait prévoir le résultat de négociations entamées sur de pareilles bases. On perdit beaucoup de temps, de papier et de paroles, sans avancer d'un pas. Le prince assura à son ami, comme il l'avait dit aux agents secrets qui étaient venus le voir, que, « quant à lui, il était content, si on le trouvait bon, de se retirer (4) du pays, » s'il pouvait ainsi assurer à sa patrie les bienfaits de la paix, mais qu'il était inutile de prétendre traiter aux conditions indiquées par le roi d'Espagne. L'envoyé s'adressa ensuite aux États, et reçut en réponse un long rapport adressé directement au roi (5). Le style en était franc et hardi, le fond dur et difficile à digérer. Les États déclaraient à Philippe ce qu'il avait souvent entendu répéter, que les Espagnols devraient quitter le pays et les exilés y rentrer, l'Inquisition être abolie et les anciens priviléges rétablis, la religion catholique renoncer à sa suprématie, et le culte réformé être assuré de son libre exercice, avant qu'il pût se dire maître de la Hollande. Le négociateur emporta cette épître et la remit au grand commandeur qui, après

(1) Gachard, *Corresp. de Guillaume le Taciturne*, t. III, ch. DXLIII, DXLIV, DXLV. Comp. *Archives*, etc., t. V, p. 71, 72.

(2) Bor, t. VII, p. 535. *Corresp. de Guill. le Taciturne*, t. III, p. 400

(3) *Ibid.*

(4) Gachard, *Corresp. de Guillaume le Taciturne*, t. III, p. 400.

(5) Bor, t. VII, p. 585.

l'avoir lue, devait l'envoyer à sa destination (1); puis Sainte-Aldegonde rentra dans sa prison, pour n'en sortir que lorsque les circonstances vinrent le délivrer, le 15 octobre 1574 (2).

Ce rapport fut désagréable au gouverneur, et devint l'objet d'une nouvelle correspondance entre son agent confidentiel, M. de Champagny, et le savant et astucieux Junius de Jonge, représentant du prince d'Orange et gouverneur de Veere (3). Jonge répondit par une courte lettre et une longue dissertation. Le billet était laconique et piquant, le discours travaillé et pédant. L'histoire y tenait trop de place ; mais en dépit d'une longueur démesurée, le fond et la forme étaient hardis, amers, éloquents. Il prouvait que la présence des étrangers avait causé tous les malheurs du pays depuis le début du règne de Philippe. Le docteur Sonnius et son essaim d'évêques avait semé les premiers principes du mal. Un prince qui gouvernait les Pays-Bas devait prêter l'oreille aux requêtes de ses sujets. S'il s'y refusait, les Hollandais avaient le droit de lui dire, comme la vieille femme à l'empereur Adrien, que le souverain qui n'avait pas le temps de faire attention aux affaires de ses sujets n'avait pas assez de loisir pour gouverner. La Hollande refusait de courber la tête sous le joug de l'Inquisition, et Philippe craignait les foudres papales. Les Hollandais étaient tout prêts à émanciper le roi de cette servitude, mais il était absurde qu'il prétendît à exercer un pouvoir absolu sur un peuple libre, lorsqu'il était soumis lui-même à la puissance d'un autre souverain. Les

(1) Bor, *ibid.*
(2) *Corresp. de Guillaume le Taciturne*, t. III, p. 101. Bor, t. VII.
(3) Bor, t. VII, p. 535, 536.

conseillers de Philippe, non les Hollandais, étaient ses véritables ennemis, puisqu'ils le tenaient dans une sujétion qui détruisait son autorité et déshonorait sa couronne (1).

On peut supposer que cette longue dissertation, conçue dans un pareil esprit et rédigée avec vigueur, ne pouvait guère faciliter les négociations officielles qui allaient s'ouvrir. Cependant le docteur Junius représentait fidèlement le sentiment de la nation.

Vers la fin de l'année, le docteur Albert Leoninus, professeur de Louvain, et Hugo Bonte, naguère pensionnaire de Middlebourg, furent envoyés par le grand commandeur pour traiter secrètement avec le prince (2). Les commissaires ne le trouvèrent pas fort disposé à prêter l'oreille à leurs ouvertures quand ils entamèrent le sujet de son pardon et de sa réconciliation avec le roi, et il refusa absolument de traiter sans la coopération des États (3). Il avait des objections au mot de « pardon », disant qu'il n'avait jamais rien fait qui nécessitât la miséricorde du roi. Le malheur lui importait peu ; il avait vécu assez longtemps, disait-il ; il mourrait avec quelque gloire, en regrettant les désordres et l'oppression qui avaient régné de son temps, mais avec le sentiment qu'il n'avait pas été en son pouvoir d'y porter remède. Lorsque les commissaires lui rappelèrent l'autorité du roi, il répliqua qu'il savait que Sa Majesté était fort puissante, mais qu'il y avait un monarque plus terrible encore, Dieu

(1) Bor, t. VII, p. 536-544.

(2) Gachard, *Corresp. de Guillaume le Taciturne,* t. III, p. 403-430. Bor, t. VII, p. 585.

(3) Récit de Bonte, Gachard, *Corresp. de Guillaume le Taciturne,* t. III, p. 378, 379.

le Créateur, qu'il espérait humblement avoir pour lui (1).

Dans une entrevue subséquente avec Hugo Bonte, le prince déclara qu'il était presque impossible, pour lui et pour les États, d'entrer en négociations officielles avec le gouvernement espagnol. On ne pouvait avoir aucune sécurité dans les relations; les saufs-conduits et les otages étaient sans valeur. L'administration espagnole avait trop souvent manqué à sa foi. Les promesses faites par la duchesse de Parme aux seigneurs, violées plus tard, le défaut de foi récent de M. de Mondragon, la mort de trois prisonniers, revenus de la Haye sur un échange pour expirer le lendemain du poison qu'on leur avait donné avant de les relâcher, les attentats constants contre sa propre vie, tout rendait douteux aux yeux du prince qu'on pût trouver des commissaires disposés à traiter avec le gouvernement du roi. Tout le monde craindrait le fer des assassins, qui seraient désavoués par le roi et recevraient ensuite le pardon du pape (2). Après avoir causé longtemps sur ce ton, le prince prévint les agents espagnols qu'il pourrait être forcé de recourir à la protection de quelque puissance étrangère pour les Provinces. Ce fut à ce propos qu'il employa cette métaphore célèbre si souvent répétée depuis, que « le pays était une belle fille qui ne manquerait pas d'adorateurs tout prêts à l'accepter et à la protéger contre le monde entier (3). » Quant à la question religieuse, il dit qu'il consentait à la laisser décider par les États généraux, mais qu'il doutait que le peuple se contentât de moins que la liberté des cultes tout entière.

(1) *Ibid.*, p. 378-380.
(2) Gachard, *Corresp. de Guillaume le Taciturne*, t. III, p. 387.
(3) *Ibid.*, p. 387. Comp. Bor, t. VIII, p. 613.

Les conférences réitérées qui eurent lieu entre le prince et le docteur Leoninus arrivèrent toutes au même résultat; le commissaire espagnol ne put lui faire abandonner sa position sur la question religieuse, ni l'amener à accepter le pardon à d'autres conditions que le rappel des troupes étrangères, la convocation des États généraux et le libre exercice du culte protestant. Guillaume déclarait que, lors même qu'il consentirait à céder sur les affaires de la religion, il était inutile d'espérer que les États et le peuple se départissent, de l'épaisseur d'un cheveu, de leurs prétentions sur ce point. Leoninus fut admis à une conférence secrète par les États de Hollande, et ses arguments y reçurent une réponse semblable à celle du prince (1).

Ces négociations conduites par Sainte-Aldegonde, par Champagny, Junius et Albertus Leoninus, durèrent pendant tout l'été et l'automne de 1574, et ne se terminèrent qu'au mois de janvier 1575.

Des changements, devenus nécessaires dans le gouvernement intérieur des Provinces, furent entrepris en 1574. Le prince avait exercé jusque-là l'autorité au nom du roi, et dirigé systématiquement la rébellion comme stadthouder de Sa Majesté. Grâce à cette fiction légale, une puis-

(1) Gachard, *Corresp. de Guillaume le Taciturne,* t. III, p. 403-430. Bor, t. VII, p. 565. Comp. Hoofdt, t. IX, p. 400, 401. Wagenaer, t. VII, p. 27. *Biographie d'Albert de* Leeuw, ou *Albertus Leoninus,* par J. P. van Cappelle, *Bijdragen tot de Ges. Nederl.,* p. 1-204. — Ce savant, qui fut aussi un diplomate, avait commencé sa carrière comme professeur de droit à Louvain; il y épousa Barbara de Haze avec laquelle il vécut cinquante-deux ans; elle survécut trente-six ans à son mari, ce qui fait dire au biographe qu'elle devait être fort jeune lors de son mariage. Leoninus était né à Bommel, en 1519 ou 1520, et mourut en 1578 chargé d'années et d'honneurs.

(2) *Resol. Holl.* (15 et 17 mars 1576), p. 16-19.

sance immense résidait entre ses mains ; il exerçait les fonctions législatives et le pouvoir exécutif, et depuis que la révolte s'était consolidée et prolongée, les États et la voix du peuple lui avaient conféré des pouvoirs étendus, mais incohérents.

Les deux provinces, privées de Harlem et d'Amsterdam, payaient tous les mois deux cent dix mille florins (1) pour les frais de la guerre, tandis que le duc d'Albe n'avait jamais pu arracher à la Hollande plus de cent soixante-dix mille florins par an. Ils donnaient tout après avoir refusé le dixième denier. Cette libéralité valut peu à peu aux villes une large part dans le gouvernement. La lutte qui allait s'engager entre le principe aristocratique, représenté par les corps municipaux, et le pouvoir central et populaire du stadthouder se dessinait déjà ; mais au début de la lutte les États marchaient dans une union parfaite avec le prince, et le pressaient même d'accepter un pouvoir qu'il refusait et des fonctions qu'il désirait leur voir exercer. Le 7 septembre 1573, le Conseil général avait officiellement proposé de conférer au prince d'Orange un pouvoir dictatorial, régulier et sans limites (2) ; mais, un an après, les villes avaient commencé à sentir le progrès de leur importance (3), et leur libéralité diminuait à mesure que leur ambition croissait.

Le prince, mécontent de la conduite des villes, amena la question devant l'assemblée des États de Hollande, le 20 octobre 1574. Il représenta les inconvénients qui résultaient de la situation irrégulière du gouvernement. Il se

(1) *Resol. Holl.*, *ibid.*
(2) Kluit, *Hist. Holl. Staatsreg.*, t. I, p. 86.
(3) *Ibid.*, p. 78. Wagenaer, t. VII, p. 5, 6.

plaignit de ce que les gens du commun peuple croyaient souvent que les sommes perçues pour les frais de la guerre étaient levées pour son bénéfice propre, ce qui ralentissait leur ardeur à payer les contributions. Comme seul remède à tant de maux, il offrit sa démission de tous les pouvoirs dont il était revêtu, et demanda aux États de se charger du gouvernement qu'ils pourraient, à l'avenir, exercer à leur guise et sans difficultés. Quant à lui, il n'avait jamais désiré le pouvoir, sauf comme moyen d'être utile à son pays, et il était prêt à l'abandonner, non par froideur pour la cause, mais dans le but sincère d'éviter des querelles entre les défenseurs de la patrie. Il était disposé, comme par le passé, à verser la dernière goutte de son sang pour maintenir la liberté du pays (1).

Ces franches paroles produisirent un effet immédiat. Les États, embarrassés entre le désir de conserver une autorité qui leur plaisait et l'impossibilité d'accepter la démission d'un homme qui leur était indispensable, sentirent qu'en renonçant à Guillaume d'Orange ils acceptaient pour toujours la domination espagnole. Dans une assemblée tenue à Delft, le 12 novembre 1574, ils prièrent le prince de continuer « son bon gouvernement (2), avec le conseil établi auprès de lui, et ils lui offrirent dans ce but, avec le titre de gouverneur ou de régent, » le pouvoir et l'autorité absolue, ainsi que le commandement souverain. Ils lui conférèrent en particulier l'autorité exclusive sur tous les vaisseaux de guerre, ré-

(1) *Resol. Holl.* (20 octobre, 1er novembre), p. 148-176. Kluit, t. I, p. 96, 97. Wagenaer, t. VII, p. 10, 11.

(2) *Resol. Holl.* (novembre 1574), p. 178. Wagenaer, t. VII, p. 11. 12, 13. Kluit, t. I, p. 97, 98.

servée jusqu'alors aux différentes villes, ainsi que le droit de disposer de toutes les prises et de toutes les sommes levées pour l'entretien des flottes. On lui donna un pouvoir illimité sur les domaines ; il fut convenu que tous les corps de magistrats et de milices, les corporations et les communautés, prêteraient un serment solennel de payer les impôts et de recevoir les garnisons selon les ordres du prince et de son Conseil ; mais les États posèrent comme condition qu'ils seraient appelés et consultés sur toutes les réquisitions, les taxes et les changements dans les membres du gouvernement. On stipula aussi que les juges de la cour suprême et de la cour de l'Échiquier, et les autres fonctionnaires supérieurs, seraient nommés avec l'assentiment des États (1).

Le prince déclara qu'il consentait à accepter le gouvernement aux conditions proposées. Il demanda pourtant qu'on lui assurât, pour les frais de l'armée et les autres dépenses courantes, un revenu de quarante-cinq mille florins par mois (2). Les États, poussés par un esprit mercantile indigne des circonstances et de l'homme avec lequel ils traitaient, refusèrent la demande et tentèrent de marchander là où ils auraient dû consentir avec empressement ; ils voulurent réduire les justes prétentions du prince à une somme de trente mille florins (3). Le prince reprocha aux États leur lésinerie dans les termes les plus énergiques, et déclara qu'il quitterait le pays pour toujours, plutôt que de se déshonorer en ac-

(1) *Resol. Holl.* Kluit, Wagenaer, *ubi sup.* Groen van Prinsterer, *Archives*, etc., t. V, p. 90-94.

(2) *Resol. Holl.* (13-25 novembre 1574), p. 196, 206, 208. Kluit, t. I, p. 101, 102.

(3) *Resol. Holl.* (25 novembre), p. 208.

ceptant le gouvernement à des conditions honteuses (1). Les États, troublés par sa vivacité et frappés de la justice de ses réclamations, accordèrent le soir même et sans autre délibération la demande qu'ils avaient refusée dans la matinée, et le Prince prit les rênes du gouvernement (2).

Pendant l'automne et au commencement de l'hiver de 1574, l'empereur Maximilien avait fait de grands efforts pour amener la pacification des Pays-Bas. Il agissait sincèrement et par d'excellentes raisons. « L'empereur soutient, » disait Saint-Goard, ambassadeur de France à Madrid, « que, si on ne fait pas la paix avec les Gueux, l'Empire sortira de la maison d'Autriche, et que les électeurs y sont bien décidés (3). » D'autre part, si Philippe n'était pas encore las de la guerre, les moyens de la soutenir diminuaient tous les jours. Requesens ne pouvait plus trouver d'argent dans les Pays-Bas (4); son secrétaire écrivait à Madrid que le trésor était à sec ; le cabinet espagnol ne savait et ne pouvait plus se procurer de nouvelles ressources. Le parti de la paix gagnait du terrain ; la cruelle politique du duc d'Albe perdait de plus en plus la faveur publique : « On est au désespoir ici, » écrivait Saint-Goard de Madrid, « quelque peine qu'on prenne pour faire bonne contenance. On désire ardemment de traiter, sans mettre en danger la réputation. » Il semblait impossible pourtant que Philippe pût courber la tête. L'espoir de porter la couronne impériale avait pu seul adoucir un

(1) *Resol. Holl.* (25 novembre 1574), p. 208.

(2) *Ibid.* Kluit, *Holl. Staatsreg.*, t. I, p. 102. Wagenaer, t. I, p. 13, 14. *Archives*, t. V, p. 90, 94.

(3) *Archives*, etc., t. V, p. 81.

(4) *Ibid.*, p. 28-32.

moment son fanatisme, qui restait d'airain devant des considérations moins puissantes; après sept ans d'une guerre inutile, en face d'un trésor vide, sa résolution était aussi inébranlable qu'au début de la lutte : « Les Hollandais demandent la liberté de conscience, écrivait Saint-Goard, Sa Majesté ne consentira jamais, ou je me trompe fort. »

Le prince d'Orange était sincère dans son désir de la paix, mais il ne voulait pas une paix déshonorante, et il était décidé à ne pas renoncer aux principes qui avaient allumé la guerre. Il n'avait pas grand espoir; il connaissait trop bien son temps et le roi Philippe pour croire au succès des efforts de Maximilien. Il connaissait aussi le résultat des négociations passées, et, bien qu'il fût satisfait de voir son beau-frère, le comte de Schwartzbourg, choisi pour agent de l'empereur dans cette affaire, il exprimait des doutes sur les suites de la tentative. Il se souvenait des piéges tendus jadis par Philippe et par son frère, et craignait que les transactions nouvelles ne cachassent quelque perfidie : « Nous n'avons pas oublié les mots « *ewig* » et « *einig* » du traité avec le Langdrave Philippe », écrivait-il ; « cependant nous supplions Sa Majesté Impériale d'être assurée que nous ne désirons rien davantage qu'une bonne paix (1), tendant à la gloire de Dieu, au service du roi d'Espagne et à la prospérité de ses sujets. »

Tel était le langage qu'il tenait à son frère dans une lettre destinée à être montrée à l'empereur. Il s'exprimait le même jour, dans une autre lettre, avec plus de netteté, et dévoilait sa méfiance dans des termes plus

(1) *Archives*, etc., t. V, p. 83.
(2) *Ibid.*, p. 61-65.

énergiques. Il ne restait presque plus de papistes, disait-il, sauf quelques prêtres, tant le nombre des réformés avait augmenté par la grâce de Dieu. Il était donc hors de question de supposer qu'on pût adopter une mesure condamnant à l'exil tous les protestants. Personne ne consentirait à changer de religion ou à quitter de son plein gré sa demeure, ses amis et ses biens. « Une telle paix, » disait-il, « serait bien pitoyable (1). »

Tels étaient les sentiments des deux parties qui allaient entamer une négociation. Le médiateur désirait la pacification, parce que les intérêts de la famille impériale l'exigeaient. Le roi d'Espagne avait envie de la paix, mais il ne voulait pas reculer de l'épaisseur d'un cheveu. Le prince d'Orange souhaitait de mettre fin à la guerre, mais il était décidé à ne pas renoncer aux priviléges au nom desquels on avait entrepris la lutte. On ne pouvait guère espérer des résultats favorables. Un peuple entier réclamait la liberté de rester dans son pays et de pratiquer la religion protestante ; le Roi proclamait son droit de les exiler ou de les brûler s'ils se trouvaient sur son territoire. Les deux parties contractantes semblaient trop éloignées pour qu'on pût les rapprocher, quelque élastique que fût le compromis. Le prince adressa un pressant appel aux États de Hollande, alors réunis à Dort, pour rappeler que, bien que la paix fût désirable, elle pouvait être plus funeste que la guerre, et pour les conjurer de ne conclure aucun traité préjudiciable aux priviléges du pays et contraire à leurs devoirs envers Dieu (2).

On décida alors que les votes de l'assemblée seraient au nombre de cinq, les nobles et les grandes villes de

(1) *Archives*, t. V, p. 7371.
(2) Bor, t. VIII, p. 595, 596. *Resol. Holl.* (6 février 1575).

Hollande devaient avoir une voix, les États de Zélande une voix, les petites villes de Hollande une voix, les cités de Bommel et de Buren une voix, et le prince une voix (1). Guillaume d'Orange tenait donc entre ses mains deux votes, outre le sien propre, celui des petites villes qui lui devaient leur admission dans l'assemblée, et celui de Buren, capitale du comté de son fils. Il exerçait donc une influence prépondérante sur les délibérations qui allaient commencer. Les dix commissaires nommés par les États pour traiter la paix, étaient ses amis. Parmi eux étaient Sainte-Aldegonde, Paul Buys, Charles Boisot et le docteur Junius. Les plénipotentiaires du gouvernement espagnol étaient Léoninus, le seigneur de Rassinghem, Cornelius Suis et Arnold Sasbout (2).

Les négociations s'ouvrirent à Bréda le 3 mars 1575 (3). Les commissaires royaux prirent l'initiative et demandèrent à entendre les plaintes des États, en offrant de remédier, s'il était possible, à tous leurs maux. Les députés des États répliquèrent qu'ils demandaient seulement, en premier lieu, une réponse à la pétition qu'ils avaient déjà présentée au roi, faisant allusion ainsi au document remis à M. de Sainte-Aldegonde durant les négociations officieuses de l'année précédente. La réponse fut conçue en termes vagues et généraux. Les États réclamèrent une réponse catégorique sur deux points principaux de la pétition, le rappel des troupes étrangères et la convocation des États généraux. On demanda ce qu'ils entendaient par les étrangers et l'assemblée des États généraux. Ils répliquèrent qu'ils

(1) *Archives*, t. V, p. 47, 51, 53. Wagenaer, t. VII, p. 29.
(2) *Resol. Holl.* (12 février 1573), p. 49-59.
(3) Bor, t. VIII, p. 597.

entendaient par étrangers les gens qui n'étaient pas nés dans les Pays-Bas, et les Espagnols en particulier. Les États généraux étaient le corps devant lequel, en 1555, l'empereur Charles avait remis son autorité à Philippe. Les commissaires royaux firent une réponse peu satisfaisante qui se terminait par la demande de la reddition de toutes les villes, forteresses et châteaux présentement au pouvoir des États, avec l'artillerie et les vaisseaux de guerre. Le culte catholique romain devait être rétabli aussitôt dans toute l'étendue du territoire, à l'exclusion de tout autre ; ceux de la religion avaient la permission, pour une fois seulement, de vendre leurs biens et de quitter le pays (1).

Le prince d'Orange et les États répondirent le 11 mars. On ne pouvait trouver étrange, disaient-ils, qu'ils demandassent le rappel des troupes espagnoles, accordé déjà en 1559 pour des raisons moins importantes. Les États avaient à la vérité employé des étrangers, mais sans leur permettre de prendre part au gouvernement. Quant aux assemblées des États généraux, ce corps avait toujours possédé le droit d'aviser, d'accord avec le souverain, aux affaires du pays et aux mesures générales de gouvernement ; on ne croyait nécessaire maintenant de le convoquer que pour obtenir son consentement aux « requêtes du roi. » Touchant la reddition des villes, des citadelles, de l'artillerie et des vaisseaux, le prince comparait cette proposition à celle des loups aux brebis de la fable, lorsqu'ils demandaient qu'on leur abandonnât les chiens comme préliminaire d'une paix durable. Il était déraisonnable de demander aux Hollan-

(1) *Resol. Holl.* (7 et 17 mars 1575), p. 121-158. Bor, t. VIII, p. 597. Wagenaer, t. VII, p. 31.

dais d'abandonner leur religion ou leur pays. Il était injuste de les accuser d'hérésie, car ils adhéraient encore à l'Église catholique et apostolique, et ne désiraient que d'en réformer les abus. En outre, il était plus cruel de bannir une population toute entière que de rappeler trois ou quatre mille soldats espagnols qui, depuis sept longues années, mangeaient et buvaient aux frais des Provinces. Les exilés se trouveraient hors d'état de vendre leurs biens, puisque, d'après les mesures proposées, tout le monde vendrait à la fois, et que personne n'achèterait (1).

Les plénipotentiaires royaux, en répondant à cette communication le 1er avril, déclarèrent qu'ils consentiraient au rappel des troupes espagnoles, si les États licenciaient leurs forces étrangères. Ils étaient disposés à admettre la convocation des États généraux, mais non la possibilité d'un changement dans la religion du pays. Sa Majesté avait juré en montant sur le trône de maintenir la sainte Église. Les hérétiques pourraient obtenir un délai de six mois pour quitter le pays, et une période de huit ou dix ans pour vendre leurs biens. Après le départ de tous les protestants, Sa Majesté ne doutait pas que le commerce et les manufactures ne vinssent à refleurir sous l'empire de l'ancienne foi. Quant à l'Inquisition espagnole, il n'était pas et il n'avait jamais été question de l'établir dans les Pays-Bas (2).

Ce document présentait des apparences spécieuses. Les concessions semblaient importantes. Le prince et les États avaient demandé la retraite des Espagnols, on promettait leur rappel. Ils avaient exigé la convocation

(1) *Resol. Holl.* (21 mars 1575), p. 166. Bor, t. VIII, p. 599. Wagenaer, t. VII, p. 34-39.

(2) *Resol. Holl.* (avril 1575), p. 202. Bor, t. VIII, p. 602.

des États généraux, on était prêt à les réunir. Ils avaient repoussé d'avance l'Inquisition, on assurait qu'on n'avait pas pensé à fonder l'inquisition espagnole dans les Provinces.

Cependant les commissaires du prince ne se laissèrent pas tromper par ces artifices. Il n'y avait aucune ressemblance entre la situation des États et celle du gouverneur général, quant aux troupes étrangères. Il était inutile d'assembler les États généraux, si on ne leur permettait pas de résoudre la grande question en litige. Quant à l'Inquisition, peu importait que les bourreaux portassent le nom d'Espagnols ou de Flamands, ou qu'ils s'appelassent le Tribunal de sang. Les commissaires des États furent néanmoins obligés de peser soigneusement leurs paroles, car les plénipotentiaires royaux s'étaient placés sur un terrain spécieux. Il ne suffisait pas que les députés hollandais fussent convaincus que le gouvernement se jouait d'eux; il fallait encore faire pénétrer cette conviction dans le public.

Les délibérations se ralentirent; le comte de Schwartzbourg, persuadé enfin que la question religieuse mettait un obstacle insurmontable à la paix, partit pour l'Allemagne (1). Les dernières propositions des plénipotentiaires du gouvernement avaient été discutées dans les conseils des différentes villes (2), et ce fut seulement le 1er juillet que le prince et les États envoyèrent leur réponse. Ils convenaient du charme qu'avait pour eux l'offre de rétablir les anciens privilèges; mais ils regrettaient qu'il dût rester si peu de gens pour profiter d'avantages acquis au prix de l'exil de la population presque entière. Si le

(1) Bor, t. VIII, p. 506-604.

(2) Wagenaer, t. VII, p. 48.

roi voulait mettre un terme à la persécution religieuse, il trouverait les Provinces aussi fidèles qu'au temps de ses ancêtres. Il était impossible que les États pussent songer à désarmer et à livrer leurs places fortes avant le rappel des soldats espagnols et le rétablissement de la paix. Ils étaient disposés à laisser les affaires religieuses, comme tous les autres points en litige, à la décision des États généraux, et étaient tout prêts à accepter dans l'intervalle les moyens efficaces qu'on pourrait proposer pour suspendre les hostilités (1).

Le 8 juillet, les commissaires royaux demandèrent quelles garanties les États seraient disposés à donner de leur obéissance aux décisions des États généraux, quelles qu'elles pussent être. On répondit à cette demande en s'enquérant des garanties que les agents du roi avaient à offrir aux États. Les commissaires répondirent que Sa Majesté engagerait sa parole et sa signature, appuyées de la parole et de la signature de l'empereur. En échange de ces promesses, on exigeait le sceau et le serment du prince et des États, un certain nombre d'otages, et la reddition de Brill, d'Enkhuizen, de Flessingue et d'Arnemuyde (2). Le contraste entre les garanties était choquant. La parole du roi, même appuyée par les engagements de l'empereur, et confirmée par les autographes de Philippe et de Maximilien, ne paraissait pas aux Néerlandais une garantie assez inviolable pour peser dans la balance plus que quatre villes de Hollande et de Zélande, remplies de population et de richesses. En donnant des gages et des otages au roi, qui n'offrait

(1) *Resol. Holl.* (19 avril 1575), p. 240; (20 et 23 mai, 5 juin 1575) p. 240, 305, 314, 316, 355. Bor, t. VIII, p. 605-608.

(2) *Resol. Holl.* (8 juillet 1575), p. 47.

rien en échange, on admettait la supériorité de la parole royale sur celle du prince et des États, ce qu'on n'était nullement disposé à reconnaître. En outre, on soutenait avec raison qu'en livrant des villes comme garanties du traité, on cédait au roi plusieurs des parties contractantes (1).

Les négociations se terminèrent sur cette réponse; les plénipotentiaires des Provinces prirent congé, le 13 juillet 1575, par une pièce qui récapitulait les principaux incidents des conférences. Ils exprimaient leur profond regret de la résolution manifestée par Sa Majesté, quant à l'exil des protestants, puisqu'il était injuste de conserver les Provinces à un petit nombre de catholiques. Ils déploraient que la proposition de renvoyer la question religieuse à la décision des États généraux n'eût été ni loyalement acceptée ni nettement refusée. Ils en concluaient que le but du gouvernement avait été d'occuper les États et de gagner du temps, afin de réduire le pays à une servitude plus abjecte encore que par le passé (2). D'autre part, les commissaires royaux déclarèrent hautement que la responsabilité du mauvais succès des négociations appartenait tout entière aux États (3).

Les Provinces insurgées étaient convaincues que le roi avait usé de duplicité dès le début des négociations, et qu'il ne désirait ni n'espérait conclure la paix. Il est probable pourtant que Philippe était sincère, si on peut nommer ainsi le désir de mettre un terme aux hostilités, à condition que l'ennemi renonçât à toutes ses préten-

(1) *Resol. Holl.* (8, 16 juillet 1575), p. 478-506. Wagenaer, t. VII, p. 49.
(2) *Ibid.* (16 juillet 1576), p. 506. Wagenaer, Bor, t. VIII, p. 610.
(3) *Ibid.* (16 juillet 1575), p. 512. Bor, t. VIII, p. 612.

tions (1). Le trésor était vide, la ruine menaçait le royaume tout entier, si cette lutte mortelle se continuait longtemps ; Philippe ne pouvait avoir aucun motif de verser le sang si les hérétiques consentaient tous à quitter le pays. Comme de coutume pourtant, il laissait ses agents dans le doute sur ses véritables intentions. Requesens ne connaissait pas les secrets du roi, pas plus que Marguerite de Parme ne les avait sus jadis (2). Le grand commandeur et le gouvernement venaient d'ailleurs de commettre une grande faute diplomatique. Les États de Brabant, malgré tous leurs vœux pour le rappel des troupes espagnoles, étaient très-ardents pour le maintien de la religion catholique, et les Provinces du midi partageaient, en général, ce sentiment. Si le gouvernement eût pris au mot les commissaires des États et qu'il eût remis la question religieuse à la décision des États, il eût obtenu peut-être un vote conforme à ses désirs (3), et placé ainsi le prince d'Orange et ses amis dans une position très-fausse (4).

Le gouvernement intérieur des Provinces insurgées subsistait toujours sur les bases établies en 1574; mais au milieu de l'été de 1575, on posa les fondements de l'union de la Hollande et de la Zélande sous l'autorité du

(1) Kluit, *Hist. der Holl. Staatsreg.*, t. I, p. 90, 91, *note* 34. Comparer les remarques de M. Groen van Prinsterer, *Archives*, etc., t. V, p. 254-262. *Lettre de Jean de Nassau*, *Archives*, etc., t. V, p. 131-137.

(2) *Vigl. ad Hopp.*, p. 253.

(3) Wagenaer, t. VII, p. 52.

(4) Outre les résolutions des États de Hollande déjà citées, consulter sur l'histoire des négociations, Meteren, t. V, p. 96-100. Bor, t. VIII, p. 595-615. Groen van Prinsterer, *Archives*, etc., t. V, p. 69. Hoofdt, t. X, p.400-411, en comparant Bentivoglio, t. IX, p. 157-161, et Mendoza, t. XIII, p. 269, 270.

prince d'Orange. Le principe égoïste de l'aristocratie municipale, qui avait tendu jusqu'alors à tenir les villes séparées les unes des autres, fut réprimé par la volonté du prince et par la ferme résolution de la nation.

Au mois d'avril 1575, on proposa certaines conditions d'union entre la Hollande et la Zélande, et on nomma six commissaires chargés de rédiger le plan d'une forme de gouvernement pour les deux provinces. La proposition fut adoptée dans une assemblée générale (1). Il fut convenu que le prince exercerait pendant la guerre une autorité absolue sur toutes les affaires concernant la défense du pays. Il devait nommer les officiers de tous grades, établir et changer les garnisons, punir les infractions aux lois de la guerre. Il était chargé de régler les dépenses auxquelles les États devaient pourvoir par leurs votes. Il devait faire exécuter les lois au nom du roi, comme comte de Hollande, et présenter tous les magistrats à la nomination des États. Il devait, aux époques ordinaires, choisir et renouveler les fonctionnaires municipaux d'après les constitutions des villes; il devait protéger l'exercice de la religion évangélique réformée, et *supprimer le culte catholique* (2), sans permettre toutefois à personne de s'enquérir de la croyance de ses voisins. La jalousie des corporations tenta d'embarrasser le prince dans son gouvernement, au moyen d'un conseil revêtu de pouvoirs délibératifs et exécutifs; mais ce conseil n'exista jamais que de nom (3).

(1) *Resol. Holl.* (17, 18 mai 1575), p. 291-294. Wagenaer, t. VII, p. 15-18.

(2) *Resol. Holl.*, ubi sup.

(3) Wagenaer, t. VII, p. 19, 22, 23, 25. Groen van Prinsterer, *Archives*, t. V, p. 268-272. *Resol. Holl.* (10, 21, 23 juin 1576), p. 381, 414, 420.

Les articles de l'union une fois convenus, le prince, désirant obtenir une libre manifestation de la volonté nationale, voulait soumettre le décret aux assemblées primaires du peuple. Les États s'opposèrent à cette démarche démocratique. Ils représentèrent qu'on n'avait jamais consulté que les magistrats des villes, les capitaines des compagnies et les doyens des corporations sur les affaires du gouvernement. Le prince céda : on suivit les usages ordinaires pour ratifier l'autorité qu'on venait de conférer à Guillaume d'Orange sur les deux provinces unies. Le 4 juin, cette première union fut solennellement déclarée (1).

Le 11 juillet, le prince accepta officiellement le gouvernement (2); il apporta pourtant un changement important à une clause de l'ordonnance. Il fit substituer à l'expression « religion catholique romaine », les mots « religion en opposition à l'Évangile », dans l'article qui lui enjoignait d'interdire l'exercice du culte de cette foi (3). Ce changement était dirigé contre le fanatisme persécuteur qui naissait déjà d'une heureuse résistance à la persécution, et permettait d'espérer une liberté religieuse absolue.

Au commencement de l'année 1575, le prince avait envoyé Sainte-Aldegonde en mission particulière auprès de l'électeur palatin. Pendant ses visites à ce prince,

(1) Wagenaer, t. VII, p. 19. *Resol. Holl.* (21 mai 1575), p. 311, 318); (4 juin), p. 389. Comparer Groen van Prinsterer, *Archives*, etc., t. V, p. 271, 272.

(2) *Resol. Holl.* (12, 15. 18, 19, 20 juillet 1575), p. 120, 141, 487, 501, 514. Bor, t. VIII, p. 641-643. Hoofdt, t. X, p. 420-421.

(3) *Resol. Holl.* (22, 30 juillet 1575), p. 528-542. Wagenaer, t. VII, p. 22. Comparer *Archives*, etc., t. V, p. 272. Kluit, *Holl. Staatsreg.*, t. I, p. 116, 117, *note* 55.

Guillaume avait vu à Heidelberg la princesse Charlotte de Bourbon. Elle était fille du duc de Montpensier, le plus ardent des princes catholiques de France, et celui qui s'était montré le plus indigné, pendant les conférences de Bayonne, de l'hésitation de Catherine de Médicis à s'unir aux projets de Philippe et du duc d'Albe pour l'extermination des huguenots. Sa fille, belle, intelligente et vertueuse, avait été contrainte, avant l'âge canonique, de prononcer des vœux ; puis elle avait été placée dans le couvent de Jouarre dont elle était devenue abbesse. Favorablement disposée depuis longtemps pour la religion réformée, elle avait quitté son couvent en 1572, et s'était réfugiée à la cour de l'Électeur palatin, sans que son père eût consenti depuis à recevoir ses lettres, à pourvoir à son entretien, ni même à reconnaître par un seul mot d'affection les droits qu'elle avait sur lui (1).

La princesse ainsi abandonnée n'était plus une enfant, pouvait se croire maîtresse d'elle-même, et n'était tenue, par aucune obligation morale ni légale, de demander le consentement d'un père qui détestait sa religion et qui voulait ignorer son existence, lorsqu'elle était recherchée en mariage par le grand champion de la réforme. La légalité du divorce entre le prince d'Orange et Anne de Saxe avait été établie par l'autorité ecclésiastique qu'elle respectait le plus, et d'après des faits irréfragables (2).

Le fameux mariage saxon qui avait causé tant de soucis à Philippe, et qui avait été l'objet d'une correspondance diplomatique si volumineuse entre les

(1) *Archives*, etc., t. V, p. 113.

(2) Acte de cinq ministres du saint Évangile par lequel ils déclarent le mariage du prince d'Orange être légitime. *Archives*, etc., t. V, p. 216-226.

grands personnages d'Allemagne, d'Espagne et des Pays-Bas, avait à la vérité amené de bien tristes résultats. Peu importait l'Église à laquelle appartenait la malheureuse princesse; il faudrait connaître bien mal la nature humaine et l'histoire pour croire que cette union eût pu exercer la moindre influence sur les opinions politiques ou religieuses du prince d'Orange. La princesse était violente, et ne savait pas se gouverner; elle était presque folle dès le début. L'aversion pour son mari, qui avait succédé chez elle à une passion insensée, était bientôt devenue un sujet de conversation à Bruxelles. Les excentricités abondaient dans sa manière de vivre; il lui arrivait de passer plusieurs semaines sans sortir de sa chambre dont les volets étaient fermés, pendant que des bougies brûlaient nuit et jour (1). Elle avait constamment des querelles de préséance avec la comtesse d'Egmont, et les luttes des deux grandes dames, dans les antichambres et sur le seuil des portes, étaient le divertissement de la société (2). L'insolence qu'elle témoignait envers son mari, en particulier et en public, devint bientôt intolérable : « Je ne pouvais faire autrement que de la supporter avec tristesse et patience, » disait noblement le prince, « dans l'espérance qu'elle se corrigerait avec l'âge. » Cependant il lui était arrivé un jour, dans un souper, d'employer, en présence du comte de Horn et de quelques autres seigneurs, des expressions telles « que tout le monde s'étonnait qu'il pût tolérer les injures dont elle l'accablait (3). »

Lorsque le ciel s'assombrit et que le prince devint un

(1) Groen van Prinsterer, *Archives*, etc., t. I, p. 386.
(2) *Papiers d'Etat*, t. VII, p. 452.
(3) *Lettre à l'électeur Auguste. Archives*, etc., t. II, p. 31, 32.

exilé errant, les reproches et l'emportement de sa femme redoublèrent. Le sacrifice de leur opulence, la vente de leurs biens, l'argenterie, les bijoux, les meubles engagés ou vendus pour le service du pays, tout cela excita en elle un amer ressentiment. Elle se sépara peu à peu de son mari qu'elle finit par abandonner complétement. La violence de son caractère dégénéra en une sorte de férocité. Elle frappait ses domestiques, leur donnait des coups de bâton, menaçait d'attenter à sa propre vie, à celle de ses serviteurs, même à celle du comte Jean de Nassau; elle brandissait sans cesse un couteau ou un poignard, et se laissait aller à des habitudes d'impiété et de blasphème, en accablant d'horribles malédictions ceux qui l'entouraient. Sa tendance naturelle à l'intempérance avait pris un tel empire qu'elle n'était pas toujours en état de se tenir debout. Deux grandes bouteilles de vin sucré étaient la ration ordinaire de sa journée. Elle écrivit au duc d'Albe pour se plaindre « de ce que son mari s'était ruiné dans cette misérable guerre des Gueux, » et pour demander au duc de lui donner un peu d'argent, et de lui fournir les moyens d'entrer en possession de son douaire (1). Les relations de la princesse avec Jean Rubens, magistrat exilé d'Anvers, père de l'illustre peintre, vinrent mettre le comble à ses égarements, et justifier le mariage de Guillaume d'Orange avec Charlotte de Bourbon (2). L'électeur de

(1) *Summarische Verzeichniss und Protocolle der Abgesandten*, p. 85-129. *Act. der Frau Princessin zu Uranien, vergebliche Verhandlung belanget* 1572 (Arch. Ms. de Dresde).

(2) *Act. der Frau Princessin zu Uranien*, etc., *abschriften von Frau Annen Ehestifftung und Schickung an Joh. G. zu Nassau. Abholung der Princessin und tödtlichen Abgang* (Arch. Ms. de Dresde, 1575-

Saxe et le landgrave Guillaume résolurent de retirer Anne des mains des Nassau. Ils accomplirent leur projet, avec beaucoup de difficulté, à la fin de l'année 1575. Auguste avait déjà proposé au landgrave, en 1572, de l'enfermer dans une solitude absolue, et d'envoyer tous les jours un ministre pour prêcher devant l'étroite ouverture par laquelle on devait lui faire passer de la nourriture. Le landgrave s'était opposé à ce barbare projet, qui fut pourtant mis enfin à exécution. La malheureuse princesse, devenue complétement folle, fut enfermée dans le palais électoral; la porte et les fenêtres de sa chambre furent murées; on y laissa seulement une petite ouverture par laquelle passaient tous les jours des vivres et les paroles du pasteur qui venait l'exhorter à la repentance (1).

Elle vécut deux ans dans cette terrible prison, et mourut folle (2) le 18 décembre 1577. On l'enterra le lendemain dans le tombeau des électeurs, à Meissen, et une longue procession « d'enfants, d'ecclésiastiques, de magistrats, de gentilshommes et de citoyens, » l'accompagna à ce dernier repos dont la barbarie des hommes et sa propre violence ne pouvaient plus la priver (3).

1579). Bakhuyzen, V. d. Brinck, *Het Huwelijck van W. V. Oranje*, p. 133, sqq.

(1) *Lettre de l'électeur Auguste au landgrave Guillaume*, 9 juillet 1572 *Archives, ms.* de Dresde.

(2) *Hanz Genitz an Churfürstin Anna, acta inventarium über Frau Anna*, p. 3. *Uranien Verlassenschafft* (Arch. de Dresde, 1577).

(3) On ne peut regarder comme une violation du secret des Archives ce bref récit d'une aventure rapportée déjà par MM. Groen van Prinsterer et Bakhuyzen en Hollande, et par le professeur saxon Böttinger en Allemagne, et qui était indispensable pour faire comprendre la carrière du prince d'Orange et ses relations avec l'Allemagne. Les extraits des lettres de l'électeur Auguste, donnés par Böttinger (*Hist.*

Charlotte de Bourbon reçut donc d'amples garanties pour sa réputation et la légitimité de ses enfants. Quant au reste, le prince lui écrivit simplement qu'il n'était plus dans la fleur de l'âge, ayant quarante-deux ans, et que sa fortune était embarrassée, non-seulement par les dotations des enfants qu'il avait eus de ses précédents mariages, mais par les dettes contractées au service de son malheureux pays (1). Une réunion de docteurs et d'évêques français, convoqués par le duc de Montpensier, déclara que les vœux de la princesse Charlotte n'avaient pas été conformes aux lois françaises, ni aux canons du concile de Trente (2). Elle fut amenée par Sainte-Aldegonde à Brill, où son fiancé l'attendait; le mariage eut lieu le 12 juin; la noce se fit à Dort avec beaucoup de fêtes et de réjouissance, « mais on ne dansa point (3). »

Le prince, sans doute, consulta dans cette alliance sa seule inclination. Il aimait la vie de famille, et en avait besoin pour se délasser des travaux incessants qui l'accablaient au dehors. Il était absolument privé, depuis longues années, du plaisir de la conversation, si ce n'est à de rares intervalles; il était donc très-naturel qu'il désirât ce mariage; il était tout simple aussi que cette union à laquelle la politique n'avait aucune part, lui

Taschenb., 1836, p. 169-173), contiennent des attaques si inconvenantes contre Guillaume d'Orange et Charlotte de Bourbon, que nous n'avons pas cru pouvoir les citer.

(1) Mémoire pour le comte de Hohenlohe allant de la part du prince d'Orange vers le comte J. de Nassau, l'électeur palatin, et son épouse mademoiselle de Bourbon. *Archives*, etc., t. V, p. 189-192.

(2) *Apologie du prince d'Orange*, p. 37, 38. Éd. Sylvius.

(3) *Archives*, etc., t. V, p. 206. Bor, t. VIII, p. 644. Meteren, t. V, p. 100.

créât beaucoup d'ennemis. L'électeur palatin, qui s'était chargé de mademoiselle de Bourbon, désapprouvait hautement une alliance qu'il était soupçonné de favoriser secrètement. Le landgrave de Hesse fut un moment furieux; l'électeur de Saxe ne mit point de bornes à sa colère. La Diète de l'Empire devait s'ouvrir prochainement à Francfort, et on s'attendait à voir l'électeur offensé y paraître plein de rage, pour venger sur la cause des protestants des Pays-Bas l'insulte personnelle qu'il avait reçue; Jean (1) de Nassau lui-même, le prudent, affectueux et sage frère de Guillaume, regardait ce mariage comme un acte de folie. Il tenta, par ses raisonnements et ses instances, de dissuader le prince de cette résolution, quoiqu'il reconnût plus tard qu'on avait cruellement calomnié la princesse Charlotte et que son frère possédait en elle un trésor inestimable (2). Le gouvernement français profita naturellement de cette circonstance pour justifier son abandon de la cause du prince ; mais ce ne fut là pour lui qu'un prétexte.

L'indignation des Saxons et des Hessois n'était pas aisée à calmer. Le landgrave s'exprimait avec la plus grande violence : « En vérité je ne puis imaginer, » écrivait-il à l'électeur de Saxe, « *quo consilio* ce pédant de Sainte-Aldegonde et ceux qui ont pu le soutenir et l'aider ont entrepris cette affaire. *Nam si pietatem respicias*, on peut craindre qu'en épousant une Française, une religieuse, et qui pis est une religieuse défroquée, sur la réputation de laquelle ont plané bien des doutes, le prince n'ait sauté de la poêle à frire dans le feu. *Si formam*, on ne peut supposer que sa beauté l'ait

(1) *Archives*, etc., t. V, p. 203, 204.
(2) *Ibid.*, p. 312, 313.

séduit, puisqu'il doit être plus souvent effrayé qu'enchanté en la regardant. *Si spem prolis,* le prince a déjà bien assez d'héritiers, et devrait souhaiter de n'avoir ni femme ni enfants. *Si amicitiam*, on ne peut pas s'attendre à ce que le père manifeste beaucoup de cordialité au mari quand il tient un langage, si menaçant à l'égard de la femme. Qu'ils y fassent donc attention, de peur qu'il ne leur arrive un accident comme celui de l'amiral aux noces de Paris, car les gentilshommes ne sont guère sujets à pardonner leurs injures *sine mercurio et arsenico sublimato* (1). »

L'électeur de Saxe était hors de lui et manifestait sa fureur avec une véhémence ridicule. Le comte Jean ne se lassait pas de recommander à son frère de ménager la susceptibilité de ces importants personnages, en se souvenant du bien et du mal qu'ils pouvaient lui faire, ainsi qu'à la grande cause de la religion protestante. Il lui rappelait aussi que le divorce n'était pas et ne serait pas regardé comme inattaquable quant à la forme, et que beaucoup d'embarras et d'ennuis pouvaient en résulter pour lui et pour sa famille (2). Le prince, inébranlable dans sa résolution, laissait assez voir, par la teneur de sa correspondance et de sa conduite, que son mariage était une affaire d'inclination plus que de politique : « Je puis vous assurer, Monsieur mon frère, » écrivait-il au comte Jean, « que mon intention, depuis que Dieu m'a donné quelque peu d'entendement, a toujours tendu à cela de ne me soucier de paroles ni de menaces, en choses que je pense faire avec bonne et en-

(1) *Archives*, p. 227, 228.

(2) *Lettre du comte Jean au prince d'Orange*. *Archives*, etc., t. V, p. 208-213.

tière conscience, et sans faire tort à mon prochain, et de fait si j'avais voulu prendre égard au dire des gens, ou menaces des princes ou autres semblables difficultés, jamais je ne me fusse embarqué en affaires et actions si dangereuses, et tant contraires à la volonté du roi, mon maître, du passé, et même au conseil de plusieurs miens parents et amis (1). »

Les conséquences funestes qu'on avait annoncées au prince ne tardèrent pas à éclater ; on discuta le mariage de Guillaume à la Diète de Francfort, et on proposa même d'exclure officiellement les calvinistes allemands des avantages de la paix de Passau. L'archiduc Rodolphe fut bientôt après élu roi des Romains et de Bohême, bien qu'on eût été disposé jusqu'alors à adopter la politique du prince d'Orange, et à donner à Henri III des espérances qui pouvaient exciter les craintes de Maximilien et servir la cause de la Réforme en Allemagne et dans les Pays-Bas (2).

Pendant que ces grandes affaires publiques et privées se traitaient en Allemagne, un acte de cruauté indigne avait souillé la cause des patriotes dans la Nord-Hollande. Le gouverneur Dietrich Sonoy, homme d'une extrême bravoure, mais d'une grande férocité, avait découvert une conspiration assez étendue, par laquelle un certain nombre d'habitants du pays devaient venir en aide à une invasion espagnole. Les renseignements qu'il avait, ou qu'il prétendait avoir reçus, disaient qu'on avait soldé des bandes de maraudeurs pour mettre le feu aux villes et aux villages, établir des phares et organiser une série de signaux qui devaient favoriser l'expédition projetée

(1) *Archives*, etc., t. V, p. 241-252.
(2) *Ibid.*, p. 299-300.

par les Espagnols (1). Le gouverneur, décidé à prouver que le duc d'Albe lui-même n'était pas plus terrible et plus prompt que lui, avait organisé de son autorité privée une cour de justice en imitation de l'odieux tribunal de sang. Par bonheur pour la réputation du pays, Sonoy n'était pas Hollandais, et la juridiction de cette nouvelle cour ne s'étendit pas loin. Huit vagabonds pourtant furent arrêtés et mis à la torture, afin de leur extorquer des aveux qui pussent impliquer des personnages plus importants qu'eux. Sept de ces misérables, après quelques tours de corde, confessèrent tout ce qu'on voulut, et accusèrent tous ceux qu'on trouva bon de leur désigner. Le huitième, plus courageux, refusa de déposer à la charge de certains bourgeois respectables dont il n'avait peut-être jamais entendu parler, et contre lesquels on ne pouvait rien prouver. Il fut enfin contraint, après avoir subi pendant trois heures et demie la torture extraordinaire, de confesser ce qu'on voulait qu'il avouât. On put ainsi réunir des accusations et des témoignages contre certains gentilshommes influents (2) de la Province qui n'avaient commis d'autre crime que celui d'adhérer en secret à la religion catholique.

Les huit vagabonds qui avaient été amenés à rendre ce faux témoignage d'abord par des promesses de pardon, puis par d'horribles souffrances, furent condamnés à être brûlés vifs; en marchant au supplice, ils rétractèrent tous les aveux que la torture leur avait arrachés. Cependant, les personnes qu'ils avaient désignées étaient arrêtées, et accusées d'avoir médité un incendie général des

(1) Bor, t. VIII, p. 623, sqq. Hoofdt, t. X, p. 411, 412. Wagenaer, t. VII, p. 54.

(2) Bor, t. VIII, p. 623. Hoofdt, t. X, p. 412.

fermes et des villages, d'accord avec le seigneur d'Hierges et quelques autres généraux papistes qui projetaient une invasion. Les prisonniers protestèrent vivement de leur innocence; néanmoins Kopp Corneliszoon, et son fils Nanning Koppezoon furent choisis pour souffrir les supplices les plus cruels (1) qui eussent été inventés jusque-là dans les Pays-Bas. Sonoy voulut prouver, pour son éternel déshonneur, que le tribunal de sang n'avait pas épuisé toutes les ressources de l'esprit humain en fait de tortures, et que les Réformés pouvaient donner des leçons aux inquisiteurs eux-mêmes dans cette science infernale. Kopp, homme faible et âgé, subit la torture pendant un jour entier; mais lorsqu'on voulut recommencer le lendemain, il expira doucement à la grande indignation du tribunal (2) : «le diable lui a tordu le cou et l'a emporté en enfer, » s'écrièrent-ils avec fureur; « c'est égal, cela ne l'empêchera pas d'être pendu et écartelé. » Cette vengeance inutile une fois accomplie (3), les bourreaux s'acharnèrent sur le fils de Kopp, Nanning Koppezoon, homme dans la force de l'âge. Il supporta avec un courage inébranlable une série de tourments inouïs ; puis le corps couvert de brûlures, et les pieds complétement écorchés, il fut enfermé pendant six semaines dans son cachot. Au bout de ce temps on le ramena dans la salle de torture; on le coucha sur un lit et on plaça sur son corps nu un large vase de terre fait à dessein. Sous le vase retourné on fit entrer une quantité de rats qui, rendus furieux par les charbons ardents qu'on entassa sur le pot de terre, dévorèrent les entrailles

(1) Bor, p. 626. Hoofdt, p. 413.
(2) *Ibid.*, p. 627, 628. *Ibid.*
(3) Hoofdt, t. X, p. 413.

de leur victime, dans leurs efforts pour s'échapper (1). Quand on eut rempli toutes ses blessures de charbons embrasés, on le soumit à des tourments trop odieux pour qu'on puisse les rapporter, et ce ne fut qu'au bout de toutes ces souffrances, supportées avec un courage surnaturel, qu'on découvrit enfin qu'on avait affaire à un homme épuisé par les supplices ; Nanning fut enfin réduit à rendre un faux témoignage sur la promesse d'un pardon complet. Il avoua tout ce dont il était accusé, confessa des intentions incendiaires qui ne lui étaient jamais entrées dans l'esprit, et se reconnut en ligue avec d'autres désespérés Papistes encore plus dangereux que lui.

Malgré les promesses du gouverneur, Nanning fut condamné à mort. On devait lui arracher le cœur, pour le lui jeter à la face, avant de le décapiter. Sa tête devait ensuite être exposée sur le clocher de son village. Son corps coupé en quatre quartiers devait être attaché aux tours de la ville d'Alkmaar, car c'était dans cette ville, naguère célèbre par son héroïque résistance à l'armée espagnole, que les patriotes déshonoraient leur cause par cette révoltante barbarie. En marchant au supplice, le condamné rétracta avec indignation les aveux extorqués à sa faiblesse et disculpa hautement ceux qu'il avait accusés. Un ministre, nommé Jurien Epeszoon, essaya d'étouffer la voix du patient en priant

(1) Bor, t. VIII, p. 628, 640, 641. Les commissaires, envoyés par Sonoy pour veiller à l'exécution de ses ordres, lui rendirent compte des supplices avec un sang-froid parfait, comme s'il s'agissait d'affaires parfaitement régulières, et terminaient en disant : « Noble, sage, vertueux et prudent seigneur, nous avons voulu vous mettre au courant de ce qui précède, et nous prions le Dieu tout-puissant de vous conserver longtemps en santé et en prospérité dans votre gouvernement. »

très-haut, de peur que le peuple ému de pitié ne vînt à se soulever; le prisonnier, en mourant, somma cet indigne ministre de Christ de comparaître devant le tribunal de Dieu au bout de trois jours. Le pasteur retourna chez lui d'un air pensif, tomba malade et mourut au jour fixé (1).

Malgré la rétractation solennelle de Nanning Koppezoon, les personnes qu'il avait accusées furent arrêtées et soumises à la torture. Mais l'affaire arriva enfin aux oreilles du prince d'Orange. Ses ordres péremptoires et l'indignation publique mirent un terme à ces atrocités, et les accusés furent renvoyés en prison d'où ils sortirent au moment de la pacification de Gand. Une fois en liberté, ils entamèrent des poursuites légales contre Sonoy, dans le but de prouver leur innocence et de faire punir leur bourreau. Le procès languit pourtant, et finit par être abandonné; le gouverneur avait rendu de trop grands services à la cause de la liberté pour qu'on crût prudent de le pousser à bout. On ne saurait faire un crime au prince de n'avoir pas empêché de pareilles atrocités. Il ne pouvait être présent partout, et le supplice de quelques innocents ne peut imprimer une tache indélébile à la cause de la liberté. Ce fut l'œuvre d'un individu qui avait bien servi la bonne cause, mais qui venait, comme le comte de la Marck, de souiller ses mains d'un sang innocent. Le nouveau tribunal ne s'établit jamais solidement et il fut aboli dès qu'on connut les cruautés qui avaient marqué le début de sa carrière (2).

(1) Bor, t. VIII, p. 628. Hoofdt, t. X, p. 414. Wagenaer, t. VII, p. 58. Brandt, *Hist. refor.*, t. I, p. 563. *Velius Horn*, p. 440.

(2) Bor, t. VIII, p. 628-641. Hoofdt, t. X, p. 415-419.

Le 19 juillet, Oudewater, qui ne s'attendait pas à un siége, fut assaillie par le seigneur d'Hierges ; mais la garnison et la population étaient braves, quoique peu nombreuses. La ville résista dix-huit jours, et, le 7 août, fut emportée d'assaut (1). Les horreurs ordinaires accompagnèrent le sac de la place ; la garnison fut passée au fil de l'épée, les hommes, les femmes et les enfants furent massacrés de sang-froid ou contraints de racheter leurs vies au prix d'énormes rançons, pendant qu'on vendait dans les rues les femmes et les jeunes filles pour deux ou trois écus (2). Presque toutes les maisons de la ville furent brûlées ; puis, leur œuvre de destruction accomplie, les troupes de M. d'Hierges marchèrent sur Schoonoven. La ville ne se défendit pas, obtint une capitulation tolérable et se rendit le 24 août (3).

Le grand commandeur n'avait pas encore abandonné l'espoir de recevoir d'Espagne des forces maritimes, malgré la brusque fin de la dernière expédition. Il fallait pourtant s'assurer d'un point sur la côte qui permît d'effectuer une descente avec l'appui des troupes de terre; aussi désirait-il infiniment s'emparer d'un petit coin de la Zélande. L'île de Tholen lui appartenait encore, depuis la mémorable expédition du colonel Mondragon dans la Beveland méridionale. Le gouverneur résolut de partir de ce point intérieur de l'Archipel pour tenter une expédition contre des places plus importantes. Les trois îles principales étaient Tholen, Duiveland et Schouwen. Tholen était la première dans la baie intérieure ; Duiveland en était séparée par un détroit d'une demi-lieue ; Schou-

(1) Bor, t. VIII, p. 646. Meteren, t. V, p. 100.
(2) *Ibid*. Hoofdt, t. X, p. 424, 425.
(3) *Ibid*., p. 647. Meteren, t. V, p. 100.

wen, moins éloignée encore de Duiveland, donnait sur l'Océan, contenait plusieurs villages, et était défendue par sa capitale, Zierickzee (1).

Requesens roulait depuis longtemps dans son esprit le projet de s'emparer de cette île importante. Il fit construire une flottille composée de bateaux et de bâtiments légers, et se rendit à Tholen pour organiser l'expédition. La perspective n'était pas brillante ; les golfes et les détroits étaient remplis de vaisseaux zélandais montés par des hommes dont l'audace et l'habileté étaient célèbres. Des traîtres cependant sortirent de la Zélande même, pour apprendre au commandant espagnol comment il pourrait frapper leur patrie au cœur. Ces réfugiés expliquèrent à Requesens qu'un banc de sable étroit s'étendait de Philipsland, petit îlot inhabité, situé à côté de Tholen, jusqu'au rivage de Duiveland ; à marée basse, un corps d'hommes déterminés pouvaient passer sur cette langue de terre baignée par des eaux assez peu profondes pour qu'on pût tenter le trajet pendant la nuit. Une fois arrivés à Duiveland, il leur serait facile de traverser le petit bras de mer étroit qui séparait l'île de Schouwen, et on pourrait prendre possession de Duiveland et mettre le siége devant Zierickzee sans que la flotte zélandaise pût approcher pour empêcher le passage (2).

Le grand commandeur résolut de tenter l'entreprise, qui n'était pas nouvelle puisque le colonel de Mondragon avait déjà brillamment conduit une expédition de même nature. Le projet était pourtant hasardeux;

(1) Bor, t. VIII, p. 648-650. Hoofdt, t. X, p. 426, 427. Meteren, t. V, p. 101, 102. Mendoza, t. XIV, p. 281. Bentivoglio, t. IX, p. 164.

(2) Bor, Hoofdt, *ubi sup.* Mendoza, p. 282. Bentivoglio, t. IX, p. 165.

l'exploit de Mondragon, dangereux déjà, mais couronné d'un plein succès, avait été une victoire remportée sur la mer seulement, par surprise, et sans aucune opposition de la part des hommes. On allait lutter non-seulement contre l'Océan et les ténèbres, mais contre des ennemis vigilants et déterminés. Les Zélandais savaient qu'on méditait une entreprise, et leurs vaisseaux se pressaient dans les golfes du voisinage (1). Cependant la résolution du commandeur fut accueillie avec enthousiasme par ses troupes. Il s'assura par lui-même que l'expédition était possible; puis, convaincu que ses braves soldats l'accompliraient, il décida que la gloire du succès serait partagée, comme de coutume, entre les diverses nations qui servaient le roi.

Les préparatifs terminés, Requesens se rendit à Tholen où il avait donné rendez-vous à trois mille hommes d'infanterie espagnole, allemande et wallonne. L'expédition devait être accompagnée d'un corps de deux cents sapeurs et mineurs d'élite, afin de pouvoir se retrancher en arrivant à Schouwen. Quatre cents cavaliers postés dans la ville de Tholen attendaient, ainsi que la petite flotte réunie à Anvers, le moment d'agir d'accord avec l'infanterie dès que l'entreprise aurait réussi. Le commandeur divisa sa petite armée en deux parts; l'une devait rester dans les bateaux sous les ordres de Mondragon ; l'autre, commandée par don Osorio d'Ulloa, officier plein de courage et d'expérience, devait suivre le banc de sable, de Philipsland à Duiveland et à Schouwen. Les soldats de ce détachement portaient tous au cou un sac de toile qui

(1) Bentivoglio, t. IX, p. 165. Hoofdt, t. X, p. 428. Bor, t. VIII, p. 648-650. Mendoza, t. XIV, p. 283.

contenait une paire de souliers, deux livres de poudre, et des vivres pour trois jours (1).

La nuit du 27 septembre fut choisie pour l'expédition; la lune entrait dans son dernier quartier et se levait vers minuit. La mer devait être basse entre quatre et cinq heures du matin. Le grand commandeur se rendit à Philipsland à minuit, et mit pied à terre sur le rivage pour voir partir sa petite armée. Il lui adressa un discours et fit habilement vibrer la corde de l'esprit chevaleresque et de l'amour de la gloire qui distinguait les Espagnols; les soldats répondirent par des cris d'enthousiasme. Don Osorio d'Ulloa se dépouilla de ses vêtements et se plongea dans la mer à la suite des guides. Les Espagnols le suivaient, puis les Allemands, les Wallons marchaient ensuite accompagnés par les sapeurs. Don Gabriel Peralta, à la tête d'une compagnie espagnole, fermait la marche. La nuit était orageuse; les éclairs venaient de temps en temps illuminer la marche des troupes à travers les ondes noirâtres, pendant que le grand commandeur surveillait avec inquiétude, du rivage, la marche de ses soldats qui disparurent bientôt dans les ténèbres (2). Ils avançaient lentement deux à deux. Mais ils se trouvèrent bientôt dans l'eau presque jusqu'au cou, en sorte que le moindre faux pas, à droite ou à gauche de l'étroit banc de sable qu'ils suivaient, pouvait leur être fatal. On voyait souvent un soldat maladroit disparaître pour ne plus se relever. Lorsque la lune brillait un moment à travers les nuages, les soldats apercevaient distinctement les longues lignes

(1) Bentivoglio, t. IX, p. 166. Hoofdt, t. X, p. 427, 428. Mendoza, t. XIV, p. 283.

(2) Bor, t. VIII, p. 648-650. Hoofdt, t. X, p. 428. Bentivoglio, t. IX, p. 167. Mendoza, t. XIV, p. 284. Comp. Strada, t. VII, p. 398.

des vaisseaux zélandais qui avaient jeté l'ancre aussi près du banc de sable que le permettait la profondeur de l'eau. Quelques capitaines avaient fait échouer leurs bâtiments pour intercepter le passage des troupes, et l'artillerie des gros navires grondait sans relâche. Les décharges de mousqueterie se succédaient ; mais il était difficile de viser à la lueur incertaine des éclairs, et les Espagnols plongés dans les flots étaient ainsi préservés en grande partie (1).

Ils s'arrêtaient parfois pour respirer ou pour lutter un moment avec les assaillants les plus rapprochés. Bien que l'eau les atteignît jusqu'à la poitrine et qu'ils fussent enveloppés de ténèbres, les hardis soldats du roi trouvaient moyen de tirer juste et de faire de temps en temps quelque ravage dans les rangs de leurs ennemis. Les Zélandais ne se bornaient pas à attaquer avec des armes à feu. Ils lançaient leurs terribles harpons ; ils attiraient les Espagnols hors du sentier avec leurs crochets de pêche ; ils assommaient quelques malheureux avec de lourds fléaux. Les luttes corps à corps furent nombreuses cette nuit-là au sein des flots, et les traits d'audace des deux partis n'avaient d'autres témoins que ceux qui les accomplissaient. Cependant, en dépit de tous les obstacles et de toutes les pertes, les Espagnols avançaient toujours (2). Lorsque l'éloignement ne permettait pas aux Zélandais d'avoir recours à d'autres armes, ils accablaient leurs ennemis d'injures et de moqueries amères, les accusant d'être des chiens mouillés qui couraient et rapportaient pour un maître qui les méprisait, de n'être que des mer-

(1) Bentivoglio, t. IX, p. 167. Hoofdt, t. X, p. 429. Wagenaer, t. VII, p. 71.

(2) Bentivoglio, t. IX, p. 167. Mendoza, t. XIV, p. 286.

cenaires, qui vendaient leur sang au poids de l'or à un tyran qui faisait d'eux le plus vil usage. Si un soldat, blessé par les insultes de ces ennemis invisibles, se retournait dans l'obscurité pour tenter de les châtier, il était renversé, foulé aux pieds par ses camarades et tombait dans la mer. Un grand nombre d'Espagnols périrent ainsi.

La nuit s'écoulait et les soldats avançaient lentement, mais résolûment. Peu de temps après le lever du soleil, le corps principal d'Espagnols, d'Allemands et de Wallons mit le pied sur la terre ferme, en bon ordre bien que les pertes fussent considérables. Les pionniers avaient été moins heureux: surpris par la marée montante, ils avaient presque tous disparu dans les flots (1). L'arrière-garde, sous les ordres de Gabriel Peralta, avait eu le temps de retourner sur ses pas et d'échapper à la mer qui s'avançait (2).

Don Osorio et ses hardis compagnons se reposèrent un moment en arrivant à Duiveland après une marche de six heures à travers les flots; ils prirent quelques rafraîchissements, offrirent leurs prières à la Vierge et à saint Jacques, puis se préparèrent à se battre. Dix compagnies d'auxiliaires français, anglais et écossais, occupaient l'île de Duiveland, sous les ordres de Charles Van Boisot. Par un accident ou par une trahison inexplicable, le général hollandais fut tué par ses propres soldats au moment où l'ennemi mettait le pied à terre. L'émotion causée par cet événement dégénéra en terreur panique lorsque les Espagnols apparurent tout d'un coup du sein de l'Océan. L'effroi doubla le nombre des ennemis, et les patriotes

(1) Hoofdt, t. X, p. 429. Mendoza, *ubi sup.* Bentivoglio, t. IX, p. 168.

(2) Mendoza, Bentivoglio, Hoofdt, Bor, *ubi sup.*

épouvantés s'enfuirent dans toutes les directions (1). Quelques-uns nagèrent jusqu'aux vaisseaux zélandais, à l'ancre dans les environs; les autres se réfugièrent dans les forts qu'on avait élevés dans l'île; mais les Espagnols les en chassèrent bientôt et restèrent maîtres de Duiveland.

L'entreprise n'était pas achevée, mais ce qui restait à faire était moins difficile et moins périlleux. La petite crique qui séparait Schouwen de Duiveland était plus étroite que le bras de mer que les soldats du roi venaient de traverser; le passage n'était pas de plus d'une lieue, et les roseaux et les joncs qui embarrassaient la marche empêchaient complétement les vaisseaux d'approcher (2). Cette partie de l'expédition fut accomplie avec le même courage, et, au bout de quelques heures, les Espagnols abordèrent dans l'île de Schouwen. Cinq compagnies patriotes, chargées d'empêcher les Espagnols de mettre pied à terre, s'enfuirent lâchement au premier feu (3) et se réfugièrent dans la ville de Zierickzée qui fut bientôt investie par l'ennemi.

La flottille espagnole avait débarqué les troupes à Duiveland, après avoir reçu, par les signaux, la nouvelle du succès de l'expédition. Elles arrivèrent à Schouwen; Brouwershaven, ville située au nord de l'île, fut bientôt prise; Bommenede résista jusqu'au 25 octobre, puis fut emportée d'assaut, et livrée au fer et aux flammes. Vingt personnes, tout au plus, parvinrent à s'échapper. On mit

(1) Hoofdt, t. X, p. 429. Bor, t. VIII, p. 649. Mendoza, t. XIV, p. 286. *Archives*, etc., t. V, p. 283.

(2) Mendoza, t. XIV, p. 286. Bentivoglio, t. IX, p. 168. Comp. Bor, t. VIII, p. 649. Hoofdt, t. X, p. 429.

(3) Mendoza, t. XIV, p. 287. Hoofdt, t. X, p. 429. Bentivoglio, t. IX, p. 168.

le siége devant Zierickzée et le colonel Mondragon fut chargé de conduire les opérations. Requesens vint lui-même dans l'île pour donner des ordres au sujet de cette importante entreprise (1).

Chiappin Vitelli se rendit aussi à Schouwen au milieu de l'hiver; il tomba de sa litière en faisant le tour de l'île, et mourut à bord du vaisseau qui le ramenait à Anvers (2), vers la fin de février 1576. Cet officier avait conquis ses lauriers dans plusieurs affaires importantes; l'action près de Mons, où les Huguenots commandés par M. de Genlis furent battus, lui avait fait en particulier grand honneur. Il était d'une bonne famille d'Ombrie, avait passé sa vie dans les camps, et était mieux connu des Néerlandais et plus odieux à leurs yeux que la plupart des généraux qui avaient accompagné le duc d'Albe. Il était aussi cruel que courageux. Son embonpoint arrivait jusqu'à la difformité; mais, en dépit de cette incommodité, il était sans cesse en mouvement sur le champ de bataille et payait de sa personne non-seulement comme général, mais comme soldat, infiniment plus que des hommes plus jeunes et plus alertes (3).

Le siége de Zierickzée se prolongea jusqu'au mois de juin 1679; la ville résistait courageusement; le manque de fonds ralentissait les opérations des Espagnols, et la même raison empêchait le prince de venir au secours de la place. L'expédition de Philipsland, qui fut le plus brillant exploit de toute la guerre, avait amené d'importants résultats. Les communications étaient in-

(1) Mendoza, t. XIV, p. 287-293. Bentivoglio, t. IX, p. 169, 170. Bor, t. VIII, p. 652. Hoofdt, t. X, p. 431.

(2) Meteren, t. V, p. 103. Strada, t. VIII, p. 403.

(3) Strada, t. VIII, p. 401. Meteren, t. V, p. 103.

terrompues entre l'île de Walcheren et la Zélande; la province était coupée en deux; les Espagnols avaient mis le pied sur la côte, pour quelque temps au moins. Le prince, profondément affecté, vit que le moment était venu d'avoir recours à tous les moyens permis pour s'assurer des secours à l'étranger. Les Hollandais et les Zélandais avaient jusque-là défendu seuls la cause de la liberté; mais la pauvreté entravait leurs opérations et allait rendre la lutte impossible. On refusait nécessairement les offres des hommes qui demandaient un paiement. Henri de Navarre, qui croyait peut-être possible d'acquérir à bon marché la souveraineté des Provinces, proposa d'envoyer deux ou trois mille hommes qui seraient payés par les États. On déclina respectueusement cette offre (1). Le prince restait seul avec son petit pays. « Quand même nous nous verrions non-seulement délais« sés de tout le monde entier, mais aussi tout le monde « contre nous, disait-il, pour cela nous ne nous lasserons « de nous défendre jusqu'au dernier, vu l'équité et justice « du fait que maintenons, nous reposant entièrement en la « miséricorde de Dieu (2). » Il résolut pourtant de recourir encore une fois aux puissants de la terre, et d'éprouver la vérité de son assertion : « Que les galants ne manqueraient pas à la fiancée qu'il avait à donner. » Il devenait nécessaire d'aborder la grande question, la renonciation officielle à toute allégeance envers l'Espagne.

Jusque-là, le prince avait maintenu, sans intention perfide, de l'aveu même de ses ennemis, la fiction légale de la fidélité envers Philippe (3). Le temps était venu

(1) Wagenaer, t. VII, p. 88. *Resol. Holl.* (15 mars 1576).
(2) *Archives de la maison d'Orange*, t. V, p. 281.
(3) *Archives*, t. V, p. 273. Bor, t. VIII, p. 612.

de rejeter cette allégeance, si l'on pouvait trouver un monarque assez puissant et assez hardi pour accepter franchement l'autorité que Philippe avait perdue. La question se posait nécessairement entre la France et l'Angleterre, à moins que les Provinces ne pussent se faire admettre dans le corps de l'Empire germanique. Le prince avait déjà proposé, au mois de juin, aux États de négocier avec l'Empire au sujet de leur admission, sous la condition de conserver leurs constitutions indépendantes; mais on était convenu de n'en venir là que dans le cas où l'on pourrait obtenir à de meilleures conditions la protection de l'Empire, et la proposition n'avait pas eu de suite (1).

Les nobles et les députés de la Nord-Hollande votèrent au mois de juillet 1575 que « leur devoir était d'abandonner le roi, comme un tyran qui cherchait à opprimer et à détruire ses sujets, et qu'il convenait de chercher un autre protecteur. » On était alors occupé des conférences de Bréda, dont on prévoyait le résultat. Les États reculaient encore devant le dernier pas de la rébellion; il semblait que l'épée pût rentrer un jour dans son ancien fourreau tant qu'une ombre de fidélité couvrait encore la révolte. La proposition ne fut pas adoptée par la diète. Une commission de neuf membres fut chargée de délibérer avec le prince sur les moyens d'obtenir des secours à l'étranger, sans reconnaître une autorité étrangère et sans rompre le lien qui unissait les Provinces à Sa Majesté. Les États pourtant furent convoqués peu de temps après par le prince pour discuter cette importante question. Le 1er octobre, Guillaume d'Orange proposa for-

(1) *Resol. Holl.* (6 juin 1475), p. 363. Wagenaer, t. VII, p. 78.

mellement aux États de traiter au plus tôt avec les Espagnols ou de renoncer entièrement à tout lien avec le roi et de chercher un autre souverain, afin de pouvoir, avec le secours et la protection d'un monarque chrétien, défendre les Provinces contre leurs ennemis. Le prince énonça encore l'avis de consulter les magistrats des villes sur une affaire aussi grave. Les députés des diverses cités reconnurent la vérité de cette opinion, et résolurent de consulter leurs électeurs, pendant que les délégués de la noblesse convoquaient le corps des gentilshommes. Après un ajournement qui dura quelques jours, la diète se réunit à Delft, et les seigneurs et les députés des villes décidèrent à l'unanimité qu'il fallait abandonner le roi, et chercher du secours à l'étranger, en laissant au prince le choix du souverain, à condition qu'il prendrait l'avis des États sur les affaires du gouvernement (1).

Le grand pas était fait, et les deux petites provinces avaient déclaré leur indépendance. Cette résolution, bien que prise après beaucoup d'hésitations et de doutes, ne devait plus chanceler; elle était le germe d'un État nouveau et puissant. Les pères de la république des Pays-Bas prévoyaient si peu le résultat de leur décision qu'ils se proposaient de recourir à l'autorité d'un monarque étranger, en secouant le joug de leur souverain. On n'imaginait pas que les deux faibles colonnes qu'on venait d'élever pussent résister seules et devenir le péristyle d'un édifice majestueux. On se demandait à quelle puissance étrangère on pouvait s'adresser. On ne pouvait fonder de grandes espérances sur l'Allemagne, dont l'unité était purement nominale, et la France était déchirée

(1) *Resol. Holl.* (7, 9, juillet 1575), p. 474-482; (13 octobre), 688, 669, 692. Bor, t. VIII, p. 651. Wagenaer, t. VII, p. 81.

par des luttes religieuses intestines. L'attitude factieuse du duc d'Alençon rendait difficile et dangereuse toute négociation avec un pays où les guerres civiles se compliquaient de tant d'éléments divers qu'on ne pouvait s'allier honorablement ni utilement avec aucun parti. La reine d'Angleterre, d'autre part, craignait la colère de Philippe qui pouvait aggraver les dangers qui la menaçaient sans cesse du côté de l'Écosse; mais elle redoutait également l'extension de l'autorité française dans les Pays-Bas qui assureraient à sa rivale une puissance supérieure à celle de l'Angleterre. Elle sentait la honte que lui attirerait l'abandon public des Provinces, à elle dont le royaume passait pour le boulevard de la foi protestante. Craignant d'offenser Philippe, craignant de repousser la requête des Pays-Bas, craignant de céder à la France une puissance nouvelle, quelle conduite pouvait suivre la reine d'Angleterre? Celle qu'elle préférait comme souveraine et comme femme, une vaine et stérile coquetterie. Le prince d'Orange le prévit, et, bien qu'il fût décidé à remuer ciel et terre pour obtenir des secours à son pays, il inclinait plutôt en faveur de la France, tout en sachant mieux que personne qu'il ne fallait pas fonder grand espoir sur l'une ni sur l'autre puissance (1).

On décida, au nom de Son Altesse et des États, d'envoyer d'abord une mission en Angleterre. Les négociations qui avaient déjà eu lieu cette année-là entre le prince et la reine Élisabeth avaient été d'une nature peu agréable. A la requête de l'ambassadeur d'Espagne les principaux entre les rebelles, au nombre de cinquante,

(1) De Thou, t. VII, p. 61. Wagenaer, t. VII, p. 81.

comprenant le prince d'Orange, les comtes de Berg et de Culembourg, Sainte-Aldegonde, Junius, Boisot et plusieurs autres avaient reçu de la reine d'Angleterre une défense formelle d'entrer dans son royaume (1). En conséquence, le prince avait envoyé en France Sainte-Aldegonde et Junius chargés d'une mission secrète (2); mais la reine, inquiète et jalouse, avait dépêché Daniel Rogers (3) au prince d'Orange, pendant qu'elle expédiait au grand commandeur un ambassadeur pour lui conseiller des mesures de conciliation, et pour lui promettre d'envoyer à Madrid une mission extraordinaire, chargée d'offrir au roi la médiation de l'Angleterre. Mais les hommes bien informés des affaires du gouvernement espagnol à Bruxelles regardaient ces démarches avec grande défiance (4). Le roi de France venait de conclure une trêve de six mois avec son frère le duc d'Alençon, et on supposait qu'il était question d'une alliance entre la France et l'Angleterre, peut-être entre le duc d'Alençon et Élisabeth, et que le royaume des Pays-Bas devait être le présent de noces de la fiancée à son époux. Ces suppositions avaient pour fondement les instructions secrètes reçues par les Anglais établis à Anvers et dans les autres villes des Pays-Bas, et qui leur enjoignaient, au moment où la reine exprimait les intentions les plus affectueuses vis-à-vis de l'Espagne et une grande jalousie envers la France, de vendre au plus vite leurs biens et de quitter le pays (5). Il n'y avait, à tout prendre, pas grand espoir

(1) *Resol. Holl.* (13 juillet 1575), p. 492. Meteren, t. V, p. 100, 101.

(2) Bor, t. VIII, p. 641.

(3) Wagenaer, t. VII, p. 83.

(4) *Lettre de Morillon au cardinal Granvelle* (11 décembre 1575); *Archives*, etc., t. V, p. 325, 326.

(5) *Lettre de Morillon*, ubi sup.

d'obtenir de la reine Élisabeth une réponse définitive et des secours efficaces.

Les envoyés du prince et des États en Angleterre étaient l'avocat Buys, le docteur François Maalzoon et Sainte-Aldegonde qui dirigeait la mission. Ils arrivèrent en Angleterre à l'époque de Noël. Après avoir rapporté à la reine les résultats des négociations de Bréda, ils lui déclarèrent que le prince et les États, désespérant d'une paix solide, s'adressaient à elle comme à une fidèle protectrice de la foi et à une princesse descendue du sang royal de Hollande. On espérait que ce ne serait pas là une vaine allusion au mariage d'Édouard III, roi d'Angleterre, avec Philippine, fille de Guillaume III, comte de Hainaut et de Hollande. Les délégués offrirent à Sa Majesté, si elle voulait promettre son puissant secours aux États, de lui décerner la souveraineté de la Hollande et de la Zélande, sous de certaines conditions (1).

La reine écouta gracieusement les envoyés, et nomma des commissaires pour s'entendre avec eux à ce sujet. Cependant Requesens envoya en Angleterre M. de Champagny pour détruire l'effet de la mission des États, et pour demander à la reine de ne prêter aucune attention aux prières des rebelles, de ne point entrer en négociations avec eux, et de les expulser au plus tôt de son royaume (2).

La Reine affirma gravement à M. de Champagny que les envoyés n'étaient point des rebelles, mais bien les fidèles sujets de Sa Majesté (3). L'offre solennelle que les

(1) Bor, t. VIII, p. 660, 661. *Resol. Holl.* (14 novembre 1575).
(2) Bor, t. VIII, p. 661. Viglii *Epist. select.*, n° 177, p. 407.
(3) *Ibid.*

délégués avaient faite à Élisabeth contredisait un peu cette assurance; le renoncement à l'allégeance espagnole et la proposition de souveraineté faite à la reine d'Angleterre constituaient bien une rébellion. Mais Élisabeth, en faisant cette déclaration, agissait avec la même droiture que M. de Champagny lorsqu'il rappelait à la reine l'ancienne et fidèle amitié qui avait toujours existé entre elle et Sa Majesté Catholique. Il pensait sans doute que la tentative faite par Philippe, quelques années auparavant, pour assassiner et détrôner Élisabeth avait été de trop petite importance pour troubler un moment les relations affectueuses. Ces négociations n'eurent aucun résultat. La reine eut recours à sa coquetterie accoutumée. Elle ne voulait pas accepter les offres des États, elle ne voulait pas les refuser. Elle ne voulait pas offenser Philippe, elle ne voulait pas abandonner les Provinces; elle entreprit donc de négocier, mais après beaucoup de temps perdu et de paroles vaines, elle réussit à abandonner les Provinces et à offenser Philippe.

La première réponse des commissaires aux envoyés des États portait que Sa Majesté trouvait le protectorat des deux Provinces trop dispendieux. Elle consentait à s'en charger nominalement; mais elle ne voulait s'engager à protéger effectivement que l'île de Walcheren (1). La défense de la Hollande devait rester à la charge du prince et des États.

Les envoyés réclamèrent contre de si mesquines propositions et en demandèrent de plus libérales. La reine refusa d'aller au delà de ces offres inacceptables. Les

(1) Bor, t. VIII, p. 661-665. Wagenaer, t. VII, p. 685.

États ne pouvaient consentir à céder à si bon marché la souveraineté de leur pays. La reine déclara qu'elle ne pouvait aller plus avant sans consulter le parlement (1). Les envoyés attendirent l'ouverture du parlement; la reine refusa alors de porter la question devant les chambres et interdit aux Hollandais toute démarche tendante à ce but (2). Il était évident qu'elle voulait traîner l'affaire en longueur, et qu'elle était décidée à ne pas se brouiller ouvertement avec Philippe. Les envoyés demandèrent donc leurs passe-ports qui leur furent accordés au mois d'avril 1576. La reine les fit assurer avant leur départ qu'elle réfléchirait à la proposition qu'ils lui avaient faite dès qu'elle aurait tenté tout ce qui était en son pouvoir pour amener une conciliation entre Philippe et les Provinces (3).

Après l'issue des négociations de Bréda, il est difficile d'imaginer comment Élisabeth voulait s'y prendre pour une telle tentative. Le roi n'était pas plus disposé que l'été précédent à accorder la liberté de conscience; les Hollandais ne voulaient renoncer ni à leur foi ni à leur patrie. Les envoyés firent avant leur départ de grands efforts pour négocier un emprunt, mais la prudente reine regarda cette proposition comme inadmissible. Elle leur permit d'acheter des armes et des munitions et de lever quelques soldats à leurs frais. Ils usèrent un peu de la permission; il n'était pas difficile dans ce siècle guerrier de se procurer des hommes et de la poudre si l'on avait de l'argent, et les États ne se tinrent pas pour fort obligés de cette concession qui fut le seul

(1) Wagenaer, t. VII, p. 85, 86. Bor, *ubi sup.*
(2) *Ibid.*
(3) Bor, t. VII, p. 663. Wagenaer, t. VII, p. 86.

résultat de l'ambassade. On s'était répandu en belles paroles dont la valeur dépendait absolument du cours des événements ; les États et le prince d'Orange avaient reçu la permission de défendre la Hollande à leurs frais en conférant la souveraineté à la reine Élisabeth, si bon leur semblait. C'était là tout ce qu'on avait obtenu.

Le 19 avril, les envoyés arrivèrent dans leur patrie et rendirent compte aux États du médiocre succès de leurs efforts (1). Peu de temps après, on apprit officieusement, de la part de Henri III et de Catherine de Médicis, qu'on pouvait espérer de plus heureux résultats si l'on faisait au duc d'Alençon les propositions si froidement accueillies par la reine Élisabeth. Mais les commissaires envoyés (2) en France ne purent entamer les négociations à cause des troubles causés par l'attitude factieuse du duc. Les Provinces restaient seules, comme au début de la lutte.

Requesens manquait d'argent : il arracha, avec des difficultés toujours croissantes, quelques minces subsides aux États de Brabant, de Flandre, et des autres provinces soumises. Pendant qu'il était encore à Duiveland, les États généraux, en réponse à une demande d'argent, lui adressèrent une longue remontrance au sujet de la mauvaise conduite des soldats. « Oh! les États, les États (3) ! » s'écria le grand commandeur en recevant ce reproche au lieu des sommes qu'il attendait, « que le Seigneur me délivre de ces États ! » Cependant le siége de Zierickzée continuait; il était évident que cette

(1) Bor, t. VIII, p. 661-663. Hoofdt, t. X, p. 434, 435. Meteren, t. V, p. 101. *Resol. Holl.* (19 avril 1576), p. 42.
(2) Ever. Reid., *Ann.*, t. I, p. 18.
(3) Meteren, t. V, p. 103.

importante place allait tomber aux mains des ennemis. Le Prince était sans argent. Le comte Jean, sérieusement embarrassé des engagements qu'il avait pris, ainsi que le reste de sa famille, au nom des États, venait de demander au prince d'user de son influence pour le tirer d'affaire. Il avait envoyé à son frère le compte des avances faites par lui et par tous les membres de la maison de Nassau, en argent, vaisselle et meubles, et il désirait qu'on lui remboursât une partie des sommes ainsi prêtées pour faire face à ses pressantes difficultés (1). Le prince, hors d'état d'obtenir pour lui aucun soulagement, avait été obligé de faire un nouvel appel à la générosité et au dévouement que le pays avait toujours trouvés chez tous les membres de son illustre maison. Il n'avait pas intercédé en vain ; mais le comte n'était plus en mesure de venir en aide aux États dans leurs embarras financiers. Le trésor était vide (2). La Hollande et la Zélande étaient coupées en deux par l'occupation de Schouwen et la perte prochaine de Zierickzée. L'Allemagne, l'Angleterre, la France refusaient de tendre la main aux Provinces dans leur épuisement. Une idée sublime, mais désespérée, traversa alors l'esprit du Prince. Il ne restait plus, pensa-t-il, qu'un seul moyen de chasser à jamais les Espagnols de la Hollande et de la Zélande en sauvant les habitants. Le Prince méditait depuis longtemps ce

(1) *Archives*, etc., t. V, p. 301-304.

(2) Les contributions de Hollande et de Zélande pour les dépenses de la guerre s'élevaient à 150,000 florins par mois. Un capitaine avait 80 florins de paie par mois ; un lieutenant, 40, un caporal, 15 ; un tambour, un trompette, ou *un ministre*, 12 ; un soldat, 7 1/2. Chaque capitaine touchait 150 florins par mois pour les distribuer aux meilleurs soldats de sa compagnie. Les troupes étaient nourries, logées, chauffées, éclairées et blanchies. Renom de France, Ms., t. II, p. 46.

projet et le moment semblait venu de l'accomplir. Il avait l'intention de rassembler tous les bâtiments de tout genre qu'on pouvait trouver dans les Pays-Bas et d'y faire monter la population tout entière, hommes, femmes et enfants, avec leurs propriétés mobilières, pour aller chercher une nouvelle patrie au delà des mers. On devait brûler les moulins, rompre les digues, lever les écluses et rendre à la mer le pays qu'on lui avait jadis arraché (1).

On ne peut dire quels eussent été pour la civilisation les résultats de cette résolution si la Providence eût permis au prince d'Orange de l'accomplir. Les navires chargés de Guillaume et de sa fortune eussent peut-être pris le chemin du Nouveau-Monde. Une colonie d'hommes pieux, sortis d'une race attachée à la liberté et animée de l'esprit du commerce, amenée sur une terre vierge par des gentilshommes qui avaient tout sacrifié à leurs convictions, aurait pu devancer d'un demi-siècle l'établissement qu'une autre nation, issue de la même souche et poussée par des motifs semblables, devait fonder, dans des circonstances presque analogues, sur le sol sauvage de la Nouvelle-Angleterre. Si le prince eût dirigé sa course vers les îles embaumées de l'Orient, il eût pu créer dans ces régions fertiles une république chrétienne et indépendante, plus importante que les colonies fondées plus tard par la Hollande et

(1) Bor raconte que le prince forma réellement ce projet; il s'appuie sur l'autorité d'un homme de qualité alors membre des États de Hollande (t. VIII, p. 664). Groen van Prinsterer rejette toute cette histoire, on croit du moins que le personnage, sur le récit duquel Bor s'est appuyé, a pris trop littéralement les paroles du prince qui pensait souvent à cette dernière ressource sans l'avoir réduite en un plan arrêté. Hoofdt, t. X, p. 443, adopte l'histoire sans hésitation. Wagenaer, t. VII, p. 88, 89. Comp. Van Wym. op Wagenaer, t. VII, p. 33-35.

toujours gênées dans leur développement par une soumission absolue à une métropole éloignée.

La mort inattendue de Requesens fit soudainement évanouir tous ces projets. Le siége de Zierickzée absorbait depuis quelque temps toute l'attention du gouverneur qui venait d'écrire au roi que la chute de la place était certaine. Il conjurait en même temps Philippe de lui envoyer de l'argent, en l'assurant que c'était tout ce qui lui manquait pour amener la guerre à une prompte conclusion. En attendant les sommes demandées, il avait, au mépris de toute loi et de toute raison, tenté de s'emparer du poste d'Embden en Allemagne. Au même moment, la révolte éclatait dans la garnison de Harlem, et le grand commandeur avait fourni des armes aux citoyens pour se défendre contre les troupes insurgées. La mutinerie était apaisée, mais le précédent était dangereux. On suppose que les inquiétudes causées par cette rébellion hâtèrent la fin du gouverneur. Il fut saisi d'une fièvre violente le 1er mars, et mourut le 5, dans la cinquante et unième année de son âge (1).

Il n'est pas nécessaire d'étudier en détail une carrière dont on connaît déjà les principaux incidents. Requesens était d'ailleurs un homme ordinaire, placé par sa naissance et ses fonctions dans une haute situation. Ses talents, soit pour la guerre, soit pour le gouvernement, étaient médiocres. Ses amis discutaient entre eux la question de savoir si son génie brillait d'un plus vif éclat sur le champ de bataille que dans le conseil : il n'était grand nulle part. Aussi fanatique que le duc d'Albe,

(1) Bor, t. VIII, p. 663-665. Hoofdt, t. 436-437. Viglii *Epist. sel. Ep. Card. Granvelle*, n° 178, p. 408.

il lui cédait le pas en fait de cruauté; l'état du pays, après sept ans de tortures, ne lui eût pas permis d'imiter la sévérité qui avait valu un si terrible surnom à son prédécesseur. Sa mort subite arrêta un moment le cours des événements dans les Pays-Bas, et amena une série d'incidents imprévus que nous allons maintenant raconter.

CHAPITRE IV.

Le conseil d'État s'empare des affaires à Bruxelles. — Hésitation du gouvernement espagnol. — Joachim Hopper. — Mauvaise administration. — Vigilance du prince d'Orange. — Les Provinces s'unissent plus étroitement. — La lutte n'est pas égale. — Condition matérielle de la Hollande. — Nouvel acte d'union entre la Hollande et la Zélande. — L'autorité du prince va toujours croissant. — Caractère de la politique des Provinces. — Générosité du prince. — Sa tolérance. — Lettres du roi. — Attitude des grandes puissances envers les Pays-Bas. — Correspondance et politique d'Élisabeth. — Négociations secrètes avec la France et le duc d'Alençon. — Aspect obscur et menaçant de l'Allemagne. — Le prince d'Orange est chargé de toute la responsabilité. — Tentative pour délivrer Zierickzée. — Mort de l'amiral Boisot. — Honorable capitulation de la ville. — Révolte des troupes espagnoles à Schouwen. — Causes générales du mécontentement. — La révolte devient plus grave. — Les régiments rebelles entrent dans le Brabant. — On essaie en vain de les calmer. — Ils s'emparent d'Alost. — Le conseil d'État veut les faire poursuivre. — Violente agitation à Bruxelles et à Anvers. — Le marquis d'Havré apporte des lettres de Philippe. — Le roi persévère dans son indécision, et confirme le conseil d'État dans ses prétentions. — Le peuple entier est résolu de combattre l'oppression étrangère. — Les troupes allemandes et la garnison d'Anvers, sous le commandement d'Avila, se joignent aux rebelles. — Lettre de Verdugo. — La crise approche. — Jérôme de Roda dans la citadelle. — Soulèvement universel.

La mort si prompte de Requesens ne lui avait pas laissé le temps de nommer son successeur. On croyait généralement que, s'il avait pu exercer le privilége que lui conféraient ses lettres patentes, il aurait choisi le comte de Mansfeld pour le remplacer dans ses fonctions de gouver-

neur général, jusqu'à ce que le roi eût fait connaître sa volonté (1). En l'absence de toute mesure définitive, le conseil d'État, usant d'un droit qu'il avait jadis exercé, s'empara du gouvernement. Il ne restait de l'ancien conseil d'État que le duc d'Aerschot, le comte Berlaymont et Viglius. Le roi leur adjoignit bientôt l'Espagnol Jérôme de Roda, et trois Flamands, Assonleville, le baron Rassengheim et Arnold Sasbout. Le corps exécutif se composait donc, à l'exception d'un seul membre, d'hommes nés dans les Pays-Bas. Roda était mal vu par ses collègues. Viglius s'attendait à lui voir jouer de nouveau le rôle que s'était donné Juan Vargas dans le Conseil de sang, tandis que les autres membres du conseil d'État, bien qu'ils fussent fermement catholiques, étaient également résolus à maintenir le droit qu'avaient les nobles des Pays-Bas à concourir au gouvernement de leur pays.

Pendant quelque temps, tout sembla marcher paisiblement. Le conseil d'État était à la tête de l'administration du pays. Pierre-Ernest de Mansfeld avait été chargé du commandement militaire supérieur, y compris le gouvernement de Bruxelles, et les officiers espagnols restaient calmes, quoiqu'ils fussent mécontents de ne pas voir nommer un Espagnol à la place qu'occupait Mansfeld (2). Lorsque Philippe reçut toutes ces nouvelles il fut extrêmement troublé. La mort de Requesens excita son indignation. Il lui en voulait, non d'être mort, mais d'avoir si mal pris son temps. Il n'avait pas encore choisi son successeur, ni décidé quelle politique ce succes-

(1) Bor, t. VIII, p. 663. Meteren, t. V, p. 104.

(2) Bor, Meteren, *ubi sup.* Viglii *Epist. select. ad diversos*, n° 179, p. 409. Viglii *Epist.*, *ubi sup.* Hoofdt, t. XI, p. 438. Bor, t. IX, p. 663. Wagenaer, t. VII, p. 91.

seur devrait adopter (1). Il hésitait entre divers candidats; le cabinet était fort perplexé, et ne savait quelle marche conseiller (2). Toujours incapable de prendre un parti dans un cas urgent, Philippe tomba dans une longue rêverie; rien ne pouvait être plus inopportun. Ce temps d'arrêt dans la politique du gouvernement, à une époque où le pays tout entier était exaspéré, menaçait d'amener les plus funestes résultats. Le roi semblait vouloir persévérer dans la politique stationnaire qu'avait occasionnée la mort de Requesens; pour la première fois peut-être de sa vie, on consulta sérieusement Joachim Hopper sur les affaires du département dont il se croyait, et dont le public le croyait chargé à Madrid. Cet homme, créature de Viglius, avait toute la bassesse de son patron sans en avoir la finesse; il avait été longtemps employé comme chef du bureau des Pays-Bas, mais il ignorait absolument les affaires qui se traitaient à côté de lui. C'était un conseiller privé dont on ne suivait jamais les conseils, et un serviteur confidentiel auquel le roi se fiait, par la raison qu'il ne pouvait révéler ce qu'il ne savait pas. Le roi avait bien jugé cet Hopper qui était à peine propre à être premier commis. Il ne savait écrire clairement en aucune langue et n'avait d'idées précises sur rien. Il ne pouvait donc conseiller qu'une politique sans efficacité. « C'est un homme dévot, » disait Granvelle, « ce pauvre sieur Hopper, mais plus ami des idées platoniques que propre aux affaires d'Etat (3). »

Il donna une preuve frappante de son incapacité, en

(1) *Lettre de Philippe aux États généraux;* Bor, t. IX, p. 663.

(2) Strada, t. VIII, p. 407, 408. Hoofdt, t. XI, p. 438. Bor, t. VIII, p. 663, sqq. V. d. Vynckt, t. II, p. 176, sqq.

(3) Groen van Prinsterer, t. V, p. 374.

recommandant, dans un cas aussi grave, la continuation de l'intérim. On ne pouvait rien imaginer de pis. Granvelle conseillait qu'on remît de nouveau l'autorité à la duchesse Marguerite (1). D'autres suggéraient le duc Eric de Brunsvick, ou un archiduc de la maison d'Autriche. Les conseillers les plus influents penchaient en faveur de don Juan d'Autriche (2). Dans l'intérêt de Philippe et de son despotisme, rien ne pouvait être plus dangereux qu'un délai. Viglius s'en aperçut avec sa sagacité accoutumée, et s'étonna de l'aveuglement de Hopper et du roi. Dans les derniers temps d'une vie que ni la science, ni les biens de ce monde n'avaient pu relever de sa bassesse intrinsèque, ce vieillard plein de pénétration, mais non de vertu, voyait s'agrandir chaque jour l'abîme qui menaçait d'engloutir la religion et le despotisme qu'il aimait. « Le prince d'Orange et ses Gueux ne dorment pas,» s'écriait-il dans son angoisse ; « ils ne se reposeront que lorsqu'ils auront profité de cet interrègne pour nous faire un mal immense (3). »

Le prince d'Orange ne dormait pas en effet; et pour nous servir de son énergique langage, il saisit « l'occasion par les cheveux. » Il établit une nouvelle correspondance avec des hommes importants à Bruxelles et dans d'autres villes des Pays-Bas, où pour la première fois les personnages influents se montraient disposés à défendre leur patrie contre ses tyrans (4). Jusqu'alors le pays était resté divisé : la Hollande et la Zélande étaient entièrement

(1) *Archives*, etc., *ib.*, p. 331.

(2) *Ibid.* Bor, t. VIII, p. 668. Cabrera, *Vita de Felipe II*, t. XI, p. 845.

(3) Viglii *Epist ad Hopperum*, ep. CCLXV, p. 862.

(4) De Thou, liv. LXII, t. VII, p. 368, 369. Wagenaer, t. VII, p. 104, 105, sqq.

dévouées au prince Guillaume; la population s'était convertie presque entièrement à la foi réformée. Les quinze autres provinces étaient, en masse, restées fidèles au roi, et l'antique religion du pays s'y était ravivée de telle sorte qu'on pouvait regarder la moitié de la population comme catholique (1). Mais à la fin, les habitants des dix-sept provinces s'étaient révoltés : la tyrannie féroce du duc d'Albe, la dure autorité de Requesens et les intolérables excès des soldats étrangers qui soutenaient ce gouvernement d'étrangers, avaient lassé leur patience. En dépit de la fatale différence de leurs croyances religieuses, les habitants des Pays-Bas s'allièrent étroitement pour retrouver leurs anciens priviléges, et chasser de leur sol ces étrangers maudits. Les Provinces étaient unies dans le sentiment d'une haine commune et d'un commun espoir.

Sous la conduite de leur héroïque chef, les Hollandais et les Zélandais avaient à peu près atteint ce double but. Cependant jamais lutte à son début n'avait semblé plus désespérée.

La condition du pays était désolante. C'était à la lettre un vaisseau qui sombrait. Les inondations volontaires que nous avons déjà racontées, et le manque de soins qu'avait entraîné la guerre civile, avaient tellement détruit les digues qu'il fallait dépenser des sommes énormes et faire d'immenses efforts pour sauver matériellement les Pays-Bas. La nation était pauvre et épuisée, mais elle savait donner largement son travail et son argent : merveilleux exemple d'énergie patiente et courageuse ! Les digues furent rétablies partout où elles

(1) Groen van Prinsterer, *Archives*, t. V, p. 381-385. Comp. avec De Thou, liv. LXII.

étaient détruites (1). Par suite des derniers événements presque tout le bétail avait disparu; il fallut voter une loi qui défendait de tuer, pendant nombre d'années « des bœufs, des vaches, des veaux, des moutons ou des volailles (2). » Il n'était malheureusement pas possible d'interdire, par une loi, l'extermination de la race humaine qu'ordonnaient le Pape et le roi d'Espagne.

Telle était, moralement et matériellement, la condition des provinces de Hollande et de Zélande. La constitution politique de ces provinces changea de nature vers cette époque. Il fallut modifier l'union conclue entre les deux États au mois de juin 1575. L'administration de la justice, le conflit des lois, et surtout les levées d'argent et de troupes, dans des proportions équitables, n'étaient pas bien réglés. Les États des deux provinces se réunirent à Delft, pour conclure un nouvel acte d'union qui fut signé le 25 avril 1576 (3). Le prince d'Orange avait convoqué ces États, qui se composaient des chevaliers et des nobles hollandais, ainsi que des députés des villes de Hollande et de Zélande (4). Ils représentaient véritablement la volonté nationale, et renfermaient dans leur sein tous les esprits politiques, car on voit, à chaque page de l'histoire du prince d'Orange, qu'il voulait faire sanctionner sa politique par tous ceux qu'on croyait alors propres à exercer des fonctions dans l'État.

La nouvelle union consistait en dix-huit articles. Il était décrété que les députés se réuniraient, sur l'ordre

(1) Wagenaer, t. VII, p. 158, sqq. Bor, t. X, p. 819.

(2) *Resol. Holl.*, 28 fév. 1575, p. 97. Van Wyn op Wagenaer, t. VII, p. 26.

(3) Bor, t. IX, p. 668. Kluit, *Hist. Holl. Reg.*, t. I, p. 115, sqq. Wagenaer, t. VII, p. 94.

(4) Bor, t. IX, p. 668. Wagenaer, t. VII, p. 93. Kluit, t. I, p. 115 et sqq.

du prince d'Orange ou autrement, sous peine d'amende; sans quoi ils seraient exposés à voir adopter par le reste du congrès des mesures dont ils seraient solidaires (1). Toute nouvelle contestation serait soumise au prince (2). On garantissait la liberté de la circulation et du commerce dans les Provinces-Unies (3). Les confédérés étaient tenus de s'employer à empêcher tout acte d'injustice et de violence, ou de rapine, même envers un ennemi (4). Les États promettaient de veiller à l'autorité des lois et à l'administration intègre de la justice (5). Les dépenses communes devaient être réparties entre les différentes provinces « comme si elles étaient toutes renfermées dans la république d'une seule et même cité (6). » Neuf commissaires, choisis par le prince, siégeraient pour le moment comme ses conseillers, et seraient chargés de recueillir les taxes (7). La durée de l'union était de six mois; on aviserait, six semaines avant l'expiration du terme fixé, à sa prolongation future (8).

Les auteurs de cette ligue, après avoir ainsi défini les principaux traits de la confédération, déclarèrent que le gouvernement ainsi constitué serait confié à un seul homme. Ils conférèrent l'autorité suprême au prince d'Orange. Dix-huit articles déterminaient ses pouvoirs (9). Il fut nommé commandant en chef sur terre et

(1) Art. 3. Bor, t. IX, p. 668, sqq.
(2) Art. 4.
(3) Art. 5.
(4) Art. 7.
(5) *Ibid.*
(6) Art. 10.
(7) Art. 11.
(8) Art. 17, 18.
(9) Bor, t. IX, p. 620.

sur mer. C'était à lui de nommer tous les officiers, depuis le grade de général jusqu'aux grades les plus inférieurs : il pouvait les payer autant qu'il le voulait (1). Il était chargé de protéger tout le pays, et pouvait envoyer des garnisons ou des troupes partout où il le jugeait bon, sans demander l'avis ou le consentement des États ou des magistrats de la ville (2). Il devait faire rendre la justice par la cour suprême, au nom du roi, comme comte de Hollande et de Zélande (3). En la même qualité il devait nommer à tous les emplois, politiques ou judiciaires, de quelque importance (4) ; et les États lui présentaient trois candidats pour chaque poste vacant (5). Il devait nommer et renouveler, aux époques fixées, les magistrats des villes, d'après les anciennes constitutions. Il pouvait faire des changements dans ces corps, à d'autres époques, si cela était nécessaire, et du consentement de la majorité des députés chargés de représenter le grand conseil et le *corpus* desdites villes (6). Il était chargé de maintenir l'autorité et la prééminence de tous les fonctionnaires civils, et d'empêcher les gouverneurs et les officiers militaires de s'immiscer dans les affaires politiques ou judiciaires. En ce qui concernait la religion, il devait maintenir la pratique de la religion réformée évangélique, et amener la *cessation des pratiques* de toute autre religion contraire à l'Évangile. Cependant, il ne devait pas souffrir *qu'on s'enquît de la foi intime d'au-*

(1) Art. 1, 2.
(2) Art. 3-7.
(3) Art. 8.
(4) Comp. avec Kluit, *Holl. Staatsreg.*, t. I, p. 121, 122.
(5) Art. 10. Voir le *Comment.* de Kluit sur cet article, *ubi sup.*
(6) Art. 13.

cun homme, ni qu'à cause de sa foi on infligeât à aucun homme le *moindre tort, ou le moindre mal* (1).

La ligue qu'on venait de conclure était une confédération de petites républiques indépendantes. Chaque municipalité était, pour ainsi dire, un petit souverain qui envoyait au congrès des députés chargés de voter et de signer comme ses plénipotentiaires. Le vote de chaque cité était indivisible; aussi importait-il fort peu qu'il y eût un seul ou plusieurs députés. Les nobles ne représentaient pas seulement leur ordre, ils agissaient aussi au nom de la population des campagnes. En tout, c'était une représentation assez équitable de toute la nation. Le peuple était bien et dignement représenté dans le gouvernement de chaque ville; également bien, par conséquent, dans l'assemblée des États (2). Ce ne fut que plus tard que les corporations, dépouillées de l'élément populaire, et perverties par l'usurpation du droit d'élection propre, devinrent des corps fictifs qui ne pouvaient pas mourir, mais qui ne savaient pas vivre.

A cette époque, les libertés provinciales étaient pratiques et sérieuses, autant du moins que cela était possible en présence du despotisme espagnol (3). Le gouvernement était représentatif, et tous ceux qui s'en souciaient pouvaient, d'une manière ou d'une autre, y avoir une voix. Bien que les divers membres de la Confédération fussent, en réalité, de petites républiques qui se gouvernaient elles-mêmes, le gouvernement général qu'ils établirent était monarchique. Les pouvoirs confé-

(1) Art. 15.
(2) Kluit, *Holl. Staatsreg.*, t. I, p. 130.
(3) *Ibid.*, p. 129, 130.

rés au prince d'Orange en faisaient un souverain par *interim*, car tant que l'autorité du roi d'Espagne restait inactive, le prince était investi non-seulement de tout le pouvoir exécutif, mais encore d'une large part des fonctions législatives de l'État (1).

Tout ce système de gouvernement était plutôt pratique que théorique : les pouvoirs politiques n'y étaient pas très-exactement répartis. Mais dans des communautés vivantes et énergiques, où la vie des corps politiques est active et efficace, il y a, entre les différents organes, une tendance inévitable à se rapprocher et à se mêler plus étroitement que la philosophie ne le conseillerait d'abord. Il est plus désirable que facile de conserver le pouvoir exécutif, le pouvoir législatif et le pouvoir judiciaire entièrement indépendants les uns des autres (2).

La mort de Requesens fut le premier événement qui permit au vigilant prince d'Orange de porter un coup à l'autorité espagnole dans les Pays-Bas. La langueur de Philippe et les conseils incertains du pauvre Hopper vinrent en aide à Guillaume. Le 24 mars, le roi écrivit aux États généraux, aux États provinciaux, et aux cours de justice, pour leur déclarer que, jusqu'à nouvel ordre, ils devaient tous obéir au conseil d'État. Le roi déclara avoir la confiance qu'ils feraient tout ce qui dépendrait d'eux pour aider ce grand corps à défendre la sainte foi catholique, et pour maintenir la nation dans une obéissance absolue à son souverain. Il dit qu'il allait choisir un nouveau gouverneur général, qui serait de sa famille

(1) Kluit, p. 125.

(2) Comp. avec Guizot, *Du système représentatif*, t. I.

et de son sang. Les contrées voisines des Pays-Bas observaient avec un pénible intérêt cette situation incertaine et périlleuse.

Le sort de toutes les nations était plus ou moins intéressé au progrès de la grande lutte religieuse engagée dans les Pays-Bas. La grande reine protestante était l'alliée naturelle des Réformés, mais ses instincts despotiques ne pouvaient lui permettre d'approuver une révolte contre l'oint du Seigneur. Cette reine avare s'alarmait à la pensée des immenses subsides qu'on allait certainement réclamer d'elle; et dans sa jalousie, elle redoutait également de voir dans les Pays-Bas les troupes françaises et l'armée espagnole qu'elles venaient chasser. Elle fit, comme à l'ordinaire, acte de grande coquetterie politique, et les opérations du prince en furent gênées. Elle lui écrivit le 18 mars, dès qu'elle apprit la mort du grand commandeur, pour lui dire qu'elle ne voulait pas encore accepter l'offre qui lui avait été faite de prendre sous sa protection les provinces de Hollande et de Zélande, à titre de comtesse souveraine, pour défendre leurs habitants contre la tyrannie du roi d'Espagne. Elle ne voulait pas, disait-elle, le faire jusqu'à ce qu'elle eût tenté de les réconcilier avec ce monarque. Avant la mort de Requesens, elle avait eu l'intention de lui envoyer un ambassadeur, chargé de proposer une trêve et d'ouvrir des négociations. La reine assurait qu'elle restait dans les mêmes intentions, et comptait envoyer des commissaires à ce conseil d'État et au nouveau gouverneur dès qu'il arriverait. Elle se proposait, ajouta-t-elle, d'envoyer au roi d'Espagne un ambassadeur spécial, et elle ne doutait pas que le roi ne suivît les conseils qu'elle était résolue à lui donner avec une entière franchise. En attendant,

elle priait le prince de ne point entrer en négociation avec d'autres puissances (1).

Tout cela n'était pas bien satisfaisant. La reine rejetait les offres qui lui avaient été faites, mais elle demandait que, sous aucun prétexte, on ne s'adressât à ses rivaux. Son intention d'adoucir le cœur de Philippe par la franchise de son langage n'était qu'une mauvaise plaisanterie. On ne devait pas compter sur un résultat si improbable. Voilà dans quelle situation les réformés se trouvaient vis-à-vis de l'Angleterre. La reine Élisabeth ne leur était certainement pas hostile, mais sa politique à leur égard était trop prudente, peu généreuse et fort embarrassante. En ce qui concernait la France, les événements qui s'y passaient alors semblaient favorables aux espérances du prince d'Orange. Le 14 mai, on avait signé à Paris la « *Paix de Monsieur*, » ce traité qui donnait aux huguenots un brillant mais court moment de triomphe (2). On leur accordait tout, on ne leur assurait rien. Ils retrouvaient le droit de culte, les droits civils et politiques, la liberté religieuse, mais ces droits ne leur étaient pas garantis (3). Le roi ne pouvait leur donner tout cela en réalité, et d'ailleurs un Valois de Médicis pouvait-il ne pas les tromper? Il était presque certain qu'il y aurait une réaction ; mais il nous est plus aisé, trois siècles après l'événement, d'en marquer le jour précis, qu'il ne l'était pour le contemporain le plus sagace d'en prévoir la date. Néanmoins, le prince voulut

(1) *Lettre de la reine Élisabeth.* Bor, p. 667. Comp. avec Groen van Prinsterer, t. V, p. 332, 333.

(2) De Thou, t. VII, liv. LXII, p. 418.

(3) *Ibid.*, t. VII, p. 413-418. Comp. avec Groen van Prinsterer, t. V, p. 319-391.

profiter de ce rayon de soleil. Dès que l'union du 25 avril entre la Hollande et la Zélande avait été conclue, il avait forcé les États à entamer des négociations avec la France (1). Les Provinces étaient disposées à lui conférer la souveraineté, mais non à renoncer à leur vieille fidélité envers le roi d'Espagne pour se mettre entre les mains d'un étranger. Cependant, sur la demande réitérée du prince d'Orange, on résolut de changer de maître, et à cet effet de traiter avec le roi de France, avec son frère, ou tout autre souverain étranger qui voudrait prendre sous son gouvernement et sous sa protection les provinces de Hollande et de Zélande (2). On entra en négociation avec le duc d'Anjou, le chef favori des huguenots à cette époque si importante. Il eût été à désirer qu'on pût trouver parmi les grands de la terre un meilleur champion que le duc d'Alençon, ce prince frivole et faux qui, partout méprisable dans sa vie et dans ses goûts, ne le fut nulle part autant que dans les Pays-Bas. L'article 14 de la paix de Paris réintégra le prince Guillaume dans sa principauté d'Orange, et dans ses autres possessions en France (3). Pour le moment, le meilleur accord semblait subsister entre la France et la Réformation (4).

En Allemagne, les Pays-Bas ne trouvaient pas grand secours. Par une foule de causes diverses, l'esprit de réforme y était peu actif. Les vues égoïstes de plusieurs princes protestants avaient découragé les nobles. Avait-

(1) *Resol. Holl.*, p. 64, 65. Groen van Prinsterer, t. V, p. 341.

(2) *Ibid.*

(3) Bor, t. IX, p. 684.

(4) *Ibid.*, p. 683-690. Comp. avec Groen van Prinsterer, t. V, p. 349-351. De Thou, t. V, liv. VII, p. 413-418.

on versé tant de sang dans les guerres de religion pour permettre à quelques puissants personnages de confisquer les grands biens et les riches trésors de l'Église? La foi de Luther n'avait-elle été embrassée que dans de si méprisables intentions? Ces soupçons glaçaient l'ardeur des masses, et indignaient la classe supérieure. D'ailleurs, la discorde entre les Réformateurs eux-mêmes s'aggravait et devenait chaque jour plus dangereuse; on ne pouvait convaincre ni le peuple ni ses chefs que ce qu'on voulait, ce n'était pas une nouvelle doctrine, mais la tolérance de toutes les doctrines chrétiennes. Quant aux nouvelles doctrines, il n'en manquait pas. Les luthériens, les calvinistes, les flaccianistes, les majoristes, les adiaphoristes, les brantianistes, les ubiquistes ne cessaient de discuter entre eux sur toutes les questions religieuses (1). Le mal n'aurait pas été bien grand si les Réformateurs avaient su ce que voulait dire le mot de réformation. Mais ils ne pouvaient ni inventer ni imaginer la tolérance. Tous s'appliquaient à persécuter. Il se trouvait des hommes prudents et honnêtes parmi les personnages considérables du pays, mais ils étaient peu nombreux. Le sage Guillaume de Hesse s'efforçait d'amener les sectes diverses à s'accorder; le comte Jean de Nassau faisait de même, bien qu'il fût passionnément calviniste, tandis que l'Électeur de Saxe, d'un naturel violent et obstiné, était tout prêt à sacrifier l'intérêt de la nation sur l'autel de ses ressentiments personnels. Il jurait sur sa race que jamais il ne pardonnerait au prince d'Orange. A la diète de Ratisbonne, il avait fait tout ce qu'il avait pu pour exclure tous les calvinistes de

(1) *Archives de la maison d'Orange*, t. V, p. 349-358.

la paix religieuse d'Allemagne (1), et il redoublait d'efforts pour nuire aux calvinistes des Pays-Bas. Sa haine et sa passion restaient toujours les mêmes.

En somme, l'apparence politique de l'Allemagne était aussi menaçante pour les projets du prince d'Orange que celle de la France leur semblait favorable. Les querelles des princes et les divisions profondes qui éloignaient les luthériens des calvinistes ne promettaient rien de bon à la cause de la liberté religieuse. Les souverains étaient perplexes et agités; les nobles froids et mécontents. On trouvait plus de vie dans le peuple, bien qu'il se partageât en de nombreuses sectes; là, du moins, il y avait de l'amour et de la haine, des convictions profondes, sérieuses, efficaces. «La vraie religion,» écrivait le comte Jean, « gagne chaque jour du terrain parmi les classes inférieures. Quant aux puissants, qui se croient grandement instruits, et qui dorment sur des roses, ils n'y prennent, hélas! que bien peu garde. Ici et là, on peut trouver un Nicodème, mais les choses ne vont guère mieux ici qu'en France ou dans les Pays-Bas (2). »

Tel était l'état des choses dans les pays voisins. En Allemagne, on n'avait que peu de chose à espérer; en France l'horizon était moins sombre; l'Angleterre n'offrait rien de bien satisfaisant. Le prince avait plus de travail, plus d'inquiétudes, plus de difficultés que jamais à endurer. Son secrétaire Brunynck écrivait que Son Excellence se portait, grâce à Dieu, fort bien, mais qu'elle était accablée de travaux et de soucis qui ne lui laissaient aucun repos (3). » Outre son immense correspondance

(1) Groen van Prinsterer, t. V, p. 229, 230.
(2) *Ibid.*, *Archives de la maison d'Orange*, p. 346, 347.
(3) *Ibid.*, p. 365.

avec les grands corps publics dont il dirigeait les opérations, il avait à écrire aux divers États des provinces, qu'il amenait graduellement à s'organiser pour résister au pouvoir de l'Espagne, aux envoyés publics et à ses agents secrets auprès des cours étrangères qui ne recevaient leurs instructions que de lui, à une foule de gens importants qu'il pressait éloquemment de ne pas rester hostiles au bien de leur patrie, et de l'assister dans la grande œuvre qu'il avait entreprise. Enfin, il s'occupait activement à venir, pendant le printemps de 1576, au secours de la ville de Zierickzée (1).

Cette place importante, capitale de l'île de Schouwen, et la clé de la plus grande portion de la Zélande, était restée investie depuis la mémorable expédition de Duiveland. Le prince avait passé quelque temps dans le voisinage de Zierickzée, pendant le courant du mois de mai, afin de veiller lui-même aux travaux et de correspondre journellement avec la garnison assiégée (2). Enfin, le 25 mai, on fit un vigoureux effort pour amener du secours par mer. Le brave amiral Boisot, le héros de Leyde, était à la tête de l'expédition. Mondragon avait encombré le port de chaînes, de carcasses de vaisseaux, et d'un amas flottant de décombres. Boisot voulut, avec son audace accoutumée, faire passer son vaisseau « le Lion Rouge », à travers tous ces obstacles, mais il ne put y parvenir. Le navire qu'il commandait était le plus grand de toute la flotte ; il fut arrêté, tandis que les assiégeants faisaient feu sur lui. La marée s'éloigna, laissant le vaisseau à sec, tandis que l'escadre avait été forcée de s'éloigner. La nuit approchait, et il n'y avait

(1) Bor, t. IX, p. 66, sqq. Meteren, t. V, p. 102, 103.
(2) *Archives de la maison d'Orange*, t. V, p. 358, 359.

aucun moyen de réussir dans cette entreprise. Le vaisseau était complétement échoué. Boisot vit qu'il serait fait prisonnier au lever du soleil. Plutôt que de tomber entre les mains de l'ennemi, l'amiral se jeta à la mer suivi par trois cents de ses compagnons : quelques-uns d'entre eux réussirent à s'échapper. Le courageux chef de l'escadre nagea longtemps, soutenu par une planche brisée. La nuit vint avant qu'on pût le secourir, et il périt (1). Ainsi mourut Louis Boisot, l'un des plus entreprenants et des premiers champions de la liberté des Pays-Bas, et l'un des plus braves précurseurs de cette race de héros qui devinrent plus tard les commandants de la marine hollandaise. Le prince pleura sa mort « comme celle d'un vaillant gentilhomme, très-affectionné à la cause commune » (2). Son frère, Charles Boisot, avait péri par suite d'une trahison, lors du débarquement des troupes espagnoles, après le périlleux passage de Duiveland. Les deux frères donnèrent leur vie pour leur pays, à l'extrémité de son territoire et au moment du plus grand péril. La ville assiégée ne pouvait plus tenir ; les Espagnols allaient enfin recevoir la récompense de ce brillant courage qui leur avait fait traverser la mer pour venir attaquer cette place forte. Près de neuf mois s'étaient écoulés depuis lors, et le grand-commandeur, sous les ordres duquel avait commencé cette grande entreprise, était depuis quatre mois dans son tombeau. Il ne put assister ni au triomphe des armes espagnoles, ni aux désastres et aux crimes qui devaient couronner ce fatal succès.

(1) Bor, t. IX, p. 678. Hoofdt, t. X, p. 440. *Archives de la maison d'Orange*, t. V, p. 364-368. Meteren, t. V, p. 102.

(2) *Archives de la maison d'Orange*, t. V, p. 367.

Le 21 juin 1576, Zierickzée, sur l'ordre du prince d'Orange, offrit de se rendre, à des conditions honorables. Les troupes de Mondragon souffraient beaucoup et menaçaient de se soulever; il fut donc très-heureux d'accueillir la capitulation de la ville. La garnison fut autorisée à se retirer avec armes et bagages. Les citoyens purent conserver ou reprendre leurs priviléges et leurs chartes, à condition de payer deux cent mille florins. Il ne fut question ni de piller, ni de brûler, mais on fut contraint de payer en argent la première moitié de la taxe de guerre. L'argent n'abondait pas dans cette petite ville appauvrie ; les magistrats appelèrent les fondeurs de la monnaie à venir siéger à l'hôtel de ville. Les citoyens apportèrent toute leur vaisselle qu'on transforma en dollars et en demi-dollars, jusqu'à concurrence de la somme fixée par les Espagnols. Ce fut ainsi que succomba Zierickzée, au grand regret du prince Guillaume : « Si l'on nous eût de quelque côté donné le moindre secours du monde, » écrivait-il, « jamais la pauvre ville ne serait tombée aux mains des ennemis; mais quelque poursuite que j'en aie faite, tant en Angleterre qu'en France, le tout a été en vain. Mais pour cela ne voulons ici perdre courage, mais espérer que, lorsque serons abandonnés de tous les hommes du monde, le Seigneur Dieu étendra sa droite sur nous (1). »

Les ennemis ne devaient pas aller plus loin. Ce fut dans leur propre camp que s'éleva la tourmente qui devait les chasser d'un sol qu'ils avaient trop longtemps profané Zierichzée venait à peine de se rendre qu'un

(1) Bor, t. IX, p. 651. Hoofdt, t. X, p. 440, 441. Meteren, t. V, p. 102, 103. *Archives de la maison d'Orange,* t. V, p. 372, 373, 379, 381.

soulèvement éclata dans plusieurs compagnies espagnoles ou wallonnes, qui faisaient partie de l'armée réunie dans l'île de Schouwen (1). Un grand nombre des officiers les plus influents s'étaient rendus à Bruxelles pour tâcher d'obtenir le paiement des troupes. En leur absence, les chefs de la révolte pouvaient plus aisément se faire écouter, et à vrai dire, leurs arguments ne manquaient ni de justesse ni de logique. Si jamais des soldats avaient mérité leur paie, c'étaient bien les soldats de Philippe II. Depuis neuf ans, ils avaient fait l'œuvre du démon. Ils avaient exécuté les décrets de Philippe et du duc d'Albe, avec une docilité sans pareille et une ardeur infatigable. Nul obstacle n'avait pu les arrêter dans l'accomplissement de leur devoir. Ils avaient bravé tous les éléments, combattu dans les entrailles de la terre, dans les profondeurs de la mer, au milieu de champs de glace ou de cités en flammes. Nulle tâche ne leur avait paru trop horrible ou trop sanguinaire. Au moindre ordre de leur chef, ils avaient massacré des êtres humains par milliers : ils avaient mangé la chair et bu le sang de leurs ennemis. Ils avaient souillé la maison de Dieu de leurs massacres. Ils avaient profané les temples et les autels. Ni la fatigue, ni les dangers, ni les crimes n'avaient pu ralentir leur zèle. Et pour tant d'obéissance, tant de travail, tant de sang répandu, on leur marchandait la misérable récompense qu'on payait au moindre laboureur. Philippe pouvait-il donc croire que quelques milliers d'Espagnols exécuteraient sa sentence de mort contre le peuple des Pays-Bas, pour être ensuite frustrés de leur salaire?

En vain on adressa des reproches et des raisonnements

(1) Bor, t. IX, p. 681, 692, sqq. Meteren, t. VI, p. 106. Hoofdt, t. X, p. 443. Groen van Prinsterer, t. V, p. 381, sqq.

à ces hommes privés de tout et aigris par une longue injustice. Ils résolurent de faire valoir eux-mêmes leur cause, comme ils l'avaient souvent fait déjà. Le 15 juin, le soulèvement fut général dans l'île de Schouwen (1). On leur prodigua des promesses de pardon, on leur jura qu'ils seraient bientôt payés, on fit appel à leurs sentiments d'honneur et de loyauté; ils ne voulurent rien entendre. Ce dont ils avaient besoin immédiatement, c'était de souliers et de pourpoints, de pain, de viande et d'argent. Ils voulaient de l'argent, et cela tout de suite. Le roi d'Espagne était leur débiteur. Les Pays-Bas appartenaient au roi d'Espagne. Ils trouveraient dans les Pays-Bas de quoi payer leur solde. La déduction était logique. Ils savaient par expérience que ce procédé excitait plus d'indignation chez les habitants des Pays-Bas que chez leur maître. D'ailleurs, en ce moment, ils s'inquiétaient peu du déplaisir de leur souverain, et encore moins de celui des Néerlandais. Au milieu de juillet, les révoltés enfermèrent leurs officiers dans leurs quartiers de Zierickzée. Ils se rendirent à la maison de Mondragon, qui les avait tant de fois menés à la victoire, et lui crièrent avec force imprécations qu'il leur fallait de l'argent (2). Le vieux soldat, irrité de leur insubordination et de leurs menaces, s'élança au milieu de la foule. Là, mettant sa poitrine à découvert, il les engagea à pousser jusqu'au bout leur violence insensée. Il leur dit qu'il n'était point avare de son sang, et qu'ils étaient libres d'en disposer : « Si j'avais de l'argent, » ajouta-t-il, « vous pourriez également vous

(1) Hoofdt, t. X, p. 443, sqq. Bor, t. IX, p. 69?. Meteren, t. VI, p. 106. Mendoza, t. XV, p. 298, sqq. Cabrera, t. XI, p. 848, sqq.
(2) Hoofdt, t. X, p. 443, 444.

en emparer (1). » Ils s'éloignèrent, stupéfaits de l'énergique langage de leur chef, mais sans renoncer à leur projet. Bientôt après, ils abandonnèrent l'île de Schouwen, qu'ils avaient entièrement ravagée, et se rendirent en Brabant, pillant et détruisant tout sur leur passage (2).

Ils avaient l'intention d'errer quelque temps dans le voisinage de la capitale, et de forcer le conseil d'État à leur payer tout l'arriéré de leur solde, ou bien de piller la ville la plus riche dont ils pourraient s'emparer. Cette masse compacte et disciplinée se promenait çà et là, sans plan bien arrêté, mais avec la précision militaire qui caractérisa toujours ces remarquables rébellions. Chaque jour leur force s'augmentait. Les citoyens de Bruxelles contemplaient avec terreur cette redoutable apparition. Ils savaient qu'elle traînait à sa suite la rapine, le meurtre, et les maux les plus terribles que l'homme puisse infliger à ses semblables. Pourtant leur expérience du passé ne pouvait les amener à comprendre l'étendue du mal qui les menaçait. Les rebelles avaient renvoyé ceux de leurs officiers qui ne voulaient pas leur obéir, et comme de coutume, ils avaient choisi leur chef. De nombreuses compagnies de maraudeurs venaient se joindre à eux. A Herenthals, ils trouvèrent le comte de Mansfeld, envoyé par le conseil d'État pour traiter avec eux et leur offrir leur pardon, mais non leur argent. Le commandant en chef n'eut pas plus de succès que Mondragon et ses subalternes. Les rebelles se moquèrent de lui quand il leur dit qu'ils ternissaient

(1) Hoofdt, p. 444. Comp. avec Cabrera, t. XI, p. 848.

(2) Bor, t. IX, p. 692. Cabrera, t. XI, p. 848, sqq. Mendoza, t. XV, p. 300.

une gloire acquise par neuf ans d'héroïsme. Ils lui répondirent avec leur cynisme habituel que la gloire ne pouvait remplir ni leurs poches ni leurs estomacs. Ils avaient assez de gloire, et ne savaient plus qu'en faire : « De l'argent, ou une ville ! » Ce fut là leur dernier mot (1).

Mansfeld se retira triste et alarmé pour prendre de nouveau l'avis du conseil d'État. Les rebelles firent une tentative pour s'emparer de Malines, mais la garnison était nombreuse, ils furent contraints de s'éloigner. Ils restèrent quelque temps autour de Bruxelles ; à Grimsberg, où ils s'arrêtèrent un peu, ils eurent une entrevue avec le capitaine Montesdocca, qu'ils reçurent avec de belles phrases et des mensonges sans fin. Il se rendit à Bruxelles pour y donner ces bonnes nouvelles, et les rebelles se dirigèrent en foule sur Assche. Là Montesdocca les rejoignit de nouveau, dans l'espoir de les amener à parlementer ; mais lorsqu'ils s'aperçurent qu'on ne voulait ni les payer, ni leur abandonner une grande ville, ils le chassèrent avec force injures et menaces. Le lendemain, après avoir feint de marcher dans une autre direction, ils se précipitèrent tout à coup sur Alost, en Flandre. Leur choix était fait, la ville fut envahie en un clin d'œil. Tous ceux qui leur résistèrent furent massacrés ; et une fois établis dans une capitale, les révoltés purent traiter d'égal à égal avec le conseil d'État. Ils formaient un corps de deux à trois mille vétérans, endurcis à la fatigue et bien disciplinés, et ils campaient dans une ville puissante et riche. Toutes les paroisses qui

(1) Bor, t. IX, p. 693. Meteren, VI, p. 106. Hoofdt, t. X, p. 444. Mendoza, t. XV, p. 300.

dépendaient de la juridiction d'Alost, furent immédiatement mises à contribution (1).

L'agitation était grande à Bruxelles. Le trouble et l'alarme avaient fait place à la fureur, et toute la population se leva pour défendre la capitale dans ce pressant danger. Le courage spontané des bourgeois prévint la catastrophe réservée à une ville voisine. L'indignation et l'horreur excitées par la révolte étaient si générales que le conseil d'État ne put résister à la pression populaire. Les femmes et les enfants demandaient au milieu des rues et des places qu'on déclarât hors la loi les soldats rebelles. En conséquence, le 26 juillet, on annonça, au nom du roi d'Espagne, que les soldats espagnols étaient des traîtres et des meurtriers. Il fut enjoint de les tuer partout où ils se trouveraient, de leur refuser le pain, l'eau et le feu, et de se réunir au son des cloches, dans toutes les villes, chaque fois que les magistrats voudraient diriger une attaque contre eux (2). Le 2 août (3), parut un édit encore plus sévère, et ces décrets étaient si impatiemment attendus qu'ils furent aussitôt publiés par toute la Flandre et le Brabant. Jusque-là les principaux officiers de l'armée espagnole s'étaient tenus à l'écart, et avaient désapprouvé la conduite de leurs troupes. Le seul membre espagnol du conseil d'État, Jérôme de Roda, avait signé l'édit sans mot dire. Mais à mesure que la force des révoltés allait croissant, l'indignation augmentait dans la capitale. Les citoyens de Bruxelles étaient tous sous les armes. On ne pouvait ni entrer ni sortir sans

(1) Bor, t. IX, p. 693. Meteren, t. VI, p. 106. Benttivoglio, t. IX p. 173. Hoofdt, t. X, p. 410.

(2) Bor, t. IX, p. 693.

(3) Hoofdt, t. X, p. 445.

leur permission. Ils regardaient d'un œil méfiant et soupçonneux les Espagnols qui étaient dans la ville, qu'ils fussent soldats ou négociants. Les chefs de l'armée espagnole, Romero, Montesdocca, Verdugo, qui avaient tenté d'apaiser le soulèvement, avaient été repoussés par les soldats avec des menaces et des malédictions ; on avait même été jusqu'à brandir les sabres en leur présence. Malgré cela, les habitants des Pays-Bas n'avaient pour eux que du mauvais vouloir. Les principaux personnages espagnols qui se trouvaient à Bruxelles y étaient gardés à vue (1). Romero, Roda, Verdugo étaient soupçonnés de favoriser en secret la cause des troupes rebelles, et les bourgeois du Brabant en étaient venus à considérer toute l'armée du Roi comme en état de rébellion. Le peuple croyait le conseil d'État parfaitement incapable de le protéger contre la tempête qui le menaçait, et il traitait ce corps avec peu de respect, se bornant à le tolérer, tandis que les Espagnols n'osaient se montrer dans les rues de Bruxelles, de peur d'être massacrés. Un serviteur de Roda qui s'était permis de défendre la conduite de son maître, en présence de citoyens furieux, fut tué sur place (2).

A Anvers, Champagny, frère de Granvelle et gouverneur de la ville, était très-disposé à entretenir de bonnes relations avec le prince d'Orange. Il détestait les Espagnols, et cette haine semblait établir, entre lui et le parti libéral, assez de sympathie pour qu'on pût se fier à lui. Le prince correspondait avec lui, mais en se tenant sur

(1) Bor, t. IX, p. 692, 693. Cabrera, t. XI, p. 849. Hoofdt, t. X, p. 445.

(2) Bor, t. IX, p. 693. Meteren, t. VI, p. 106.

ses gardes (1). Quinze compagnies de troupes allemandes, sous les ordres du colonel Altaemst, furent véhémentement soupçonnées de vouloir se joindre aux rebelles. On les éloigna d'Anvers et on fit venir à leur place le comte Oberstein avec son régiment : il jura de ne laisser entrer dans la ville personne de suspect, et d'obéir en tout point aux ordres de Champagny (2). Mais dans la citadelle, les choses avaient le plus mauvais aspect ; le gouverneur, Sancho d'Avila, ne s'était pas ouvertementjoint aux révoltés, mais il tournait en dérision l'édit qui mettait hors la loi les soldats rebelles ; il refusait de publier undécre t qu'il qualifiait d'infâme, et qui avait été, disait-il, arraché par la force à un conseil tremblant et impuissant (3). Champagny lui-même n'avait pas osé publier l'édit dans la ville ; il prétendait que cela pourrait irriter et alarmer les négociants étrangers, dont la position était si critique et l'amitié si nécessaire en ce moment (4). Dans la plupart des autres villes de Flandre et de Brabant, l'édit fut reçu avec de joyeuses acclamations. A Bruxelles, il y avait deux partis ; l'un qui trouvait le décret trop audacieux pour que le roi pût jamais pardonner à ses auteurs ; l'autre qui demandait qu'on le mît immédiatement à exécution. La partie la plus considérable et la plus importante de la population était favorable à la mesure, et voulait qu'on appliquât aussitôt cette sentence d'extermination à tous les Espagnols et à tous les étrangers au service du roi. Il serait imprudent, disait-on, d'at-

(1) *Archives de la maison d'Orange*, t. V, p. 487, 488. Cabrera, t. XI, p. 863.
(2) Bor, t. IX, p. 694. Hoofdt, t. X, p. 447.
(3) Mendoza, t. XV, p. 301. Cabrera, t. XI, p. 849.
(4) Bor, t. IX, p. 694.

tendre que tous les régiments se fussent positivement joints à la révolte, et concentrés en un seul corps (1).

On en était là le 31 juillet lorsque le marquis d'Havré, frère du duc d'Aerschot, arriva d'Espagne. Il était chargé par le roi d'apporter aux États des paroles vagues de conciliation. Le moment n'était pas heureux. Jamais il n'avait été plus nécessaire d'agir vigoureusement et promptement. Il était probable que le roi désirait, autant qu'il l'avait jamais fait, de terminer son différend avec ses Provinces. Il était las de la politique conseillée par le duc d'Albe, et cherchait alors à en faire peser sur le duc toute la responsabilité. La stérile clémence qu'avait pratiquée le grand commandeur n'avait trompé que bien peu de gens, et produit que fort peu d'effet. Le roi avait peut-être alors véritablement envie de se montrer clément, c'est-à-dire qu'il était disposé à pardonner à son peuple d'avoir usé de ses droits, pourvu qu'il consentît à y renoncer pour toujours. Il voulait bien oublier la désobéissance des Provinces, à condition que la religion catholique et sa propre autorité fussent établies d'une façon absolue et inviolable. Mais pour arriver à ce but, il eut la malheureuse idée de consulter Hopper. Celui-ci conseilla d'attendre encore un peu : « Nous vous envoyons le marquis d'Havré, disait le roi, pour vous assurer de nos bonnes intentions, et de notre désir d'arriver, avec la grâce de Dieu, à la pacification de ces États (2). » Hélas ! on ne savait que trop d'où venaient ces bonnes intentions et où elles mèneraient ; ce n'était pas une tentative sérieuse de réconciliation : « Sa Majesté, dit le marquis au conseil d'État, a longtemps réfléchi à ce qui

(1) Bor, t. IX, p. 694. Hoofdt, t. X, p. 407, sqq.
(2) Bor, p. 704.

pourrait ramener la paix dans cette contrée; Sa Majesté, qui est toujours pleine de bonté et de bienveillance, a toujours été disposée à traiter ses sujets des Pays-Bas avec toute la douceur imaginable (1). » Mais comme on aurait pu répliquer qu'un si excellent prince aurait pu imaginer quelque traitement plus doux que celui qui consistait à brûler et à pendre des milliers de ses sujets, on crut convenable d'insinuer que, jusqu'à cette époque, ses ordres avaient été mal compris. Le duc d'Albe et Requesens avaient été des agents infidèles, qui ne savaient pas se conduire; mais tout cela allait être réparé : « Comme on n'a nullement eu égard aux bonnes intentions du roi, ajoutait l'ambassadeur, Sa Majesté a résolu d'envoyer en ce pays, le conseiller Hopper, gardien du sceau privé, et moi, pour exécuter ses instructions (2). » Le pauvre Hopper avec son esprit lent et confus, et le marquis d'Havré, homme frivole et bavard (3), n'étaient guère propres, même avec l'aide du roi, à détruire le mal causé par les administrateurs qui les avaient précédés; le marquis était méprisé par tout le monde, même par Requesens, et Don Juan qui peu de temps après le *recommandait à Philippe comme conseiller d'État,* le traitait de « grand coquin (4). » Quant à Hopper, il ne se rendit même pas dans les Pays-Bas.

Le marquis annonça qu'on préparait à Madrid des remèdes efficaces, et le roi écrivit dans le même sens aux États de Brabant, au conseil d'État, et aux autres corps publics. Le peuple n'avait qu'à attendre avec pa-

(1) Bor, *ibid.*
(2) *Ibid.*
(3) Gachard, *Corresp. de Guillaume le Taciturne*, t. III, p. 130.
(4) *Ibid.*

tience (1). Jamais phrase banale ne vint plus mal à propos. Le pays était dévasté par les rebelles. La population des Provinces toute entière, depuis les évêques catholiques jusqu'aux artisans anabaptistes, était également exaspérée par les excès de six mille brigands étrangers : leur haine commune en faisait une famille de frères. Le conseil d'État, trop faible pour exercer l'autorité qu'il s'était arrogée, tremblait sous le coup de la colère de son souverain, des cris menaçants des bourgeois de Bruxelles, et des clameurs sauvages de l'armée rebelle : il restait pour ainsi dire captif dans la capitale qu'il était chargé de gouverner.

En confirmant le conseil dans son autorité, fût-ce même pour une très-courte période, le roi fit une faute énorme. Deux partis étaient en présence dans les Provinces ; mais sur la question de la révolte espagnole, la nation ne se partageait pas également. La grande majorité était d'avis qu'il fallait mettre toute l'armée hors la loi, et profiter de l'occasion pour s'en débarrasser absolument. La chose était faisable si la nation se levait en masse, dans un moment où le gouvernement aux abois était pour ainsi dire dans sa dépendance. On ne croyait pas à la sincérité des officiers espagnols qui avaient tenté d'apaiser leurs troupes. On ne comptait pas sur la solidité des régiments étrangers qui hésitaient encore à se joindre aux rebelles d'Alost. D'ailleurs les régiments allemands de Fugger, de Frondsberger, et de Polwiller, ainsi que leurs colonels et leurs autres officiers, étaient en révolte ouverte (2), et on savait à quoi s'en tenir sur

(1) Bor, t. IX, p. 705.
(2) *Ibid.*, p. 711, 712. Hoofdt, t. X, p. 448.

les sentiments de Sancho d'Avila et des hommes qu'il commandait (1). Les mutins avaient donc en leur possession deux places fortes très-considérables, et la forteresse la plus importante du pays, qui était la clé de la plus riche ville du monde. La capitale commerciale de l'Europe, qui regorgeait de trésors et de marchandises de tous les coins du monde, était ouverte à cette bande de scélérats. Les horribles résultats de cette situation ne devinrent que trop tôt manifestes.

Le petit nombre d'Espagnols qui restaient encore à Bruxelles vivaient dans des transes continuelles. Les officiers étaient dans le plus grand danger : « Comme le diable ne cesse de faire son office », écrivait le colonel Verdugo (2), « il a mis en tête aux Brabançons de se rebeller, prenant prétexte sur les Espagnols mutinés. Les gens de Bruxelles ont si bien usé de leurs armes contre ceux qui étaient chargés de les défendre, qu'ils ont commencé à tuer les Espagnols, et à menacer le conseil d'État : je vous assure que leur insolence est devenue telle qu'ils ne font pas plus de cas de ces grands seigneurs que de leurs valets. » Verdugo, qui s'était réfugié dans la citadelle d'Anvers avec Jérôme de Roda et quelques autres Espagnols, continuait ainsi à décrire les préparatifs que l'on faisait à Bruxelles, et les mesures opposées que l'on adoptait à Anvers : « Les États lèvent des soldats », écrivait-il, « disant que c'est pour châtier les soldats mutinés, et je vous assure que c'est pour donner sur tous gens de guerre indifféremment. Pour empêcher un si mauvais dessein, se fait ici quelque assemblée des soldats de toute

(1) Meteren, t. VI, p. 107. Mendoza, t. XV, p. 303, sqq. Cabrera, t. XV, p. 303, sqq. Cabrera, t. XI, p. 849, sqq.

(2) Bor, t. IX, p. 702. Groen van Prinsterer, t. V, p. 387-389.

nation, et iront droit à Bruxelles. où ils feront tout ce que messieurs du Conseil leur commanderont. » Les événements marchaient à grands pas, et la crise devenait inévitable : « Je voudrais avoir ici mes chevaux, » disait encore le colonel, « et je vous prie de me les faire avoir, car je vois une laide fête à venir. Je crains que ceux de Brabant feront tant de la bête qu'ils auront tous les gens de guerre sur le dos (1). »

Jérôme de Roda avait été assez heureux pour s'échapper de Bruxelles, et il prétendait au titre de gouverneur des Pays-Bas, puisqu'il restait le seul représentant du conseil d'État. Ses collègues étaient sans autorité dans la capitale; bien qu'ils ne fussent pas en prison, ils avaient les mains liées, et étaient forcés de prendre les ordres des États de Brabant ou des bourgeois de Bruxelles. Il n'y avait donc rien de déraisonnable à ce que Roda, une fois à l'ombre de la citadelle d'Anvers, se déclarât le seul reste de la majesté outragée du gouvernement d'Espagne. Il se proposait de représenter tout le conseil d'État jusqu'à la fin de l'automne, époque à laquelle on pouvait espérer l'arrivée de Don Juan, nouveau gouverneur des Pays-Bas, dont le roi avait déjà annoncé la nomination comme gouverneur. Il fit frapper un nouveau sceau, mesure que les autorités provinciales appelèrent un faux, et se mit à faire force proclamations au nom du roi (2). Il est difficile de voir dans sa conduite un crime ou une faute; comme Espagnol, et comme représentant de Sa Majesté, on ne pouvait guère s'attendre à ce qu'il agît autrement. Il n'hésita pas longtemps à choisir entre des Flamands rebelles et des Espagnols révoltés.

(1) *Lettre de Verdugo.*
(2) Bor, t. IX, p. 712. Hoofdt, t. X, p. 449.

Au commencement de septembre le soulèvement était général. Toute l'armée espagnole était unie, depuis les généraux jusqu'au simple fantassin. La cavalerie allemande se joignit en général à eux. Sancho d'Avila occupait la citadelle d'Anvers, entretenait des rapports publics avec les troupes d'Alost, et jurait de se venger (1). Le conseil d'État lui reprocha sa déloyauté. Il répondit en alléguant ses longs services, et blâma les conseillers d'affecter une autorité que leur captivité rendait ridicule (2). Les Espagnols étaient bien établis. Les citadelles bâties jadis par Charles-Quint et Philippe II pour soumettre le pays, faisaient leur office. Les forteresses d'Anvers, de Valenciennes, de Gand, d'Utrecht, de Viane, de Culembourg, d'Alost étaient aux mains des mutins ; le pays semblait enchaîné. Les étrangers lui avaient mis le pied sur la nuque. Bruxelles était presque la seule grande ville, hors de la Hollande et de la Zélande, qui fût pour l'instant en sûreté. Une garnison espagnole occupait Maestricht, tandis que d'autres grandes villes étaient au pouvoir des rebelles allemands et wallons (3). Le pillage était incessant dans les villages, dans les campagnes, dans les cités : les Espagnols traitaient tous les habitans des Pays-Bas comme leurs ennemis. Gentilshommes ou paysans, protestants ou catholiques, prêtres ou laïques, tous étaient pillés, maltraités, outragés. Chaque jour l'indignation devenait plus générale et plus profonde (4). Il y avait de fréquentes rencontres entre les soldats et des bandes de paysans, de bourgeois

(1) Mendoza, t. XV, p. 301, sqq. Cabrera, t. XI, p. 864, sqq.
(2) Mendoza, t. XV, p. 301, sqq.
(3) Bor, t. IX, p. 715. Mendoza, t. XV, p. 303.
(4) Meteren, t. VI, p. 107. Hoofdt, t. X, p. 450-453.

ou d'étudiants ; dans ces escarmouches, les Espagnols étaient toujours vainqueurs. Que pouvaient quelques partisans indisciplinés et mal armés contre les plus braves troupes du monde? De telles luttes ne servaient qu'à augmenter l'exaspération générale, et à fortifier dans tous les cœurs la pensée qu'il fallait faire enfin un immense effort pour secouer le joug qui depuis si longtemps pesait sur tout un peuple.

CHAPITRE V.

Des sympathies et des antipathies religieuses dans les dix-sept provinces. — Haine universelle pour l'armée étrangère. — Le prince se sert habilement de la rébellion de l'armée. — Sa correspondance. — Il prêche la nécessité de l'union. — Presque toutes les provinces se réunissent en congrès à Gand. — Escarmouches entre les troupes étrangères et les bandes de partisans. — Massacre à Tisnacq. — Le conseil d'État est suspect. — Arrestation du conseil d'État. — Siége de la citadelle de Gand. — Le prince d'Orange envoie des secours. — Maestricht est pris et repris. — Richesse de la ville d'Anvers. — Sa situation est très-périlleuse. — Préparatifs des révoltés sous la secrète direction d'Avila. — Ineptie d'Oberstein. — Duplicité de don Sanche d'Avila. — On envoie des troupes wallonnes à Anvers sous le commandement d'Havré, d'Egmont et de quelques autres. — Le gouverneur Champagny se prépare à l'attaque. — Sa fidélité et son courage. — Insubordination et négligence de ses subordonnés. — Les mutins se réunissent, de divers points, dans la citadelle. — L'attaque. — Terreur, fuite, massacre, incendie et pillage des « furieux Espagnols. » — Détails statistiques sur les meurtres et les vols. — Lettre du prince d'Orange aux États généraux. — La citadelle de Gand se rend enfin. — Conclusion de la « pacification de Gand ». — Caractère du traité. — Formes de ratification. — Chute de Zierickzée. — On reprend la Zélande.

Tandis que tous ces événements avaient lieu, le prince d'Orange restait à Middlebourg (1), et regardait l'orage s'approcher. La position de la Hollande et de la Zélande vis-à-vis des autres provinces était fort nette. Sur cer-

(1) Bor, t. IX, p. 694, sqq.

tains points, il y avait entre elles une sympathie absolue, tandis que, sur d'autres, elles étaient séparées par des dissensions sérieuses et presque fatales. Le Prince s'appliqua à rendre la sympathie plus profonde et à effacer les dissensions.

En Hollande et en Zélande, l'attachement à la religion réformée était très-vif et presque universel, le zèle pour les anciennes libertés politiques était fervent. Bien que Guillaume fût lui-même profondément calviniste, il faisait tout ce qui dépendait de lui pour calmer l'intolérance des masses envers l'ancienne foi du pays, et il ne perdait pas une occasion de fortifier l'attachement que le peuple portait avec raison aux institutions libérales.

Dans les autres provinces au contraire, la religion catholique reprenait de l'ascendant. En 1574, les États assemblés à Bruxelles déclarèrent à Requesens « qu'ils aimaient mieux mourir que de voir s'opérer le plus petit changement dans leur religion (1). » Ce sentiment avait plutôt grandi que diminué. Bien qu'il y eût un nombreux parti attaché à la foi nouvelle, il y avait un corps peut-être plus nombreux, et certainement plus influent, qui restait fidèle à l'antique Église. Cela était dû en partie à la persécution qui avait, depuis de nombreuses années, banni tant de milliers de familles du sol natal, en partie à l'action plus immédiate de l'autorité dans le voisinage du représentant de la couronne, en partie aussi à la grande puissance de l'élément celtique qui s'est toujours montré très-sensible aux cérémonies extérieures et magnifiques de la dévotion catholique. Par ces

(1) Bor, t. VIII, p. 518.

divers motifs, l'ancienne religion du pays conservait encore, en dépit de toutes les atrocités commises en son nom, des adhérents nombreux et zélés dans les quinze provinces. On s'indignait de la voir attaquée. On croyait, et avec raison, que les Réformés voulaient saper l'arbre jusque dans ses racines. On soupçonnait que, si jamais ils étaient les maîtres, ils emploieraient pour détruire la foi catholique les moyens de persécution que les Papistes avaient si longtemps mis en œuvre contre les hérétiques.

Quant aux convictions politiques, la division était bien moins grande entre les Provinces. Elles étaient toutes fortement attachées à leurs antiques constitutions, et disposées à profiter de cette crise pour recouvrer leurs priviléges. Cependant, on ne croyait pas aussi fermement, dans les quinze provinces qu'en Hollande et en Zélande, à l'impossibilité de conserver ces priviléges tant que durerait l'autorité de Philippe II. Il y avait, en outre, une faction aristocratique qui ne désirait nullement un gouvernement plus libéral, et qui voyait avec appréhension des notions hérétiques s'introduire dans l'Église et dans l'État. Cependant, à tout prendre, on pouvait trouver dans les quinze Provinces les éléments d'un parti constitutionnel puissamment constitué; mais leur plus grand motif de sympathie avec la Hollande et la Zélande, c'était leur haine commune pour les armées étrangères. Ce sentiment était déjà profond, ancien et enraciné dans le cœur de la nation lorsque la révolte soudaine de l'armée espagnole vint le développer puissamment. Le prince s'empara de ce levier comme d'un don venu de la main de Dieu. Ainsi armé, il résolut de faire cesser le régime oppresseur qui anéantissait depuis si longtemps les vieilles libertés du pays. Pour atteindre ce ré-

sultat, il fallait autant d'adresse que de courage. Aussi, dans tous ses discours et dans tous ses documents, Guillaume a-t-il soin de déclarer qu'il ne veut ni détruire la religion établie, ni faire imprudemment des changements politiques : « Que personne n'imagine, dit-il aux autorités du Brabant, que nous cherchions à amener, contre le gré des États, des changements dans la religion. Que personne ne nous soupçonne de vouloir porter préjudice aux droits d'aucun homme. Depuis longtemps nous avons pris les armes pour maintenir une liberté légale et constitutionnelle, fondée sur la loi. Dieu nous préserve de chercher à introduire des nouveautés qui souilleraient la liberté (1) ! »

C'était par des paroles semblables qu'en diverses circonstances, le prince d'Orange cherchait à pénétrer ses concitoyens de la gravité de leur position, et les engageait à en chercher le remède dans le courage et l'union. Il leur répétait sans cesse que le gouvernement légal et historique des Provinces appartenait aux États généraux, à un congrès des nobles, du clergé et des communes, nommé par chacune des dix-sept Provinces (2). Il maintenait avec raison que le gouvernement des Pays-Bas était un gouvernement constitutionnel représentatif, sous l'autorité héréditaire du roi (3). Pour remettre en vigueur la constitution et recouvrer des droits si longtemps méconnus, il fallait s'unir étroitement : « Il est impossible, disait-il, qu'un chariot marche droit ayant les roues mal et inégalement proportionnées : ainsi ne se peut-il faire qu'une confédération et société ne se rompe et ne

(1) Bor, t. IX, p. 695.
(2) *Missive aux États généraux*. Bor, t. X, p. 747-749.
(3) *Ibid.*

réussisse à très-mauvaise fin quand il n'a point une égale obligation de tendre à un but commun et général (1). » Une union intime et fraternelle, telle que devaient la contracter des Provinces sorties de la même origine et possédant les mêmes lois, pouvait seule les sauver. Il fallait s'unir contre un tyran commun pour sauver une patrie commune. Il fallait s'unir, en dépit de quelques différences d'opinion : alors un million de cœurs battraient d'un même espoir, un million de mains accompliraient ensemble le salut de tous. « Il est à peine nécessaire, disait-il, de beaucoup vous prêcher la concorde. La désunion a causé tous nos maux. Nous ne pouvons espérer qu'en notre force commune. Laissons donc toutes nos divisions particulières à la décision des États généraux ; unis d'un même cœur et d'une même volonté, délivrons notre patrie de la tyrannie des étrangers (2). »

Il fallait d'abord, pour arriver à ce résultat si désirable, resserrer l'alliance entre les États de Hollande et de Zélande et les quinze autres Provinces. Le prince, qui représentait pour ainsi dire à lui seul ces deux États, déclara qu'ils étaient tout prêts à s'unir étroitement avec les autres États des Pays-Bas. Il avait à peine besoin d'ajouter que pour sa part il y travaillerait de toutes ses forces : « Il ne nous reste plus, dit-il, qu'à bannir toute jalousie et toute méfiance. Soyons fermes, résolus, et efforçons-nous ensemble de délivrer cette nation du joug étranger. Donnons-nous la main pour arriver à une paix générale et équitable. Pour moi, je vous offre de tout

(1) Gachard, *Corresp. de Guillaume le Taciturne*, t. III, p. 140, 154.

(2) Bor, t. IX, p. 694-696.

mon cœur, ma personne et tout ce que je possède, vous assurant que je serai bien récompensé de mes travaux et de mes soucis passés si Dieu me fait la grâce d'atteindre ce but tant désiré. Et j'ai la ferme confiance que nous l'obtiendrons si vous restez fidèles à votre résolution, et si vous prenez à cœur l'emploi des moyens que Dieu met entre vos mains (1). »

Tels étaient, dans leur substance, les documents qu'il adressa à tous les États des Provinces, en ce moment de crise. Il les conjurait de nommer des députés à un congrès général, qui serait chargé de conclure une plus étroite alliance entre la Hollande, la Zélande et les autres Provinces. Cette importante mesure une fois accomplie, on tenterait un effort unanime pour chasser les Espagnols. Si l'on y réussissait, l'assemblée des États généraux réglerait les autres questions. Son éloquence et son énergie ne restèrent pas sans effet. Dans le courant de l'automne, la plus grande partie des Provinces nommèrent des députés, qui devaient se réunir avec les représentants de la Hollande et de la Zélande dans un congrès général (2). On désigna la ville de Gand, pour le lieu des délibérations. Au milieu d'octobre, un grand nombre de députés y étaient déjà rassemblés (3).

De toutes parts, les événements marchaient à une crise prochaine. Un congrès, congrès rebelle sans doute aux yeux du roi, allait s'assembler à Gand ; l'armée espagnole, mise hors la loi et très-redoutable, se préparait à frapper quelque coup fatal et mystérieux : Don Juan d'Autriche, frère naturel de Philippe II, allait venir d'Es-

(1) Bor, t. IX.
(2) *Ibid.*, 703, 718, 719.
(3) *Ibid.*, p. 719 sqq. Meteren, t. VI, p. 111.

pagne prendre les rênes du gouvernement que le conseil d'État était trop timide pour conserver et trop loyal pour abandonner, tandis que, d'un autre côté, la population des Pays-Bas voulait voir régler la question des armées étrangères avant qu'une autorité mieux définie vînt remplacer le chaos qui régnait encore. Partout, et dans toutes les classes, on voyait les citoyens, artisans et laboureurs, abandonner leurs occupations journalières pour fourbir leurs armes, et apprendre le métier de la guerre (1). Des escarmouches quelquefois sanglantes se renouvelaient à chaque instant. Les Espagnols y étaient toujours victorieux, car quoi qu'on puisse dire de leur cruauté et de leur licence, on ne peut nier que leur prouesse ne soit digne de sa réputation. Ils étaient d'une valeur héroïque, d'un courage persévérant, et d'une habileté consommée. Que pouvaient sur le champ de bataille des ouvriers à peine armés contre des ennemis si expérimentés? A Tisnacq, entre Louvain et Tirlemont, un grand nombre d'étudiants, de paysans et de bourgeois, conduits par des gentilshommes campagnards (2), voulurent se mesurer avec les Espagnols. Le carnage fut immense, mais toutes les victimes furent d'un seul côté. Une poignée de vétérans, à la tête desquels étaient Vargis, Mendoza, Tassis et d'autres vaillants chefs, suffit pour mettre en déroute cette multitude indisciplinée qui jeta bientôt ses armes de tous côtés, pour fuir un ennemi si redoutable. On tua deux Espagnols. Deux mille partisans furent massacrés (3). Des guerriers

(1) Strada.

(2) Bor, t. IX, p. 715, 716. Hoofdt, t. X, p. 450. Mendoza, t XV, p. 305-308.

(3) Mendoza, t. XV, p. 308. Cabrera, t. XI, p. 856. Hoofdt, t. X, p. 450. *Hist. des causes des révoltes*, Ms., t. III, chap. XII.

consommés devaient mépriser des victimes qu'ils avaient si peu de peine à tailler en pièces.

Tandis qu'on livrait tous les jours des combats aussi vains que meurtriers, la masse de la population avait le conseil d'État en grande méfiance. Le peuple croyait que ce corps, chargé provisoirement de le gouverner, voulait entrer en relation avec l'armée révoltée. On l'accusait de provoquer en cachette les excès qu'il affectait de condamner, et d'intriguer en secret avec ceux que ses propres édits mettaient hors la loi. On lui reprochait d'être sympathique à la cause de l'Espagne. L'armée espagnole se vantait ouvertement d'être sur le point de quitter ses forteresses pour venir, à Bruxelles, passer la ville au fil de l'épée. Toute la population tremblait à la pensée du mal imminent, mais personne ne savait où l'on frapperait le premier coup. La capitale était naturellement la ville la plus exposée à un danger pressant. Mais pendant que tous ceux qui pouvaient porter les armes étaient prêts à la défendre, le conseil d'État semblait paralysé. La ville n'avait pas une garnison suffisante, et on n'enrôlait pas de troupes. Les conseillers d'État ne faisaient rien pour se préparer à soutenir la lutte, et on disait qu'ils étaient d'accord avec l'ennemi. Il fallait désarmer, ou du moins contrôler un pouvoir ainsi impuissant à protéger le pays, et qui n'était bon que pour faire du mal; on pouvait le rendre aussi méprisable qu'on le soupçonnait d'être malintentionné.

On en était là, et le Conseil était en pleine session, lorsqu'il fut attaqué d'une manière imprévue. Le 5 septembre (1), le seigneur de Hèze, jeune gentilhomme, d'un

(1) Bor, t. IX, p. 712. Meteren, t. VI, p. 197. *Archives de la maison d'Orange*, t. V, p. 408, *note* 1. Tassis, t. III, p. 207, 208.

caractère hardi mais léger, qui entretenait en secret de fréquentes relations avec le prince d'Orange, se présenta à la porte du palais. Il était suivi par cinq cents soldats, sous les ordres du seigneur de Glimes, bailli du Brabant wallon. Il demanda, au nom des États du Brabant, une audience; on la lui refusa. Les portes étaient closes et barricadées. Les soldats n'hésitèrent pas un moment, s'armèrent de barres de fer qu'ils avaient apportées dans cette intention, enlevèrent les portes de leurs gonds, entrèrent dans la salle des séances, et là, sur un mot de leur commandant, ils firent tout le monde prisonnier (1). Le duc d'Aerschot, président du Conseil, et qui était alors en intelligence avec le prince d'Orange, n'assistait pas à la séance : il avait été prévenu d'avance, et se trouvait sérieusement indisposé ce jour-là. Viglius, qui prenait rarement part aux délibérations du Conseil, à cause de la maladie chronique à laquelle il devait bientôt succomber, échappa au sort de ses collègues (2). Les autres furent mis en prison. Berlaymont et Mansfeld furent enfermés dans la Brood-Huys, où s'étaient écoulés les derniers jours des comtes d'Egmont et de Horn (3). D'autres furent gardés à vue dans leur maison. Au bout de quelques semaines, la plupart furent mis en liberté. Le conseiller del Rio fut retenu en prison, et puis envoyé en Hollande où le prince d'Orange

(1) Gachard, *Corresp. de Guillaume le Taciturne*, t. III, p. 106, *note* 1. Bor, t. IX, p. 712. Hoofdt, t. X, p. 448. Meteren, t. VI, p. 107. Tassis, t. III, p. 207, 208.

(2) Le fait n'est pas certain. Meteren, t. VI, p. 107. Bor, t. IX, p. 712. Bentivoglio, t. IX, p. 176. Strada, t. VIII, p. 414. Hoofdt, t. X, p. 448. De Thou, lib. LXIV, p. 534. Groen van Prinsterer, t. V, p. 404. Tassis, t. III, p. 208.

(3) Van der Vynckt, t. II, p. 188.

lui fit subir un examen fort sévère sur sa carrière passée, et en particulier sur ce qui s'était passé au Conseil de sang (1). Les autres furent relâchés ; on alla même jusqu'à leur permettre de reprendre leurs fonctions, mais leur dignité était anéantie et leur autorité détruite. Les États de Brabant et les magistrats de Bruxelles allaient être chargés pendant quelque temps de gouverner, car c'était en leur nom qu'on avait osé porter atteinte au pouvoir du Conseil. Individus et corporations, tous se défendirent d'avoir pris part à cette entreprise, bien que la plupart fussent satisfaits du résultat. On tremblait à la pensée d'une telle audace et de la vengeance qu'en tirerait le roi. L'abbé Van Perch, l'un des instigateurs secrets de l'entreprise, mourut de l'anxiété que lui causaient les conséquences possibles d'un tel acte (2). Il régnait sur toute cette affaire un profond mystère. Ceux au nom desquels l'attaque avait été faite, niaient qu'ils en eussent jamais donné l'autorisation. On se demandait quelle puissance secrète avait agi, quel ressort secret avait été mis en jeu. Il est à peu près certain néanmoins que la main secrète, mais habile, qui avait dirigé cette entreprise, était celle qui depuis si longtemps guidait la destinée des Pays-Bas (3).

Il avait été décidé que le congrès tiendrait ses séances à Gand, bien que la citadelle de cette ville fût au pouvoir des Espagnols. La garnison n'était pas très-forte, et son chef Mondragon était alors en Zélande (4) ; mais sa

(1) *Archives et correspondance*, t. V, p. 406.

(2) Hoofdt, t. X, p. 448. Ed. Reid. *Ann.*, lib. II, p. 20.

(3) Wagenaer, t. VII, p. 105. Langueti *Epist.*, lib. I, II, ep. LXXXVII, p. 230. *Déclaration des députés de Bruxelles.* Bor, t. XIX, p. 20-477. Comp. avec les *Archives et correspondance*, t. V, p. 404-407.

(4) Bor, t. IX, p. 726, 727.

femme le remplaçait parfaitement, et excitait l'ardeur des troupes, commandées par son lieutenant Avilos Maldonado (1). Après la victoire de Tisnacq, les mutins avaient été sollicités de venir au secours de cette citadelle; ils avaient refusé, et s'étaient rendus à Alost (2). Cependant les États pressaient vigoureusement le siége. Les assaillants n'étant pas en nombre suffisant, on demanda formellement au prince d'Orange de nouvelles forces. Le comte Reulx, gouverneur de Flandre, chargea le seigneur d'Haussy, frère du comte de Bossu, de profiter de son voyage en Zélande où il allait tâcher d'obtenir la liberté de cet homme si distingué et depuis si longtemps captif, pour réclamer du prince l'envoi de forces auxiliaires (3). Il fut stipulé qu'on veillerait à ce qu'il ne fût en rien porté préjudice à la religion catholique ou à l'autorité du roi. Le prince leur accorda volontiers leur demande, et promit de se conformer aux conditions qu'on lui faisait (4). Il promit aussi d'envoyer vingt-huit compagnies. Dans la lettre où il l'annonçait, il déclara que ses troupes recevraient l'ordre formel de ne faire tort ni aux personnes, ni aux propriétés, ni aux catholiques, ni aux protestants, ni aux ecclésiastiques, ni aux laïques, et de ne faire rien contre la foi catholique ou la dignité royale (5). Mais il ajoutait qu'on ne devrait pas être choqué si ses soldats pratiquaient librement leur propre religion, et chantaient dans leurs quartiers les psaumes protestants (6). Il demandait,

(1) Bor, t. IX, p. 727. Hoofdt, t. XI, p. 470. Meteren, t. VI, p. 108.
(2) Hoofdt, t. XI, p. 430, 431. Bor, t. IX, p. 716.
(3) *Ibid.*, p. 716.
(4) *Ibid.*
(5) *Ibid.*, p. 716, 717. *Archives et correspondance*, t. V, p. 420, 421
(6) *Ibid.*, p. 716, 717.

comme garantie, la cité de Sluys (1). Le premier détachement de troupes, sous les ordres du colonel Van der Tympel, s'était à peine mis en marche que le parti catholique commençait déjà à redouter cette alliance pratique avec le prince rebelle. Un envoyé, nommé Ottingen, fut dépêché en Zélande, et chargé d'une lettre des États de Hainaut, de Brabant et de Flandres, pour contremander la requête adressée au Prince, et tenir un langage catégorique sur les questions de religion et de fidélité au roi (2). Le prince d'Orange trouva cette tergiversation peu honorable; mais il réprima sa colère, et répondit dans des termes très-modérés, car il était résolu à ne pas mettre en danger, par sa propre faute, la grande cause qu'il servait. Il rassura les États quant à la conduite probable de ses troupes. Du reste, la correspondance durait encore qu'elles étaient déjà entrées dans la ville. On arrangea à la satisfaction générale la question du chant des psaumes, et il fut convenu que le prince recevrait comme garantie Nieuport au lieu de Sluys (3).

Le siége de la citadelle continuait très-activement, et les délibérations du congrès s'ouvrirent au bruit du canon. Tandis qu'on attaquait ainsi la forteresse de Gand, les citoyens de Maestricht tentèrent un courageux effort pour enlever leur ville aux Espagnols. Les bourgeois gagnèrent la garnison allemande, et leurs forces combinées réussirent à chasser les troupes espagnoles (4). Le com-

(1) Bor, t. IX, p. 717, 718.

(2) *Ibid.*, p. 717, 718.

(3) *Ibid.* Groen van Prinsterer, t. V, p. 420, 421. Meteren, t. VI, p. 108.

(4) Strada, t. VIII, p. 406. Hoofdt, t. XI, p. 451.

mandant Montesdocca fut arrêté et mis en prison; mais le triomphe ne fut que de courte durée; don Francis d'Ayala, lieutenant de Montesdocca, s'arrêta avec quelques compagnies à Wieck, village sur la rive opposée de la Meuse, et qui tenait à la ville par un large pont de pierres (1). De là, il envoya demander du secours aux autres commandants du voisinage. Don Ferdinand de Toledo arriva bientôt de Dalem avec plusieurs centaines d'hommes d'armes. Les Espagnols, pressés d'effacer la tache que venait de recevoir leur honneur militaire, demandaient à grands cris qu'on les ramenât dans la ville. Mais le pont était défendu par une forte batterie, et les citoyens étaient rassemblés en grand nombre pour défendre leurs foyers d'où ils venaient d'expulser leurs ennemis. Si la petite bande espagnole se risquait à traverser le pont, elle serait certainement détruite. La valeur la plus héroïque aurait reculé devant une entreprise aussi désespérée, mais la férocité sans scrupule des Espagnols leur fournit un expédient. Il n'y avait dans la population de Wieck que peu d'hommes capables de prendre les armes, mais il y avait beaucoup de femmes. On donna à chaque soldat l'ordre de prendre une femme qu'il placerait devant lui, et de traverser ainsi le pont (2). La colonne ainsi défendue, à l'éternelle honte de l'armée espagnole, par toutes ces pauvres femmes, marcha en bon ordre sur la batterie. Les soldats tiraient par-dessus les épaules, ou sous les bras des femmes qu'ils tenaient ainsi devant eux (3). Les citoyens de Maestricht ne pouvaient se résoudre à tirer

(1) Strada, Hoofdt, *ubi sup.*
(2) *Ibid.*, t. VIII, p. 416.
(3) *Ibid.*

le canon sur cette troupe, où beaucoup d'entre eux reconnaissaient leurs mères, leurs sœurs ou leurs femmes(1). La batterie fut bientôt prise, tandis qu'Alonzo Vargas, qui s'était introduit dans la ville en brûlant la porte de Bruxelles, arrivait à la tête d'une troupe de cavaliers. Maestricht fut repris, et un massacre général suivit la rentrée des Espagnols, pressés de venger leur défaite momentanée. Le pillage, les assassinats, les viols, les meurtres, les incendies furent si effroyables, dit un historien contemporain, « que les bourgeois qui avaient survécu à la bataille purent envier le sort de ceux qui étaient morts les armes à la main (2). »

Ce fut le 20 octobre que Maestricht subit ce douloureux sort. Tout le peuple sentait que ce n'était que le présage de nouveaux désastres. Des rumeurs vagues et incohérentes, mais universelles, avaient depuis longtemps signalé la dangereuse situation d'Anvers. Les Espagnols n'avaient pu s'emparer de Bruxelles, et ils avaient annoncé qu'ils s'en vengeraient sur la capitale du commerce. Ils avaient longtemps attendu, et avaient réuni des forces considérables. Une ville aussi peu importante qu'Alost ne pouvait satisfaire leur cupidité, mais à Anvers il y avait assez d'or pour les contenter. Les habitants avaient raison d'avoir peur, et les ennemis pouvaient jeter sur leur ville des regards avides. Il n'y avait peut-être pas dans toute la chrétienté une ville qui égalât Anvers en richesse et en magnificence. Ses négociants vivaient avec un luxe vraiment royal. Ses immenses magasins contenaient les trésors de tous

(1) Strada, *ibid.*

(2) Bor, t. IX, p. 725. Strada, Hoofdt, *ubi sup.* Meteren, t. VI, p. 109.

les pays. Principal entrepôt du commerce du monde entier, la capitale du Brabant était le centre de ce système commercial qui devait être bientôt remplacé par un trafic international bien plus vaste encore. Au milieu des désastres qui désolaient depuis tant d'années les Pays-Bas, cette ville puissante et égoïste semblait avoir pris plus fortement racine, et fleurir plus vigoureusement que jamais. Il était naturel que ses palais et ses magasins, qui regorgeaient des plus splendides trésors, excitassent l'envie d'une armée affamée qui ne connaissait plus de frein. Une poignée de guerriers, ses ancêtres, avaient jadis pillé l'or des Indes. Ils n'étaient pas bien nombreux, mais ils étaient énergiques et disciplinés, et le Nouveau-Monde les avait enrichis. Les Espagnols trouvaient les Indes dans une seule ville (1). L'or, l'argent, les perles et les diamants étaient là à leur portée, fruits précieux qui tombaient mûrs de la branche. Souffrirait-on que de vils et pacifiques bourgeois fussent seuls possesseurs du trésor qui pouvait enrichir une bande de héros ?

L'atmosphère semblait imprégnée de l'approche d'un grand danger. L'air était chargé d'électricité, car l'orage approchait, et la situation était affreuse. La plus riche cité de la chrétienté était à la merci de la plus forte citadelle du monde, d'un château qui avait été bâti pour soumettre la ville, non pour la protéger. Ce château était habité par une bande de brigands, mis hors la loi par le gouvernement, gens sans foi ni loi, mais bien disciplinés, et qui ne craignaient ni Dieu, ni hommes, ni diable. La population épouvantée attendait à tout mo-

(1) Bentivoglio, t. IX, p. 181.

ment le déchaînement de ces ennemis impitoyables et parfaitement organisés. Don Sanche d'Avila, commandant de la citadelle, avait été nommé chef de toute l'armée rebelle. La troupe des révoltés qui s'était retranchée à Alost était dans les meilleurs rapports avec la garnison d'Anvers, et acceptait sans hésitation les mesures prises par Avila. Sur la rive de l'Escaut, en face d'Anvers, don Sanche avait fait élever une fortification que défendait Julian Romero. Liez, Breda, Alost étaient prêtes à diriger leurs renforts sur la citadelle, dès que l'ordre leur en serait donné. Au premier signal de leur chef, toutes ces bandes réunies devaient se précipiter hors de leur puissante citadelle (1).

La ville demandait instamment du secours contre l'attaque qu'elle attendait d'heure en heure. Don Sanche d'Avila avait cherché à gagner les troupes allemandes en garnison dans l'intérieur de la ville, et il y avait réussi. Elles avaient pour chefs le colonel Van Ende et le comte Oberstein. Van Ende était tout prêt à trahir son pays, et ne demandait pas mieux que de se joindre à la révolte dans une occasion si séduisante ; ses soldats étaient du même avis. Oberstein était un brave soldat, mais il n'était pas doué d'une grande pénétration ; il se laissa tromper par l'adresse des Espagnols et l'effronterie de son camarade (2). Le 29 octobre au soir, après un abondant souper qui ne lui laissait pas complétement l'usage de sa raison, il signa un traité avec don Sanche d'Avila (3), et les

(1) Meteren, t. VI, p. 107. Bor, t. IX, p. 727, sqq. Mendoza, t. XV, p. 303, sqq.

(2) Bor, t. IX, p. 727, sqq.

(3) *Ibid.* Hoofdt, t. XI, p. 455, 456.

trois colonels, Fugger, Frondsberger et Polwiller. Dans ce fatal document, que Van Ende signa naturellement aussi, il était dit que les bourgeois d'Anvers seraient désarmés, qu'on mettrait leurs armes dans la citadelle, qu'Oberstein tiendrait la ville à la disposition de Sanche d'Avila, qu'il n'admettrait des troupes dans la ville que sur l'ordre de don Sancho, et qu'il refuserait d'obéir à toutes les instructions qu'il pourrait recevoir des individus qui prenaient le nom de *Conseil d'État, d'États généraux* ou *d'États du Brabant*. Ce traité fut ensuite signé par don Jeronimo de Roda, alors établi dans la citadelle, et qui se prétendait le seul représentant du gouvernement de Sa Majesté (1).

Cet arrangement était à peine conclu que le comte aperçut le piége dans lequel il était tombé; sans en avoir l'intention, il venait de livrer la ville à ses ennemis : il n'imagina d'autre remède à ce mal que de prendre la ferme résolution de ne pas tenir sa parole. Il laissa les armes entre les mains des bourgeois, tandis que, d'un autre côté, don Sanche s'empressait de donner des ordres à Alost, à Lier, à Breda, et jusqu'à Maestricht, pour qu'on réunît un nombre considérable de soldats chargés de violer immédiatement le traité de paix qu'il venait de conclure (2). Jamais document solennel ne fut traité, par tous ceux qui y prirent part, avec une si complète mauvaise foi que l'accord du 29 octobre.

Trois jours après, un gros renfort d'Allemands et de Wallons partit de Bruxelles pour venir au secours d'An-

(1) Bor, t. IX, p. 728. Meteren, t. V, p. 109, 110. Hoofdt, t. XI, p. 455, 456.

(2) Mendoza, t. XV, p. 303. Cabrera, t. XI, p. 862, 863, sqq. Strada, t. VIII, p. 417.

vers. Le marquis d'Havré les commandait : son frère, le duc d'Aerschot, venait d'être nommé surintendant en chef des affaires militaires par les députés assemblés à Gand (1). Les nombreux devoirs de la charge qui avait reçu cette dénomination un peu vague ne permettaient pas au duc de prendre lui-même le commandement de l'expédition. On mit à sa place son frère cadet, moins capable encore et moins sérieux que lui. On l'entoura de jeunes gens bien nés, mais sans la moindre capacité. Au premier rang, se trouvait Philippe, comte d'Egmont. Il n'avait hérité que du courage personnel et de l'ostentation de son illustre père. Son caractère et ses facultés étaient au-dessous du médiocre. Il y avait aussi le hardi mais inconstant de Hèze, qui avait exécuté le coup de main contre le Conseil d'État, de Berselen, de Capres, d'Oyngies, et quelques autres, tous remplis d'un vague désir de se distinguer dans ces troubles, mais dénués pour la plupart de conviction religieuse ou politique, et ne possédant ni assez d'expérience ni assez d'influence pour se rendre utiles dans la crise qui approchait (2).

Dans la matinée du 2 novembre, les troupes parurent sous les murs d'Anvers (3). Elles consistaient en vingt-trois compagnies d'infanterie et quatorze de cavalerie, en tout cinq mille fantassins et douze cents hommes à cheval. C'étaient presque tous des Wallons, bons soldats, d'une race courageuse et guerrière, mais sur la fidélité desquels on ne pouvait pas beaucoup plus compter que

(1) Bor, t. IX, p. 719.

(2) *Ibid.*, p. 728, 729. Cabrera, t. XI, p. 861. Mendoza, t. XV, p. 313. Meteren, t. VI, p. 109.

(3) Bor, t. IX, p. 728. Meteren, t. VI, p. 109. Hoofdt, t. XI, p. 457. Ce ne fut pas le 3 octobre, comme l'ont avancé Mendoza, t. XII, p 313, et Cabrera, t. XI, p. 863.

du temps de Civilis. Champagny, frère de Granvelle, était gouverneur de la ville. Il était sincèrement catholique, mais il haïssait encore plus sincèrement les Espagnols. Il voyait dans la révolte un moyen de les expulser, et il avait déjà offert au prince d'Orange de l'aider activement dans cette entreprise. Sur d'autres points, il ne pouvait y avoir que peu de sympathie entre Guillaume le Taciturne et le frère du cardinal; mais pour le moment ils se sentaient unis par une haine commune.

Quand les troupes se montrèrent devant la ville, Champagny hésita d'abord à les y faire entrer. Oberstein lui avait avoué l'énorme faute qu'il avait commise, et en même temps il lui avait franchement déclaré qu'il était décidé à ne pas en tenir compte (1). L'ennemi lui avait arraché pendant son ivresse une promesse que, revenu à la raison, il ne pouvait songer à ratifier. Il est inutile d'ajouter que Champagny le blâma d'avoir signé ce traité et l'approuva de le violer. Mais les mauvais effets en étaient déjà visibles parmi les troupes allemandes. Il eût été étrange que les soldats restassent inébranlables dans des corps où les officiers donnaient l'exemple de l'infidélité. Cependant Oberstein croyait pouvoir compter sur ses troupes. Il se fiait peu à la division commandée par Van Ende, bien que le perfide colonel dissimulât ses véritables intentions. La division était dans la ville. Parmi ceux que les bourgeois regardaient comme leurs défenseurs, il s'en trouvait probablement beaucoup qui étaient prêts à se joindre à leurs ennemis mortels. Dans de telles circonstances, Champagny hésitait à faire entrer dans la place les troupes qu'on lui envoyait de Bruxelles. Il

(1) Bor, t. IX, p. 729. Hoofdt, t. XI, p. 457.

craignait que les Allemands, sachant qu'on ne comptait pas sur eux, ne se regardassent comme condamnés d'avance. Il redoutait un soulèvement dans l'enceinte de la ville, qui amènerait aussitôt sa destruction par les Espagnols. En outre, il jugeait préférable de disposer de ces nouvelles forces sur divers points extérieurs, pour empêcher l'arrivée des nombreux corps d'Espagnols et d'autres mutins qui marcheraient bientôt sur la citadelle. Mais le marquis d'Havré fut si péremptoire dans sa demande, et les bourgeois si importuns dans leurs sollicitations, que Champagny fut obligé de céder. Il n'osa prendre sur lui la responsabilité d'un nouveau refus, et le 3 novembre, à dix heures du matin, les troupes firent leur entrée dans la ville, par la porte de Burgherhout (1).

Le marquis d'Havré, en sa qualité de commandant en chef, réunit un conseil de guerre. Ce conseil s'assembla au quartier du comte Oberstein : il y fut d'abord procédé à l'examen d'un paquet de lettres que le marquis avait interceptées. C'était une correspondance entre don Sanche d'Avila et les chefs des rebelles à Alost et en divers autres lieux. Les lettres étaient toutes d'une époque postérieure au traité de don Sanche avec Oberstein, et contenaient des arrangements pour la concentration immédiate dans la citadelle de toutes les forces espagnoles (2).

La trahison était manifeste. Oberstein pouvait cesser de se reprocher son propre manque de foi. Mais il était évident qu'on pouvait s'attendre à chaque instant à l'attaque. Que faire? Tous les officiers conseillaient la con-

(1) Bor, t. IX, p. 729. Hoofdt, t. XI, p. 457. Meteren, t. VI, p. 110.
(2) *Ibid.*, p. 730. Hoofdt, t. XI, p. 457, 458.

struction immédiate d'un rempart, du côté où la ville était exposée au feu de la forteresse; mais il n'y avait ni terrassiers, ni ingénieurs. Cependant Champagny assura qu'il y avait à Anvers un ingénieur habile et expérimenté qui pourrait surveiller les travaux, et il s'engagea à trouver des bourgeois disposés à faire l'office de terrassiers. En moins d'une heure, dix ou douze mille personnes, parmi lesquelles se trouvaient des multitudes de femmes de tout rang, étaient à l'œuvre sur toutes les lignes tracées par l'ingénieur. On creusa un fossé bordé d'un parapet depuis la porte des Béguines jusqu'à la rue de l'Abbaye Saint-Michel. Pendant ce temps les soldats qui venaient d'arriver réclamaient, avec une insolence toute soldatesque, le privilége de loger dans les plus belles maisons qu'ils pouvaient trouver. Ils commençaient déjà à insulter et à tracasser ceux qu'ils venaient défendre, et ils ne devaient pas se faire pardonner plus tard, par leur conduite en présence de l'ennemi, la brutalité avec laquelle ils traitaient leurs amis. Mais Champagny était peu disposé à supporter leur licence. On les lui avait envoyés pour défendre de l'invasion la ville d'Anvers et ses habitants; ce n'était pas le moment d'aller s'installer dans les demeures de tous les citoyens. Il y avait assez à faire au dehors, et il fallait qu'ils se missent tout de suite à l'œuvre. Il leur ordonna de préparer leur bivouac dans les rues, et courut de maison en maison, le sabre à la main, pour en chasser les intrus, au péril de ses jours. Des négociants italiens et espagnols épouvantés s'enfuirent de la ville, et allèrent se réfugier dans la citadelle. Les soldats wallons voulaient piller immédiatement leurs maisons, comme si c'était pour piller qu'on les avait envoyés à Anvers. Il s'écoula plusieurs heures

avant que Champagny pût, malgré toute son énergie, réprimer ces désordres (1).

Dans la journée, Oberstein reçut de don Sanche d'Avila une lettre où il le sommait de tenir la promesse qu'il avait faite dans le traité du 29 octobre (2). Les colonels allemands qui se trouvaient dans la citadelle avaient eu la veille, au pied des murailles, une entrevue avec Oberstein. On en était presque venu aux mains, et ils avaient été obligés de fuir la colère des soldats du comte, indignés du rôle qu'on avait voulu faire jouer à leur chef (3). Oberstein répondit d'un ton de défi méprisant à cette sommation solennelle de gens qui avaient déjà violé outrageusement le traité. On répliqua de la citadelle par une vive canonnade qui rendit très-dangereuse la position de ceux qui travaillaient aux remparts. Le mur était soutenu par des ballots de marchandises, des tas de terre, des charrettes renversées qu'on avait accumulés. En certains endroits, il avait seize pieds de haut; sur d'autres points, seulement six pieds. La nuit tomba avant que la fortification fût achevée. Malheureusement la lune brillait dans tout son éclat. Le canon de la forteresse continuait à tirer sur les remparts à moitié achevés. Les Wallons, et plus tard les citoyens, n'osaient lever la tête au-dessus de ce frêle rempart. Les sénateurs que Champagny avait envoyés pour surveiller les travaux quittèrent leur poste, lorsqu'ils virent qu'on ne faisait plus rien. Ils se promirent entre eux que la nuit suivante, quand l'obscurité serait profonde, on ter-

(1) Bor, t. IX, p. 730. Hoofdt, t. XI, p. 458. Meteren, t. VI, p. 110. Cabrera, t. XI, p. 864. Strada, t. VIII, p. 417. *Recueil d'Arétophile.*

(2) Bor, t. IX, p. 729.

(3) Hoofdt, t. XI, p. 457, 458.

minerait complétement le travail (1). Hélas! la nuit suivante devait être bien sombre, et l'on ne devait pas avoir le temps de chercher à se défendre. Toute la responsabilité et toute la fatigue retombaient sur Champagny. Il fit son devoir, mais il n'était qu'un homme; seul, et le cœur plein d'alarmes, il parcourut toute la nuit les rues de la ville (2). Avec l'aide de quelques citoyens et de ses domestiques, il fit transporter toutes les pièces de canon dont il pouvait disposer dans « la cour des armes », sur un point où la batterie pouvait atteindre la forteresse. Malheureusement, les troupes qui arrivaient de Bruxelles n'avaient pas amené d'artillerie, et Champagny n'avait que de bien pauvres moyens pour se défendre contre le feu de la plus forte citadelle de l'Europe. Le rempart était très-faible sur des points importants ; à l'entrée de la grande rue des Béguines il n'y avait qu'une charrette renversée. Cette négligence devait coûter cher à la ville. Au point du jour on tint conseil dans les quartiers d'Oberstein. Presque tous les ordres de Champagny avaient été négligés. Il avait demandé qu'on plaçât pendant la nuit de forts détachements aux diverses entrées de la ville, pour repousser de leur destination les rebelles qui devaient se rendre en petites bandes dans la citadelle. On n'avait pas même mis assez de sentinelles pour être au courant de ce qui se passait au dehors. Un brouillard épais enveloppait la ville; mais à travers ce voile impénétrable on entrevoyait des troupes qui s'agitaient dans la citadelle; on entendait le pas des chevaux, et les corps

(1) Bor, t. IX, p. 729, sqq. Meteren, t. VI, p. 110. Hoofdt, t. XI, p. 458-460.

(2) *Recueil d'Arétophile.*

d'armée commandés par Romero, Vargas, Oliveira et Valdez étaient déjà venus de Lier, de Breda et de Maestricht se joindre à l'armée qui occupait la citadelle (1).

On réunit aussitôt toutes les forces qui se trouvaient dans la ville. Le marquis d'Havré avait choisi pour son poste la défense des lignes en face de la citadelle, situation à la fois pleine de responsabilité et d'honneur. On y plaça tous les Wallons et quelques compagnies d'Allemands. Les remparts n'étaient pas bien solides, mais on espérait qu'un rempart vivant, fourni par six mille hommes qui venaient défendre les maisons et les temples de leurs compatriotes, suffirait à repousser même la furie des Espagnols (2). Malheureusement la barrière vivante se trouva plus faible que le frêle ouvrage construit par des bourgeois et des femmes. On établit six mille hommes du côté de la ville qui faisait face à la citadelle. Le gros des troupes allemandes fut réparti sur différents points des rues et des places importantes. La cavalerie fut placée de l'autre côté de la ville, le long du Marché aux chevaux, sur le devant de la « Ville-Neuve. » Le ciel était encore parsemé d'étoiles lorsque Champagny monta à cheval et parcourut les rues, en appelant les bourgeois aux armes. Les principaux lieux de rendez-vous étaient le Marché aux bestiaux et la Bourse. Il suivit les lignes des régiments wallons, causant avec les officiers, Egmont, de Hèze, et quelques autres, et encourageant les soldats : puis il retourna à la

(1) Meteren, t. VII, p. 110. *Recueil d'Arétophile*. Hoofdt, t. XI, p. 460. Bor, t. IX, p. 730. Cabrera, t. XI, p. 864. Mendoza, t. XV, p. 315.

(2) Hoofdt, t. XI, p. 458, 459. *Recueil d'Arétophile*.

cour d'armes, où il pointa lui-même le canon qui ouvrit le premier feu sur la forteresse. Ensuite il se rendit au bout de la rue des Béguines, où il descendit de cheval et longea l'esplanade qui s'étendait entre la ville et le château. Il y aperçut des bourgeois qui combattaient contre une petite troupe d'Espagnols envoyés pour faire une reconnaissance; Champagny vit avec satisfaction que les gens d'Anvers étaient victorieux. Ils luttaient énergiquement avec leurs ennemis qu'ils réussirent à repousser jusqu'à la citadelle. Mais sa grande expérience lui prouva bientôt que cette retraite n'était que le signal de l'assaut général, et il rentra dans la ville pour donner ses dernières instructions (1).

A dix heures, on vit paraître une forêt qui s'approchait vers la citadelle, au sud-ouest. C'était le corps des rebelles d'Alost, avec des branches vertes à leurs casques (2), qui arrivaient sous les ordres de leur *Eletto*, Navarrete. Ils se précipitèrent dans la forteresse au nombre de trois mille environ : ils venaient de faire dix lieues en sept heures (3). Ils furent reçus à bras ouverts. Sanche d'Avila ordonna qu'on leur apportât toutes sortes de mets et de rafraîchissements, mais ils ne voulurent accepter qu'un verre de vin. Ils voulaient, disaient-ils, dîner en paradis, ou souper à Anvers (4). Don Sanche trouvait les alliés en trop bonne disposition pour vouloir retarder l'attaque. Depuis l'aube du jour, ses propres

(1) *Recueil d'Arétophile.* Meteren, t. VI, p. 110. Hoofdt, t. XI, p. 458, 460, 461. Brantôme, *Hommes illustres,* t. II, p. 201; Sancho d'Avila.

(2) *Ibid*, p. 113.

(3) Mendoza, t. XV, p. 314, 315.

(4) *Ibid.*, t. XIV, p. 315. Bor, t. IX, p. 730. Hoofdt, t. XI, p. 461. Cabrera, t. XI, p. 864.

soldats attendaient avec impatience le signal, « ardents à s'élancer ». Les troupes de Romero, de Vargas, de Valdez, n'étaient pas moins impatientes. A onze heures, tous les hommes étaient sous les armes; il ne restait que quelques gardes aux portes de la citadelle. Cinq mille vétérans à pied et six mille hommes à cheval, armés jusqu'aux dents, franchirent le portail de la citadelle du duc d'Albe (1). Ils se mirent à genoux dans la contrescarpe, pour invoquer, suivant la coutume, la bénédiction de Dieu (2) sur l'œuvre diabolique qu'ils allaient accomplir. L'*Eletto* portait un étendard sur lequel on voyait, d'un côté le Sauveur crucifié, de l'autre la vierge Marie (3). L'image de celui qui a dit : « Aimez vos ennemis, » et le doux visage de la Madone devaient présider à des actes qui auraient dû faire frissonner les démons eux-mêmes dans les profondeurs de l'enfer. Leur courte oraison achevée, ils se ruèrent sur la ville. Trois mille Espagnols, sous la conduite de leur *Eletto*, devaient entrer par la rue Saint-Michel; les Allemands et le reste de l'infanterie espagnole, commandés par Romero, devaient prendre la rue Saint-George. Champagny les vit venir, et adressa aux Wallons quelques paroles d'encouragement. Il avait à peine cessé de parler que la masse compacte des rebelles vint tomber sur les remparts, comme la foudre lorsqu'elle descend du ciel. Il y eut à peine un combat. Les Wallons, sans prendre le temps de voir en face l'ennemi, abandonnèrent les postes qu'ils

(1) Hoofdt, t. XI, p. 461. Mendoza, t. XV, p. 315. Cabrera, t. XI, p. 864.

(2) Mendoza, t. XV, p. 315. Hoofdt, t. XI, p. 461.

(3) Cabrera, t. XI, p. 864. Mendoza, t. XV, p. 315. Hoofdt, t. XI, p. 431.

avaient eux-mêmes réclamés. L'*Eletto* fut le premier à monter sur le rempart; il tomba frappé d'une balle, mais ses soldats sautèrent par-dessus son cadavre, et se précipitèrent dans les rues. Les fatales ouvertures, que par timidité ou par négligence on n'avait point défendues, donnèrent un libre passage au courant. Champagny, voyant que les ennemis avaient tous franchi la barrière, sauta par-dessus le mur d'un jardin, trouva une maison, puis enfila un étroit sentier, et se rendit au poste le plus voisin de troupes allemandes. Il y réunit à la hâte un petit corps d'armée qu'il conduisit en personne à la rencontre de l'ennemi. Les Allemands combattirent vaillamment et moururent de même; mais ils ne purent relever le courage des Wallons, et bientôt tous prirent la fuite devant les féroces Espagnols (1). En vain Champagny se précipita dans leurs rangs; en vain il chercha à les rallier. Saisissant un drapeau que portait un enseigne (2), il somma les soldats qui l'entouraient de se ranger en bataille autour de lui. Autant aurait valu dire à des nuages poussés par le vent de s'arrêter devant la tempête. Épouvantés et désorientés, les soldats épars fuyaient sur tous les points. Champagny mit son cheval au galop, et courut partout pour appeler les bourgeois à venir défendre leurs foyers; il ne les appela pas en vain. Ils vinrent de tous les lieux de rendez-vous, de toutes les allées, de toutes les maisons. Ils combattirent comme on combat quand on défend sa vie et sa foi. Mais que pouvait le dévouement individuel contre la multitude compacte et disciplinée de leurs ennemis?

(1) *Recueil d'Arétophile*. Meteren, VI, p. 110. Mendoza, t. XV, p. 316. Hoofdt, t. XI, p. 461. Bor, t. IX, p. 731.

(2) Meteren, t. VI, p. 110. Hoofdt, p. 461.

La défense n'était plus possible, il n'y avait ni ensemble ni unité, ni mot d'ordre, ni autorité. Aussitôt que l'on sut que les Espagnols avaient franchi le rempart, et que tous les défenseurs d'Anvers étaient en déroute, la panique s'empara de tous les esprits (1).

Après avoir franchi les murs de la ville, les Espagnols s'étaient partagés, suivant que cela avait été convenu d'avance, en deux divisions : l'une devait charger le long de la rue Saint-Michel, et l'autre balayer la rue Saint-Louis (2). « *Santiago, Santiago! España, España, à sangre, à carne, à fuego, à sacco!* » Saint-Jacques, Espagne, au carnage, à feu, à sang, au sac! au sac! — Tels étaient les cris effroyables qui retentissaient dans toutes les rues de la ville, à mesure que cette bande sauvage s'avançait (3). Van Ende et les troupes allemandes avaient été placés par le marquis d'Havré à la porte Saint-Louis; mais dès que les Espagnols conduits par Vargas, se montrèrent à lui, il déserta pour les rejoindre avec toute sa troupe (4). Une fois réunis à la cavalerie espagnole, ces traîtres se lancèrent à la poursuite de ceux qui n'avaient eu qu'un moment de faiblesse. Les bourgeois se virent attaqués par un grand nombre de leurs amis, et furent abandonnés par presque tous leurs défenseurs. A qui pouvaient-ils se fier? Cependant les soldats d'Oberstein restèrent courageux et fidèles; ils résistèrent jusqu'au dernier, et moururent sous les armes (5). Le flot montait toujours

(1) Hoofdt, t. XI, p. 461.
(2) *Ibid*. Mendoza, t. XV, p. 315.
(3) Brantôme, *Hommes illustres*, t. II, p. 203.
(4) Hoofdt, t. XI, p. 461. Mendoza, t. XV, p. 316.
(5) Bor, t. IX, p. 730. Hoofdt, t. XI, p. 465.

plus vite, et envahissait toutes les rues et toutes les ruelles. Il arriva jusqu'à la magnifique place de Meer, où il y eut une lutte acharnée. Devant la célèbre Bourse, où, dans les temps paisibles (1), cinq mille négociants se réunissaient chaque jour pour régler les affaires commerciales de la chrétienté, il y eut un épouvantable massacre et une héroïque résistance. Sur cette vaste place, les citoyens d'Anvers et les fidèles Allemands tinrent un moment contre leurs ennemis. Le riche pavé de marbre, les gracieuses arcades étaient couverts de sang. Les bourgeois à peine armés luttaient contre des hommes qui ne manquaient de rien : ils ne pouvaient que mourir. Le carnage fut immense (2).

Pendant qu'on se battait encore sur la place de Meer, la cavalerie espagnole faisait son chemin dans la ville. On avait posté du côté le plus éloigné de la citadelle, le long du Marché aux chevaux et en face de la Ville Neuve, les dragons des États et les chevau-légers de Beveren : les fuyards et ceux qui les poursuivaient arrivèrent bientôt jusqu'à cette limite extrême. Champagny se trouvait déjà sur les lieux. Il tenta encore de ranimer la cavalerie et de la conduire à l'attaque, mais tous ses efforts furent inutiles. Saisis de terreur, ils essayèrent de quitter la ville par la porte de Eeker. Elle était fermée; ils se dirigèrent vers la Porte rouge, mais là ils se trouvèrent en présence de don Pedro Tassis qui les chargea avec ses dragons. La retraite semblait impossible. Un cavalier complétement armé et la lance en arrêt sauta du parapet extérieur dans le marais qui le

(1) Guicciardini, *Belg. Descript.*

(2) Hoofdt, t. XI, p. 160-165. Bor, t. IX, p. 731. Mendoza, t. XV. Meteren, t. VI, p. 110.

bordait, et réussit ainsi à s'échapper; mais il n'y eut pas beaucoup de gens aussi heureux que lui. La foule confuse des fuyards et des vainqueurs, Espagnols, Wallons Allemands, bourgeois d'Anvers, allait et venait comme une mer orageuse. On combattait, on hurlait, on frappait, on maudissait, on mourait. Les fuyards traversaient le Marché aux chevaux, puis s'élançaient sur les quais. Ils tombaient sous les coups des Espagnols, ou périssaient sous les pieds des chevaux; le plus grand nombre trouva la mort dans l'Escaut. Champagny, qui avait cru jusque-là à la possibilité de se réfugier dans la Ville Neuve et de fortifier le palais de la Hanse, se vit abandonné de tout le monde. Toujours plein d'audace et de présence d'esprit, il parvint à rejoindre la flotte du prince d'Orange qui stationnait alors sur la rivière (1). Le marquis d'Havré, dont on ne rapporta, en ce jour mémorable, aucun acte de grande valeur, fut également heureux. Mais l'infortuné Oberstein perdit pied en voulant sauter dans un bateau, et se noya (2).

Le jour baissait rapidement, mais la lutte durait encore dans l'intérieur de la ville. La Grande Place était encombrée de combattants qui y arrivaient par une foule de rues diverses. Autour de cette place qui n'était ni régulière ni très-grande, on admirait le superbe Hôtel de Ville, et les gigantesques palais des corporations, avec leurs pignons fantastiques et leurs riches sculptures. Il y eut là un combat acharné. La cavalerie de Vargas qui arrivait par la rue Saint-Joris, suivie par le traître Van Ende, vint y mettre fin. On rompit les masses qui

(1) Bor, t. IX, p. 731. Hoofdt, t. XI, p. 462. *Recueil d'Arétophile.* Mendoza, t. XV, p. 336. Cabrera, t. XI, p. 865.

(2) Bor, t. IX, p. 731. Hoofdt, t. XI, p. 462. Mendoza, t. XV, p. 316.

tenaient encore ferme ; mais des multitudes d'hommes armés se réfugièrent dans les bâtiments, et chaque maison devint une forteresse. De toutes les fenêtres et de tous les balcons on faisait feu sur les Espagnols, tandis que les bourgeois resserrés dans un coin de la place étaient réduits aux abois. Il était difficile de prendre les maisons d'assaut : on y mit le feu. De nombreux valets et des vivandières avaient accompagné les Espagnols ; tous portaient des torches et des matières inflammables destinées à incendier la ville. On ne perdit pas un moment, et bientôt l'Hôtel de Ville et tous les autres édifices de la place furent en flammes. L'incendie gagna rapidement les rues et les maisons. Près d'un millier de bâtiments, dans le plus riche quartier de la ville, furent ainsi consumés, et des multitudes de créatures humaines y trouvèrent la mort (1). Beaucoup de gens périrent dans l'Hôtel de Ville ; d'autres sautèrent par les fenêtres pour recommencer à se battre. Les rues tortueuses qui descendaient de l'Hôtel de Ville aux quais offraient le spectacle d'une immense conflagration. De l'autre côté, la magnifique cathédrale, qui n'était séparée de la Grande Place que par une seule rangée de bâtiments, ne fut pas atteinte par les flammes qui l'éclairaient d'une sinistre lueur. L'immense clocher jetait son ombre gigantesque sur ce dernier champ de bataille. Dans la rue appelée le *Canal au Sucre*, qui se trouvait immédiatement derrière l'Hôtel de Ville, il y eut un terrible combat et un épouvantable massacre. Une foule de bourgeois, de graves magistrats, et tout ce qui survivait encore de soldats allemands résistaient tou-

(1) Hoofdt, t. XI. p. 462. Mendoza, t. XV, p. 316. Strada, t. VII, p. 419. Meteren, t. VI, p. 110. *Chronyke oft Journael*, Ms., p. 83.

jours aux féroces Espagnols. L'héroïque margrave de la cité, Goswyn Verreyck combattait avec l'énergie de la haine et du désespoir. Le bourgmestre, Van der Meere, était mort à ses pieds; les sénateurs, les soldats, les citoyens, succombaient autour de lui; il tomba enfin sur un monceau de cadavres. Avec lui cessa toute résistance sérieuse. Il y eut une horrible boucherie, on noya dans l'Escaut tout ce qui restait (1). Les femmes, les enfants, les vieillards furent tués par centaines; et pendant le carnage, au milieu de la foule palpitante, le beffroi de la cathédrale, qui planait au-dessus de la fumée et du tumulte, faisait entendre, comme par une douce ironie, ses sons graves et mélodieux.

Jamais, pas même dans la sanglante histoire des Pays-Bas, on ne vit un plus monstrueux massacre. En trois jours, huit mille créatures humaines, dit-on, furent mises à mort (2). Les Espagnols semblaient devenus des bêtes féroces; l'enfer avait vomi ses démons. La nuit tomba avant que les soldats fussent complétement maîtres de la ville, mais la lutte une fois finie, ils devinrent plus terribles encore. Cette armée de brigands était venue à Anvers dans un but pratique et bien défini : ce n'était pas la soif du sang, ni l'attrait de la débauche, ni la vengeance qui les avaient appelés, c'était la passion de l'or. Le feu, en se répandant trop vite à leur gré dans les plus riches quartiers de la ville, avait détruit une immense quantité d'objets précieux. Six millions (3) de valeurs, au moins,

(1) Mendoza, t. XV, p. 316. Bor, t. IX, p. 731. Hoofdt, t. XI, p. 463.

(2) Meteren, t. XV, p. 317. Cabrera, t. XI, p. 865. Strada, t. VIII, p. 422. De Thou, t. VII, liv. LXII, p. 383-390. Bor, t. IX, p. 737, 738.

(3) Hoofdt, t. XI, p. 462. Bor, t. IX, p. 731. Meteren, t. VI, p. 110.

avaient ainsi disparu, sans que personne en profitât. Mais il restait encore bien des riches trésors. Les soldats s'emparèrent des coffres-forts des négociants, où ils puisèrent à pleines mains l'or, l'argent, les bijoux précieux, les pièces de velours, de satin, de brocart, les riches dentelles, proie facile à transporter. L'accès dans les maisons particulières leur était plus difficile. Ils ne pouvaient découvrir aussi aisément l'argent, la vaisselle et les propriétés domestiques. Pour arriver à trouver ces trésors cachés, on employa la torture. Quand les malheureux avaient tout donné, si la somme paraissait trop petite aux soldats, ils punissaient violemment les propriétaires de leur pauvreté ou de leur dissimulation supposée (1). Une femme bien née, du nom de Fabry (2), s'était réfugiée, avec sa vieille mère et quelques autres femmes, dans la cave du logis. La nuit venait lorsqu'une bande d'Espagnols entra dans la maison : après l'avoir pillée, ils descendirent à la cave. La porte était fermée, ils la firent sauter avec de la poudre. La mère se trouvait près de la porte, elle tomba morte sur le seuil. Foulant aux pieds son corps défiguré, les brigands s'élancèrent sur sa fille, et la sommèrent de leur remettre le trésor qu'elle avait caché. Ils déclarèrent également qu'ils voulaient savoir où s'était réfugié le maître de la maison. Elle protesta qu'elle n'avait point de trésor caché, et qu'elle ne savait pas où était son mari, qui était probablement alors couché mort dans une rue ; mais tout fut inutile. Pour la faire parler, les soldats la pendirent à une porte, et puis coupèrent la corde avant qu'elle eût rendu le dernier soupir. Elle

(1) Hooft, t. XI, p. 463.
(2) *Ibid.*

ne répondit pas davantage, car elle n'avait rien à leur apprendre. Ils la pendirent de nouveau. Cela se répéta trois ou quatre fois, et chaque fois que les barbares coupaient la corde, ils interrogeaient de nouveau la malheureuse créature. A la fin ils se lassèrent, et, voyant que leur férocité ne servait à rien et leur faisait perdre un temps précieux, ils repartirent, laissant la pauvre femme pendue pour la dernière fois, et ils se dirigèrent vers d'autres proies. Ce qui est vraiment inouï, c'est qu'une personne ainsi mise à la torture ait pu survivre. Une servante de la famille, qui avait épousé un soldat espagnol, entra à temps pour sauver sa maîtresse. Celle-ci vécut, mais elle ne recouvra jamais l'usage de sa raison, et passa le reste de ses jours à errer dans sa maison, ou à chercher dans son jardin le trésor caché qu'on avait si cruellement voulu la forcer de révéler (1).

Dans une autre maison, ce fut un mariage que les Espagnols vinrent interrompre. Deux jeunes gens, membres de familles opulentes, étaient depuis longtemps fiancés, et le mariage avait été fixé au dimanche 4 novembre, jour de fatale mémoire! Les hôtes étaient réunis, la cérémonie achevée et le banquet nuptial commencé lorsque d'effroyables cris dans les rues vinrent annoncer que les Espagnols étaient déchaînés. Des heures s'écoulèrent dans une douloureuse attente. Enfin, de violents coups frappés à la porte signalèrent l'arrivée d'une bande de brigands. Précédés par leur capitaine, les soldats se précipitèrent dans la maison, pillant toutes les chambres, sans que la famille ou ses amis pussent

(1) Hoofdt, t. XI, p. 463, 464.

tenter de lutter contre ces scélérats bien armés. On leur offrit des caisses d'argenterie, des vêtements, des boîtes pleines de bijoux. Tout fut avidement accepté, mais ce n'était pas suffisant, et on employa les ressources ordinaires pour faire donner à ces infortunés plus qu'ils ne possédaient. Les soldats commencèrent par tuer le fiancé. La jeune fille éperdue tomba dans les bras de sa mère ; mais les meurtriers l'en arrachèrent aussitôt, mirent à mort la mère et massacrèrent tous ceux qui n'avaient pu, en dépit des menaces et des tortures, leur remettre des trésors qui n'existaient pas. La fiancée était remarquablement belle, on l'emmena à la citadelle (1). Furieux de ce dernier outrage, le père, qui restait seul en vie, s'élança sur les Espagnols, et, arrachant à l'un d'eux son épée, il la mania avec tant d'audace qu'il étendit plusieurs de ses ennemis à ses pieds; mais il ne tarda pas lui-même à succomber. Tandis que les Espagnols achevaient de piller la maison, la fiancée était restée seule dans une salle de la forteresse. Sans perdre son temps à de vaines lamentations, elle résolut de quitter la vie qui en quelques heures était devenue si affreuse pour elle. Elle avait presque réussi à se pendre avec une chaîne d'or massif qu'elle portait quand son ravisseur entra. Cet homme, plus avide que débauché, l'arracha à cette mort volontaire, la dépouilla de sa chaîne et des autres bijoux qui paraient sa robe de noces, puis il lui enleva tous ses vêtements, la battit avec des verges jusqu'à ce que son beau corps fût inondé de sang, et la renvoya enfin dans la ville, seule, nue et presque folle. Là, cette malheureuse créature erra dans les rues enflammées, au

(1) Bor, t. IX, p. 731. Hooft, t. XI, p. 461.

milieu des monceaux de morts ou de mourants, jusqu'à ce qu'une bande de soldats vint enfin mettre un terme à sa misère (1).

Ce ne sont là que quelques exemples isolés, parvenus jusqu'à nous avec détail, des innombrables atrocités qui furent commises en cette occasion; les autres sont tombées dans l'oubli. Le 5 novembre au matin, Anvers présentait un lamentable spectacle; le magnifique hôtel de ville, célébré « comme une merveille du monde (2), » dans un pays et dans un siècle où les édifices municipaux étaient si remarquables, n'était plus qu'une ruine noircie; sauf les murailles, tout était détruit; les archives et les comptes avaient péri. La plus riche portion de la ville avait été consumée. Cinq cents palais, bâtis pour la plupart en marbre, ou en pierre sculptée, avaient été renversés (3). Les cadavres des personnes qui avaient péri dans le massacre restaient étendus par terre de tous côtés, surtout autour de la place de Meer, entre les piliers gothiques de la Bourse, et dans les rues qui avoisinaient l'Hôtel de Ville. Les soldats allemands étaient couverts de leurs armures, les uns avaient la tête brûlée et séparée du tronc, d'autres avaient eu les jambes et les bras consumés par les flammes au milieu desquelles ils avaient combattu (4). Le margrave Goswyn Verreyck, le bourgmestre Van der Meere, les magistrats Lancelot van Urselen, Nicolas van Boekholt et d'autres citoyens importants étaient couchés auprès d'une foule de morts inconnus (5).

(1) Bor, t. IX, p. 731. Hoofdt, t. XI, p. 465.
(2) *Ibid.*, p. 734.
(3) Hoofdt, t. XI, p. 462. Meteren, t. VI, p. 110.
(4) Bor, t. IX, p. 732. Hoofdt, t. XI, p. 465.
(5) *Ibid.*, p. 731. — *Ibid.*, p. 461.

Ils restèrent sans sépulture jusqu'au moment où Roda contraignit les inspecteurs des pauvres, qui se montraient plus préoccupés des vivants que des morts, à les enterrer sur le fonds des pauvres (1). Les meurtriers n'étaient nullement disposés à payer les funérailles de leurs victimes. La cérémonie fut longue, car chaque jour apportait de nouveaux cadavres à ensevelir. Le massacre se prolongeait; le froid calcul se mêla à la frénésie de la passion; le jeu, le viol, les discordes vinrent s'ajouter à toutes les autres atrocités, et succéder au pillage et au meurtre qui avaient eu les premiers droits (2). L'histoire en a gardé le souvenir sur ses tablettes d'airain, mais le Juge Éternel se chargera de punir un jour les coupables.

Jamais un pareil acte n'avait encore saisi d'une telle horreur les Pays-Bas. On l'appela la *Furie Espagnole* (3), et, pendant des siècles, cet horrible événement a conservé ce nom. Anvers, si célèbre par sa richesse et sa magnificence, devint un immense charnier; à partir de ce jour sa prospérité commerciale reçut une mortelle atteinte. On trouva trois mille cadavres dans les rues; l'Escaut en avait, disait-on, englouti un aussi grand nombre, et il avait péri environ trois mille autres personnes dans l'incendie des maisons. Huit mille personnes trouvèrent certainement la mort en trois jours. Le feu détruisit la valeur de six millions, et les Espagnols en prirent au moins autant (4). Dans ce monstrueux pillage per-

(1) Hoofdt, t. XI, p. 466.

(2) Bor, t. IX, p. 733, 734.

(3) *Ibid.*, p. 732. Hoofdt, t. XI, p. 462. Meteren, t. VI, p. 111. Wagenaer, t. VII, p. 115.

(4) Meteren, t. VI, p. 111.

sonne ne fut épargné. Les négociants étrangers, qui vivaient sous la protection expresse du roi d'Espagne, furent pillés tout comme les Flamands. Les ecclésiastiques de l'Église de Rome durent livrer leurs trésors aussi bien que les calvinistes. On forçait les riches à déclarer tous leurs biens, on arrachait aux pauvres ce qu'ils possédaient. Ni les mendiants, ni les criminels n'étaient en sûreté. Le capitaine Caspar Ortis fit une brillante spéculation en s'emparant de la *Stein*, ou prison de la ville ; il mit à rançon tous les prisonniers qui trouvèrent moyen d'obtenir ainsi leur liberté. Les voleurs, les assassins et même les anabaptistes furent relâchés (1). Rarement on vit amasser de telles richesses en un pillage qui ne dura que trois jours. Quatre ou cinq millions à partager entre cinq mille soldats pouvaient payer bien des années de solde, et les Espagnols purent se féliciter de s'être ainsi chargés de se payer eux-mêmes. Il est vrai que ces gages d'iniquité furent assez inégalement partagés et follement dissipés. Un simple troupier perdit un jour dix mille couronnes en jouant à la Bourse, car les soldats, se voyant riches, voulurent imiter les négociants qu'ils méprisaient et qu'ils avaient ruinés : ils prirent l'habitude d'aller tous les jours à la Bourse, comme des hommes accoutumés aux affaires. Cet or, qui avait coûté tant de vies, fut vite gaspillé par beaucoup d'entre eux; il y en eut pourtant de plus prudents qui firent fondre leurs trésors, et les transformèrent en poignées de sabres, en fourreaux, et même en armures complètes, qu'on noircissait avec soin, pour qu'elles eussent l'air d'être en fer (2).

(1) Bor, t. IX, p. 732. Hoofdt, t. VI, p. 465. Meteren, t. VI, p. 111
(2) Hoofdt, t. XI, p. 466. Bor, t. IX, p. 732. Meteren, t. VI, p. 111.

Les brocarts, les dentelles et les bijoux des négociants d'Anvers devinrent des cottes de maille pour leurs meurtriers. Mais les orfèvres surent profiter de cette occasion pour se venger de ceux qui les avaient pillés ; ils mêlèrent dans l'or qu'on les forçait à employer beaucoup plus d'alliage qu'on ne le croyait, et reprirent ainsi possession d'une partie des biens qui leur avaient été enlevés (1).

La *Furie espagnole* d'Anvers coûta la vie à plus de monde que la Saint-Barthélemy à Paris (2). Il y eut presque autant de créatures humaines massacrées qu'il y avait eu jadis de statues mises en pièces dans la mémorable destruction des images à Anvers, dix ans auparavant, événement qui avait fait tressaillir d'horreur la chrétienté catholique. Cependant on peut pardonner aux protestants et aux habitants des Pays-Bas d'avoir vu le meurtre de leurs frères avec autant d'indignation qu'en avaient éprouvé les âmes dévotes lors du carnage des pierres et des morceaux de bois. Les iconoclastes avaient du moins été mis en mouvement par un principe, et leurs mains ne s'étaient pas plongées dans le sang humain. Peut-être les Espagnols furent-ils également inspirés par le fanatisme religieux ; peut-être crurent-ils bien mériter de la sainte Église en s'emparant du bien des infidèles et en les faisant disparaître de la face de la terre. Le pape et les cardinaux s'étaient rendus dans les églises en grande pompe pour rendre grâces à Dieu du massacre de Paris (3). On avait tiré le canon et illuminé la ville pour célébrer cet heureux événement. Les

(1) Bor, Hoofdt, Meteren, *ubi sup.* Strada, t. VIII, p. 421.
(2) De Thou, liv. LIII; VI, p. 443.
(3) *Ibid.*, p. 442.

bourreaux d'Anvers méritent peut-être les mêmes éloges; lors même que dans leur délire ils confondaient parfois amis et ennemis, catholiques et calvinistes, lors même qu'ils s'appropriaient peut-être des biens ecclésiastiques, ils pouvaient se justifier en comptant les morts de la Saint-Barthélemy, et en rappelant le pillage effroyable qui avait alors eu lieu.

Il n'y eut que fort peu d'Espagnols tués dans ces jours néfastes, certainement pas plus de deux cents (1). La différence semble monstrueuse, mais elle se reproduisait sans cesse dans les combats que livraient les Espagnols. Leur prouesse était égale à leur férocité, et cela suffisait pour qu'on les crût doués de pouvoirs surhumains. D'ailleurs les bourgeois étaient mal armés, et attaqués par la plupart de ceux qui avaient été chargés de les défendre; une terreur panique les faisait fuir par milliers devant l'ennemi; ils devaient périr par milliers et ne mettre à mort qu'un bien petit nombre de leurs bourreaux.

Quelques officiers de distinction furent pris et menés à la citadelle. Parmi eux se trouvaient le seigneur de Capres et le jeune comte d'Egmont. Le conseiller Jérôme de Roda était étendu sur un canapé dans une galerie ouverte lorsque les deux gentilshommes lui furent amenés; Capres avait l'âme basse : il fit un profond salut à l'homme qui prétendait représenter à lui seul le gouvernement de Sa Majesté (2). Le digne successeur de Vargas répondit à ce salut de son prisonnier par un

(1) Bor, t. IX, p. 731. Hoofdt, t. XI, p. 463. Meteren, t. VI, p. 110. Strada, t. VIII, p. 422. Brantôme, *Hommes illustres*, t. II, p. 204.

(2) Bor, t. IX, p. 731. Hoofdt, t. XI, p. 412. Meteren, t. VI, p. 110, 111. *Register der Dolianten von Brabant*, an. 1576, p. 203, Ms. (Archives de la Haye).

« coup de pied dans l'estomac », en ajoutant avec une brutalité que son prototype aurait pu lui envier : « Ah, vil traître ! Je ne veux point de salut de gens tels que vous (1) ! » Le jeune d'Egmont combattait bravement à la tête de ses lâches soldats lorsqu'il fut fait prisonnier par Julien Romero qui, neuf ans auparavant, se tenait debout sur l'échafaud de son père. Il assistait à cette scène avec une hautaine indignation. Roda fut plus sensible à sa fierté qu'à la bassesse de Capres : « Je regrette votre infortune, comte, » lui dit-il, sans cependant se lever de sa chaise, « mais tel est le sort de ceux qui prennent les armes contre leur roi (2). » Tel fut le malheureux commencement de la carrière de Philippe d'Egmont ; elle devait être peu glorieuse, pleine de vacillations, de bassesses, et souvent fort triste.

A la nouvelle de cet horrible crime, tout le pays frémit, mais c'était un frémissement d'indignation, non de terreur. Déjà les négociations de Gand entre les représentants du prince d'Orange, de la Hollande et de la Zélande, marchaient favorablement : cet événement vint plutôt les hâter que les arrêter. On intercepta une lettre de Jérôme de Roda, où il racontait au roi tout ce qui s'était passé. Le sénateur faisait le plus grand éloge de Sanche d'Avila, de Julien Romero, d'Alonzo de Vargas, de Francesco Verdugo, ainsi que des colonels allemands Fugger, Frondsberger, Polwiller et de quelques autres qui s'étaient particulièrement distingués dans le massacre : « Je félicite grandement Votre Majesté de cette victoire, » ajoutait le conseiller ; « elle est très-grande, et

(1) Bor, t. IX, p. 731. Hoofdt, t. XI, p. 462. Meteren, t. VI, p. 110.
(2) Bor, Hoofdt, Meteren, *ubi sup.* Strada, t. VIII, p. 418.

le mal fait à la ville est immense (1). » De telles paroles n'étaient pas de nature à calmer l'exaspération populaire. En outre, les États du Brabant adressèrent aux États généraux un éloquent appel, où ils racontaient leurs griefs et demandaient qu'on agît sans retard : « Il est notoire, » y disait-on, « qu'hier encore Anvers était le principal ornement de toute l'Europe, le refuge de toutes les nations de la terre, la source et le réceptacle de trésors innombrables, la mère de toutes les industries et de tous les arts, la protectrice de la religion catholique romaine, la gardienne de la science et de la vertu, et mieux encore, la fidèle et obéissante sujette de son souverain maître et seigneur. Maintenant, elle n'est plus qu'une caverne ténébreuse, remplie de voleurs et de meurtriers, ennemis de Dieu, du roi et de tous ses loyaux sujets (2). » Puis on racontait tout le massacre, « dont le souvenir sera en abomination tant que durera ce monde, » et on terminait en demandant énergiquement la réparation de si grands maux. Les États réclamaient en particulier qu'on publiât un édit défendant la vente ou l'exportation d'objets provenant d'Anvers, et donnant aux propriétaires de biens volés le droit de mettre la main dessus, partout où ils pourraient les retrouver. L'édit fut publié, mais un peu tard, dans l'espoir de remédier à quelques-uns des tristes résultats du pillage d'Anvers (3).

En même temps le prince d'Orange adressa aux États généraux, alors assemblés à Gand, une lettre remarquable, où il les pressait de hâter la conclusion du

(1) Bor, t. IX, p. 737, 738.
(2) *Ibid.*, p. 733.
(3) *Ibid.*, p. 736, 737.

traité (1). Il n'avait pas encore appris à Middlebourg la nouvelle du massacre qui venait ajouter à sa lettre un commentaire si frappant; mais ses vues sages et profondes firent un effet puissant et ineffaçable sur tous ceux qui les lurent, au moment où ils étaient sous le coup de ces terribles nouvelles. Cette lettre était un chef-d'œuvre. Il fallait exciter les esprits sans les alarmer, stimuler la sympathie commune, sans faire vibrer les cordes qui auraient pu ne pas résonner à l'unisson. Aussi, sans faire allusion à la question religieuse, le prince d'Orange appuya-t-il fortement sur la nécessité d'une forte et prudente union. Si la Hollande et la Zélande avaient déjà tant fait à elles seules, que ne pouvait-on pas espérer le jour où toutes les provinces seraient unies? « La fleur de l'armée espagnole est chutée, » disait-il, « sans avoir pu conquérir la moindre province de ce pays sur ceux qu'ils appelaient par moquerie de pauvres gueux: et qu'est-ce donc qu'une poignée de villes, si on les compare à toutes les provinces qui pourraient se joindre à nous (2)? » Il avertissait les États de la nécessité de se montrer unis et résolus, car le roi regardait le soulèvement des Pays-Bas comme un pur complot individuel: « Le roi m'a dit lui-même, en 1559, » disait le prince, « que si les États n'avaient pas des piliers sur lesquels s'appuyer, ils ne parleraient pas si haut. » Il fallait donc prouver que les prélats, les abbés et les moines, les seigneurs, les gentilshommes, les bourgeois et les paysans, tout le peuple en un mot, n'avait qu'une seule voix et une seule volonté. Le roi n'oserait résis-

(1) Gachard, *Corresp. de Guillaume le Taciturne*, t. III, p. 140-154.

(2) *Ibid.*, p. 147, 148.

ter à une telle démonstration. En restant ainsi fermes et unis, et en laissant de côté tous les petits désaccords, on arriverait à remplir de confiance tous les amis de la cause et les princes étrangers. Les princes allemands, les seigneurs français, la reine d'Angleterre étaient pleins de sympathie pour les malheurs des Pays-Bas; mais jusque-là ils n'avaient pu les aider efficacement, parce que leur désunion les empêchait de s'entr'aider eux-mêmes, et que leur appel aux armes avait fait l'effet « d'une levée de boucliers, d'un soulèvement de la populace, laquelle, ni plus ni moins qu'une vague de la mer, s'abaisse et s'apaise tout aussitôt qu'elle s'est élevée (1). »

Tandis qu'il les excitait à se montrer unis et courageux, le prince s'efforçait également de leur prouver la nécessité de se montrer prudents. Ils avaient affaire à un ennemi très-habile. Des lettres interceptées avaient déjà démontré qu'on avait toujours recours à l'ancien système de dissimulation. Don Juan d'Autriche était déjà en route qu'on berçait encore les habitants des Pays-Bas des plus belles promesses. Le roi avait envoyé à Roda un programme secret sur la conduite à conseiller au nouveau gouvernement, et don Sanche d'Avila avait été applaudi à outrance en Espagne pour son attitude envers les rebelles d'Alost (2). C'étaient là des symptômes authentiques de la politique qu'allait adopter don Juan, plus authentiques que les phrases banales dont on remplissait les documents publics. « Les vieilles ruses sont de nouveau à l'ordre du jour, » disait le prince, « il faut savoir qui sont vos vrais amis, arracher le masque de ceux qui, sous prétexte

(1) Gachard, *ibid.*
(2) *Ibid.*

de ne pas oser déplaire au roi, cherchent à nager entre deux eaux. Il nous faut une pierre de touche. Signez une déclaration conçue en des termes propres à vous faire connaître ceux à qui vous pouvez vous fier, et ceux que vous devez regarder comme suspects. »

Le massacre d'Anvers et l'éloquence du prince produisirent un effet immense sur le congrès de Gand. Les délibérations avaient continué, sérieuses et solennelles, pendant l'attaque de la citadelle, et la forteresse se rendit le jour où l'on signa définitivement le traité (1).

Cet important document qui assurait au prince d'Orange, pour quelque temps du moins, la récompense de ses sacrifices et de ses efforts, contenait vingt-cinq articles (2). Le prince et les États de Hollande et de Zélande, d'une part, et les provinces de l'autre part, s'engageaient à oublier et à pardonner le passé. Ils se juraient à l'avenir une étroite et fidèle amitié. Ils promettaient de travailler ensemble à chasser sans délai les Espagnols des Pays-Bas. Aussitôt que ce grand résultat serait atteint, on convoquerait les États généraux, sur les bases de l'assemblée qui avait eu lieu avant l'abdication de l'empereur. Ce congrès serait chargé de régler les affaires de la religion en Hollande et en Zélande, aussi bien que la reddition des forteresses et autres places fortes appartenant à Sa Majesté. Il y aurait entre tous les citoyens des Pays-Bas une entière liberté de communication et de commerce. Cependant il ne serait pas permis aux habitants de la Hollande et de la Zélande

(1) Bor, t. IX, p. 727. Hoofdt, t. XI, p. 470. Meteren, t. VI, p. 112. Mendoza, t. XVI, p. 326. *Archives*, etc., t. V, p. 525.

(2) Bor, t. IX, p. 738-741. Hoofdt, t. XI, p. 467-470. Mendoza, t. XVI, p. 320-326. Meteren, t. VI, p. 112, sqq.

de chercher, en dehors de leur territoire, à faire le moindre tort à la religion catholique, ni de blesser ou irriter personne à ce sujet, soit par des actions, soit par des paroles. On suspendrait la publication de tous les placards et édits concernant l'hérésie, de même que les ordonnances criminelles du duc d'Albe, jusqu'à nouvel ordre des États généraux. Le prince d'Orange devait rester lieutenant, amiral, et général de Sa Majesté en Hollande, en Zélande, et dans les autres villes unies, jusqu'à ce que les États généraux en décidassent autrement après le départ des Espagnols. Les villes et places contenues dans la commission du prince, mais qui ne reconnaissaient pas encore son autorité, recevraient de lui pleine satisfaction, quant à la religion et autres points en litige, avant de souscrire à l'union. Tous les prisonniers, et en particulier le comte de Bossu, seraient mis en liberté sans rançon. Tous les biens et propriétés diverses qui n'avaient pas encore été vendus seraient rendus à leurs propriétaires, attendu qu'on déclarait nulles et sans effet les confiscations prononcées depuis 1566. La comtesse Palatine, veuve de Brederode, et le comte de Buren, fils du prince d'Orange, étaient expressément nommés dans cet article. Les prélats et autres ecclésiastiques qui avaient des biens en Hollande et en Zélande en reprendraient possession, partout où la chose serait possible ; si les biens avaient déjà passé en d'autres mains, ce qui était vraisemblable, on leur accorderait une compensation équitable. Les États généraux auraient à décider si les Provincesp rendraient à leur charge les dettes contractées par le prince d'Orange dans ses deux campagnes. Les Provinces et les cités ne profiteraient de cette union que lorsqu'elles

auraient signé le traité ; mais elles pourraient le signer au moment où cela leur conviendrait (1).

Ce mémorable document fut signé à Gand, le 8 novembre, par Sainte-Aldegonde et huit autres commissaires choisis par le prince d'Orange et les États de Hollande. Elbertus Léoninus et les députés du Brabant, de la Flandre, de l'Artois, du Hainault, de Valenciennes, Lille, Douai, Orchies, Namur, Tournai, Utrecht, et Malines, le signèrent également au nom des autres Provinces (2).

Ce traité fut, de la part du prince d'Orange, un chef-d'œuvre de diplomatie. La religion réformée y trouvait toutes les garanties qu'elle pouvait espérer en un pareil moment. Le changement qui s'était opéré dans les opinions religieuses des quinze provinces pouvait faire craindre qu'elles ne voulussent pas consentir à un traité avec leurs sœurs hérétiques. C'était beaucoup que la pacification reconnût la nouvelle religion comme la croyance établie en Hollande et en Zélande, et qu'en même temps elle abolît formellement les infâmes édits de Charles-Quint : c'était là un immense succès. Dans les quinze provinces catholiques, le culte réformé ne devait pas être interdit, pourvu qu'il ne fût pas public, et on pouvait espérer qu'avec du temps, et après le retour des protestants exilés, la Réformation s'établirait plus solidement encore. En attendant, la nouvelle religion était formellement établie dans deux provinces, et tolérée secrètement dans les quinze autres ; l'Inquisition était abolie, et tout le pays se levait pour chasser les soldats étrangers. C'é-

(1) Voyez en particulier les art. 1, 2, 4, 5, 7, 8, 10 et 25.
(2) Bor, t. IX, p. 741.

tait là l'œuvre de Guillaume le Taciturne (1), et ce prince voyait enfin le travail de toute sa vie couronné par le succès. Sa satisfaction fut grande quand on lui annonça, plusieurs jours avant l'échange des signatures, que le traité avait été conclu. Il voulut que la Pacification reçût l'approbation, non-seulement des magistrats municipaux, mais aussi du peuple (2). Dans toutes les grandes occasions, il aimait à recueillir l'expression de la volonté populaire; mais dans cette circonstance, on n'avait pas besoin de rechercher cette approbation ; le pays tout entier pensait et parlait avec le prince, et la Pacification, aussitôt qu'elle parut, fut accueillie avec des cris de joie (3). Elle fut proclamée sur la place du marché dans toutes les villes et dans tous les villages, et ratifiée, non par des votes, mais par des hymnes d'actions de grâces, par des chants de triomphe, par des salves d'artillerie et des illuminations dans tous les Pays-Bas. Un autre événement vint ajouter à la satisfaction générale. La portion du pays qui avait été si récemment conquise dans le nord par la valeur audacieuse des Espagnols, retomba entre les mains de ses habitants presque au moment où l'on concluait le traité de Gand. Ce fut la conséquence naturelle du grand soulèvement. Mondragon, entièrement abandonné par ses troupes, se vit contraint de quitter Zirieckzée, la ville qui avait été prise avec une si admirable prouesse. Au commencement de novembre, la capitale de l'île de Schouwen, l'île tout entière, ainsi que le reste de la Zélande, à l'exception de Tholen, furent reprises par le comte Hohenlohe,

(1) Kluit, t. I, p. 146, 147.

(2) Kluit, *Holl. staatsreg.* t. I, p. 148.

(3) Bor, t. IX, p. 740. Wagenaer, t. VII, p. 117. *Apologie du prince d'Orange*, p. 95.

lieutenant général du prince d'Orange, et agissant d'après ses instructions (1).

Ainsi, à l'époque qui nous occupe, plusieurs grands événements étaient accomplis. La Zélande avait échappé au joug de ses ennemis, Anvers était en ruines, et la ligue des Pays-Bas contre les Espagnols était conclue. On sut bientôt qu'un autre événement très-important avait eu lieu au même instant. La veille du massacre d'Anvers, et quatre jours avant la publication du traité de Gand, un cavalier étranger, suivi d'un esclave Maure et de six hommes d'armes, traversait les rues de Luxembourg (2). Le cavalier était don Ottavio Gonzague, frère du prince de Melfi; l'esclave Maure était don Juan d'Autriche, le fils de l'empereur, le conquérant de Grenade, le héros de Lépante (3). Le nouveau gouverneur général avait traversé l'Espagne et la France sous un déguisement : il avait voyagé très-rapidement, et avec un mystère romanesque qui répondait à son caractère. Il se trouvait enfin sur le seuil des Pays-Bas; mais en dépit de toute sa promptitude, il arrivait quelques jours trop tard.

(1) Bor, t. IX, p. 727. Hoofdt, t. XI, p. 470.
(2) *Ibid.*, p. 742. — *Ibid.*, p. 472.
(3) Strada, t. IX, p. 423. Cabrera, t. XI, p. 874.

FIN DU TOME TROISIÈME.

TABLE DES MATIÈRES

SUITE DE LA TROISIÈME PARTIE

CHAPITRE IV.

Barbarie obstinée du gouvernement. — Exécution d'Antoine van Straalen. — Les amis allemands du prince d'Orange lui conseillent l'inaction. — Sentiments héroïques du prince. — Ses efforts en faveur de la tolérance. — Ses opinions religieuses. — Sa fervente piété. — Sa correspondance publique avec l'empereur. — Traits distinctifs de son « Apologie, » de « l'Avertissement » et autres actes. — Le prince traverse le Rhin à la tête d'une nombreuse armée. — Passage de la Meuse près de Stochem. — Il offre la bataille au duc d'Albe. — Détermination du duc d'éviter le combat. — Comparaison de sa situation actuelle avec celle qu'il avait naguère en Frise. — Habile tactique du duc. — Escarmouche sur la Géta. — Défaite des Orangistes. — Mort de Hoogstraaten. — Jonction opérée avec Genlis. — Le duc reste fidèle à son premier projet. — Le prince passe la frontière de France. — Correspondance entre Charles IX et le prince d'Orange. — L'armée patriote se débande à Strasbourg. — Réflexions de Granvelle sur la situation du prince. — Attitude triomphante du duc d'Albe. — Réjouissances à Bruxelles. — Statue colossale du duc d'Albe élevée par lui-même dans la citadelle d'Anvers. — Intercession de l'empereur auprès de Philippe. — Six électeurs de l'Empire présentent un mémoire à l'empereur. — Mission de l'archiduc

Charles auprès du roi d'Espagne. — Ses négociations avec Philippe. — Correspondance publique et particulière entre le roi et l'empereur. — Duplicité de Maximilien. — L'intervention se termine brusquement. — Suggestions de Granvelle au roi à propos du traité de Nassau........................... 1

CHAPITRE V.

Querelle entre le duc d'Albe et la reine Élizabeth d'Angleterre. — Fonds espagnols saisis par le gouvernement anglais. — Cessation des relations entre l'Angleterre et les Pays-Bas. — Mesures sévères contre l'hérésie. — La persécution continue. — Cas individuels. — Le duc d'Albe reçoit du pape le chapeau et l'épée. — Le gouverneur général décide d'établir dans les Provinces un système d'impôts arbitraires. — Assemblée des États à Bruxelles. — Les décrets du duc d'Albe leur sont communiqués. — Le centième, le dixième et le cinquième deniers. — Opposition de Viglius au projet. — Les États de diverses provinces consentent avec peine. — Utrecht résiste obstinément. — La ville et la province sont citées devant le Conseil de sang et sont condamnées à la confiscation et à la perte de toutes leurs franchises. — Appel au roi. — Difficulté de percevoir la nouvelle taxe. — Elle est commuée pour deux ans. — Projet d'amnistie générale. — Le duc perd sa faveur. — Il veut donner sa démission. — Hostilité secrète entre lui et Viglius. — Les opinions du président changent. — Granvelle exprime sa manière de voir. — Le duc proclame solennellement l'amnistie à Anvers. — Caractère de cette amnistie. — Mécontentement du peuple. — Plaintes du duc d'Albe au roi. — Situation et sort du baron de Montigny en Espagne. — Sa captivité à Ségovie. — Il tente de s'évader. — Il échoue. — Il subit un procès dérisoire. — Sa femme en appelle au roi. — Il est condamné. — Son meurtre secret est résolu. — Détails du crime prescrit par le roi. — Inondation terrible dans les Pays-Bas. — Calamités en Frise. — Le château de Lowestein est pris par Ruyter, grâce à un stratagème. — Les Espagnols reprennent la place. — Résistance désespérée et mort de Ruyter................ 44

CHAPITRE VI.

Le prince d'Orange et le comte Louis en France. — Paix avec les huguenots. — Mémoire présenté par Coligny, à la requête

de Charles IX, sur les moyens d'envahir les Pays-Bas. — Correspondance secrète du prince d'Orange organisée par Paul Buys. — Lettres de marque données par le prince. — Règles imposées aux flottilles qu'il créait ainsi. — Pauvreté du prince. — Son courage, ses sacrifices et ses privations personnelles. — Sa générosité. — La lutte entre le duc d'Albe et les États renait à propos du vingtième et du dixième deniers. — Violentes discussions dans le conseil. — Ferme opposition de Viglius. — Édit ordonnant la perception de la taxe. — Tumultes populaires. — Viglius est dénoncé par le duc d'Albe. — Plaintes amères du vice-roi adressées à Philippe. — Complot de Philippe contre la reine d'Angleterre. — La conjuration de Ridolfi pour tuer Élizabeth reçoit l'appui du roi d'Espagne et du pape. — Philippe donne au duc l'ordre de favoriser le complot. — Remontrances du duc d'Albe. — La conjuration éclate. — Obstination de Philippe. — Plaintes réitérées du duc d'Albe sur l'imprudence des services qu'on exige de lui. — Nouveaux efforts de Philippe pour se défaire d'Élizabeth. — Don Juan d'Autriche dans le Levant. — Bataille de Lépante. — Indolence de Sélim. — Nomination du duc de Medina-Cœli. — Discussions constantes à Bruxelles à propos de la taxe. — Efforts persévérants du prince d'Orange. — Mépris du duc pour lui. — On propose d'attacher à son nom une sentence d'ignominie. — Mission de Sonoy en Allemagne. — Documents remarquables publiés par le prince. La « harangue ». — Haine des grands seigneurs et du peuple pour le duc d'Albe. — Visite de François d'Alava à Bruxelles. — Son rapport défavorable au roi. — Plaintes du duc. — On envoie une députation en Espagne. — Soulèvement général contre l'impôt. — Férocité du duc d'Albe. — Exécution de dix-huit marchands secrètement ordonnée. — Elle est interrompue par la prise de Brill. — Les Gueux de la mer. — Le second Sanglier des Ardennes. — Réconciliation entre le duc d'Albe et le gouvernement anglais. — Les pirates néerlandais sont contraints de quitter les ports d'Angleterre. — Flotte de La Marck devant Brill. — La ville est sommée de se rendre, elle envoie des commissaires aux assiégeants. — Fuite des magistrats et des bourgeois. — Prise de la place. — Indignation du duc d'Albe. — Joie populaire à Bruxelles. — Jeux de mots et caricatures. — M. de Bossu reçoit l'ordre de reprendre Brill, il est battu. — Il entre perfidement dans Rotterdam. — Massacre dans cette ville. — Révolution à Flessingue. — Efforts inutiles du gouverneur, M. de Bourgoyne, pour ramener les citoyens à

l'obéissance. — Expédition partie de Brill sous les ordres de Treslong pour venir en aide à Flessingue. — Meurtre de Pacheco par les patriotes. — Jérôme de Saint-Zeraerts est nommé gouverneur de Walcheren par le prince d'Orange............ 91

CHAPITRE VII.

Révolution municipale en Hollande et en Zélande. — Traits caractéristiques du mouvement dans divers endroits. — Sonoy reçoit une commission du prince d'Orange comme gouverneur de la Nord-Hollande. — Théorie du gouvernement provisoire. — Instructions du prince à ses officiers. — Serment prescrit. — Clause de tolérance. — Surprise de Mons par le comte Louis. — Efforts d'Antoine Olivier. — Détails de la prise. — Assemblée des citoyens. — Discours de Genlis et du comte Louis. — Effet de ces insurrections sur le duc d'Albe. — Don Frédéric reçoit l'ordre d'investir Mons. — Impatience du duc de se retirer. — Arrivée du duc de Medina-Cœli. — Il est sur le point d'être pris. — Capture de la flotte de Lisbonne. — Cordialité affectée des ducs d'Albe et de Medina-Cœli. — Concessions du roi et du vice-roi au sujet du dixième denier. — Les États de Hollande, convoqués par le prince d'Orange, s'assemblent à Dort. — Le prince fait appel à ce congrès pour obtenir des fonds afin de payer l'armée qu'il vient de lever. — Théorie de l'assemblée provisoire des États. — Source et nature de son autorité. — Discours de Marnix de Sainte-Aldegonde. — Libéralité des États et des Provinces. — Gages échangés entre les représentants du prince et le congrès. — La commission de l'amiral de La Marck est confirmée. — Le prince d'Orange dictateur. — Il limite lui-même son pouvoir. — Le comte Louis à Mons. — Renforts amenés de France par Genlis. — Témérité de cet officier. — Sa défaite. — Le prince d'Orange entre en campagne. — Il prend Ruremonde. — Excès de l'armée patriote. — Proclamation du prince d'Orange pour ordonner le respect de tous les droits individuels et religieux. — Sa réponse à la sommation de l'empereur. — Progrès dans les Pays-Bas. — Espérances du côté de la France. — Charles IX promet au prince d'Orange des renforts commandés par Coligny. — Massacre de la Saint-Barthélemy. — Caractère de cet événement. — Son effet en Angleterre, à Rome, et dans d'autres parties de l'Europe. — Joie extrême de Philippe. — Il donne à Charles IX de pompeux

éloges. — Philippe envoie l'ordre de mettre à mort tous les prisonniers français qui se trouvent dans les Pays-Bas. — Correspondance secrète de Charles IX avec son ambassadeur à Bruxelles. — Enthousiasme des Espagnols devant Mons. — Le duc d'Albe est pressé par l'ambassadeur de France d'exécuter les ordres de son maître, et de mettre à mort tous les Français trouvés dans Mons, et les prisonniers tombés déjà entre ses mains. — Effet du massacre sur le prince d'Orange. — Les ducs d'Albe et de Medina-Cœli devant Mons. — Efforts inutiles du prince pour obliger le duc d'Albe à livrer la bataille. — *Encamisada* de Romero. — Le prince s'échappe à grand'peine. — Son armée se mutine et se débande. — Il retourne en Hollande. — Son courage. — Situation désespérée du comte Louis à Mons. — Sentiments du duc d'Albe. — Capitulation de Mons. — Courtoise réception du comte Louis par les généraux espagnols. — Hypocrisie de ces démonstrations. — Nature de la capitulation. — Elle est violée. — Noircarmes arrive à Mons. — On y établit un tribunal de sang. — Exécutions en-masse. — Cruauté et cupidité de Noircarmes. — Découverte récente des archives de ces crimes. — Retour des villes de Brabant et de Flandre à l'obéissance. — Sac de Malines par les Espagnols. — Détails sur cet événement.................................. 140

CHAPITRE VIII.

Affaires de Hollande et de Zélande. — Siége de Tergoes par les patriotes. — Importance de la place. — Difficulté de la délivrer. — Position de la ville. — Projet hardi pour faire passer des secours par le « pays noyé ». — Expédition brillante de Mondragon. — Son succès. — Le siége est levé. — Sac de Zutphen. — Lâche conduite du comte Van den Berg. — Naarden refuse de se rendre. — Députation envoyée plus tard sans succès à don Frédéric pour capituler. — Don Frédéric devant Naarden. — Perfidie de Romero. — Les Espagnols sont admis dans la place. — Massacre de la garnison et des bourgeois. — La ville est brûlée. — Bonne réception du prince d'Orange en Hollande. — Négociation secrète avec les États. — Caractère désespéré de la lutte entre l'Espagne et les Provinces. — Don Frédéric à Amsterdam. — Projets pour la réduction de la Hollande. — Escarmouche sur la glace à Amsterdam. — Préparatifs faits à Harlem pour le siége. — Description de la ville. —

Premières opérations. — La place est complétement investie. — Nombre des assiégeants et des assiégés. — Cruautés réciproques. — Le premier assaut est repoussé. — L'expédition de Batenbourg échoue. — Cruautés dans la ville et dans le camp. — Mines et contre-mines. — Le second assaut est victorieusement repoussé. — Souffrances et maladies dans Harlem. — Don Frédéric a envie de se retirer. — Le duc d'Albe le reprend sévèrement. — Efforts du prince d'Orange pour délivrer la ville. — Expédition de Sonoy. — Exploit de Jean Haring. — Cruelle exécution des prisonniers des deux parts. — Quiryn Dirkzoon et sa famille sont mis à mort dans la ville. — Flottes sur le lac. — Défaite de la flotte des patriotes. — Souffrance et famine dans la ville. — On parlemente avec les assiégeants. — Désespoir des assiégés. — Ils font un appel au prince d'Orange. — Batenbourg entreprend de délivrer la ville; il est défait et tué. — Situation désespérée de Harlem. — La ville se rend à discrétion. — Sanguinaires exécutions. — Massacre général. — Ce que la victoire coûta d'hommes et d'argent. — Joie de Philippe en apprenant la prise de Harlem.................... 194

CHAPITRE IX.

Position du duc d'Albe. — Haine que lui portent les grands personnages. — Ses disputes avec le duc de Medina-Cœli. — Départ de ce dernier. — Plaintes adressées au roi par les deux ducs. — Tentatives de conciliation du gouvernement envers la population des Pays-Bas. — Étrange caractère de la démarche. — Mutinerie des troupes espagnoles. — Ouvertures secrètes au prince d'Orange. — Le duc d'Albe rétablit avec peine l'obéissance. — Commencement du siége d'Alkmaer. — Sanglantes menaces du duc. — Langage ardent et enthousiaste du prince. — Préparatifs de défense dans Alkmaer. — Le premier assaut est repoussé. — Les soldats refusent d'attaquer la ville une seconde fois. — Expédition d'un charpentier envoyé par les bourgeois d'Alkmaer. — Ordres du prince pour inonder le pays. — Les dépêches du charpentier tombent entre les mains de l'ennemi. — Effet produit sur les Espagnols. — Le siége est levé. — Négociations du comte Louis avec la France. — Inquiétudes et correspondance secrète du duc. — Convention avec le gouvernement anglais. — Vues du prince d'Orange. — Cruauté de Guillaume de La Marck. — Il est destitué, sa mort. — Négocia-

tion avec la France. — Le langage de la cour de France à propos de la Saint-Barthélemy est changé. — Mauvais effet de ce crime sur les plans du roi. — Hypocrisie du gouvernement espagnol. — Lettre de Louis de Nassau à Charles IX. — Plaintes du roi de France. — Espoir secret de ce monarque et de Philippe II. — Intrigues à propos de la couronne de Pologne. — Négociations entre Schomberg et Louis de Nassau avec le consentement du prince d'Orange. — Conditions présentées par le prince. — Articles secrets de l'alliance. — Remarquable lettre de Louis de Nassau au roi de France. — Isolement et responsabilité du prince d'Orange. — Adresse et « épitre ». — Sentiments religieux du prince. — Combat naval sur le Zuyderzée. — Captivité de MM. de Bossu et de Sainte-Aldegonde. — Odieuse position du duc d'Albe. — Cruauté infatigable. — Exécution de Uitenhoove. — Tromperie du duc d'Albe envers ses créanciers. — Arrivée du nouveau gouverneur général, M. de Requesens. — Départ du duc d'Albe. — Dernières remarques sur son administration.. 246

QUATRIÈME PARTIE

Administration du grand commandeur (1573-1576).

CHAPITRE PREMIER.

Carrière antérieure de Requesens. — Passion de Philippe pour le détail des affaires. — But apparent et réel du gouvernement. — Désir général de la paix. — Correspondance des principaux royalistes avec le prince d'Orange. — Embarras du trésor après le départ du duc d'Albe. — Dépenses de la guerre. — Prétentions à la douceur de la part du commandeur. — Ses vues particulières. — Détresse du colonel Mondragon, à Middlebourg. — Embarras de la Hollande. — Négociations secrètes du prince d'Orange avec la France. — Vues de Sainte-Aldegonde pendant sa captivité. — Expédition pour délivrer Middlebourg. — Pré-

paratifs contraires du prince d'Orange. — L'expédition reste sans succès. — Mondragon capitule. — Projets du prince d'Orange et de ses frères. — Une armée commandée par le comte Louis passe le Rhin. — Mesures de Requesens. — Manœuvres d'Avila et de Louis. — Les deux armées se trouvent en présence à Mook. — Bataille sur la bruyère de Mook. — Défaite et mort de Louis. — Combat dans les nuages. — Caractère de Louis de Nassau. — Une pénible incertitude règne sur son sort. — Révoltes périodiques des troupes espagnoles. — Mutinerie après la bataille de Mook. — Les soldats espagnols attaquent et prennent Anvers. — Conduite insolente des mutins. — Ils repoussent les offres de Requesens. — Révolte dans la citadelle. — Exploits de Salvatierra. — On vient à composition. — Fête des soldats sur le lac. — Expédition brillante de l'amiral Boisot.. 292

CHAPITRE II.

Premier siége de Leyde. — Commencement du second siége. — Description de la ville. — Préparatifs de défense. — Lettre du prince d'Orange. — Acte d'amnistie publié par Requesens. — Ses conditions. — Comment il est reçu par les Hollandais. — Correspondance des Glippers. — Sorties et combats sous les murs de Leyde. — Position du prince. — Ses projets pour secourir la ville. — Magnanimité de la population. — On rompt les digues. — Troubles dans la ville et dans le camp des assiégeants. — Lettre des États de Hollande. — Maladie dangereuse du prince. — Les Zélandais sauvages. — L'amiral Boisot commence son expédition. — Lutte sanglante sur la digue de Land-Scheiding. — On occupe cette digue et celle du Chemin-Vert. — Mouvements de la flottille. — Le prince visite l'escadre. — Horribles souffrances des habitants de Leyde. — Discours de Van der Werf. — Héroïsme de la population. — Lettres de l'amiral. — Assaut. — Boisot avance. — La forteresse de Lammen. — Une nuit d'inquiétude. — Retraite nocturne des Espagnols. — L'amiral entre dans la ville. — Actions de grâces dans la grande église. — Le prince à Leyde. — Adieux de Valdez. — Révolte. — L'université de Leyde est fondée. — Charte d'institution. — Cérémonies d'inauguration................ 334

CHAPITRE III.

Derniers jours du Conseil de sang. — Négociations officieuses et perfides. — Caractère des négociateurs et de la correspondance diplomatique. — Le docteur Junius. — Conférences secrètes du docteur Léoninus avec le prince d'Orange. — Fermeté du prince. — Changements dans le gouvernement intérieur des provinces septentrionales. — Générosité et pouvoir croissant des municipalités. — Jalousie naissante à l'égard du prince d'Orange. — Elle est réprimée. — Les États refusent sa démission. — Il arrive à un pouvoir presque illimité. — Maximilien tente de nouveau une médiation. — Vues et projets des deux partis. — Avis du prince d'Orange. — Commencement des négociations à Bréda. — Propositions et contre-propositions. — Adresse des plénipotentiaires des deux parts. — Diplomatie cauteleuse, ses mauvais résultats. — Union de la Hollande et de la Zélande sous l'autorité du prince d'Orange. — Acte définissant ses pouvoirs. — Charlotte de Bourbon. — Caractère, aventures et destinée d'Anne de Saxe. — Mariage du prince d'Orange avec mademoiselle de Bourbon. — Grande indignation. — Horribles tortures infligées par Sonoy aux catholiques dans la Nouvelle-Hollande. — Hierges prend Oudewater et Schoonoven. — Les îles de Zélande. — On projette une expédition sous-marine. — Détails de l'entreprise. — Succès complet. — Mort de Chiappin Vitelli. — Délibérations des États de Hollande et de Zélande sur le rejet de l'autorité de Philippe. — Déclaration de Delft. — On agite la question de savoir à laquelle des grandes puissances on offrira la souveraineté. — Secrètes relations internationales. — Ambassade en Angleterre. — Les négociations avec Élizabeth ne sont pas satisfaisantes. — Position du grand commandeur. — Siége de Zierickzée. — Générosité du comte Jean. — Projet désespéré du prince. — Mort de Requesens. — Son caractère.. 369

CHAPITRE IV.

Le conseil d'État s'empare des affaires à Bruxelles. — Hésitation du gouvernement espagnol. — Joachim Hopper. — Mauvaise administration. — Vigilance du prince d'Orange. — Les provinces s'unissent plus étroitement. — La lutte n'est pas égale.

— Condition matérielle de la Hollande. — Nouvel acte d'union entre la Hollande et la Zélande. — L'autorité du prince va toujours croissant. — Caractère de la politique des Provinces. — Générosité du prince. — Sa tolérance. — Lettres du roi. — Attitude des grandes puissances envers les Pays-Bas. — Correspondance et politique d'Élizabeth. — Négociations secrètes avec la France et le duc d'Alençon. — Aspect menaçant de l'Allemagne. — Le prince d'Orange est chargé de toute la responsabilité. — Tentative pour délivrer Zierickzée. — Mort de l'amiral Boisot. — Honorable capitulation de la ville. — Révolte des troupes espagnoles à Schouwen. — Causes générales du mécontentement. — La révolte devient plus grave. — Les régiments rebelles entrent dans le Brabant. — On essaye en vain de les calmer. — Ils s'emparent d'Alost. — Le conseil d'État veut les faire poursuivre. — Violente agitation à Bruxelles et à Anvers. — Le marquis d'Havré apporte des lettres de Philippe. — Le roi persévère dans son indécision, et confirme le conseil d'État dans ses prétentions. — Le peuple est résolu à combattre l'oppression étrangère. — Les troupes allemandes et la garnison d'Anvers, sous le commandement d'Avila, se joignent aux rebelles. — Lettre de Verdugo. — Émotion populaire. — Jérôme de Roda dans la citadelle. — Soulèvement universel.. 425

CHAPITRE V.

Des sympathies et des antipathies religieuses dans les dix-sept provinces. — Haine universelle pour l'armée étrangère. — Le prince se sert habilement de la révolte. — Sa correspondance. — Il prêche la nécessité de l'union. — Presque toutes les Provinces se réunissent en congrès à Gand. — Escarmouches entre les troupes étrangères et les bandes de partisans. — Massacre à Tisnacq. — Le conseil d'État est suspect. — Arrestation du conseil d'État. — Siége de la citadelle de Gand. — Le prince d'Orange envoie des secours. — Maestricht est pris et repris. — Richesse de la ville d'Anvers. — La situation est très-périlleuse. — Préparatifs des révoltés sous la secrète surintendance d'Avila. — Ineptie d'Oberstein. — Duplicité de Sancho d'Avila. — On envoie des troupes wallonnes à Anvers sous le commandement d'Havré, d'Egmont et de quelques autres. — Le gouverneur se prépare à l'attaque. — Sa fidélité et son cou-

rage. — Insubordination et négligence de ses subordonnés. — Les mutins se réunissent, de divers points, dans la citadelle. — L'attaque. — Terreur, feinte, massacre, incendie, pillage et détails sur la *furie espagnole*. — Détails statistiques sur les meurtres et les vols. — Lettre du prince d'Orange aux États généraux. — La citadelle de Gand se rend enfin. — Conclusion de la « pacification de Gand ». — Caractère du traité. — On reprend la Zélande.......... 457

FIN DE LA TABLE DU TOME TROISIÈME.

Corbeil, typographie et stéréotypie de Crété.

HISTOIRE

DE LA

FONDATION DE LA RÉPUBLIQUE

DES

PROVINCES-UNIES

PAR

J. LOTHROP MOTLEY

TRADUCTION NOUVELLE

PRÉCÉDÉE D'UNE INTRODUCTION

PAR

M. GUIZOT

TOME TROISIÈME



PARIS

MICHEL LÉVY FRÈRES, LIBRAIRES-ÉDITEURS

RUE VIVIENNE, 2 BIS

1859

HISTOIRE

DE LA FONDATION DE LA RÉPUBLIQUE

DES

PROVINCES-UNIES

Corbeil, typographie et stéréotypie de Crété.

Paris. — Imprimerie de A. Wittersheim, rue Montmorency, 8.